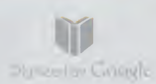
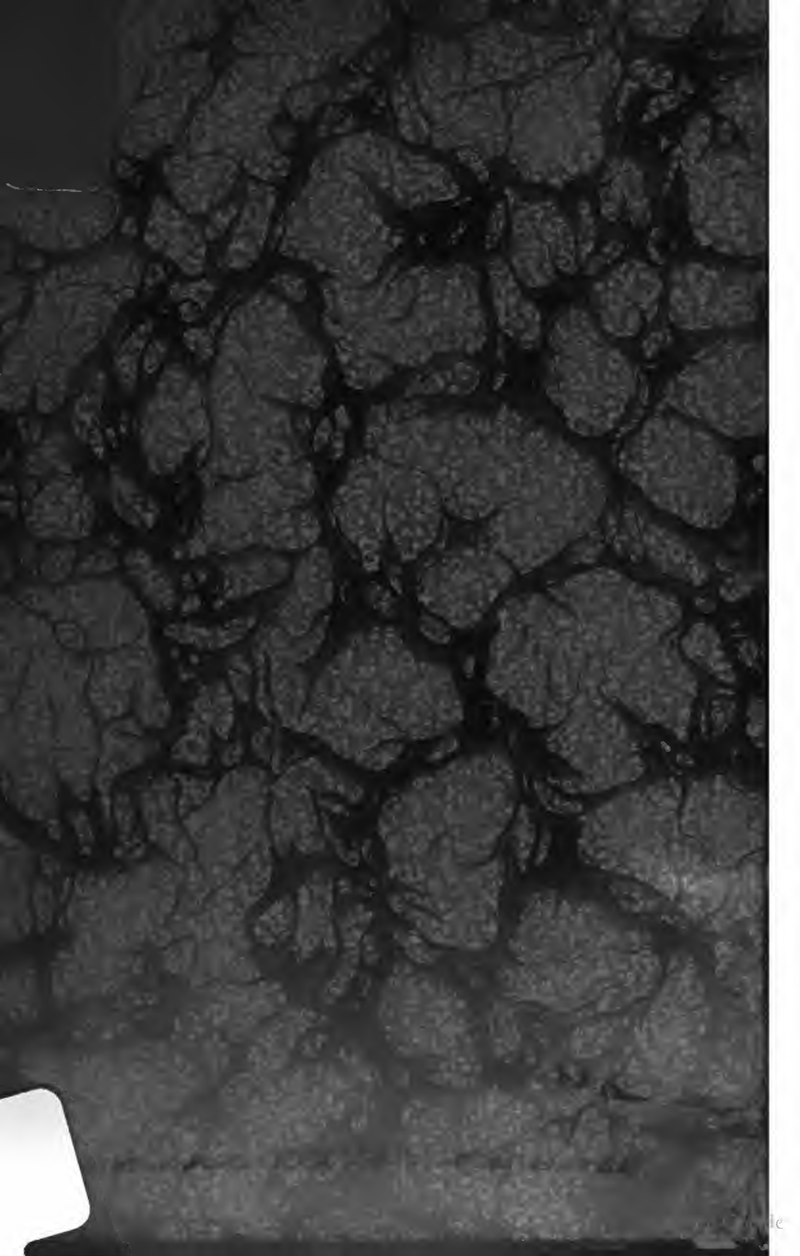
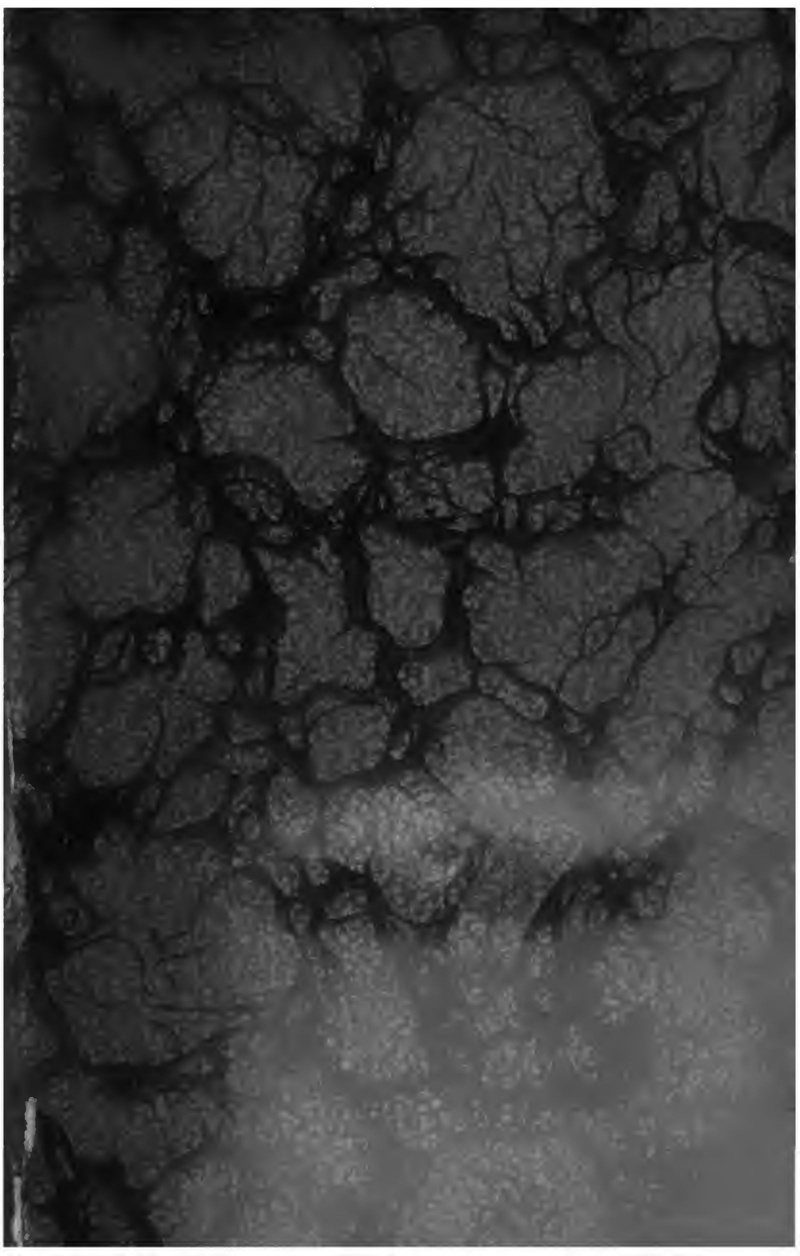
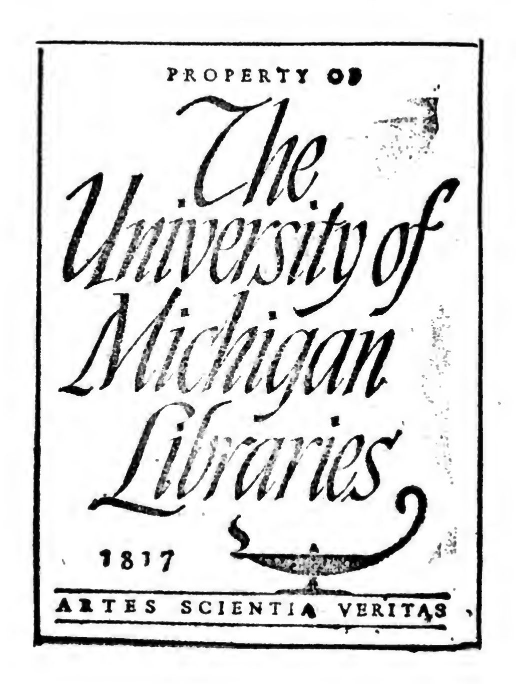
TRADITIONS ET SOUVENIRS TOUCHANT LE TEMPS ET LA VIE DU GÉNÉRAL...

Auguste Napoléon Joseph marquis de Colbert-Chabanais








PROPERTY OF
The University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

TRADITIONS ET SOUVENIRS

TOUCHANT LE TEMPS ET LA VIE

DU GÉNÉRAL AUGUSTE COLBERT

1793-1809

Motteroz, Adm.-Direct. Imp. réunies, C

TRADITIONS

ET

SOUVENIRS

Touchant le temps et la vie

du Général AUGUSTE COLBERT

1793-1809

PAR

LE MARQUIS DE COLBERT CHABANAIS

(SON FILS)

TOME SECOND

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS

VICTOR HAVARD, ÉDITEUR

175, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 175

1882

TRADITIONS ET SOUVENIRS

OU

MÉMOIRES

TOUCHANT LE TEMPS ET LA VIE

DU GÉNÉRAL AUGUSTE COLBERT

CHAPITRE XIV

Situation de la France au mois de mai 1800. — Premiers actes du gouvernement consulaire. — L'Angleterre et l'Autriche repoussent les propositions de paix faites par le premier consul. — Armées autrichiennes en Souabe et en Italie. — Réunion de l'armée de l'Helvétie à celle du Rhin sous les ordres de Moreau. — Plan de Bonaparte. — Création d'une armée *de réserve* à Dijon. — Auguste Colbert rejoint Murat à Stradella. — Mme Murat en 1838. — Réunion de l'armée d'Italie à Ivrée. — Erreur prolongée de Mélas. — Elsnitz battu au col de Tende, Ott à Montebello. — Bonaparte dans la plaine de San-Giuliano avec les corps de Victor, Lannes et Murat. — Il fait occuper Marengo par la division Gardanne. — Bataille de Marengo. — Récit d'après les documents originaux. — Rôle de la cavalerie. — Rapport de Kellermann. — Convention d'Alexandrie. — Auguste Colbert revient à Paris ; il est nommé colonel du 10e régiment de chasseurs à cheval.

Lorsque, le 4 mai 1800, Desaix et ses compagnons débarquaient à Toulon, six mois s'étaient écoulés depuis le dix-huit brumaire (9 novembre), et le 6 mai, le premier consul quittait Paris pour rejoindre ce qu'on appelait *l'armée de réserve.*

Aux grands changements survenus en France se joignait l'attente d'autres grands événements. C'était donc avec une avidité en quelque sorte fébrile que les nouveaux débarqués cherchaient à se rendre compte de ce passé de deux ans dont les vagues échos leur étaient seuls arrivés durant leur exil, et de tous les détails d'une révolution qui semblait appelée à changer la face de leur patrie. Attentifs au mouvement des armées qui sous Moreau opéraient en Allemagne, ils entendaient pour ainsi dire retentir à côté d'eux le canon de l'héroïque Massena acculé dans Gênes; et dans ces âmes guerrières, toutes remplies encore des ardeurs patriotiques de 92, une préoccupation l'emportait sur toutes les autres, celle de sortir de leur prison et d'aller rejoindre leurs compagnons d'armes.

Deux ans auparavant, lorsqu'ils avaient quitté la France, ils l'avaient laissée victorieuse, maîtresse par les traités de la rive gauche du Rhin, occupant l'Italie, en paix, au moins apparente, avec l'Europe continentale; ils la retrouvaient en guerre avec tout le monde, à peine sauvée après de nombreuses défaites, par la victoire de Zurich, expulsée de l'Italie où les Autrichiens dominaient en maîtres, et d'où ils menaçaient d'envahir nos provinces du midi.

Tel avait été le résultat de la politique du Directoire à l'extérieur et de son administration à l'intérieur.

A l'extérieur, par des prétentions exagérées, injustes, à l'égard de l'Allemagne, par un système de propagande qui portait la désorganisation dans tous les États, par les exactions de ses agents dans tous les pays conquis ou envahis, le Directoire avait soulevé

contre lui toute l'Europe, provoquant jusqu'à la Russie, dont les armées étaient venues alors pour la première fois se mêler aux luttes des puissances occidentales de l'Europe.

A l'intérieur tout n'était que désordre et confusion ; la situation financière était déplorable et devenait la principale cause des revers de nos armées, trop souvent abandonnées sans armes, sans munitions et sans solde. Profitant de la faiblesse du Gouvernement, l'insurrection se montrait de nouveau dans les provinces de l'Ouest ; et le Directoire, impuissant à établir un ordre de choses régulier, entraîné par cette colère des gens faibles qui croient remplacer par la violence la force qu'ils n'ont pas, avait recours aux lois odieuses des *otages* et de l'*emprunt forcé* (1).

Ce mélange de tyrannie et de faiblesse devenait chaque jour plus insupportable à la nation et dénotait un gouvernement aux abois, dont l'insuffisance mettait l'État et la société même en péril. Un changement était donc devenu indispensable : c'était la conviction de tous les esprits sérieux, et Sieyès, l'un des directeurs, esprit trop sagace pour ne pas juger ainsi de la situation, préparait une Constitution et n'attendait que l'événement.

Tout était donc prêt pour une révolution lorsque Bonaparte arriva d'Égypte. Dès qu'il parut, on vit en lui un sauveur, et la nation tout entière l'acclama ; on voulait en finir avec cet état d'anarchie où paraissaient devoir périr et l'œuvre immense entreprise en 1789 et

(1) Voir la note B, à la fin du volume.

la nation elle-même, qui semblait toucher à une dissolution sociale. On attendait de Bonaparte la victoire et la paix, l'ordre et le repos. Le seul fait de son avénement au pouvoir rétablit la confiance, tant on se reposait sur sa force, tant il y avait en cet homme de cette autorité devant laquelle se courbent les plus fiers et les plus rebelles. Sieyès lui-même, malgré l'orgueil que lui inspiraient ses hautes facultés, dit tout d'abord : « Nous avons un maître, qui sait tout faire, qui peut tout faire et qui veut tout faire. »

Les actes d'ailleurs ne se firent pas attendre. Quelques jours après le dix-huit brumaire, Bonaparte allait à la prison du Temple mettre en liberté des *otages* et faisait révoquer l'odieuse loi qui les avait frappés. La loi sur l'emprunt forcé était également rapportée. Puis, s'adressant directement par lettres au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Allemagne, il leur demandait, au nom de l'humanité, dans un langage rempli de dignité et d'élévation, de rendre la paix à l'Europe. Enfin, une suspension d'armes, conclue avec les principaux chefs de l'insurrection des départements de l'Ouest, préludait à la pacification.

C'était, on le voit, répondre tout d'abord aux vœux les plus pressants de l'opinion, faire disparaître les mesures violentes qui entretenaient les haines et l'état révolutionnaire, rappeler le crédit, et faire entrevoir enfin la paix et le repos.

Tel fut le début de ce gouvernement consulaire où la gloire de Bonaparte brille d'un éclat incomparable. Je n'ai pas ici l'intention de décrire cette époque ; je me contenterai de rappeler que six mois suffirent pour dé-

truire l'anarchie, ramener le calme dans les esprits, fermer bien des plaies du passé, faire renaître le crédit public, et, ce qui est plus encore, créer l'organisation administrative, financière et judiciaire, ou tout au moins jeter les bases de ces grandes institutions qui existent déjà depuis plus de soixante ans et sont pour la France les principaux éléments d'ordre et de puissance.

Quant aux tentatives de rapprochement avec les puissances étrangères, elles furent repoussées. Cet appel fait au nom de l'humanité et dans une forme aussi insolite, était peu à l'usage des Gouvernements. D'ailleurs, Pitt ne voulait pas laisser s'établir en France un état de choses régulier. Tant que ce pays posséderait, disait-il, la Belgique et la Hollande, il ne pouvait exister aucune sécurité pour l'Angleterre. Enfin, dans l'état de détresse financière et d'épuisement où semblait être la France, il croyait qu'on en aurait bon marché. Le ministre anglais ne se rendait pas encore bien compte du génie et de la prodigieuse habileté de l'homme que les Français venaient de se donner pour chef. Quant à l'Autriche, elle était victorieuse, maîtresse de l'Italie, et n'entendait rien céder.

Rejeter ainsi les propositions de Bonaparte, c'était grandir sa force morale, c'était doubler sa puissance par le sentiment d'indignation qu'un tel refus soulevait dans le pays. On le forçait à mettre de nouveau son épée dans la balance : on allait voir de quel poids était cette épée.

Deux armées menaçaient alors la France : l'une en Souabe, dans l'angle formé par le Rhin lorsqu'après

avoir coulé de l'est à l'ouest, du lac de Constance jusqu'à Bâle, il se dirige ensuite vers le nord : là se trouvaient 150,000 hommes sous les ordres du maréchal Kray ; l'autre en Italie, où les Autrichiens avaient 120,000 hommes. Mélas, qui les commandait, espérait, après avoir forcé Massena dans Gênes, passer le Var, pénétrer en France, et soutenu par les flottes anglaises de la Méditerranée, s'emparer de Toulon. Le premier rôle dans ce plan était donc assigné à l'armée autrichienne qui était en Italie. On supposait que les Français, obligés de porter une portion des forces qu'ils avaient sur le Rhin au secours du Midi, Kray pourrait franchir ce fleuve et envahir la France par l'est.

La Suisse, que nous occupions, nous donnait la possibilité de prendre à revers la ligne d'opération de l'armée de Souabe et celle de l'armée qui opérait sur la rivière de Gênes. Le premier consul commença par réunir l'armée de l'Helvétie et l'armée du Rhin. Cent vingt mille hommes de troupes bien organisées furent donc alors placées sous le commandement de Moreau. La première pensée de Bonaparte avait été de faire franchir à cette armée le Rhin vers Schaffhausen, de tourner l'extrême gauche de Kray, de manière à le rejeter dans l'angle formé par le Mein et le Rhin, le couper de la Bavière, de Vienne, et de conquérir la paix après avoir fait subir à l'Autriche un grand désastre, semblable à ceux qu'il devait plusieurs fois lui infliger plus tard. Ce plan parut trop aventureux au général Moreau : « Ce qu'il ne veut pas faire sur le Rhin, dit alors Bonaparte, je le ferai par les Alpes ! Il pourra regretter plus tard la gloire qu'il m'abandonne. »

Bonaparte laissa donc à Moreau le soin de pousser l'armée autrichienne comme il l'entendait, de manière toutefois à la séparer le plus possible de la Suisse et de l'Italie, et conçut le projet de franchir les Alpes par la Suisse, de se jeter en Italie sur les derrières de l'armée autrichienne, la coupant ainsi de ses communications, de lui livrer bataille, de lui faire mettre bas les armes, et de forcer l'Autriche à la paix.

Restait à trouver une armée pour l'exécution de ce plan ; elle n'existait pas, il fallait la créer. La rassembler sur un point, c'était donner l'éveil à l'ennemi : que fit alors le premier consul ? Il décréta la formation d'une armée, dite *de réserve*, à Dijon ; mais, tandis qu'on n'y voyait se rassembler que quelques milliers d'hommes et des dépôts de conscrits qui, loin d'éveiller les soupçons de l'Europe, n'excitaient partout que la risée et la moquerie et semblaient constater l'impuissance de la France, la véritable armée se formait en Bretagne, en Vendée, au moyen des troupes que laissait libres la pacification de l'Ouest ; à Paris, au moyen de celles qui venaient de Hollande ; dans le Midi, en rassemblant tous les dépôts de l'armée d'Italie ; et toutes ces troupes, organisées en brigades et en divisions, dirigées par des routes différentes, se trouvèrent, à un instant donné, réunies en Suisse, sans avoir donné l'éveil à personne. Enfin, d'après les combinaisons du premier consul, dès que Moreau aurait refoulé l'armée autrichienne, vingt mille hommes devaient se détacher de son armée, passer aussi les monts et venir se joindre à lui en Italie.

Tel était, d'une manière bien sommaire et bien générale, l'état des choses en Europe et en France à l'inté-

rieur ; voilà à peu près ce qu'avaient pu apprendre au lazaret de Toulon nos débarqués d'Égypte, et, dans le courant du mois de mai, tout le plan que je viens d'indiquer commençait déjà à se dérouler à leurs yeux. Ils avaient ainsi successivement appris la marche de Moreau en Allemagne, ses succès à Engen, ceux de Lecourbe à Stockach; ils avaient suivi la lutte engagée en Italie entre les Autrichiens et Massena, puis toutes les péripéties du siège de Gênes; enfin ils avaient appris la marche de Bonaparte, et c'était avec des transports de joie qu'ils entendaient dire que nos colonnes avaient pénétré dans la vallée d'Aoste, lorsqu'enfin, le 24 mai, les portes de leur prison s'ouvrirent devant eux.

Auguste Colbert partit avec le général Desaix, qui était accompagné de ses aides de camp Rapp et Savary ; ils se dirigèrent par la Tarentaise et le Petit Saint-Bernard, et le 11 juin ils avaient rejoint l'armée à Stradella. On sait comment Desaix fut accueilli par Bonaparte, qui passa une partie de la nuit à le questionner sur l'Égypte. Pour mon père, il reprit immédiatement son poste près de Murat, et je trouve dans les archives du dépôt de la guerre l'état de situation de la cavalerie de l'armée, écrit de sa main.

Ainsi donc, après dix mois de séparation depuis l'Égypte, Auguste Colbert se retrouvait près de son général. Ces dix mois n'avaient été pour l'aide de camp qu'une longue suite de souffrances, d'ennuis, de hasards courus sans profit et sans gloire. Pour le général, en cet espace de temps sa fortune avait singulièrement grandi: il était devenu le beau-frère du premier consul et commandait avec le titre de lieutenant-général la cavalerie

de l'armée d'Italie. Le vent de la prospérité fait parfois oublier aux heureux ceux qu'ils laissent en arrière ; il n'en pouvait être ainsi pour Murat, et d'ailleurs Auguste Colbert n'était pas de ceux qu'on oublie. Pendant près de trois ans, ils avaient vécu de la même vie, partagé les mêmes chances, à l'envi bravé les mêmes dangers ; il y avait eu entre eux échange de services ; chacun d'eux savait parfaitement quelle était la valeur de l'autre. Si l'aide de camp n'avait que vingt-deux ans, le général n'en avait que vingt-neuf ; on sait combien les relations s'établissent facilement à cet âge, et l'on comprendra aisément l'intimité qui existait entre eux, intimité d'ailleurs fondée sur une affection sincère et solide, qui, malgré quelques nuages passagers, ne se démentit jamais.

De longues années après, alors que la mort de l'un et de l'autre ne laissait plus que des souvenirs, j'eus l'occasion d'en juger. C'était vers 1838. Celle qui avait été reine de Naples, madame Murat, vint à Paris ; j'eus l'honneur de lui être présenté ; l'émotion que lui causa mon nom, le plaisir mêlé de tristesse avec lequel elle cherchait à retrouver en moi les traits de mon père, me sont encore présents : « Le fils d'Auguste Colbert que nous aimions tant ! » disait-elle en me regardant. Que de souvenirs devaient alors se presser dans sa pensée ! Ce nom, cette ressemblance, quelque vague qu'elle fût, ne la reportaient-ils pas aux temps les plus heureux de sa jeunesse et de sa vie, aux débuts de l'étonnante fortune de son mari, à cette époque où n'étant point encore troublés par l'ivresse et les soucis de la royauté, l'avenir ne leur montrait que des splendeurs ?... De tout cela que restait-

il?... pour elle, l'exil et de poignantes douleurs; et ces deux hommes, qu'étaient-ils devenus?... L'un avait touché au faîte des grandeurs humaines pour périr ensuite misérablement; l'autre, dans la fleur de sa jeunesse, avait été frappé par la destinée avant d'avoir recueilli toute la gloire qui lui semblait promise.

Auguste Colbert avait donc rejoint l'armée le 11 juin. On peut dire qu'à ce moment le merveilleux plan du premier consul était déjà réalisé. Soixante mille Français étaient en Lombardie, et toutes les communications de l'armée autrichienne étaient coupées. Ces soixante mille hommes étaient descendus des Alpes non point avec le fracas d'un torrent qui se précipite; ils y étaient arrivés par tous les passages qui existent depuis le grand Saint-Bernard jusqu'au Saint-Gothard, semblables aux mille petits ruisseaux qui, descendant des montagnes, forment dans la plaine le fleuve qui l'envahit et l'inonde. Le 14 mai, s'était effectué le passage principal par le Grand Saint-Bernard; le 22, Turreau avait forcé le Pas de Suse; le 26, toute l'armée était réunie à Ivrée; le 29, le corps détaché de l'armée de Moreau et commandé par le général Moncey, franchissait le Saint-Gothard, et le 2 juin le premier consul ayant balayé devant lui tous les postes qui observaient les débouchés des Alpes, entrait dans Milan où il rétablissait la République cisalpine.

La plupart de ces événements s'accomplissaient ou étaient déjà accomplis, que le chef de l'armée autrichienne, M. de Mélas, s'endormant sur les triomphes de ses soldats, attendait encore à Nice la nouvelle de la capitulation de Gênes. Le 19 mai, seulement, croyant

enfin que les Français pourraient bien faire une diversion du côté de Turin, pour dégager Massena, il se mit lentement en marche pour cette ville, où il n'arriva que le 25. Pour entretenir son erreur, Bonaparte avait porté son avant-garde, commandée par Lannes, sur Chivasso. Mélas sentit pourtant la nécessité de concentrer ses troupes; il rappela le général Elsnitz, qu'il avait envoyé avec 17,000 hommes sur le Var, contre Suchet, et donna également ordre au général Ott, qui bloquait Gênes, de se rendre à Alexandrie, indiquée comme point de rassemblement général. La vérité toutefois ne lui apparut tout entière que lorsqu'il apprit l'entrée des Français à Milan. Il vit enfin le péril dans toute sa grandeur : ses communications étaient coupées; ses magasins, toutes ses ressources étaient au pouvoir de l'ennemi. Il lui sembla alors qu'il n'y avait plus qu'un parti honorable à prendre : celui de rassembler le plus de monde possible, de se jeter tête basse sur l'ennemi et de s'ouvrir un passage.

La concentration ordonnée par Mélas ne s'opéra pas sans de graves échecs. Elsnitz, poursuivi dans sa marche rétrograde, prévenu au col de Tende par Suchet, qui avait reçu des renforts, perdit environ 8,000 hommes sur les 17,000 qu'il avait. Ott, après avoir reçu la capitulation de Massena (1), se hâta de se diriger par la Bocchetta sur Tortone; au lieu d'aller droit à Alexandrie, comme il en avait reçu l'ordre, il crut devoir se diriger vers le Pô, pour en disputer le passage au corps français qui y avait été signalé. Ce fut alors qu'il vint se

(1) Le 15 prairial an VIII (4 juin 1800).

heurter à Montebello contre le général Lannes. La victoire fut vivement disputée; elle ne fut décidée que par l'arrivée du corps de Victor. Ott, après avoir eu 8,000 hommes tués ou blessés, se replia sur Alexandrie. Par suite de ces pertes, il ne restait plus à Mélas que 35 à 40,000 hommes.

De son côté, Bonaparte avait continué à marcher sur Alexandrie, et le 13 juin, dans l'après-midi, il débouchait dans la plaine de San-Giuliano, avec les corps de Victor, Lannes et Murat. Un seul point, le village de Marengo, était occupé par l'ennemi ; il en fut délogé par la division Gardanne.

Cependant Bonaparte avait des doutes sur ce qu'allait faire l'armée autrichienne. Cette plaine déserte, le peu de résistance qu'on avait rencontrée à Marengo, point qui commandait la plaine et d'une grande importance dans le cas où l'ennemi eût voulu livrer bataille, enfin les insinuations d'un espion payé par Mélas, lui suggérèrent la pensée que le général en chef autrichien repasserait sur la rive gauche du Pô, ou bien que, rebroussant chemin vers Gênes, il se jetterait avec toutes ses forces sur Massena et Suchet. Dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, la guerre ne pouvait finir d'un seul coup, et la réussite de son plan, si habilement conçu, si heureusement exécuté jusque-là, lui échappait.

Agité par ces diverses pensées, et voulant parer à toutes les éventualités, le premier consul laissa la division Gardanne à Pietra-Buona, en face de la tête de pont des Autrichiens sur la Bormida, Victor à Marengo, Lannes en arrière à San-Giuliano, et garda avec lui la division Monnier à Torre di Garofolo. Il envoya à l'ex-

trême droite Rivaud, avec une brigade de cavalerie à Sale, puis il donna l'ordre à Desaix de se porter du côté de Rivalta, pour empêcher l'ennemi de filer par sa droite vers Novi et Gênes. Un coup d'œil sur la carte suffira pour montrer quelle était, par suite de ces dispositions, la dissémination d'une armée qui ne s'élevait qu'à 28,000 hommes (1).

Il n'était point dans les habitudes de Bonaparte de diviser ainsi ses forces. On est donc autorisé à penser que, dans la distribution de ses troupes, il agit plutôt avec la préoccupation de ce que pourrait tenter Mélas pour échapper, que dans la prévision d'une attaque sérieuse des Autrichiens et d'une bataille.

Cependant le lendemain, 14 juin (25 prairial), à l'aube du jour, on aperçut l'armée ennemie tout entière rangée en bataille entre Alexandrie et la Bormida, et vers neuf heures du matin (2), après avoir traversé la rivière par deux ponts, elle débouchait en trois colonnes dans la plaine de Marengo, au son d'une musique guerrière, en-

(1) Effectif de l'armée de réserve au 25 prairial, le matin de Marengo :

Corps de Victor. —	Division Gardanne. . .	3,638 hommes
	Division Chambarlhac.	5,287
Corps de Lannes. —	Division Watrin. . . .	5,083
Corps de Desaix. —	Division Monnier. . .	3,614
	Division Boudet . . .	5,316
Garde consulaire.		1,232
Cavalerie sous Murat.		3,220
Artillerie et génie.		618
		28,008

(2) « L'avant-garde fut attaquée à neuf heures du matin par la première ligne de l'armée ennemie. » (Rapport de Gardanne.) Voir aussi les rapports de Victor et de Rivaud.

seignes déployées, et précédée d'une nombreuse artillerie.

C'est un grand nom que celui de Marengo; il réveille mille souvenirs de gloire ; nul n'est plus associé au nom de Napoléon, et cependant, de toutes les batailles que le grand capitaine a livrées, c'est peut-être celle où il a le moins mis l'empreinte de son génie. La gloire de Marengo est dans les préparatifs de la campagne, dans cette marche audacieuse par les Alpes, dans l'habile combinaison des mouvements qui, d'un seul coup, nous livre l'Italie. Quant à la bataille qui couronne et termine ce drame, la victoire fut due, il faut le reconnaître, à la fermeté des troupes et des généraux, bien plus qu'à aucune conception éclatante, digne de fixer l'attention. Napoléon le savait mieux que personne; mais, au point de vue politique et militaire, les conséquences de cette victoire furent telles, Marengo marque une phase si importante dans sa carrière, qu'il s'efforça toujours de grandir cette bataille ou du moins de la mettre au niveau des belles combinaisons qui l'avaient précédée et des immenses résultats qu'elle avait amenés.

De 1800 à 1806, il fit donc rédiger plusieurs relations qu'il biffait et corrigeait sans cesse, sans se montrer jamais satisfait. Le but de ces relations était de donner un corps aux diverses phases de la bataille, de les coordonner comme étant les diverses parties d'un plan combiné à l'avance.

Voici, d'après la rédaction de 1806, ce qui se serait passé :

L'armée française aurait reçu la bataille, étant dis-

posée en ordre oblique par échelons, à grands intervalles, la gauche en avant. Cette gauche se retirant, tandis que le centre suivait peu à peu le mouvement de conversion, toute l'armée *pivotant* sur l'aile droite se serait trouvée placée obliquement sur le flanc des Autrichiens engagés à la poursuite de notre aile gauche et de notre centre en retraite. Nos réserves étant arrivées alors et s'étant précipitées sur la gauche de l'ennemi, à la fois attaqué de front et en flanc, l'auraient mis en déroute.

On le voit, les différentes phases de la bataille sont représentées dans cette relation comme des manœuvres prévues à l'avance : « Dès dix heures du matin, y est-il dit, les mouvements de toute cette journée étaient décidés dans la pensée du premier consul. »

Ce récit fut adopté par le général Mathieu Dumas dans son *Précis des événements militaires ;* je me suis même en grande partie servi des expressions qu'il emploie pour formuler ce qu'on peut appeler le système de la bataille. Il en prend texte pour vanter l'ordre oblique par échelons.

M. Thiers suit à peu de chose près cette même narration dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire.*

On en était donc généralement resté là : les documents dont j'ai parlé étaient à peu près les seuls connus ; la plupart, les plus importants des rapports faits par les généraux présents à Marengo, n'existaient pas aux archives de la guerre, lorsque ces rapports et de nouveaux documents jusque-là inédits, retrouvés et publiés en 1846 par le duc de Bellune, fils du général Victor, sont

venus éclairer d'un jour complet la bataille de Marengo et ses diverses phases (1).

Voici maintenant ce qui semble désormais acquis :

Bonaparte, préoccupé de la pensée que Mélas chercherait à lui échapper, ne comptait pas, le 13 juin, sur une action générale, et lorsque le lendemain les Autrichiens attaquèrent, aucune disposition particulière n'avait été prise depuis la veille, ancun plan, aucun ordre de bataille n'avait été arrêté.

Des trois colonnes autrichiennes qui avaient débou-

(1) Le duc de Bellune, trouvant non sans raison que M. Thiers, dans son récit, était loin d'attribuer à son père sa juste part de gloire, se mit, avec toute l'ardeur que lui inspirait son sentiment filial blessé, à faire de nouvelles recherches. Les papiers qu'il possédait lui fournirent des renseignements; il fit appel à toutes les personnes qui pouvaient lui apporter quelques lumières, et parvint enfin, grâce surtout à M[me] la comtesse Dupont, veuve du général Dupont, qui avait été chef d'état major de l'armée de réserve, à retrouver tous les rapports officiels faits par les généraux et par les commandants de corps à Marengo. Ces rapports, reconstitués aujourd'hui aux archives du dépôt de la Guerre, forment désormais la base de toute étude sérieuse sur la célèbre bataille. C'est d'après les éléments qu'ils lui ont fournis que le duc de Bellune a fait lui-même une narration de la bataille et écrit une suite d'observations sur le récit de M. Thiers, où il relève avec vivacité les erreurs dans lesquelles a pu tomber l'historien.

Le livre de M. de Bellune, qui contient presque tous les authentiques et importants rapports dont je viens de parler, ainsi que les documents autrichiens, a donc une véritable valeur historique ; il est intitulé *Extraits de Mémoires inédits de feu Claude-Victor Perrin, duc de Bellune, pair et maréchal de France*. J. Dumaine, 1846.

Le duc de Valmy, fils du général Kellermann, a également publié une intéressante *Histoire de la campagne de* 1800. J. Dumaine, 1854.

On ne peut omettre à ce sujet de parler du général Jomini, qui, dès 1824, dans son *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution* (t. XIII), rétablissait la vérité sur la bataille de Marengo prise dans son ensemble, bien qu'en l'absence des rapports dont j'ai parlé, quelques détails aient pu lui échapper.

Un travail ordonné par le maréchal Gouvion Saint-Cyr et publié dans le tome IV du *Mémorial du dépôt de la guerre* (1828) avait également déjà fait faire un grand pas à cette étude.

ché dans la plaine entre huit et neuf heures du matin, celle de O'Reilly marchait en tête: il avait 4 bataillons (2,228 hommes) et 6 escadrons (796 chevaux); il tourna à droite en remontant la Bormida vers Fragrolo. Derrière lui était le général en chef Mélas avec 28 bataillons (14,204 hommes), commandés par Haddick et Kaim, et 22 escadrons (3,694 chevaux) sous les ordres de Elsnitz. Cette colonne se dirigea droit sur Marengo. Enfin Ott, avec 16 bataillons (6,862 hommes et 6 escadrons (740 chevaux), marcha sur Castel Ceriolo. Toutes ces troupes étaient, comme je l'ai dit, accompagnées de leur artillerie.

Dans le même temps, Mélas, inquiet de quelques rapports qu'il avait reçus d'Acqui, avait envoyé 17 escadrons (2,340 chevaux) du côté de Cantalupo (1).

L'avant-garde de l'armée française, commandée par le général Gardanne, avait campé à cheval sur la grande route d'Alexandrie, la droite appuyée à Pietra Buona, la gauche à la Bormida, et, pour la soutenir, Victor plaça en avant et à gauche du village de Marengo le 8e de dragons et la brigade de grosse cavalerie de Kellermann.

La division de Chambarlhac était rangée sur deux lignes, ayant sa droite à Marengo, sa gauche s'étendant en avant de Spinetta jusqu'au Fontanone, ruisseau encaissé et bourbeux qui coule parallèlement à la Bormida.

Vers huit heures du matin, le capitaine Deblou, offi-

(1) Le total de l'armée autrichienne que Mélas avait sous la main aurait donc été de 30,864 hommes, dont 28,524 prirent part à la bataille.

cier de correspondance du général Murat, avait été dépêché au premier consul pour le prévenir qu'une bataille allait s'engager.

O'Reilly commença par essayer de déloger Gardanne de Pietra Buona à coups de canon. Les quelques pièces de la division française répondirent avec avantage. Haddick étant entré alors en ligne, les Autrichiens se déployèrent, malgré le feu de mousqueterie des Français. Les bataillons de Kaim commençaient à paraître. La lutte avait déjà duré deux heures.

Devant un ennemi si supérieur en nombre, le général Victor ordonna à Gardanne de se retirer par échelons au delà du ruisseau de Fontanone, lui faisant prendre une ligne oblique se liant par la droite au village de Marengo, et par la gauche à la Bormida, de manière à prendre à revers les deux routes qui traversent ce village ; et comme O'Reilly se prolongeait sur notre gauche, il envoya un bataillon de la 101e à la Stortiglione.

Les Autrichiens s'avancent alors pour franchir le Fontanone. Haddick, en première ligne, conduit ses troupes. Là un intervalle de quelques toises sépare les combattants ; un combat plus meurtrier que le premier s'engage. Toutes les armes étaient en action ; des charges d'infanterie et de cavalerie, soutenues d'un feu des plus violents, se succèdent pendant plus de deux heures. Haddick est tué en voulant franchir le redoutable ravin ; ses troupes sont mises en désordre. Kaim tente sans plus de succès un nouvel effort.

Pendant ce temps, le général Pilati, ayant réussi à faire passer le fossé homme par homme aux dragons de l'empereur, étant masqué par un petit bois, se prépa-

rait à nous prendre en flanc. Kellermann l'aperçoit et fait charger les escadrons autrichiens par le 8e de dragons, qui culbute une première ligne. Ce régiment ramené à son tour, Kellermann lui donne l'ordre de le démasquer et de se rallier derrière sa brigade qui s'avance avec sang-froid, entame la charge à cinquante pas et jette la cavalerie ennemie dans le ruisseau, en lui faisant perdre une centaine de chevaux.

Il était alors environ midi. Les Autrichiens avaient échoué dans toutes leurs tentatives pour franchir le Fontanone.

Le comte de Bellegarde rallie la division de Haddick. Mélas fait avancer les 3,000 grenadiers de Lattermann, et ordonne une nouvelle attaque. Victor fait alors remplacer les troupes épuisées de Gardanne, qui depuis trois heures environ soutenaient l'effort de l'ennemi par la 24e légère, la 43e et la 96e de ligne de la division Chambarlhac. Lannes arrivait en même temps sur la droite et plaçait Watrin avec la 40e et la 22e de ligne entre Marengo et la Barbotta pour prendre en flanc Bellegarde, qui menaçait de nous déborder. Il laisse deux de ses demi-brigades en réserve vers Spinetta.

Le combat se renouvelle avec fureur. L'ennemi parvient à jeter un pont volant sur le ruisseau en face de Marengo; les grenadiers autrichiens s'y précipitent; plusieurs fois nos troupes les repoussent; ils reviennent à la charge, on se fusille à bout portant. « Les hommes tombaient comme grêle, » dit l'intrépide général Rivaud (1), qui, quoique blessé d'un biscaïen à la cuisse,

(1) Rivaud de la Raffinière (Olivier-Macoux), né le 10 février 1766, à

reste à cheval et fait preuve dans la défense du village d'une fermeté peu commune. L'ennemi essaye de lancer sa cavalerie, qui est arrêtée par le ravin.

Cependant les Autrichiens reviennent à la charge avec de nouveaux renforts, et fondent sur le 40e de ligne du corps de Lannes et sur la brigade Rivaud. Nos bataillons plient; Rivaud sent que tout est perdu si le désordre gagne; il court aux tambours qui fuyaient, les force à se retourner, les pousse en avant et leur fait battre la charge. Nos soldats entraînés se rejettent encore une fois sur l'ennemi et le font reculer à plus de trois cents pas du village de Marengo.

Il était deux heures, et jusque-là notre position avait été à peu près maintenue. Marengo était toujours à nous.

Pendant ce temps, Ott, envoyé par Mélas vers Sale, ne rencontrant personne et entendant sur sa droite un feu violent, avait cru devoir se rabattre de ce côté, et était arrivé sur le flanc de Watrin, qui lui avait opposé la 6e légère et un bataillon de la 22e que Lannes fit soutenir par la 28e. O'Reilly, à notre extrême gauche, avait forcé le bataillon qui occupait la Stortiglione à se retirer sur Cassina Bianca.

On tenait encore, mais toutes les troupes de Victor et de Lannes et leurs réserves avaient été engagées. A ce moment les munitions commencèrent à manquer. Quelques centaines de tirailleurs, n'ayant plus de cartouches, abandonnèrent en désordre le champ de ba-

Civray (Poitou), mort en 1839. — Un autre officier général du nom de Rivaud commandait à Marengo une brigade de cavalerie; nous avons vu qu'il avait été envoyé le 13 à Sale.

taille. La vue de ce mouvement rétrograde donne aux Autrichiens une nouvelle confiance ; le comte de Bellegarde redouble ses efforts, tandis que la cavalerie s'étend sur nos ailes.

Victor et Lannes jugèrent alors qu'il fallait ordonner la retraite. Elle commence par échelons par la gauche. A part quelques légers désordres, notre infanterie ne perd pas contenance ; de temps en temps elle s'arrête pour se remettre face en tête et faire feu avec sang-froid. La brigade Kellermann, toujours exposée au feu d'artillerie le plus meurtrier, ne cessa de couvrir cette retraite, « donnant à l'infanterie le temps de se rallier, se retirant par pelotons, au pas, faisant, de distance en distance, ses demi-tours à droite sans permettre que l'ennemi fît un seul prisonnier sur ce point » (1). A la droite, le général Champeaux, qui fut blessé à mort, rendait avec sa cavalerie les mêmes services.

La lutte durait depuis plus de cinq heures ; pendant deux heures elle avait été soutenue par la seule division Gardanne, forte de trois mille six cents hommes, et par la cavalerie de Kellermann ; puis peu à peu toutes les troupes de Victor et celles de Lannes étaient entrées en ligne, et ces treize mille huit cents hommes avaient repoussé les attaques répétées de plus de seize mille hommes d'infanterie soutenus par une nombreuse artillerie et par plus de quatre mille chevaux, sans compter Ott, qui était sur leur flanc droit avec près de sept mille hommes et six escadrons. Il faut reconnaître que le ravin profond et fangeux qui couvrait leur front

(1) Rapport de Kellermann.

avait singulièrement aidé à la défense, et l'on est fort étonné que les Autrichiens n'aient pas pourvu plus tôt aux moyens de le franchir rapidement ; ce fut seulement vers midi qu'ils imaginèrent de placer des ponts volants en face de Marengo.

La retraite était commencée depuis un quart d'heure, lorsque, vers trois heures, le premier consul arriva sur le champ de bataille. Il s'était fait précéder par la division Monnier et n'avait voulu partir de Torre di Garofolo qu'après avoir reçu des nouvelles certaines de Desaix. Ce général, marchant de Revalta sur Novi dans la matinée du 14, et entendant derrière lui une vive canonnade, s'était arrêté et avait envoyé prévenir le premier consul qu'*il suspendait sa marche et attendait de nouveaux ordres*. Au même moment Bonaparte lui faisait dire d'accourir au plus vite. Ce n'était donc qu'après avoir reçu des nouvelles positives de Desaix que le premier consul s'était dirigé vers le champ de bataille (1). Il passa au milieu des rangs plus que déci-

(1) Il est, je crois, indispensable, pour justifier ce que j'avance ici, et pour expliquer cette arrivée tardive du premier consul sur le champ de bataille, d'entrer dans un examen plus minutieux des faits.

Même après avoir reçu le rapport du capitaine Deblou, qui lui annonçait l'imminence d'un engagement général, Bonaparte était resté persuadé pendant une partie de la matinée que Mélas cherchait à lui échapper. Force lui fut cependant de reconnaître son erreur, et c'est alors qu'il envoya l'aide de camp Bruyères (depuis général de division, tué à Bautzen) porter l'ordre à Desaix d'accourir au plus vite.

Or, Bruyères dut partir vers les onze heures et demie, car Desaix, de son côté, marchant de Rivalta sur Novi et entendant derrière lui une furieuse canonnade, s'était arrêté et avait donné l'ordre à son aide de camp Savary de faire une rapide reconnaissance sur Novi. Savary rapporte qu'il mit environ deux heures pour aller et revenir.

Le bruit persistant de la canonnade n'avait pu éveiller l'attention

més des soldats de Victor et de Lannes, qui l'accueillirent aux cris de : « Sauvons la République ! Sauvons le premier consul ! »

A ce moment, les Autrichiens franchissaient le Fontanone sur tous les points ; cavalerie, infanterie, débouchaient dans la plaine que leur formidable artillerie couvrait de boulets et de mitraille. Nos divisions, non encore vaincues, mais épuisées et haletantes, se retiraient en échiquier, soutenues par des colonnes serrées prêtes à former le carré.

Cependant Elsnitz et Ott, s'étendant au delà de notre droite, menacent de prendre notre ligne à revers. C'est ce qui préoccupe le plus Bonaparte. Il envoie la division Monnier pour s'emparer de Castel Ceriolo. La 19e

de Desaix que vers les neuf heures un quart ; Savary pouvait donc être de retour à onze heures un quart. Desaix l'envoya alors prévenir le premier consul que tout était tranquille du côté de Novi, et qu'*il avait suspendu son mouvement en attendant de nouveaux ordres*.

Savary rencontra alors Bruyères. En supposant que ce fut à moitié chemin, on peut admettre sans beaucoup d'erreur que l'un et l'autre avaient été expédiés à la même heure. Enfin le trajet à parcourir de Rivalta à Torre di Garofolo était d'environ huit kilomètres. Si l'on tient compte des obstacles que pouvait présenter la route et de l'état des chemins détrempés par l'orage qui avait eu lieu la nuit précédente (V. les Mémoires du duc de Raguse), il faut bien compter une heure et demie pour parcourir cette distance. Savary ayant quitté Rivalta vers onze heures et demie, ce ne fut donc que vers une heure que Bonaparte put recevoir les premières nouvelles de Desaix ; sans même supposer, ce qui serait fort admissible, qu'il ait voulu attendre le retour de Bruyères, il est facile de concevoir qu'il ne soit parti au plus tôt qu'à une heure et demie, et ne soit arrivé sur le champ de bataille, distant de dix kilomètres de Torre di Garofolo, qu'à trois heures. — Au reste, le général Monnier qui, ainsi que tout le monde le reconnait, précéda le premier consul, dit positivement dans son rapport : « Ma division arriva sur le champ de bataille à deux heures. »

légère et la 70e de ligne, conduites par les généraux Carra Saint-Cyr et Schildt, s'y portèrent seules et y pénétrèrent sans peine, mais bientôt délogées par le général Vogelsang, elles se jetèrent dans les vignes pour échapper à la cavalerie.

C'est alors que Bonaparte, prenant neuf cents grenadiers et chasseurs à pied de la garde consulaire, les forme en carré. Placée au milieu de la plaine comme une *redoute de granit* (1), cette poignée d'hommes entreprend d'arrêter les progrès menaçants de la gauche de l'ennemi ; battus par l'artillerie, chargés par la cavalerie, ils repoussent tous les efforts dirigés contre eux. Ott les fait alors attaquer par l'infanterie. Les grenadiers se déploient pour soutenir cette attaque ; ils sont chargés en queue par les hussards du général Frimont qui les ébranlent enfin, et ils se retirent vers les Poggi.

Rien ne pouvant plus arrêter la marche des Autrichiens, notre gauche et le centre étaient en pleine retraite. La bataille était perdue. Il y eut un moment d'anxiété profonde pour Bonaparte. Un instant, dit-on, il fut tenté d'arrêter la retraite et de se précipiter avec désespoir sur l'ennemi, lorsqu'on vint lui annoncer que les têtes de colonnes de Desaix étaient en vue de San Giuliano ; ce général accourait lui-même au galop. Bonaparte se porta au devant de lui ; on tint conseil à cheval : fallait-il se borner à se servir de la réserve qui arrivait pour assurer la retraite ou bien

(1) Bulletin de l'armée de réserve, adressé le 27 prairial (16 juin) aux consuls de la République.

tenter de ressaisir la victoire ? Desaix, assure-t-on, pencha pour ce dernier parti ; après quelques mots rapidement échangés, la résolution fut bientôt prise, et Desaix repartit pour rejoindre ses troupes.

Cependant les Autrichiens, se croyant sûrs de la victoire, abandonnaient leur ordre de bataille ; déjà on pouvait les voir ployés en colonnes profondes s'avancer sur la route de Tortone, et Mélas blessé, fatigué, impatient d'annoncer à la cour de Vienne son succès, était rentré à Alexandrie. Il tenait trop peu de compte de ses adversaires, une nouvelle bataille allait commencer.

Lorsque Desaix rejoignit la division Boudet, placée sous ses ordres, il était environ cinq heures ; elle venait de déboucher de San Giuliano et occupait la droite et la gauche de la route, protégée et cachée par des haies et des vignes. Les divisions de Victor et de Lannes, ayant été séparées, se retiraient chacune de leur côté. Lorsqu'elles arrivèrent à la hauteur de Boudet, elles reçurent l'ordre d'arrêter leur mouvement de retraite et de se remettre face en tête. L'armée française, après ces nouvelles dispositions, était ainsi placée :

La division Boudet, composée de la 9e légère, des 30e et 59e de ligne, et disposée, comme nous l'avons dit, des deux côtés de la route, occupait la gauche. Tout près et à sa droite, à quatre cents mètres environ, était la brigade Kellermann, réduite à cent cinquante chevaux, auxquels on réunit un peloton du 1er de dragons et deux escadrons du 8e ; elle protégeait une batterie de douze pièces que le général Marmont avait ras-

semblées pour battre l'ennemi lorsqu'il s'avancerait sur la route. Au centre, sont les divisions Gardanne, Chambarlhac et Watrin. Enfin, à la droite, la division Monnier, la garde consulaire avec les chasseurs et les grenadiers à cheval. En arrière, le général Dupont s'efforce de former une réserve au moins apparente de tous les hommes qu'on peut rallier sur le champ de bataille.

Nous avons dit que les Autrichiens s'avançaient sur la route en colonnes séparées par de longs intervalles. Ils marchaient avec toute la confiance de gens qui se croient vainqueurs. Arrivés à la hauteur de Cassina Grossa, le régiment de Wallis, qui était en tête, est subitement accueilli par la fusillade de la 9e légère. Les Autrichiens se déploient, la batterie de douze pièces de canon les prend en écharpe, leur première ligne se retire par les intervalles de la seconde.

C'est alors que Desaix, lançant la 9e légère sur les grenadiers autrichiens, est reçu par une effroyable décharge; sa troupe hésite, il tombe frappé d'une balle au cœur, sans prononcer un seul mot. Suivant toutes les probabilités, sa mort fut ignorée dans le moment. Lorsque Savary, son aide de camp, qui n'était pas alors près de lui, revint le soir, il fallut chercher son corps sur le champ de bataille; il était dépouillé : « on le reconnut à sa volumineuse chevelure de laquelle on n'avait pas encore ôté le ruban qui la liait » (1).

Kellermann, placé comme on l'a dit, marchait en bataille sur la droite, un peu caché par les vignes; voyant notre infanterie fléchir, profitant du moment où

(1) *Mémoires du duc de Rovigo*, t. I, p. 283.

les grenadiers autrichiens, venant de faire leur décharge, se précipitaient à la course, il arrête sa ligne, puis commande *pelotons à gauche et en avant !* Les pelotons arrivent successivement, coupent la colonne, la mettent dans une horrible confusion ; le quartier-maître général Zach, qui conduisait cette attaque, est pris ; six drapeaux, quatre pièces de canon, sont enlevés (1).

Le coup était décisif : les fuyards portent la confusion dans les colonnes placées en arrière ; les Autrichiens, privés de la plupart de leurs généraux, manquent de direction ; toute la ligne française se porte en avant avec fureur ; la 2e brigade de Boudet enfonce le centre de l'ennemi et le coupe en deux ; Kellermann avec deux cents chevaux fait face aux escadrons qui s'avancent et les contient jusqu'à l'arrivée des chasseurs et des grenadiers de la garde consulaire ; tous ensemble ils les chargent et les culbutent. L'armée autrichienne, poussée en désordre, ne trouve de salut que dans l'obscurité de la nuit, derrière la Bormida et les retranchements qui la couvrent.

Pendant que ces faits s'accomplissaient, Ott, placé à l'extrême gauche des Autrichiens, séparé du gros de l'armée, avait continué à marcher en avant, lorsqu'il s'aperçut du nouveau mouvement agressif de l'armée française ; il voulut se rabattre sur sa droite, mais étonné, inquiet de la rapidité avec laquelle les feux s'éloignaient derrière lui, il prit le parti de se retirer

(1) Voir sur cette charge le tome V du *Précis des événements militaires* de Mathieu Dumas, note 1re à la fin du volume.

sur Castel Ceriolo. Bientôt il put s'assurer de la complète déroute des siens. Un instant avait suffi pour changer en désastre une victoire qui semblait assurée.

Je n'ai point la prétention d'avoir fait une narration complète de la bataille de Marengo; j'ai seulement, d'après les documents originaux que j'avais sous les yeux, fait aussi simplement et du mieux qu'il m'a été possible, une *légende* des principaux faits qui établissent le caractère de cette mémorable action. La bataille de Marengo est une de celles où les Français ont montré le plus de ténacité ; elle dura treize heures ; il y eut un homme d'atteint sur quatre ; ni généraux, ni soldats ne se laissèrent abattre ; elle servira toujours d'exemple pour montrer ce qu'on peut faire avec de la cavalerie habilement et audacieusement conduite.

Le général Murat dit dans son rapport à Berthier : « J'essayerais en vain, si vous n'en aviez été témoin, de vous peindre la bravoure et l'intrépidité de toute la cavalerie. »

A une époque où, après la guerre de Crimée, la campagne d'Italie, les batailles de Magenta et de Solférino, quelques personnes croient pouvoir avancer que la cavalerie, cette arme si coûteuse, est à peu près devenue inutile, et qu'il faut tout au plus conserver de la cavalerie légère, il me semble curieux de lire le rapport fait par le général Kellermann le lendemain de la bataille : il me paraît éminemment propre à éclairer la question.

Examinons toutefois d'abord un point qui a été fort discuté, celui de savoir si Kellermann avait reçu, soit de Bonaparte, soit de Desaix, l'ordre de faire sa fameuse

charge. Murat n'en dit rien dans son rapport, Kellermann non plus ; aucun des rapports faits dans le moment, ni celui de Boudet, ni celui de Victor, ne se prononcent à cet égard ; ils se contentent de mentionner la charge, d'en constater l'effet. Une des relations officielles, celle rédigée en 1806, dit que l'ordre fut donné par le premier consul, et Savary, dans ses Mémoires, affirme avoir porté lui-même cet ordre à Kellermann. Que cette charge ait été faite par suite d'un ordre spécial, je ne le crois pas, et la raison toute simple est que le résultat même de cette charge a tenu au moment choisi, moment dont Kellermann seul pouvait juger. Marmont, témoin oculaire, fait justement remarquer qu'un instant plus tôt ou plus tard l'effet n'eût pas été le même. Ce que je crois, c'est que Kellermann, placé sur le flanc d'une infanterie qu'il était « chargé de protéger », pensa, lorsque le moment propice lui apparut, qu'il n'était pas là seulement pour regarder, mais pour agir. Toute troupe placée en face de l'ennemi n'a-t-elle pas d'une manière implicite l'ordre d'employer ses moyens d'action, à moins qu'il n'y ait un ordre formellement contraire?

Voici le rapport de Kellermann, adressé au général Victor ; je ne crois pas qu'il y ait un code plus complet des devoirs de la cavalerie sur un champ de bataille.

Cassina-Nova, 26 prairial (15 juin).

« J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport des actions éclatantes qui ont distingué la brigade des 2e, 6e et 20e régiments de cavalerie pendant la bataille

d'Alexandrie. La brigade arriva à neuf heures du matin à Marengo, et fut immédiatement placée à gauche en avant du village, près du 8e de dragons. Vers midi, l'ennemi fit déboucher par la droite, vis-à-vis de la brigade, une forte colonne de cavalerie: nous la laissâmes avancer. Je donnai l'ordre au 8e de dragons de la charger; je le soutenais marchant en bataille : le 8e culbuta la cavalerie ennemie; mais, la charge ayant mis du désordre, il fut chargé à son tour; je lui donnai ordre de me démasquer et de se rallier derrière la brigade qui s'avança avec sang-froid sur la ligne ennemie, la chargea à cinquante pas, la mit en déroute et la culbuta dans les fossés jusque sur son infanterie : l'ennemi perdit dans ces deux charges plus de 100 chevaux; son infanterie allait se débander, pour peu que la nôtre eût donné; mais on s'observa un quart d'heure. Pendant ce temps, le feu de l'artillerie et de l'infanterie ennemie nous abîmait, et nous obligea à reprendre notre ancienne position. La brigade resta deux heures en panne, sous le feu du canon; il y eut un intervalle d'une heure pendant lequel le feu cessa. A deux heures, la brigade resta seule, sans infanterie et sans dragons, on vit déboucher une colonne de deux à trois mille chevaux, précédée d'une nombreuse artillerie; il fallut se retirer : l'infanterie, n'ayant plus de cartouches, se porta sur Marengo; la brigade se mit en bataille sur la droite et la gauche du chemin, toujours sous le feu d'artillerie le plus meurtrier, couvrant la retraite de l'infanterie, lui donnant le temps de se rallier, se retirant par pelotons, au pas, faisant de distance en distance des demi-tours à droite, sans permettre que l'ennemi fît un seul prisonnier sur ce point, et dé-

ployant en cette circonstance ce courage froid qui voit le danger, la mort, et l'attend avec constance.

« Arrivé à la hauteur de la division Desaix, la brigade des 6e, 2e et 20e de cavalerie, réduite à 150 chevaux, fut réunie à un peloton du 1er et à 2 escadrons du 8e de dragons ; je les formais sur une seule ligne suivant la division Desaix à 200 toises à droite de la route. J'aperçus l'infanterie qui, marchant sur la gauche de la route de Marengo, à hauteur de Cassina-Grossa, commençait à fléchir, et que les grenadiers ennemis la chargeaient à la course ; je pensai qu'il n'y avait pas un moment à perdre, et qu'un mouvement prompt pouvait ramener la victoire sous nos drapeaux. J'arrêtai la ligne ; je commandai *peloton à gauche et en avant !* Les 2e et le 20e de cavalerie se trouvent alors avoir la tête de colonne qui se précipita avec impétuosité sur le flanc des grenadiers autrichiens au moment où ils venaient de faire leur décharge : le mouvement fut décisif ; la colonne anéantit en un instant trois bataillons de grenadiers et le régiment entier de Walis ; tout est sabré ou pris ; le citoyen Riche, cavalier au 2e régiment, fait prisonnier le général en chef de l'état-major, 6 drapeaux, 4 pièces de canon sont enlevées : cependant je ralliai un parti de 200 chevaux pour faire face à la cavalerie ennemie, qui pouvait nous attaquer avec avantage ; elle fut contenue ; elle commença même à se retirer ; je la suivis pas à pas jusque vers la nuit où, nous étant réunis à la cavalerie de la garde consulaire, nous fîmes une nouvelle charge sur la cavalerie ennemie, dans laquelle elle fut taillée en pièces, et ne dut son salut qu'à la nuit.....

« KELLERMANN. »

Maintenant pense-t-on que ce qui a été si habilement et si intrépidement fait par Kellermann, ne puisse encore s'accomplir aujourd'hui? Invoquera-t-on la précision des armes à feu actuelle et les effets de l'artillerie à longue portée? Mais on sait que ces armes de précision, excellentes pour tirer avec calme sur un but éloigné, perdent de près une grande partie de leurs avantages. Par cela même que ce sont des armes de précision et que les conditions de leur tir varient avec les distances, elles demandent du sang-froid et du calcul pour être employées avec succès. Aussi semble-t-il que de près, dans le tumulte du combat, les nouveaux fusils ne produisent pas, au moins jusqu'à présent, un effet égal à celui des anciens. Pour les canons rayés le fait est certain (1).

Dira-t-on que la cavalerie sera décimée par ces armes

(1) Voici ce que dit à cet égard le général Ambert dans sa brochure intitulée : *Réponse aux attaques dirigées contre l'arme de la cavalerie*, Paris, Dentu, 1863.

« Pendant la campagne d'Italie, les Français étaient armés de canons rayés ; des deux côtés les fusils avaient subi les perfectionnements modernes ; cependant le nombre des tués a été inférieur à ce qu'il était dans les batailles du premier Empire.

« A Austerlitz, la perte des Français est de 14 pour cent de l'effectif combattant ; celle des Russes de 30 pour cent, des Autrichiens de 44 pour cent.

« A Wagram, les Français perdent 13 pour cent ; les Autrichiens 14 pour cent.

« A la Moskowa, les Français, 37 pour cent ; les Russes, 44 pour cent.

« A Bautzen, les Français, 13 pour cent ; les Russes et les Prussiens, 14 pour cent.

« A Waterloo, les Français, 36 pour cent ; les alliés, 31 pour cent.

« A Magenta, les Français, 7 pour cent ; les Autrichiens, 8 pour cent.

« A Solférino, les Franco-Sardes, 10 pour cent ; les Autrichiens, 8 pour cent.

à longue portée avant d'arriver sur le champ de bataille? Je répondrai à cela que la cavalerie arrive vite et qu'il vaut mieux se faire tuer de près que de loin, ce que fit la cavalerie de Kellermann, qui fut non pas seulement décimée, mais qui, de 400 chevaux environ qu'elle avait au commencement de la bataille, avait été réduite à 150 avant la fameuse charge. Observons en passant que dans cette charge même, on ne perdit que vingt hommes.

Il y a donc lieu de penser qu'un Kellermann pourrait faire aujourd'hui ce qui fut fait en 1800, et que la cavalerie peut encore être appelée à jouer dans nos armées et sur les champs de bataille le rôle que lui ont assigné Frédéric et Napoléon, je pourrais ajouter tous les grands généraux.

Maintenant il est peut-être curieux de se placer à un autre point de vue et d'examiner quel parti les Autri-

« Chose remarquable! les Français, avec leur artillerie supérieure à celle des Autrichiens, perdent à Solférino plus d'hommes que leurs adversaires qui font usage de l'ancien système d'artillerie.

« Ces calculs sont puisés dans une publication allemande extrêmement sérieuse et savante *(Die Cavalerie der Jetztzeit)*. Mais la théorie, le raisonnement prouvent la vérité de ces observations, et on aurait pu les prédire.

« En effet, pendant les émotions de la bataille, l'homme armé d'un fusil vise et tire instinctivement comme le chasseur, c'est-à-dire que l'objet sur lequel il fait feu apparaît à l'extrémité du canon au moment où il appuie le doigt sur la détente. Ainsi employé, le fusil perfectionné du soldat serait loin de valoir l'ancien fusil à balle libre. Ce fusil rayé atteint un but placé à mille mètres, mais à la condition que le soldat calculera parfaitement la *distance;* il faudra encore que l'arme soit en bon état. Autrefois la balle était dangereuse depuis sa sortie du canon jusqu'au but qu'elle frappait. Il n'en est plus ainsi. La trajectoire est très élevée pour les grandes distances, le projectile décrit sa courbe, plonge et atteint une zône assez étroite, qui est le seul endroit dangereux. »

chiens tirèrent de leur cavalerie et ce qu'elle fit à Marengo. Mélas, le matin de la bataille, commence par se priver de 2,400 chevaux qu'il envoie courir vers Acqui, croyant à une attaque de Suchet. Ce qui resta sur le terrain, ne sut ni pousser notre infanterie lorsqu'il fallait peu de chose pour convertir notre retraite en déroute, ni résister même à notre cavalerie en paralysant ses attaques ; plus d'une fois même la cavalerie autrichienne évita le combat. En présence de pareils résultats, il est très possible qu'il ne manquât pas alors d'habiles dans l'armée autrichienne et à Vienne pour proclamer que la cavalerie n'était qu'une vanité coûteuse et inutile.

Concluons que, pour apprécier les services que peut rendre la cavalerie, il faut d'abord vouloir s'en servir, puis savoir bien s'en servir, et au besoin, ne pas l'épargner. C'est pour ne s'être pas épargnée que la cavalerie a eu une si grande part dans la victoire de Marengo. « Il n'y a pas eu d'escadron, dit Murat dans son rapport, qui n'ait eu à soutenir dans la journée plusieurs charges de cavalerie, toutes ont été données et reçues avec le plus grand succès. » Dans ce rapport, il constate qu'il eut 800 hommes ou chevaux mis hors de combat, sur un total de 3.220.

Le nombre des officiers supérieurs blessés fut très considérable. Après avoir, dans ses éloges, donné la plus grande part au général Kellermann qui, dit-il, « par une charge faite à propos, a su fixer la victoire encore flottante, » Murat rend hommage à l'intrépidité du général Champeaux, qui fut blessé mortellement.

Parmi ceux qu'il cite et pour lesquels il demande des

récompenses, se trouve le colonel Bessières (1) : il sollicite pour lui le grade de général de brigade.

« Je demande aussi, ajoute-t-il, le grade d'adjudant général pour mon aide de camp Colbert. » Berthier dit également dans son rapport : « Le chef d'escadron Colbert a mérité le grade d'adjudant général (2). »

Je regrette de ne pas savoir d'une manière précise ce qui valut à mon père ces éclatants et glorieux témoignages : l'honneur est grand, car le nombre des officiers cités est fort restreint. Mais les renseignements me manquent. Dans une lettre écrite de Torre di Garofolo (3), il dit seulement : « Nous avons eu hier la bataille de Marengo, bataille terrible ; le succès est brillant, mais nous avons eu à regretter le général Desaix, avec lequel je vivais depuis cinq mois ; j'étais revenu avec lui d'Égypte, il est mort au champ d'honneur, je l'ai pleuré amèrement. » Quant à ce qui le regardeparticulièrement, il se contente d'ajouter : « J'ai échappé heureusement à tous les danvers. » Il ne donne aucun autre détail.

Le lendemain de la bataille, le général en chef Mélas signait à Alexandrie une conventiou par laquelle les Autrichiens abandonnaient aux Français le Piémont, l'État de Gênes, Parme, Milan et presque toute la Lombardie. Leur armée devait se retirer au delà du Mincio. Un mois de campagne avait suffi pour mettre à néant tous les triomphes des Autrichiens et des Russes en

(1) Quatre ans après, maréchal de France, puis duc d'Istrie, tué le 1er mai 1813, la veille de la bataille de Lutzen.

(2) Voir les rapports de Murat et de Berthier à la fin du volume (note C).

(3) Datée du 26 prairial an VIII (15 juin 1800).

1799 et 1800, et pour nous rendre encore une fois les arbitres de l'Italie.

Les généraux autrichiens avaient préféré de conserver à leur pays, par cette convention, une armée qui, avec les corps épars, montait à cinquante mille hommes au moins, plutôt que de courir les chances désormais bien peu favorables que leur offrait la continuation de la lutte avec des troupes battues, démoralisées, cernées de toutes parts, contre les soldats victorieux et la fortune de Bonaparte.

Le 17 juin, le premier consul partit pour Milan, où il assista dans la cathédrale à un *Te Deum* solennel. L'estrade sur laquelle il était placé ressemblait déjà à un trône.

Après avoir consacré quelques jours à la réorganisation de la République cisalpine, il se mit en route le 25 juin pour Paris, accompagné de Murat et de Lannes. Auguste Colbert les y suivit. Il demanda et obtint le commandement d'un régiment, au lieu du grade d'adjudant général pour lequel il avait d'abord été porté. Le 29 messidor an VIII (18 juillet 1800) il fut nommé colonel du 10e régiment de chasseurs à cheval.

CHAPITRE XV

Auguste Colbert rejoint sa mère. — Il part pour l'Allemagne. — Premières opérations de Moreau en 1800. — Armistice de Parsdorf. — Convention de Hohenlinden. — Le 10e de chasseurs. — Le grade de colonel. — Bonaparte et Moreau. — Reprise des hostilités. — Plan et préparatifs de l'Autriche. — L'archiduc Jean prend le commandement de l'armée. — Mouvement de Moreau ; il est attaqué par l'armée autrichienne. — Bataille de Hohenlinden. — Audacieuse résolution de Richepance. — Les généraux Lecourbe, Ney, Gudin, Decaen, Grouchy, Grenier. — L'armée française franchit l'Inn, l'Alza et la Salza. — Rapport de Decaen. — Combats de Salzbourg. — Decaen et Lecourbe occupent Salzbourg. — Combats de Schwanstadt, de Lambach, etc. — L'archiduc Charles succède à son frère dans le commandement de l'armée autrichienne. — Convention de Steyer. — Auguste Colbert à Ratisbonne. — Brune et l'armée d'Italie. — Macdonald au Splugen. — Armistice de Trévise. — Paix de Lunéville. — L'armée d'Allemagne rentre en France. — Auguste Colbert à Fontainebleau.

Depuis la Révolution, Mme de Colbert habitait, l'été, une maison des plus modestes à Achères, près de Saint-Germain; partagée entre les regrets du passé, les craintes du présent et les incertitudes de l'avenir, elle y vivait dans une retraite profonde. De ses cinq enfants, plus un n'était là : elle avait perdu sa fille; l'aîné de ses fils, poussé par l'émigration, était allé chercher un refuge en Amérique; quant aux trois autres, nous

savons de quelles anxiétés les hasards qu'ils couraient remplissaient le cœur de leur mère.

Une seule consolation restait à Mme de Colbert dans son isolement : c'était sa petite-fille, enfant qui avait coûté la vie à sa mère en venant au monde, et sur laquelle sa grand'mère et ses oncles avaient reporté la tendre affection qu'ils avaient pour une fille, pour une sœur chérie. Il n'y a pas une lettre écrite de l'Italie ou du fond de l'Égypte par mon père, qui ne lui envoie un souvenir. Ses joies enfantines interrompaient seules parfois le calme habituel de la triste et silencieuse maison, lorsque le 8 juillet, elle se remplit tout à coup d'un mouvement inaccoutumé, et Mme de Colbert entend répéter ces mots qui la font tressaillir : « Monsieur Auguste est arrivé ! » et peu d'instants après il était dans ses bras.

Ah ! si notre âme est ouverte à de cruelles douleurs, de quelle ineffable félicité ne se remplit-elle pas lorsqu'on presse sur son cœur l'être chéri pour lequel on a longtemps tremblé, pour lequel on a souvent versé des larmes silencieuses ! Elle le contemplait avec avidité, et ses yeux se remplissaient alors de ces larmes qui se mêlent aux sourires ; elle le trouvait encore plus beau que lorsqu'il l'avait quittée deux ans auparavant : sa taille s'était élancée, ses traits avaient pris plus de netteté et de finesse ; le soleil d'Égypte avait à peine bruni son teint, ses cheveux étaient aussi blonds, ses yeux bleus aussi doux, et si parfois son regard montrait cette fermeté que donne l'habitude de contempler en face le danger, il n'en paraissait que plus charmant lorsqu'il se tournait vers une mère adorée. « Voilà donc, pen-

sait-elle, cet enfant que je croyais si frêle, dont il m'a tant coûté de me séparer : je redoutais tout pour lui; le voilà homme, grandi au milieu des dangers, des épreuves de toute espèce; il commande à des hommes; son nom est inscrit parmi ceux des plus braves! » et dans sa joie maternelle, elle remerciait Dieu de l'avoir fait si beau, si brave, et surtout de l'avoir fait aussi tendre et aussi bon.

Après ces premières émotions, toutes ses pensées se tournèrent vers ceux de ses enfants qui étaient restés en Égypte; elle était insatiable de détails sur leur position, leur vie, leurs espérances. On ignorait encore l'assassinat de Kléber; l'incertitude la plus complète régnait sur le sort réservé à l'expédition, et de ce côté bien des inquiétudes et une longue attente étaient réservées à Mme de Colbert.

Elle ne jouit même que bien peu de temps du bonheur d'avoir Auguste auprès d'elle : le 22 juillet, il recevait l'ordre de rejoindre à l'armée d'Allemagne le 10e régiment de chasseurs dont il venait d'être nommé colonel.

Obligé de faire ses préparatifs de départ, il la voyait à peine, et sept jours après, le 29, en quittant Paris, il lui écrivait : « Je vous fais mes adieux, ma bonne mère; encore une fois, je regagne la route des combats... Je ne regrette que vous. — Je ne saurais trop me louer du premier consul; je tâcherai de reconnaître ses nouvelles bontés par un nouveau zèle. » Puis il ajoutait : « Je n'ai pu apprendre sans frémir l'affreux assassinat du général Kléber : quelle horreur! quelle perte! »

L'armée commandée par Moreau était alors en Ba-

vière, en avant de Munich, attendant la paix, ou toute prête à reprendre les hostilités à l'expiration de l'armistice conclu à Parsdorf le 15 juillet précédent.

Si le génie de Bonaparte avait d'un seul coup reconquis l'Italie, Moreau, avec une habileté parfois lente, indécise, n'avait pas cessé depuis deux mois de combattre et de vaincre, et avait enfin pénétré au cœur de l'Allemagne. Voici très rapidement ce qui s'était passé :

On se rappelle qu'après les succès que Moreau avait obtenus à Engen et à Stockach, il avait dû détacher une portion de son aile droite destinée à aller rejoindre l'armée d'Italie. Ce détachement de 12,000 hommes avait été placé sous les ordres du général Moncey. Depuis lors, Moreau, devenu plus circonspect, n'avait fait que guerroyer autour d'Ulm, où le général en chef autrichien avait établi un camp retranché. Cependant, vers le milieu de juin, il avait commencé un grand mouvement par sa droite, avait été s'emparer d'Augsbourg, puis achevant sa conversion à gauche de manière à couper la ligne d'opération de l'armée autrichienne, et passant sur la rive gauche du Danube, il avait livré la bataille d'Hochstaedt. Les trophées de cette victoire furent 5,000 prisonniers, 20 pièces de canon, plusieurs drapeaux et étendards, et, « chose inouïe jusqu'alors, la cavalerie française culbuta la cavalerie autrichienne et lui fit vider le terrain » (1).

Qu'on le remarque en passant, il avait fallu huit

(1) Baron de Canitz : *Histoire critique des exploits et vicissitudes de la cavalerie pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire*, t. I, p. 90. (Paris, J. Corréard, 1848.)

années de guerre pour qu'on fût arrivé à savoir bien se servir de cette arme. Les batailles de Marengo et d'Hochstaedt, livrées à cinq jours de distance, l'une le 14 juin, l'autre le 19, marquent donc l'époque où la cavalerie française atteignit une supériorité qui ne fit que se développer pendant les guerres suivantes et qu'elle conserva pendant toute la durée de l'Empire.

Le général Kray, enfin débusqué d'Ulm, se hâta de repasser l'Iser. Moreau, l'ayant prévenu à Munich, le força de se replier sur l'Inn, et c'est alors qu'avait été conclu l'armistice de Parsdorf (15 juillet 1800).

Du champ de bataille même de Marengo, le premier consul avait envoyé à Vienne l'un des officiers généraux faits prisonniers, M. de Saint-Julien, pour faire entendre qu'il serait disposé à entrer en arrangement sur les bases du traité de Campo-Formio. Saint-Julien, renvoyé à Paris par l'Empereur, ayant signé des préliminaires sur ces bases, fut désavoué par le premier ministre autrichien Thugut, bien qu'il fût muni de lettres de créances de son souverain. Bonaparte ordonna alors au général Moreau de dénoncer l'armistice. La cour de Vienne hésitait, elle demanda une nouvelle prolongation, qui ne lui fut accordée que sous la condition expresse que les places d'Ulm, d'Ingolstadt et de Philipsbourg seraient remises aux Français. Le premier consul consentit, par une nouvelle convention passée à Hohenlinden, le 20 septembre, à prolonger l'armistice de quarante-cinq jours en Allemagne et en Italie.

C'était un peu avant cette époque qu'Auguste Colbert avait rejoint l'armée ; il était à Freisingen, en avant de Munich, lorsqu'il écrivait : « Il faut remettre encore

l'épée dans le fourreau. Je crois cette fois à une paix. L'armée est de 120,000 combattants, tous bien disposés à cueillir de nouveaux lauriers sur la route de Vienne : voilà, j'espère, de bons plénipotentiaires. » C'était en effet un redoutable argument que cette armée éprouvée par de nombreux combats, enorgueillie de ses succès, et conduite par des hommes tels que Moreau, Lecourbe, le vainqueur des Russes de Souvarov dans ces terribles luttes du Pont-du-Diable, au milieu des précipices des Alpes; Ney, Decaen, Gudin, et cet admirable Richepance, trop peu connu et trop peu vanté, que nous allons bientôt voir à l'œuvre, tous hommes jeunes, la plupart ayant trente ans à peine, mûris déjà par une longue expérience et rivalisant entre eux de vigueur, d'audace et de talents militaires (1). Lecourbe commandait l'aile droite, le général Grenier l'aile gauche; le général en chef Moreau s'était réservé le centre, composé des trois divisions Richepance, Grandjean, puis Grouchy et Decaen.

Le 10e régiment de chasseurs à cheval, dont Auguste Colbert venait de prendre le commandement, faisait partie de cette dernière division. Depuis le commencement de la guerre il était aux avant-postes; officiers et soldats avaient l'allure de gens vivant depuis longtemps en vainqueurs en pays ennemi. Le dernier colonel, Ordener, y avait débuté comme soldat et successivement y avait conquis tous ses grades. C'était une *vieille moustache*. Ce fut donc une espèce d'événement lors-

(1) Lecourbe, né en 1759, mort en 1815; Gudin (1768-1812); Ney (1769-1815); Decaen (1769-1832); Richepance (1770-1802).

qu'on vit arriver pour le remplacer ce grand jeune homme de vingt-deux ans, venant de l'armée de Bonaparte, et n'ayant pas même de barbe. Que de motifs de prévention! Il y avait d'ailleurs dans le régiment d'anciens chefs d'escadron, braves soldats, qui se voyaient enlever une position qu'ils avaient pu considérer comme devant leur appartenir. Heureusement que si le jeune colonel n'avait pas de barbe au menton, il possédait largement toutes les qualités qui passent pour en être l'apanage, que de plus il avait de l'esprit, et dans le propos cet entrain, cette verve qui ont toujours séduit le soldat dans tous les temps. Profitant donc de la première occasion où les balles sifflaient de façon à rendre sérieux les plus hardis, il se mit tranquillement à faire à ses chasseurs et à ses officiers une petite allocution d'un style tout militaire, dans laquelle il leur disait en terminant : « que s'il n'avait pas de poil au menton..., il saurait cependant leur faire voir l'ennemi d'aussi près qu'ils pourraient le désirer. » Ceci n'est qu'une traduction très pâle de quelques mots fort énergiques (1).

Un instant après il revint, ses bottes, ses habits percés de coups de baïonnette. On comprit que ce blanc-bec pourrait bien en remontrer à des barbus, et comme à une entraînante valeur, aux brillants dehors de l'homme de guerre, il joignait les qualités les plus solides, un grand fond de bonté et de bienveillance, l'union entre le colonel et le régiment fut bientôt intime, et peu de temps après son arrivée, il écrivait déjà :

(1) Voir la note D, à la fin du volume.

« J'aime mes chasseurs comme un amant aime sa maîtresse. »

Le grade de colonel est un de ceux qui laissent le plus de souvenirs. Il n'est pas rare de voir ceux-là même qui sont arrivés au sommet de la carrière militaire se reporter avec plaisir à l'époque où ils commandaient un régiment, et la considérer comme une des plus belles et des plus heureuses de leur vie. Ce grade réclame d'ailleurs un ensemble de qualités difficiles à rencontrer. Un colonel n'a pas seulemenl à mener son régiment à l'ennemi, avant d'en arriver là, il faut qu'il l'y prépare de longue main par les soins incessants, minutieux, qu'exige d'abord la partie matérielle, puis par tous ceux que demande une instruction toujours à refaire, à entretenir, à développer, sous peine de la voir déchoir; il faut qu'il fasse vivre en bonne harmonie un grand nombre d'hommes différents d'esprit, de caractère et de tendances, qu'il relève le moral et les sentiments des uns, calme l'effervescence, l'impétuosité des autres, qu'il sache entretenir l'émulation tout en modérant les ambitions, calmant les jalousies, et communique à tous un même esprit, de manière que cette réunion si multiple, si diverse, ne forme que ce qu'on a si bien nommé un *corps*, dont le colonel est l'âme et la providence.

Rencontrer chez un jeune homme de vingt-trois ans à peine la sagesse, la connaissance des hommes, le tact nécessaires pour accomplir une telle œuvre, semble chose difficile. Cependant Auguste Colbert ne montre dans ses débuts ni tâtonnements ni embarras : était-ce présomption inspirée par sa jeunesse? Non, puisque moins de deux années après, il était reconnu, de l'aveu de

tous, pour un des meilleurs colonels de l'armée. Le fait d'un colonel de vingt-trois ans peut nous paraître extraordinaire, mais il faut penser qu'il y a des époques où les hommes se forment vite. Sans doute, Auguste Colbert était fort jeune d'années, mais qu'on songe à ce qu'il avait déjà vu et fait, aux circonstances au milieu desquelles il s'était trouvé, aux hommes avec lesquels il avait été continuellement en contact, et l'on sera moins étonné qu'une nature aussi heureusement douée que la sienne se soit aussi rapidement développée. Les lettres qu'il écrivit alors d'Allemagne montrent une raison ferme, éclairée, dont le calme dénote la précoce maturité. Contrairement à ce qu'on peut attendre, ce jeune homme qui montre tant d'ardeur sur le champ de bataille, qui en cherche si avidement les émotions, comme homme, comme citoyen, aime, désire la paix et l'appelle de tous ses vœux. Il suit, attentif, les progrès du gouvernement réparateur et créateur qui s'établit en France, et semble couver des yeux le premier consul en qui se personnifient pour lui l'avenir et la grandeur de la patrie. Il frémit à tous les bruits de conspiration qu'on ne cesse de faire circuler, et toutefois son âme repousse l'idée du crime, « auquel il ne croit que lorsqu'il est avéré. » Encore, lors même que le crime est avéré, le dédaigne-t-il en quelque sorte, il le regarde comme impuissant contre les destinées de son héros, et c'est avec un véritable bonheur d'expression qu'il s'écrie à propos de la *machine infernale* : « Jamais ils ne réussiront contre lui, il est cuirassé de fortune. »

Tel était Auguste Colbert lorsqu'il arriva à l'armée du Rhin. Il y avait en lui des qualités et des contrastes

faits pour attirer l'attention. Il se trouva que ce jeune homme avait toute l'expérience d'un vieux soldat, d'un chef éprouvé, que ce *blanc-bec* montrait une crânerie à donner à réfléchir aux plus audacieux, que cet homme élégant et poli maniait la langue du soldat de manière à se faire jalouser par les plus éloquents en ce genre. Enfin, à côté des sentiments d'admiration, d'enthousiasme sans partage pour Bonaparte qui convenaient à un soldat d'Italie et d'Egypte, il y avait en lui une raison élevée, froide, un patriotisme sincère et pur, capable de satisfaire les plus difficiles de l'armée sévère et encore toute républicaine de Moreau.

L'épreuve redoutable et alors fort redoutée (1) qu'avait eu à subir Auguste Colbert avait donc tourné à son avantage : ce fut un succès, et le succès eut assez d'éclat pour que quelques personnages existant encore aujourd'hui en aient gardé le souvenir. Auguste Colbert forma bientôt à l'armée du Rhin des relations, se créa des amitiés qui devaient plus tard influer sur sa carrière et tenir une grande place dans son existence.

Enfin arriva le mois de novembre, époque où l'armistice devait expirer. De part et d'autre on s'était activement préparé à de nouveaux combats.

On a beaucoup répété que Bonaparte était jaloux de Moreau : c'est mal connaître Bonaparte. Il avait, et à juste titre, un trop haut sentiment de sa supériorité pour être jaloux d'un homme d'un grand mérite sans doute, mais qui reconnaissait lui-même son infériorité, tout

(1) Voir dans les Mémoires de la duchesse d'Abrantès les craintes exprimées par Junot à ce sujet.

en faisant de ces réserves que l'amour-propre personnel n'abandonne jamais. Moreau disait au général Mathieu Dumas, et cela peu de temps après Hohenlinden : « Pour la conception des plans, pour la conduite des grandes opérations et pour la politique de la guerre, c'est notre maître à tous ; mais pour la guerre méthodique, sur un théâtre déterminé, pour la *partie d'échecs*, c'est autre chose : là je crois valoir mieux que lui » (1).

Le général Moreau passa à Paris presque tout le temps des armistices qui se succédèrent ; ce fut alors qu'il épousa M[lle] Hulot, et à partir de cette époque, dit-on, sous l'influence de sa jeune femme et par celle de sa nouvelle famille, se développèrent ses sentiments de jalousie contre Bonaparte.

Quelques contemporains ont raconté une anecdote qui peut faire juger de leurs rapports à ce moment. Un jour, vers la fin d'octobre ou dans les premiers jours de novembre, le premier consul était au conseil des ministres, lorsqu'on lui annonça le général Moreau. Il le fit immédiatement entrer. Moreau était en redingote bleue, chapeau rond, la cravache à la main : « Vous arrivez à propos, général, dit Bonaparte, le ministre de l'Intérieur vient de m'apporter une paire de pistolets que le Gouvernement destinait au roi d'Espagne ; je ne crois pouvoir mieux faire que de les offrir à un général qui a si bien mérité de la République. Seulement, citoyen ministre, ajouta-t-il en se tournant vers son frère Lucien, alors ministre de l'Intérieur, faites ôter quelques-uns des diamants qui les couvrent, afin de pouvoir y inscrire

(1) Souvenirs de Mathieu Dumas, t. III, p. 218.

des noms de victoires remportées par le général ; ne les mettez pas toutes, il ne resterait plus de diamants : ce n'est pas que le général y tienne, mais enfin, il faut conserver le dessin de l'artiste. » Moreau sembla hésiter un instant, puis accepta avec un grand air d'indifférence, sans ajouter un mot. Dira-t-on que cette scène était préparée, jouée ? mais, en tous cas, elle n'exprimait qu'une intention fort gracieuse pour Moreau.

Non, Bonaparte n'était pas jaloux, mais Moreau eut le tort de se poser en rival de Bonaparte : de là l'irritation et bientôt l'animosité de celui-ci, choqué dans l'orgueil de son génie de voir une prétention à peine admissible au point de vue militaire et absurde à tout autre. Dans les notes qu'il écrivit à Sainte-Hélène sur la belle campagne dont nous allons parler, il est plus que sévère et évidemment partial ; mais à l'époque dont il s'agit ici, les sentiments d'animosité n'existaient pas plus que ceux de jalousie. Le premier consul fournit au général Moreau tous les moyens de succès : non seulement il fit de l'armée du Rhin l'armée la mieux équipée, la plus belle de celles qu'on eût vues depuis la Révolution, mais encore l'ensemble des opérations militaires fut combiné de manière à placer Moreau dans les conditions les plus favorables à son talent, et à lui fournir l'*échiquier* sur lequel il manœuvrerait comme il l'entendrait.

En effet, sa gauche et ses derrières étaient couverts par Augereau placé en Franconie, sur le Mayn, avec 20,000 hommes ; Macdonald, avec 15,000 hommes provenant de l'armée de réserve, occupait le pays des Grisons, couvrant à la fois la droite du général Moreau et

la gauche du général Brune, qui commandait en Italie une armée presque aussi forte que celle de Moreau; Murat enfin, avec 12,000 hommes d'élite, placé à la droite de Brune, devait le mettre à l'abri des tentatives faites du côté de l'Italie par les Napolitains et les Anglais. Le but de ces combinaisons était d'assurer à Moreau et à Brune leur liberté d'action et de les placer sur un champ de bataille où ils n'auraient à se préoccuper que de l'ennemi qui était devant eux.

Il y avait donc, comme on vient de le voir, cinq armées s'étendant sur un front immense, de la Franconie jusqu'au centre de l'Italie. Il est probable que si Bonaparte se fût mis lui-même à la tête des armées, il eût moins disséminé ses forces et eût agi avec des masses plus concentrées, ainsi qu'il le fit quelques années plus tard, en 1805; mais il combina ses plans de la manière qui lui parut le mieux répondre au génie ou au talent, comme on voudra l'appeler, des généraux commandant les armées principales. Il avait bien eu un instant l'idée de se mettre à la tête de 80,000 hommes et de marcher par les Alpes Noriques sur Vienne, tandis que Moreau opérerait dans la vallée du Danube, mais il savait que les hommes de certains partis étaient encore tout disposés à tenter l'aventure dès qu'ils en trouveraient l'occasion; il n'avait pas oublié que lorsqu'il était à Marengo, la rumeur d'une défaite s'étant répandue à Paris, des gens qui se décoraient du nom de *patriotes* étaient sur le point d'aller trouver Carnot pour l'engager à se mettre à leur tête et tenter de renverser le Gouvernement, lorsqu'arriva la nouvelle d'une complète victoire. Il prit donc le parti de rester, se réservant de diriger des

renforts là où il y en aurait besoin, et tout prêt à partir lui-même pour se porter sur les points où les événements rendraient sa présence indispensable.

L'Autriche, de son côté, avait mis à profit le temps des armistices : les armées avaient été renforcées, tout ce qui pouvait stimuler l'ardeur des populations de la monarchie avait été mis en jeu; l'Empereur avait fait annoncer qu'il se mettrait à la tête de ses troupes et il était venu les visiter. Mais toutes les mesures prises ne furent pas également heureuses : le commandement de l'armée fut ôté au feld-maréchal Kray, qui avait cependant montré beaucoup d'habileté dans la première partie de la précédente campagne, et tandis que l'Autriche avait la chance insigne de posséder un général qui n'avait en Europe de supérieur que Bonaparte, l'illustre prince Charles, au lieu de lui donner le commandement, on le confia à son jeune frère l'archiduc Jean, militaire instruit sans doute, mais inexpérimenté. Ce choix indiquait que de mesquines passions et de petites intrigues s'agitaient à la cour de Vienne.

Lors de la dénonciation de l'armistice, les différents corps de l'armée française étaient ainsi placés : l'aile droite de Lecourbe couvrait les débouchés du Vorarlberg et du Tyrol; deux de ses divisions étaient en avant sur la route de Rosenheim au delà d'Helfendorf. Le centre de l'armée, composé des trois divisions les plus nombreuses, s'étendait des deux côtés d'Elbersberg sur la route de Munich à Wasserbourg. L'aile gauche, sous les ordres de Grenier, formée des divisions Ney, Hardy et Legrand, avait sa droite à Hohenlinden et sa gauche, à Herthofen. Enfin, l'extrême gauche, mais fort loin

sur les bords du Danube, vers Landshut, était le général Sainte-Suzanne avec trois divisions; de telle sorte qu'il n'y avait, à bien dire, que les trois divisions du centre et le corps de Grenier qui fussent placés immédiatement sous la main du général en chef.

L'Inn pouvait être pour l'armée autrichienne une ligne de défense formidable : de Kufstein à Muhldorf, deux points fortifiés avec soin, dans une étendue de vingt lieues; cette rivière, qui va se jeter dans le Danube, coule dans un lit profond que ses eaux torrentueuses se sont creusé à travers une chaîne d'énormes rochers coupés à pic et semblables à d'immenses murailles. Le passage n'est possible qu'à un ou deux endroits. Quant à tourner ce front par un de ses points extrêmes, il n'y avait pas à y penser, Kufstein étant appuyé aux montagnes du Tyrol, rempli d'une population guerrière et dévouée, et de l'autre côté Muhldorf touchant à la Bohême et à la chaîne du Rohnenwald, où l'archiduc Charles organisait des forces considérables.

Il y avait donc un parti indiqué, c'était de se tenir derrière une barrière qui semblait infranchissable; ce ne fut cependant pas celui auquel s'arrêtèrent le conseil aulique et le nouveau général, l'archiduc Jean, qui recevait ses inspirations du grand maître de l'artillerie Lauer et du général Weyrother, sorte de pédants militaires dont les Autrichiens se sont souvent infatués.

Lorsque, dans un art quelconque, un homme de génie ouvre des voies nouvelles, la foule des esprits s'efforce de l'imiter. Bonaparte avait donné aux conceptions stratégiques des proportions jusqu'alors inconnues : la

grandeur, la hardiesse de ses plans, la nouveauté de ses combinaisons, les immenses résultats qu'il avait obtenus, empêchaient l'état-major autrichien de dormir; l'imagination du jeune archiduc était également frappée et entraînée : il voulut aussi faire du grand, de l'imprévu. Au lieu donc de rester derrière l'Inn, ce qui eût été moins brillant, mais plus sûr, il conçut le projet de le franchir rapidement et de se jeter avec 60,000 hommes sur la gauche de Moreau, tandis qu'il ferait déboucher de Ratisbonne Klenau, avec 30,000 hommes et la plus grande partie de la cavalerie, pour aller ensuite le rejoindre à Dachau. Ce projet, on le voit, avait pour but de tourner l'armée française et de lui couper la retraite après l'avoir écrasée. Voici, au reste, comment l'habile chef d'état-major de Moreau, le général Dessolles, résume dans une lettre adressée au ministre de la Guerre la situation des deux armées :

« Sans doute on ne saurait se dissimuler que la ligne qu'occupe l'ennemi derrière l'Inn est très forte et qu'en mettant de l'habileté dans ses manœuvres, il peut combattre avec avantage, mais le général en chef sent aussi très bien la supériorité de sa position actuelle, tout le *jeu* que lui donnent les deux armées placées sur ses flancs (l'armée d'Augereau et celle de Macdonald) et l'immense avantage de manœuvrer à cinquante lieues de Vienne. Ne pouvant se remuer sans découvrir Vienne, l'ennemi est forcé de venir toujours au devant de lui et d'obéir à tous ses mouvements. L'armée de réserve tenant la tête des Grisons et du lac de Constance, il peut, sans inconvénient, découvrir momentanément sa droite, par laquelle il a dû toujours manœuvrer jusqu'à

ce jour, à raison de la Suisse qui doit toujours être couverte» (1).

Le 26 novembre, Moreau fit replier tous les postes autrichiens qui étaient sur la rive gauche de l'Inn et marcha sur cette rivière par les trois routes de Rosenheim, Wasserbourg et Muhldorf. Ses colonnes marchaient parallèlement entre elles et perpendiculairement à l'obstacle qu'elles devaient franchir, lorsque, dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, l'archiduc, débouchant par les ponts de Muhldorf, de Kraibourg, passe sur la rive gauche de l'Inn, et par ce mouvement hardi se place sur le flanc du général Grenier qui se trouve attaqué par une masse de 60,000 hommes, tandis qu'il n'en a que 22,000 environ à leur opposer. Ce choc, auquel on n'était pas préparé, fut rude, et il ne fallut rien moins que l'extrême vigueur des généraux Grenier, Ney et Hardy, et la fermeté des troupes, pour que la retraite à laquelle on fut contraint ne dégénérât pas en déroute. Ce premier coup porté par les Autrichiens était habile et vigoureux, mais soit que leurs troupes fussent harassées par de longues marches dans des chemins que les pluies avaient défoncés et par les combats, soit que l'archiduc manquât de décision, il ne sut pas tirer parti de l'avantage qu'il venait d'obtenir. Quant au général Moreau, revenu d'un premier étonnement, il se replia derrière la forêt de Hohenlinden, là il prit une forte position défensive et se prépara à recevoir vigoureusement l'ennemi et à lui faire payer cher un premier succès.

(1) Archives du Dépôt de la guerre. *Armée du Rhin*, 1er septembre 1800.

Le lieutenant général Grenier avait sa droite placée à Hohenlinden, sa gauche à Herthofen. La division du centre, aux ordres du général Grouchy, était à l'extrême droite de cette position. Le général Legrand formait la gauche, couvert, vis-à-vis du débouché de Langdorf, par cinq compagnies d'infanterie et deux escadrons du 16ᵉ régiment de chasseurs. La réserve de cavalerie, mise sous les ordres de Grenier, se porta derrière Hohenlinden. La brigade du général Espagne fut dirigée sur Erdingen pour couvrir dans cette partie le flanc de l'armée et les communications avec Munich. Le général Richepance dut se replier sur Ebersberg, le général Decaen sur Zornotlingen, le général Lecourbe rentra à Helfendorf et dans ses anciennes positions. Les divisions du lieutenant général Sainte-Suzanne eurent ordre de se porter à marches forcées sur Freisingen.

Le 2 décembre fut employé à prendre ces dispositions. On avait été à peine inquiété par l'ennemi; seulement, vers le soir, les avant-postes de Grouchy furent attaqués près de Haag.

Le mouvement en avant de l'ennemi se dessinait. Le général Moreau fit alors adresser au général Richepance, par le général Lahorie, chef d'état-major particulier des trois divisions du centre, l'ordre suivant : « L'intention du général en chef est que votre division se trouve en marche de manière à arriver à huit heures du matin sur Saint-Christophe, où vous prendrez position; vous serez remplacé sur Ebersberg par les troupes du général Decaen, qui lui-même sera prêt à suivre votre mouvement. En cas d'événement, il sera relevé par Lecourbe.

« L'objet de ces dispositions est de se trouver en

mesure de recevoir l'ennemi, dans la supposition où il attaquerait l'armée sur la route de Haag à Hohenlinden et d'Isen sur Hohenlinden. *Votre objet sera de combattre l'ennemi après son débouché sur Hohenlinden, s'il exécutait ce mouvement.* »

Comme complément de cet ordre, Lahorie écrivait à Decaen : « Le général en chef me charge de te prévenir que le général Richepance a ordre de quitter sa position, *de manière à être rendu à huit heures du matin sur Saint-Christophe pour, de là, recevoir et combattre l'ennemi qui se dirigerait sur Hohenlinden.* »

Le 12 frimaire (3 décembre) au matin, Lahorie écrivait encore à Decaen : « Le général Richepance a ordre d'attaquer de bonne heure, et avec la plus grande vigueur, par Saint-Christophe sur Mattenpöt, et de faire tous ses efforts *pour être maître de la communication de Haag sur Hohenlinden.* Je n'ai pas besoin de t'engager à presser ton mouvement et à suivre avec la plus grande vigueur celui du général Richepance.

« Si votre mouvement combiné réussit, l'ennemi payera cher sa tentative sur la chaussée de Hohenlinden » (1).

Voilà ce que contenaient de plus précis les ordres et instructions donnés aux généraux Richepance et Decaen. Ce n'est qu'après l'événement qu'on trouve dans le rapport de Moreau : « J'avais donné ordre aux généraux Richepance et Decaen de déboucher par Saint-Chris-

(1) Ces lettres du général Lahorie se trouvent au dépôt de la Guerre. Carrion-Nisas les a reproduites dans les pièces justificatives de son ouvrage intitulé : *Campagne des Français en Allemagne, année 1800.*

tophe sur Mattenpöt et de *tomber avec vigueur sur les derrières de cette attaque.* » C'est évidemment là première fois qu'on rencontre l'expression que je viens de souligner, qui précise le mouvement que doit faire Richepance.

Telles étaient donc les dispositions prises par le général Moreau, dispositions, comme on peut en juger, essentiellement défensives. Il n'avait avec lui que les deux tiers de son monde; il avait bien rappelé Sainte-Suzanne, mais celui-ci était loin, et Lecourbe ne devait arriver que le 4; on conçoit donc que Moreau, tout en prenant les meilleures dispositions pour recevoir l'ennemi dans le cas où il serait attaqué, n'ait pas eu l'intention de provoquer immédiatement une affaire générale, et cependant la destinée lui réservait un de ses plus glorieux triomphes.

Pour joindre les Français, l'armée autrichienne devait s'engager à travers une forêt épaisse, profonde, traversée par une seule route, la chaussée de Muhldorf à Hohenlinden. Partout ailleurs, il n'y avait que des chemins d'exploitation, et la pluie qui les avait défoncés depuis plusieurs jours s'était changée en une neige qui tombait à gros flocons. Rien n'arrêta l'archiduc, persuadé que les Français étaient en pleine retraite et qu'il n'aurait à combattre que des arrière-gardes.

Il fut résolu que l'armée impériale, formée sur quatre colonnes, pénétrerait dans la forêt : à l'extrême droite, Kienmayer venant de Dorfen; plus à gauche, Baillet La Tour se dirigeant sur Burgrain; à l'extrême gauche, le corps de Riesch devait gagner la route de Wasserbourg, en passant par Albaching et Saint-Christophe; enfin,

l'archiduc au centre, avec 40,000 hommes, cent pièces de canon, les parcs, les bagages, et suivi par la cavalerie de réserve, devait s'avancer par la chaussée qui traverse la forêt, de Mattenpöt à Hohenlinden.

Le 3 décembre, les colonnes autrichiennes se mirent en marche à deux heures du matin, remplies de confiance par leur succès de l'avant-veille et croyant n'avoir qu'à pousser l'ennemi devant elles. La colonne de l'archiduc marchant sur une chaussée, atteignit avant les autres l'extrémité de la forêt; il était environ huit heures du matin. Accueillie vigoureusement par la division Grouchy, la tête est arrêtée, les masses qui la suivent continuent cependant à marcher, et cette longue file d'hommes, d'artillerie, de bagages, avançant toujours, vient se presser, se heurter sur l'obstacle qui lui barre le passage, sans pouvoir se déployer ni à droite ni à gauche, ni se frayer un chemin en avant. La colonne de Baillet La Tour arriva bientôt également : le général Grenier la fit aborder par la division Ney. Le combat se soutint de part et d'autre avec vivacité, les Autrichiens redoublant d'efforts pour sortir de la forêt, les Français pour les empêcher de déboucher et de se déployer.

Le général Moreau, placé dans la petite plaine d'Hohenlinden, suivait avec attention les moindres mouvements de l'ennemi, avide d'y découvrir quelque signe qui lui indiquât l'effet produit par le mouvement qu'il avait ordonné sur Mattenpöt.

Cependant le général Richepance était parti de Saint-Christophe avant le jour, se dirigeant sur Mattenpöt. La marche était incertaine et des plus pénibles à travers le bois, par des chemins à peine tracés ou disparaissant

sous la neige qui continuait à tomber. Il avait dépassé Saint-Christophe avec la 8e, la 48e de ligne et le 1er de chasseurs, vers les sept heures, lorsque le corps de Riesch, qui se portait sur Albaching, prend en flanc sa colonne et la coupe en deux, le séparant ainsi de sa 2e brigade commandée par le général Drouet.

Richepance s'arrête, mais son parti est bientôt pris : il fait dire à Drouet de tenir ferme, qu'il va être dégagé par la division Decaen, et il poursuit sa route sur Mattenpöt. En y arrivant, il trouve quelques cuirassiers faisant partie de l'arrière-garde ennemie, qui avaient mis pied à terre ; on les prend, mais bientôt l'alerte est donnée, les Autrichiens se forment ; ils sont chargés par le 1er de chasseurs qui, attaqué en flanc, est ramené.

Ainsi Richepance avait devant lui une forte arrière-garde, et derrière lui était le corps de Riesch, le séparant du reste de sa divison et du général Decaen. La position était critique, *affreuse*, dit Napoléon. Richepance avait trois partis à prendre : ou combattre les troupes qui étaient devant lui, ou se replier sur Drouet et Decaen ; prendre l'un de ces deux partis, ce n'était peut-être pas une défaite, mais à coup sûr ce n'était pas une victoire ; restait un troisième parti qui seul pouvait y conduire : se jeter résolûment, témérairement sur la queue de la grosse colonne engouffrée dans la forêt.

Richepance, avec une audace et un coup d'œil qu'on ne saurait trop admirer, n'hésite pas, il ne pense plus à Drouet, laisse le général Walther avec la 8e et le 1er de chasseurs pour contenir l'arrière-garde autrichienne, puis avec la 48e (2,400 hommes au plus), il tourne à gauche et, suivant la chaussée, se précipite à la suite

de l'ennemi et le joint : celui-ci, étonné de cette attaque imprévue, tente de l'arrêter par la mitraille de trois pièces de canon : la 48e avance toujours, trois bataillons hongrois formés en colonnes se portent à sa rencontre, Richepance est à la tête des siens, l'épée haute : « Grenadiers, leur dit-il en les regardant aux yeux, que pensez-vous de ces gens-là ? — « Ils sont f... ! » lui crie-t-on. — « Ils sont morts ! » dit à son tour le général, et les grenadiers, la baïonnette en avant, fondent tête baissée sur les Hongrois qui, refoulés, culbutés, portent le désordre derrière eux.

Qu'on se figure cette longue colonne d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie, déjà confuse, pressée sur une étroite chaussée, attaquée à la fois en queue et en tête... Le désordre, la panique s'en emparent, les canonniers coupent les traits de leurs attelages, et hommes et chevaux cherchent à fuir, à s'échapper par la forêt.

Ney, du côté d'Hohenlinden, s'apercevant du désordre, redouble d'efforts ; il se fait jour enfin, rencontre Richepance, et les deux intrépides, en s'embrassant, se félicitent de leur victoire.

Tout le centre de l'armée autrichienne était pour ainsi dire anéanti, 87 pièces de canon et 7,000 prisonniers étaient au pouvoir des vainqueurs.

Richepance, alors, retourne sur Mattenpöt pour secourir Walther ; il le rencontre grièvement blessé, porté par ses soldats. La brigade Drouet, dégagée par le général Decaen, avait rejoint la division, et bientôt l'ennemi, que Richepance fit charger par sa cavalerie, se retira sur Haag.

La division Decaen, composée de la 4e et 100e demi-

brigades de ligne, de la 14e légère (1), du 17e régiment de dragons, des 6e et 10e de chasseurs, enfin de la légion polonaise commandée par Kniazewitch, était partie à cinq heures du matin de Zornotlingen, suivant le mouvement du général Richepance. En passant à Steinhoring, Decaen y laissa un corps de 1,200 hommes et 600 chevaux et quelques pièces d'artillerie pour éclairer la route de Wasserbourg et couvrir son mouvement sur Saint-Christophe. Vers dix heures et demie du matin, ayant rencontré la brigade Drouet séparée de sa division et luttant avec peine contre le corps de Riesch, il envoya à son aide un bataillon de la 14e et un escadron du 6e de chasseurs, qui, soutenus par la légion polonaise, dégagèrent Drouet et lui permirent de continuer sa route sur Mattenpöt.

Entendant le feu redoubler du côté de Hohenlinden, Decaen ordonna au géneral Durutte de se diriger avec sa brigade (6e et 10e de chasseurs, 14e légère) sur le point où le feu était le plus vif. Celui-ci rencontra bientôt un corps de 900 hommes qui, coupé d'Hohenlinden, cherchait à se faire jour; il envoya contre eux deux compagnies de la 14e. L'adjudant-major Cornil, qui les commandait, apercevant les ennemis qui semblaient décidés à se frayer un passage, leur cria en allemand que « s'ils faisaient feu, ils seraient passés au fil de l'épée. » Intimidés par cette menace, les Autrichiens mirent bas les armes (2).

(1) Un bataillon seulement de la 14e légère faisait partie le jour de la bataille de la division Richepance.

(2) Archives du dépôt de la guerre, *Bulletin historique du 11 au 20 frimaire an IX de la République.*

Le général Durutte allait continuer son mouvement sur la gauche, lorsqu'il rencontra les troupes de Grouchy marchant sur Haag. La journée était décidée. Decaen fit également prendre cette direction à sa division, afin d'empêcher la communication de l'ennemi avec Wasserbourg. Il se porta donc sur Albaching, précédé par le 10e de chasseurs, et menaçant ainsi la droite du corps de Riesch, il débarrassa par ce mouvement le général Kniazewitch, au moment où un combat qui avait duré presque toute la journée, semblait reprendre avec une nouvelle vigueur.

La division Decaen avait pris plus de 3,000 hommes et sept pièces de canon, ce qui s'explique facilement par la position qu'elle occupait sur la lisière de la forêt, du côté par lequel les Autrichiens devaient faire leur retraite. Elle avait obtenu ces résultats, n'ayant eu qu'une portion de ses troupes engagée.

A l'aile gauche, le lieutenant général Grenier avait eu à soutenir, contre les troupes de Kienmayer et de Baillet La Tour, une lutte des plus vives et des plus disputées, dont le succès sembla longtemps indécis, lorsque enfin la nouvelle de la défaite de leur colonne du centre acheva de vaincre la résistance des Autrichiens. Leur retraite se fit sur Muhldorf, Dorfen et Neumarckt, puis par les ponts de Kraibourg et Neu Œttingen. Leurs troupes étaient dans un extrême désordre, mêlées, confuses, et si le jour eût été plus long, leurs pertes eussent été plus considérables, le désastre plus grand, bien qu'ils laissassent aux mains de leurs vainqueurs, 11,000 prisonniers, 100 pièces de canon; enfin 6,000 des leurs jonchaient le champ de bataille.

Dans cette grande et mémorable lutte, habilement préparée par le général en chef, chacun joua sans doute admirablement son rôle, mais il faut reconnaître que le coup de foudre fut l'attaque imprévue de Richepance. C'est ainsi, au reste, que le considérait le général Moreau; avec une équité dont on ne saurait trop faire l'éloge, il a répété souvent (1) que la victoire était d'abord due à l'intrépidité du général Richepance; il ajoutait avec convenance : aux belles manœuvres du général Grenier, et à la brillante conduite des généraux Ney, Decaen, Grouchy.

Le général Mathieu Dumas dit dans son *Précis des événements militaires:* « Cette bataille fut complètement gagnée par l'exécution la plus rigoureuse et *la plus littérale du plan prémédité*, exemple rare dans les fastes militaires. » C'est peut-être aller un peu loin. Le programme n'était pas aussi nettement arrêté qu'on veut bien le dire. Nous avons vu en quels termes était conçu l'ordre donné à Richepance : il faut convenir qu'il donna à *la lettre* de cet ordre une interprétation, un esprit qui n'y était pas contenu ; rien ne lui prescrivait de se jeter sur les derrières de l'ennemi, et cette expression, ainsi qu'on l'a déjà fait observer, ne fut employée pour la première fois qu'après l'événement, par Moreau, dans son rapport. Richepance obéit à une inspiration soudaine, héroïque et pleine de sens, qu'il accomplit avec un bonheur inouï, car le moindre hasard pouvait tourner contre lui.

D'un autre côté, Napoléon à Sainte-Hélène, mettant

(1) Mathieu Dumas : *Précis des événements militaires*, t. V, p. 130.

au service de ses rancunes contre Moreau son ardente, souvent partiale, mais toujours habile critique, ne voit dans la bataille d'Hohenlinden, qu'une *rencontre heureuse* dont le résultat a été entièrement dû à la manœuvre faite par le général Richepance, qu'il accuse d'ailleurs hautement d'imprudence.

Le reproche qu'il adresse à Moreau de n'avoir eu sous la main que sept divisions, lorsqu'il pouvait en avoir presque le double, est plus sérieux. Il part de ce fait, pour établir que la bataille a été un accident fortuit, en quelque sorte imprévu, que Moreau n'a subi qu'à son corps défendant, étant beaucoup trop prudent pour risquer une affaire générale dans de telles conditions.

Ne discutons pas la gloire d'Hohenlinden. Sans partager complètement l'opinion du général Mathieu Dumas, et tout en avouant que beaucoup fut dû, dans le résultat obtenu, à l'inspiration d'un homme et à des chances heureuses, reconnaissons que les dispositions prises par le général en chef, les talents, l'intrépidité que montrèrent ses lieutenants, et la vaillance des troupes, enfin les trophées obtenus, forment un ensemble assez glorieux pour qu'Hohenlinden soit toujours considéré comme une de nos plus belles victoires.

Lorsqu'on réfléchit aux critiques dont cette belle journée a été l'objet, à celles qui ont été faites sur la bataille de Marengo, on ne peut s'empêcher de reconnaître combien est difficile ce jeu des batailles, combien il laisse de chances au hasard, alors même qu'il est joué par les plus habiles.

L'armée autrichienne s'était précipitamment retirée

derrière l'Inn. Quant au général Moreau, pour mettre à profit le grand succès qu'il venait d'obtenir, il résolut de se porter rapidement sur Salzbourg. C'était à la fois prendre le Tyrol à revers, séparer de l'armée autrichienne le corps qui y était encore engagé, menacer la haute Autriche, Vienne, et couper les communications avec l'Italie. Mais pour cela, il y avait à franchir les trois lignes de défense formées par l'Inn, l'Alza et la Salza.

Ici commence, avec l'exécution de ce plan, un drame dont l'intérêt me semble être au moins égal à celui qu'a pu offrir le beau triomphe d'Hohenlinden. L'habileté du général en chef m'y paraît plus manifeste et brille du plus vif éclat. Ses lieutenants Lecourbe, Richepance, Decaen, montrent une intelligence militaire des plus rares; leur activité, leur vigueur, sont sans pareilles. Quant aux soldats, rien n'égale leur élan: dans cette course rapide de vingt jours par le plus rude hiver, à travers des montagnes, des rivières torrentueuses et glacées, chacun de leurs pas est marqué par un trait d'héroïsme, d'audace intelligente, d'instinct guerrier; et leurs succès sont souvent chèrement achetés, car, il faut le dire à l'honneur de l'armée autrichienne, le coup reçu à Hohenlinden était sans doute terrible, elle était déconcertée, mais non encore démoralisée, et depuis le général en chef jusqu'au dernier soldat, tous sentaient qu'il ne s'agissait plus seulement de l'honneur des armes, mais du salut de la patrie et de l'empereur, menacé jusque dans sa capitale.

Le général Moreau voulant, comme nous l'avons déjà dit, porter l'armée sur Salzbourg, était résolu à

passer l'Inn aux environs de Rosenheim, et le général Lecourbe avait été chargé de déterminer le point de passage et de préparer les détails de cette opération. En même temps, pour donner le change à l'ennemi, Moreau multiplia les démonstrations vers le bas Inn ; l'aile gauche et une partie du centre continuèrent à marcher dans cette direction ; tous les bateaux qu'on trouva à Munich furent rassemblés pour être transportés par terre à Erding. Pendant ce temps, les divisions Grouchy, Richepance et Decaen se rapprochaient de l'aile droite où Lecourbe, suivant ses instructions, avait choisi le point ou s'effectuerait le passage. C'était à Neuperen, un peu au-dessus de Rosenheim.

Les divisions de l'aile droite et celles du centre étant rapprochées de ce point, le 9 décembre, à six heures du matin, vingt-huit pièces de canon habilement placées balayèrent la rive droite, et en moins de trois heures un pont fut établi. La division Montrichard passa la première, et bientôt suivirent les divisions Grouchy et Decaen, qui avaient vainement tenté de passer par le pont de Rosenheim, incendié par le corps de Condé chargé de le défendre. Le reste de l'armée passa par les ponts de Wasserbourg et de Muhldorf.

Cette opération avait été conduite avec tant d'habileté et de bonheur, que cette formidable barrière de l'Inn fut franchie, pour ainsi dire, sans coup férir et sans la perte d'un homme. Le gros des forces de l'ennemi, accumulé sur le bas Inn, voulut en vain accourir, il n'était plus temps, et l'archiduc se hâta de les porter derrière la Salza, espérant pouvoir opposer enfin une digue au torrent envahisseur.

Moreau, de son côté, était résolu de pousser l'ennemi de telle façon, qu'il n'eût pas le temps de s'établir derrière la Salza. La droite, sous Lecourbe s'avançant rapidement vers Salzbourg, eut une rencontre assez vive avec l'ennemi à Seebruck; le pont de l'Alza étant rompu, il trouva moyen de la passer à l'endroit où cette rivière sort du lac Chiem See. Enfin, après avoir franchi le défilé de Teisendorf, Lecourbe déboucha avec les divisions Gudin et Montrichard en vue de Salzburghofen, devant lequel il trouva un corps d'environ 15,000 hommes, placé en avant du confluent de la Saal et de la Salza. Entre ces deux rivières s'étendait une plaine très favorable pour la cavalerie. Lecourbe fit attaquer par les deux ailes. Le général Gudin, longeant les bois qui bordaient la Saal, arriva sur Salzburghofen qu'il enleva et où il prit des hommes et du canon. Montrichard, un instant compromis par la cavalerie autrichienne qui l'avait débordé, fut dégagé par la bonne contenance de la 109e demi-brigade et par une charge des 8e et 9e régiments de hussards.

Mais ce n'était point là que la question du passage de la Salza devait se décider, et ici vient se placer un épisode de guerre des plus curieux ; il montre l'habileté des généraux, l'incroyable audace des soldats, et fait voir combien parfois le vent de la fortune pousse les intrépides et les victorieux. C'est bien l'*audaces fortuna juvat.*

Je laisserai parler le général Decaen lui-même ; on aimera, je crois, à l'entendre ; il me semble que c'est un hommage à rendre à la mémoire d'un homme que ses talents et son caractère doivent signaler au respect

de la postérité (1). Enfin le 10e de chasseurs, commandé par mon père, faisait partie de la brigade Durutte qui prit la part la plus active aux faits que je vais rapporter. C'est un motif de plus pour moi d'entrer dans ces détails. Voici donc le rapport de Decaen :

« J'avais à faire prendre position à ma division le 21 devant Lauffen et faire des reconnaissances pour parvenir au passage de la Salza. Les reconnaissances et le passage se sont faits en même temps. La vigueur des troupes, l'intrépidité de quelques braves, l'activité des généraux Durutte et Kniazewitch et des officiers de l'état-major, m'ont fait effectuer comme par enchantement un passage difficile tant par les obstacles de la nature que par la présence de trois bataillons autrichiens du régiment de Mack, de six pièces d'artillerie et de plus de 400 chevaux : partie des cuirassiers de

(1) Decaen (Charles-Mathieu-Isidore), né à Caen, en 1769, était canonnier de marine en 1787, sergent-major en 1792, dans un des bataillons de volontaires du Calvados. — A l'armée du Rhin, Kléber le distingua et le prit en amitié. — Devenu général, Decaen se plaça bientôt au rang des plus habiles commandants de division de l'armée de Moreau. — Le premier consul le nomma, en 1802, capitaine général des établissements français dans l'Inde ; lorsqu'il arriva devant Pondichéry, il apprit que la guerre avait éclaté de nouveau ; échappant à la poursuite d'une flotte anglaise, il se réfugia à l'Ile-de-France. Là, seul, n'ayant rien à attendre de la mère-patrie, abandonné à lui-même, Decaen sut se créer des ressources et suffire à tout : il réorganisa dans l'Ile-de-France et dans l'île Bourbon l'administration civile, militaire et judiciaire ; disposant avec habileté des débris de nos forces navales, et secondé par des marins habiles et entreprenants, tels que Duperré, Hamelin, Bouvet, Roussin, etc., il lutta avec énergie contre les Anglais, et fit subir à leur commerce des pertes considérables, tenant pour ainsi dire en échec dans ce coin du monde les forces immenses dont il était entouré. Le caractère de Decaen, sa sagesse, son désintéressement, lui avaient acquis la confiance des habitants et le dévouement absolu des marins et des soldats. Il se maintint ainsi pendant sep

La Marck, l'autre de hussards, le tout commandé par le général Hœppert.

« Ma division était partie de sa position de Waging à sept heures du matin, dirigée sur Lauffen en suivant la chaussée de Salzbourg jusqu'à Shoring, et de là devant Lauffen en passant par Leugendorf. Une colonne aux ordres du chef de brigade Lafond, qui depuis quelques jours m'avait servi à flanquer ma division, était partie d'Altering pour se porter sur la Salza, remonter cette rivière jusqu'à Lauffen et laisser un détachement à Friedlefingen pour éclairer sur cette rivière jusqu'à Dittemaringen.

« Il était environ midi lorsque mon avant-garde arriva en avant de Lauffen. Des patrouilles avaient déjà annoncé que le pont était coupé, mais que l'ennemi était placé sur la rive droite. L'ennemi, qui avait son artillerie sur une position très avantageuse, n'avait fait

années, lorsqu'enfin attaqué, en 1810, par vingt mille Anglais, après avoir tenté et prolongé encore quelques temps une résistance qu'on pouvait juger impossible, il capitula et obtint, grâce au respect, à la crainte même qu'il avait su inspirer à ses adversaires, les conditions les plus honorables.

De retour en Europe, Decaen, après avoir exercé de grands commandements, partagé et subi les vicissitudes de sa patrie en 1814 et 1815, mourut en 1832. Cet homme qui, pendant plusieurs années, avait été investi d'une espèce de royauté, qui aurait pu se faire une large part dans les riches prises qui souvent, aux Indes, tombèrent entre ses mains, mourut tellement pauvre, que le maréchal Soult, alors ministre de la Guerre, fut obligé de subvenir aux frais de son enterrement.

Si l'histoire doit conserver le souvenir glorieux des talents et de la fermeté peu commune avec lesquels Decaen sut défendre nos derniers établissements dans l'Inde, elle doit un respectueux hommage au désintéressement dont il fit preuve, désintéressement peut-être plus rare que les talents, et qui n'accompagne pas toujours ce qu'on appelle gloire.

aucune disposition pour nous empêcher l'approche de la rivière, au-dessus et au-dessous de Lauffen; il n'avait pas même daigné nous honorer d'un coup de canon. J'ai donc eu la facilité de reconnaître l'état du pont dont on avait détruit quatre arches, de faire garnir d'infanterie tout ce qui l'exigeait, de placer l'artillerie, et de déployer la division sur les hauteurs au débouché du bois. Je ne sais pas si ces dispositions ont effrayé l'ennemi, car au premier coup de canon qui s'est tiré et qui était le signal pour engager la fusillade et canonner sur la tête du pont, la cavalerie ennemie fit un mouvement de retraite très précipité, ce feu d'artillerie la gênant beaucoup sur la route de Salzbourg, où elle se dirigeait.

« Beaucoup de barques retirées par l'ennemi sur la rive droite me tentaient bien, mais la saison ne permettait pas d'exciter à se mettre à la nage pour s'en emparer. J'étais pourtant à la recherche des moyens qui pourraient me procurer quelques-uns de ces bateaux, lorsque le général Durutte, que j'avais chargé de remonter la Salza, afin de reconnaître quelque endroit guéable ou quelque point de passage favorable, me fit annoncer que trois intrépides chasseurs de la 14e s'étaient déterminés à se jeter à la nage pour aller prendre une barque qui avait été aperçue à une demi-lieue au-dessus du pont de Lauffen; c'était Bernard, tambour à la 14e, qui leur avait donné l'exemple, les deux autres sont Lamalle et Perrin, du même bataillon. Ces intrépides soldats, ayant à lutter contre la rigueur de la saison, eurent encore beaucoup plus à faire contre le courant de la Salza qui les reporta deux fois à la rive

d'où ils étaient parvenus avec toutes les peines possibles à arracher leur bateau. Enfin ils ne purent achever leur pénible tâche que lorsque deux d'entre eux se furent de nouveau jetés à la nage et, au moyen d'une corde qui était à la barque, parvinrent à arriver à la rive gauche. Ce trait de courage, auquel on ne saurait donner de nom, inspira le plus grand enthousiasme. Bientôt un grand nombre de chasseurs de la 14ᵉ, à la tête desquels se mirent le capitaine Jean et l'adjudant-major Cornil, entra dans la rivière pour passer un de ses bras qui n'avait que deux pieds d'eau, s'embarqua ensuite et descéndit sur l'autre rive.

« Je saisis avec empressement ce trait de dévouement, je me déterminai à jeter trois ou quatre cents hommes sur la rive droite, dont deux compagnies de la 4ᵉ, commandées par le capitaine Cazaneuve et le lieutenant Duvaldreux, qui se mirent la plus grande partie à l'eau comme les chasseurs de la 14ᵉ (quoique des chasseurs du 10ᵉ voulussent les passer au premier bras de la rivière sur leurs chevaux). Je fis des dispositions pour leur protection en faisant canonner et fusiller fortement l'ennemi, qui était placé et embusqué à la tête du pont. On s'empara encore de quelques autres bateaux.

« L'adjudant commandant Plauzonne passa la rivière pour aller prendre la direction des troupes qui, n'étant pas même au nombre de cent, s'emparèrent bientôt d'un petit village par où passe la route de Salzbourg, barricadèrent les débouchés par lesquels on pouvait venir sur eux, y laissèrent quelques hommes et s'avancèrent ensuite en échelons et dans le plus grand silence

jusqu'à la tête du pont. L'ennemi, qui ne s'occupait pas de ce point, attaqué à l'improviste par des cris et par les baïonnettes d'une poignée d'hommes, fut mis en fuite. On fit plus de cent prisonniers, dont quatre officiers.

« Ce succès ne fut point troublé: il fut possible de faire passer des bateaux à la rive droite, et bientôt plus de huit cents hommes furent de l'autre côté et bien établis, de sorte qu'on put de suite s'occuper de travailler à la réparation du pont. Le général Durutte et le chef de bataillon Mortières, le capitaine d'artillerie Valée (1), le lieutenant du génie Michaud, qui passèrent sur la rive droite, mirent tout le zèle et toute l'activité qu'exigeaient les circonstances. Pendant la nuit on construisit un pont volant ; le capitaine Dalessen de la 14e et mon aide de camp La Biffe en accélérèrent la construction, de manière qu'au point du jour il commença à servir pour passer l'artillerie et une partie de la cavalerie de la division. Le grand pont fut praticable pour l'infanterie et la cavalerie à huit heures du matin. — Le général Kniazevitch, qui avait été chargé de faire reconnaître la Salza au-dessous de Lauffen, n'avait point trouvé d'endroit guéable. Si ses troupes eussent aperçu quelques bateaux, sans doute qu'elles auraient cherché à les posséder, car plusieurs Polonais s'étaient

(1) Valée (Sylvain-Charles), né à Brienne (Aube), en 1773, *élève du roi* à l'école militaire de Brienne, lieutenant d'artillerie en 1792, s'acquit une grande réputation dans la direction de cette arme aux sièges de Lerida, Oropeza, Mequinenza, Tarragone, en Espagne, de 1810 à 1812. Ce fut à lui qu'on dut, en 1837, la prise de Constantine. Il fut alors nommé maréchal de France, gouverneur général de l'Algérie. Rentré en France, en 1840, il mourut en 1846.

avancés pour sonder la rivière et passer à la nage au besoin. Un sergent-major nommé Szyszkou, leur a donné l'exemple: il se jeta à l'eau pour voir si la rivière pouvait être praticable au gué, mais elle avait plus de huit pieds de profondeur » (1).

On voit par quel mélange d'audace, d'habileté et de bonheur Decaen avait franchi la Salza : il fut bientôt rejoint par Richepance. Dès que le général Moreau eut appris ce succès inespéré, il donna ordre à Grouchy et au corps du général Grenier de se diriger sur Lauffen, s'y porta lui-même et fit jeter un second pont sur la Salza.

Pendant que le centre et la gauche passaient ou se disposaient à passer la rivière, Lecourbe, à la droite, ayant franchi la Saale, était toujours en présence de l'ennemi. Le 23 frimaire (14 décembre), au matin, voyant les vedettes autrichiennes se retirer, il crut à un mouvement de retraite ; voulant le presser, il se disposa à manœuvrer sur les flancs de l'ennemi ; les tirailleurs et la cavalerie se portèrent en avant au milieu d'un brouillard épais qui leur dérobait la vue de leurs adversaires, lorsque tout à coup les Autrichiens ouvrirent le feu de trente pièces de canon qui dissipèrent le brouillard, et l'on aperçut alors une formidable cavalerie rangée sur plusieurs lignes et plus de 10,000 hommes d'infanterie commandés par l'archiduc Jean. Les escadrons autrichiens s'ébranlèrent et eurent bientôt ramené le 7e et le 9e de hussards, qui, cependant, sou-

(1) Archives du dépôt de la Guerre : *Correspondance des divisions au centre de la réserve*, registre 74.

tenus par des dragons, reprirent une portion du terrain qu'ils avaient perdu. Lecourbe vit qu'il n'y avait rien à faire contre une force aussi considérable; il savait d'ailleurs que le gros de l'armée, ayant passé la Salza à Lauffen, remontait la rive droite et allait créer une puissante diversion; il replia donc ses ailes, se bornant à conserver son front en avant de Vaalz; toutefois le combat dura jusqu'à la nuit et fut rude pour les Français qui y perdirent 2,000 hommes.

Le petit échec essuyé par Lecourbe, dit Napoléon dans ses observations sur cette campagne « provint du peu de cavalerie qu'il avait à son avant-garde. C'était cependant le cas d'y faire venir la réserve du général d'Hautpoul, au lieu de la tenir en arrière... C'est à la cavalerie à poursuivre la victoire et à empêcher l'ennemi battu de se rallier. » On peut observer, en outre, le bon parti que les Autrichiens surent tirer de la leur pour arrêter les Français.

Le succès de l'archiduc eût pu, en d'autres circonstances, avoir de l'importance; il devint inutile par suite du passage des Français à Lauffen. Déjà ils s'avançaient en force marchant sur Salzbourg par la rive droite de la Salza.

D'après les ordres qu'il avait reçus, Decaen s'était mis en marche le 14 décembre de très bonne heure. La brigade Durutte était en tête. A la sortie du défilé qui s'étend depuis Lauffen jusqu'à une demi-lieue d'Anthering, l'avant-garde rencontra environ trois cents hommes de cavalerie et deux cents fantassins avec une pièce de canon, qui semblaient disposés à l'empêcher de déboucher. Bien que le général Durutte n'eût avec

lui qu'un escadron du 10e de chasseurs et une pièce de canon, il poussa l'ennemi jusqu'au delà d'Anthering. Après lui avoir démonté sa pièce de canon et sabré quelques hommes, il s'arrêta pour attendre le reste de sa brigade et la division.

Le feu de l'attaque de Lecourbe se faisait entendre. Decaen poussa avec toute la célérité possible vers le village de Bergheim, d'où il pouvait menacer la route de Neumarckt et rendre très difficile la retraite du gros de l'armée autrichienne qui était encore sur la rive gauche de la Salza. L'ennemi vit le danger et couvrit avec le plus de monde possible ce village, que Decaen avait fait également menacer par la droite; une vive canonnade s'engagea de part et d'autre et dura jusqu'à la nuit. Les troupes bivouaquèrent sur le terrain de l'attaque. Le lendemain, l'ennemi avait évacué ses positions; le général Decaen se hâta de marcher sur Salzbourg, où il pénétra le premier. Le général Lecourbe y arriva peu de temps après par la rive gauche.

L'Inn et la Salza forcées en quelques jours, Salzbourg pris, la monarchie autrichienne semblait être à la merci du général Moreau. Il n'avait plus désormais devant lui que les débris confus d'une armée vaincue; résolu à les pousser sans relâche, sans leur donner le temps de se reconnaître, il lança sur la route de Linz, par laquelle l'ennemi se retirait, la division Richepance, immédiatement suivie par les divisions Decaen et Grouchy, tandis que Lecourbe marchait par les montagnes pour couvrir la droite de l'armée et pousser également sans cesse la gauche de l'ennemi. Enfin la gau-

che, sous le général Grenier, marchait sur la Traun par la route de Wels.

Le jour même de l'occupation de Salzbourg, Richepance faisait douze lieues, atteignait Herdorf, bivouaquait en face de l'ennemi, et le lendemain, à la pointe du jour, l'attaquait, le culbutait, lui faisait mille prisonniers et s'emparait de quatre pièces de canon.

Chaque jour amenait un nouveau combat; mais rien ne peut arrêter l'audace de Richepance et l'élan de ses troupes. Les Autrichiens, qui défendent leur sol, le cœur de la monarchie, essayent de lutter encore, d'opposer une digue à cette terrible avant-garde : le 18, ils réunissent en avant du village de Schwanstadt quatre mille chevaux qu'ils font couvrir et flanquer par de l'infanterie placée dans les bois qui sont à droite et à gauche. Richepance débouche dans la plaine; sans s'inquiéter du feu par lequel il est accueilli, il avance toujours; un des bataillons de la 48e suit la route, menaçant Schwanstadt, l'autre se dirige audacieusement sur le centre de la ligne ennemie; Richepance place le 5e de hussards à la gauche du 1er bataillon, le 20e de chasseurs entre ce bataillon et celui qui traversait la plaine; le 1er de chasseurs tient l'extrême droite et le 10e de cavalerie suit en bataille. On approche dans cet ordre, sans tirer, à trois cents pas de la ligne ennemie; la cavalerie autrichienne s'ébranle pour charger; mais l'aspect de cette fière infanterie qui s'avance sur elle, baïonnette baissée, lui fait perdre contenance, elle hésite, et bientôt prend la fuite. Chargée alors par notre cavalerie, elle laisse mille ou douze cents

hommes sur le champ de bataille ou aux mains des vainqueurs (1).

Le lendemain, 19 décembre, l'infatigable Richepance atteint encore à Lambach l'arrière-garde placée sous les ordres du général Meczari; la ligne ennemie est enfoncée, les grenadiers de la 27e et les chasseurs de la 14e légère pénètrent jusqu'au pont de la Traun, ils le barricadent, et une portion de la colonne autrichienne, qui n'a pu encore passer, est prise ou tuée. Le général Meczari et le colonel prince Lichtenstein, qui s'étaient vaillamment conduits, furent au nombre des prisonniers.

Ce fut au milieu de ces désastres, le jour même de l'affaire de Lambach, que l'archiduc Charles, appelé par la voix publique au commandement de l'armée, comme le seul espoir qui restât encore, la rejoignit. Jusqu'à son arrivée, il avait pu concevoir le projet de quelque puissante diversion par la rive gauche du Danube et par le Tyrol, mais ces deux dernières défaites et le spectacle qu'il eut sous les yeux lui firent voir le véritable état des choses et vinrent lui enlever ses dernières espérances.

Ce n'était d'ailleurs pas tout encore : Lecourbe, à la droite, ayant marché avec une incroyable rapidité à travers les lacs et les montagnes, renversant tous les obstacles qui lui étaient opposés, avait devancé le centre de l'armée à Kremsmunster, et, après un vif combat, défaisait complètement l'arrière-garde commandée par le prince Schwarzenberg.

(1) V. le rapport du 24 frimaire au 4 nivôse an IX (15-25 décembre 1800), rédigé par le général Dessolles.

Il n'y avait plus d'illusion possible, et le 21 décembre, le comte Meerfeldt, envoyé par l'archiduc, arrivait au quartier général de Moreau pour demander un armistice. Moreau, qui voulait avant tout pousser ses succès, ne trouva pas d'abord les pouvoirs de l'envoyé suffisants et n'accorda qu'un armistice de quarante-huit heures qui, tout en mettant trève aux combats, ne devait cependant pas arrêter la marche des troupes. Par le fait seul de ces marches, des colonnes autrichiennes se trouvèrent coupées et tombèrent au pouvoir des Français, et vingt-deux pièces de canon furent prises sans qu'il y eût combat.

L'Ens fut franchi; l'avant-garde se porta au delà des deux petits cours d'eau, l'Ips et l'Erlaph. Dans cette position, nos avant-postes se trouvaient à deux journées de Vienne.

Le comte de Grünn arriva alors au quartier général de l'armée française, avec pleins pouvoirs de traiter. L'Autriche déclarait qu'elle était prête à traiter seule et indépendamment de ses alliés. Cette déclaration, sur laquelle Moreau avait été particulièrement chargé d'insister par ses instructions, fut confirmée par l'archiduc Charles, et le 25 décembre fut signée à Steyer une convention par laquelle les forts de Kufstein, Scharnitz et autres places fortes du Tyrol, la forteresse de Wurtzbourg en Franconie, Braunau dans le cercle de Bavière, seraient remises en dépôt à l'armée française jusqu'à la paix, et que toutes les troupes autrichiennes qui se trouvaient dans les Grisons, le Tyrol et la Carinthie, rejoindraient l'armée d'Allemagne sans pouvoir aller en Italie.

Ainsi se terminait cette mémorable campagne. Dans l'espace de vingt-trois jours, l'armée française, après avoir défait l'armée ennemie dans une grande bataille, avait, au milieu d'un rude hiver, parcouru près de cent lieues, franchi trois grandes rivières, fait 20,000 prisonniers, pris 120 pièces de canon, et ne s'était arrêtée dans sa marche victorieuse qu'à vingt lieues de Vienne.

Le général Decaen rapporte qu'au moment de la signature, ayant dit au général Moreau que rien ne les empêcherait plus d'arriver jusqu'à Vienne, et qu'il serait bien glorieux pour lui et pour son armée de faire cette conquête, celui-ci répondit : « La conquête de la paix vaut encore mieux... D'ailleurs, dans ce moment où l'armée est déjà très avancée, je n'ai encore aucunes nouvelles des opérations de l'armée d'Italie, commandée par Brune, qui peut être encore sur le Mincio. J'ignore encore si celle des Grisons, commandée par Macdonald, a pu pénétrer dans le Tyrol. Celle d'Augereau n'est encore qu'à Wurtzbourg; ainsi, plus nous avancerons, plus nous nous engagerons, sans appui, dans les États de l'Autriche, et plus nous nous rapprocherons des forces qu'elle peut encore réunir et concentrer pour arrêter nos succès. Or, puisqu'ils veulent enfin la paix, il vaut beaucoup mieux en traiter au plus tôt, que de les réduire au désespoir, et nous exposer nous-mêmes aux chances de la guerre, qui peuvent aussi nous devenir contraires » (1).

(1) Extrait des Mémoires du général Decaen (cité par Carrion-Nisas; *Campagne des Français en Allemagne*, p. 421).

L'histoire offre peu d'exemples de succès aussi rapides, de triomphes aussi éclatants; elle montre plus rarement encore autant de modération, de raison calme et réfléchie, chez les victorieux.

Dans cette campagne, le 10[e] de chasseurs avait largement partagé les dangers et les fatigues de la division dont il faisait partie, et qui fut une des plus activement employées. Colonel et régiment avaient fait leur devoir; mais, bien que presque toujours à l'avant-garde, les chances de la guerre leur avaient à peine fourni quelques-unes de ces rares occasions où le devoir s'accomplit avec éclat. Le 31 décembre, Auguste Colbert écrivait de Steyer :

« Encore une fois, nous venons de poser les armes; on vient de conclure avec les Autrichiens un armistice de quarante-cinq jours qui nous a arrêtés au milieu de nos brillants et rapides succès; il faut espérer que la paix va s'ensuivre, nous resterons en Autriche jusqu'à ce que tout cela se décide.

« J'ai mon régiment cantonné aux environs de cette ville, qui offre peu de ressources ou de plaisirs; à peine les habitants sont-ils remis du premier effroi qu'inspire une invasion aussi subite.

« Malgré la rigueur de la saison et les fatigues, je me suis très bien porté depuis que nous avons repris les armes. Mon régiment a peu souffert à l'ennemi; la saison était peu favorable pour la cavalerie, à cause des glaces. »

Le fait est qu'en suivant les détails de cette campagne, nous n'avons trouvé que quelques escadrons engagés partiellement; quant à la réserve de cavalerie, qui

formait une masse imposante, nous n'avons pas vu qu'elle ait été employée, et ici se trouve confirmée la critique de Napoléon, que j'ai citée. Pour les Autrichiens, ils cherchèrent plus souvent à se servir de cette arme et le firent plusieurs fois avec succès, notamment à l'affaire contre Lecourbe devant Salzbourg.

Le séjour de l'armée se prolongeant en Autriche, et le régiment d'Auguste Colbert restant toujours à Steyer, il en profita pour visiter le pays et parcourir différentes villes. Il était, comme nous avons déjà eu occasion de le remarquer, de ceux qui aiment non seulement à voir, mais à savoir, à observer et à apprendre. Déjà, avant la reprise des hostilités, il avait été visiter Ratisbonne, d'où il écrivait :

« Si la ville n'est pas belle, les habitants sont aimables, la société y est nombreuse, et nous y sommes bien vus lorsque nous en valons la peine.

« L'éducation des femmes d'Allemagne est bien supérieure à celle de nos Françaises, qui la plupart sont ignorantes comme des chouettes; les jeunes personnes dans ce pays savent beaucoup; tout le monde parle français comme moi et l'écrit à merveille.

« Les personnes qui aiment la diplomatie peuvent se donner des jouissances à Ratisbonne, où l'on trouve réunis tous les légistes politiques d'Allemagne, défenseurs des libertés germaniques. J'y ai trouvé un grand nombre d'hommes instruits et intéressants. »

Il passa également quelque temps à Linz, où il retrouva M. de Grouchy, son ancien général. Toutefois, malgré ses courses, on voit dans sa correspondance poindre peu à peu l'impatience, l'ennui du repos; il se

plaint de sa santé, puis rêve de nouvelles entreprises, de nouveaux combats. Sa mère ayant cru, sur je ne sais quelles annonces, qu'une expédition allait se faire en Hongrie, il lui répondit par la lettre suivante :

« Vos pressentiments sur l'expédition de Hongrie sont jusqu'à ce moment peu fondés, et il ne se fait à l'armée aucune disposition qui semble l'indiquer. Il est vrai que, si elle avait lieu, je ne serais pas fâché d'en être; je n'ai pas encore besoin de repos, et d'ici à dix ans je peux encore faire la guerre; après ce temps je viendrai planter des choux et conter à mes enfants mes prouesses, si j'ai l'esprit d'en faire. N'allez donc pas, ma chère maman, vous effrayer d'avance des nouvelles expéditions où je chercherai à me faire employer; il est bien sûr que je tâcherai de ne pas être spectateur oisif des trophées des autres : sans avoir de l'ambition, j'ai l'habitude d'une vie active, et cela ne passera que lorsque, fatigué et usé par le temps, mon corps débile ne pourra plus seconder mon imagination vagabonde. »

Après cet élan de jeunesse et d'ardeur, il en vient à ce qui fait la préoccupation incessante de sa mère, au sort encore bien incertain réservé à ses deux fils, Édouard et Alphonse, restés en Égypte; lui-même partage cette préoccupation, toutefois il cherche à la dissimuler :

« Ainsi que vous, dit-il, je pense souvent à mes frères, mais ma raison (autant que je le puis) a l'usage de l'emporter sur ma sensibilité; je connais les ressources que l'armée d'Égypte a encore dans ce moment, j'espère dans les secours envoyés, et je ne désespère nullement de les revoir avant longtemps.

« Calmez-vous donc, ma chère maman, et sur les craintes du moment et sur les craintes à venir; je sais que les circonstances vous privent de vos vrais amis, c'est-à-dire de vos enfants; je sais que dans votre position actuelle cette privation est plus sensible, mais réfléchissez-y bien, et vous conviendrez que dans aucun temps vous n'auriez eu vos fils près de vous. Quand on est jeune comme nous, les souffrances s'endurent, et puis cela n'est pas du nouveau. »

Enfin il touche à une douleur qu'il sait toujours vivante au cœur de sa mère, la perte d'une fille jeune, belle, charmante, si prématurément enlevée; répondant aux plaintes que souvent encore elle laisse échapper à ce sujet : « Pardonnez-moi, lui dit-il, mais je voudrais vous retremper un peu l'âme; vous vous laissez trop aller pour ne pas finir par vous rendre tout à fait malheureuse, plus par des souvenirs que par des disgrâces présentes... Je conçois bien vos chagrins, mais il y a un terme à mettre à tout, et il ne faut pas que les morts donnent une vie agonisante aux vivants. Chérir la mémoire de quelqu'un que l'on a perdu et que l'on regrette, ou faire de cette mémoire un poison moral, cela est bien différent; la sensibilité et la faiblesse ne doivent pas être confondues.

« Au reste, vous ne pouviez jamais mieux vous confier qu'à un fils, qu'à un ami qui donnerait sa vie pour votre bonheur et votre contentement ». (1).

Je me suis laissé aller à citer cette lettre presque dans son entier, parce qu'elle fait connaître Auguste

(1) Steyer, 19 ventôse an IX (10 mars 1801).

Colbert, sa nature à la fois ardente et réfléchie, mélange d'imagination et de raison; elle montre également, tout à côté d'un grand besoin d'action, d'un esprit entreprenant, un peu aventureux même, un cœur ouvert aux affections les plus douces et les plus tendres.

Pendant que l'armée française, établie au milieu des États héréditaires, vivait ainsi aux dépens de l'Autriche, obligée de s'avouer vaincue, les armes de cette puissance n'étaient pas plus heureuses en Italie qu'elles ne l'avaient été en Allemagne. Longtemps les généraux en chef des deux armées avaient hésité avant de commencer les hostilités, qui ne s'ouvrirent que le 15 décembre. Là, point de ces grands coups qui marquent à tout jamais leur place dans l'histoire. A part l'audacieuse combinaison du premier consul qui avait lancé Macdonald à travers les avalanches et les précipices du Splugen et du mont Tonal pour tomber sur le flanc de l'ennemi, rien qui puisse attirer d'une manière particulière l'attention. Brune, qui commandait en chef, se montra mou, indécis, sans initiative, et, si l'armée eut des succès, ils furent dus à l'habileté de Suchet, de Moncey et de Dupont, ses lieutenants, agissant le plus souvent d'après leur propre inspiration, et enfin à l'extrême valeur des troupes.

Aussi malencontreux négociateur qu'il s'était montré général médiocre, Brune se laissa entraîner à conclure à Trévise un armistice avec les Autrichiens au moment où l'arrivée de Macdonald et de Murat allaient lui assurer des succès décisifs. Ce ne fut pas tout : en traitant de cet armistice, il oublia le point essentiel, qui était d'exiger la cession de Mantoue, seule garantie efficace

de l'indépendance future de l'Italie contre les tentatives de l'Autriche. Le premier consul lui avait envoyé des instructions impératives à cet égard, mais qui arrivèrent deux jours trop tard. La condition paraissait toutefois tellement indispensable à Bonaparte, qu'il refusa de ratifier la convention de Trévise, et il avait donné ordre à Brune de reprendre les hostilités, lorsque M. de Cobentzel, principal plénipotentiaire de l'Empereur, qui traitait alors de la paix à Lunéville, instruit de la difficulté, prit sur lui, pour assurer à l'armée autrichienne le bénéfice de l'armistice, d'abandonner Mantoue, et le 9 février 1801 la paix était définitivement signée à Lunéville et mettait fin à la seconde coalition formée contre la France depuis la Révolution.

Par cette paix, comme par celle de Campo-Formio, la Belgique et toute la rive gauche du Rhin étaient cédées à la France; elle retrouvait ainsi les frontières de la vieille Gaule, ses frontières naturelles. Le duché de Modène était réuni à la république cisalpine; la Toscane, jusque-là gouvernée par un archiduc, passait à un prince de la maison de Bourbon, l'infant duc de Parme : c'était faire intervenir, comme sous Louis XIV et sous Louis XV, l'Espagne dans les affaires de la péninsule italique et y diminuer la position de l'Autriche, qui ne conservait plus que Vérone et Venise, et voyait la limite de ses possessions reculée à la ligne de l'Adige.

Que l'on mesure maintenant l'espace parcouru depuis le jour où Bonaparte débarquait d'Égypte à Fréjus, jusqu'à celui où fut signée la paix de Lunéville, la plus grande par les résultats et sans contredit une des plus

glorieuses qu'ait jamais signées la France. En un peu plus d'une année, l'Autriche a été rejetée des bords du Var de l'autre côté de l'Adige; des bords du Rhin une armée française est arrivée jusqu'à vingt lieues de Vienne et s'y est arrêtée victorieuse; et tous ces faits non seulement sont grands par eux-mêmes, mais dans la manière dont ils ont été accomplis se montre l'empreinte du génie qui les a conçus et préparés, soit que Bonaparte, franchissant lui-même les Alpes, tombe à l'improviste sur l'armée autrichienne pour ainsi dire vaincue avant de combattre, soit qu'il assigne en Allemagne, à Moreau, la tâche que celui-ci accomplit d'une manière si glorieuse.

Mais ce n'est pas tout, et à côté de ces grands résultats, il en est de plus grands encore; à côté de cette gloire il en est une d'un ordre plus élevé pour Bonaparte: celle d'avoir, dans le même espace de temps, tiré la France de l'anarchie, arraché la Révolution à elle-même, de l'avoir sauvée, de lui avoir donné la vie en assurant, par les institutions de la période consulaire, les résultats sociaux qu'elle avait jusque-là vainement poursuivis.

Bien que la paix eût été signée le 9 février, ce fut à la fin de mars seulement que l'armée d'Allemagne commença son mouvement pour entrer en France. La retraite fut longue, et le régiment de mon père, faisant partie de la division Decaen, qui formait l'arrière-garde, ne repassa le Rhin qu'un des derniers. Il y eut encore une longue route à faire pour arriver jusqu'à Fontainebleau, la garnison désignée au 10e de chasseurs.

« Depuis que nous sommes en France, écrivait Auguste Colbert, je ne quitte plus d'un instant mes braves

chasseurs, car ils ont une telle habitude de vivre en pays conquis, qu'ils pourraient bien oublier parfois qu'ils ont repassé la frontière. » Ainsi vont les choses de ce monde : les plus belles ont leurs revers, et les héros leurs faiblesses.

Le 26 mai 1801, Auguste Colbert était enfin à Fontainebleau, puis bientôt à Paris près des siens.

CHAPITRE XVI

Paix d'Amiens. — Les armées rentrent en France. — Les ennuis du repos et de la garnison. — Ce que devient un régiment après la guerre. — Réflexions du colonel Colbert sur ce sujet. — Mémoire adressé au ministre de la Guerre sur des questions d'organisation militaire et de discipline. — Réorganisation du 10e de chasseurs ; fermeté du colonel. — Trente ans après : souvenirs laissés par Auguste Colbert à Fontainebleau. — Les casseurs d'assiettes. — Les nouveaux engagés du 10e de chasseurs. — *L'homme du monde*. — Retour aux anciennes manières. — Le premier consul et Mme de Montesson. — Mme Bonaparte, Mme Leclerc, Mme Murat, Hortense de Beauharnais. — M. de Talleyrand ; son salon. — M. de Narbonne. — Canova. — Gérard. — Isabey. — Mme de Souza. — Népomucène Lemercier.

Pendant le cours de l'année 1801 d'autres traités suivirent le traité de Lunéville et furent successivement signés avec la Russie, l'Espagne, la Bavière; enfin, un peu plus tard, le 22 mai 1802, la paix avait été conclue à Amiens avec l'Angleterre ; les préliminaires en avaient été posés au mois de septembre précédent.

Je ne dirai pas que l'Europe fût réconciliée avec la France, non : la Révolution avait soulevé de trop graves questions, mis en jeu, froissé trop d'intérêts, surexcité trop de passions pour qu'il en fût ainsi ; mais enfin on avait la paix pour quelque temps, c'était au moins une trêve.

Cette année 1801, la première du siècle, marque donc la fin des guerres de la Révolution proprement dites et signale le commencement d'un ordre de choses nouveau. Il est à remarquer que la Révolution, commencée dans l'ordre civil, pour des questions sociales et d'organisation intérieure, se termine à sa première période par de grandes conquêtes, par la prédominance de l'élément militaire, et l'homme dont le génie la maîtrise et la règle est celui que la gloire militaire a élevé au-dessus de tous.

Nos armées rentraient à l'intérieur; tous ces hommes, que la patrie avait appelés à la défense de son territoire et de son indépendance, lui avaient rendu au bout de dix ans une France non seulement agrandie et plus puissante que jamais, mais élevée par l'éclat de leurs triomphes à un degré de renom et de gloire que peu de nations ont atteint. Enfin ils allaient mettre l'épée dans le fourreau, se reposer et jouir de leur repos. Du moins on pourrait le croire, et cependant il en est rarement ainsi : la paix, le repos, l'homme de guerre parfois les souhaite, les appelle, mais il y a dans la guerre une telle source d'émotions, une vie si pleine, que le repos désiré d'abord n'est bientôt plus pour un grand nombre que de l'ennui; pour quelques-uns c'est la mort, et une mort plus certaine et plus rapide que celle que peuvent amener les fatigues et les périls (1).

(1) Napoléon disait en 1814 à ses maréchaux : « Vous voulez du repos : ayez-en donc ! Hélas ! vous ne savez pas combien de chagrins et de dangers vous attendent sur vos lits de duvet ! Quelques années de cette paix que vous allez payer si cher en moissonneront un plus grand nombre d'entre vous que n'aurait fait la guerre, la guerre la plus désespérée. »

Le passage d'un long état de guerre à un état de paix est donc toujours pénible et difficile. Les chefs regrettent l'exercice du commandement, les occasions de fortune et de gloire; les soldats regrettent une vie plus libre, aventureuse, qui offre l'attrait du péril bravé, et double quelquefois par les privations mêmes qu'elle impose le prix des jouissances qui s'y rencontrent.

Auguste Colbert fut d'abord tout au bonheur de revoir sa mère, de retrouver des parents, des amis, enfin d'être à Paris; puis, au bout de quelque temps, la perspective d'une vie monotone de garnison, d'une longue inaction, lui inspirèrent un tel effroi qu'un instant notre colonel de vingt-trois ans, croyant son avenir à jamais perdu, pensa sérieusement à aller tenter fortune dans l'Inde. Qu'on ne se hâte pas de le condamner; je le demande au lecteur : était-il possible qu'après dix années de guerre, après avoir couru en Irlande, en Hollande, vu les triomphes de l'Italie, fait cette campagne d'Égypte, si bien nommée le roman de la guerre, pris sa part de gloire à Marengo, combattu à Hohenlinden, pénétré en vainqueur jusqu'aux portes de Vienne, était-il possible, dis-je, qu'Auguste Colbert ne sentît pas son cœur se serrer en se voyant tout à coup condamné au repos, à l'oubli, à l'obscurité?

Ce moment de mauvaise humeur fort explicable et qui, en définitive, ne venait que d'un excès d'ardeur, ne dura pas longtemps; le bon esprit d'Auguste Colbert

Que sont devenus, en moins de sept années, Berthier, Murat, Ney, Massena, Augereau, Lefebvre, Brune, Serrurier, Kellermann, Pérignon, Beurnonville, Clarke et tant d'autres? (*Manuscrit de 1814*, par le baron Fain, p. 236.)

prit le dessus et le ramena à des idées plus calmes et plus sages; il comprit qu'il avait encore à accomplir une tâche honorable, c'était d'ailleurs celle que lui imposait son devoir comme chef de corps. Sans doute une expérience déjà longue de la guerre lui avait beaucoup appris, ainsi qu'au vieux régiment qu'il commandait, mais il savait aussi qu'il y a des choses qui s'acquièrent plus facilement dans les temps de paix et de repos qu'à la guerre : ainsi l'esprit d'ordre, de régularité, de discipline, la connaissance intime de tous les détails du service, si multiples et si minutieux dans l'arme de la cavalerie surtout.

On lira, je pense, avec intérêt ses réflexions à cet égard; je les emprunterai à quelques notes et à un mémoire adressé au ministre de la Guerre; il s'y trouve des faits curieux, des observations sur notre esprit militaire, sur le caractère national, dont la vérité peut se constater encore aujourd'hui; enfin des considérations générales sur la discipline fourniront aux militaires matière à réflexions sur une des parties les plus élevées et les plus difficiles de leur métier.

Nos histoires, contemporaines surtout, ne sont remplies que de dithyrambes en l'honneur de l'incomparable valeur des Français: il semble qu'on n'ait qu'à frapper le sol pour en faire sortir des milliers de héros tout instruits, tout organisés, et qui n'ont qu'à se montrer pour mettre en fuite toutes les armées du monde. Rien ne me semble plus dangereux que de semblables idées. Pour tirer bon parti de soi, il faut commencer par se bien connaître. On sera donc curieux de voir l'état au vrai, après dix années de campagne, d'un régiment

qui avait fait la guerre aussi bien que tout autre et qui avait été commandé par des chefs distingués tels que Leclerc, depuis général en chef et beau-frère de Napoléon, et Ordener (1).

Le jugement porté par le colonel Colbert paraîtra peut-être sévère; il y a tout lieu de croire cependant qu'il n'était pas injuste, car alors Auguste Colbert ne serait pas devenu l'idole de ce 10e de chasseurs, où sa mémoire, l'objet des sentiments les plus dévoués, j'oserai dire les plus enthousiastes, est restée vivante pendant de si longues années.

Commençons par constater le singulier mouvement qui s'opéra dans le 10e de chasseurs aussitôt après sa rentrée en France. L'effectif à l'armée était d'environ 700 hommes; en quelques mois de paix, 306 étaient partis. Ce fait d'ailleurs n'était point particulier à ce régiment, car le Gouvernement, effrayé du départ des vieux soldats, adressa une circulaire aux chefs de corps pour dire combien il tenait à les conserver; mais ce fait était le résultat de causes trop profondes et trop générales pour que de simples mesures administratives pussent y obvier.

Ces causes, nous les apprécierons tout à l'heure. Maintenant, voyons ce que le colonel Colbert dit de la situation morale de son régiment, de l'esprit qui animait les officiers, les sous-officiers et les soldats.

Ce qu'il dit d'abord des officiers donne également la mesure de celui qui écrit et de ceux qu'il juge :

(1) Depuis général de division, commandant les chasseurs de la garde.

« L'esprit des officiers, dit-il, est apathique : exempts, en général, des passions vives qui donnent de l'ambition, ils calculent leurs espérances sur leurs moyens et ne font aucun effort pour reculer le but en développant leurs facultés.

« Ils ont une habitude de nonchalance et de mollesse qui nuit infiniment à l'établissement d'un système militaire vigoureux et solide. Tous ont de la bravoure et de l'honneur, ils en ont donné de fréquentes preuves à l'ennemi ; mais, par l'effet de leur insouciance, ils manquent de ce qu'on appelle *l'esprit de corps*. Un de leurs camarades fera-t-il une action blâmable et propre à le faire bannir de leur sein, ils attendent avec indécision l'issue de l'événement et ne seraient pas les premiers à solliciter l'exclusion de celui qu'il mésestiment.

« On doit attribuer ces effets à plusieurs causes :

« 1° Beaucoup d'officiers, arrivés aux grades dont ils sont investis par l'effet d'un avancement rapide, fruit des premières années de la guerre, sentent bien que leur fortune est bornée, et de là ils concluent qu'il est inutile de prendre des soins trop grands pour rester après tout au terme où ils sont arrivés.

« 2° Les habitudes des chefs d'escadron sont trop familières avec les officiers, et le paragraphe précédent leur est parfaitement applicable ; ils sont fort indolents par les mêmes motifs que j'ai indiqués, et un tel exemple dans un officier supérieur est contagieux.

« Il est difficile, en six mois de paix, de changer l'esprit d'un corps, et comme tout, dans l'ordre général, finit et renaît, je ne doute pas que le régiment qui a toujours été aux avant-postes depuis le commencement

de la guerrre, ne soit usé au commencement de la paix, et qu'il ne soit au moment de sa régénération.

« Du reste, les officiers sont pleins de subordination, ils savent en général leur métier, ils ont besoin de prendre *des mœurs plus fières*. Je ne négligerai rien pour développer l'amour-propre et l'ambition de ceux qui en ont. Avec ces deux moteurs on peut faire beaucoup. »

Le colonel Colbert passe ensuite aux sous-officiers et aux soldats :

« L'esprit des sous-officiers, dit-il, est encore plus mauvais : nonchalants, sans vigueur, prétentieux, et la plupart ignorants, ils servent mal et semblent tout à fait usés par la guerre qu'ils ont bien faite. Ce sont des hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans, qui en ont quatre-vingts ; leurs feux sont éteints, leurs moyens sont absorbés ; dégoûtés, ils n'aspirent qu'à se retirer, et leur démence est telle, que la plupart, en prenant leur congé, oublient qu'ils sont sans fortune ou avec peu de moyens d'existence.

« Depuis vingt mois que je commande le régiment, j'ai fait ou renvoyé plus de deux cents sous-officiers, y compris les réformés et les congés absolus.

« L'esprit des chasseurs est subordonné ; sages, attachés à leurs chefs, ils ont assez d'amour-propre et d'esprit de corps, ils savent soutenir l'honneur du régiment, mais la plupart ne pensent qu'à s'en aller ; l'état militaire leur paraît une captivité ; égarés par leurs illusions, ils se persuadent que l'aisance et une heureuse indépendance les attendent dans leurs chaumières. De là, il s'ensuit le dégoût et l'inexactitude, le chagrin, enfin

tout ce qu'il y a de plus contraire au rétablissement de l'ordre et du service.

Les causes de ces effets généraux et communs, je crois, à beaucoup de corps, sont faciles à indiquer :

« 1° La vie presque indépendante et cossue d'un chasseur victorieux, vivant en pays ennemi, est bien différente d'un chasseur obligé de se nourrir et de s'entretenir avec cinq sols par jour, dans un temps où tous les comestibles sont si chers. — La transition de la vie de guerre à celle des quartiers, de l'aisance à la pauvreté, de la presque indépendance à la discipline austère et à l'instruction des temps de paix, doit donc paraître bien dure à des soldats qui, naguère toujours riches, bien nourris et contents, n'avaient d'autre obligation que de bien employer leurs sabres au moment des affaires.

« Je suis tellement convaincu de la vérité de ces assertions, que je suis sûr que si aujourd'hui on avait la guerre, personne ne voudrait partir, et les absents reviendraient de suite.

« En ce moment, citoyen général (1), presque tous les sous-officiers, profitant soit de l'ancienneté de leurs services, soit de leurs infirmités, se retirent chez eux, et, obligé de recréer un nouveau corps, je le compose, autant que possible, de jeunes gens qui ont du goût pour leur métier et semblent annoncer de la fermeté.

« Dans ce renouvellement, je chercherai, par tous les moyens possibles, à régénérer cette portion intéres-

(1) Ces notes étaient adressées à l'inspecteur général.

sante du corps, et à lui donner l'ardeur, l'ambition et le zèle, qui sont les mobiles de l'ordre, du service et du bien; je profiterai, pour cette partie de ma réorganisation, du pouvoir que j'ai de choisir et de nommer.

« Vous sentirez par ces détails combien ma tâche est grande : il me faut, citoyen général, avec des sous-officiers nouveaux, créer des soldats nouveaux, qu'il s'agit de former tous à la fois. J'espère, avec du temps et des soins, y parvenir.

« Il y a au régiment plusieurs officiers précieux pour l'instruction ; vous savez, citoyen général, les fatigues d'un tel métier ; de tout temps les officiers qui y étaient employés étaient gratifiés par le Gouvernement : ne serait-il pas d'une sage prévoyance de le faire encore ?

« Ne voulant pas dépasser le but de ces notes, qui est de vous faire connaître l'esprit du corps en ce moment, je ne donnerai pas aux causes et aux effets que j'ai fait remarquer les développements dont ils sont susceptibles ; mais je puis vous assurer que mes réflexions sont puisées dans une observation pratique, et je suis persuadé qu'elles doivent être applicables à tous les corps » (1).

Par ce qui précède, Auguste Colbert montre ce qui

(1) L'année suivante (1802), le colonel Colbert ajoutait à ces notes :
« Depuis l'année dernière, il s'est généralement opéré un changement avantageux dans la manière d'être des officiers : je trouve en eux moins d'indolence, plus de tenue, de zèle et d'amour de leur métier.

« Les sous-officiers n'ont fait aucun pas vers l'amélioration : ils ont encore presque tous les défauts que je leur reprochais l'année dernière, ce qui tient plutôt à l'espèce d'hommes dont cette classe est formée qu'à toute autre cause, car ils ont été changés presque entièrement dans l'espace d'une année ; il y avait peu de sujets distingués au

existait, en pénètre les causes ; déjà il laisse pressentir ce qu'il voudrait ; des extraits d'un mémoire adressé au ministre de la Guerre vont faire connaître d'une manière plus complète ses idées sur la manière de conduire et de diriger les hommes, sur l'administration, enfin sur l'état militaire en général :

« La discipline, dit-il, est la soumission aux lois militaires.

« La discipline doit être basée sur la connaissance du caractère national, elle doit par conséquent avoir une intention et un système particuliers, suivant le pays et le Gouvernement.

« Deux puissantes aides doivent seconder la discipline : la crainte et l'ambition ; ces deux moyens, employés par des mains habiles, doivent être balancés l'un par l'autre.

« C'est par l'ambition qu'on excite les passions généreuses, c'est elle qui développe les facultés et forme les hommes supérieurs ; on a su employer ce levier puissant depuis dix années de révolution, c'est à lui qu'on doit les hommes célèbres qui honorent la France, c'est à l'ambition qu'on doit le résultat de la gloire nationale.

Il faut, particulièrement dans l'état militaire, inspi-

corps, et j'ai été obligé par la loi de la nécessité d'avancer des gens peu suceptibles de l'être dans toute autre position. Plusieurs d'entre eux sont crapuleux et négligents. Je dois cependant des éloges aux adjudants sous-officiers, et à plusieurs maréchaux des logis chefs. Les fourriers, en général, sont d'une nullité effrayante ; ignorants et voleurs, ils croient avoir obtenu un succès lorsqu'ils ont fait sauter une dizaine de distributions ; ils ignorent entièrement la tenue de la comptabilité, et ils se fient sur l'exactitude et le zèle des maréchaux de logis chefs qui, en général, sont capables. »

rer des passions fortes qui puissent éteindre cet instinct naturel qui porte l'homme à craindre pour son existence ; mais, au milieu du jeu des passions qui sont reconnues nécessaires, combien d'inconvénients ne résulteraient-ils pas si la crainte, employée à propos, ne mettait un frein à l'effervescence?

« Je sais, avec tout le monde, qu'il faut à des Français, naturellement fiers et flexibles, une autre méthode qu'à des Allemands ; je pense qu'on doit rejeter avec soin ces moyens humiliants qui avilissent, ces châtiments qui dégradent l'humanité et tarissent l'énergie et l'ardeur nécessaires à la guerre d'*invasion* et à des *soldats républicains*.

« Montecuculli a dit : « Lorsqu'on n'a point de con-« sidération pour le soldat, la milice tombe. »

« La discipline étant donc assise sur des bases générales qui sont celles que la raison indique pour la nation, on a fait pour les régiments un code de police intérieure qui détermine la nature et la durée des punitions ; mais la police intérieure d'un régiment doit, ainsi que la discipline générale d'un peuple, être soumise à la connaissance du caractère et de la moralité des individus.

« La police doit être uniforme dans ses résultats qui sont l'ordre et la discipline, mais elle doit nécessairement varier dans l'application de ses règlements ; plusieurs autres motifs que le caractère connu des hommes peuvent la rendre plus ou moins douce, plus ou moins rigoureuse dans certaines circonstances.

« Si une nation doit avoir un système de discipline, un *corps* ne peut avoir une police réduite en système

fixe et exact. Le juste emploi des règlements repose sur la sagesse du supérieur de tout grade et dans le calme de ses passions.

« Les règlements sont les lois organiques de la législation militaire, et c'est le pouvoir immédiat qui les applique suivant les circonstances.

« Les nombreuses variétés des esprits doivent donner lieu à différentes méthodes qui, toutes soumises aux lois, peuvent néanmoins agir différemment. Il serait désirable qu'il n'y eût qu'une seule et même manière, mais *il est plus difficile de ranger les passions que d'aligner les rangs.*

« Je pense que les punitions ne doivent point être trop sévères. Montesquieu a dit : « que le relâchement de l'ordre vient de l'impunité du crime et non de la modération des peines. » Adoptant ce principe, il faut en tirer des conséquences applicables à la milice. Ici le châtiment doit suivre de près la faute. En s'éloignant de cette idée, nos tribunaux et nos commissions sont vicieux dans leur constitution, nuisibles parce qu'ils ne sont point en harmonie avec les circonstances.

« Les signes, les effets sensibles frappent et corrigent, mais la froide lecture d'une condamnation par contumace est-elle faite pour effrayer des hommes qui doivent savoir braver la mort de sang-froid ?

« Il me semble que les conseils devraient être formés dans l'intérieur des corps, et le jugement rendu dans les vingt-quatre heures qui suivent la faute. Un conseil de revision jugerait en dernier ressort.

« Je crois que les peines, même pour les plus grandes fautes, l'assassinat excepté, devraient être plutôt mo-

rales que physiques. Permettez-moi de citer un fait qui vient à l'appui de mon opinion.

« Un brigadier fourrier, jeune homme de bonne famille, bien élevé, mais sanguin et irascible, finit par manquer à un adjudant sous-officier au point de le frapper. En envoyant ce jeune homme à une commission, je donnais l'assurance de l'impunité, dans le cas où il aurait été absous ; était-il condamné, la lecture de son jugement laissait à peine un vain souvenir ; d'ailleurs je perdais un homme qui pendant dix ans avait rendu des services à la patrie et qui pouvait encore lui en rendre. J'ai donc assemblé le régiment, le brigadier a été dégradé par mes ordres par le plus ancien sous-officier de son grade ; les couleurs distinctives étant arrachées de ses vêtements, il a été conduit à la porte de la ville par quatre hommes et un brigadier, avec défense de reparaître.

« Dans cette punition, tout était militaire, sagement réfléchi et appliqué ; les larmes coulaient des yeux aux sous-officiers, les soldats étaient mornes et pénétrés de crainte.

« Voilà l'effet que devait produire le châtiment du plus grand crime contre la discipline ; de toute autre manière on ne serait point arrivé à un résultat aussi heureux. Le soldat ne croit que ce qu'il sent et éprouve.

« J'ai pris dans cette seule occasion le droit de faire un exemple, et je ne le regrette pas. La subordination est le salut des corps ; devant cet intérêt, tout se tait.

« En me résumant, je crois, citoyen ministre, qu'il

est d'une sagesse réfléchie de s'éloigner des moyens extrêmes : la vérité se trouve toujours entre deux.

« En détestant la police que M. de Saint-Germain (1) avait voulu introduire dans tous les corps, police qui démontrait combien cet homme était peu philosophe, puisqu'il n'avait pu saisir les nuances du caractère national, je pense qu'il faut également, et surtout dans l'état militaire, se garder des abstractions ; elles ont fait trop de mal et en feraient encore. Enfin, il faut : 1° punir modérément, mais sans rémission, chaque faute ; 2° mesurer les punitions sur le caractère connu de l'homme ; 3° avoir un moyen de chasser les hommes déshonorés, et joindre alors la plus grande rigueur à la plus grande ignominie, pour frapper et rendre l'exemple plus salutaire ; 4° assurer la discipline par l'administration.

« Ici une question nouvelle se présente : l'homme physique a tellement d'influence sur l'homme moral que, chez le soldat, il faut commencer par régler et assurer ses besoins. Cette partie, la plus essentielle, a été jusqu'à présent négligée.

« L'administration générale se divise en politique et économique. Le but de l'administration économique, sous le

(1) Le comte de Saint-Germain, ministre de la Guerre sous Louis XVI, en 1775, voulut introduire dans notre armée les coups de plat de sabre comme châtiment militaire. Cet usage, emprunté à la discipline allemande, révolta tous les sentiments français, et M. de Saint-Germain fut obligé de quitter le ministère qu'il avait occupé deux ans. C'était d'ailleurs un homme de mérite, militaire distingué. Il fit restreindre à certains cas la peine de mort contre les déserteurs.

Il ne faut pas le confondre avec un comte de Saint-Germain, aventurier fameux, qui prétendait avoir vécu plusieurs siècles, et posséder le secret de la pierre philosophale.

rapport des finances, doit être de conserver les sources des richesses, de les augmenter, de s'en servir sans les épuiser, de faire en sorte que la recette soit en balance avec la dépense, que chaque dépense suive sa destination, que la comptabilité soit réglée et bien constatée. Nul ne peut surveiller et bien administrer sans admettre ces principes généraux. Eh bien! en prouvant qu'ils sont souvent négligés, il est facile de démontrer que l'administration militaire est mal établie... (1).

« La solde est insuffisante. Henri IV disait que celui qui versait son sang pour la patrie devait être aussi bien payé que celui qui fait notre habit ou notre chaussure. La première partie des contributions d'un pays n'appartient-elle pas à ses défenseurs?

« La solde n'est économiquement calculée que lorsqu'elle est basée sur les détails de l'emploi qu'on doit en faire. Si, du temps de Louis XII, un soldat avait eu cinq sols, qui étaient le prix d'un mouton, il aurait eu trente ou quarante fois plus de solde que sous Louis XV, où un mouton coûtait dix francs. La solde doit donc toujours suivre les variations du prix des denrées; jamais elles ne furent plus chères, jamais enfin le soldat ne fut moins bien. Il faut qu'avec cinq sols il achète de la viande à huit sols la livre, du pain blanc pour tremper la soupe à quatre ou cinq sols la livre, des légumes chers à proportion, de la *poudre* (2) à dix ou onze sols, de la cire et du blanc, etc., etc.

(1) Suivent des détails sur l'administration. Ces détails ne pouvant avoir d'intérêt que pour les militaires, je les reporte dans les notes placées à la fin de ce volume. *V.* note E.

(2) L'usage de se poudrer ne fut complètement abandonné dans l'ar-

« C'est en examinant ces détails intérieurs que l'on admire la *bonté* et la *subordination* des Français ; on conçoit néanmoins que les chefs, dont on n'apprécie peut-être point assez les soins et le dévouement, doivent se servir de tous leurs moyens pour calmer les esprits et éviter l'examen d'*une position vraiment dure, relativement surtout aux temps antérieurs* où l'aisance des ordinaires est continuellement citée.

« Tel est, citoyen ministre, l'aperçu rapide de la situation administrative des corps : il n'est point satisfaisant, mais il n'est aucun individu sensé qui ne sache que les progrès vers l'amélioration sont lents et successifs, qui ne sente combien il est difficile de passer de l'état de désorganisation à l'état d'organisation, et qui ne s'aperçoive de l'espace déjà parcouru pour arriver au but ; il n'est aucun chef de corps qui ne sache ce qu'on doit attendre des soins d'un général qui aime les troupes qu'il a su commander et des efforts d'un ministre éclairé.

« Croyez, mon général, que tous mes moments sont consacrés à mon état; croyez que j'attache ma plus grande gloire à mériter votre approbation.

« Nul dégoût ne pourra m'arrêter dans ma marche. Je connais mes obligations, ce sont celles du devoir et de la reconnaissance; jamais je n'y manquerai. Toutes mes réflexions tendent au bien-être de mon régiment. *Je cherche depuis longtemps à donner aux officiers cette élévation d'âme, cette tenue morale qui assure la considé-*

mée qu'à la Restauration. Une portion de la garde impériale portait encore la poudre et la queue à Waterloo.

ration. Je sais que le bon exemple est le meilleur moyen pour parvenir à ce résultat. Je sais que l'honneur et la honte sont de puissants moyens pour faire agir les hommes ; mais encore il faut leur donner une idée vraie de l'un et de l'autre de ces deux mobiles, il faut surtout exciter l'amour-propre.

« Je suis loin d'avoir à me plaindre du résultat de mes efforts, et je me plais à rendre aux officiers du régiment la justice qui leur est due et à leur donner les éloges que méritent les soins qu'ils ont mis pendant cette dernière saison à leur instruction particulière et à celle du corps » (1).

Il ne m'appartient peut-être pas de juger ce mémoire, mais on comprendra pourquoi je l'ai cité : il fournit sur l'époque où il a été écrit des renseignements qui ont de l'intérêt, et on y reconnaîtra, je pense, un remarquable esprit d'observation et d'analyse, je serais tenté de dire une *méthode philosophique*, si le mot ne paraissait bien gros, bien sérieux, lorsqu'il s'agit d'un colonel de vingt-trois ans, botté, éperonné, qu'on peut croire plus disposé à se servir de son sabre qu'à lire Montesquieu et à creuser des idées.

Auguste Colbert sut accomplir son œuvre, et, au bout de deux ans, le 10e de chasseurs comptait parmi les régiments les mieux organisés, les plus disciplinés de l'armée. Ce résultat n'avait pu toutefois s'obtenir sans rencontrer des difficultés et sans quelques moments de crise.

J'ai entendu raconter par des témoins, et je regrette

(1) Fontainebleau, 3 frimaire an XI (24 nov. 1802).

de n'avoir plus bien présents les détails, qu'un jour un assez grand nombre de soldats du 10e de chasseurs, entraînés par de mauvais conseils, et ne voulant pas se plier à je ne sais quel ordre, quelle réforme, abandonnèrent le terrain de manœuvres, malgré les efforts de leurs officiers, et coururent à leurs quartiers. Le colonel prévenu arrive, il fait sonner le rassemblement ; sa présence en impose aux mutins : « Je croyais avoir affaire à des hommes, à des soldats, leur dit-il ; si vous aviez quelque grief, il fallait venir trouver votre colonel, le sabre, le pistolet au poing ; vous ne l'avez pas osé, vous vous êtes sauvés comme des écoliers ! » Son attitude, ses énergiques paroles, eurent bientôt fait rentrer tout le monde dans le devoir. Cette scène avait fait une vive impression sur ceux qui me la racontaient.

J'ai été en garnison à Fontainebleau en 1830, c'est-à-dire de bien longues années après l'époque dont je parle : le souvenir du colonel du 10e de chasseurs y était encore vivant, j'oserai dire en quelque sorte passé à l'état de légende ; on le faisait le héros d'une foule d'anecdotes, d'aventures plus ou moins vraies, les unes sérieuses, comme celle que je viens de raconter, les autres parfois fort gaies ; car il faut l'avouer, le grave auteur du mémoire qu'on a pu lire tout à l'heure ne commentait pas toujours Montesquieu ou Montecuculli, et lorsqu'il voulait mettre son monde en gaieté, personne ne montrait plus d'entrain, témoin le jour où, après un déjeuner où les bouteilles de vin de Champagne avaient été débouchées à coups de pistolets, il sauta par la fenêtre d'un premier étage en disant : « Qui m'aime me suive ! »

On lui a beaucoup prêté en ce genre, qui au fond

n'allait ni à son caractère ni à sa tournure d'esprit, mais il cédait en cela à l'entraînement du temps ; les plus graves y payaient leur tribut, et un repas de corps entre officiers qui se fût terminé sans qu'on jetât la vaisselle par les fenêtres, eût discrédité les convives. Ces manières tapageuses, de *casseurs d'assiettes* (c'était le mot reçu), étaient donc devenues une mode, on pourrait dire un moyen de succès, et Auguste Colbert était de ces gens qui n'aiment pas qu'on les dépasse en rien (1).

A cette époque où le calme et l'ordre renaissaient, beaucoup de jeunes gens de bonne famille, ou tenant à l'ancienne aristocratie, entrèrent dans l'armée ; plusieurs, attirés par le désir de servir sous ce jeune et brillant colonel, s'engagèrent dans le 10e de chasseurs. Je citerai parmi eux Alfred (2) et Rodolphe (3) de Latour-Maubourg, Adrien et Eugène d'Astorg (4), Louis de Talleyrand-Périgord (5), Malet (6), Amelot, Laurencin, et plus

(1) Cette influence de la mode est beaucoup plus grande qu'on ne le pense, et cette expression *mode* s'applique à des choses fort différentes. — Ce n'est pas seulement en France qu'il en est ainsi : en Angleterre, nos graves voisins vont plus loin que nous ; aussi a-t-on pu dire : « En France, la mode est un plaisir ; en Angleterre, c'est un devoir. » En tout cas, c'est un moyen de succès presque indispensable. J'ai entendu très sérieusement dire dans ce pays qu'il avait été fort utile au duc de Wellington, dans sa carrière, d'avoir été un homme à la mode : il s'occupa, jusqu'à la fin de sa vie, de ses bottes et de la coupe de son *riding-coat*. — Lord Palmerston a été toute sa vie un *beau*.

(2) Depuis aide de camp du général Colbert, et tué un quart d'heure avant lui.

(3) Aujourd'hui général de division.

(4) Adrien et Eugène d'Astorg, morts généraux de division.

(5) Neveu du prince de Talleyrand, frère du duc de Talleyrand actuel et de la duchesse de Poix, fort distingué ; il mourut à Berlin en 1807.

(6) Bon officier, vaillant soldat. Il reçut sur la figure, à Iéna, un des

tard, Létang, Prevost (1), etc. Accueillir des jeunes gens bien élevés et ayant le goût du métier, était d'ailleurs dans les idées du colonel Colbert ; nous le verrons plus tard recueillir le fruit de la vigoureuse et intelligente organisation qu'il avait donnée au 10e de chasseurs. Lorsque la guerre arriva, l'arme se trouva fourbie et toute prête.

A côté de cette vie toute militaire, occupée, mêlée d'études sérieuses, de détails arides et minutieux, de devoirs sévères, et parfois de plaisirs bruyants, il y eut pour Auguste Colbert une autre vie, celle d'homme du monde.

Homme du monde : cette expression peut signifier ce qu'il y a de plus frivole et de plus vide, comme elle peut signifier aussi ce qu'une civilisation raffinée a produit de plus aimable et de plus séduisant. Alcibiade était un homme du monde de son temps, pourquoi ? parce qu'il résumait, reflétait en sa personne avec une vivacité, une grâce, une distinction toute particulières, l'esprit, les sentiments de son époque, et que, sachant ne prendre de toutes choses que la fleur, il répandait autour de lui ce charme qui captivait Socrate, attirait Platon et séduisait Aspasie. La société polie du dix-huitième siècle comptait beaucoup d'hommes qui, réunissant à une vive intelligence et au savoir toutes les grâces de l'esprit, les délicatesses du langage et le

plus beaux coups de sabre qu'on pût voir : « Ce coup de sabre-là, lui dit l'Empereur, auquel mon père le présentait, vous fera épouser la plus jolie femme de Paris. » Marié à une femme qu'il adorait, l'ayant perdue, il se fit prêtre.

(1) Morts généraux de division, sénateurs sous le second Empire.

charme des manières, répondaient parfaitement à cette idée qu'on peut se faire de l'homme du monde. La fin du siècle en possédait encore quelques-uns, tels que les Talleyrand, les Ségur, les Narbonne, etc., qui pouvaient servir de modèles.

On avait pu voir, un peu après la Terreur, tous les rangs, toutes les conditions, entraînés par une même frénésie, courir pêle-mêle au plaisir. A l'époque dont nous parlons, le *monde*, le plaisir s'organisaient avec plus d'ordre et de calme ; la société commençait à se classer, à se hiérarchiser ; autour du premier consul se groupait déjà une sorte de cour, dans laquelle il s'efforçait de ramener le ton et les manières de l'ancien régime ; il est curieux de voir avec quel soin cet homme, occupé d'ailleurs de si grandes choses, en recherchait les traditions. Ce fut une des raisons de la faveur dont jouirent alors quelques personnes, qu'on vit, pour ainsi dire, courtisées par lui. Telle fut, entre autres, Mme de Montesson (1). Elle avait, comme on sait, épousé le duc d'Orléans, grand-père du roi Louis-Philippe : c'était une femme d'esprit, douée d'un grand charme personnel, type d'élégance, tradition vivante des usages du *grand monde*. Bonaparte lui rendit ses biens, et se plut à lui voir tenir une maison brillante qui pût servir de modèle. Lui-même y allait parfois, et prenait plaisir à s'enquérir, près de la maîtresse de la maison, de ces usages du

(1) Charlotte-Jeanne Béraud de la Haye de Riou, marquise de Montesson, née en 1737. Veuve du marquis de Montesson en 1769, elle épousa en 1773 le duc d'Orléans, petit-fils du Régent, qui mourut en 1785. Madame de Montesson était tante de madame de Genlis. Elle mourut en 1806.

monde et de la cour, que quelques années de révolution semblaient avoir fait si complètement oublier.

On trouvera peut-être que, pour un si grand homme, c'était s'occuper de bien frivoles détails : qu'on réfléchisse pourtant que le premier consul Bonaparte n'était pas homme à agir sans un motif sérieux. Il voulait que la France, si grande au dehors, apaisée au dedans, et rentrant dans la grande famille européenne, reprît tous les genres de prééminence ; et n'était-ce pas faire revivre une des causes de sa prééminence, de son influence en Europe, que de rouvrir ses salons et d'y ramener l'élégance des manières et la politesse des mœurs ?

Il trouva facilement autour de lui, et même dans la disposition générale des esprits, ce qui pouvait l'aider dans ce dessein. Mme Bonaparte, par sa grâce et sa bonté, exerçait autour d'elle une grande séduction ; elle portait dans tous les détails de la vie, une recherche, un goût délicat, qui devait bientôt donner le ton à tout ce qui l'approchait. Un grand nombre des généraux les plus en évidence et la plupart des aides de camp du premier consul s'étaient mariés depuis la paix ; leurs femmes étaient jeunes, plusieurs étaient belles, ainsi que quelques autres qui approchaient de Mme Bonaparte. A peu d'époques, en effet, on a pu citer un plus grand nombre de femmes remarquables par l'éclat de leur beauté. Parmi elles, il faut compter les deux sœurs du premier consul, Pauline, Mme Leclerc, depuis princesse Borghèse : rien n'égalait la pureté de ses traits et la beauté de toute sa personne ; sa sœur Caroline, Mme Murat, était moins régulièrement belle, mais charmante.

Enfin, est-il possible de ne pas parler de la fille de Joséphine, Hortense, mariée, à peu près à cette époque, à Louis Bonaparte ? Un charme tout particulier, qu'elle tenait de sa mère et de son origine créole, son esprit, ses talents la paraient plus encore que ne faisaient ses beaux cheveux blonds et ses doux yeux bleus. Le vers de La Fontaine

Et la grâce plus belle encor que la beauté

semblait être fait pour elle.

Quand ce n'eût été que par instinct féminin, toutes ces jeunes femmes entrèrent dans la voie d'élégance qui leur était montrée ; une fois qu'elles y furent, les hommes les y suivirent. Les uns et les autres obéissaient d'ailleurs à un sentiment fort répandu ; Bonaparte disait, en parlant de l'armée et des militaires de cette époque : « Ce qui les soutient, c'est l'idée dans laquelle ils sont qu'ils remplacent les anciens nobles. » Toute la société qui surgissait alors avait la même pensée, celle de remplacer les anciens nobles, et dans la réaction qui se faisait contre les mœurs révolutionnaires, c'était à qui reprendrait le ton et les manières, le langage, les costumes de l'ancien régime ; tel jacobin qui avait autrefois protesté contre un vêtement considéré comme un stigmate d'aristocratie, mit autant d'empressement à le reprendre, et à chausser le bas de soie, qu'à se parer plus tard de titres naguère encore rejetés et proscrits avec tant de dédain.

Des modèles du bon goût et de l'ancienne politesse ne manquaient pas : nombre d'émigrés étaient rentrés, et, comme ils voulaient se faire rendre leurs terres et leurs

bois, ils se rapprochaient de Mme Bonaparte, si disposée d'ailleurs à les accueillir. Ils étaient fort recherchés par la société nouvelle, c'était pour un salon une distinction fort enviée que de recevoir des gens de l'ancien régime. On décrète bien l'égalité, mais on ne détruit pas aussi aisément chez une vieille nation le prestige de certains noms, de certaines positions, celui même que donnent une grande habitude du monde, l'aisance et la distinction des manières.

Un homme exerça alors au plus haut degré ce genre d'influence : il réunissait d'ailleurs à tous les prestiges dont je viens de parler l'esprit le plus fin, le plus pénétrant, et une capacité politique de premier ordre ; ce fut M. de Talleyrand, certes l'une des figures les plus curieuses de cette époque, espèce de sphinx, dont l'énigme n'est peut-être pas encore entièrement déchiffrée.

Grand seigneur par sa naissance, l'aîné d'une branche cadette de la maison de Périgord, M. de Talleyrand fut prêtre, parce qu'il avait un pied bot; évêque, il siégeait à la gauche de l'Assemblée constituante, fut l'ami intime de Mirabeau; ministre du Directoire par l'influence de Mme de Staël, il fut l'un des premiers à deviner le génie et la grandeur future du général Bonaparte; sous le Consulat, il était ministre des Affaires étrangères.

Ce qui frappait tout d'abord en voyant M. de Talleyrand, c'était son apparence de froide impassibilité. Il portait la tête droite et haute, le menton engoncé dans une de ces énormes cravates à la mode sous le Directoire, et qu'il conserva toujours. Ses cheveux, qu'il avait fort beaux, arrangés avec beaucoup d'art et poudrés, encadraient des traits réguliers, d'une finesse

et d'une distinction tout aristocratiques. A part la lèvre inférieure, qui, en s'avançant, donnait parfois à sa physionomie une expression dédaigneuse, nul mouvement sur ce visage impénétrable, nulle animation dans ces yeux d'un bleu clair, dans ce regard pâle, où cependant il y avait quelque chose de froidement observateur. Tel était au moins le masque officiel, tel j'ai vu M. de Talleyrand derrière le fauteuil du roi Louis XVIII et dans quelques salons; c'était, je dois le dire, vers la fin de sa vie.

Je n'ai point l'intention de parler du rôle politique qu'il a joué, du bien ou du mal que, dans sa longue carrière, il a pu faire à son pays : ce que je voudrais indiquer ici, c'est l'influence qu'il exerça au commencement de ce siècle, comme homme du monde, sur les manières et les mœurs de son époque.

M. de Talleyrand aima toujours passionnément le monde, les femmes et le jeu. Toute sa vie, lorsqu'il le put, il eut une grande maison ouverte. L'immobilité à laquelle il était presque condamné par sa boiterie, n'ôtait rien à l'aisance de ses manières. Bien que causeur charmant quand il voulait, il était le plus souvent silencieux, et c'est de ce silence que s'échappaient parfois ces mots fins, mordants, incisifs et toujours spirituels, qui caractérisaient une situation ou peignaient un homme, le marquant d'un trait ineffaçable. Rien de plus délicat, souvent de plus malicieusement acéré que ses reparties; il renvoyait la balle de telle façon que, fût-ce Mme de Saël, Napoléon ou Louis XVIII, personne n'était tenté de l'attaquer de nouveau. S'il se refusait habituellement à cette conversation d'apparat où

le causeur s'érige en orateur et pérore au milieu d'un cercle, dans l'intimité il s'abandonnait parfois à sa verve, laissant alors courir son esprit à travers les mille souvenirs que sa vie, mêlée à la plupart des événements importants de la Révolution, lui fournissait sur les hommes et sur les choses.

Le salon de M.de Talleyrand était le rendez-vous habituel des ambassadeurs et des étrangers de distinction qui, àcette époque, affluèrent à Paris. Ils y rencontraient à la fois des personnes tenant à l'ancien régime et ce qu'il y avait de plus distingué parmi les hommes nouveaux.

Des hommes de l'ancien régime qui venaient le plus habituellement chez M. de Talleyrand, il en est un qui a laissé de vifs souvenirs parmi ses contemporains, c'est le comte Louis de Narbonne : tous ceux qui l'ont connu nous le dépeignent comme le type charmant et accompli de ce que pouvait être un homme de cour à la fin de la monarchie.

Le comte de Narbonne avait, pour ainsi dire, été élevé sur les genoux d'une princesse fille de Louis XV dont sa mère était dame d'honneur; comme la plupart des gens de qualité de cette époque, il eut de bonne heure un régiment. Véritable enfant du dix-huitième siècle, il en partageait toutes les généreuses aspirations et fut de ceux qui rêvèrent alors la monarchie constitutionnelle et la liberté. Ministre de la Guerre de 1791 à 1792, ce fut lui qui organisa les trois armées qui, sous Lückner, La Fayette et Rochambeau, devaient défendre 'e pays.

Je ne parlerai pas du dévouement dont il fit preuve

au 10 août, mais il est un trait de la vie du comte de Narbonne qui n'est peut-être pas assez connu. Lorsque, réfugié en Angleterre, il apprit le procès du roi Louis XVI, il écrivit à la Convention pour demander l'autorisation de comparaître au procès, afin de couvrir de sa responsabilité de ministre la personne du souverain. C'était courir à une mort certaine; sa demande fut rejetée ou ne fut point écoutée.

M. de Narbonne rentra en France en 1800. Le souvenir de ce qu'il avait été, le mystère dont quelques personnes se plaisaient à entourer sa naissance, attiraient sur lui l'attention de la société, où il exerça bientôt une certaine influence par la distinction de son esprit et par la séduction de ses manières. Napoléon, lui-même, quelques années plus tard, voulut tirer parti des rares qualités du comte de Narbonne; il se l'attacha comme aide de camp, avec le grade de général de division. Ce fut ainsi qu'il fit en 1809 la campagne de Wagram (c'était son début à la guerre), puis celle de Russie. Dans cette campagne, pendant la terrible retraite, quelque temps qu'il fît ou quelque danger qu'on courût, alors que chacun ne pensait qu'à vivre, à se tirer d'affaire le mieux possible, le comte de Narbonne n'abandonna jamais les soins habituels de sa toilette, et bien des gens ont pu le voir alors, assis sur la route, couvert d'un peignoir et se faisant coiffer et poudrer par son valet de chambre.

Ce fut, au reste, surtout comme diplomate que M. de Narbonne fut employé. Là, son tact exquis, sa connaissance du monde lui donnaient une véritable supériorité. Les plus habiles se laissaient entraîner par sa

causerie spirituelle et légère, les femmes en étaient charmées, et souvent ainsi le comte de Narbonne déroba plus d'un secret qui avait échappé à de solennels et graves diplomates (1). Il fut envoyé comme ministre en Bavière; puis, en 1813, comme ambassadeur à Vienne. Mais il était dans la destinée de M. de Narbonne de se dévouer aux causes condamnées ou déjà perdues, et sa connaissance du monde, des affaires, l'habileté, la sagacité pénétrante dont il donna alors tant de preuves, ne servirent qu'à prouver qu'il n'était pas possible de défendre Napoléon contre les rois de l'Europe, qui avaient juré sa perte.

A l'époque du consulat, Mme de Staël avait cessé de voir M. de Talleyrand. Une autre femme, dont le nom n'est pas aussi haut placé dans les lettres, mais dont cependant quelques ouvrages resteront, Mme de Souza, venait assez souvent chez lui : ils avaient été fort liés avant la Révolution. Veuve depuis 1793 du comte de Flahault, elle avait épousé, en 1802, M. de Souza, ambassadeur de Portugal en France. Douée d'un esprit fin et observateur, elle a laissé plusieurs romans, qui sont une peinture délicate et vraie des mœurs de la fin du dix-huitième siècle. Je tenais d'autant plus à citer

(1) Un mot de Napoléon, cité par M. de Pradt, fait allusion au charme que M. de Narbonne exerçait sur les belles dames, et montre comment la galanterie elle-même était pour lui un moyen diplomatique. L'Empereur était à Varsovie et se disposait à entrer en Russie : « Pour moi, dit-il, je vais battre les Russes : la chandelle se brûle, à la fin de septembre il faut avoir fini ; peut-être y a-t-il déjà du temps de perdu. Je m'ennuie ici ; je suis depuis huit jours à faire le galant, *le petit Narbonne*, auprès de l'impératrice d'Autriche. » (*Histoire de l'ambassade dans le grand-duché de Varsovie en 1812*.)

le nom de Mme de Flahault, qui rappelle d'ailleurs beaucoup de souvenirs contemporains, qu'elle est, pour moi-même, un souvenir personnel. Mme de Flahault avait connu mon père chez M. de Talleyrand, et l'avait pris en amitié assez vive pour que j'aie vu plus tard son intérêt se reporter sur moi.

D'autres personnes m'ont encore servi à conserver quelques traditions de cette époque : le comte Archambaud de Périgord entre autres, qui ne manquait jamais de me rappeler, de la manière la plus bienveillante, ce que mon père apportait d'élégance et de distinction dans le salon de son frère; son fils aîné, Louis de Périgord, était entré comme simple soldat dans le 10e de chasseurs. J'en ai déjà parlé (1).

Outre ses relations avec le salon de M. de Talleyrand, les personnes que voyait le plus Auguste Colbert étaient Mme Murat, Mme Ney, Mme Marmont. Il était encore une autre femme dont l'esprit avait pour lui infiniment d'attraits, et qui contribua beaucoup à développer le penchant qu'il avait pour les choses sérieuses et élevées : c'était Mme Brack, sœur de l'illustre Cuvier.

J'ai déjà eu occasion de parler du goût qu'il avait pour les arts : à Rome, bien jeune encore, il s'était rapproché de Canova et fréquentait son atelier. A Paris, il voyait beaucoup Gérard, et, plus souvent encore, Isabey. Un jour, dans l'intimité d'une de ses visites, mon père était dans le jardin avec les enfants

(1) On peut voir à la fin du volume une lettre de mon père relative à sa nomination de sous-lieutenant.

du peintre, qui jouaient sur une balançoire : Isabey aimait les scènes gracieuses; il dessina celle qu'il avait sous les yeux et en profita pour faire, de mon père, une belle miniature qu'il lui offrit gracieusement ensuite. C'est le portrait le plus ressemblant qui ait été fait de lui.

Enfin, Auguste Colbert avait formé des relations d'amitié assez étroites avec un homme dont l'esprit distingué et original fut presque du génie, et qui, par l'indépendance calme de son caractère, sut, à une époque où tous étaient entraînés dans un même orbite, se faire une place à part : c'était Népomucène Lemercier, auteur de plusieurs tragédies et comédies, où beaucoup de talent se mêle à des choses bizarres ou ridicules. On a quelquefois voulu voir en Lemercier un précurseur du *romantisme*, ce dont il se défendait avec ardeur. D'abord lié avec le général Bonaparte, il conserva des rapports avec lui sous le Consulat; mais, lorsqu'il vit arriver l'Empire, il s'éloigna, et ne voulut même jamais accepter la croix de la Légion d'honneur. Malgré sa rigidité en politique, Lemercier était homme du monde et causeur fort spirituel. Je l'ai connu beaucoup plus tard; il aimait à me parler de mon père; il me racontait comment un goût commun pour les lettres et les arts les avait rapprochés, eux qui suivaient des routes si différentes; il ajoutait qu'il avait rassemblé une petite bibliothèque que mon père pût porter avec lui en campagne. Le souvenir qu'il conservait de lui était encore rempli d'émotion, et, comme tous ceux que j'ai rencontrés, et qui avaient connu mon père, il regrettait, non pas seulement l'homme, les relations personnelles,

mais tant de qualités et d'espérances si fatalement détruites.

Ce fut ainsi qu'Auguste Colbert passa l'année 1802, se partageant entre les soins à donner à son régiment et ses rapports avec le monde.

CHAPITRE XVII

Grandeur de la France; jalousie de l'Angleterre. — Les Anglais refusent d'évacuer Malte. — Le premier consul et lord Withworth. — Rupture de la paix d'Amiens. — Invasion du Hanovre. — Le général Duroc envoyé à Berlin, le colonel Colbert à Saint-Pétersbourg. — Lettre du premier consul au colonel Colbert. — Route de Paris à Saint-Pétersbourg : Kaiserslautern, la Saxe, Berlin, la Courlande, Narwa. — Le général Hédouville, ambassadeur de France. — Le comte Voronzof. — Le prince Adam Czartoryski. — Audience de l'empereur Alexandre Ier. — Le grand-duc Constantin. — M. de Goltz, l'amiral Warren. — La parade ; conversation avec l'empereur. — Les salons russes. — Pourparlers relatifs à Malte. — L'Angleterre commence les hostilités. — Le général Mortier reçoit l'ordre de s'emparer du Hanovre. — Retour du colonel Colbert à Paris.

Les deux années qui s'étaient écoulées, de 1801 au commencement de 1803, compteront à jamais parmi les plus importantes de notre histoire.

L'œuvre de la Révolution semble accomplie, un ordre de choses nouveau commence. Ici, pour Napoléon, la gloire du législateur, du fondateur, s'élève au-dessus de celle du grand capitaine : sans doute les deux sont impérissables, mais l'une vivra dans les faits tant qu'existera la nation française, tandis que l'autre n'est déjà plus qu'un grand souvenir.

Au bout de ces deux années, la France se montrait

calme au dedans; chaque jour les plaies f
narchie, la guerre civile, se cicatrisaient :
proscrits avaient été rendus à leur patrie; de
tions, une organisation, qui devaient assurer u
vernement régulier, se fondaient; enfin cette France, qu'un instant l'Europe coalisée avait cru pouvoir effacer de sa carte, avait retrouvé les limites de l'ancienne Gaule; elle s'étendait de l'Océan au Rhin, du golfe de Gênes aux bouches de l'Escaut, et l'Italie, la Suisse, la Hollande, semblaient n'être que des sentinelles destinées à la couvrir et prêtes à seconder sa puissance.

Tant de calme et de grandeur ne faisaient pas le compte de l'Angleterre. Qu'étaient donc devenus et l'anathème lancé par Pitt : « Il ne faut pas qu'un gouvernement régulier s'établisse en France », et cette autre menace également sortie de sa bouche : « Il faut lui faire une guerre à mort? » Pitt lui-même, voyant l'Angleterre abandonnée par les puissances continentales, avait quitté le ministère, et ses successeurs s'étaient vus forcés de signer la paix d'Amiens, paix au reste qui ne fut, aux yeux du gouvernement anglais, qu'un essai, *an experimental peace* (1), et contre laquelle réagit bientôt l'opinion : l'on entendit Sheridan, qui autrefois avait fait partie de l'opposition avec Fox, s'écrier dans le Parlement : « Quant je regarde la carte de l'Europe, je ne vois plus que la France, je vois l'Italie dans son vasselage, la Prusse prête à obéir à un signe de sa tête, et l'Espagne à un mouvement de son doigt, le Portugal prosterné à ses pieds, la Hollande sous sa main, la

(1) Expression de lord Hawkesbury.

Turquie dans ses filets; que reste-t-il au premier consul à subjuguer, si ce n'est l'Angleterre? Mais un pays parvenu à un si haut point de grandeur que l'Angleterre ne pourrait se résigner à devenir petit » (1).

Le traité d'Amiens obligeait l'Angleterre à évacuer Malte, mais la possession de Malte assurait sa toute-puissance dans la Méditerranée et lui permettait de s'opposer à toute nouvelle tentative de la France sur l'Égypte; cet abandon lui parut donc impossible; elle était d'ailleurs excitée par tous les motifs que lui suggérait son orgueil blessé. Ce fut donc « avec une anxiété fiévreuse, ainsi que l'a dit l'historien anglais Alison, que le gouvernement britannique poursuivit la rupture du traité d'Amiens, et il est impossible de ne pas reconnaître qu'il fut l'agresseur » (2).

Ainsi nos ennemis mêmes l'avouent : ce ne fut pas Bonaparte qui ranima cette grande lutte européenne qu'un instant on avait pu croire apaisée, il ne donna pas le signal de cette nouvelle guerre qui devait porter la dévastation en Europe, et se terminer pour lui, après dix années de prodiges, de triomphes inouïs, par la plus terrible des chutes.

Toutefois, si le premier consul ne fut pas l'agresseur, s'il était fondé à réclamer l'exécution des traités, si les

(1) « A country which had achieved such greatness had no retreat in littleness. »

(2) « Upon coolly reviewing the circumstances under which the contest was renewed, it is impossible to deny that the British government manifested a feverish anxiety to come to a rupture, and that, so far as the transactions between the two countries considered apart from other states are concerned, they were the aggressers. » (*History of Europe from the commencement of the french Revolution*..., by Archibald Alison, t. V, p. 126.)

injures, les libelles les plus odieux dirigés contre lui par la presse de Londres, anglaise ou émigrée, créèrent encore pour lui de nouveaux griefs, l'ardeur pleine de menaces avec laquelle il attaqua les prétentions anglaises, la forme inusitée qu'il employa, ne firent que provoquer, irriter davantage l'orgueil et la susceptibilité de notre vieille rivale. Ainsi, mettant de côté, froissant tous les orgueils diplomatiques, il prend un jour face à face lord Withworth, l'ambassadeur d'Angleterre, et, dans un entretien de plus de deux heures, il examine la situation, l'état des deux pays, tantôt avec colère, tantôt avec une franchise et un abandon complets, laissant voir sans ménagement ses craintes comme ses espérances.

En premier lieu, il se plaignit de la non évacuation de l'Égypte et de Malte : « Jamais, dit-il, je ne céderai sur ce point et ne consentirai à une telle infraction au traité ; j'aimerais mieux vous voir en possession du faubourg Saint-Antoine (1) que de Malte !... Chaque jour mon irritation contre l'Angleterre s'accroît, parce que chaque souffle de vent qui en arrive n'apporte qu'animosité et haine contre moi. Si j'avais voulu m'emparer de l'Egypte, j'aurais pu le faire il y a un mois, en envoyant vingt-cinq mille hommes à Aboukir, qui se seraient rendus

(1) Ces paroles et d'autres semblables, qu'il dit plus tard lorsque l'ennemi était déjà à nos portes, ont été amèrement critiquées : quelques-uns n'y voient que l'expression de cet orgueil indomptable qui le conduisit à sa chute et nous entraîna avec lui. Je ne partage pas cette opinion : la signification de ces paroles me paraît assez claire, elles équivalent à dire qu'il aimerait mieux être vaincu que déshonoré. La forme, sans doute, est vive, mais enfin je ne vois pas là ce qui mérite un blâme si sévère.

maîtres du pays, malgré les quatre mille que vous avez à Alexandrie. Au lieu de protéger l'Égypte, cette garnison ne me fournit qu'un prétexte pour l'envahir. Je ne le ferai pas, quelque désir que je puisse avoir de posséder cette colonie, je ne le ferai pas, parce que je ne pense pas que cela vaille de courir la chance d'une guerre, dans laquelle je pourrais paraître avoir été l'agresseur, et où j'aurais peut-être plus à perdre qu'à gagner. D'ailleurs, *tôt ou tard l'Égypte doit appartenir à la France, soit par suite du démembrement de l'empire turc, soit par suite de quelque arrangement avec la Porte.*

« Qu'ai-je à gagner à vous faire la guerre? Faire une descente chez vous est mon seul moyen d'attaque, et il faut alors supposer que je me mettrais à la tête de l'expédition; mais peut-on penser que, parvenu à cette hauteur où je suis, j'aille risquer ma vie et ma réputation dans une entreprise aussi hasardeuse, à moins que poussé par une absolue nécessité?

« Je suis plus puissant que vous sur terre, ajouta-t-il, vous dominez les mers : si nous nous entendions bien, nous gouvernerions le monde, et par nos luttes nous pouvons le bouleverser. Si je n'avais pas éprouvé à chaque occasion l'animosité de l'Angleterre, j'aurais tout fait pour prouver mon désir de vivre en bonne intelligence : participation aux indemnités, influence sur le continent, traité de commerce, en un mot tout ce qui aurait pu témoigner de ma confiance; mais rien n'a pu vaincre l'hostilité du gouvernement anglais, et nous en sommes arrivés à ce point : aurons-nous la paix ou la guerre? Pour conserver la paix, il faut que le traité l'Amiens soit exécuté, que les injures des journaux

soient réprimées, et que le gouvernement anglais cesse d'accorder ouvertement protection à mes plus cruels ennemis. Si vous voulez la guerre, il n'y a qu'à le dire et refuser de remplir les conditions du traité. La paix ou la guerre dépend de Malte. »

Lorsque lord Withworth parla de l'augmentation de territoire et d'influence gagnée par la France depuis la paix, le premier consul l'interrompit en lui disant : « Si vous voulez parler du Piémont, de la Suisse, ce sont des bagatelles ; vous auriez dû le prévoir lorsque les négociations étaient pendantes ; vous n'avez plus le droit d'en parler aujourd'hui. Enfin je ne prétends pas, comme M. de Talleyrand le dit, que la mission du colonel Sébastiani ait été purement commerciale, elle était militaire, et vos infractions au traité d'Amiens l'avaient rendue nécessaire. »

Tel est le récit adressé par lord Withworth à son gouvernement : bien qu'il ne puisse être contrôlé que par quelques passages de la correspondance de Napoléon, les historiens l'ont admis comme exact ; les paroles que j'ai citées portent bien en effet l'empreinte de celui auquel elles sont attribuées. Lorsqu'on les examine froidement, abstraction faite de leur forme parfois provoquante, et qu'on va au fond de l'idée qu'elles expriment, on n'y peut trouver de la part du premier consul qu'un sincère désir de conserver la paix. Mais l'effet produit en Angleterre fut tout différent : on n'y fit attention qu'aux passages dans lesquels le premier consul rejetait toute explication relativement au Piémont et à la Suisse, et surtout à celui qui concernait l'Égypte. L'irritation s'accrut ; le gouvernement anglais donna de suite l'ordre

de faire des armements, et, le 8 mars, le roi George III annonçait par un message que « les préparatifs considérables faits dans les ports de France et de Hollande rendaient nécessaire de prendre les mesures indispensables à la sécurité de ses États. » L'adresse en réponse à ce message fut adoptée à l'unanimité dans les deux Chambres; Fox même, qui si souvent s'était montré favorable à la France, vota comme tout le monde; on se prépara avec ardeur à la guerre.

Ce message, ces préparatifs ouvertement hostiles, portèrent au comble l'irritation du premier consul. Le 14 mars, il y avait réception aux Tuileries, la plupart des ambassadeurs étaient présents ; le premier consul, abordant lord Withworth, lui dit à haute voix : « Vous êtes donc décidés à la guerre ; nous l'avons déjà faite pendant dix ans, vous voulez la faire encore dix autres années, et vous m'y forcez ! » — « Les Anglais veulent la guerre, dit-il en se tournant vers les ambassadeurs d'Espagne et de Russie, MM. d'Azara et de Markof; s'ils sont les premiers à tirer l'épée, je serai le dernier à la remettre dans le fourreau; ils ne respectent pas les traités, il faut désormais les voiler d'un crêpe noir. » Il quitta alors lord Withworth, puis, revenant à lui quelques temps après, il chercha par quelques paroles polies et toutes personnelles, à atténuer l'effet de son premier mouvement de vivacité. Mais, reprenant bientôt avec animation : « Pourquoi ces armements ? lui dit-il; contre qui ces mesures de précaution? Je n'ai pas un vaisseau de ligne armé dans les ports de France ; mais, si vous armez, j'armerai aussi. Vous pouvez peut-être tuer la France, mais l'intimider, jamais... Si vous voulez vivre

en bonne intelligence avec nous, il faut respecter les traités; malheur à ceux qui les violent, ils seront responsables des conséquences vis-à-vis l'Europe! »

En prononçant ces mots, sa voix, ses gestes, semblaient remplis de colère. Lord Withworth va jusqu'à dire qu'il crut un instant que le premier consul allait le frapper, et qu'il en était à se demander ce qu'il aurait à faire. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette scène, cette interpellation violente adressée à un ambassadeur dans une paisible réception de cour, au cercle de Mme Bonaparte, alors que chacun ne songeait qu'à venir rendre ses hommages au premier consul, fut pénible pour les assistants et bientôt produisit en Europe le plus fâcheux effet. Quant aux Anglais, ils y virent un outrage fait à leur nation dans la personne de leur ambassadeur, et n'eurent plus qu'une pensée, celle de le venger. Désormais tout arrangement devenait fort difficile, pour ne pas dire impossible, dans l'état d'irritation où étaient les esprits.

Par un article du traité d'Amiens, l'indépendance de Malte était non seulement placée sous la protection des parties contractantes, l'Angleterre et la France, mais encore sous celle de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse et de l'Espagne. Il fallait donc obtenir l'accession de ces puissances : celle de la Russie était la plus importante, elle devait entraîner les autres. L'Angleterre sembla pressée de l'obtenir, puis lorsque cette accession fut offerte par le cabinet de Saint-Pétersbourg, elle éluda les avances qui lui étaient faites.

Dès que le premier consul avait eu connaissance du message du roi d'Angleterre, du 8 mars, il avait fait

notifier au gouvernement britannique qu'aux mesures hostiles, il répondrait par des mesures hostiles. Mais quel moyen d'attaque, et d'attaque immédiate, avait-il contre l'Angleterre? La prendre corps à corps sur son propre sol? Évidemment il n'y avait pas à y songer pour le moment. Nous avons vu d'ailleurs, dans son entretien avec lord Withworth, avec quelle franchise il s'était exprimé sur cette entreprise. L'attaquer dans son commerce, en lui fermant peu à peu tous les ports du continent? Mais la tâche, en supposant qu'elle fût praticable, demandait en tout cas beaucoup de temps. Une telle mesure avait, d'ailleurs l'immense inconvénient de soulever bientôt contre la France tous les intérêts qui seraient blessés par elle. Ce furent évidemment des considérations de ce genre qui agirent le plus puissamment sur l'esprit du premier consul et le portèrent à faire des efforts sérieux pour éviter la guerre.

L'Angleterre n'était, à bien dire, vulnérable que par le Hanovre; il résolut de l'envahir, puis de faire rentrer les troupes dans le royaume de Naples, pour occuper la presqu'île de Tarente, d'où il pouvait contre-balancer l'influence anglaise dans la Méditerranée.

Ces mesures, bien qu'immédiatement praticables et sans grand danger, avaient toutefois des inconvénients qu'il fallait autant que possible prévenir. L'occupation du Hanovre devait blesser l'Autriche et la Prusse, l'une comme chef, l'autre comme membre de l'Empire, et exciter les défiances de cette dernière puissance, voisine du pays envahi. L'empereur de Russie ne pouvait, lui non plus, rester indifférent à cette mesure, et d'ailleurs, l'occupation du royaume de Naples,

dont il s'était fait le protecteur, devait exciter son mécontentement.

Pour tâcher de prévenir de tels résultats, le premier consul écrivit des lettres autographes au roi de Prusse et à l'empereur de Russie, et choisit deux hommes qui pussent être agréables aux deux souverains vers qui ils étaient envoyés. Duroc, son aide de camp, un des hommes qu'il aimait le plus, un des plus avancés dans sa confiance, fut désigné pour aller à Berlin : déjà il y avait rempli une mission et semblait devoir y être bien accueilli. Le colonel Colbert fut désigné pour aller à Saint-Pétersbourg : un nom connu, sa distinction personnelle, ses qualités comme homme du monde et comme brillant officier, paraissaient devoir plaire au souverain de la Russie et à sa cour, à la fois élégante et militaire. Le 8 mars il était prévenu; le 11 il recevait ses dépêches, la lettre du premier consul à l'empereur Alexandre et les instructions suivantes :

Paris, le 20 ventôse an XI.

Au colonel Colbert.

« Vous vous rendrez en Russie. Vous remettrez la lettre ci-jointe à l'Empereur. Vous l'entretiendrez de la considération qu'on a à Paris pour les Russes ; qu'ils y sont vus d'une manière avantageuse. Vous vous entretiendrez plutôt d'idées libérales et philosophiques, en causant avec l'Empereur, que d'autres sujets. Comme vous n'êtes chargé d'aucune affaire, vous devez vous en rapporter et vous vous en rapporterez toujours au général Hédouville.

« Si vous voyez le grand-duc Constantin, vous lui direz que j'ai du regret qu'il ne soit pas venu à Paris.

« Vous parlerez à l'impératrice du plaisir que l'on a eu de voir son oncle à Paris, de l'amusement qu'il y a trouvé, et de la probabilité que, si je vais à Strasbourg, je verrai sa famille.

« Au vieux vice-chancelier, qui est ami de M. de Markof, que M. de Markof paraît avoir bien pris.

« En cas que l'on parle de guerre avec l'Angleterre, vous direz que la nation française ne demande pas mieux que de se mesurer avec elle, vu l'antipathie qui existe.

« Vous ferez honnêteté au corps diplomatique, au ministre d'Angleterre comme aux autres. Vous direz du bien de celui qui est à Paris, qui est très connu.

« Vous représenterez le Premier Consul comme très occupé à tracer des canaux, à établir des manufactures, et s'occupant d'objets d'instruction publique.

« Vous reviendrez le plus tôt possible; cependant vous attendrez que l'Empereur ait fait sa réponse. Si elle tarde, vous irez à Cronstadt.

« Vous descendrez chez le général Hédouville.

« BONAPARTE » (1).

Le 12 mars, à minuit, Auguste Colbert se mettait en route, emmenant avec lui son adjudant-major, Testot-Ferry, homme intelligent et instruit, qui devint depuis aide de camp de Marmont.

(1) Cette lettre, dont je possède l'original, a été insérée dans la *Correspondance de Napoléon Ier*, t. VIII, p. 298, n° 6624.

Avoir vingt-cinq ans, être colonel, porter les paroles de Bonaparte à un des plus puissants souverains du monde, être chargé de l'entretenir des questions les plus élevées, il y avait certes là de quoi faire concevoir bien des rêves; aussi écrivait-il en partant : « Tout semble se réunir en ma faveur; je saurai m'attacher la fortune par ma conduite. »

Le 13, il rencontra à Metz le général Duroc, puis il se dirigea sur Berlin par Mayence.

On voyageait alors fort lentement; que faire en si longue route, *à moins que l'on ne songe?* Voici quelques-unes de ses notes de voyages :

« En passant par les gorges de Kaiserslautern, j'éprouvai des émotions pénibles : le temps était pluvieux, la terre couverte de neige, les arbres sans feuilles; à ce spectacle se joignait le souvenir des sanglants combats qui s'étaient livrés sur ces lieux; les traces de la guerre sont encore visibles; les arbres coupés à hauteur d'homme, les maisons détruites, les jardins dévastés, attestent que des armées y sont restées.

« La misère est grande dans tous les villages : l'on peut détruire en un jour, mais il faut des années ou des siècles pour recréer. Les habitudes françaises seront longues à s'établir dans les nouvelles possessions, car le caractère est différent.

« Le vallon de Kaiserslautern offre un assez beau développement, je n'ai pu reconnaître qu'imparfaitement les positions des deux armées. Ces champs si incultes ont été cependant arrosés du sang d'un assez grand nombre de victimes! Pauvre espèce, comme on te mène, comme on dispose de ton sang! Encore les Fran-

çais combattaient pour eux, le sentiment de l'indépendance de leur pays les animait; mais les Prussiens et les Autrichiens... Pauvre race humaine !

« Les guerres se finissent sans plus de raison qu'elles ne s'étaient commencées : dix mille hommes sont tués de part et d'autre, et l'on en revient au point d'où l'on était parti. »

Puis il ajoute : « Et vous, philosophes présomptueux, vous écrirez longtemps avant que les idées libérales fassent des progrès chez les Allemands : leur sang lourd, leur épaisse bonne volonté..., ils resteront toujours tels qu'ils sont, parce qu'ils ont besoin de trop de temps d'abord pour avoir la pensée, et ensuite pour l'exécution. »

Il passa successivement par Hanau, Eisenach, Gotha, Leipsig, Potsdam :

« Depuis Leipsig, le pays électoral de Saxe ne m'a point paru d'une agriculture riche; le sol est ingrat et ressemble à celui de la Prusse, les postes sont mal servies, les routes mal entretenues... Des petits princes dépenseraient plus que leurs revenus, s'ils étaient obligés de faire les premiers frais nécessaires pour de tels établissements publics. » Ces sérieuses réflexions ne l'empêchent pas de remarquer ensuite en terminant que « les femmes sont belles en Saxe. »

A Berlin, il assiste à une parade : « Air militaire, dit-il, mais dénué d'élégance; il n'y a point de passions sur ces visages... Nous serons toujours les maîtres de l'Europe sur terre, avec un système de guerre invasif... Une armée n'est point une chose purement mécanique, car, dans une machine, l'effet est toujours en raison de

la puissance produite par le moteur, au lieu que chaque soldat d'une armée a une volonté à lui, indépendante du tout; il faut donc savoir ramener à un même but ces différentes volontés, et cet art est la philosophie de la guerre, art sublime, et qui est nécessairement trop négligé lorsqu'on veut donner tout au mécanisme et rien au moral. »

Le 23 mars, il quittait Berlin, après avoir vu M. Bignon, l'envoyé de France, et fait une visite à M. Dalopeus, ministre de Russie. Jusqu'à Polangen, la route lui parut longue, interminable, il est souffrant, et je lis ces lignes : « Sans la santé, il n'existe plus rien, l'imagination est paralysée par la douleur et incapable de parcourir son vaste domaine; le pauvre souffrant reste tout entier à ses maux... » Puis il ajoute : « Il faut de la force dans la volonté : en général, je crois que la nature se soumet à cette honorable opiniâtreté qui risque tout pour arriver au résultat final. »

En traversant la Courlande, il est frappé de l'asservissement des paysans, de l'apathie avec laquelle ils supportent les plus mauvais traitements. « Les philosophes du pays, dit-il, aussi glacés que le pôle dont ils approchent, disent que la honte n'est point dans le châtiment, mais bien dans la faute. Oui, mais il est des châtiments qui flétrissent sans corriger, qui ravalent et font dégénérer l'espèce. Sont-ce donc là des amis de la sagesse et des droits naturels, ceux qui savent aussi adroitement colorer les abus les plus opposés à la dignité de l'homme? Non que je veuille me laisser aller aux erreurs de mon imagination; je sais qu'il serait ridicule de proclamer aux Courlandais les *droits de l'homme*, le

temps n'est point venu, et il ne faut pas renverser un édifice quelque mauvais qu'il soit, sans avoir les matériaux propres à en construire un autre; mais on pourrait les proclamer aux souverains, on pourrait leur répéter que si le hasard les a placés sur le trône, ils ont des devoirs nombreux et relatifs, et le premier n'est-il point le bonheur de tous et le respect pour leur espèce? »

Le 17, il se trouve à Narwa, « champ de bataille célèbre, vaste étendue de plaines, élévation où est située la ville, marais. Quelle folie à Charles XII de s'enfiler dans un pays semblable, sans ressources, sans moyens de se développer, avec une armée fatiguée de la route!... Beaucoup de princes livrent des batailles, mais bien peu savent conduire une guerre. Alexandre n'était point un fou comme Charles! »

Enfin, le 11 avril il arriva à Saint-Pétersbourg, et descendit à l'ambassade de France. L'ambassadeur, le général Hédouville, semblait fort craindre la guerre, et attendait avec impatience des éclaircissements sur la pensée du premier consul, et des instrutions. Il se loua de la manière dont il était traité par l'Empereur, s'empressa de montrer avec complaisance un cadeau qu'il venait d'en recevoir, se loua également de ses rapports personnels avec le vice-chancelier Voronzof, tout en laissant entrevoir que sa position à Saint-Pétersbourg n'était pas agréable. De suite, il écrivit au comte Voronzof, pour l'avertir de l'arrivée de l'envoyé du premier consul.

Dès le lendemain, ils furent reçus : « Nous entrâmes, raconte mon père, dans des appartements enfumés d'encens; le vice-chancelier nous reçut dans son cabinet,

où se trouvait le prince Adam Czartoryski et un neveu du comte » (1). C'est ce prince Czartoryski, que de longues années après nous avons vu à Paris, exilé, proscrit, dépouillé, réunissant autour de lui et protégeant, de ce qu'il pouvait encore avoir d'influence, les débris de l'émigration polonaise; c'était alors un des hommes qu'aimait le plus Alexandre; il remplissait, sous l'inspiration immédiate de son maître, qui s'occupa toujours surtout des affaires extérieures, une partie des fonctions dont le vice-chancelier Voronzof avait le titre. M. de Markof, l'ambassadeur russe à Paris, avait écrit les choses les plus obligeantes sur le colonel Colbert; aussi la réception fut-elle des plus gracieuses.

Le général Hédouville donna communication des dépêches qu'il venait de recevoir. Il fut question des paroles dites par le premier consul au cercle de Mme Bonaparte. L'ambassadeur répéta que la France voulait s'en tenir aux traités : « Vous n'êtes pas les seuls qui armiez, dit le vice-chancelier, nous avons fait marcher quelques troupes à propos d'un différend que nous avons avec la Suède. » A quoi le général Hédouville répondit qu'ils étaient assez forts pour n'être point inquiets de ce côté, tandis qu'une guerre de la France avec l'Angleterre donnerait une commotion à toute l'Europe, qu'une démarche de la Russie auprès de l'Angleterre serait agréable au premier consul, auquel il avait proposé, de son côté, d'offrir ses bons offices à l'égard de la Suède.

Le comte Voronzof se renferma dans des expressions

(1) Dont je ne puis déchiffrer le nom.

vagues : suivant lui, il fallait attendre l'effet des paroles du premier consul, qui ne pouvaient manquer d'avoir de l'influence; il y avait lieu d'espérer que tout s'arrangerait; 500,000 hommes de bonnes troupes étaient un argument excellent, etc.

Le lendemain, le colonel Colbert eut audience de l'Empereur. Conduit au palais dans la voiture de l'ambassadeur, il fut reçu par le grand maréchal de la cour, comte Tolstoï. Après un moment d'attente dans le salon des aides de camp généraux, il fut introduit dans le cabinet de l'Empereur.

Alexandre avait alors vingt-cinq ans : par sa haute taille, sa tournure, pleine à la fois d'élégance et de dignité, la beauté de son front, la noblesse de ses traits, il était certainement un des plus beaux princes qui aient jamais occupé un trône. Né souverain absolu, autocrate d'un immense empire, l'éducation l'avait fait philosophe libéral. De ce contraste entre sa position et son éducation, résultèrent souvent de singulières disparates. Ainsi, « croira-t-on jamais, dit Napoléon, ce que j'ai eu à débattre avec lui? Il me soutenait que l'hérédité était un abus dans la souveraineté, et j'ai dû passer plus d'une heure, et user toute mon éloquence et ma logique à lui prouver que cette hérédité était le repos et le bonheur des peuples. Peut-être aussi me mystifiait-il, car il est fin, faux, adroit... » Napoléon dit encore d'Alexandre : « Il a de l'esprit, de la grâce, de l'instruction, est facilement séduisant; mais on doit s'en défier : il est sans franchise; c'est un vrai *Grec du Bas-Empire* » (1).

(1) Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, 1re édit., t. II, p. 365.

Aimant son peuple avec ardeur, voulant le rendre heureux, il fut entraîné, soit par ambition, soit par les circonstances, à se mêler des affaires générales de l'Europe, s'occupa peu de la Russie elle-même, tenta à peine quelques efforts pour achever de la tirer de la barbarie, et ne lui fit, à bien dire, accomplir aucun progrès réel dans son organisation intérieure et dans la voie de la civilisation.

On rencontre les mêmes contrastes dans ses sentiments intimes, dans sa vie privée. Possédant un cœur affectueux et sensible, ayant le besoin d'aimer, il délaissa presque toute sa vie la charmante princesse à laquelle il était uni (1). Rempli de sentiments généreux, enthousiaste de la vertu, il fut condamné à s'asseoir sur un trône couvert du sang de son père, à vivre entouré de ses assassins et de ceux de son grand-père.

Tel était l'homme en présence duquel se trouva le colonel Colbert; il lui remit la lettre du premier consul. Alexandre n'avait pas encore pour Napoléon cet enthousiasme vrai ou simulé qu'il manifesta depuis. Il reçut l'envoyé avec sa grâce et sa politesse habituelles, et se dispensa de parler beaucoup du premier consul en faisant à mon père force compliments sur le nom qu'il portait. Il n'est peut-être pas sans quelque intérêt de voir quelle impression produisit le jeune souverain de la Russie sur Auguste Colbert, habitué à voir de près un vrai grand homme, et dont on a déjà pu apprécier l'esprit d'observation. Voici ce qu'il écrivait le soir de son entrevue :

(1) Louise-Marie-Auguste, princesse de Bade, née le 25 janvier 1779, et qui prit en Russie le nom d'Elisabeth-Alexeievna.

« Alexandre est sans doute un prince sage, et qui désire faire le bonheur du vaste empire qu'il gouverne ; mais je crois qu'il connaît mal le caractère de sa nation ; il pourra bien finir par être la victime des regrets de courtisans avides de faveurs, d'intrigue et d'argent, qu'il ne sait point assez contenir, vu sa trop grande bonté, qui ailleurs lui concilierait tous les cœurs : ils l'estiment, mais il faut que les Russes craignent leur souverain. Tout en abhorrant la mémoire de Paul I[er], ils disent que s'il avait eu la tête réglée, il eût été un digne successeur de Pierre. Lorsqu'on commence à connaître le caractère national, toutes ces taches de sang qui souillent l'histoire du premier tzar s'effacent derrière la gloire du législateur et du conquérant » (1).

Les jours suivants furent consacrés à des visites au grand-duc Constantin, frère de l'empereur Alexandre, à l'électeur palatin, au duc de Wurtemberg, beau-frère de l'empereur Paul, puis au corps diplomatique. Constantin, aussi laid que son père Paul, aussi fou, avec moins d'esprit, et plus froidement cruel, féroce même, était d'ailleurs un assez bon soldat. Mon père le trouva commun, trivial de langage : « Il est, dit-il, entêté, ignorant ; il croit que ce qui est, est tout ce qui peut être, du reste assez entendu aux choses militaires. » Le grand-duc le mit bien vite à son aise par son

(1) Pensée qu'il ne faudrait pas interpréter d'une manière absolue, et qu'il se charge lui-même de modifier et de réduire à de justes bornes par la réflexion suivante : « Pierre fit peut-être bien de saper violemment les habitudes nationales pour avancer la civilisation de ses peuples ; mais ses successeurs firent encore bien de ne point imiter ses persécutions, ils auraient défiguré et abâtardi une nation qui est neuve et dont les ressorts sont encore roides. »

ton familier, quoique poli : « Je n'aime pas Caulaincourt (1) autant que Berckheim (2), lui dit-il ; Caulaincourt donne dans le grand genre, et moi je n'aime pas le grand genre. Berckheim est bon garçon. — Caulaincourt se marie-t-il ? Non? il fait bien, c'est un mauvais parti à prendre. Je suis marié, mais, Dieu merci, ma femme n'est point ici. » Constantin professait les plus grands égards pour son frère : « C'était, dit mon père, le seul point sur lequel il fut mesuré. » Il finit par lui proposer de lui faire voir manœuvrer son régiment.

L'électeur palatin, qu'il vit ensuite, ne semble pas avoir produit sur lui une impression très favorable, ni par sa figure, ni par son esprit ; du reste, il le trouva « fort poli et s'exprimant en très bons termes sur le respect que l'on doit aux traités. »

Parmi les membres du corps diplomatique, il parle surtout de M. de Goltz, ministre de Prusse, auquel il trouvait de l'esprit, et qu'il se plaisait à rencontrer ; de l'amiral Warren, ambassadeur d'Angleterre, qui lui paraissait un homme excellent ; il dîna plusieurs fois chez lui ; ils causaient beaucoup des intérêts de leur pays, et l'amiral, la carte à la main, ne cessait de revenir sur les agrandissements de la France, qui chaque jour étendait son territoire et son influence en Europe.

Peu de jours après son arrivée, le colonel Colbert avait été présenté à l'impératrice-mère, Marie Fœdorovna (3), et à l'impératrice régnante, ainsi qu'aux grandes-duchesses.

(1) Depuis duc de Vicence.
(2) Né en 1775, mort général de division en 1819.
(3) Princesse de Wurtemberg.

Partout il était accueilli avec une grande politesse, et l'objet des propos les plus bienveillants. Un jour, il rencontra l'Empereur faisant manœuvrer quelques compagnies de sa garde: Alexandre l'entretint longuement, lui expliquant son système de *marche de flanc par sections*, pour l'infanterie; il lui parla de son armée, fit l'éloge des soldats et se plaignit des officiers. « Sa conversation, dit mon père, est celle d'un homme sensé; il a une grande simplicité, qui ne peut le compromettre aux yeux des gens éclairés et sages, mais qui ne peut manquer de le déprécier aux yeux des Russes. En fait de choses militaires, il paraît plutôt s'être occupé des détails que des grandes parties de la guerre. »

Ce long entretien ramène mon père aux impressions, aux sentiments qu'avait déjà fait naître en lui la vue de ce jeune prince, aux formes si douces, si noblement simples, aux idées élevées et libérales, « appelé, comme il le dit, à gouverner un peuple encore à demi-sauvage, et cependant corrompu, qui ne sait obéir qu'à la crainte ou à la force. » Après quelques détails sur l'assassinat de Paul, « quelle leçon pour le jeune Alexandre, dit-il, quel sujet de réflexions! Peut-il estimer ces hommes qui l'entourent, remplissent son palais, assassins, bourreaux exécrables, chargés d'honneurs?... Au théâtre, sa loge se trouve entre celle des Zoubof, assassins de son père, et celle des Orlof, assassins de son grand-père. Né avec de la sensibilité et un caractère faible, son âme doit être flétrie par les souvenirs tragiques de sa jeunesse; éclairé sur les mœurs de ses grands, il doit les craindre et les ménager; ses idées libérales et philanthropiques sont l'effet de la réaction

qu'ont produite sur son âme les tristes résultats de la tyrannie de son père. Mais, en ayant les qualités d'un homme vertueux, il faudrait encore avoir la force d'un gouvernant, savoir braver, réduire les ambitions et l'avidité des courtisans, lorsqu'on veut faire et assurer le bonheur de la société entière : autrement l'on succombe, et, comme l'on n'estime que les résultats, on meurt victime de bonnes intentions dont on ne vous sait pas gré. »

Quelques mots d'Alexandre expliquent tout son règne : lorsque Pahlen et les Zoubof vinrent annoncer à Alexandre l'assassinat de son père, il s'écria : « Quelle page dans l'histoire ! » — « Les autres pages feront oublier celle-là, » répondit Pahlen. Puis le nouveau tsar ajouta : « Que dira l'Europe (1) ? » Là se trouve la pensée dominante d'Alexandre, sa préoccupation constante de l'Europe.

Cependant le temps s'écoulait : depuis l'arrivée d'Auguste Colbert à Saint-Pétersbourg, chaque jour c'était une réception nouvelle, des fêtes, des bals, des soupers ; à côté des salons diplomatiques s'ouvrirent pour lui ceux de l'aristocratie russe, où il trouva une hospitalité somptueuse et pleine de recherches, mélange des mœurs de l'Asie et des raffinements de l'Europe. Il y rencontra tout ce qui jouait un rôle dans la politique ou dans la guerre, les deux Zoubof, Pahlen, Czartoryski, Ouvarof, Dolgorouki, etc., etc., beaucoup de gens d'esprit, nombre de femmes aimables. Parmi les grandes dames russes qui semblent avoir fait impres-

(1) Dolgoroukob, *la Vérité sur la Russie*, p. 216.

sion sur lui par leur distinction ou par leur esprit, je vois les noms de Schouvalof, Scherbatof, Kothchoubey, Kourakine, Apraxine, etc., à côté desquels je trouve les mots : « Jolies, spirituelles, causant bien. »

Tout cela était sans doute fort séduisant, mais le jeune colonel tint bon ; il eut toujours un grand avantage, celui d'être maître de lui, et si le soir, en rentrant chez lui, il se rappelait avec plaisir qu'il avait soupé à côté d'une jolie femme, il savait aussi se dire : « Mais nos affaires ne marchent pas; pas de réponse ni de l'Empereur ni de son Gouvernement; le vieux vice-chancelier nous en promet une tous les jours, qui n'arrive point. J'ai doucement engagé le général Hédouville à le presser. » Enfin, un jour, à une grande parade, il crut remarquer que l'Empereur, tout en n'étant que froidement poli à son égard, redoublait d'affabilité pour l'ambassadeur : cet excès de prévenance, de cajolerie, le frappa : « Ne bercerait-il point Hédouville par ces démonstrations? se dit-il. Evidemment, *les intérêts d'Alexandre nous sont peu favorables.* » Il voyait vrai : déjà Alexandre était sur la pente qui devait l'entraîner à Austerlitz et à Eylau.

Le premier consul disait, dans sa lettre autographe à l'Empereur : « Si l'Angleterre avait besoin d'un bon conseil, elle le recevrait sans doute de la cour de Russie, qui sentirait que l'Europe n'étant pas encore bien revenue des commotions qu'elle avait éprouvées, il suffirait d'une étincelle pour l'embraser de nouveau. La France acceptera la garantie de la Russie pour Malte, quelque forme qu'elle veuille lui donner... Malte doit être évacuée par les Anglais et ne pas être occupée par

les Français. » Le premier consul ajoutait « que, par suite de l'attitude du gouvernement britannique, il se croyait, dès à présent, obligé de préparer ses moyens d'attaque et de défense. Il réunissait donc des forces en Hollande, et si l'Angleterre s'obstinait à ne point évacuer Malte, il se verrait forcé de faire occuper de nouveau la position de Tarente, qui, dans le système de la Méditerranée, était le véritable équivalent de Malte. »

Comment le gouvernement russe répondit-il à cette lettre? Un rescrit de l'Empereur chargea ses ambassadeurs à Londres et à Paris d'offrir son intervention, mais en quels termes! « Garder Malte en contradiction avec des engagements solennellement contractés ne saurait être ni le désir ni le motif qui fait agir le gouvernement anglais. L'objet en lui-même n'en vaut pas la peine... Il faut donc que la cour de Londres ait d'autres raisons (1). L'Angleterre n'en avait pas d'autres, on le savait, mais on voulait, autant que possible, la ménager. Puis l'Empereur ajoutait : « Je désire que les deux gouvernements s'éclairent ensemble sur les véritables motifs de leur mécontentement... C'est dans ce sens que j'ai répondu au premier consul... Si les deux États croient que ma médiation puisse aider à faciliter leurs explications et concourir à ce qu'elles se terminent à l'amiable, je ne me refuserai pas à remplir cette tâche avec toute l'impartialité qu'elle requiert. »

Un peu après, la France ayant demandé que l'Empereur de Russie prit Malte en dépôt, le cabinet russe

(1) Bignon, *Histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsitt*, t. III, p. 106 et suiv.

répondit : « Que la confiance que montrait le Gouvernement français déterminait l'Empereur à écrire à M. de Markof de déclarer au ministère de la République qu'il consentirait à prendre Malte en dépôt, si les deux Gouvernements de France et d'Angleterre s'accordaient à le lui demander. »

Rien, en vérité, de plus évasif que cette réponse : c'était dire : Quand vous serez d'accord, je vous arrangerai ; et la Russie pouvait-elle faire autrement, sachant que l'Angleterre était résolue à rompre? N'était-elle pas liée à cette puissance par tous ses intérêts? n'était-ce pas avec elle qu'elle faisait la plus grande partie de son commerce? Ensuite Alexandre, qui s'était fait un point d'honneur de protéger le Piémont et le royaume de Naples, était blessé du peu de compte que le premier consul semblait tenir de son protectorat en s'emparant de l'un et en occupant l'autre. L'envahissement du Hanovre, qui effrayait tant la Prusse, n'était pas non plus sans lui inspirer de vives inquiétudes. Enfin on ne peut nier qu'il n'y eût en Europe, dans presque toutes les cours, un parti dominant qui avait juré une haine implacable à la Révolution française, quelque forme qu'elle adoptât, soit qu'on fût effrayé de ses tendances ou du développement de la puissance française; et la plupart des ministres, des agents diplomatiques d'Alexandre, les Voronzof, le vice-chancelier et Simon Voronzof, l'ambassadeur en Angleterre, les Markof, les d'Oubril, successivement envoyés en France, étaient de ce parti.

Mon père avait donc raison lorsque, dès le 10 avril, il disait : « On nous leurre par des politesses et de belles

démonstrations ; les intérêts d'Alexandre ne sont pas les nôtres... »

Le 16 mai, l'Angleterre commençait les hostilités ; dix jours après, le général Mortier, qui occupait, avec quatorze mille hommes, Coevorden, sur les frontières du Hanovre, recevait l'ordre suivant : « Marchez, serrez l'armée hanovrienne, faites-lui mettre bas les armes. »

S'il n'y eut pas dès lors rupture entre la France et la Russie, ainsi que les puissances continentales, il n'y eut plus qu'une paix équivoque. Le premier consul ne s'abusait pas sur la situation de l'Europe : « On nous force à attaquer pour nous défendre, » a-t-il dit plus d'une fois. Il espérait pouvoir frapper un grand coup contre l'Angleterre avant que l'orage n'éclatât sur le continent. La troisième coalition contre la France ne tarda pas à se former.

Le colonel Colbert quitta Saint-Pétersbourg dans les premiers jours de mai ; l'Empereur Alexandre lui témoigna jusqu'au dernier moment la même bienveillance, et lui donna, lorsqu'il prit congé, un magnifique diamant monté en bague.

Mon père, après s'être arrêté quelques jours à Berlin, pour assister aux grandes revues, était de retour le 28 mai à Paris, où il fut bien reçu par le premier consul.

CHAPITRE XVIII

Napoléon et l'Europe. — Lord Withworth quitte Paris. — Premiers actes d'hostilité. — Situations respectives de la France et de l'Angleterre au début de la guerre. — Moyens employés par le premier consul pour réveiller le sentiment national. — Adresse de la chambre de commerce de Bordeaux. — Capitulation de l'armée hanovrienne. — Occupation de Tarente. — Commencements du blocus continental. — Camps établis sur la côte depuis la Bretagne jusqu'au Texel. — Construction d'une flottille. — Projets de descente en Angleterre. — Mesures défensives des Anglais. — Le colonel Colbert au camp de Montreuil. — Il épouse Mlle de Canclaux. — Exécution du duc d'Enghien ; trait d'amitié de Murat. — Auguste Colbert repart pour Montreuil.

On a entendu dire à Napoléon : « Ah! si j'étais mon petit-fils! » La plus grande difficulté pour lui, en effet, celle qui vint compliquer toutes les autres et contre laquelle il finit par se briser, était de se faire accepter par les rois et les aristocraties de l'Europe, qui ne virent jamais en lui qu'un parvenu et un usurpateur. Ainsi, tandis qu'il avait à l'intérieur la tâche déjà si difficile de fonder un gouvernement stable, à l'extérieur il ne put jamais que s'imposer par la force, et lorsque la force vint à lui manquer, il succomba. Voilà ce dont il faut bien se rendre compte si l'on veut apprécier sainement

la conduite de Napoléon, soit comme consul, soit comme empereur.

On a dit, à propos de la rupture du traité d'Amiens, que le premier consul aurait pu abandonner Malte à l'Angleterre. Il y aurait d'abord à examiner si c'était un moyen d'éviter la guerre : pour ma part, je ne le crois pas. Dans cette question de Malte, l'Angleterre était d'abord poussée par un motif d'intérêt particulier, mais derrière ce motif il y en avait un autre bien autrement grand, et commun à tous les gouvernements européens, la crainte de voir la puissance de la France s'accroître encore, et la Révolution s'avancer avec elle en Europe. Céder Malte, peut-être un prince d'une dynastie établie eût-il pu y consentir; mais lui, Bonaparte, que la nation avait mis à sa tête, non seulement pour échapper aux dangers, aux misères de l'anarchie, mais encore parce qu'il lui apportait de la gloire et de la force, pouvait-il se laisser déchoir de la hauteur où il était placé dans l'opinion en se montrant tout d'abord incapable de faire respecter et maintenir les traités? A tort ou à raison, Napoléon croyait qu'on n'était digne de gouverner les Français que lorsqu'on portait le sentiment de l'honneur jusqu'à l'exaltation.

Le 12 mai, lord Withworth avait quitté Paris; le 18, l'ambassadeur de France partait de Londres; dès le 19, les Anglais s'emparaient de deux bâtiments français dans la baie d'Audierne, avant toute déclaration de guerre; le 22, le premier consul donna l'ordre d'arrêter tous les Anglais qui étaient en France. De part et d'autre, le droit des gens était violé, une guerre furieuse éclatait : il semblait que toutes les animosités, amas-

sées par huit siècles de rivalités et de haines, fissent explosion tout d'un coup.

Mais la situation des deux pays était bien différente : l'Angleterre était protégée par la mer, la guerre n'avait rien de menaçant pour elle; n'étant point vulnérable, elle pouvait à son gré attendre ou frapper, diriger ses coups où elle voulait; enfin la guerre y était populaire, parce qu'elle répondait aux passions du pays et servait ses intérêts commerciaux. Pour la France, il en était bien autrement : la seule déclaration de guerre arrêtait l'essor que deux années de paix et l'espoir de l'avenir avaient pu donner au commerce, elle anéantissait d'un seul coup les entreprises commencées et les capitaux qui y étaient engagés. La France avait beau posséder une immense armée, nulle part elle ne pouvait atteindre sa rivale. Quand à l'Europe, spectatrice muette jusque-là, elle ne faisait de vœux, n'avait de sympathie, on ne pouvait se le dissimuler, que pour l'ennemie de la France, et sa neutralité équivoque était déjà presque une menace.

Nous allons voir comment Bonaparte sut bientôt changer en ardeur guerrière l'espèce d'abattement causé par la première nouvelle de la rupture de la paix; comment il sut non seulement dominer la situation, mais même la faire servir à la poursuite d'autres grands dessins.

Il commença par réveiller les sentiments de jalousie et de haine qu'il savait bien être toujours vivants au cœur de la nation : pour atteindre ce but, il met tout en œuvre, il le poursuit par ses actes, dans ses instructions à ses ministres, à ses généraux; il emploie la

presse, les journaux, qui furent toujours pour lui un puissant moyen d'action; puis s'adressant à la France, arrachée aux douceurs d'une paix qu'elle goûtait à peine, au commerce, aux intérêts menacés ou déjà ruinés, il leur montre le salut dans l'audace et la vengeance, il leur promet de frapper au cœur cette ennemie qu'ils croyaient invulnérable : « Trois heures de mer, leur dit-il, et quelques jours de marche nous séparent de Londres; j'y conduirai cent cinquante mille vétérans, et c'est sur les ruines de l'oligarchie anglaise que nous conquerrons la paix du monde et la liberté des mers! »

A cet appel venant de l'homme dont le génie semblait devoir triompher de tous les obstacles, à ces images de l'Angleterre, cette vieille ennemie, la cause de tant de maux et d'humiliations, enfin abattue et vaincue, toutes les imaginations s'exaltèrent, et au moment d'inquiétude, d'effroi, de regret, causé par cette brusque rupture de la paix, succéda bientôt un véritable enthousiasme; cette fois ce n'était plus l'enthousiasme révolutionnaire, c'était la vieille haine de l'Anglais qui se réveillait dans la France entière. De toutes parts les villes offrirent des vaisseaux, des canons. L'adresse suivante, votée par le conseil municipal et la chambre de commerce de Bordeaux, prise entre beaucoup d'autres, peut donner une idée de l'exaltation qui s'était emparée de ceux-là mêmes qui devaient avoir le plus à perdre à la guerre :

« S'il faut en croire le cabinet britannique, la France s'isolerait aujourd'hui de son gouvernement : d'après ces insulaires, ce n'est pas la nation tout entière qui

s'indigne de leur attaque et qui accepte le défi. Nous venons, à la face de l'Europe, démentir cette perfide imposture; nous venons démontrer à l'ennemi que jamais il n'exista de concert plus unanime entre la France et son gouvernement... C'est sur nous que vont tomber les premières calamités inséparables d'une guerre maritime. Sur la foi d'un traité dont tout nous garantissait la durée, nos expéditions se multiplièrent; comme dans nos beaux jours, nos vaisseaux furent rapidement portés vers les Deux-Indes. La guerre éclate, une foule de navires sortis de nos ports y sont encore attendus et laissent nos armateurs partagés entre des dangers trop réels et de bien faibles espérances. Leur ruine, citoyen Premier Consul, sera celle de leur cité. Eh bien! privés de tous nos moyens, menacés d'une perte totale, les habitants de cette cité, le commerce qui en fut l'ornement et le soutien, se sentent pressés de vous témoigner leur reconnaissance; ils ont vu les sacrifices que le héros a faits au maintien de la paix, ils ont reconnu la sage lenteur qui en a prolongé la durée; mais l'honneur et la gloire du nom français ont dû mettre un terme à votre longanimité. Convaincus que l'ennemi a voulu la guerre, nous cessons de calculer les malheurs particuliers qu'elle nous prépare, et nous nous empressons de mettre nos bras, nos forces et nos derniers moyens à la disposition du vengeur commun » (1).

Un tel langage, tenu par des hommes qui avaient

(1) V. Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires*, t. X, p. 36.

déjà lutté et souffert pendant dix ans, est digne de remarque. Ces sentiments étaient tellement ceux de la nation, que Bonaparte crut pouvoir créer une légion vendéenne « entièrement composée de ceux qui avaient fait la guerre contre nous » (1); il voulait en confier le commandement à M. d'Autichamp, l'un des chefs royalistes les plus distingués. On faisait appel à tout ce qui pouvait remuer la fibre nationale; pour la première fois depuis la Révolution, on évoquait les souvenirs de l'ancienne France : la fête en l'honneur de Jeanne d'Arc fut rétablie avec plus de solennité que jamais à Orléans; on remonta jusqu'à Guillaume le Conquérant, et la vieille tapisserie de Bayeux, qui représente la conquête de l'Angleterre, sortit avec éclat de son obscure retraite, et fut exposée en public pour enflammer l'ardeur des générations nouvelles.

C'est ainsi que Bonaparte, avec un art que nul n'a possédé plus que lui, sut s'emparer de l'opinion et monter les esprits jusqu'à l'enthousiasme. Voyons maintenant les faits :

J'ai déjà parlé de l'invasion du Hanovre; le 4 juin, les troupes hanovriennes capitulaient; le premier consul donnait l'ordre au général Gouvion Saint-Cyr de reprendre dans le royaume de Naples tous les postes occupés avant les traités, Pæstum, Otrante, Brindisi et la belle rade de Tarente, où il comptait créer un arsenal maritime; il considérait la position de Tarente comme l'équivalent de celle de Malte. Toutes les côtes

(1) Lettre du premier consul au général Berthier, ministre de la Guerre, du 7 juillet 1803. (*Correspondance de Napoléon Ier*, t. VIII, p. 493.)

enfin furent l'objet de son attention, et dès la fin de juin 1803, la défense de notre littoral sur l'Océan et dans la Méditerranée était assurée. Un décret du gouvernement consulaire prescrivit « qu'aucune denrée coloniale ni aucune marchandise, venant directement d'Angleterre, ne serait reçue dans les ports, et que toute denrée ou marchandise provenant de fabrique ou d'une colonie anglaise serait confisquée; que tout vaisseau neutre qui aurait touché à un port anglais pourrait être déclaré de bonne prise. » C'était le commencement du *blocus continental.*

Mais toutes ces mesures n'étaient que défensives ou n'attaquaient la Grande-Bretagne que par des voies longues et détournées; il fallait au premier consul une attaque plus directe, plus vive, bien autrement menaçante, qui fit trembler l'Angleterre sur son propre sol. De Boulogne jusqu'à la Hollande, il couvrit les côtes de camps, où il rassembla jusqu'à cent soixante mille hommes. Placées sous les chefs les plus habiles et surtout sous sa suprême direction, les troupes furent bientôt formées à tous les détails de la vie militaire, rompues à tous les travaux et à toutes les manœuvres de la guerre.

Au dire des hommes les plus compétents, cette espèce de réforme, de remaniement de l'armée, était devenue des plus nécessaires, l'esprit et l'instruction y laissant beaucoup à désirer (1).

Cet appareil formidable, placé en face de l'Angleterre, la forçait à concentrer son attention sur un seul point,

(1) On a pu aussi voir précédemment les observations du colone Colbert à cet égard.

et l'Europe continentale, vu l'état de guerre, n'avait rien à dire contre ces immenses armements. Bonaparte se trouvait ainsi prêt à toutes les éventualités.

Ce n'était pas tout que de menacer l'Angleterre du haut des falaises de Boulogne, il fallait, pour que cette menace fût effective, montrer la possibilité de transporter en Angleterre ces cent soixante mille hommes, malgré les flottes anglaises. Le parti que, dans la campagne précédente, on avait tiré de très petits bâtiments armés de pièces de gros calibre contre des forces très supérieures, suggéra l'idée de construire un nombre suffisant de petits bâtiments, variés de forme et de grandeur, afin d'obtenir des qualités nautiques qui pussent répondre aux différents besoins.

Ce matériel préparé était épars sur toutes les côtes, depuis Cherbourg jusqu'au Texel; il fallait le réunir sur le point d'où l'on pouvait passer le plus facilement en Angleterre, et cette réunion ne pouvait s'opérer qu'en présence des croiseurs anglais. Cette difficulté fut cependant surmontée : la flotille répondit à ce qu'on en attendait; l'armée tout entière put y trouver place, et lorsque les troupes en eurent pris l'habitude, l'embarquement et le débarquement se faisaient avec ordre et une singulière rapidité. La première partie du problème semblait donc résolue.

Une autre condition paraissait également remplie, du moins en partie : on avait constaté en plusieurs occasions la résistance que ces petits bâtiments pouvaient opposer aux attaques dirigées contre eux; ils combattaient, il est vrai, en ligne d'embossage et protégés par les batteries des côtes.

Toutefois, les opinions étaient très divisées sur la possibilité du trajet d'une côte à l'autre en présence des gros vaisseaux anglais, et tous étaient bien loin de partager à cet égard la confiance que le premier consul affectait d'avoir, confiance qui n'était qu'apparente, car il préparait en secret la combinaison qui devait assurer le passage, et c'est bien, certes, une des plus ingénieuses et des plus profondément calculées qui soient sorties de son génie.

La flottille n'était à vrai dire qu'un moyen de débarquement, mais pour traverser le bras de mer et opérer le débarquement avec chance de succès, il fallait pendant quelques jours au moins être maître de la Manche. Aussitôt la guerre commencée, l'Angleterre avait envoyé ses flottes bloquer les ports de France, d'Espagne, de Hollande, pour y retenir prisonnières les forces navales de ces différents pays. D'autres escadres anglaises sillonnant de tous côtés les mers, soumettaient au pavillon britannique toute navigation, et s'emparaient des établissements français ou ruinaient notre commerce. Napoléon pensa que l'Angleterre, voulant maintenir ce blocus si profitable à ses intérêts commerciaux, si conforme à ses intérêts dominateurs, ne pourrait toujours entretenir une grande flotte dans la Manche. Tous ses efforts eurent donc pour but de maintenir cette dispersion des forces navales de l'Angleterre. Dans tous les ports sur l'immense étendue de notre littoral, il ordonna de grands armements; plus le bruit s'en répandait, et plus l'attention des Anglais était éveillée, plus ils disséminaient leurs forces. Quel fut alors le plan de Napoléon? Quelque alertes et habiles que fussent les

Anglais, ils ne pouvaient empêcher des vaisseaux isolés, profitant des chances qu'offre toujours la mer et que l'audace sait trouver, d'échapper à leur vigilance; partant de Brest, de Lorient, de Rochefort, de Toulon, ces vaisseaux devaient se diriger sur les Antilles par des routes différentes; une fois réunis là et placés sous le commandement de l'amiral Villeneuve, ils devaient, après avoir rallié le plus de forces possible, se porter rapidement sur la Manche, tandis que les diverses croisières anglaises, surprises par le bruit de ces sorties multipliées, seraient à courir après eux dans l'Atlantique. On conçoit alors qu'une telle force, arrivant à l'improviste dans la Manche, eût balayé tous les obstacles et assuré la possession tranquille du détroit pendant un temps assez considérable.

Il s'en fallut de bien peu que cette vaste et hardie combinaison ne réussît; si elle manqua, ce fut moins par la possibilité matérielle de son exécution que par l'insuffisance d'un homme.

Les Anglais riaient beaucoup de nos bateaux plats et de nos péniches; mais, au fond, ils étaient inquiets; ils ne savaient pas cependant à quel point ils avaient raison de l'être. Un seul homme parmi eux pénétra en partie le projet de Napoléon, ce fut le brave et digne amiral Collingwood (1).

(1) Pour tous ceux qui ont lu sa correspondance, cet éloge paraîtra bien naturel. — Voici ce que Collingwood écrivait à Nelson, à la date du 21 juillet 1805, alors qu'on n'avait encore aucune nouvelle de la flotte française qui revenait des Antilles : « They will now liberate the Ferrol squadron from Calder, make the round of the bay, and taking the Rochfort people with them, appear off Ushant, perhaps with thirty-four sail, there to be joined with wenty more. This appears a probable plan ; for unless it be to bring their powerful

Bien que l'Angleterre ne mesurât pas complètement la grandeur du danger qui la menaçait, cependant l'agitation y devint bientôt extrême. Confiante jusqu'alors dans sa position insulaire, dans son courage, dans ses puissantes flottes, elle n'avait eu qu'à penser aux coups qu'elle pourrait porter à ses ennemis, sans se préoccuper d'une attaque directe, d'une invasion. Pour la première fois, les femmes anglaises pouvaient voir la fumée du camp de l'ennemi prêt à envahir leurs foyers. L'émotion fut donc vive; ce fut celle des gens tirés tout à coup d'une parfaite et habituelle sécurité.

Le Parlement vota à l'unanimité toutes les demandes de fonds faites par les ministres; l'armée fut portée en peu de temps au chiffre de 150,000 hommes, tant milice que troupes régulières, sans compter les troupes employées en dehors des Iles Britanniques; 300,000 volontaires furent enrégimentés : « Depuis le prince du sang jusqu'au simple ouvrier, dit Alison, tous coururent aux armes. Le négociant abandonnait son comptoir, l'avocat son cabinet... Partout on ne vit plus qu'uniformes, escadrons, bataillons. Le paysan, oubliant les douceurs du *home*, se hâtait, le fusil sur l'épaule, de gagner le lieu du rendez-vous; le noble, au

fleets and armies to some great point of service, some rash attempt at conquest, they have only been subjecting them to a chance of loss, wich I do not believe Buonaparte would do without the hope of an adequate reward. Te French Government nevers aims att little things, while great objects are in view. I have considered the invasion of Ireland as the reald mark and butt of all their operations. Their flight to te West Indies was to take off the naval force, which proved the great inpediment to their undertaking. » (Alison, t. V, p. 314.)

lieu de perdre sa jeunesse dans les méprisables plaisirs de la capitale, respirait une plus noble ardeur au milieu de ses tenanciers. Dans l'entraînement général, la voix des partis ne se faisait plus entendre, et on vit le whig se placer à côté du tory dans les rangs des volontaires » (1). Les forces navales étaient de 470 bâtiments; 800 canonniers furent chargés de la défense des côtes.

Enfin le colonel Crawfurd ayant essayé de démontrer, dans la Chambre des Communes, que dans le cas d'une invasion, l'ennemi marcherait sur Londres, la Chambre conclut à la nécessité de fortifier la capitale. Il est à remarquer que ce fut dans un pays déjà si protégé contre les invasions par sa position insulaire que fut soulevée pour la première fois l'importante question de savoir si les capitales doivent être fortifiées. Pitt soutint de sa puissante logique la proposition du colonel Crawfurd. Ainsi ces deux grands esprits, Pitt et Napoléon, étaient du même avis, celui de fortifier les capitales. Les événements de 1814 démontrèrent combien ils avaient raison ; et cependant nous avons vu en 1840 l'esprit de parti être assez aveugle pour repousser avec opiniâtreté la grande et patriotique mesure de la construction des fortifications de Paris.

Pitt avait repris la direction des affaires, et sut bientôt donner à toutes les mesures de défense une nouvelle impulsion. On le vit lui-même, lui, l'homme de cabinet, endosser l'uniforme et ne rêver que choses de guerre, tandis que le vieux roi Georges, abandonnant ses habi-

(1) Alison, t. V, p. 157.

tudes paisibles, passait en revue les camps placés sur les dunes de Douvres et dans les comtés de Kent et de Sussex.

C'est ainsi que les deux puissantes nations, ravivant leur vieille haine, appelaient à elles toute leur énergie, rassemblaient toutes leurs forces, tous leurs moyens d'action, et, placées en face l'une de l'autre, s'épiant du regard, cherchaient comment elles pourraient s'atteindre. Je me trompe, l'Angleterre savait bien où porter ses coups ; tandis que nous étions absorbés par ce qui se passait en Europe, l'empire des Indes achevait de tomber en son pouvoir ; et en présence de cet immense accroissement de richesse et de puissance qui, vingt ans avant, eût donné lieu entre elle et nous à une lutte formidable, où le succès eût été pour le moins contesté, nous restions désarmés et impuissants.

Lorsque, le 28 mai 1803, le colonel Colbert, revenant de Russie, rentrait en France, tout respirait donc déjà la guerre. Peu de temps après son arrivée, il dut se rendre au camp de Saint-Omer avec les escadrons de guerre de son régiment. Il était sous les ordres du général Ney, qu'il avait connu pendant la campagne de Hohenlinden, et avec lequel il avait entretenu depuis de fréquentes relations.

La vie du camp lui parut d'abord d'une monotonie fort triste : le fait est que descendre des hauteurs de la diplomatie, passer d'une cour brillante et animée, d'une splendide capitale à un cantonnement dans quelque pauvre village, était un contraste assez grand ; aussi ne peut-il ...npêcher de s'écrier dans une de ses lettres : « Quelle existence que celle d'un colonel sans emploi ! »

Bientôt ses idées se tournèrent d'un autre côté. Auguste Colbert était encore fort jeune et possédait tous les avantages qui font qu'en général les jeunes gens tiennent à leur indépendance ; cependant il songeait à se marier. Il avait sans doute de l'ambition, rêvait la gloire, il eût probablement tout sacrifié à sa carrière; mais l'existence d'un homme ne lui paraissait complète que dans le mariage. Il rêvait la famille, et une famille nombreuse. D'où lui venaient ces idées ? Il subissait sans doute, comme beaucoup de ses contemporains, l'influence de Rousseau. — Comme observation de mœurs, il est à remarquer que la plupart des généraux, des officiers les plus connus à cette époque, bien que le plus grand nombre fussent fort jeunes, étaient mariés. J'ai déjà eu lieu de faire cette observation à propos de l'entourage du général Bonaparte, qui encourageait les mariages et souvent les arrangea lui-même.

Dans les derniers jours du mois de décembre 1803, Auguste Colbert épousait Mlle de Canclaux. On se rappelle que le général Canclaux, commandant en chef de l'armée de l'Ouest, avait aidé aux premiers pas d'Auguste dans sa carrière ; dix années s'étaient écoulées ; il le retrouvait colonel, plus d'une fois il avait inspecté son régiment. Les qualités d'Auguste Colbert, cet avenir si rempli d'espérances que chacun devinait en lui, étaient faits pour séduire M. de Canclaux, et ce fut avec bonheur qu'il lui donna sa fille chérie, unique enfant sur laquelle il avait concentré toute l'affection du cœur le plus tendre.

Auguste Colbert n'avait point de riches présents à offrir à sa fiancée ; ce fut l'amitié de Mme Murat, qui,

en voulant bien se charger du soin de choisir la corbeille, en rehaussa le prix. Le général Murat lui servit de témoin.

Peu de temps après, Murat donnait à son ancien compagnon d'Italie et d'Égypte une preuve de l'attachement le plus vrai et le plus sérieux. C'était le 20 mars 1804. Il prévint ou fit prévenir Auguste Colbert, qui se trouvait alors à Paris, de ne pas rentrer chez lui le soir, et de ne point dire où on pourrait le trouver. On vint dans la nuit chercher le colonel Colbert par ordre du gouverneur de Paris, qui n'était autre que Murat ; il était absent, on ne put dire où il était. Le lendemain, on apprenait qu'une commission militaire avait prononcé contre le duc d'Enghien une condamnation qui avait reçu son exécution le matin même. C'était pour siéger dans cette commission qu'on était venu chercher Auguste Colbert (1).

Le surlendemain, il partait pour rejoindre son régiment à Montreuil. Déjà la séparation commençait pour

(1) Artaud de Montor, ancien chargé d'affaires de France à Rome et à Vienne, raconte que, se trouvant le jour de l'exécution dans le jardin des Tuileries, il rencontra Bresson, chef du bureau des fonds au ministère, ancien conventionnel, celui-là même qui manifesta en faveur de Louis XVI un vote détaillé, si noble et si dangereux à une telle époque. Bresson l'appela vivement et lui dit : « Vous savez ? » Artaud lui répondit : Je sais la mort sans détails par M. de Chateaubriand, qui donne sa démission. Et vous, que faites vous ici ? — Je suis hors de moi. Je connais un colonel, Colbert, qui a été nommé juge ; je viens de chez lui... il n'est pas rentré à son domicile depuis hier : ainsi il n'a pas siégé... Je pense au crime dans lequel n'a pas trempé mon jeune homme, et je me promène pour ne pas tomber en défaillance. » (J'extrais cette note de l'*Histoire générale des traités de paix*, de M. de Garden, t. VIII, p. 213.)

Un autre témoignage vient confirmer ce que j'ai raconté :

Le colonel du 32e de ligne, Darricau, depuis général de division, se promenant le 20 mars au Palais-Royal, rencontra le colonel Colbert.

le jeune ménage ; les deux époux ne devaient être réunis que quelques mois en cinq années... Que la Providence a bien fait de nous dérober l'avenir ! La vie s'arrêterait, elle deviendrait impossible.

J'ai sous les yeux les nombreuses lettres que mon père écrivit alors ; elles respirent la tendresse la plus pure ; il voit toujours dans sa jeune épouse celle qui doit être la mère de cette famille qu'il a rêvée : s'il l'aime, il la respecte avant tout, il épie pour ainsi dire le développement de cette jeune âme qui s'ouvre à une nouvelle vie, il encourage sa timidité : « Fie-toi, lui dit-il, aux instincts de ton bon cœur et à ton esprit naturellement droit. » Si parfois son langage s'éloigne de ce qu'il a habituellement de sérieux et de grave, c'est pour lui dire avec une grâce charmante : « Je te désire autant que je t'aime, et je t'aime plus que je ne saurais le dire. » Ces lettres sont remplies de rêves d'avenir, de projets, d'espérances ; il semble en les lisant qu'on sente encore battre le cœur qui les a dictées...

Et de tous ces rêves et de toutes ces espérances, que reste-t-il ? ces feuilles jaunies et fanées, auxquelles je ne saurais toucher sans une émotion profonde !

C'étaient de vieux camarades d'Egypte ; ils étaient fort liés. Colbert, l'abordant brusquement, lui dit : « Qu'est-ce que tu fais ici? Tu ne sais donc rien? dépêche-toi de quitter Paris. — Pourquoi? — Tu le sauras plus tard... On va prendre les colonels présents à Paris pour former une commission militaire. Va-t'en. » Le colonel Darricau profita de l'avis et partit pour la campagne, échappant ainsi à la terrible mission dont il était menacé.

Je tiens ces détails de M. Darricau, son fils, conseiller d'État.

CHAPITRE XIX

Pourquoi l'Empire. — Communication du sénat au premier consul. — Opposition de Carnot. — Conspirations royalistes. Georges Cadoudal. — Affaire de Drake. — Suicide de Pichegru. — Condamnation de Moreau. — L'ambition des grands hommes. — Proclamation de l'Empire. — Adresse du sénat à l'Empereur. — Création de grands dignitaires et de maréchaux. — La nouvelle cour. — M. de Caulaincourt, grand écuyer. — Mme Aug. de Colbert est nommée dame du palais. — Lettre du colonel Colbert à sa mère, au sujet de cette nomination. — Voyage de l'Empereur et de l'Impératrice aux bords du Rhin. — Sacre de Napoléon par le pape Pie VII, à Notre-Dame. — Napoléon essaie vainement d'amener l'Angleterre à la paix. — Nouveaux préparatifs d'hostilité. — Napoléon couronné roi d'Italie à Milan. — Ses efforts pour constituer la nationalité italienne. — Il retourne à Boulogne.

Je reviens aux grands événements qui se passaient alors, et dont je veux continuer à suivre au moins la trace.

Bientôt l'Empire allait se faire : était-ce la conséquence de la situation, ou bien l'un de ces faits violents qui s'imposent parfois, mais disparaissent bientôt, parce qu'ils n'ont pas leur raison d'être ? Les uns, ce n'était qu'un parti, auraient voulu voir en Bonaparte un second Washington ; ils n'oubliaient qu'une chose, c'est qu'on n'était pas en Amérique; les autres, et c'était

encore un parti, eussent voulu qu'il jouât le rôle de Monk : le rôle était petit pour sa taille, et ne répondait pas mieux à la situation ; c'eût été marcher en arrière. Mais, à côté de ces partis divergents d'opinion, et toujours prêts à se heurter l'un contre l'autre, il y avait la masse de la nation qui cherchait, qui voulait des garanties sérieuses aux conquêtes faites par la Révolution, aux nouveaux intérêts qu'elle avait créés. A une France nouvelle il fallait des institutions nouvelles. Le présent semblait sans doute être bien assuré par le génie de Bonaparte et par la puissance qui résidait en lui, mais la nation voulait aussi assurer l'avenir, et Bonaparte, comme la nation, pensant que des institutions monarchiques dans un pays de mœurs, d'habitudes monarchiques, étaient les seules offrant des chances de stabilité et pouvant assurer l'avenir, on recourut au moyen qui s'est montré jusqu'à présent le plus efficace contre les commotions périodiques, l'hérédité du pouvoir.

Ces considérations sont exposées avec force et netteté dans une communication faite le 4 mai par le sénat au premier consul :

« Les Français ont conquis la liberté ; ils veulent conserver leurs conquêtes ; ils veulent le repos après la victoire. Ce repos, ils le devront au gouvernement héréditaire d'un seul, qui, élevé au-dessus de tous, investi d'une grande puissance, environné d'éclat, de gloire, de majesté, *défende la liberté publique*, *maintienne l'égalité et baisse ses faisceaux devant l'expression de la volonté souveraine du peuple qui l'aura proclamé. C'est ce gouvernement que voulait se donner la nation française dans*

ces beaux jours de 89, dont le souvenir sera cher à jamais aux amis de la patrie... Le sénat pense, citoyen Premier Consul, qu'il est du plus grand intérêt du peuple français de confier le gouvernement de la république à Napoléon Bonaparte, *empereur héréditaire.* »

On a souvent parlé de la bassesse, de la lâcheté, de la servilité (aucune qualification de cette sorte n'a été épargnée) avec lesquelles les grands corps de l'État, sénat, tribunat, corps législatif, autorités de toute espèce (et qu'on y prenne garde, l'accusation est sérieuse, car la nation était avec eux), se courbèrent à l'envi sous le despotisme de Napoléon. J'avoue qu'en lisant le passage que je viens de citer, je n'y trouve ni bassesse ni lâcheté; plus j'y réfléchis, et plus j'y trouve une appréciation exacte de la situation, des besoins du pays, en un mot la solution la plus rationnelle des difficultés du moment, celle qui offrait le plus de chance pour sauver la Révolution, sauvegarder tout ce qu'elle avait de bon et préparer pour l'avenir la stabilité et le repos. Sans doute, il a pu se trouver à cette époque, comme dans tous les temps, des âmes corrompues et avilies, qui ne voyaient dans le nouvel ordre de choses qu'une curée offerte à leurs appétits de fortune et d'honneur, ou tout simplement, ainsi que cela se produit après les révolutions, des esprits fatigués qui n'aspiraient plus qu'au repos; mais lorsque je relis (1) les opinions ou les discours prononcés alors par Siméon, Portalis, Fontanes et d'autres encore, j'y trouve une élévation de pensée, une indé-

(1) Et j'engage le lecteur à en faire autant, à remonter aux sources our juger. (Voir la *Gazette nationale* ou *Moniteur*, à partir de mai 804.)

pendance d'esprit, qui pourront étonner plus d'un lecteur ; leurs arguments sont fondés sur l'expérience et la connaissance de l'humanité, et il me paraît difficile de leur opposer le discours, fort calme et digne d'ailleurs, de Carnot, le seul opposant qui prit la parole.

Les tentatives d'assassinat dirigées contre le premier consul, les complots, les menées de l'Angleterre, contribuèrent à hâter le dénoûment; la nation voulait sortir d'un état incertain, provisoire, qui ne faisait qu'entretenir les espérances des partis, et arriver à un gouvernement stable qui garantît sa sécurité. Mais, plus on approchait du but, et plus ces partis redoublaient de violence. Ce fut alors qu'eut lieu la conspiration de Georges Cadoudal, qui voulait, ce sont ses expressions, *attaquer Bonaparte corps à corps, à armes égales, pour le tuer*. En le tuant, il pensait ramener les Bourbons : étrange illusion des partis, toujours aveuglés par les passions ! Et quand il l'aurait tué, pouvait-on croire que la grande majorité qui avait fait la Révolution, effaçant un passé de dix ans, se fût tout d'un coup réconciliée avec les Bourbons et l'émigration, et eût appelé Louis XVIII à monter sur le trône...? Mais, comme je le disais, la passion ne raisonne pas. Lorsque les partis sont à bout de ressources, ils conspirent et assassinent, pensant, en tuant l'homme ou les hommes, tuer les choses ; et ils se trompent, on ne tue pas les choses.

Qu'une telle aberration, capable de conduire jusqu'au crime, puisse entraîner des hommes qui, ayant longtemps lutté les uns contre les autres, croient combattre encore, alors qu'ils ne font plus qu'assassiner, il y a là

peut-être, sinon une justification, du moins une espèce d'explication; mais qu'une nation qui a des prétentions à une moralité sévère s'associe à de pareilles tentatives, voilà ce qui est inexplicable ; et cependant c'est le spectacle que donna alors l'Angleterre. Je sais bien que les Anglais se défendent d'avoir été jusqu'à prêter les mains aux projets d'assassinat, et croient s'en disculper; toujours est-il qu'on vit alors des ministres anglais près des cours d'Allemagne, Drake entre autres, accrédité près l'électeur de Bavière, se faire le moteur, le centre d'un plan complet de contre-révolution; il indiquait à ses agents les moyens de désorganiser l'armée ; il fallait gagner les gardiens des arsenaux, des magasins à poudre, afin de pouvoir au besoin les incendier ou les faire sauter, etc. Malheureusement pour lui, la police française le fit tomber dans ses pièges, et chaque jour sa correspondance arrivait à Paris. Lorsque le premier consul la jugea assez complète, assez compromettante pour accabler son auteur sous la honte et le ridicule, il fit paraître au *Moniteur* deux rapports appuyés de nombreuses pièces tirées de cette correspondance (1), et livra au public et au jugement de toutes les cours de l'Europe les détails de cette machination.

Les faits étaient trop avérés pour qu'ils pussent être niés; le gouvernement britannique non seulement les avoua, mais, par l'organe de lord Hawkesbury, s'efforçant d'ériger en principe la conduite de ses agents, proclama hautement, à la face de l'Europe, cette doctrine,

(1) Rapports du grand-juge Regnier. (*Gazette nationale* des 25 mars et 13 avril 1804.)

« que tout gouvernement sage se doit à lui-même et au monde en général de tirer parti de tout mécontement qui existe dans les pays avec lesquels il peut se trouver en guerre, et, par conséquent, de prêter aide et assistance aux projets des mécontents. » Doctrine dictée par les passions du moment, doctrine essentiellement corruptrice et subversive de tout droit des gens, qui aurait pour résultat de transformer des agents diplomatiques, jusqu'ici respectés par tous les peuples, parce qu'ils sont considérés comme ministres de paix et de conciliation, de justice et de sagesse, en instigateurs de complots, en agents de trouble, en vils espions (1) profitant de leur caractère d'inviolabilité pour fomenter des séditions, provoquer et payer des assassinats...

Si ces détails paraissent un peu longs dans un récit aussi rapide, je ferai observer qu'il y a dans une peinture des traits caractéristiques : l'affaire du ministre Drake et la note de lord Hawkesbury sont des traits de ce genre ; ils font connaître où en était alors la moralité du gouvernement anglais et qu'elle était l'exaspération des esprits, exaspération funeste, qui des deux côtés poussa aux représailles, aux vengeances, et finit par pousser au crime. Et qui oserait affirmer que si Bonaparte ne se fût vu chaque jour entouré de trames, de complots, s'il n'eût vu chaque jour sa vie menacée, son œuvre compromise par le poignard des assassins, s'il n'eût été poussé à bout par les injures du cabinet anglais et la rage des partis, il eût violemment été saisir

(1) Telles sont les expressions dont se sert M. de Talleyrand dans sa réponse à lord Hawkesbury.

le duc d'Enghien en Allemagne pour le jeter dans une fosse à Vincennes? Ah! maudissons le crime partout où il se présente, mais maudissons surtout les instigateurs du crime, ceux qui le préparent par la calomnie, par le fiel qu'ils répandent, ces lâches qui souvent aiguisent des poignards dont ils arment d'autres mains. Au reste, qu'aucun parti ne vienne s'attribuer un privilège d'innocence ou de vertu; l'inexorable histoire n'oublie rien; que tous s'examinent, ils deviendront peut-être plus humbles et montreront alors plus de tolérance.

Dans ces jours d'orage qui vinrent assombrir la fin de ce beau gouvernement consulaire et précédèrent l'avénement de l'Empire, dans cette dernière lutte des partis, deux hommes éminents succombèrent : l'un, Pichegru, termina en conspirateur vulgaire une vie qui avait été un moment glorieuse ; l'autre, Moreau, compromit par sa faiblesse une renommée jusque-là des plus pures et des plus éclatantes.

Pichegru s'était acquis une grande réputation par la conquête de la Hollande (1794-1795). Dégoûté de la République, dès l'an III il s'était rapproché des Bourbons et avait rêvé le rôle de Monk. Commandant en chef de l'armée du Rhin, il s'était mis en rapport avec les généraux ennemis, auxquels il avait dénoncé les mouvements de son armée, trahissant ainsi ses propres soldats, des hommes dont le sang lui était confié, et manquant à la fois, comme chef et comme homme, à toutes les lois du devoir et de l'honneur. Déporté le 18 fructidor à Cayenne, il était revenu en Angleterre, et là s'était associé aux projets de Georges Cadoudal, qui avaient pour

but de tuer ou d'enlever le premier consul et de ramener en France les Bourbons.

Les conjurés avaient compris que, dans le cas où leur attentat contre Bonaparte réussirait, il leur faudrait, pour dominer une semblable situation, un homme ayant un nom populaire et capable d'entraîner l'armée; leurs yeux se tournèrent vers le général Moreau; son renom, sa popularité étaient immenses. Envieux du rôle que jouait Bonaparte, et de cette envie que cause l'impuissance, Moreau boudait à l'écart, encourageant de ses propos et de ses moqueries tous les mécontents qui se groupaient autour de lui. Les conjurés avaient fait des tentatives auprès de Moreau : s'il n'accepta pas leurs propositions, il ne les repoussa pas d'une manière formelle et ne rompit pas avec eux.

Cependant la police avait saisi tous les fils de la conspiration. Georges et onze des siens périrent sur l'échafaud. Pichegru avait été arrêté; il s'étrangla dans sa prison. Le premier consul se décida lentement à faire mettre Moreau en jugement. Ce fut un douloureux spectacle. Deux de ses plus illustres compagnons d'armes, Lecourbe et Macdonald, ne le quittèrent pas pendant les débats, comme s'ils eussent voulu lui faire un rempart de la pureté de toute leur vie. La défense de Moreau fut digne; après d'émouvants débats, le tribunal le condamna à deux années de détention. Triste dénoûment sans doute pour un homme dont les grands services et la gloire étaient encore présents à tous les esprits; mais, derrière le jugement du tribunal, il y en avait un bien autrement grave, celui que tous les esprits sérieux et réfléchis portèrent sur l'homme lui-

même. Moreau avait donné sa mesure en politique; il avait montré quelle était son indécision en n'ayant jamais su accepter ni repousser franchement le gouvernement de Bonaparte; il n'avait laissé voir que petites passions, incertitudes, tergiversations; sa conduite enfin, en laissant approcher de lui des conspirateurs dont il ne partageait ni les opinions politiques ni les vues, dénotait la faiblesse de son caractère. Décidément Moreau ne pouvait être une entrave pour Bonaparte. Il partit peu de jours après son jugement pour les États-Unis d'Amérique, la détention ayant été changée en exil.

Pour en finir avec ce qui est relatif à l'avénement de l'Empire, un mot encore. En montant sur le trône, Napoléon fut un usurpateur aux yeux des royalistes et de tous les partisans du *droit divin*; pour les républicains, les constitutionnels de diverses nuances, il fut un traître à la liberté, ou du moins fit preuve d'un esprit étroit et rétrograde qui ne comprenait pas le progrès des choses, en parant son front d'une couronne, ornement suranné, désormais ridicule aux yeux des gens qui savent lire dans l'avenir de l'humanité. Un grand nombre enfin, sans acception de parti, et même parmi ceux qui applaudissent à son œuvre, lui reprochent ce qu'ils appellent son ambition. C'est, au reste, l'accusation que certains rhéteurs de tous les temps ont portée contre les hommes qui, sortant des voies communes, dominant leur époque par leur génie, ont accompli des choses extraordinaires : Alexandre, César, changent la face du monde; ils ne voient à chacun de leurs actes d'autre mobile que la re-

cherche d'une satisfaction personnelle. Parce que ces hommes sont plus grands que les autres, il semble qu'il faille leur refuser les sentiments élevés, généreux. Leurs grandes vues, le bien qu'ils accomplissent au profit de leur nation ou même de l'humanité, pourquoi leur en savoir gré? Ce n'est qu'une satisfaction égoïste qu'ils ont voulu se procurer... En vérité, je serais tenté de demander aux gens qui raisonnent ainsi, s'ils préféreraient que les hommes doués d'éminentes facultés, capables de grandes choses, fussent complètement dénués de ce qu'ils appellent ambition, et se tinssent à l'écart. Ainsi, aimeraient-ils mieux que Bonaparte, impassible en présence du sort que réservait à la France la faiblesse et la corruption du Directoire, eût laissé s'accomplir l'œuvre de dissolution sociale qui marchait à grands pas? Aimeraient-ils mieux que, se tenant dans l'ombre, sans ambition, comme Moreau, par exemple, il eût laissé se perdre dans l'anarchie l'œuvre de la Révolution, au lieu de l'ordonner, de la régulariser, de la rendre viable par les grandes institutions qu'il sut créer? Aimeraient-ils mieux enfin que, nouveau Cincinnatus, il se fût mis à cultiver son champ au lieu de s'emparer d'un sceptre et de revêtir la pourpre? Mais ce sceptre, cette pourpre, n'étaient pour lui qu'un moyen d'accomplir son œuvre, de donner de la stabilité, de l'avenir aux institutions sur lesquelles reposaient les destinées d'un grand peuple.

Cette manière d'assimiler des hommes de cette taille à des ambitieux vulgaires, m'a toujours paru injuste, étroite. N'y a-t-il pas de nobles ambitions? Et quelle ambition plus noble que celle qui sauve le patrie, plus

élevée que celle qui stimule le génie, le rend l'instrument de ces grands faits qui marquent les époques dans l'histoire du monde, ouvrent de nouvelles voies à la marche de la civilisation, aide à ses progrès et font la gloire de l'humanité (1) !

Le 18 mai 1804, le sénat proclama Napoléon Bona-

(1) L'opinion que j'exprime ici n'est pas nouvelle pour moi ; qu'on me permette de citer ce que j'écrivais en 1845 : « Lorsque Dieu a placé sous le front d'un homme de ces facultés exceptionnelles qui commandent à l'humanité, ce serait s'abuser que de croire que ces facultés n'ont pour but que de satisfaire aux calculs d'une ambition vulgaire et personnelle : le plus souvent la Providence se réserve par elles l'accomplissement de quelques-uns de ses desseins. Et d'ailleurs, ces hommes, qu'est-ce qui les fait si grands ? Leur influence sur les esprits, la puissance morale qu'ils exercent ; eh bien ! cette puissance morale, cette grandeur morale n'a et ne peut avoir d'autre source que dans l'intelligence profonde, complète, positive que possèdent ces hommes des besoins et des tendances de l'époque avec laquelle ils sont en rapport.

« D'après une opinion très généralement répandue, il semblerait que Napoléon confisqua à son seul profit le pouvoir et la liberté. Beaucoup de gens ne voient en lui qu'un ambitieux d'une prodigieuse habileté, refoulant, pour ainsi dire, à force de génie, la marche des temps, sacrifiant tout à une vaine ardeur de puissance, au préjugé de parer son front de l'ornement gothique d'une couronne.

« J'avouerai que, pour ma part, je ne puis partager cette opinion. Elle fait Napoléon ou trop grand ou trop petit : fût-on Napoléon ou César, on ne saurait faire rétrograder la marche des temps, on ne peut changer la nature des choses ; l'habileté de ces hommes consiste à savoir mieux que personne tirer parti des éléments existants, des circonstances, les coordonner, les combiner ; pour des hommes de cette taille, le pouvoir n'est pas un but, ce n'est qu'un moyen.

« Certes, l'ambition de Napoléon fut immense, hardie comme sa pensée, vaste comme son imagination ; mais quel en fut le but ? Arracher une grande nation de l'anarchie qui la dévorait et menaçait de l'effacer du rang des peuples civilisés, puis entreprendre pour elle la réalisation d'un rêve incomparable de splendeur et de puissance. Suivez-le dans sa marche, vous verrez toujours cette ambition se confondre avec une pensée de gloire et de grandeur pour la France. » (*Etudes sur la Révolution française.* Paris, Béthune et Plon, 1845.)

parte Empereur des Français. Voici quelques passages de l'adresse qui lui fut présentée; j'aime à reproduire les pièces originales; il me semble qu'elles font mieux juger de l'époque, de l'état des choses, que l'analyse la mieux faite, où l'écrivain met toujours quelque chose de son esprit et de son temps :

« Sire,

« Le décret que le sénat vient de rendre, et qu'il s'empresse de présenter à Votre Majesté Impériale, n'est que l'expression authentique d'une volonté déjà manifestée par la nation. Ce décret qui vous défère un nouveau titre, et qui, après vous, en assure l'hérédité à votre race, n'ajoute rien ni à votre gloire ni à vos droits... Comment le peuple français pourrait-il, conservant le souvenir des maux qu'il a soufferts lorsqu'il fut livré à lui-même, penser sans enthousiasme au bonheur qu'il éprouve depuis que la Providence lui a inspiré de se jeter dans vos bras?

« Les armées étaient vaincues, les finances en désordre, le crédit public anéanti; les factions se disputaient les réstes de notre antique splendeur; les idées de religion et même de morale s'étaient obscurcies; l'habitude de donner et de reprendre le pouvoir laissait les magistrats sans considération, et même avait rendu odieuse toute espèce d'autorité. Votre Majesté a paru. Elle a rappelé la victoire sous nos drapeaux; elle a établi la règle et l'économie dans les dépenses publiques; la nation, rassurée par l'usage que vous en avez su faire, a repris confiance dans ses propres ressources; votre sagesse a calmé la fureur des partis; la religion a

vu relever ses autels; les notions du juste et de l'injuste se sont réveillées dans l'âme des citoyens, quand on a vu la peine suivre le crime, et d'honorables distinctions récompenser et signaler les vertus.

« Enfin, et c'est là sans doute le plus grand des miracles opérés par votre génie, ce peuple, que l'effervescence civile avait rendu indocile à toute contrainte, ennemi de toute autorité, vous avez su lui faire chérir et respecter un pouvoir qui ne s'exerçait que pour sa gloire et son repos.

« Le peuple français ne prétend point s'ériger en juge des constitutions des autres États. Il n'a point de critique à faire, point d'exemples à suivre; l'expérience désormais devient sa leçon. Il a, pendant des siècles, goûté les avantages attachés à l'hérédité du pouvoir; il a fait une preuve courte, mais pénible, du système contraire; il rentre, par l'effet d'une délibération libre et réfléchie, dans un sentier conforme à son génie; il use librement de ses droits pour déléguer à Votre Majesté Impériale une puissance que votre intérêt lui défend d'exercer par lui-même; il stipule pour les générations à venir, et, par un pacte solennel, il confie le bonheur de ses neveux à des rejetons de votre race. Ceux-ci imiteront vos vertus; ceux-là hériteront de notre amour et de notre fidélité.

« Heureuse la nation qui, après tant de troubles et d'incertitudes, trouve dans son sein un homme digne d'apaiser la tempête des passions, de concilier et de réunir toutes les voix! Heureux le prince qui tient son pouvoir de la volonté, de la confiance et de l'affection des citoyens!

« S'il est dans les principes de notre Constitution, et déjà plusieurs exemples semblables ont été donnés, de soumettre à la sanction du peuple la partie du décret qui concerne l'établissement d'un gouvernement héréditaire, le sénat a pensé qu'il devait supplier Votre Majesté Impériale d'agréer que les dispositions organiques reçussent immédiatement leur exécution; et, pour la gloire comme pour le bonheur de la République, il proclame à l'instant même Napoléon Empereur des Français. »

L'Empereur répondit :

« Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à mon bonheur. J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation. Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille.

« Dans tous les cas, mon esprit ne serait plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation. »

Je n'entrerai pas dans l'examen de la Constitution impériale : le fait important ici, et qui domine tous les autres, est le passage d'un gouvernement qu'on appelle républicain, avec un chef électif, à un gouvernement monarchique et héréditaire. On se préoccupa assez peu, du reste, de ce qu'on est convenu d'appeler les garanties des libertés publiques. Une aspiration dominait toutes les autres, celle du repos, et le désir de voir se consolider les conquêtes de la Révolution, de sauvegarder les nouveaux intérêts qu'elle avait créés en se

mettant à l'abri de toute tentative de réaction, de retour vers le passé. Quant à chercher des *garanties* dans les termes d'une Constitution, les hommes qui étaient alors aux affaires, qui remplissaient le corps législatif, le tribunat, le sénat, avaient pour la plupart fait partie des grandes assemblées qui s'étaient succédé depuis quinze ans; ils avaient vu passer devant eux bien des Constitutions qui semblaient renfermer toutes les garanties possibles; ils avaient vu quel fond on peut faire sur ces feuilles de papier écrites un jour et déchirées le lendemain; n'ayant plus foi à des institutions jusqu'alors impuissantes, ils s'abandonnaient au génie d'un homme, parce que cet homme leur avait donné ce qui, en définitive, est le premier besoin des peuples, le but de la société civile : la sécurité des personnes et des biens, l'assurance d'une justice prompte et impartiale, enfin une bonne et féconde gestion des deniers publics. Pour ce qui est de la liberté, de l'action directe des citoyens sur les affaires publiques, ils pensaient qu'elle n'est bonne, désirable, que lorsqu'elle procure aux citoyens les biens dont je viens de parler; qu'autrement, tant qu'elle n'est pas dirigée par la sagesse, elle est plus dangereuse qu'utile.

Beaucoup de personnes penseront, et je suis de leur avis, que lorsque des institutions peuvent s'appuyer sur l'action libre et sage des citoyens, elles ont des fondements bien plus solides, offrent des garanties bien plus certaines qu'un gouvernement abandonné à la volonté d'un seul; mais je ne fais que constater l'opinion d'une époque et indiquer comment des hommes auxquels on ne peut refuser ni lumières ni expérience,

ni même à beaucoup d'entre eux des sentiments libéraux, étaient arrivés à vouloir l'Empire.

En prenant le titre d'Empereur, Napoléon s'entoura de tout l'appareil monarchique. Ce titre d'Empereur ne choquait pas comme eût pu le faire celui de roi; au contraire, il chatouillait la vanité de ce vieux peuple français toujours si jeune et si naïf dans ses impressions, et resté monarchique dans ses mœurs, dans ses habitudes, dans ses goûts, en dépit de dix années de république et de révolution. Quant à l'appareil monarchique dont s'entoura Napoléon, ce n'était qu'une conséquence naturelle. Il créa donc de grands dignitaires sous les noms de grand-électeur, d'archichancelier, de connétable, de grand-amiral; puis, faisant revivre une dignité dont le prestige s'était toujours conservé sous l'ancienne monarchie, il nomma dix-huit maréchaux d'Empire. C'étaient, pour la plupart, les généraux les plus illustres et qui avaient exercé des commandements en chef; toutefois il y en eut un ou deux qui durent cette distinction plutôt à des raisons particulières d'attachement de la part de Napoléon qu'à leur position dans l'armée; d'autres, que leur réputation désignait, ainsi Macdonald et Lecourbe, furent exclus pour des motifs politiques ou personnels.

Enfin il y eut à former toute une cour. L'Empereur conserva ses aides de camp, il eut des chambellans, des écuyers. Mme Bonaparte, devenue l'impératrice Joséphine, eut des dames qui, sous le nom de dames du palais, devaient à tour de rôle rester près d'elle et l'accompagner. Les choix qui furent faits n'eurent pas de caractère particulier; on peut cependant y remarquer

une tendance à rechercher les noms aristocratiques ; ce fut Mme de la Rochefoucauld qui fut dame d'honneur de l'impératrice. Napoléon avait un faible pour les anciens noms : aussi, un peu plus tard, il n'y eut peut-être pas une des grandes familles de l'ancienne monarchie qui ne fût représentée dans la liste des chambellans ou dans celle des dames du palais.

Il s'en fallut alors assez peu que les destinées d'Auguste Colbert ne prissent une nouvelle direction. Lorsqu'il s'agit de nommer un grand écuyer, il fut question de lui ; la manière dont il avait toujours été traité par le premier consul et par Mme Bonaparte, son intimité avec Duroc, l'ensemble de sa personne, rendaient la chose assez naturelle ; je trouve les preuves de ce que j'indique dans sa correspondance. M. de Caulaincourt, qui fut nommé, était dans une position analogue à la sienne, comme lui colonel, seulement il était déjà attaché au premier consul comme aide de camp. On sait quel rôle Caulaincourt, devenu duc de Vicence, joua dans les dernières années de l'Empire. Négociateur dans les circonstances les plus difficiles, les plus pénibles, nul ne sut mieux allier au dévouement à son souverain l'indépendance de l'esprit et la fermeté du caractère. Voici, au reste, le jugement qu'Auguste Colbert portait déjà en 1804 sur Caulaincourt : « J'ai vu Caulaincourt, écrivait-il, j'ai causé ouvertement avec lui et j'en ai été très satisfait. C'est un bon garçon et un homme d'esprit. » Outre le jugement qu'elle renferme et qui a son intérêt, cette lettre vient éclairer ou plutôt confirmer ce que j'ai dit plus haut. Il y a tout lieu de penser, en effet, que l'espèce d'explication qui eut lieu

alors entre Caulaincourt et Auguste Colbert était relative aux fonctions de grand écuyer, et cela est d'autant plus probable que, dans cette même lettre écrite à sa femme, Auguste Colbert dit: « Je n'ai d'autre ambition que d'être général de brigade, il n'y a que cela qui me convienne : si tu en trouves l'occasion, dis-le à l'Empereur. »

Ma mère avait été déjà, depuis quelque temps, nommée dame du palais, et accompagnait alors l'impératrice dans le voyage qu'elle faisait avec l'Empereur sur les bords du Rhin. Voilà pourquoi mon père dans sa lettre la charge de parler à l'Empereur.

Mme de Colbert avait blâmé son fils d'avoir accepté pour sa femme cette position de dame du palais : était-ce par sentiment royaliste, ou bien lui déplaisait-il de voir sa belle-fille faire cortège à Mme de Beauharnais, qu'elle avait beaucoup connue autrefois et avec laquelle elle avait toujours été jusque-là sur un pied d'égalité ? Lui répugnait-il de la voir attachée à la cour d'un homme dans lequel les gens d'une certaine façon ne voulaient voir qu'un soldat de fortune, un parvenu ? Craignait-elle enfin, pour la jeunesse de sa belle-fille, une cour que les calomnies des gens mécontents ne devaient pas ménager? Il pouvait y avoir de tout cela. Aux reproches qu'elle adressait à son fils, celui-ci répondait : « Vous vous trompez; je n'ai point désiré la place de dame du palais pour ma femme, mais j'ai été flatté de ce souvenir. Ma chère maman, il y a plus de *préjugés* dans vos opinions que de justice et de principes ; quant à moi, je suis trop de ce monde pour être de votre sentiment sous le rapport que vous considérez comme es-

sentiel ; je crois une femme honorée d'un tel choix..... Fille et épouse d'hommes attachés à la société, elle y sera placée comme elle doit l'être, et il faut qu'elle oublie le silence du Marais et l'ennui des sermons. Je crois qu'une femme peut se conserver partout honnête, et je suis loin de croire que le monde soit plus dangereux que la vie contemplative.

« Je n'ai point eu la sottise de rechercher cet honneur, ni la sottise d'en être fâché. Une seule chose m'arrêtait : la très grande inexpérience de ma femme, son isolement : eh bien, elle sera plus tôt formée, la nécessité sera pour elle ce qu'elle a été pour moi ; elle a du jugement et un cœur honnête, on se tire de tout avec cela. »

Il ne se trompait point. La jeune femme trouva d'ailleurs dans l'impératrice une bonté constante, et, en plusieurs circonstances, une sollicitude que j'oserais presque appeler maternelle. De son côté, ma mère lui voua la plus respectueuse affection et un dévouement qui n'eut d'autre terme que la fin de la vie de Joséphine (1).

Déjà commençaient les pompes de l'Empire. Le voyage de Napoléon, accompagné de l'impératrice et suivi d'une cour brillante, sur les bords du Rhin, n'était qu'une suite de fêtes splendides. Ils visitèrent Aix-la-Chapelle, Cologne, Mayence; et les vieilles cités de l'Empire germanique arrachées à la patrie allemande saluaient le nouveau souverain. Quel spectacle pour

(1) Après le divorce, Mme Aug. de Colbert fut nommée par l'Empereur dame du palais de l'impératrice Marie-Louise ; mais elle le supplia de la laisser près de l'impératrice Joséphine, ce qu'elle obtint.

l'Allemagne ! Ses princes accouraient de toutes parts, courbant le front devant le nouveau Charlemagne ; ceux qui ne pouvaient venir envoyaient des ambassadeurs.

Comme Charlemagne, Napoléon voulut que le pape lui donnât l'onction sainte, mais ce ne fut pas à Rome qu'il alla la chercher: Pie VII vint en France, et dans ce pays, où quelques années avant, les autels avaient été renversés, les églises transformées en temples de la Raison, où les prêtres fidèles étaient proscrits, où le caholicisme osait à peine se montrer, le pontife retrouva les autels relevés, la foule respectueuse accourant à sa rencontre et remplissant les églises ; et l'homme par qui ces choses s'étaient accomplies, l'homme dont la grandeur fixait les yeux du monde, s'inclinant devant lui, lui demandait de consacrer, au nom de la religion, l'œuvre du peuple qui, par des milliers de voix, l'avait appelé à régner ; il lui demandait, non pas de placer sur son front une couronne qu'il savait bien y placer lui-même, mais, en la bénissant, de montrer que la voix du peuple est bien celle de Dieu.

On a parlé de la contrainte que subit alors Pie VII : il me semble au contraire que jamais triomphe plus grand ne dut consoler sa pieuse âme, et que jamais les paroles de l'Évangile : « *Les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle* », ne durent paraître au chef de l'Église plus éclatantes de vérité.

Le couronnement eut lieu le 2 décembre, dans l'église de Notre-Dame. Je ne parlerai pas de cette cérémonie, de l'éclat dont elle fut entourée ; elle frappa vivement les contemporains. Quel est celui de nous qui n'en a pas entendu raconter les splendeurs, qui n'a entendu

dire avec quel vif sentiment de son époque et par quel geste plein de calme et de dignité Napoléon, prenant la couronne, la plaça lui-même sur sa tête et couronna ensuite l'impératrice?

En se faisant sacrer par le pape, non seulement Napoléon pouvait ramener à lui les catholiques, mais encore il espérait pouvoir ainsi réconcilier les partisans du droit divin avec l'origine de son pouvoir. Il n'en fut rien. Les rois de droit divin ne virent toujours en lui que l'homme de la souveraineté nationale, le représentant d'un principe qui les ébranlait sur leurs trônes. D'ailleurs le génie, l'imagination de cet homme, ce qu'il avait déjà fait, ce qu'il pouvait faire encore, les effrayait.

Un des premiers actes de Napoléon, après son sacre, fut d'écrire au roi d'Angleterre pour essayer d'amener son gouvernement à des idées de conciliation et de paix. Le cabinet anglais fit savoir au ministre des Affaires étrangères, M. de Talleyrand, qu'il ne pouvait répondre avant de s'être entendu avec les autres puissances. Nous verrons bientôt quelle réponse préparait Pitt.

Si Napoléon se montrait disposé à faire la paix, il n'en poursuivait pas moins ses projets de descente en Angleterre, et chaque jour il en perfectionnait ou complétait les moyens. Et qu'on ne croie pas que, nouveau Xerxès, ce fût une vaine menace qu'il jetât aux flots : à force de génie, de combinaisons ingénieuses, habiles, il en était arrivé à rendre possible, probable même, la réussite d'une tentative qu'au premier abord on eût pu juger impraticable.

Ce fut à cette époque que Napoléon donna à son armée la vigoureuse organisation qui depuis a prévalu. La division était trop faible; Napoléon forma des corps composés de trois divisions, commandés par des maréchaux, et assez forts pour supporter à eux seuls le choc d'une armée, et pour donner à un autre corps le temps d'arriver. Cette concentration avait en outre l'avantage de simplifier les ordres de mouvement. Enfin il forma des masses de cavalerie en réserves puissantes, ne donnant à chaque corps d'armée qu'une brigade de cavalerie légère (1).

On était au mois d'avril 1805; c'était vers cette époque que, d'après la combinaison de Napoléon dont j'ai parlé, des vaisseaux français sortant de divers ports, prenant des routes différentes, devaient se réunir dans la mer des Antilles, pour revenir de là tous ensemble en Europe rallier à eux de nouvelles forces et se porter dans la Manche. Napoléon choisit ce moment pour aller en Italie ; c'était dérouter l'attention des Anglais, leur donner le change; de grands intérêts l'y appelaient d'ailleurs.

Entraînée par le changement qui s'était opéré en France, l'Italie avait abandonné la forme républicaine pour se constituer aussi en monarchie héréditaire; elle avait appelé Napoléon à ce nouveau trône, et il allait à Milan pour placer sur sa tête une seconde couronne. Il s'achemina lentement, s'arrêtant à Lyon, à Turin, à Alexandrie; partout sa présence était féconde: il n'est peut-être pas une ville où le souvenir de son passage ne

(1) Jomini, *Vie politique et militaire de Napoléon*, t. II, p. 58.

soit marqué par des créations utiles ou des améliorations importantes. Bientôt les voûtes de la cathédrale de Milan retentirent de ce cri : *Viva il Re de Italia!* Napoléon était entouré de la plupart des ambassadeurs de l'Europe; ils avaient reçu de leurs souverains l'ordre de l'accompagner. Les splendeurs de cette cérémonie furent grandes sans doute, mais sous cette pompe extérieure il y avait quelque chose de bien autrement sérieux : ce cri de *Vive le roi d'Italie !* était le signal de la naissance de la nationalité italienne; car, jusque-là, s'il y avait communauté de langage, de génie, de mœurs, entre les habitants de la Péninsule, l'Italie, brisée, fractionnée en petits États, souvent conquise, passant d'une main à une autre, gouvernée par des princes étrangers, n'avait ni unité, ni, à bien dire, de nationalité.

Napoléon ne venait donc pas seulement élever un trône, constituer une monarchie, il voulait constituer un peuple, et pour accomplir une œuvre aussi sérieuse, mieux que personne il savait qu'il ne suffit pas de quelques décrets ou d'une organisation sur le papier, quelque profondément élaborée qu'elle puisse être; aussi ce fut aux mœurs qu'il s'adressa; il fallait relever celles des Italiens, leur donner plus de virilité, rendre à la famille et au mariage leur dignité; restait ensuite à faire l'éducation politique et administrative du pays.

Une des premières conditions de l'existence d'une nation est le courage et la pratique des vertus militaires, sans lesquelles elle ne saurait se défendre ni conserver son indépendance. Aussi Napoléon disait-il, en s'adressant aux Italiens : « La force des armes est le princi-

pal soutien des États; il est temps que cette jeunesse qui languit dans l'oisiveté des villes cesse de craindre les fatigues et les dangers de la guerre, et qu'elle se mette en état de faire respecter la patrie, si elle veut que la patrie soit respectable » (1). Les Italiens reparurent sur les champs de bataille, où ils ne s'étaient pas montrés depuis plusieurs siècles, et plus d'une division italienne fut, dans les guerres de l'Empire, la digne émule des troupes françaises. Enfin, il appela un grand nombre d'Italiens dans les différentes administrations, dans son Conseil d'État, au Sénat, et partout l'intelligence italienne ne tarda pas à se placer aux premiers rangs. Les hommes étant occupés, les mœurs y gagnèrent. De cette époque date la disparition à peu près complète du *sigisbéisme* et des *cavalieri servanti.*

Le royaume d'Italie disparut en 1814; l'œuvre de Napoléon a été emportée avec lui, mais les sentiments qu'il avait éveillés, les idées que contribuèrent à répandre dans leur pays cette foule d'hommes mêlés à la guerre, à la politique, furent autant de semences fécondes qui plus tard se sont fait jour. Au moment où j'écris, l'Italie possède enfin cette unité, cette nationalité que Pétrarque, Boccace, Machiavel et les plus illustres de ses enfants appelaient de leurs vœux depuis des siècles. Les amis de l'humanité, tous ceux qui la respectent, peuvent se féliciter de voir la patrie de Dante, de Raphaël, cette Italie qui a tant fait pour la civilisation et pour l'honneur de l'esprit humain, libre enfin et

(1) Discours de l'Empereur au Corps législatif d'Italie. (*Correspondance de Napoléon Ier*, t. X, n° 8849.)

maîtresse de ses destinées. La postérité dira que c'est du général Bonaparte, de Napoléon, fondateur du royaume d'Italie, que date cette régénération. Puisse-t-elle être féconde !

D'après les statuts du royaume d'Italie, la couronne devait passer à un fils ou fils adoptif de Napoléon, lorsque les troupes étrangères auraient évacué les Deux-Siciles, Malte et les Iles Ioniennes. Avant de quitter Milan, Napoléon créa une vice-royauté pour le temps où les deux couronnes de France et d'Italie seraient réunies sur sa tête ; il la confia en ces termes à Eugène, le fils de Joséphine : « Je laisserai dépositaire de mon autorité ce jeune prince que j'ai élevé dès son enfance, et qui sera animé de mon esprit. J'ai d'ailleurs pris des mesures pour diriger les affaires importantes de l'État. »

Après un séjour à Milan qui se prolongea jusqu'au 10 juin, Napoléon visita Bologne, Mantoue, Vérone, Brescia, puis il alla prendre possession de Gênes. La république ligurienne avait cessé d'exister. Enfin, pensant que le moment approchait où Villeneuve avec la flotte allait revenir des Antilles, Napoléon partit subitement pour Turin au milieu d'une revue. Peu de temps après, il était à Boulogne, où l'armée n'attendait plus que le signal : 120,000 fantassins, 12,000 cavaliers, 8,000 dragons à pied, 4,000 artilleurs, 450 pièces de canon, 7,000 chevaux étaient prêts à être embarqués.

CHAPITRE XX

Troisième coalition. — L'empereur Alexandre et le plan de réorganisation européenne de l'abbé Piatoli. — Pitt. — Convention signée à Londres entre l'Angleterre et la Russie. — Plan d'attaque des coalisés. — Concours de la Suède et de l'Autriche. — Neutralité de la Prusse. — Réunion de Gênes à l'Empire. — L'amiral Villeneuve fait échouer les projets de Napoléon. — Plan de la campagne de 1805, dicté par l'Empereur à Daru. — Les Autrichiens envahissent la Bavière. — Vaste mouvement stratégique de Napoléon. — La grande armée. — Passage du Rhin. — Proclamation de l'Empereur à l'armée. — Marche des différents corps sur le Danube. — Position de l'armée autrichienne. — Le 6e corps ; les généraux Dupont, Loison, Malher, Marchand. — Le colonel Colbert commande la cavalerie legère du 6e corps. — Le maréchal Ney.

Tandis que Napoléon, le bras levé sur l'Angleterre, attendait avec anxiété des nouvelles de Villeneuve et de ses flottes, il entendait la menace gronder du côté du continent : une nouvelle coalition européenne venait de se former contre la France ; c'était la troisième depuis 1791. La première s'était terminée en 1797 par la paix de Campo-Formio, la seconde par le traité de Lunéville et la paix d'Amiens en 1801.

A bien dire, ces intervalles de paix n'avaient été que des temps d'arrêt, des trêves imposées par nos victoires. La Prusse, la Russie, l'Autriche mutilées ou vaincues,

l'Angleterre elle-même, bien que moins vulnérable, avaient été contraintes tour à tour d'abandonner la lutte; mais c'était en vain que les hostilités cessaient : les animosités, les haines subsistaient toujours.

Si les rois et les aristocraties maudissaient la Révolution française, les peuples s'effrayaient de l'accroissement du territoire et de la puissance de la France : débordant de ses limites naturelles, elle avançait toujours, et l'on se demandait où s'arrèterait cet envahissement de l'Europe et des nationalités.

L'Angleterre avait jeté la première son masque pacifique; les autres puissances hésitaient. Nous avons déjà vu dans quelles dispositions était le jeune souverain de la Russie; le refus dédaigneux du premier consul de donner des explications sur l'occupation de Naples l'avait froissé; il hésitait encore, lorsqu'eut lieu l'exécution du duc d'Enghien; la cour de Russie manifesta avec éclat son indignation, et l'Empereur ne tarda pas à rappeler de Paris, son ambassadeur M. d'Oubril.

Quant à l'Autriche, bien qu'elle fût encore sous le coup de ses défaites, occupée à panser ses plaies, et dans une pénurie financière qui la condamnait à l'inaction, bien qu'elle protestât sans cesse à la France de ses intentions pacifiques, cependant elle ne pouvait se résoudre à renoncer à l'Italie et ne pensait qu'aux moyens de la recouvrer.

La Prusse était le seul des grands États du nord de l'Europe qui voulait conserver la neutralité : Napoléon lui offrait le Hanovre; cette acquisition tentait fort le roi. Les gouvernements qui se posent en conservateurs ont aussi leurs convoitises. L'Autriche, à Campo-For-

mio, ne s'était-elle pas emparée sans aucun scrupule de Venise?

L'empereur Alexandre était tourmenté du désir de jouer un rôle. Ce n'était pas celui de conquérant qu'il rêvait, non : le spectacle des révolutions, des guerres qui bouleversaient l'Europe, l'affligeait, et dans son âme rêveuse, remplie d'idées philanthropiques, il aspirait à jouer le rôle d'arbitre désintéressé, s'élevant au-dessus de toutes les passions et de toutes les querelles, ramenant dans le monde le règne de la justice et de la paix.

Lorsqu'un souverain nourrit certains sentiments, est dans une certaine disposition d'esprit, il ne manque pas de gens pour abonder dans son sens. Un abbé Piatoli avait fait un plan de réorganisation de l'Europe, il avait amené à ses idées le prince Czartoryski, devenu à cette époque ministre des Affaires étrangères. D'après ce plan, toutes les cours de l'Europe reconnaissaient Napoléon pour empereur des Français : la France conservait pour limites le Rhin et les Alpes, elle abandonnait le Piémont, l'Italie était constituée indépendante, l'Autriche rendait Venise; la Suisse et la Hollande étaient neutralisées à tout jamais; l'Angleterre évacuait Malte, et l'on devait aider la France à reconquérir Saint-Domingue. Toutes les nations devaient s'entendre sur la rédaction d'un nouveau droit des gens et refaire le code maritime. Enfin ce plan renfermait l'idée assez singulière de confier l'Égypte à la France, pour y créer un royaume oriental, qui serait donné à un Bourbon, si Napoléon continuait à gouverner les Français, ou à Napoléon si les Bourbons remontaient sur le trône. Toutes les nations de l'Europe devaient s'unir sous le nom d'*alliance de médiation*.

et la puissance qui se refuserait à l'exécution des mesures adoptées devait y être contrainte par toutes les autres.

Sans doute, il y avait là beaucoup de choses justes, équitables, des vues élevées, qui ne pouvaient provenir que d'âmes généreuses, mais singulièrement candides. Le bon abbé de Saint-Pierre, l'auteur du *projet de paix universelle*, n'aurait pas fait mieux. L'empereur Alexandre avait été séduit par ce plan dont les idées l'impressionnèrent si vivement que, dix années plus tard, on les retrouva en partie dans le fameux pacte de la *Sainte-Alliance* et dans les traités de 1815. M. de Nowosiltzof, un des jeunes Russes associés aux idées de l'Empereur et du prince Czartoryski, fut chargé d'aller en Angleterre pour communiquer le projet au ministère.

Pitt n'était pas homme à s'égarer dans des nuages philanthropiques ; il n'était pas plus disposé à abandonner Malte et à rendre aux mers leur liberté, que Napoléon à rendre à l'Italie et à la Hollande leur indépendance. Mais, dans l'isolement où était encore l'Angleterre, c'était un fait important que cette démarche du puissant souverain de la Russie. La sagacité de Pitt démêla bien vite qu'il ne serait pas difficile de faire tourner ce grand projet de médiation en une coalition. Il accueillit donc avec toutes sortes d'égards le jeune envoyé russe, écouta du plus grand sérieux l'exposition du plan élaboré à Saint-Pétersbourg, quelquefois lui donnant des éloges, quelquefois faisant des objections, laguant certaines parties où en remettant l'exécution à n autre temps, mais en somme il approuva le projet

et écrivit au nom de son souverain que « c'était avec une satisfaction inexprimable que Sa Majesté Britannique avait examiné le plan de politique, sage, grand et généreux que l'Empereur de Russie était disposé à adopter dans la situation calamiteuse où était l'Europe. »

Les négociations se poursuivirent à Londres, puis à Saint-Pétersbourg, et aboutirent, le 11 avril 1805, à un traité de coalition dans lequel tout ce qu'il pouvait y avoir d'équitable, d'élevé, de généreux dans le plan primitif, avait disparu sous quelques phrases vides et hypocrites. Le projet de médiation ainsi remanié devenait, comme le disait Pitt lui-même, « la barrière la plus forte qui eût encore été opposée à l'ambition de la France. » Voici quel était le préambule du traité :

« Comme l'état de souffrance qui pèse sur l'Europe exige un prompt remède, Leurs Majestés se sont entendues pour mettre un terme immédiat aux envahissements du gouvernement français, et cela sans en attendre de nouveaux, et ont donc résolu d'employer les moyens les plus efficaces et les plus prompts pour former une ligue générale des États de l'Europe et de les engager tous à s'unir aux parties contractantes. »

Le but qu'on se proposait était : 1° l'évacuation du Hanovre et du nord de l'Allemagne ; 2° l'indépendance des républiques de Hollande et de Suisse ; 3° le rétablissement du royaume de Sardaigne et de Piémont, avec une augmentation de territoire aussi grande que les circonstances pourraient le permettre ; 4° la sécurité du royaume de Naples devait être assurée, et l'Italie entière, y compris l'île d'Elbe, devait être évacuée par les

Français. La ligue enfin devait avoir pour but l'établissement en Europe d'un ordre de choses qui pût garantir d'une manière efficace la sécurité et l'indépendance des divers États.

Pour faciliter aux États qui accéderaient à la coalition le moyen de mettre sur pied les troupes qui leur seraient demandées, l'Angleterre s'engageait à fournir un subside de 1,250,000 livres sterling (31,050,000 fr.) par cent mille hommes. Il était en outre convenu entre l'Angleterre et la Russie que les forces de la coalition seraient de cinq cent mille hommes, sur lesquels deux cent cinquante mille seraient fournis par l'Autriche (on comptait donc sur cette puissance dès le 11 avril), cent quinze mille par la Russie, et le reste par la Suède, le Hanovre, Naples. On devait entrer en action dès que quatre cent mille hommes seraient réunis.

Un article mérite d'être signalé : la Russie s'engageait à envoyer sans délai, et cela indépendamment des cent quinze mille hommes, un corps de soixante mille hommes sur les frontières de l'Autriche, et un autre de quatre-vingt mille sur les frontières de la Prusse « pour être à même de coopérer avec lesdites cours et pour soutenir chacune d'elles dans le cas où la France les soupçonnerait de s'occuper de négociations contraires à ses intérêts. » Sous ce prétexte se cachait la défiance où l'on était de la Prusse, et les quatre-vingt mille hommes n'avaient d'autre but que de la contenir ou de l'envahir en cas de besoin.

On le voit, on avait stipulé pour l'Autriche sans qu'elle fût partie contractante : le fait est que peu de temps avant, en novembre 1804, elle avait signé un traité ana-

logue avec la Russie; nul doute que son intention ne fût de se joindre à la coalition, mais elle savait qu'elle serait la première exposée aux coups de Napoléon; ses finances étaient dans un état déplorable; elle hésitait donc, ou tout au moins elle voulait, avant de donner son adhésion complète, faire ses conditions. Elle demanda et finit par obtenir de l'Angleterre des subsides plus considérables (trois millions de livres sterling), s'engageant alors à mettre trois cent vingt mille hommes sous les armes. Le couronnement de Milan et le titre de roi d'Italie pris par Napoléon achevèrent de la décider.

Il ne fut pas difficile de faire adhérer la Suède à la coalition; son roi, Gustave IV, portait à la Révolution française une haine qui approchait de la démence.

C'était par quatre côtés à la fois que les coalisés devaient attaquer la France : les Russes, par Corfou et Naples, se joignant aux Anglais et aux Napolitains, devaient marcher sur le Pô; à l'est, sur le Danube, devaient agir les forces autrichiennes et russes; enfin, au Nord, les Russes devaient opérer de concert avec les Suédois et les Hanovriens.

On voulait bien dire, dans l'article VI du traité, qu'on n'imposerait pas de force un gouvernement à la France : c'était biens le moins que douze années de victoires sur ses ennemis l'eussent mise à l'abri d'une pareille insulte; d'ailleurs les coalisés se rappelaient le triste effet produit par le fameux manifeste du duc de Brunswick en 1792. Aussi toutes les précautions devaient être employées pour ménager le sentiment national, et Pitt, afin de rassurer les acquéreurs de biens nationaux, émit

dès lors l'idée de désintéresser les émigrés français par une indemnité (1).

Ainsi toutes les puissances de l'Europe, à l'exception de l'Espagne, du Portugal et de la Prusse, qui gardait obstinément sa neutralité, ayant toujours l'espoir d'obtenir le Hanovre, étaient de nouveau soulevées et liguées contre la France. L'habileté de Pitt avait non seulement détourné l'orage prêt à fondre sur l'Angleterre, mais armé l'Europe à son profit. L'empereur Alexandre, tout entraîné qu'il était, le sentait bien, et, dans sa faiblesse, tenant encore à conserver le rôle de médiateur, d'arbitre, qu'il avait voulu prendre, il exigeait qu'avant d'en venir à l'exécution, des propositions fussent faites à la France, et il s'en chargea. Mais quelles propositions faire? On demandait tout à la France et on ne lui concédait rien : il était évident qu'on ne pouvait se présenter ainsi. Alexandre insista pour que l'Angleterre abandonnât Malte, elle refusa. L'Empereur dit alors qu'il ne donnerait sa ratification au traité que lorsque cette concession aurait été faite. M. de Nowosiltzof, qui avait présenté le projet primitif à Londres, fut chargé d'aller à Paris. Il avait obtenu des passeports par l'entremise de la Prusse, et se préparait à partir, lorsqu'on apprit la réunion de Gênes à la France. A ce nouvel envahissement, il n'y avait plus à répondre que par la guerre.

(1) En 1814, à la première Restauration, le maréchal Macdonald proposa aussi de donner une indemnité aux émigrés ; il demandait en outre une indemnité pour les donataires de l'Empire dépossédés, et des pensions pour les militaires qui avaient été mutilés dans les guerres de la Révolution et de l'Empire. La mesure relative aux émigrés, mesure éminemment politique, fut réalisée en 1825 sous le ministère de M. de Villèle.

Cette réunion de Gênes fut, dit-on, une grande faute de la part de Napoléon ; sans doute, c'était un pas de plus dans cette voie d'envahissements qui effrayait l'Europe. Mais la coalition n'était-elle pas déjà formée ? Napoléon ne s'abusait pas à cet égard, il ne voulut pas laisser subsister une séparation qui était une anomalie dans la nouvelle organisation de l'Italie, et qui pouvait d'un moment à l'autre ouvrir un port à l'Angleterre et lui donner un nouveau point d'appui dans la Méditerranée. La réunion de Gênes fut tout au plus la goutte d'eau qui fit déborder le verre.

Tout en persistant dans son projet de descente, Napoléon avait tout préparé pour la guerre continentale, et les armements qu'il faisait sur les côtes de l'Océan lui servaient à détourner l'attention et à dissimuler ceux qu'il faisait d'un autre côté. Il était donc prêt pour l'un ou l'autre cas : aussi écrivit-il à M. de Talleyrand, alors même qu'il avait encore l'espoir de voir apparaître ses flottes : « Plus je réfléchis à la situation de l'Europe, plus je vois qu'il est urgent de prendre un parti décisif. Je n'ai, en réalité, rien à attendre de l'explication de l'Autriche : elle répondra par de belles phrases et gagnera du temps, afin que je ne puisse rien faire cet hiver; son traité de subsides et son acte de coalition seront signés cet hiver, sous le prétexte d'une neutralité armée; et en avril, je trouverai cent mille Russes en Pologne, nourris par l'Angleterre..., quinze à vingt mille Anglais à Malte, et quinze mille Russes à Corfou. Je me trouverai alors dans une situation critique. Mon parti est pris. Mon escadre est sortie le 26 thermidor du Ferrol avec trente-quatre vaisseaux ; elle n'avait pas d'ennemis en vue;

si elle suit ses instructions, se joint à l'escadre de Brest et rentre dans la Manche, il est encore temps, je suis le maître de l'Angleterre. Si, au contraire, mes amiraux hésitent, manœuvrent mal et ne remplissent pas leur but, je n'ai d'autre ressource que d'attendre l'hiver pour passer avec la flottille. L'opération est hasardeuse... Je cours au plus pressé ; je lève mes camps, et au 1er vendémiaire je me trouve avec deux cent mille hommes en Allemagne et vingt-cinq mille hommes dans le royaume de Naples. Je marche sur Vienne, et ne pose les armes que je n'aie Naples et Venise, et augmenté tellement les États de l'Électeur de Bavière que je n'aie plus rien à craindre de l'Autriche » (1).

Napoléon, d'après tous ses calculs, s'attendait à apprendre à chaque instant que Villeneuve, après avoir débloqué le Ferrol, Rochefort, rallié à lui les forces qui étaient dans ces différents ports, avait fait son apparition devant Brest, et que, réunissant encore à lui la flotte qui y était renfermée, il allait bientôt pénétrer dans la Manche avec une masse irrésistible de plus de soixante vaisseaux. Ce fut le 26 août, après plusieurs jours de la plus vive anxiété, qu'il apprit par les gazettes anglaises que la flotte était encore à Cadix, et que tout espoir était perdu de ce côté.

La déception fut cruelle ; Napoléon s'emporta avec violence contre les hommes qui, par leur incapacité, faisaient échouer une combinaison si profondément mûrie, qui faisaient évanouir tous ses projets. Il était encore dans toute l'animation de la colère, ceux qu'il aimait le

(1) Camp de Boulogne, 5 fructidor an XII (23 août 1805).

plus, Monge entre autres, osaient à peine soutenir sa présence, lorsque tout à coup on le vit se calmer, et, faisant asseoir M. Daru, il lui dicta pendant cinq heures, avec le plus grand sang-froid et une incroyable lucidité d'esprit, le plan de la campagne de 1805, entrant dans les plus minutieux détails sur la marche des troupes, leur subsistance, indiquant les points où elles devraient se réunir, désignant pour ainsi dire à l'avance celui où elles devaient vaincre.

Voudrait-on cependant conclure de ce récit, d'ailleurs parfaitement exact, que Napoléon, passant subitement de l'emportement à la réflexion la plus froide, aurait, par un effet de son prodigieux génie, improvisé tout d'un coup le plan de l'immortelle campagne d'Ulm et d'Austerlitz? Il eût peut-être été assez disposé lui-même à le laisser croire ; il aimait à frapper les esprits et ne négligeait pas les petits moyens. Mais la vérité est que, reprenant tout à coup son sang-froid, et cela est encore assez étonnant, il ne fit que résumer un plan conçu déjà depuis longtemps. Le mouvement qui se préparait en Europe n'avait certes pas échappé à une perspicacité telle que la sienne ; dès le commencement de juillet, la concentration de forces qui se faisait en Autriche et en Italie ne devait plus lui laisser de doutes à cet égard, et son parti était pris suivant les éventualités (1).

Cependant l'ambassadeur d'Autriche, M. de Cobentzel, protestait encore dans les premiers jours d'août des

(1) On a déjà pu s'en convaincre par le passage que j'ai cité de sa ettre à M. de Talleyrand ; on peut consulter encore à ce sujet l'ensemble de la correspondance de Napoléon.

intentions pacifiques de son souverain, et le 9 l'Autriche adhérait complètement à la convention du 11 avril. Napoléon de son côté, en partant pour Boulogne, le 12 août, avait dit à M. de Cobentzel « qu'il ne voulait que la paix du continent. » Arrivé à Boulogne, il multiplia les manœuvres, les revues; le corps de Soult fut même embarqué, ainsi qu'une partie de celui de Ney, et M. de Cobentzel, alors convaincu, écrivait à sa cour que Napoléon serait en mer dans huit jours.

Immédiatement les Autrichiens envahirent la Bavière; ils espéraient attirer à eux l'Électeur et son armée, ils se trompaient; Maximilien-Joseph se défiait du cabinet de Vienne, il préférait l'alliance de Napoléon; il se retira à Wurtzbourg avec ses troupes. Les Autrichiens poussèrent toujours en avant, et vinrent s'établir sur le Danube et l'Iller. Leur armée, nominalement placée sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, était commandée par Mack, en qui les Autrichiens persistaient à voir un grand général, malgré l'ineptie qu'il avait montrée à Naples en 1798 (1).

L'archiduc Jean occupait le Tyrol avec quarante

(1) « En confiant à Mack sa principale armée, l'empereur d'Autriche obéit à l'opinion générale, qui se trompe rarement, mais qui cependant fut coupable dans cette occasion d'une grande erreur : Mack parvenu par les chancelleries et par la protection du maréchal de Lascy, dont il avait été adjudant et qui lui avait reconnu un mérite de détails qu'on ne pouvait lui refuser, était un assez bon quartier-maître, un bon faiseur de projets dans le cabinet, un excellent officier d'état-major; il était très brave de sa personne, mais n'avait ni les talents ni l'énergie nécessaires pour commander les armées; c'était un subalterne parfait et un détestable chef, et malheureusement, dans ce poste éminent, son têtement égalait sa médiocrité. » (*Journal des campagnes faites service de la Russie*, par le comte de Langeron, p. 28 et 29. — hives du dépôt de la guerre.)

mille hommes, et s'efforçait d'organiser la population guerrière de ce pays. L'archiduc Charles devait enfin, avec cent mille hommes, passer l'Adige et s'avancer en Italie.

En outre, d'après le plan concerté par la coalition, une armée russe devait se joindre aux Autrichiens. Cette jonction était donc pour eux un point capital. Que devait désirer au contraire Napoléon ? Combattre les armées alliées séparément. Les Autrichiens coururent donc pour ainsi dire au-devant de ses vœux en s'éloignant ainsi des Russes et en s'avançant dans la vallée du Danube ; ils venaient en quelque sorte s'offrir à ses coups. Pour eux, ils croyaient au contraire prendre Napoléon au dépourvu sur la ligne du Rhin, ou tout au moins ils espéraient que de la position d'Ulm, comme d'un camp retranché, ainsi que l'avait fait Kray en 1799, ils pourraient arrêter les efforts des Français, tandis que, portant en Italie le gros de leurs forces et les plaçant sous la direction de leur plus habile général, ils pourraient reconquérir ce pays, l'objet principal de leurs regrets et de leurs désirs.

Telles étaient les données sur lesquelles Napoléon combina son plan. Les différents corps de l'armée française occupaient le Hanovre, la Hollande et tout le littoral du Nord, du Texel à Brest, Napoléon conçut la pensée de les porter, par un immense mouvement, du nord au nord-est, sur les derrières de l'armée autrichienne, de la tourner par son extrême droite, de l'envelopper complètement et de la détruire, puis de marcher au-devant des Russes. La conséquence des grands coups portés en Allemagne devait être de dégager l'Ita-

lie, où Napoléon avait d'ailleurs envoyé Masséna, chargé de contenir avec cinquante mille hommes l'armée du prince Charles, forte du double.

Jamais mouvement stratégique plus vaste, plus hardi, n'avait été conçu ; mais, quelque grand qu'il fût, ce n'était pas tout de le concevoir sur la carte : pour l'exécuter il fallait le génie et la puissance de Napoléon ; il fallait aussi l'admirable armée qu'il avait formée et les chefs habiles, éprouvés, bien que jeunes encore, qui la commandaient (1).

Une fois les ordres donnés, vingt-quatre heures suffirent pour que, de Brest au Texel, toute l'armée se mît en marche.

Bernadotte, partant du Hanovre avec dix-sept mille hommes, traversa les deux Hesses, passa sur le territoire prussien d'Anspach, ce qui causa une vive irritation à la cour de Berlin, et, le 27 septembre, il arrivait à Wurtzbourg, où il fut accueilli avec joie par l'Électeur de Bavière qui réunit son armée, forte de vingt-cinq

(1) On conserve aux archives de la guerre la note suivante de la main de Napoléon :

« *Note sur les mouvements de la grande armée.*

« Saint-Cloud, 5e jour complémentaire an XIII (22 septembre 1805)

	6 vend.	14	17	24
BERNADOTTE. .	Würzburg .	Anspach. . .	Nuremberg. .	Ratisbonne.
MARMONT . . .	*Id.*	*Id.*	*Id.*	*Id.*
DAVOUT	Manhein . .	Mergentheim	Anspach . . .	Dietfurt.
NEY	Seltz	Crailsheim. .	Weissenburg	Ingolstadt.
LANNES.	Strasbourg.	Gmünd. . . .	Nœrdlinge . .	Neuburg .
SOULT	Landau . . .	Aalen.	Donauwœrth.	. . . . . . ».

« Cette note trace, vingt-cinq jours à l'avance, l'ensemble des opérations qui ont déterminé la capitulation d'Ulm, le 17 octobre ». (*Correspondance de Napoléon Ier*, t. XI.)

mille hommes, à l'armée française. Marmont y rejoignit également Bernadotte avec vingt mille hommes. Le 24 septembre, tous les autres corps venant des environs de Boulogne étaient arrivés sur le Rhin: Davout à Manheim, Soult à Spire, Ney un peu au-dessous de Strasbourg; il y avait été précédé par la cavalerie aux ordres de Murat.

Ainsi près de cent quatre-vingt mille hommes, divisés en plusieurs corps partant de points différents, avaient marché pendant vingt-quatre ou vingt-cinq jours sans s'arrêter, étaient arrivés au point désigné à jour fixe, laissant à peine quelques hommes en arrière, et cette marche s'était accomplie avec un tel secret, que l'Allemagne et toute l'Europe apprirent presque en même temps le départ de cette immense armée de Boulogne et son arrivée sur le Rhin, à quelques journées du Danube. On avait expliqué le mouvement des corps qui étaient hors de France en disant qu'ils y rentraient; pour ceux qui étaient à l'intérieur, on faisait courir le bruit qu'ils allaient former un camp de trente mille hommes sur le Rhin, motivé par les mouvements de troupes qui se faisaient en Autriche.

Augereau, qui partait des côtes de Bretagne avec quatorze mille hommes, n'arriva que plus tard: il devait servir de réserve et couvrir la droite de l'armée, du côté des Grisons, en occupant l'espace compris entre le Rhin et le haut Danube.

Ce fut à cette époque que chacune des armées que nous venons d'énumérer reçut le nom de *corps*, et chacun de ces corps fut désigné par un numéro. Ainsi Bernadotte commandait les 1er et 2e, Davout le 3e, Soult le 4e

Lannes le 5e, Ney le 6e, Augereau le 7e. L'ensemble formait la *grande armée*, nom que Napoléon lui donna, et qui, pour la postérité, rappelle plutôt le souvenir des grandes choses qu'elle a faites, que le nombre de ses bataillons.

Chacun de ces corps n'avait que peu d'artillerie, et en cavalerie ce qui lui était indispensable pour s'éclairer. Napoléon aimait à concentrer ces deux armes sous sa main.

Il réunit sous le commandement de Murat six mille dragons et six mille cuirassiers, véritable ouragan qui, tantôt devançant l'armée, allait porter au loin la terreur, ou qui, poursuivant les longues colonnes d'infanterie à demi-vaincues, achevait de les briser.

La garde impériale, commandée par le général Bessières, comptait sept mille hommes : huit bataillons et quatorze escadrons. Elle marchait avec l'Empereur. Toutes ces troupes formaient 186,000 hommes.

Tandis que la grande armée se dirigeait vers l'Allemagne méridionale, Napoléon prenait les mesures nécessaires pour protéger l'empire contre toute attaque qui viendrait par le nord, et mettre à l'abri des tentatives des Anglais l'immense flottille rassemblée sur nos côtes. Il reforma un camp à Boulogne, en réunissant les troisièmes bataillons de dépôt ; un autre camp dut veiller à la sécurité d'Anvers et de Flessingue. A Mayence et à Strasbourg, les maréchaux Lefebvre et Kellermann étaient chargés d'organiser les conscrits. Enfin Napoléon rétablit la garde nationale, dont il comptait, en cas de nécessité, mobiliser une partie ; il s'y réserva la nomination des officiers.

Toutes ces mesures prises, l'Empereur quitta Paris pour se rendre à Strasbourg, d'où il adressa à ses troupes la proclamation suivante :

« Soldats, la guerre de la troisième coalition est commencée. L'armée autrichienne a passé l'Inn, violé les traités, attaqué et chassé de sa capitale notre allié. Vous-mêmes vous avez dû accourir à marches forcées à la défense de nos frontières. Mais déjà vous avez passé le Rhin. Nous ne nous arrêterons plus que nous n'ayons assuré l'indépendance du Corps germanique, secouru nos alliés et confondu l'orgueil de nos injustes agresseurs. Nous ne ferons plus de paix sans garantie. Notre générosité ne trompera plus notre politique.

« Soldats, votre empereur est au milieu de vous : vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple. S'il est nécessaire, il se lèvera tout entier à ma voix pour confondre et dissoudre cette nouvelle ligue qu'ont tissue la haine et l'or de l'Angleterre.

« Mais, Soldats, nous avons des marches forcées à faire, des fatigues et des privations de toute espèce à endurer. Quelques obstacles qu'on nous oppose, nous les vaincrons, et nous ne prendrons de repos que nous n'ayons planté nos aigles sur le territoire de nos ennemis. »

Sans doute cette éloquente proclamation était bien faite pour exalter l'imagination des Français et les entraîner ; mais elle me semble surtout digne d'attention, en ce qu'elle indique l'avénement de tout un ordre d'idées qui bientôt va s'emparer de l'avenir : je veux parler de l'initiation directe, intime des nations, et par conséquent des armées, qui en sont une partie, à la po-

litique, aux actes de leurs gouvernements. C'est l'*idée napoléonnienne* qui se manifeste : le gouvernant est en contact immédiat avec le gouverné ; le souverain s'appuie sur les masses et sur l'opinion, il n'est plus, pour ainsi dire, que l'instrument habile qui sait dégager la volonté, les vœux contenus en germe dans cette opinion, les préciser et les faire passer dans les faits (1).

(1) Un projet d'adresse qui se trouve dans la *Correspondance de Napoléon* fait ressortir encore plus complètement ce que j'avance ici :

« Saint-Cloud, 28 fructidor an XIII (15 septembre 1805).

« Faire une adresse à la nation :

« Français, j'ai passé le Rhin à la tête de mon armée pour rétablir sur son trône un de nos alliés, que l'injustice et l'ambition de la maison d'Autriche viennent de chasser de ses Etats. Je marche pour repousser des attaques imminentes, soutenir mes justes droits, et punir un prince qui, deux fois comblé de la générosité française, n'a contenu sa haine que pour nous attaquer avec plus de perfidie.

« Cent mille Russes, dit-il, soudoyés par l'or de l'Angleterre, viennent à son aide. Eh bien ! que cent mille Français viennent de plus se ranger sous mes drapeaux. Vivre sans commerce, sans marine, sans colonies, et soumis à l'injuste volonté de ses ennemis, ce n'est pas vivre en Français.

« Si la couronne que j'ai placée sur ma tête m'a été donnée par votre libre volonté ; si vous avez alors pris l'engagement de la maintenir telle qu'elle fût digne de vous et de moi ; si les sentiments d'amour et de confiance que vous m'avez montrés depuis tant d'années sont sincères, marchez à la voix de votre Empereur ; venez au secours de vos enfants. Vous ne me reverrez que triomphant ; vous ne me reverrez que quand j'aurai confondu l'orgueil de vos ennemis ; que quand ils auront appris que nous sommes encore les mêmes hommes qui enlevèrent si longtemps la victoire à leurs étendards. Moi et mon armée nous ferons notre devoir ; c'est à vous de faire le vôtre.

« Je laisse peu de troupes dans l'intérieur ; soyez vous-mêmes les gardiens de la tranquillité publique, de l'ordre et des lois. Que les 60,000 conscrits que j'ai appelés marchent avec empressement ; que dans toutes les familles, ils en reçoivent l'ordre de leur père, et qu'ils obéissent. Je vous promets la victoire et une prompte paix. » Voir ssi la proclamation à l'armée, du 13 octobre 1805.

Il est peut-être curieux de faire ici un rapprochement : moins d'un mois après cette proclamation (1), Nelson, en présence des flottes française et espagnole qu'il allait attaquer, donnait aux siens comme signal du combat ces nobles et austères paroles : « England expect every man will do his duty » (2). Ce dévouement sans phrases, absolu, au devoir, a une grandeur, une simplicité qui nous frappent et s'imposent à notre admiration ; mais ce devoir, quel est-il? Pour le marin anglais, il consiste à combattre jusqu'à la mort en obéissant à ses chefs, qui eux-mêmes obéissent au souverain, au parlement, si l'on veut, qui représente la nation. Il y a dans ce sentiment du devoir auquel on fait appel quelque chose de vague, d'abstrait, d'aveugle. J'avoue que j'aime mieux le dévouement qui sait pourquoi il se dévoue; j'aime cet appel fait par Napoléon, non seulement au sentiment du devoir, mais à l'intelligence : cette initiation de l'armée qui, comme le dit Napoléon, n'est que l'*avant-garde de la nation*, à la politique et aux raisons qui la déterminent, me paraît avoir quelque chose de plus élevé, de plus digne de l'homme et du citoyen, que ce sentiment abstrait pour lequel on se sacrifie sans trop savoir pourquoi.

Le passage du Rhin s'était fait avec apparat, comme pour une grande fête ; l'ordre du jour disait. « Les troupes seront en tenue de parade, culotte blanche, guêtres noires ; les grenadiers ainsi que l'infanterie légère auront le bonnet en tête avec le plumet. » Je

(1) Le 21 octobre 1805, à Trafalgar.
(2) « L'Angleterre compte que chaque homme fera son devoir. »

trouve dans le même ordre un détail curieux : « Toute l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie porteront des branches de chêne à leurs chapeaux, en signe de la victoire que l'armée remportera sur les ennemis. »

Murat et sa cavalerie, soutenus par le corps de Lannes, passèrent le Rhin à Kehl, le 25 septembre : il devait menacer les débouchés de la Forêt Noire et détourner l'attention de l'ennemi du mouvement qui se faisait pour tourner sa droite. Davout franchit le Rhin à Manheim, Soult à Spire ; enfin, Ney passa le fleuve, le 26 septembre, vis-à-vis de Dourlach.

Quelle était à cette époque (du 15 au 27 septembre) la position de l'armée ennemie? Les troupes autrichiennes, après avoir traversé la Bavière à marches forcées, s'étaient répandues en Souabe et s'étaient emparées d'Ulm, appartenant à l'électeur de Bavière, qui, après avoir tenté vainement de maintenir sa neutralité, s'était retiré, comme nous l'avons vu, à Wurtzbourg avec son armée. Le général Mack se hâta de faire réparer et compléter les fortifications d'Ulm. Déjà le bruit des progrès de l'aile gauche de l'armée française se répandait ; néanmoins, dans un grand conseil de guerre tenu le 25 septembre, il fut résolu qu'on se maintiendrait sur le Danube et dans les Alpes tyroliennes jusqu'à l'arrivée des Russes. Mack et son quartier-maître général Meyer trouvaient de grands avantages à ce plan : leur centre couvrait l'accès de la Bavière ; la droite s'appuyant sur Ulm, permettait de manœuvrer sur les deux rives du Danube; la gauche enfin, occupant Stockach, se reliait par Kempten au Tyrol.

Ils raisonnaient encore ainsi, que déjà l'armée fran-

çaise menaçait leurs derrières: eux seuls l'ignoraient. C'était à la fois de l'ignorance, du pédantisme et de l'infatuation; Napoléon allait bientôt en faire justice.

Comme le colonel Colbert commandait la cavalerie légère du maréchal Ney, je suivrai plus particulièrement la marche du 6e corps, qui d'ailleurs joua un des rôles les plus importants, surtout dans la première partie de la campagne de 1805.

La 1re division était commandée par le général Dupont, qui depuis termina si tristement en Espagne, à Baylen, une carrière illustrée par de grands talents et les plus beaux faits d'armes. La fameuse 32e demi-brigade, qui portait avec orgueil sur son drapeau les paroles dites en Italie par Bonaparte un jour de bataille : « Je suis tranquille, la 32e est là ! » formait, avec le 9e léger, une brigade placée sous les ordres du général Rouyer. La seconde brigade de cette division était formée du 96e, et commandée par le général Marchand, dont le nom s'associe aux journées les plus glorieuses du 6e corps.

La deuxième division était commandée par le général Loison. La première brigade, formée du 6e léger et du 39e de ligne, avait à sa tête le général Villatte. La deuxième, composée du 69e et du 76e de ligne, était sous les ordres du général Roguet (1).

Le général Malher commandait la troisième division, composée de la brigade Marcognet, formée du 25e léger et du 27e de ligne, et de la brigade Labassée : 50e et 59e de ligne.

(1) Depuis l'un des généraux de la garde impériale.

La brigade de cavalerie légère attachée au corps d'armée, et qui se composait du 10e de chasseurs et du 3e de hussards, fut commandée pendant toute cette campagne par le colonel Colbert (1). Une portion du 1er de hussards resta attachée à la division Dupont.

Le chef d'état-major du 6e corps était le général Du Taillis : parmi les officiers qui lui étaient attachés, se trouvait le chef de bataillon Jomini, qui sera toujours compté parmi les premiers écrivains militaires.

Il me reste enfin à parler du maréchal Ney. Quels héroïques souvenirs, que de douloureuses pensées se réveillent à ce nom ! Comme homme de guerre, sur le terrain, nul peut-être n'eut un coup d'œil plur sûr que Ney, ne montra plus d'audace dans les attaques, de sang-froid dans les retraites. Non seulement Ney avait cette intrépidité de tous les jours, de tous les instants, toujours prête à braver le péril dès qu'il se présente, mais il avait une fermeté d'âme capable de s'élever au-dessus des situations les plus désespérées, témoin la retraite de Russie.

Il fut un jour où ce cœur si fier, cet esprit indomptable en face de l'ennemi, se troubla en présence des événements politiques. Il y eut de sa part égarement, faiblesse, inconséquence, mais jamais le calcul d'un traître : son cœur était bon et loyal, il aimait sa patrie

(1) Divers états portent Tilly comme général commandant la division de cavalerie, et Dupré comme général de la brigade ; ils ne parurent pas de la campagne. Ainsi Jomini, qui devait être bien informé, puisqu'il faisait partie de l'état-major du 6e corps d'armée, attribue exclusivement au colonel Colbert le commandement de la cavalerie de ce corps. (*Vie pol. et milit. de Napoléon*, t. II, p. 104.)

plus que toute chose au monde, il fut entraîné par l'idée d'éviter une guerre civile. Les juges durent prononcer contre lui, mais ceux qui étaient alors tout-puissants auraient dû savoir et se rappeler que cet homme, qu'ils firent impitoyablement fusiller, avait en Russie, par un courage sublime, sauvé la vie à des milliers de Français.

J'ai entendu dire, j'ai lu que Ney était violent, emporté, qu'il mettait dans ses rapports avec ses subordonnés non seulement de la sévérité, mais de la rudesse et de la morgue, et il existe à cet égard des témoignages difficiles à récuser, mais ce que je sais aussi, et ce que la suite de ce récit montrera, c'est que Ney était bon et sensible, qu'il possédait les sentiments les plus élevés et les plus délicats. Son affection pour Auguste Colbert avait quelque chose de l'affection d'un père pour son fils. Il aimait, appréciait ses rares et brillantes qualités militaires ; il voyait en lui un avenir qu'il se hâtait de presser de tout son pouvoir, comme s'il eût été poussé par un triste pressentiment. On le verra toujours donner à Auguste Colbert des commandements fort supérieurs à son grade, soit dans cette campagne, soit en Prusse ou en Pologne. « Je ne dors tranquille, disait-il, que lorsque Colbert commande mes avant-postes » (1).

(1) C'est du général Heymès, longtemps premier aide de camp du maréchal Ney, que je tiens ces paroles.

CHAPITRE XXI

Le 6e corps d'armée à Stuttgard. — Lettre du maréchal Ney à l'Empereur. — Arrivée de tous les corps sur le Danube. — L'armée autrichienne enfermée entre le Danube et l'Iller. — Rôle du 6e corps. — Ney et Lannes placés sous les ordres de Murat. — Combat de Wertingen. — Mission d'Edouard Colbert. — Prise du pont de Gunzbourg. — Mort du colonel Lacuée. — Murat veut faire passer le corps de Ney sur la rive droite du Danube. — Dupont à Haslach. — Lettre de Lannes à Murat. — Mécontentement de Ney. — Première tentative pour s'emparer du pont d'Elchingen. — Reproches de l'Empereur à Ney. — Bataille d'Elchingen ; glorieuse part qu'y prend le colonel Colbert. — Brillantes charges du 10e de chasseurs et du 3e de hussards. — Importants résultats de la journée d'Elchingen. — Crespo et son colonel. — Les preneurs de drapeaux.

Le 6e corps, après avoir passé le Rhin, s'était dirigé sur Stuttgard. L'Électeur de Wurtemberg, retiré à sa résidence de Ludwigsburg, ne voulut pas recevoir le quartier-général français. Ney passa outre. A Stuttgard, trouvant les portes fermées, il les fit enfoncer à coups de canon. Une portion de l'infanterie occupa la ville et ses environs, et le colonel Colbert avec sa cavalerie se porta en avant jusqu'à Esslingen.

Napoléon avait passé le Rhin le 30 septembre. Arrivé à Ludwigsburg, il calma l'Électeur, fort ému de ce qui s'était passé à Stuttgard, et l'eut bientôt amené à son

alliance. Ces princes secondaires de l'Allemagne auraient bien voulu conserver la neutralité, mais était-elle possible entre leurs puissants voisins ? En général ils avaient à se plaindre de l'Autriche et la craignaient, ils se rangèrent du côté où ils crurent avoir le moins à redouter et le plus à gagner. Napoléon fit avec le Wurtemberg, Bade et la Hesse, des traités par lesquels ces petits États s'engageaient à lui fournir quelques troupes (dix ou douze mille hommes) ; s'ils ne devaient pas prendre une part active à la guerre, au moins ils n'allaient pas grossir les rangs ennemis, et ils assuraient nos communications.

« La rapidité de notre marche, écrivait Ney à l'empereur, en a tellement imposé à l'ennemi, qu'il désespère de pouvoir faire sa retraite assez promptement pour atteindre Vienne. Les troupes autrichiennes sont fatiguées et harassées. Elles ont pris la résolution de se retirer sur Vienne pour y attendre les Russes ; mais, si Votre Majesté juge convenable de faire marcher sur-le-champ soit sur Donauwert, sur Ulm ou Riedlingen, passer le Danube avec une partie de l'armée et attaquer l'ennemi partout, j'ose lui assurer que l'armée autrichienne sera accablée. » Ainsi le maréchal semble ignorer encore le plan de l'Empereur, et, chose assez curieuse, il en suggère un semblable. Puis il ajoute, dans la même lettre :

« Les troupes de Votre Majesté, que j'ai l'honneur de commander, quoiqu'elles aient presque toujours fait dix lieues par jour depuis le départ des côtes, sont assez en haleine pour faire des marches de dix à douze lieues ; le soldat est plein d'ardeur et s'inquiète de n'avoir pas

encore rencontré l'ennemi. Le 1er et le 3e de hussards et le 10e de chasseurs à cheval sont au-dessus de Stuttgard, sur la route de Tubingen, la gauche sur Esslingen, le centre en arrière de Grötzingen, et la droite sur la direction de Boblingen. Ils communiquent par leur gauche avec la 2e division qui occupe Unter-Turkenheim, sur le Necker, et par leur droite, avec les troupes du prince Murat, vers Bonlach et Rastadt... La cavalerie est fatiguée, les trois régiments ne forment que huit à neuf cents hommes ; cette force sera absolument insuffisante lorsque nous serrerons l'ennemi de près. Je demande donc en grâce à Votre Majesté de disposer en faveur du 6e corps de quelques corps de cavalerie de plus » (1).

Il faut ajouter à tous les éloges que le maréchal fait des troupes dans cette lettre que, dans cette armée si nombreuse, après une route aussi longue, il n'y avait pour ainsi dire ni malades, ni déserteurs, ni traînards.

Le 6e corps se portait sur le Danube par Esslingen, Goppingen et Gundelfingen. La cavalerie du colonel Colbert marchait en avant, précédant habituellement les divisions d'infanterie de 12 à 16 kilomètres. Par ordre spécial de l'Empereur (2), elle se porta même tout d'une traite de Goppingen à Giengen, poussant des reconnaissances pour éclairer les défilés de Gundelfingen, c'est-à-dire à plus de 25 kilomètres du corps d'armée.

(1) Stuttgard, 8 vendémiaire (30 septembre 1805). Archives du dépôt de la guerre.

(2) Lettre au prince Murat, 4 octobre.

Les ordres de l'Empereur sur la manière de s'éclairer étaient en général fort précis : voici ce qu'il prescrivait au maréchal Lannes : « Les reconnaissances de cavalerie partiront avant le jour ; on fera faire deux lieues par deux régiments, deux autres lieues par un régi ment, une autre lieue par un escadron, une autre lieue par un piquet des mieux montés » (1).

Le corps du maréchal Lannes marchait à la gauche et à peu de distance de celui du maréchal Ney, puis successivement, et toujours à gauche, et tous se dirigeant sur le Danube, Soult, venant de Spire, passait par Wieslach, Hall, Abgmund et Aalen; Davout, partant de Manheim, suivait sa route par Heidelberg, Ingelfingen, Creilsheim, Fremdingen et Nordlingen (2); puis venait Marmont, puis enfin Bernadotte formant l'extrême gauche.

Du côté de la Forêt Noire était Murat avec la cavalerie, ayant la mission délicate (3) de flanquer cette marche oblique vers le Danube en attirant l'attention de ce côté.

L'Empereur marchait de sa personne avec le corps du maréchal Lannes, ayant pour réserve sa garde et la cavalerie du général d'Hautpoul.

Les commandants des divers corps devaient communiquer à chaque couchée pour être à même de se secourir et de s'appuyer mutuellement.

Ainsi s'exécutait avec un ensemble imposant ce grand mouvement qui, du nord de l'Allemagne et des côtes de

(1) Lettre de l'Empereur au maréchal Lannes (26 septembre 1805).
(2) Lettre au maréchal Davout, 27 septembre.
(3) Termes de la lettre de l'Empereur à Murat, 2 octobre.

l'Océan, devait porter cent quatre-vingt mille hommes sur les communications de l'armée autrichienne. Si l'on admire la grandeur du plan, on n'est pas moins frappé de la prudence minutieuse qui en règle toutes les parties dans l'exécution. Non seulement le génie de Napoléon conçoit et embrasse le plus vaste ensemble, mais aucun des moindres détails ne lui échappe.

Tous les corps de l'armée française atteignirent le Danube du 6 au 7 octobre. Ney, qui formait l'extrême droite de l'armée, s'arrêta sur la rive gauche ; les autres, continuant leur mouvement de conversion, franchirent le fleuve.

Cependant Mack, vers le 5, commençant à comprendre le mouvement de l'armée française, avait cru pouvoir couvrir la ligne du Danube en portant sa droite sous le général Kienmayer à Rain ; il faisait en même temps occuper fortement Gunzbourg, plaçant son centre à Burgau, appuyant sa gauche à Ulm. Il avait d'ailleurs laissé une partie de ses troupes sur la rive gauche du fleuve ; mais déjà l'extrémité de sa ligne était débordée, et son extrême droite prise à revers.

Le 7, le maréchal Ney arrivait à peu de distance d'Ulm : sa droite était à Herbrechtingen, et sa gauche se prolongeait vers le Danube jusqu'à Hochstædt. La cavalerie légère envoya des patrouilles à Dillingen, Lawingen, et, de l'autre côté du Danube, sur la rive droite, jusqu'à Wertingen dans la direction de Zusmarshausen.

En avançant sa droite si près d'Ulm, tandis que, refusant sa gauche, il s'étendait aussi loin que possible en obliquant vers le fleuve, Ney avait pour but non

seulement d'observer la garnison d'Ulm, mais surtout de détourner l'attention de l'ennemi et de couvrir le mouvement des colonnes françaises qui, derrière lui et à sa gauche, s'avançaient vers le Danube. En effet, tandis que le 6e corps reste pour ainsi dire immobile, tous les autres, continuant leur mouvement, franchissaient le Danube. Le 6 octobre, au soir, la division Vandamme, du corps de Soult, force le passage à Donauwert, après avoir culbuté le régiment de Colloredo. Marmont et Davout passent à Neubourg, Bernadotte à Ingolstadt. La droite de l'ennemi, sous les ordres de Kienmayer, trop faible pour résister, se retira sur Aicha. Le 7, Marmont occupe Augsbourg; Soult, Davout et Bernadotte poursuivent leur marche, et dès le 9, plus de cent mille hommes coupaient les Autrichiens de leur base sur l'Inn et leur enlevaient toute communication avec Vienne. Bientôt Soult, se dirigeant par Landsberg sur Memmingen, ferma à l'ennemi l'accès des montagnes du Tyrol. Enfin Bernadotte et Davout, en se portant sur Munich, achevèrent de fermer le cercle dans lequel l'armée autrichienne allait se trouver étreinte. Cette position les mettait en outre à même de faire tête aux Russes, qu'on disait être à Lienz, dans le cas où ils eussent débouché par Muhldorf, Wasserbourg et Braunau.

Mais ce n'était pas tout d'avoir enfermé l'armée autrichienne entre l'Iller et le Danube et de l'avoir poussée sur Ulm, il fallait encore éviter qu'elle pût s'échapper du côté de la rive gauche par Nordlingen et Monheim et se jeter sur les dépôts, les parcs et les communications de l'armée. « Il ne s'agit pas de battre l'en-

nemi, écrivait Napoléon, il faut qu'il n'en échappe pas un » (1).

Le corps du maréchal Ney, laissé sur cette rive du fleuve, eut alors l'importante mission de la surveiller ; s'étendant jusqu'à Albeck, Languenau, il devait pour ainsi dire garder à vue cette proie que nous acculions dans Ulm, et s'emparer des ponts de Dillingen, Leipheim, Elchingen, afin de pouvoir communiquer avec la rive droite. Il fut alors renforcé de la division Gazan, des six mille dragons à pied du général Baraguey-d'Hilliers et de la division de cavalerie du général Bourcier. Il devait d'ailleurs être appuyé par le corps du maréchal Lannes.

Pour assurer plus d'unité dans leurs mouvements, ces deux maréchaux furent placés sous les ordres du prince Murat qui se trouva alors avoir sous son commandement, en y comptant les troupes qu'il avait déjà, une masse de près de soixante mille hommes. Lannes et surtout Ney eurent de la peine à se plier au commandement de leur ancien camarade.

Après avoir indiqué plus haut la marche des corps qui opéraient à la gauche de l'armée, il faut maintenant suivre les mouvements de ceux qui agirent plus près de l'ennemi, car c'est là que les mailles du réseau se serrent et que le sort de la campagne va se décider. De même que nous occupions la rive gauche du Danube, de même il fallait balayer la rive droite, s'en emparer

(1) Lettres au maréchal Soult (*Correspondance de Napoléon Ier* t. XI, n. 9374 et 9379).

et nous lier par cette rive aux corps qui formaient notre centre et l'aile gauche.

Murat passa donc le Danube, le 7 octobre, à Donauwert avec les divisions de dragons de Klein et de Walther, puis il marcha rapidement sur le pont du Lech, qui est en face de Rain, afin de s'assurer de la route qui conduit à Neubourg. Le pont n'était défendu que par des cuirassiers; le colonel Vathier, à la tête de deux cents dragons, traversa le Lech, chargea les cuirassiers et dégagea le passage. Une fois à Rain, Murat fut rejoint par la division de grosse cavalerie du général Nansouty, ce qui porta à sept mille chevaux la cavalerie qu'il avait avec lui. Il reçut alors de l'Empereur l'ordre de remonter le Danube et de se porter de suite sur Zusmarshausen afin de couper les communications entre Ulm et Augsbourg.

Mack, inquiet de ce qui se passait à sa droite, avait envoyé en toute hâte au secours de Kienmayer douze bataillons de grenadiers qui arrivaient du Tyrol, soutenus par quatre escadrons des cuirassiers d'Albert, le tout commandé par le général Auffenbourg. Ces troupes descendaient la rive droite du Danube, lorsqu'à quatre lieues au-dessus de Donauwert, à Wertingen, Murat, qui marchait en sens opposé, les rencontra. Immédiatement il prit ses dispositions pour les envelopper. Le général autrichien, voyant cette nombreuse cavalerie, s'arrêta et forma ses douze bataillons en un seul carré flanqué à droite et à gauche de ses cuirassiers, et attendit de pied ferme.

Murat, à la faveur d'un bois et d'un coteau, fit tourner les Autrichiens par la division du général Nansouty,

tandis que les dragons attaquèrent les cuirassiers. Le combat fut vif, il y eut de part et d'autre des charges impétueuses et réitérées. Les colonels Maupetit et Arrighi des dragons, le colonel Beaumont du 10e de hussards, le chef d'escadron Exelmans, aide de camp de Murat, payèrent vaillamment de leurs personnes. Les cuirassiers autrichiens furent enfin dispersés, et le carré fut enveloppé par la cavalerie de Nansouty. Il tenait avec fermeté, lorsque le maréchal Lannes, qui avait passé le Danube à Donauwert et qui suivait Murat, envoya une des brigades de grenadiers du général Oudinot. L'arrivée de cette infanterie acheva de décider le combat ; le carré fut rompu ; près de trois mille hommes, des étendards tombèrent en notre pouvoir. Toutefois le général Auffenbourg trouva le moyen de s'échapper avec une partie de son monde ; il fut pris d'ailleurs un peu plus tard.

Cet engagement était, à bien dire, le premier de la campagne, il avait été brillant. Napoléon voulut lui donner tout l'éclat possible ; il vint lui-même le lendemain à Zusmarshausen passer en revue les troupes qui avaient combattu et leur distribuer des récompenses et des éloges, dont nul mieux que lui ne savait relever le prix par de flatteuses paroles, tandis qu'un bulletin adressé à l'armée portait partout l'enthousiasme et l'émulation (1).

(1) A cette affaire de Wertingen se rattache une mission remplie par Edouard Colbert, alors aide de camp du maréchal Berthier. Il raconte dans ses *Souvenirs* qu'il fut envoyé le soir même par l'Empereur, porter un ordre au maréchal Davout. Son récit aura, je crois, de l'intérêt ; il met le lecteur en présence des réali-

Pendant que Napoléon dictait le bulletin de Wertingen, le canon se faisait entendre, c'était celui de Günzbourg. Le maréchal Ney qui, comme je l'ai dit, avait

tés de la guerre, et montre combien ces missions, dont peut dépendre le succès d'une manœuvre ou le salut d'une armée, sont souvent aventureuses, remplies de périls, et à quoi tient quelquefois leur succès :

« Pendant que l'empereur visitait Rain (dans l'après-midi du 8 octobre), une forte canonnade, qui se faisait entendre depuis le matin, paraissant s'éloigner, il jugea que les Autrichiens reculaient, et il me donna l'ordre de partir à l'instant pour Neubourg. « Je devais marcher avec « précaution, m'assurer si le maréchal Davout occupait Neubourg. « Dans le cas où il y serait, je devais le prévenir du mouvement du « prince Murat, et lui prescrire de l'appuyer en se portant en avant le « plus tôt possible. Enfin je devais recueillir tous les renseignements « que le maréchal Davout aurait à me communiquer sur sa position, « et revenir lestement dire ce que j'aurais fait, vu et appris. » Je pris pour mon escorte un guide et un chasseur de la garde parlant allemand, et l'empereur, en me voyant partir, me dit : « Le pays où vous allez passer n'est pas sûr, prenez garde à vous. Au reste, si l'on vous prend, Murat m'aura procuré aujourd'hui les moyens de vous échanger. Bon voyage ! »

« Je n'avais pas fait une lieue que déjà la nuit ne me permettait guère de voir à plus de vingt pas. Le guide et mon chasseur me précédaient. Nous nous arrêtions souvent pour écouter, et le moindre bruit d'hommes ou de chevaux qui se faisait entendre dans la campagne nous forçait à de nouvelles précautions, dans la crainte d'être reconnus. Dans le premier village que j'eus à traverser, et dont l'entrée paisible ne m'avait inspiré aucune méfiance, je fus très heureux de ne pas faire de rencontres fâcheuses, car j'aperçus dans plusieurs cabarets, à la lueur des lumières, un assez grand nombre de soldats autrichiens avec leurs armes. Notre marche lente, nos manteaux et l'obscurité de la nuit favorisèrent notre passage. A peine étions-nous sortis de ce village que nous courûmes un nouveau danger par l'approche d'une troupe qui venait dans notre direction, et dont nous entendions assez distinctement le pas. Aussitôt nous quittâmes la chaussée, et nous gagnâmes la plaine, ayant soin de ne pas accélérer notre allure pour ne pas être entendus. Pareils dangers, que j'évitai de la même manière, se présentèrent encore plusieurs fois dans ma route, et plusieurs fois aussi, pour ne plus m'exposer à tomber dans quelque embuscade, je pris le parti de tourner les villages que j'avais à traverser. Enfin, après cinq heures de marche et d'inquiétude, nous aperçûmes des hauteurs couvertes de nombreux feux de bivouac, que mon guide me dit

étendu sa gauche jusqu'à Hochstædt, pour masquer le passage de nos colonnes à Donauwert, une fois ce passage effectué, remonta la rive gauche du Danube ; il porta

être les environs de Neubourg. A qui appartenaient ces feux? étaient-ils amis ou ennemis ? Cette incertitude rendait de plus en plus ma position difficile. Après un moment de réflexion, je me décidai à mettre pied à terre, à laisser derrière un buisson mon escorte, avec l'ordre de m'attendre sans bouger, et à m'avancer seul et en silence pour tâcher de découvrir à quelles troupes j'avais affaire. Je n'avais pas fait cent pas que je crus distinguer le bout d'une baïonnette. Je marchai encore quelques pas, et j'acquis la certitude que j'avais devant moi un poste d'infanterie. Je retournai prendre mon cheval, je me dirigeai de nouveau vers l'homme au fusil, et, quand je fus à portée de me faire entendre, je lui criai : « Qui vive ? » tout prêt à battre en retraite s'il me répondait en allemand ou en faisant feu. Heureusement il n'en fut pas ainsi : les mots *France* et *Halte-là* vinrent frapper agréablement mon oreille. Un caporal, après m'avoir reconnu, me conduisit, ainsi que mon escorte, à l'officier commandant la garde du camp, et de là m'accompagna jusqu'au logement du maréchal Davout.

« Je me présentai à son chef d'état-major, comme chargé par l'empereur d'un ordre verbal, et sur-le-champ je fus introduit dans la chambre du maréchal. Je le trouvai dans son lit et profondément endormi. Deux ou trois fois, à moitié réveillé par ma voix, il essaya d'ouvrir les yeux ; il me tendit la main, il voulut me parler et retomba sur son oreiller. Vainement je fis sonner très haut le nom de l'empereur et lui répétai l'objet de ma mission, je ne pus tirer d'autres paroles que : « Ce n'est pas clair, » bien que je m'exprimasse très clairement. Comme rien ne m'annonçait la fin de l'état presque léthargique du maréchal, et que le temps me pressait, je fus obligé de m'entendre avec son chef d'état-major, tant pour obtenir des détails sur l'occupation de Neubourg par nos troupes et sur le passage du Danube, que pour lui donner connaissance des ordres de l'empereur relatifs au mouvement que le maréchal devait exécuter le lendemain. J'attendis encore une heure, mais le sommeil du maréchal se prolongeait. Je me remis en route pour Donauwert où je savais que mon retour était attendu avec une grande impatience. Il était une heure du matin. Je repassai par le même chemin que j'avais pris en venant. Tout dormait dans le pays : aussi je ne rencontrai aucun obstacle, et, à la pointe du jour, j'avais rejoint le grand quartier général.

« L'empereur avait donné l'ordre de le réveiller quand je paraîtrais, et je fus reçus par lui, aussitôt qu'annoncé. Il écouta avec attention le rapport que je lui fis ; il me dit « qu'il était bien aise que j'eusse

la division Loison sur Languenau ; lui-même marchait avec la division Gazan, et reprit sa position de Giengen ; le général Malher fut chargé de s'emparer du passage de Günzbourg.

Les Autrichiens y avaient réuni de huit à dix mille hommes, et l'archiduc Ferdinand y était accouru lui-même. Le 8 octobre, au soir, on tenta l'attaque du grand pont situé en face de la ville ; elle ne réussit pas. Le lendemain, le général Malher ordonna au colonel Gérard Lacuée, commandant le 59e de ligne, de s'emparer d'un autre pont situé un peu au-dessous de Günzbourg. Les Autrichiens étaient embusqués dans des bois placés en avant ; nos tirailleurs les ayant chassés, le pont fut emporté au pas de charge. Arrivé de l'autre côté du fleuve et cherchant à pénétrer dans la ville, le 59e résista avec énergie aux attaques de l'infanterie et aux charges réitérées des hussards de Blanckenstein, l'un des meilleurs régiments de l'armée autrichienne.

Dans cette attaque, qui avait été chaudement menée, le colonel Lacuée fut atteint mortellement. « Il mourut quand on le transportait de l'autre côté du pont. Son dernier mot fut d'ordonner à l'officier qui le conduisait

« évité les coureurs et les fuyards ennemis », et quand je lui racontai que l'avant-garde du maréchal Davout, en entrant dans Neubourg, avait fait prisonniers les officiers, sous-officiers et soldats du régiment de Giulay qui étaient venus pour préparer le logement, il se mit à rire et dit : « C'est vraiment trop poli à ces messieurs de « faire eux-mêmes le logement à mes troupes ; » et il ajouta : « C'est « très bien, allez vous reposer, vous devez être fatigué. » J'avais, en effet, besoin de repos, mais j'étais si content d'avoir réussi dans mon message que je sentais à peine ma fatigue. Quel homme que cet empereur ! Un mot obligeant de lui vous dédommageait de mille peines. Quelle belle année que 1805! » (*Souvenirs inédits du général Edouard Colbert.*)

de le laisser mourir et de retourner au combat. » Tels sont les termes à la fois simples et saisissants dans lesquels un témoin, alors sous-lieutenant au 59e, raconte la mort du colonel Lacuée (1). Devant celui qui sut mourir ainsi, tout éloge s'arrête ; on me permettra cependant quelques détails. Le colonel Lacuée était un ami de mon père ; il avait beaucoup d'esprit, une imagination exaltée; Napoléon, qui l'aimait, l'avait pris pour aide de camp, mais depuis l'Empire, comme les opinions républicaines de Lacuée étaient fort connues, au lieu de le garder près de lui, il lui avait donné un régiment. Sa perte fut vivement sentie, il fut regretté même de ceux qui ne l'aimaient pas. Lorsqu'à Günzbourg, au milieu de l'émotion générale, les régiments de la division réunis eurent rendu à Lacuée les derniers devoirs et qu'on lui eut adressé un dernier adieu « le colonel Colbert voulut avoir sa dragonne, et, par un souvenir tout militaire de son affection, il se promit bien de donner avec elle un bon coup de sabre : il a bien tenu parole » (2).

Après s'être emparé du pont de Günzbourg, le maré-

(1) Ce témoin est le duc de Fezensac, général de divion, engagé comme soldat en 1804, général en 1813. Le livre des *Souvenirs militaires* écrit par M. de Fezensac (1863) doit rester, parce qu'il est la peinture vraie, impartiale des hommes et des choses d'une époque que l'ignorance, les faux renseignements, l'entraînement même des imaginations, tendent chaque jour à défigurer. Il vivra d'ailleurs par le style clair, rapide, disant simplement les grandes choses et spirituellement les petites, parfois incisif ou doucement railleur. Rien n'est plus français. Enfin ce livre est pour moi un témoignage précieux sur lequel je serai plus d'une fois heureux de m'appuyer dans la suite de ce récit.

(2) *Souvenirs militaires* de 1804 à 1814, par le duc de Fezensac, p. 58.

chal Ney fit également occuper le pont d'Elchingen par la brigade Villatte. Dans la nuit du 10 octobre elle se porta sur Ober-Elchingen, précédée par deux pièces de canon et un escadron du 3ᵉ de hussards. Les hussards enlevèrent un poste avancé et se portèrent droit vers le pont défendu par un bataillon de Sporck, fort de six cents hommes, et par une pièce de canon. Cette troupe, effrayée de l'attaque impétueuse des hussards, conduite par le capitaine Schœny, se retira précipitamment sur la rive droite, enlevant les planches du pont, de sorte que les cavaliers ne purent passer et restèrent pendant quelque temps exposés à un feu très vif de mousqueterie et de mitraille jusqu'à l'arrivée des carabiniers et des voltigeurs du 6ᵉ régiment d'infanterie, qui occupèrent définitivement le pont. Quant à celui de Leipheim, des marais qu'on trouva impraticables empêchèrent d'en approcher.

Ney était maître des communications entre les deux rives et pouvait se relier avec les corps de Lannes et de Murat, dont le premier était à Weissenhorn et le second à Burgau. L'empereur s'était porté à Augsbourg, d'où il pouvait mieux suivre les mouvements de son aile gauche et même gagner facilement Munich, dans le cas où l'apparition des Russes eût été signalée. Ayant réuni sous les ordres de Murat les corps qui approchaient le plus d'Ulm, il se croyait en pleine sécurité de ce côté. Mais celui-ci, préoccupé de la pensée que les Autrichiens voulaient se concentrer sur l'Iller et y livrer une grande bataille, et interprétant l'ordre donné à Ney de s'emparer des passages sur le Danube, lui ordonna à son tour de passer avec tout son corps d'armée sur la

rive droite : c'était ouvrir le passage à l'armée renfermée dans Ulm et lui permettre de se retirer par la Franconie. Ney, partageant l'opinion émise par un officier de son état-major, Jomini (1), n'obéit qu'en partie et ne fit passer sur la rive droite du Danube que la division Loison par le pont d'Elchingen ; lui-même passa à Günzbourg avec la division Malher, laissant la division Dupont placée à Albeck et les dragons de Baraguey-d'Hilliers sur la rive gauche.

Pendant que, le 10 octobre, les divisions qui avaient passé sur la rive droite la remontaient, le général Dupont, par ordre de Ney, se portait sur Ulm ; arrivé à la hauteur du hameau d'Haslach, il se trouva tout à coup en présence de vingt ou vingt-cinq mille hommes qui sortaient d'Ulm sous la conduite de l'archiduc Ferdinand.

Prenant la colonne française pour l'avant-garde du corps de Ney, le général autrichien fit ses dispositions pour le combat. Si le général Dupont avait hésité ou reculé, il était entouré par la nombreuse cavalerie de l'ennemi, et perdu ; il n'hésita pas et prit le parti à la fois le plus audacieux et le plus sûr, celui d'attaquer. Il ordonne au 32e d'occuper le hameau d'Haslach, fait déployer sur la droite le 9e et le 96e, et couvre sa gauche par quelques postes placés dans des bouquets de bois. Là, pendant cinq heures, il déjoua tous les efforts d'un ennemi cinq fois plus nombreux. A sa droite, le village de Jungingen fut pris et repris jusqu'à six fois. A la fin du jour l'ennemi se retira. Dupont avait perdu

(1) *Vie politique et militaire de Napoléon*, t. II, p. 112.

le tiers de son monde ; mais il restait maître du champ de bataille, et trois mille prisonniers étaient entre ses mains. Les généraux Marchand et Rouyer commandaient les brigades ; Darricau, comme je l'ai déjà dit, commandait le 32e, Meunier le 9e léger, et Barrois le 96e. Tous ces noms, qui devaient s'illustrer sur bien d'autres champs de bataille, sont inséparables du souvenir du combat d'Haslach, un des plus remarquables qu'ait livrés l'infanterie, tant par la disproportion des forces que par l'audace et l'habileté qu'y déployèrent chefs et soldats.

Dupont profita de la nuit pour se retirer, et prit position sur la Brenz, quelques lieues en arrière. Sans doute, à force d'énergie, il avait refoulé l'armée autrichienne dans Ulm ; mais le secret de notre faiblesse sur la rive gauche du Danube était dévoilé. Evidemment une crise approchait. Lannes, qui était à Weissenhorn, apprenant ce qui s'était passé à Haslach, et ne pouvant taire son inquiétude, écrivit le 12 octobre à Murat. Cette lettre est curieuse à plus d'un égard :

... « Tout paraît confirmer, *Monseigneur*, que l'ennemi a le projet de se retirer par la Franconie, et il n'est plus douteux pour moi qu'il ne commence son mouvement cette nuit. Vous jugerez sans doute convenable, Monseigneur, d'aller au secours de la division Dupont et de porter une grande partie de vos forces sur la rive droite du Danube ; en mon particulier, je pense que ce mouvement est on ne peut plus urgent, et je vous prie même en grâce de l'ordonner.

« Si Votre Altesse est aussi fixée que moi sur les desseins de l'ennemi, je ne tarderai pas de recevoir des

ordres de sa part : je les attends avec la plus vive impatience. »

Puis il ajoute : « En ami, je vous réitère l'assurance de ma ferme conviction que ce mouvement doit produire les résultats les plus avantageux. Dans tous les cas, nous serons toujours à temps à revenir ici à l'appui du maréchal Soult, et d'en finir enfin avec l'armée qui est devant nous » (1).

Murat ne fut pas convaincu, et, le 13 octobre, il écrivait encore à l'empereur : « Quoique le combat livré avant-hier par le général Dupont *ait démasqué* notre faiblesse sur la rive gauche et nos desseins sur la rive droite, je ne partage pas l'opinion du maréchal Lannes. Les Autrichiens ne pourraient commencer leur mouvement qu'après avoir marché sur le corps à la division Dupont, qui certainement se battrait et lui disputerait vivement le passage, et je ne suis pas encore informé qu'on se soit battu hier de ce côté. »

Jusqu'au 12 octobre dans la journée, Napoléon pensait que, s'il y avait une bataille, elle aurait lieu sur la rive droite, et la preuve qu'il y croyait et la préparait encore, c'est qu'il écrivait à Murat : « Mon intention est que, si l'ennemi continue à rester dans ses positions et se prépare à recevoir la bataille, elle n'ait pas lieu demain, mais après-demain, afin que le maréchal Soult et ses trente mille hommes en soient, qu'il déborde la droite de l'ennemi, l'attaque en la tournant, manœuvre qui nous assure un succès certain et décisif. En attendant,

(1) Weissenhorn, 20 vend. (12 octobre), à onze heures et demie du soir. (Tiré des Archives du dépôt de la guerre, ainsi que la lettre suivante de Murat à l'empereur.)

faites jeter un pont sur le Danube, le plus près possible de votre ligne, vis-à-vis d'Albeck, de manière que le corps qui est à Albeck *se trouve en communication et lié avec le reste de l'armée*, et que, si l'ennemi agissait trop vivement *ou se trouvait obligé de se réfugier sur la rive gauche*, je puisse, dans le jour même, tomber dessus »(1).

On voit que, tout en penchant à croire que l'action principale aurait lieu sur la rive droite, Napoléon attachait une grande importance à ce que les communications fussent maintenues avec la rive gauche, et c'est ce qui n'avait pas été fait. Le pont d'Elchingen n'était pas même occupé.

Dans cette journée du 12, Napoléon expédie lettres sur lettres pour presser l'arrivée de Soult et la marche de tous les autres corps qui doivent fermer toute issue à la droite des Autrichiens. Il dit à Soult : « Je vous recommande de faire crever vos chevaux à vos aides de camp et à vos adjoints... Assemblez vos généraux et chefs de corps quand vous serez à Memmingen, et si l'ennemi n'a rien fait pour échapper au coup de massue qui va l'assommer, faites-leur connaître que je compte que, dans cette circonstance importante, on n'épargne rien de ce qui peut rendre notre succès complet et absolu; que cette journée doit être dix fois plus célèbre que celle de Marengo; que, dans les siècles les plus reculés, la postérité connaîtra en détail ce que chacun aura fait; que, si je n'avais voulu que battre l'ennemi, je n'aurai pas eu besoin de tant de marches et de fatigues, mais que je veux le prendre, et qu'il faut que,

(1) *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XI, n. 9372.

de cette armée qui la première a rompu la paix et nous a fait manquer notre plan de guerre maritime, il n'en reste pas un seul homme pour en porter la nouvelle à Vienne » (1).

On voit que toute sa pensée se porte encore sur les événements qui peuvent se passer sur l'Iller, sur la rive droite du Danube. Marmont, partant d'Augsbourg, devait prendre position sur les hauteurs d'Illeraichheim, Soult touchait à Memmingen, la garde était à Burgau et en avant de Zusmarshausen, lorsque le soir du 12 octobre, à 10 heures et demie, Napoléon apprend à la fois que l'ennemi, avec quarante mille hommes, est concentré dans Ulm, et le rude combat soutenu par Dupont la veille (2). Il vit qu'il n'y avait plus un moment à perdre: de suite il se rendit à Kissendorf, quartier général de Ney, à qui il avait déjà fait écrire dans la matinée du 13 par Berthier :

« L'empereur ordonne que vous vous empariez du pont d'Elchingen; que vous ordonniez au général Dupont de reprendre sa position d'Albeck; que vous portiez votre quartier général à l'abbaye d'Elchingen avec toute votre cavalerie légère; que vous laissiez votre troisième division au pont; que vous occupiez avec votre avant-garde le village de Bollingen, le débouché de Pfühl, le grand chemin d'Augsbourg et le débouché du pont de Thalfingen, dont il sera à propos de s'emparer le plus

(1) *Corresp. de Napoléon Ier*, t. XI, n° 9374.

(2) Post-scriptum d'une lettre à Soult (n° 9379). On trouve un peu plus loin, dans la *Correspondance*, un projet de proclamation à l'armée, qui porte la date du 13. Suivant toute probabilité, cette proclamation avait été écrite avant la résolution prise par Napoléon dans la soirée du 12 ; elle n'a d'ailleurs jamais été mise à l'ordre du jour.

tôt possible. Du moment que vos troupes seront placées, l'empereur viendra les voir.

« Mettez votre artillerie en position d'agir; c'est un grand avantage que nous avons sur l'ennemi, qui n'a que de petites pièces » (1).

Vers deux heures de l'après-midi, le général Malher, d'après les ordres du maréchal Ney, envoya le général Marcognet avec un bataillon du 25ᵉ léger et quarante chevaux du 10ᵉ de chasseurs pour reconnaître le pont d'Elchingen et pousser jusqu'au village. Arrivé sur les hauteurs à gauche, à la sortie du pont, le général Marcognet, se trouvant en présence de quatre escadrons et de trois bataillons, se retira et repassa le Danube.

Il n'était pas dans les habitudes de Ney de mener les choses aussi mollement; mais les ordres, les contre-ordres qu'il avait reçus, ses disputes avec Murat, l'avaient mis de mauvaise humeur. Le soir même, il recevait la lettre suivante du major général Berthier :

« Monsieur le maréchal, l'empereur vous a ordonné d'occuper le pont et la hauteur d'Elchingen : vous n'avez fait ni l'un ni l'autre. Comment l'auriez-vous fait? vous n'aviez envoyé qu'un bataillon sous les ordres du général Marcognet; l'ennemi en a avancé trois, et, par ces petites escarmouches, on ne fait que relever le moral de l'ennemi. D'ailleurs, monsieur le maréchal, vous ne rendez pas assez de compte de la situation des choses.

« L'empereur a toujours pensé qu'une de vos divisions occupait Albeck; cependant il paraît que l'ennemi

(1) Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires*, t. XIII, p. 464 et suiv.

occupe Languenau, et vous n'en rendez aucun compte à l'empereur.

« Sa Majesté, monsieur le maréchal, me charge de vous recommander de lui donner plus de détails sur les positions de l'ennemi.

« Sa Majesté a vu avec peine que vous avez ordonné l'attaque d'Ulm avec la seule division Dupont, ce qui a fait écraser deux régiments de dragons et l'artillerie, quel qu'ait été le courage des troupes.

« Vous n'avez pas eu d'ordre d'attaquer Ulm, et ce n'était pas avec une seule division que vous deviez faire cette tentative.

« Les événements déconcertent les plans les mieux combinés: il faut éviter tout ce qui rend le moral à une armée qui n'en a plus.

« Je ne peux que vous réitérer l'ordre de l'empereur de vous emparer des hauteurs d'Albeck, des hauteurs d'Elchingen, et du moment que le maréchal Lannes aura occupé la petite hauteur du village de Pfühl, ce qui sera avant dix heures du matin, vous vous emparerez du pont de Thalfingen, où vous porterez votre division de réserve » (1).

Cette lettre n'était pas faite pour calmer la nature irascible de Ney.

Si j'ai insisté sur ces faits et sur le détail de cette correspondance, c'est que, lorsqu'on raconte des choses de guerre, il est bon, je crois, de tout faire connaître. Je regarde comme infiniment dangereux, et faits pour

(1) (Arch. du dépôt de la guerre.) On se demande pourquoi cette tre n'a pas été insérée dans la *Correspondance de Napoléon*.

égarer, ces récits qui ne sont qu'une fanfare perpétuelle, sonnant toujours la victoire, sans nous dire par quelles incertitudes, par quelles erreurs, par quelles chances on a passé pour arriver au succès. De tels récits portent à croire que rien n'a été plus aisé que le triomphe, tandis que le plus souvent c'est le contraire qui est la vérité; la lettre de Berthier, ou plutôt de Napoléon, que je viens de citer, le dit : « Les événements déconcertent les plans les mieux combinés. »

Enfin, si j'ai parlé de l'erreur dans laquelle était tombé Murat, de la mauvaise humeur de Ney, à Dieu ne plaise que je veuille toucher à la gloire d'hommes que nul ne respecte mieux que moi; mais il me semble utile de montrer combien la guerre est difficile à conduire alors même que le génie d'un Napoléon a pour exécuter sa pensée les lieutenants les plus habiles, des hommes qu'à juste titre on nomme des héros. Mais, hélas! les héros touchent toujours par quelque côté à l'humanité, et c'est ce que les Grecs exprimaient si bien en nous les montrant fils d'un mortel et d'une déesse. Qu'on se rassure d'ailleurs pour Ney : le héros va reparaître tout entier, et, pour Murat, nous n'aurons pas longtemps à attendre.

Quant à l'armée autrichienne, Mack n'avait ni plan ni combinaison; il laissait Napoléon disposer de l'échiquier comme il l'entendait, et vivait au jour le jour. Nous l'avons vu envoyer Kienmayer, Auffenbourg, d'un côté, d'un autre Werneck vers Hiedenheim, et Jellachich vers Biberach, éparpillant ainsi son armée, la faisant battre, prendre et détruire en détail, tandis que lui ne bougeait pas d'Ulm où il semblait attendre avec rési-

gnation le sort qui lui était réservé. Il ne montra rien de cet élan qui avait entraîné le vieux Mélas à Marengo et qui avait été au moment de lui donner la victoire. Une seule chose racheta un peu l'honneur autrichien : ce fut la résolution prise par l'archiduc Ferdinand de s'ouvrir un passage avec vingt mille hommes et de gagner la Franconie par Nordlingen. Dans cette vue, les divisions de Laudon et de Riesch avaient été habilement placées dans la forte position d'Elchingen, de manière à pouvoir surveiller les deux rives du Danube et masquer le mouvement de retraite de l'archiduc.

Le 13 octobre au soir, les différents corps de l'armée française étaient ainsi placés : Soult, après avoir fait mettre bas les armes aux Autrichiens qui étaient dans Memmingen, marchait avec vingt-cinq mille hommes sur Achstetten, pour couper l'ennemi de la route de Biberach, barrant ainsi tout l'espace compris entre la rive gauche de l'Iller et la rive droite du Danube, et se liant par sa droite à Marmont, qui occupait les hauteurs de Pfühl et de Kirchberg, où il remplaçait le maréchal Lannes qui devait soutenir Ney. La garde était à Burgau. Enfin, des trois divisions de Ney, deux étaient sur la rive droite du fleuve, et la 3e, celle de Dupont, à Albeck, sur la rive gauche. Entre la division Dupont et le Danube étaient venues se placer, comme on l'a vu, les troupes de Laudon et de Riesch, occupant les hauteurs d'Elchingen. Il n'y avait plus qu'à briser cet obstacle pour cerner complètement Ulm.

Depuis plusieurs jours le temps était affreux, une pluie glacée ne cessait de tomber; c'était dans une boue mêlée de neige, où on enfonçait jusqu'à mi-jambe,

qu'il fallait faire des marches et contre-marches incessantes, et le plus souvent sans avoir mangé, car les ressources du pays avaient été bientôt épuisées par une immense armée qui n'avait ni magasins, ni convois de vivres.

L'empereur donna l'ordre d'attaquer, le 14 octobre, au matin. La pluie avait enfin cessé. Placé sur un endroit élevé, à Adelhausen, d'où il pouvait voir Ulm et le cours du Danube, Napoléon, entouré de son état-major; donnait ses derniers ordres. Ney devait forcer le passage du Danube et emporter les hauteurs d'Elchingen. C'était la part du lion. Piqué des reproches qu'il avait reçus de l'empereur, encore tout irrité d'un propos tenu par Murat lors de leurs récents démêlés : « Venez, prince, dit-il en le prenant par le bras, et faisant allusion à leur querelle, venez faire vos plans sur le terrain » (1). Puis il partit au galop pour se mettre à la tête de ses troupes. Revêtu de son grand uniforme, il semblait vouloir attirer sur lui les regards et les coups de l'ennemi, et jeter à tous un défi de bravoure.

Lorsqu'il arriva, il était huit heures; ses troupes, venant de Leiben, de Steinheim, d'Ober-Falheim, étaient déjà massées aux abords du fleuve, en face de la position qu'elles devaient attaquer. Là le Danube, dont le cours est sinueux et forme plusieurs îles, coule au milieu des bois. Entre deux de ces îles, dans un espace découvert, était le pont d'Ober-Elchingen, que nous avons vu tour à tour occupé par les Français et par les

(1) Murat avait dit : « Pour moi, je ne fais mes plans que sur le terrain. »

Autrichiens. Le Danube, en temps ordinaire, peut avoir en cet endroit cent mètres de large ; en ce moment il était débordé. Le tablier du pont avait été retiré, et une partie des poutrelles brûlées ou arrachées. En face, sur la rive gauche, s'étendait une prairie de huit cents mètres environ, puis s'élevait en amphithéâtre le village d'Elchingen, entouré de jardins clos de murs et couronné à son sommet par un couvent bâti sur le plateau. L'infanterie autrichienne, embusquée dans des maisons, gardait les abords du pont, que battaient plusieurs pièces d'artillerie.

La position était formidable et défendue par quinze mille hommes. Il fallait toute l'audace de Ney et l'intrépidité de ses troupes pour l'aborder. Le maréchal fit placer deux pièces de 8 et un obusier pour contre-battre l'artillerie ennemie. Puis, précédé par des grenadiers et quelques sapeurs, suivi du 6e léger et du 39e de ligne, de la brigade Villatte, le maréchal s'avança tout près du pont, et, descendant jusque dans le fleuve qui baignait les pieds de son cheval, il ordonna au capitaine Cloisel, aide de camp du général Loison, de prendre une planche et de la placer sur les poutrelles ; Cloisel la place, aidé par un sapeur, qui tombe la jambe brisée par la mitraille. Au même instant, les grenadiers arrivaient, apportant des planches qu'on avait fait venir de Lieben ou qu'on avait trouvées arrêtées au pilotis du pont. Mais une compagnie de carabiniers et les voltigeurs du 6e léger, entraînés par une ardeur que doublait la présence du maréchal, s'élancent sur les poutrelles à travers la mitraille, traversent le pont, tombent sur les canonniers autrichiens qu'ils tuent ou mettent

en fuite. Leurs camarades les suivent; peu à peu leur nombre grossit; ils attaquent les maisons où s'est embusqué l'ennemi et l'en délogent. Bientôt le 6e régiment et un bataillon du 39e eurent passé; ils furent alors adossés à un bois qui se trouvait à la sortie du pont, en attendant que le reste de la division, la brigade du général Roguet, composée du 69e et du 76e, eût franchi le fleuve.

Cependant quelques troupes ennemies et une pièce de canon se retirant par la route de Thalfingen, le général Loison envoya sur la gauche des tirailleurs et quatre compagnies pour les surveiller et les empêcher d'inquiéter son mouvement. Le maréchal lui-même, impatient de pousser son attaque, sans attendre que la division fût réunie, ordonna au bataillon du 39e (qui n'était pas complet, ses grenadiers et une compagnie étant restés en avant du pont), de se former en colonne serrée et de marcher sur la chapelle Saint-Wolfgang, de s'en emparer, puis de s'établir sur le plateau. Le 6e régiment, également formé en colonnes, reçut l'ordre d'enlever le village d'Elchingen et l'abbaye.

Le bataillon du 39e, attaqué par trois bataillons de grenadiers et chargé par la cavalerie, fut obligé, malgré son énergique résistance, de se retirer, et vint reprendre position près du bois. L'attaque du 6e régiment réussit: le village d'Elchingen fut emporté avec un irrésistible élan; le couvent, bientôt escaladé, tomba au pouvoir des vainqueurs qui firent huit cents prisonniers.

Pendant ce temps, le pont ayant été rétabli, la cavalerie du colonel Colbert passa, et vint, par les ordres du maréchal, se mettre en bataille dans la prairie qui est

en face des hauteurs d'Elchingen. Elle était suivie par le 2e bataillon du 39e, qui se forma à la gauche de l'autre bataillon du même régiment, lequel avait déjà été engagé. Arrivèrent enfin le 69e et le 76e, commandés par le général Roguet, qui reçurent l'ordre de se former en colonnes par régiment et de marcher droit au plateau d'Elchingen, que l'ennemi occupait en force. La cavalerie, en obliquant à droite, devait les soutenir.

Le 2e bataillon du 39e et ce qui restait du 1er, marchant de front et à gauche de la brigade Roguet, se dirigèrent de nouveau sur la chapelle Saint-Wolfgang. Les colonnes s'avancèrent sous le feu de l'ennemi : on voyait le maréchal partout où le danger paraissait le plus grand ; en arrivant sur le plateau, on trouva l'infanterie autrichienne en bataille, formée sur deux lignes, soutenue par de l'artillerie et de la cavalerie.

Ici commence une véritable bataille rangée. Le maréchal Ney a, d'un coup d'œil, jugé son terrain ; il voit que pour n'être pas rejeté sur le Danube, il faut changer de front en s'étendant par la droite, de manière à gagner la gauche de l'ennemi, qu'en même temps il est nécessaire de s'emparer d'un bois placé à notre gauche, point important d'où l'ennemi pouvait reprendre Elchingen et occuper la route qui conduit au pont du Danube.

L'infanterie de notre droite atteignait à peine le plateau et n'était pas encore formée, que le maréchal, la voyant menacée par l'infanterie ennemie et par cent cinquante cuirassiers environ, ordonne au colonel Colbert, qui venait d'arriver avec le 10e de chasseurs et le 3e de hussards (en tout 290 chevaux), de charger. Le 10e de chasseurs tourne à gauche, passe devant notre

infanterie, et se lance sur l'ennemi, qui se forme en carré ; le 3e de hussards suit avec le même élan. Déjà le 10e de chasseurs était à vingt pas des Autrichiens, lorsque le colonel Colbert voit que le 3e de husssards, qui chargeait à sa droite, déjà pris en flanc par les feux de l'ennemi, est menacé par les cuirassiers. Arrêtant alors le 10e de chasseurs, il fait une conversion à droite et dégage les hussards. Cette charge hardie avait coûté cinquante-cinq hommes tués ou blessés au 3e de hussards ; le chef d'escadron Domont (1), qui la commandait, eut son cheval tué sous lui et fut blessé; le 10e de chasseurs eut plus de vingt hommes atteints; mais cette charge avait ébranlé l'ennemi et donné le temps à notre infanterie de se former. Les deux régiments, ou plutôt les deux escadrons, s'apprêtaient à charger de nouveau, lorsque deux régiments de dragons, soutenus par le 39e, attaquèrent le carré : le 18e de dragons, commandé par le colonel Lefebvre-Desnouettes, y pénétra et fit bon nombre de prisonniers. L'ennemi, vivement pressé par ces attaques, voyant le 69e marcher pour s'emparer du bois sur lequel s'appuyait sa droite, et le 76e se porter résolûment en avant sur le centre, tandis que la cavalerie menaçait de tourner sa gauche, se forma en trois grands carrés, chacun de trois à quatre mille hommes, et chercha à gagner la route d'Ulm à Albeck, appuyé par sa cavalerie et son artillerie. Les Autrichiens, vigoureusement poussés par la brigade Roguet, durent hâter leur mouvement de retraite.

(1) Depuis général de division. Il commandait le 3e de hussards en l'absence du colonel Lebrun (fils de l'architrésorier), qui faisait alors son service d'aide de camp auprès de l'empereur.

Le colonel Colbert, qui avait rallié une partie de son monde, voyant une grosse colonne qui se retirait sur Unter-Elchingen, conserve un peloton pour contenir un escadron de cuirassiers qui menaçait de le prendre en queue, puis, avec le reste, il charge la colonne d'infanterie ; en peu d'instants, elle est rompue, sabrée, on s'empare de deux drapeaux ; seize à dix-huit cents hommes mettent bas les armes ; le général Malachias d'Hermann et tous les officiers sont faits prisonniers (1).

Dans cette charge, le colonel Colbert eut son cheval tué sous lui. Bien que la conduite des prisonniers eût fort diminué sa petite troupe, il rallia quelques hussards et traversa le village d'Unter-Elchingen où il rencontra une brigade de dragons qui se portait fort à droite ; jugeant à la direction des feux que la division était tout à fait à gauche, il se hâta d'aller la rejoindre : on verra qu'il était bien inspiré.

Pendant ce temps, l'ennemi avait continué sa retraite, luttant toujours, mais vivement poussé. Le général Villatte avait reçu l'ordre d'obliquer fortement à gauche et d'occuper les deux bois qui sont en face de Kesselbrunn, traversés par un chemin qui d'Elchingen rejoint la route d'Albeck à Ulm, d'y prendre position et de jeter les tirailleurs sur sa gauche, afin d'observer les mouvements que l'ennemi aurait pu faire par la route de Thalfingen. En même temps le général Roguet, avec le 69e régiment et le 2e bataillon du 76e, s'était porté à la hauteur de Kesselbrunn, occupé par l'ennemi, en lais-

(1) Voir le rapport du colonel Colbert (note F).

sant à sa droite le bois qui est en face de la route d'Albeck et ce bois, après l'avoir contourné, était venu se placer en arrière du 69e et de l'autre bataillon du 76e.

Ce mouvement exécuté, le maréchal, s'étant assuré que la division Malher avait passé le Danube et couvrait sa gauche, donna l'ordre au général Roguet de passer le ravin de Kesselbrunn et de s'emparer du bois qui est en face de Unter-Haslach, ainsi que de la hauteur où l'ennemi s'était réuni en force avec de la cavalerie. Le général Villatte à gauche devait s'emparer de la route d'Albeck à Ulm et d'un bois en face de Ober-Haslach. Les deux brigades, couvertes par leurs tirailleurs, commençaient leur mouvement d'attaque, quand un corps de hulans charge à l'improviste les tirailleurs, les repousse, et se disposait à charger le 69e et le 76e formés en carrés. Dans le même moment arrive le colonel Colbert : avec ce qu'il a pu rassembler de monde, il se précipite sur les hulans, les culbute, sauve les tirailleurs du 76e qui allaient être sabrés, et dégage l'infanterie. « Là, dit-il dans son rapport au maréchal Ney, chacun a donné un coup de sabre (lui-même avait tué un hulan de sa main), et malgré l'infériorité de nôtre nombre, si l'ennemi n'avait pas eu de réserve, tout était pris. »

Ce fut, au reste, ce choc qui termina la journée. Sur ces entrefaites arrivèrent les dragons du général Bourcier, deux pièces de 8, une de 4, et un obusier. Le maréchal et le général Loison profitèrent de ce renfort pour poursuivre l'ennemi jusqu'en face du village de Jungingen, d'où l'on se contenta de canonner sa cavalerie, qui se retirait.

Le maréchal arrêta alors ses colonnes; mais, instruit de la présence d'un corps d'armée qui était sur sa droite, il se retira en échiquier, couvert par la cavalerie, comme si l'on eût été en présence de l'ennemi. La division Loison établit sa droite à Albeck, étendant sa gauche jusqu'à Gottingen, occupé par les dragons du général Bourcier ; la cavalerie du colonel Colbert, après avoir poussé une reconnaissance sur les derrières jusqu'à Languenau, revint s'établir et bivouaquer dans les vergers qui sont autour d'Albeck.

Tel fut le combat d'Elchingen, « un des plus beaux faits d'armes qu'on puisse citer », dit Napoléon (1). La résistance des Autrichiens avait été énergique : les régiments de l'archiduc Charles et d'Erbach avaient été presque entièrement détruits. Le résultat de la journée fut de briser le seul obstacle qui empêchait l'armée française d'investir complètement Ulm. La colonne autrichienne avait été coupée en deux, une partie était rentrée dans la ville, l'autre s'était retirée du côté de Languenau. Outre ce qu'elle avait perdu sur le champ de bataille, elle laissait aux mains du vainqueur environ trois mille prisonniers, parmi lesquels un général, quatre pièces de canon et deux drapeaux. Nous avions eu cent six hommes tués, dont six officiers, et six cent vingt-trois blessés, dont trente et un officiers. Dans ce nombre le 10e de chasseurs et le 3e de hussards, qui comptaient à peine trois cents hommes, en avaient eu plus de quatre-vingts atteints ; ils avaient fait de seize à dix-huit cents prisonniers.

(1) Lorsqu'en 1807 Napoléon créa des titres, il donna à Ney celui de duc d'Elchingen, qu'il avait si vaillamment conquis.

On le voit, la journée avait été bonne pour le colonel Colbert. Si le succès de sa première charge ne fut pas complet, il l'avait conduite avec une vigueur, et dégagé le 3e hussards avec une habileté qui furent fort admirées. Il fallait, en effet, avoir bien sa troupe dans sa main, être bien sûr d'elle et de soi-même, pour arrêter à vingt pas de l'infanterie, et lui faire faire une conversion avec assez d'ordre pour être à même de porter un secours efficace aux hussards pris entre l'infanterie et les cuirassiers qui les menaçaient. Aussi le général Mathieu Dumas n'hésite pas à dire : « Cette charge vigoureuse d'un corps de troupes légères contre l'infanterie autrichienne contribua beaucoup au succès de la journée, et mérita d'être citée comme un fait d'armes des plus remarquables » (1). Toutefois le général Mathieu Dumas se trompe en disant que les bataillons autrichiens furent enfoncés par la cavalerie légère : cet honneur revient au 18e de dragons et au colonel Lefebvre.

Dès qu'il a rallié ses chasseurs et ses hussards, le colonel Colbert parcourt le champ de bataille et y enlève les plus brillants trophées de la journée ; à peine a-t-il fini à l'extrême droite, qu'il court à l'extrême gauche, arrive juste à temps pour sauver les tirailleurs, et culbute la cavalerie ennemie, fournissant ainsi la dernière charge et portant le dernier coup.

Aussi fut-il l'objet des éloges et des félicitations de tous ; une seule approbation lui manqua : ce fut celle

(1) *Précis des événements militaires*, t. XIII, p. 75.

d'un vieux chasseur du 10e régiment, nommé Crespo, qui était chargé de ses chevaux.

Le soir, la cavalerie légère, après avoir rétrogradé jusqu'à Languenau, était revenue s'établir autour d'Albeck ; le colonel Colbert, entouré de quelques officiers, après avoir donné ses derniers ordres, s'apprêtait à se reposer ; c'était à qui rapporterait quelques-uns des événements de la journée, qui dirait quelle part la brigade y avait prise ; c'était comme un concert d'éloges qui se rapportaient au colonel, quand tout à coup Crespo, qui était aux pieds de son maître et lui tirait ses bottes, poussant une exclamation de douleur et de reproche, s'écrie : « Ah ! mon colonel, je vous l'avais bien dit que vous ne feriez que des bêtises ! » On peut juger de l'effet qu'il produisit. Sa pensée n'était nullement aux succès de la journée, mais tout entière au chagrin que lui avait causé la mort du cheval qu'avait fait tuer son maître, un beau cheval blanc connu de tout le 6e corps, et sa douleur était d'autant plus grande que c'était malgré lui qu'il l'avait donné à mon père, car, voyant l'affaire chauffer et connaissant son maître, Crespo (1) n'avait que trop prévu le sort réservé à son favori.

(1) Son vrai nom était Crespio, dont on avait fait Crespo, apparemment comme plus agréable à prononcer : il servait depuis douze ou quinze ans dans le 10e de chasseurs et avait rapporté de ses campagnes un coup de sabre et un coup de pied de cheval sur la figure. Le sabre avait fait une simple entaille, mais le coup de pied de cheval avait laissé l'empreinte du fer et des clous ; il couvrait la joue, s'étendant jusqu'au front et ménageait assez peu l'œil droit, ce qui ne laissait pas de donner au bon Crespo une figure assez extraordinaire.

Crespo avait longtemps fait la guerre en Italie et en Alle-

Un dernier mot sur Elchingen. On se rappelle que deux drapeaux avaient été pris par la brigade de cavalerie légère. Le lendemain de la bataille, l'empereur ayant son quartier général à l'abbaye d'Elchingen, mon père lui présenta les preneurs de drapeaux : un s'appelait Pimm, un autre Dopplé : « Qu'est-ce que tu es ? » dit l'empereur à l'un d'eux. — « Sire, répond celui-ci, bri-

magne ; ce glorieux exil de la mère-patrie lui avait un peu fait perdre l'habitude de la langue maternelle, ou du moins, au contact des idiomes étrangers, il avait enrichi le sien propre de mots tudesques et italiens, qui faisaient de son langage un jargon assez bizarre. Dieu sait ce que cela devint lorsqu'un peu plus tard il le saupoudra de russe, de polonais, enfin d'espagnol. Du reste, au moyen de ce baragouin cosmopolite, il avait la prétention de se faire entendre partout.

Crespo était une de ces natures qui ont besoin de se donner, de se dévouer, de vivre par un autre, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Lorsqu'il eut perdu mon père, l'affection qu'il avait pour lui, se reporta sur moi, ou plutôt se confondit avec celle qu'il me porta bientôt. J'étais tout enfant, il avait pour moi toutes les ambitions, et rêvait toutes les perfections ; or, l'idéal de toutes ces perfections, il le voyait dans un bon soldat ; aussi ses principes d'éducation pouvaient-ils se résumer en ces mots : « Est-ce qu'un soldat a jamais peur ? Est-ce qu'un soldat a jamais froid ? Est-ce qu'un soldat se plaint jamais ? » Et si parfois je montrais quelque apparence des qualités qu'il désirait trouver en moi, oh ! alors, son visage couturé s'efforçait de sourire ; son œil, celui du côté du coup de pied de cheval, s'écarquillait, l'autre brillait de joie, et, dans son contentement, il ne trouvait rien de mieux pour l'exprimer que de s'écrier : « Ah ! le petit gueux ! le petit gueux ! »

Quelquefois, je me le rappelle, il me disait : « Allons, Monsieur, tenez-vous droit, il faut avoir l'air fier ! » Fier ne signifiait pas pour lui orgueil ou sotte vanité ; non : ce qu'il entendait par là, c'était la fierté de l'âme, la hauteur du cœur. Car, si l'éducation chez Crespo n'avait pas aidé à développer l'intelligence et à la faire briller d'un bien vif éclat, il possédait cependant tous les instincts de l'honneur, et des sentiments élevés.

Crespo trouva, malgré son coup de sabre, son coup de pied de cheval, et ses cinquante ans, une veuve qui lui apporta de l'aisance ; tout semblait lui promettre des jours tissés d'or et de soie ; il nous quitta, et au bout de six mois il mourut de son bonheur.

gadier. » L'empereur lui donna la croix ; puis il dit à l'autre : « Et toi, qu'es-tu ? — Sire, cordonnier. » — « Qu'on lui donne dix louis, » dit l'empereur.

Je tiens cette historiette d'officiers et de sous-officiers du 10e de chasseurs et du 3e de hussards, qui étaient présents. La manière différente dont Napoléon avait récompensé chacun suivant sa réponse les avait vivement frappés, et le malheureux cordonnier, tout brave qu'il était et malgré ses lauriers, fut l'objet de plus d'un lazzi.

CHAPITRE XXII

Murat poursuit l'archiduc Ferdinand. — Investissement d'Ulm. — Prise du Michelsberg et du Frauenberg. — « La gloire ne se partage pas ! » — Nouvelle mission d'Edouard Colbert. — Capitulation d'Ulm. — L'armée autrichienne, prisonnière, défile devant Napoléon. — Proclamation à la grande armée. — Napléon marche sur l'Inn. — Il fait occuper le Tyrol par le 6e corps. — Prise des forts de Leutasch et de de Scharnitz. — Occupation d'Inspruck. — L'archiduc Jean évacue le Tyrol. — Jellachich et Wolfkell mettent bas les armes. — Le prince de Rohan à Botzen. — Le colonel Colbert envoyé à Neumarckt et à Trente pour surveiller ses mouvements et prévenir l'armée d'Italie. — Le prince de Rohan est défait et pris à Castelfranco. — Le 6e corps quitte le Tyrol et marche sur Klagenfurth, puis sur Salzbourg. — Auguste Colbert est nommé général de brigade.

Sans doute la journée d'Elchingen avait été désastreuse pour les Autrichiens; outre les pertes considérables qu'ils avaient faites, rien désormais ne pouvait arrêter l'investissement d'Ulm, et cependant, en un point, ils avaient réussi : tandis que Laudon disputait à Ney les hauteurs d'Elchingen et de Kesselbrunn, l'archiduc Ferdinand avait mis à exécution le projet, déjà conçu depuis plusieurs jours, de sortir de la place et de se soustraire à tout prix à une catastrophe qu'il ne jugeait que trop imminente. Il avait partagé le corps

de 20 à 25,000 hommes, avec lequel il était résolu de se faire jour, en deux divisions, l'une commandée par Werneck, l'autre par Hohenzollern, dirigées sur Heidenheim par des routes différentes. L'archiduc, avec une réserve de cavalerie, devait passer par Geisslingen et Aalen, et tous devaient se réunir à Nordlingen.

Le même jour, 14 octobre, le général Dupont, placé à l'extrême droite de l'armée sur la Brenz, avait reçu l'ordre de se porter en avant pour envelopper ou rejeter sur la ville les corps ennemis qu'il rencontrerait. Napoléon ignorait la sortie tentée par des forces aussi considérables. Dupont trouva Languenau occupé par l'ennemi, et une grosse colonne autrichienne filait sur sa droite par la route de Nerenstetten. Dupont se contenta de tâter l'ennemi pour juger de sa force, puis se retira sur la Brenz, afin de couvrir les communications de l'armée par Gundefielden et Gunzbourg, et de prévoir l'intention que pourraient avoir les Autrichiens de créer une diversion pour dégager Ulm.

Les rapports du général Dupont, et les renseignegnements rapportés par le général Mouton, qu'il avait envoyé sur les lieux, ne laissèrent plus aucun doute à l'empereur : l'armée autrichienne était coupée en deux; une partie cherchait à s'échapper, 30,000 hommes restaient dans Ulm. Il fallait pousser les premiers à outrance; ce fut Murat qu'il chargea de cette mission avec trois divisions de dragons, les chasseurs de la garde, la division Dupont, les grenadiers d'Oudinot.

Dans la crainte que ces corps détachés de l'armée autrichienne ne tentâssent quelque chose sur notre extrême droite vers le Danube, Napoléon envoya à la

hâte des ordres pour renforcer les postes de Günzbourg et de Donauwert. Une fois rassuré de ce côté, il résolut d'en finir avec Ulm et l'armée qu'elle renfermait. Avant de reprendre ce sujet, on me permettra quelques réflexions :

Cette sortie opérée par 20,000 hommes montre combien il était urgent que l'attaque sur Elchingen fût faite, et que l'armée française repassât en force sur la rive gauche.

En second lieu, le fait de cette armée qui se divisait ainsi, montre quel désordre, quelle anarchie y régnaient.

Enfin, ne peut-on se demander ce qui serait arrivé si les 50,000 hommes fussent sortis à la fois d'Ulm, et si, dans ce cas, les belles combinaisons de Napoléon n'étaient pas déjouées?

La ville d'Ulm, placée sur le bord du Danube, avait en 1805 une enceinte bastionnée et des fossés pleins d'eau; mais elle est dominée par les hauteurs du Michelsberg et du Frauenberg, que le feld-maréchal Kray, en 1800, avait fait couronner par des camps retranchés, seul moyen d'assurer la défense de la ville. Ces ouvrages avaient été en partie rasés par les Français; Mack n'avait pu complètement les rétablir, mais les avait fait occuper en force. L'empereur résolut de les enlever.

Le 15 octobre, une heure avant le jour, le corps du maréchal Lannes, les divisions de cavalerie de Klein et de Nansouty, la garde impériale, passèrent sur la rive gauche du Danube par le pont d'Elchingen et celui de Thalfingen qu'on avait essayé de rétablir. La division Suchet passa la première, puis la division Gazan et les grenadiers du général Oudinot. Ces troupes devaient

prendre les positions occupées à Elchingen et à Albeck par le corps du maréchal Ney ; Murat, avec sa cavalerie, arrivait sur les hauteurs d'Elchingen; Marmont, laissé sur la rive droite, occupait les hauteurs de Pfühl et devait contenir de ce côté la garnison d'Ulm; Soult s'était encore rapproché par la route de Biberach.

A sept heures du matin, le corps du maréchal Ney abandonnait ses positions de la veille ; la division Malher partait du bois d'Elchingen et se dirigeait vers la route d'Ulm à Albeck; la division Loison, toute fière de ses succès de la veille à Elchingen, oubliait sa fatigue et partait d'Albeck qu'elle occupait, pour se diriger vers Jungingen. Elle était précédée par le 3e de hussards et le 10e de chasseurs, qui devaient éclairer la marche du corps d'armée sur sa droite et pousser des reconnaissances jusqu'au Danube, de l'autre côté d'Ulm.

La pluie tombait à torrents, les colonnes d'infanterie marchaient péniblement dans la boue, et cependant les soldats étaient pleins d'ardeur ; ils se répétaient entre eux que cette fois l'ennemi était cerné de toutes parts et qu'il ne pouvait échapper.

La division Malher n'était pas encore à la hauteur d'Haslach, lorsqu'apparut l'empereur. Ce fut comme un frisson électrique qui parcourut la colonne, et l'air retentit de cris enthousiastes. Napoléon donna l'ordre à la division de marcher sur Jungingen; en même temps, il fit attaquer par les chasseurs à cheval de sa garde quelques pelotons de hulans qui escarmouchaient en avant de petits bouquets de bois garnis d'infanterie ; les chasseurs, par des charges successives, les rejetèrent sur la gauche, tandis que, derrière l'espèce de ri-

deau qu'ils formèrent, la division d'infanterie s'étendit sur la droite, de manière à embrasser tout le front de la position de l'ennemi et à tourner le revers du Michelsberg en poussant jusqu'au Danube. Arrivée à Jungingen, où elle trouve la division Suchet rangée en bataille, la division Malher passe outre et s'avance jusqu'à un village nommé Lehr. En arrière et un peu à droite s'étendait la division Loison.

Les troupes étant ainsi placées, l'empereur donne l'ordre de l'attaque. Ney marche alors au Michelsberg, où les Autrichiens sont rangés en bataille derrière les retranchements ébauchés. Trois bataillons du 25e léger s'élancent au pas de charge ; l'un d'eux dépasse le retranchement pour revenir l'attaquer par la gorge, tandis que les deux autres l'attaquent de front. L'ennemi ne peut résister à cette manœuvre et se retire en désordre vers la ville ; Ney le fait poursuivre par le 50e de ligne qui pénètre avec les fuyards dans les ouvrages placés en avant de la porte de Stuttgard. Napoléon, inquiet de cette attaque audacieuse et prématurée, envoie le général Dumas dire à Ney d'attendre que le maréchal Lannes, qui était à la gauche, eût enlevé le Frauenberg, de manière à mettre son flanc à couvert : « J'y ai pourvu, répond dans son ardeur chevaleresque le bouillant maréchal, dites à l'empereur que la gloire ne se partage pas ! »

A ce moment, l'ennemi ayant démasqué une batterie qui prenait en flanc la gauche de Ney, l'empereur, qui s'avançait, se trouva au milieu d'une grêle de boulets, et le maréchal Lannes fut obligé de prendre son cheval par la bride pour le forcer à s'éloigner. Était-ce folle té-

mérité ou entraînement de la part de Napoléon? Non, comme il l'a dit lui-même, il se portait là où il croyait sa présence nécessaire, et ne *calculait* pas le boulet.

Le Frauenberg fut bientôt enlevé par la division Suchet, et la brigade Claparède, entraînée par son ardeur, poussa jusqu'aux premières maisons de la ville, une partie pénétra dans les retranchements, mais, n'étant pas soutenue, fut obligé de se retirer après avoir fait quelques pertes et laissé plusieurs hommes aux mains de l'ennemi.

A l'extrême droite, la division Loison avait occupé les hauteurs qui étaient devant elle, et la cavalerie du 6e corps avait remonté le cours du Danube jusqu'à Erbach.

Il n'y avait plus d' bstacles à vaincre en dehors d'Ulm, les troupes n'attendaient plus que le signal de l'assaut. Des escarpements du Michelsberg, l'empereur voyait la ville à ses pieds : s'il eut une pensée d'orgueil, ce dut être en ce moment, mais c'était le juste orgueil du génie. Il se contenta de faire essayer une batterie d'obusiers, puis retourna à l'abbaye d'Elchingen, d'où il envoya sommer Mack de se rendre. Ce fut M. Philippe de Ségur (1), l'un des officiers attachés à sa personne, qu'il chargea de cette mission. Il avait pour toute instruction de décider Mack à capituler, de ne lui donner que cinq jours, et, s'il en exigeait absolument six, de les lui accorder.

Le général autrichien sembla d'abord exaspéré; il

(1) L'auteur de l'*Histoire de Napoléon et de la grande armée en 1812*; membre de l'Académie française (1830), général de division (1831).

venait de publier un ordre du jour dans lequel il adjurait les généraux et tous les officiers de son armée, au nom de l'honneur et du devoir, de ne point prononcer le mot de reddition et de se défendre à outrance. « Si toutefois les vivres venaient à nous manquer, ajoutait-il, nous avons ici plus de 3,000 chevaux pour nous nourrir. Je serai moi-même le premier à manger de la viande de cheval, et j'espère que chacun suivra mon exemple avec plaisir ; j'attends la même chose des braves habitants de la ville d'Ulm, et leur renouvelle l'assurance qu'ils seront richement indemnisés et récompensés » (1). Il dit d'ailleurs à l'envoyé de Napoléon que les Russes avaient passé l'Inn et étaient à Dachau. Ségur lui affirma qu'il était dans une erreur complète, que le corps du général Bernadotte occupait Munich et avait ses avant-postes sur l'Inn. Mack demanda alors huit jours au lieu de cinq qu'on lui offrait ; on se sépara sans avoir rien arrêté.

Le 17 octobre, l'empereur renvoya M. de Ségur dire au commandant de l'armée autrichienne qu'il lui accordait huit jours à partir du 15, premier jour du blocus. En apprenant cette bien légère concession, Mack montra une telle joie, qu'il semblait en vérité que son armée et son honneur fussent sauvés. Il y eut cependant une discussion sur la manière de compter les huit jours. Le prince de Lichtenstein fut alors dépêché au quartier général de l'empereur pour demander que la garnison, officiers et soldats, eût la liberté de retourner en Autri-

(1) Ordre de l'armée du 15 octobre 1805. Archives du dépôt de la guerre.

che, sous la seule condition de ne plus servir pendant un temps déterminé. L'empereur ayant appris que l'archiduc Ferdinand n'était plus là pour garantir de sa parole un tel engagement, ne voulut rien accorder (1).

Le lendemain, Mack consentait à livrer la place d'Ulm et à se constituer prisonnier de guerre avec toute son armée le 25, si, à cette époque, il n'était pas secouru. Le jour même, il livrait une des portes de la ville aux troupes du maréchal Ney.

(1) Pendant ces pourparlers, Edouard Colbert fut encore envoyé en mission.

« L'empereur (raconte-t-il), qui avait intérêt à hâter le moment de la capitulation, prescrivit à Berthier d'envoyer un de ses aides de camp à Günzbourg pour donner l'ordre au général Beaumont, qui commandait la division de la cavalerie qui s'y trouvait, de se porter promptement avec sa troupe en face de la tête du pont d'Ulm, sur la rive droite, à l'effet d'intercepter de ce côté toute espèce de communication avec les assiégés, et il ajouta : « Que cet officier parte sur-le-champ, et ne s'arrête pas avant d'avoir transmis mon ordre. » C'était à mon tour de marcher. Je me mis en route, suivi d'une ordonnance.

« J'avais environ six lieues à faire à travers des chemins abîmés depuis plusieurs jours par des pluies continuelles. Aussi quand j'arrivai au village de ***, à deux lieues de Günzbourg, les habitants m'avertirent que le Danube était débordé, que les eaux couvraient le pays à plus d'une lieue du rivage, et que les communications par terre avec le pont de Günzbourg étaient totalement interrompues. Décidé que j'étais à tout tenter pour transmettre l'ordre de l'empereur, je ne fus pas arrêté par ces fâcheux renseignements; seulement, convaincu de leur exactitude, je me servis pour continuer ma route, du seul moyen qui fût en mon pouvoir. Je me procurai un guide à cheval, qui, pour de l'argent, et muni d'une longue perche pour sonder le terrain, consentit à me conduire aussi loin que l'inondation des eaux le permettrait, et de continuer ma route. Nous marchions lentement et à tâtons, étant forcés de faire de fréquentes haltes pour chercher la direction à prendre, et obligés quelquefois de passer dans quatre pieds d'eau et plus. Enfin, après être parvenus avec beaucoup de peine jusqu'à un quart de lieue du pont de Günzbourg, l'inondation se trouva si profonde, qu'il fut impossible d'aller plus loin. Il y avait plus d'une demi-heure que mon guide cher-

Un point préoccupait encore Napoléon ; il ignorait ce qu'étaient devenus Werneck, l'archiduc Ferdinand et les vingt mille hommes qu'ils avaient emmenés, et cependant tout le pressait d'en finir. Une partie de son armée encombrait le pays autour d'Ulm ; elle était fatiguée par des marches incessantes, par le mauvais temps, et manquait de vivres. Il voulait enfin être en mesure de marcher au-devant des Russes, et de ne pas laisser sur l'Inn Bernadotte et Davout exposés seuls à

chait en vain de tous côtés un passage, lorsque l'explosion d'un coup de fusil nous fit apercevoir à une assez grande distance, une barque montée par des soldats qui chassaient. Cette vue ranima en moi l'espérance de pouvoir remplir ma mission, espérance qui commençait à m'abandoner. Nos cris et un coup de pistolet attirèrent l'attention de ces soldats, qui bientôt se dirigèrent vers le monticule où nous nous étions réfugiés. Ils m'assurèrent que le pont de Günzbourg n'était abordable qu'en bateau, et m'offrirent obligeamment de m'y conduire, ce que j'acceptai de grand cœur. Un de ces soldats resta avec l'ordonnance pour l'aider à garder le guide et mon cheval ; et, de cavalier devenu navigateur, j'arrivai en bateau jusqu'au camp du général Beaumont. Je lui transmis l'ordre de l'empereur de se porter avec sa division de dragons en avant du pont d'Ulm ; je reçus de lui quelques renseignements sur sa position, et, sans perdre un instant je regagnai de la même manière que je l'avais quittée l'île où j'avais laissé mon monde. Avant la nuit j'étais sorti du pays inondé, et j'étais arrivé au village de ***, où j'avais pris mon guide. J'y soupai, j'y fis rafraîchir les chevaux, et à la pointe du jour, le lendemain, j'étais chez l'empereur, lui rendant compte de l'exécution de ses ordes.

« Dans la même journée, plusieurs officiers furent, comme moi, envoyés à Günzbourg, mais aucun n'osa se risquer au milieu de l'inondation et tous revinrent en déclarant qu'il y avait impossibilité de passer. L'empereur savait pourtant que cette difficulté ne m'avait pas arrêté, et il me sut gré des efforts qui m'avaient procuré, bien qu'un peu par hasard, un moyen de réussir. A la guerre, l'art de réussir n'est souvent que l'art d'oser. L'empereur, homme tout positif, jugeait tout par les résultats ; il n'applaudissait guère qu'au succès. Il demandait probablement, comme certain cardinal, quand il voulait employer quelqu'un : « Est-il heureux ? Est-il entreprenant ? » (*Souvenirs inédits du général Edouard Colbert.*)

leurs coups. Ce fut sur ces entrefaites, vingt-quatre heures après la convention faite avec Mack, qu'il apprit les rapides succès de l'infatigable Murat, la capitulation de Trochtelfingen et la destruction complète du corps sorti d'Ulm. Murat avait atteint Werneck à Languenau, puis à Neresheim; en vain celui-ci se débarrassa-t-il de nombreux chariots de bagage pour marcher plus vite; atteint encore à Trochtelfingen, pour cette fois il fut obligé de mettre bas les armes, et le lendemain son convoi était pris à Topfingen.

Ainsi quatre jours avaient suffi à Murat pour détruire toute cette armée. Les grenadiers d'Oudinot, dans cette poursuite, firent plusieurs marches de quatorze et quinze lieues par jour. L'archiduc Ferdinand, qui avait avec lui deux ou trois mille chevaux, donna le change à Murat en faisant prendre à son arrière-garde une autre route que celle qu'il suivait lui-même, et parvint, après avoir passé l'Alt Muhl, à gagner par Ratisbonne la frontière de Bohême.

Aussitôt l'empereur fit venir Mack à son quartier général; le pauvre homme se prêtait à tout. Il lui communiqua les nouvelles qu'il venait de recevoir, ajouta que Kienmayer avait été rejeté au-delà de l'Inn, que Soult occupait tous les débouchés du Voralberg et du Tyrol, que désormais il n'avait plus aucun secours à espérer, et qu'en gardant la place d'Ulm jusqu'au 25, il ne ferait que prolonger inutilement une situation que les mauvais temps et le manque de vivres rendaient pénible pour deux armées.

Mack fut atterré; il acheva de perdre la tête. La capitulation lui accordait jusqu'au 25 octobre, on était

au 19 : il avait encore six jours qu'on ne pouvait lui enlever; cependant il consentit à se rendre immédiatement, sous la condition que le corps du maréchal Ney resterait jusqu'au 25 à Ulm ou dans un rayon de dix lieues autour de la ville. La pensée de paralyser le corps de Ney pendant ce temps lui parut une espèce de succès ; il oubliait qu'il rendait immédiatement disponibles les corps de Marmont, de Soult et la garde impériale (1), et quel parti Napoléon, qu'il rendait libre lui-même, pouvait tirer de ces cinq jours au milieu des événements qui se préparaient.

Le lendemain, 19 octobre 1805, Mack sortit d'Ulm : trente mille hommes, dix-huit généraux, soixante pièces de canon attelées, défilèrent devant Napoléon ; quatre-vingts étendards furent déposés à ses pieds. L'infanterie française, rangée en bataille, couvrait les hauteurs du Michelsberg et du Frauenberg; en face était massée la cavalerie. Napoléon était sur un rocher, devant un feu de bivouac, ayant derrière lui son état-major et sa garde. Pendant cinq heures, les colonnes de l'armée autrichienne se succédèrent, passant devant leur vainqueur; on voyait leur marche se ralentir lorsqu'elles approchaient de l'empereur. Tous ces hommes qui maudissaient leur défaite, dont plusieurs, quelques pas plus loin, jetaient leurs armes avec rage, voulaient voir, contempler Napoléon : étrange ascendant, fascination du génie, qui fait que l'admiration l'emporte sur les autres sentiments (2).

(1) Lannes avait déjà été envoyé vers Aalen et Nordlingen pour seconder les opérations de Murat.

(2) Depuis 1814 et 1815, n'a-t-on pas vu partout en Allemagne des

Pendant ce long défilé, Napoléon appelait près de lui, à mesure qu'ils passaient, les généraux autrichiens, et leur adressait de bienveillantes paroles; ceux qui avaient fait la guerre contre lui en Italie furent surtout l'objet de son attention : il n'eut de paroles amères que pour leur souverain, l'empereur d'Autriche. Quant à Mack, son rôle fut triste jusqu'à la fin ; il ne savait dire qu'une chose aux généraux et aux officiers au milieu desquels il était : « Vous voyez devant vous le malheureux Mack. » Il semblait, en vérité, qu'il voulût amoindrir la gloire du vainqueur en montrant la faiblesse du vaincu.

Le plan conçu à Boulogne était accompli de point en point. D'une armée ennemie de plus de cent mille hommes, à peine si quelques-uns échappaient ; c'étaient les débris du corps de Kienmayer et ce qui était sorti d'Ulm avec l'archiduc Ferdinand. Tout était tombé en notre pouvoir : canons, drapeaux, un matériel immense, et ces résultats avaient été obtenus pour ainsi dire sans pertes. On a pu remarquer que ce ne fut jamais qu'une portion de nos troupes qui fut engagée; la plupart des soldats ne combattirent pas, aussi disaient-ils : « *Le petit caporal* a trouvé un nouveau moyen de faire la

portraits de Napoléon ? Je ne sache pas qu'il y ait jamais eu en France beaucoup de portraits de Wellington et de Blücher.

Chateaubriand dit dans ses Mémoires, à propos d'un voyage qu'il fit en Allemagne en 1833 : « Tout ce qui s'est passé à compter de la chute de Napoléon est, en Allemagne, comme non avenu. Ces hommes qui se sont levés en masse pour arracher leur indépendance nationale à l'ambition de Bonaparte, ne rêvent que par lui, tant il a ébranlé l'imagination des peuples, depuis les Bédouins sous leurs tentes jusqu'aux Teutons dans leurs huttes. » (*Mémoires d'Outre-Tombe*, t. XI, p. 58.)

guerre, il se sert de nos jambes plus que de nos baïonnettes. »

Nul, au reste, mieux que Napoléon lui-même, n'a su résumer en peu de mots les résultats de cette campagne et en apprécier les opérations avec impartialité :

« Soldats de la grande armée, disait-il dans sa proclamation datée du quartier impérial d'Elchingen (29 vendémiaire an XIV), en quinze jours nous avons fait une campagne. Ce que nous nous proposions est rempli. Nous avons chassé les troupes de la maison d'Autriche de la Bavière, et rétabli notre allié dans la souveraineté de ses États. Cette armée qui, avec autant d'ostentation que d'imprudence, était venue se placer sur nos frontières, est anéantie. Mais qu'importe à l'Angleterre? son but est rempli. Nous ne sommes plus à Boulogne, et son subside ne sera ni plus ni moins grand.

« De cent mille hommes qui composaient cette armée, soixante mille sont prisonniers ; ils iront remplacer nos conscrits dans les travaux de nos campagnes : deux cents pièces de canon, tout le parc, quatre-vingt-dix drapeaux, tous les généraux sont en notre pouvoir, il ne s'est pas échappé de cette armée quinze mille hommes.

« Soldats, je vous avais annoncé une grande bataille ; mais, grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes succès sans courir aucune chance ; et, ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un aussi grand résultat ne nous affaiblit pas de plus de quinze mille hommes hors de combat.

« Soldats, ce succès est dû à votre confiance sans bornes dans votre empereur, à votre patience à supporter les fatigues et les privations de toute espèce, à votre intrépidité.

« Mais nous ne nous arrêterons pas là : vous êtes impatients de commencer une seconde campagne. Cette armée russe, que l'or de l'Angleterre a transportée des extrémités de l'univers, nous allons lui faire éprouver le même sort. A ce combat est attaché plus spécialement l'honneur de l'infanterie; c'est là que va se décider pour la seconde fois cette question, qui l'a déjà été en Suisse et en Hollande : si l'infanterie française est la seconde ou la première de l'Europe. Il n'y a point là de généraux contre lesquels je puisse avoir de la gloire à acquérir; tout mon soin sera d'obtenir la victoire avec le moins possible d'effusion de sang; mes soldats sont mes enfants » (1).

On le voit, c'est en leur montrant la grandeur de ce qu'ils ont fait qu'il stimule leur ardeur et double leur confiance pour ce qui leur reste à faire. Puis, en leur parlant de ces Russes *transportés des extrémités de l'univers* par l'or de l'Angleterre, il s'empare tout à la fois de leur imagination et réveille le sentiment d'une vieille haine nationale. Avec quelle adresse il sait encore piquer l'amour-propre du soldat, surexciter l'orgueil militaire, en leur disant que la lutte qui va s'engager doit décider si l'infanterie française est la première de l'Europe! Enfin, il leur promet de nouveaux triomphes, après Ulm, Austerlitz; car il fallait

(1) *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XI, n° 9405.

toujours marcher de victoire en victoire, l'entraînement était fatal, irrésistible.

Déjà se formait un nouvel orage; la Prusse, sous prétexte de la violation de son territoire à Anspach, sortant tout à coup du calme de sa neutralité, rassemblait des troupes. D'autres armées enfin se préparaient à attaquer la France par le Nord. Il n'y avait pas de temps à perdre; il fallait profiter des avantages immenses que donnait la victoire, marcher de suite aux Russes, qui étaient arrivés sur l'Inn; s'ils reculaient, les poursuivre sans relâche, s'emparer de Vienne, pousser au delà, et leur faire subir enfin un sort semblable à celui de l'armée autrichienne. Le salut était dans l'audace, le succès dans la rapidité.

Cette marche sur Vienne, puis en Moravie, était sans doute hardie, on l'a trouvée téméraire; mais l'audace chez Napoléon n'était pas cet entraînement aveugle qui se précipite au milieu des périls en invoquant le hasard; chez lui, l'audace était calcul : dans cette immortelle campagne, chacun de ses pas est déterminé par le raisonnement, par la probabilité, et toujours on le voit enlever à la fortune tout ce qu'il est possible de lui enlever. Ainsi, s'avançant dans la vallée du Danube, marchant sur Vienne, Napoléon ne voulut pas laisser au pouvoir de l'ennemi, sur son flanc droit, le Tyrol, espèce de bastion placé entre l'Allemagne et l'Italie, d'où l'on peut menacer ou couvrir l'une ou l'autre. En être maître, c'était couvrir à la fois la droite de notre armée d'Allemagne et la gauche de notre armée d'Italie. Ce fut le maréchal Ney que l'empereur chargea de pénétrer dans ce pays montagneux et difficile, et d'en

expulser les Autrichiens, qui avaient encore là au moins trente mille hommes soutenus par une population guerrière et dévouée.

La tâche était plus rude que brillante, mais digne de l'énergie du maréchal. Au moment de l'entreprendre, il n'avait plus que les divisions Loison et Malher ; encore celle-ci n'était pas complète, la brigade Labassée ayant été employée à conduire les prisonniers (1) ; des détachements du 10e de chasseurs et du 3e de hussards, sous les ordres du colonel Colbert ; enfin de l'artillerie, conduite par le général Seroux : le tout formait de huit à dix mille hommes. C'eût été peu, mais tandis que Ney devait opérer au centre, le général Augereau, qui venait de passer le Rhin à Huningue avec quatorze mille hommes et s'avançait le long du lac de Constance, devait pénétrer à droite par le Vorarlberg, tandis qu'à l'extrême gauche une forte division bavaroise, commandée par le général Deroy, devait masquer et contenir Kufstein.

Cinq routes, qui traversent la chaîne des Alpes, servent de débouchés du Tyrol en Allemagne, et sont défendues par cinq forts: Feldkirch, Renti, Fussen, Scharnitz et Kufstein (2). Je laisse ici parler le maréchal Ney :

« Les forces de l'ennemi étaient divisées en cinq corps, ceux des généraux : 1° archiduc Jean; 2° Chasteler; 3° Saint-Julien; 4° Jellachich, Wolfkell et Rohan; 5° Ihler. Les trois premiers étaient dans le Tyrol, le

(1) La division Dupont, d'abord détachée avec Murat, était passée dans un nouveau corps d'armée formé pour le maréchal Mortier.

(2) Voir la carte du Tyrol, page .

quatrième couvrait le Vorarlberg, et appuyait les postes importants de Fussen et de Renti. Le cinquième remplissait le double but de couvrir le Tyrol du côté de l'Italie, et de soutenir au besoin les autres divisions. La totalité de ces corps pouvait s'élever à vingt-cinq ou trente mille combattants, sans compter les milices du Tyrol. — Les seuls points par lesquels on pouvait envahir cette province étaient le passage de Fussen, celui de Scharnitz, et la vallée de l'Inn, par Kufstein. Le point de Fussen était trop rapproché de la masse des forces ennemies ; celui de Kufstein, au contraire, trop éloigné, aurait donné à l'ennemi le temps de se rassembler dans la vallée de l'Inn, et de nous opposer des forces trop supérieures. Il ne restait donc que le passage de Scharnitz, au centre d'une ligne trop étendue et trop disséminée (1). »

Bien que le passage de Scharnitz fût le plus difficile, le maréchal le choisit ; par là il se plaçait de suite au centre de l'ennemi, et, une fois maître de la route qui traverse le Tyrol d'Inspruck à Trente, il séparait les corps qui s'y trouvaient épars de ceux qui du Vorarlberg tenteraient de gagner la Carinthie ou l'Italie. Ayant donc remonté le Lech jusqu'à Schongau, appuyant à gauche par Murnau, il arriva en face de Mittenwald. Là il y eut une petite affaire d'avant-garde où le 10e de chasseurs sabra et prit quelques hommes.

Le passage de Scharnitz est un col étroit entre deux montagnes inaccessibles ; il était déjà connu du temps des Romains, et portait le nom de *Porta Claudia*. L'es-

(1) Mathieu Dumas, *Précis des évén. milit.*, t. XIII, p. 283.

pace libre entre les deux montagnes était fermé par une demi-couronne bastionnée, couverte par de profonds fossés.

A peu de distance de Scharnitz était un autre passage appelé Leutasch, également fermé par un fort. Une fois maître de Leutasch, on peut tourner Scharnitz. Les défenses de l'un et de l'autre fort, tournées du côté de l'Allemagne, sont ouvertes à la gorge du côté de l'Italie.

Le 15 brumaire (6 novembre), le maréchal Ney partit de Mittenwald, dirigeant la division Malher sur Scharnitz, tandis que la deuxième division, commandée par le général Loison, devait tourner Leutasch. L'avant-garde de cette division suivant des sentiers tellement étroits que l'on ne pouvait y passer que homme par homme, gravit la montagne à pic qui domine Leutasch. Un détachement autrichien du régiment de Kinski tenta vainement de l'arrêter dans ces chemins impraticables ; elle atteignit le sommet, où les têtes de colonnes la rejoignirent bientôt. De ce sommet on plongeait sur le fort, défendu par un bataillon et de l'artillerie. Il fallut alors descendre la montagne, qui était fort escarpée, et se diriger de manière à prendre le fort à revers. L'ennemi, s'apercevant de ce mouvement, fit sortir environ cent cinquante hommes, une pièce de canon et des paysans tyroliens pour s'y opposer. L'avant-garde les refoula sur le chemin de Seefeld. Le général Loison la fit appuyer par cinq compagnies du 69e, tandis que d'autres compagnies du même régiment, en tirailleurs, continuant à filer par la montagne, devaient achever de tourner la position et rejeter dans le

fort tout ce qui tenterait d'en sortir. Pendant ce temps, un bataillon du 76e, commandé par le colonel la Jonquière, descendait dans la vallée en face du fort, tandis qu'un autre bataillon, se prolongeant à gauche, menaçait le flanc droit. Tous ces mouvements s'exécutaient avec lenteur à cause de l'extrême difficulté du terrain, et l'ennemi en profita pour canonner vivement nos troupes et diriger sur elles un feu de mousqueterie, tandis qu'elles tournaient péniblement les flancs du fort.

Enfin, vers quatre heures de l'après-midi, le général Loison, ayant toutes ses troupes réunies et maître de son terrain, fit sommer le commandant de Leutasch, qui, après quelques pourparlers, rendit le fort : cinq cent soixante hommes, dont cinquante blessés, furent faits prisonniers.

D'après les ordres qu'il avait reçus du maréchal, Loison se hâta de marcher sur Seefeld et de s'en emparer pour couper la retraite à tout ce qui aurait pu sortir de Scharnitz, dans le cas où ce fort aurait été abandonné par l'ennemi. Un détachement de la 3e division arriva au moment même où on abaissait le pont-levis. Le général Loison lui en confia la garde, et de suite il marcha sur Seefeld, où il arriva à onze heures du soir. Après quelque résistance des paysans tyroliens, il s'y établit, plaça un poste de deux cents hommes à Schlossberg, sur la route de Scharnitz, et fit éclairer le chemin du côté d'Inspruck.

Pendant que ceci se passait à Leutasch, la division Malher s'était également mise en marche dans la matinée du 13, ayant avec elle de l'artillerie et de la cava-

lerie. Vers midi, l'artillerie, ayant pris position, canonna le fort, qui répondit vivement. On attaqua alors les ouvrages accessoires placés à droite et à gauche des fortifications principales. La résistance fut sérieuse : vainement quelques hommes pénétrèrent dans les palissades de quelques-unes de ces défenses, ils en trouvèrent d'autres derrière ; en somme, toutes les attaques furent repoussées, et la nuit mit fin au combat.

Le commandant de Scharnitz ayant appris dans la soirée la prise de Leutasch, et se voyant tourné, partit à une heure du matin, voulant gagner par Seefeld la route d'Inspruck ; il emmenait tout son monde, son artillerie, ne laissant en arrière, à Porta Claudia, qu'un poste de cinquante hommes qui partit lui-même deux heures après. Vers les quatre heures du matin, le général Loison, établi dès la veille à Seefeld, se disposait à réunir ses troupes pour les diriger sur Scharnitz, lorsqu'il apprend que les postes qu'il avait établis sur la route sont attaqués par l'ennemi, qui filait sur Inspruck ; le poste de Schlossberg était forcé et pris en partie; ce qui avait échappé se retirait en toute hâte sur Seefeld. Au même instant, les voltigeurs du 25e étaient attaqués par l'ennemi, qui pénétrait dans le village, où s'engagea une lutte corps à corps.

Prendre les armes, marcher à l'ennemi, fut pour la division l'affaire d'un instant. Deux compagnies de grenadiers du 76e se portèrent rapidement sur la route d'Inspruck pour couper la retraite aux Autrichiens, tandis que le reste des deux autres régiments, marchant à leur rencontre, les attaquent, les mettent en déroute, s'emparant des douze pièces de canon qu'ils avaient, et

leur faisant trois cents prisonniers; le reste se sauva dans toutes les directions : ceux qui tentèrent de s'échapper par la vallée furent ramassés par le 10e de chasseurs, arrivant de Scharnitz. Voici ce qui s'y était passé :

On a vu tout à l'heure que la deuxième division, n'ayant pu s'emparer de Scharnitz la veille, avait bivouaqué devant le fort, lorsque le lendemain, vers quatre heures, on s'aperçut qu'il était évacué ; on avait à la hâte rétabli des ponts pour y pénétrer, et la troisième division, précédée par sa cavalerie, avait immédiatement pris la route de Seefeld et d'Inspruck. Voilà comment le 10e de chasseurs avait rencontré les fuyards de Scharnitz mis en déroute par la deuxième division (1).

Les portes du Tyrol étant ainsi forcées, le maréchal Ney résolut de marcher de suite sur Inspruck, et commanda immédiatement au général Loison, auquel il donna le 10e chasseurs pour l'éclairer, de pousser en avant, et il le fit suivre par la troisième division. Le soir même, le sixième corps occupait Inspruck et poussait ses détachements dans la vallée de l'Inn.

Il fallait tout le désarroi où étaient l'archiduc et les généraux autrichiens pour avoir ainsi abandonné la capitale du Tyrol. Inspruck est situé au milieu des montagnes et avait toujours semblé un asile impénétrable à l'ennemi ; aussi l'Autriche y avait-elle fait un dépôt

(1) Cette relation de la prise des forts de Leutasch et de Scharnitz diffère notablement des versions rapportées jusqu'à présent, qui sont d'ailleurs fort incomplètes. Copiée pour ainsi dire textuellement sur le journal des marches du 6e corps, qui existe aux archives de la guerre, elle a, je crois, une authenticité inattaquable.

considérable d'armes et de munitions. On y trouva d'immenses approvisionnements de poudre, de cartouches, d'armes de toute espèce ; mais il y eut pour l'armée un trophée plus précieux que ces pièces de canon et ces amas de fusils qu'elle venait de conquérir : des soldats du 76ᵉ trouvèrent dans l'arsenal trois drapeaux de leur régiment, perdus quelques années auparavant dans les Grisons; ils se hâtèrent d'en prévenir leurs camarades, et l'émotion de ces braves gens fut grande quand ils reconnurent ces signes respectés pour lesquels ils avaient juré de mourir, et qui, dans le désordre d'un combat, avaient été arrachés à leur courage; ce fut au milieu de leurs cris de joie, de leurs larmes même, et des acclamations de tous, que le maréchal Ney les leur remit lui-même.

Ney s'étant ainsi audacieusement placé au centre des corps ennemis et rendu maître de la route principale du Tyrol, tout le système de défense du pays tombait. L'archiduc Jean tenta d'abord de se concentrer sur le Brenner pour couvrir la retraite des corps de Jellachich et du prince de Rohan, qui étaient encore dans le Vorarlberg, mais il était trop tard. Augereau, après avoir passé le Rhin à Huningue, s'était avancé en longeant le lac de Constance avec un corps de quatorze mille hommes, forçant les généraux Jellachich et Wolfkell de se replier sur Feldkirck, où bientôt, entourés de tous côtés, ils furent obligés de capituler et de se rendre, le 15 novembre, avec environ six mille hommes. Le même jour, l'archiduc Jean, se voyant découvert par la retraite du prince Charles, son frère, pressé d'ailleurs de se réunir au gros des forces autrichiennes pour porter

secours à la capitale menacée, abandonna le Brenner avec les corps des généraux Iller, Chasteler et Saint-Julien. Ces vingt mille hommes se retirèrent à marches forcées par Villach, Klagenfurth et Cilly, où ils retrouvèrent l'archiduc Charles.

Le prince de Rohan restait seul, isolé dans les montagnes du Tyrol : il tenta de passer par Glurenz, puis de suivre la vallée de l'Adige, pour de là gagner Trente et l'Italie. Dans cette prévision, le maréchal Ney avait ordonné au général Loison de se porter par la vallée de l'Eisach, en passant par Clausen, sur l'Adige, au-dessus de Botzen, pour couper la retraite à l'ennemi. Il avait en même temps envoyé le colonel Colbert avec une forte avant-garde pour occuper Neumarckt. Le général Loison, au lieu de s'établir en nombre suffisant près de Botzen, au confluent des vallées de l'Adige et de l'Eisach, n'y avait envoyé que deux bataillons, lorsqu'arrive le prince de Rohan, qui les culbute et passe outre, se dirigeant du côté de l'Italie.

Le maréchal Ney fut très irrité de voir ainsi lui échapper ce corps de Rohan, qu'il s'était cru certain de pouvoir arrêter ; il envoya immédiatement au colonel Colbert l'ordre de se porter sur Trente pour surveiller l'ennemi et l'empêcher de se jeter sur les derrières de l'armée d'Italie ; il le chargeait en même temps de prévenir le commandant des troupes françaises à Vérone de la marche du prince de Rohan, et d'envoyer enfin un officier au prince Eugène, vice-roi d'Italie, pour lui faire part des opérations qu'il venait d'accomplir dans le Tyrol. La lettre du maréchal se termine par ces mots : « Le zèle ardent que vous n'avez cessé de montrer dans

cette campagne glorieuse, pour le service de Sa Majesté, m'est un sûr garant des soins que vous mettrez à remplir mes désirs. »

En effet, l'armée d'Italie fut prévenue, et le prince de Rohan, attaqué par les troupes du général Gouvion-Saint-Cyr, fut obligé, après une énergique résistance dans laquelle il fut blessé, de mettre bas les armes à Castel-Franco, avec les six mille hommes qu'il commandait.

Le colonel Colbert avait envoyé au vice-roi le capitaine Saint-Léger, du 10e de chasseurs, chargé de porter les rapports du maréchal Ney et de lui fournir verbalement tous les renseignements tant sur la marche du prince de Rohan que sur les événements qui s'étaient passés en Tyrol. Le prince Eugène lui répondit par la lettre suivante :

« Je vous remercie, mon cher colonel, des détails que vous me donnez par votre lettre du 1er frimaire. Le capitaine Saint-Léger vous dira que je l'ai interrogé avec empressement sur tout ce qui peut intéresser votre personne et votre régiment. Je vous félicite bien sincèrement d'avoir participé à une campagne aussi glorieuse. Recevez, mon cher colonel, mes vœux pour la continuation de vos succès particuliers. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde » (1).

Il n'y avait plus, à la fin de novembre, d'Autrichiens dans le Tyrol. L'empereur en apprit la nouvelle avec une grande satisfaction. Bien que le succès ne laissât rien à désirer, le maréchal Ney seul n'en jouissait pas

(1) « Ecrit à Monza, ce 24 novembre 1805. »

complètement; il ne pouvait pardonner à Loison de s'être fait battre par le prince de Rohan et de l'avoir laissé passer. Aussi, dans une lettre où il parle à Berthier de cette affaire, est-il encore ému, et c'est d'une façon toute chevaleresque qu'il termine en disant : « Je suis fâché que l'inexécution de mes ordres m'ait empêché de profiter de l'occasion qui s'offrait de *me mesurer* avec lui. »

La garde du Tyrol fut remise à une forte division bavaroise. Le maréchal Ney et le sixième corps, prenant par la vallée de l'Inn, se dirigèrent sur Salzbourg.

« Dieu merci, mandait mon père, nous avons dit adieu à ces diables de montagnards, qui sont des gens fort difficiles à vivre. » Il en savait quelque chose; commandant l'avant-garde du corps principal pendant toute la campagne, parfois à douze ou quinze lieues de l'armée, isolé au milieu des montagnes, il avait traversé le Tyrol dans toute sa longueur et couru après le prince de Rohan jusqu'en Italie. Enfin, s'il était entré le premier dans le Tyrol, comme en s'en allant ses troupes fermaient la marche, il le quitta le dernier.

Tandis que le sixième corps marchait sur Salzbourg, Augereau regagnait la Bavière; c'étaient autant de renforts qui allaient assurer les derrières de Napoléon.

En Italie, Massena, ayant devant lui des forces doubles des siennes et un des généraux les plus habiles de l'Europe, le prince Charles, avait accompli sa tâche avec son audace et son habileté accoutumées. Les désastres des Autrichiens en Souabe avaient décidé du sort de leur armée d'Italie. Dès que le prince Charles eut appris la capitulation d'Ulm, il ne pensa plus qu'à se re-

tirer et à se rapprocher du centre de la monarchie. L'impétueux Massena l'avait d'abord attaqué dans la formidable position de Caldiero et de Colognola, puis l'avait toujours suivi à travers la Brenta, la Piave, le Tagliamento et l'Isonzo, sans pouvoir jamais l'entamer sérieusement. Enfin, l'archiduc ayant pris la direction de Laybach pour gagner la Hongrie, Massena marcha sur Vienne. Marmont, qui jusqu'alors avait opéré en Styrie, se dirigea de ce côté.

On le voit, c'étaient des armées entières, et des armées victorieuses, qui s'avançaient, toutes prêtes à recommencer la lutte, dans le cas où elle aurait été indécise en Moravie. Mais alors la fortune était fidèle à Napoléon, ou plutôt son génie savait l'asservir, et l'incomparable victoire d'Austerlitz, que je n'ai point à raconter ici, avait du même coup anéanti les dernières espérances de l'Autriche et confondu l'orgueil de la Russie. Il ne restait plus à l'empereur François II qu'à subir à Presbourg la paix imposée par le vainqueur, et l'empereur Alexandre se hâtait de faire rentrer dans ses États son armée vaincue.

Lorsque le 6e corps quitta le Tyrol, dans les premiers jours de décembre, on ignorait encore ce qui se passait en Moravie, et la nouvelle de la grande bataille du 2 décembre ne pouvait arriver que plusieurs jours après.

Aux vives émotions d'une campagne active succédaient les ennuis de la fatigue d'une longue route; à peine arrivé à Salzbourg, le colonel Colbert dut partir pour la Carinthie, et ce ne fut qu'après le retour de Clagenfurth à Salzbourg que le 6e corps apprit les triom-

phes de l'armée conduite par l'empereur et la nouvelle de cette paix de Presbourg, par laquelle l'Autriche abandonnait à la France l'État de Venise, l'Istrie, la Dalmatie, le Frioul, les bouches du Cattaro, et cédait le Tyrol à la Bavière.

Moins de trois mois avaient suffi à Napoléon pour conduire son armée des côtes de l'Océan au centre de l'Allemagne, détruire une armée autrichienne de plus de cent mille hommes, prendre Vienne, puis courir en Moravie jusqu'aux confins de la Pologne, et là, par le coup de foudre d'Austerlitz, briser l'armée russe, la réduire à l'impuissance et imposer silence à l'Europe. Il faut être bien grand pour accomplir de tels prodiges, mais il faut encore être plus grand et plus fort pour n'en pas être enivré.

Le 6e corps n'avait pas eu la bonne fortune de prendre une part directe à ces derniers et éclatants succès : on a vu quelle avait été sa mission dans le Tyrol, utile sans doute, mais pénible et relativement obscure. Tel est le métier des armes : il n'est pas donné à tous de combattre en plein soleil et de mourir sous les yeux de César; celui qui, lorsque le jour baisse, et que personne ne le regarde, affronte bravement la mort et tombe ignoré au coin d'un bois, « pris entre la haie et le fossé », comme dit Montaigne (1), celui-là est aussi un héros. C'est ce dévouement simple, sans apprêt, de tous les jours, de tous les instants, qui fait la grandeur de l'homme de guerre.

Après les grandes nouvelles arrivèrent les détails : mon

(1) *Essais*, livre II, ch. XVI, *De la Gloire*.

père apprit que son frère Édouard avait été blessé d'un coup de feu à Austerlitz. Cette blessure, quoique sérieuse, fut bientôt guérie. Édouard Colbert avait enfin, dans cette campagne, dissipé les préventions que le général Bonaparte avait conçues contre lui en Égypte, et que l'empereur avait conservées (1). Sa carrière en avait été entravée; nous le verrons maintenant marcher d'un pas rapide et réparer le temps perdu.

Pour mon père, compris dans la promotion du 24 décembre 1805, où se trouvent les noms de La Tour-Maubourg et de Montbrun (2), il fut nommé général de brigade, et conserva le commandement de la cavalerie légère du 6e corps; rien, par le fait, ne changeait dans sa position, ce n'était qu'un titre de plus, mais le premier pas dans la carrière des hauts grades.

A la satisfaction que lui causa sa nomination s'en joignait une d'un autre genre : il venait d'apprendre, peu de temps avant, qu'un fils lui était né : « Au milieu des combats, du bruit des armes, son cœur en avait tressailli » (3). C'était le maréchal Ney qui, le premier, lui avait annoncé cette nouvelle, et avait partagé sa joie.

Le vœu d'Auguste Colbert était donc rempli : il

(1) Successivement aide de camp du général Damas et du général Reynier, il avait eu à subir une partie de la défaveur dans laquelle ils étaient tombés.

(2) Deux noms illustres dans la cavalerie : Victor Fay, marquis de La Tour-Maubourg, né en 1763, général de division, ministre de la Guerre en 1823, mort en 1850 ; — Montbrun (comte de l'Empire), né en 1770, général de division; commandant l'un des corps de cavalerie de la grande armée en Russie, tué à la bataille de la Moskowa (1812).

(3) Lettre d'Aug. Colbert, 1er brumaire an XIV (23 oct. 1805).

voyait commencer cette famille qu'il avait rêvée ; heureux dans le présent, il marchait vers l'avenir avec cette fermeté calme de l'homme de cœur qui, « toujours avide des nobles choses, nourrissant en son âme les plus généreuses espérances, est cependant prêt à accepter tout ce que la destinée lui enverra » (1).

(1) Démosthène, *Discours sur la couronne.*

CHAPITRE XXIII

Embarras de la Prusse. — Haugwitz, cession du Hanovre à la Prusse. — Les Bourbons de Naples ont *cessé de régner*. — Conséquences du traité de Presbourg. — L'électeur de Wurtemberg, l'électeur de Bavière deviennent rois. — Retour de Napoléon à Paris. — Crise financière. — Mort de Pitt. — Rapprochement de Fox et de Napoléon. — Mort de Fox, rupture des négociations. — Le grand empire. — Confédération du Rhin. — Etat des esprits en Allemagne. — Politique de Napoléon. — Opinion de l'historien Alison. — L'armée française cantonnée en Allemagne. — Caractère du soldat français. — Lettre d'Auguste Colbert. — Besoin de se *dégermaniser*. — Le colonel Walmoden. — Lettre du prince de Neufchâtel. — Auguste Colbert revient à Paris.

La paix conclue le 26 décembre à Presbourg allait sans doute donner quelque repos à l'armée, mais elle ne devait pas la ramener dans la patrie.

A chaque pas de Napoléon dans sa prodigieuse carrière, le champ s'élargit autour de lui : les événements grandissent, se compliquent et semblent le conduire fatalement, soit par la force des choses même, soit qu'il subisse l'entraînement de son ambition et de son génie guerrier, à marcher toujours en avant et à vaincre, jusqu'à ce qu'enfin il succombe sous la grandeur même de ses entreprises.

Mais n'anticipons pas sur les temps. Il est d'ailleurs curieux de s'arrêter au spectacle que présentait l'Europe au commencement de l'année 1806.

Cette coalition, sur laquelle Pitt avait fondé tant d'espérances, qui lui semblait être la plus forte barrière qui eût jamais été opposée à l'ambition de la France, était brisée, vaincue. L'Autriche accablée subissait la loi que lui dictait le vainqueur. L'empereur Alexandre, ayant derrière lui les profondeurs de son empire, s'était soustrait par une retraite rapide aux conséquences d'Austerlitz. Le projet d'attaquer la France au nord par des troupes russes, anglaises et suédoises placées sous le commandement du roi de Suède, Gustave IV, avait complètement échoué.

Au milieu de ce désarroi général de la coalition, la Prusse se trouvait placée par ces incessantes tergiversations dans une situation non seulement fausse, mais menaçante et pleine de périls. Elle avait d'abord voulu rester neutre et refusé de se joindre au mouvement contre Napoléon; puis elle s'était montrée profondément blessée de la violation de son territoire à Anspach par l'armée française. Profitant de l'irritation qu'éprouvait le roi de Prusse, l'empereur Alexandre était accouru, et le 3 novembre 1805, après un échange de protestations d'amitié et des serments prononcés sur la tombe du grand Frédéric, une convention avait été conclue à Potsdam, par laquelle Frédéric-Guillaume s'engageait à faire cause commune avec la coalition. Toutefois il voulut d'abord se poser en médiateur et faire à l'empereur Napoléon des propositions relatives à une paix générale, propositions qui, si elles étaient reje-

tées, devaient se changer en une déclaration de guerre. Tout d'abord, et comme première mesure, il mettait ses troupes sur pied. Ce fut le comte de Haugwitz, homme d'un esprit modéré et partisan de la France, qui fut chargé de cette mission. Il arriva à Vienne le 18 novembre, et n'eut que le 28 une audience de Napoléon, dans laquelle on ne traita que de questions secondaires.

Les événements marchèrent rapidement; Austerlitz avait changé toutes les situations, et lorsque, le 7 décembre, Haugwitz fut reçu par l'empereur Napoléon, le temps d'imposer des conditions était passé, il fallait en subir. La Prusse se trouvait désormais seule en face du vainqueur qui venait de la surprendre en flagrant délit d'agression. Elle avait tiré l'épée du fourreau; si elle ne s'en était pas servie, c'est que les événements avaient été trop rapides. Napoléon pouvait, avec 150,000 soldats enivrés de leurs triomphes, tomber sur la Prusse isolée, envahir la Silésie dégarnie de troupes, soulever la Pologne prussienne toujours frémissante : ce fut la menace qu'il fit entendre dans un véhément langage; mais il voulait une vengeance plus calculée et qui répondit mieux à ses fins : c'était d'asservir la Prusse à son alliance en la brouillant avec l'Angleterre et la Russie, ce qu'il fit en lui imposant un traité par lequel il lui cédait le Hanovre. En échange du Hanovre, le roi de Prusse devait abandonner quelques lambeaux du territoire d'Anspach, la principauté de Neuchâtel et le duché de Clèves.

Le dilemme était posé : Haugwitz avait à choisir immédiatement entre une guerre qui pouvait entraîner la

ruine de son pays et une convention qui donnait à la Prusse un territoire toujours convoité, un notable accroissement de force, une ligne de défense qui lui manquait et lui assurait le cours de l'Elbe et le commerce du nord de l'Allemagne. Haugwitz signa la convention le 15 décembre : c'était le jour même où, d'après la convention de Potsdam, la Prusse devait commencer les hostilités.

Il y eut bien à Berlin quelques scrupules : on avait des engagements avec l'Angleterre relativement au Hanovre; mais enfin, après une assez longue hésitation, l'intérêt ou plutôt la nécessité l'emporta et le traité fut ratifié, sauf quelques modifications pour lesquelles Haugwitz fut envoyé à Paris et dont nous reparlerons plus tard.

Tandis que Napoléon grandissait ainsi la Prusse pour la séparer de la coalition et la mieux dominer, sa main s'appesantissait sur les Bourbons de Naples. De par la toute-puissance de l'épée d'Austerlitz, il déclarait que la dynastie de Naples avait cessé de régner : « Son existence, disait-il, est incompatible avec le repos de l'Europe et l'honneur de ma couronne. » En même temps, une armée française, commandée par Gouvion Saint-Cyr, s'avançait à marches forcées pour exécuter cet arrêt. L'expiation qu'il imposait était singulièrement sévère; mais, il faut le dire, la mauvaise foi avait été insigne. Au commencement de la guerre, Napoléon avait reconnu la neutralité de Naples; le roi s'était engagé à repousser par la force toute atteinte portée à cette neutralité; mais bientôt, à la vue de la coalition puissante qui se formait contre la France, les têtes s'é-

garèrent, la reine, l'ardente Marie-Caroline, crut que la dernière heure de la puissance de Napoléon avait sonné : les traités étaient-ils sacrés à l'égard d'un tel homme? Bientôt l'expédition anglo-russe fut accueillie à Naples. Mais revenons aux conditions essentielles de la paix de Presbourg.

Par ce traité, l'empereur Napoléon enlevait à l'Autriche : Venise et ses États de *terre ferme*, l'Istrie et la Dalmatie qui lui avaient été concédées à Campo-Formio, et les joignait au royaume d'Italie. A la Bavière il donnait le Tyrol, le Vorarlberg, les comtés de Trente et de Brixen, le territoire de Lindau, la principauté d'Eichstædt et une partie de l'évêché de Passau.

Au Wurtemberg : les cinq villes dites du Danube, les deux comtés de Hohenberg, le landgraviat de Nellenbourg et les portions du Brisgau enclavées dans ses possessions.

Au grand-duc de Bade : le reste du Brisgau, l'Ortenau et la ville de Constance.

Ces abandons étaient faits par le chef de la maison d'Autriche, qui, comme empereur d'Allemagne, en approuvait encore d'autres. C'est ainsi que la Bavière réunissait à ses possessions la ville d'Augsbourg et son territoire.

Une déclaration importante accompagnait ces concessions : il y était dit que l'électeur de Bavière, l'électeur de Wurtemberg et l'électeur de Bade jouiraient sur les territoires à eux cédés, comme aussi sur leurs anciens États, de la plénitude de la souveraineté et de tous les droits qui en dérivent, de la même manière qu'en jouissaient l'Autriche et la Prusse sur leurs États allemands.

C'était la destruction de l'ancienne constitution germanique; les liens qui jusqu'alors rattachaient les divers États au chef de l'empire étaient brisés.

Enfin, pour consacrer la plénitude de la souveraineté dont ils étaient désormais investis, les électeurs de Bavière et de Wurtemberg prenaient le titre de roi, qui devenait le signe matériel de leur nouvelle puissance. Par le traité de Presbourg, l'Autriche perdait 2 millions 700,000 habitants et 13 à 14 millions de florins de revenu.

Ces abandons de territoire changeaient en outre complètement ses frontières : elle ne touchait plus à l'Italie, se trouvait éloignée du Rhin, de la Souabe et de la Suisse; Napoléon, en concédant à ses alliés allemands les pays qu'il venait d'arracher à l'Autriche, renforçait la ceinture d'États qu'il interposait entre elle et son propre empire. C'était, au reste, la politique que l'ancienne France avait toujours poursuivie.

Les princes allemands, les électeurs de Wurtemberg, de Bavière et de Bade, entraînés par l'ambition, le désir d'indépendance, par leur vieille jalousie contre le chef de l'empire germanique, étaient entrés avec ardeur dans la voie ouverte par Napoléon.

Mais alors, il faut le dire, le sentiment d'une patrie commune existait à peine en Allemagne ou était oblitéré par d'autres intérêts. Les princes ne pensaient qu'à celui de leur puissance; pour les peuples, et particulièrement ceux de la rive gauche du Rhin, qui étaient réunis à la France, voici ce qu'en dit un historien allemand, Pfister :

« Si les Allemands de la rive gauche sentaient moins

la honte d'une domination étrangère, c'est qu'ils venaient de se soustraire à la dépendance dans laquelle la cour de Rome tenait les États ecclésiastiques jadis situés sur cette rive, et que les petits États des princes et des comtes du Rhin avaient toujours été despotiquement gouvernés » (1).

Enfin, par un de ces contrastes aveugles qu'on rencontre si fréquemment dans les choses humaines, tandis que chacun à l'envi travaillait à détruire le vieil empire, qui en définitive était une forme incomplète, si l'on veut, mais enfin une forme de l'unité allemande, dans le pays de Bade, en Wurtemberg, en Bavière, les souverains s'emparaient des biens de la noblesse immédiate, de ceux de l'ordre équestre teutonique enclavés dans leurs États, préparant ainsi à leur insu pour l'avenir de plus grandes spoliations et une nouvelle et plus complète unité.

Napoléon, avant de retourner en France, voulut cimenter son alliance avec les souverains allemands; il fit épouser la fille du roi de Bavière à Eugène, son fils adoptif, qui fut créé vice-roi d'Italie, et peu après il maria au grand-duc de Bade Stéphanie de Beauharnais, qu'il avait aussi adoptée.

Le 30 décembre, Napoléon arriva à Munich. Le lendemain, une proclamation annonçait aux Bavarois que leur électeur était désormais roi. On vit alors au milieu de fêtes brillantes Napoléon, sur un trône, recevoir les hommages des souverains dont il venait d'agrandir la

(1) *Histoire d'Allemagne*, par J.-C. Pfister, traduite par M. Paquis, II, p. 1.

puissance. A ses côtés était l'impératrice Joséphine; il l'associait à l'éclat de sa gloire, et le cœur de la mère se remplissait d'orgueil et de joie en voyant son fils Eugène recevoir la main de la princesse de Bavière et la couronne d'Italie, dont Napoléon, à défaut d'héritiers directs et légitimes, lui assurait la possession pleine et entière pour lui et ses descendants.

Stuttgard eut aussi ses fêtes, et tandis que Napoléon parcourait l'Allemagne en souverain, recevant les hommages des rois qu'il avait faits, les prescriptions du traité de Presbourg s'accomplissaient : Venise rentrait avec joie dans le sein de la patrie italienne, et le Tyrol se voyait avec peine arraché à ses anciens maîtres pour passer sous la domination de la Bavière.

Sur un point éloigné seulement, aux bouches du Cattaro, se rencontrait un obstacle, une résistance imprévue : soit faiblesse, soit connivence de la part du gouverneur autrichien, une flotte russe avait pénétré dans le port et s'était emparée de Cattaro. L'armée française venait de quitter Vienne et se retirait des États héréditaires. Lorsque Napoléon reçut cette nouvelle, de suite il arrêta la reddition de Braunau et somma l'Autriche de mettre la France en possession de Cattaro.

Par suite de ces circonstances, et s'appuyant sur des motifs fort plausibles, l'empereur des Français maintint ses troupes sur les deux rives du Danube, position d'où il pouvait surveiller l'Autriche et assurer l'exécution du traité de Presbourg en Allemagne. On verra d'ailleurs plus tard quel parti il en tira contre la Prusse.

Laissant alors le commandement de l'armée à Berthier, il se mit en route pour la France. Jamais retour

plus triomphal n'avait eu lieu; jamais peut-être l'histoire n'avait montré tant de victoires, tant de grands événements accomplis en si peu de temps : moins de quatre mois avaient suffi. Ce n'était pas seulement l'Autriche envahie, réduite aux abois, la Russie vaincue : c'était la face de l'Allemagne changée, le gothique édifice de l'empire germanique écroulé, c'était l'Europe, enfin, confondue de tant de génie et de tant de fortune.

Napoléon rentra en France par le pont de Kehl et Strasbourg. Une immense population couvrait les deux rives du Rhin, qui semblait désormais ne plus séparer l'Allemagne de la France. Paris, enfin, l'attendait : sa population impressionnable, ardente, toujours avide d'émotion et amoureuse de gloire, avait appris avec un sentiment d'orgueil la nouvelle de nos triomphes; mais, lorsqu'on vit les trophées dont s'était fait précéder le vainqueur, ces amas de drapeaux conquis à Ulm, à Austerlitz, encore tout couverts de la poussière et du sang des batailles, l'enthousiasme fut au comble. Le peuple, le sénat s'apprêtaient à recevoir l'empereur au milieu d'arcs de triomphe, mais il se déroba à ces ovations et rentra inopinément aux Tuileries dans la soirée du 25. Le lendemain, après une nuit tout entière passée au travail, le jour naissant l'y retrouvait encore.

En arrivant, par le fait le plus imprévu, il avait trouvé le Trésor public pour ainsi dire vide et la banqueroute presque menaçante. Le ministre, Barbé-Marbois, avait eu l'idée de faire valoir les fonds du Trésor en plaçant 140 millions en obligations espagnoles sur la Vera-Cruz; elles n'avaient pu être réalisées, la Banque

de France avait été impuissante à venir au secours de l'État, et la foule effrayée assiégeait les portes du Trésor, demandant son remboursement. La présence de l'empereur, des mesures énergiques, quelques ressources provisoires qu'on fut assez heureux pour se procurer, arrêtèrent la panique, et la confiance se rétablit.

On dit que ce fut à partir de cette époque que Napoléon conçut la pensée, qu'il réalisa, d'une réserve métallique pour parer à de semblables accidents. Ce recours à une réserve métallique peut paraître bien primitif et faire sourire les financiers; cependant nous avons vu ce moyen, traditionnel en Prusse, la servir grandement lors des événements de 1866, et lui faciliter singulièrement le succès.

Ces légers nuages furent bientôt dissipés, et le vainqueur et la France purent jouir désormais sans partage de l'éclat incomparable de leur triomphe. Où allait-on ? nul ne le demandait alors ; on se laissait entraîner par le génie et par la gloire, et le poids de cette gloire ne se faisait pas encore sentir. Nos pertes avaient été relativement peu considérables dans cette rapide et décisive campagne. Enfin l'ennemi en avait payé les frais.

Napoléon savait-il lui-même où il allait? avait-il fixé des bornes à l'ardeur inquiète de son génie, qui, dès qu'un horizon nouveau s'entr'ouvrait devant lui, s'y précipitait avec fougue pour bientôt en découvrir de nouveaux: semblable au joueur, qui, à mesure que les millions s'entassent sous ses mains avides, les prodigue toujours pour courir à des chances nouvelles?

Napoléon subit alors un entraînement de ce genre;

sans doute, il roulait déjà dans sa tête de vastes projets, mais les succès inouïs qu'il venait d'obtenir contribuèrent à les grandir encore. Ce fut alors qu'il rêva *l'empire du monde:* il l'a dit plus tard ; il alla plus loin et se crut une *Providence;* il l'a avoué lui-même (1).

Un événement survint à cette époque, qui, pour quelque temps, sembla devoir modifier les conditions qui pesaient sur les destinées de l'Europe et de Napoléon. Pitt, l'âme de toutes les coalitions, l'instigateur de cette guerre à outrance contre la Révolution française et Napoléon, était mort le 21 janvier 1806, usé par le long et laborieux exercice du pouvoir, dévoré par les luttes incessantes de la vie parlementaire. Déjà frappé par le désastre d'Ulm, un instant ranimé par le canon de Trafalgar, Austerlitz fut pour lui le dernier coup. En mourant, il voyait ses combinaisons anéanties et put se croire vaincu.

A sa mort, Fox son éloquent rival, qui n'avait cessé de combattre ses idées de guerre sans trève contre la France, forma, avec quelques hommes modérés dont les idées se rapprochaient des siennes, une administration qui pouvait faire concevoir des espérances de paix.

A peine Fox était-il ministre des Affaires étrangères depuis quelques jours, qu'un individu arrivé de France vint lui proposer d'assassiner Napoléon. Fox, indigné, le fit immédiatement arrêter ; mais, comme les lois anglaises ne permettaient pas de le détenir longtemps, Fox écrivit à M. de Talleyrand pour le prévenir.

(1) *Mémorial de Sainte-Hélène.* Voir à propos des affaires d'Espagne, t. IV, p. 287 et 288.

Le gouvernement anglais n'avait pas toujours eu de semblables procédés : aussi l'empereur se montra-t-il fort touché d'un acte tout naturel à l'âme élevée et généreuse de Fox : il chargea son ministre de l'en remercier : « Dites-lui (ce sont les paroles de Napoléon) que, soit que la politique de son souverain nous fasse rester encore longtemps en guerre, soit qu'une querelle aussi inutile pour l'humanité ait un terme aussi rapproché que les deux nations doivent le désirer, je me réjouis du nouveau caractère que par cette démarche la guerre a déjà pris et qui est le présage de ce qu'on peut attendre d'un cabinet, dont je me plais à apprécier les principes d'après ceux de M. Fox, un des hommes les plus faits pour apprécier en toutes choses ce qui est beau, ce qui est vraiment grand. »

M. de Talleyrand cita encore dans sa réponse le passage d'un discours de l'empereur à l'ouverture du Corps législatif, dans lequel il exprimait des veux pour la paix et se montrait disposé à la conclure si l'Angleterre voulait adopter comme base le traité d'Amiens.

Fox considéra avec raison la lettre de M. de Talleyrand comme une ouverture, et de suite il entra dans cette voie, posant pour base de toute négociation que la paix devait être honorable pour les deux cours et pour leurs alliés respectifs. On fut d'accord sur le point de départ, mais sur un autre il y eut tout d'abord divergence d'opinions : Fox insistait pour que l'empereur de Russie fût partie contractante, Napoléon voulait traiter séparément.

Tout s'était passé jusque-là en échange de lettres courtoises. Pour rendre la négociation plus directe et

plus rapide, M. de Talleyrand eut la pensée de s'adresser à un Anglais également distingué par sa position et son esprit, lord Yarmouth, qui avait été retenu en France lors de la rupture de la paix d'Amiens, et à qui l'empereur venait de rendre la liberté.

Les propositions de la part de la France furent d'abord la restitution du Hanovre à l'Angleterre. Napoléon n'avait cédé sur ce point qu'avec difficulté ; d'ailleurs, dans sa pensée, il ménageait une compensation à la Prusse. Lord Yarmouth ayant demandé si on réclamerait la Sicile, alors occupée par les Anglais, M. de Talleyrand se laissa aller à dire, ce qui, du reste, témoignait du désir qu'on avait d'être conciliant et de traiter : « Vous l'avez, nous ne vous la demandons pas ; si nous la possédions, elle pourrait augmenter les difficultés. » Lord Yarmouth conclut de ces paroles que les négociations devaient s'entamer sur le principe des possessions respectives des puissances.

Pendant ce temps, on avait conçu l'espoir d'un arrangement avec la Russie, espoir qui sembla pour un instant se réaliser : M. d'Oubril, le ministre de cette puissance à Paris, avait signé un traité par lequel la Russie remettait aux mains de la France les bouches du Cattaro, sous la condition que les troupes françaises évacueraient l'Allemagne. Napoléon, se prévalant de l'avantage que lui donnait ce premier traité, insista pour que la Sicile lui fût abandonnée : c'était ce que Fox ne voulait ni ne pouvait concéder.

La négociation traîna quelque temps encore, puis Fox tomba malade et mourut bientôt. Alors à l'esprit de conciliation, à la bienveillance qui avaient présidé

aux premiers pourparlers, succédèrent l'aigreur, les récriminations. L'empereur de Russie, de son côté, désavoua son ambassadeur, M. d'Oubril, et refusa de ratifier le traité conclu avec la France. Toutes négociations furent alors rompues, et s'évanouirent avec elles les espérances de paix qu'avaient pu faire concevoir un instant le désir qui avait d'abord animé Napoléon, son ministre, M. de Talleyrand, et l'esprit généreux de M. Fox.

A qui faut-il imputer une rupture qui replongea encore pendant plusieurs années l'Europe dans des guerres sanglantes et attira sur elle et sur nous toutes les calamités ? Des historiens favorables à Napoléon l'ont vivement blâmé en cette circonstance, et considèrent comme une des plus grandes fautes qu'il ait jamais commises, celle d'avoir ainsi, pour des questions secondaires (la possession de la Sicile, celle d'un petit port dans l'Adriatique), laissé échapper l'occasion de se voir, lui et son empire, reconnus par le plus redoutable de ses ennemis.

L'Angleterre ne peut-elle être aussi blâmée d'avoir alors refusé de donner la paix au monde, lorsqu'en définitive elle obtenait, en 1806, tout ce qu'elle obtint en 1814 : la consécration de la formidable puissance qu'elle avait acquise depuis la Révolution française ? Sans doute : mais il ne s'agissait pas seulement pour elle, pour Napoléon, comme semblent le faire croire les apparences, de la Sicile laissée aux Bourbons de Naples ou donnée à Joseph. La Sicile, était pour l'un comme pour l'autre, la domination, l'empire de la Méditerranée, la possession du chemin qui conduit en Égypte et aux Indes.

Quant aux bouches du Cattaro et à la Dalmatie, le traité de Presbourg les avait données à la France, la Russie s'était frauduleusement emparée de Cattaro. Il importait certes à l'Angleterre, autant qu'à Napoléon, que cette puissance ne vînt pas s'établir dans une contrée, sur un point d'où elle pouvait menacer l'empire ottoman ; et cependant l'Angleterre, entraînée par sa haine, appuyait les prétentions de la Russie, et faisait du Cattaro un des motifs principaux de la rupture des négociations.

C'est ainsi que, sous les apparences de questions qui pouvaient paraître secondaires, Napoléon et l'Angleterre, luttant d'ambition, entraînés par leur ardeur jusqu'à l'aveuglement, poursuivaient, implacables, sans que rien pût les en détourner, l'un la domination du continent, l'autre l'empire des mers.

Pour cette dernière, l'œuvre était accomplie; à Trafalgar elle avait anéanti les grandes flottes de la France et de l'Espagne ; les quelques vaisseaux qui avaient échappé au désastre, hasardés sur l'Océan, étaient bientôt devenus sa proie, et désormais elle pouvait, sans crainte que nul osât lui porter un défi, entonner son hymne orgueilleux : « *Rule Britannia ! rule the waves !* »

Il faut oser voir la vérité, la regarder en face. La Révolution nous avait coûté notre puissance maritime. Les glorieuses escadres qui avaient conquis l'indépendance des États-Unis, qui, sous Suffren, avaient vaincu les Anglais dans l'Inde, tout avait disparu. Nos colonies, la riche Saint-Domingue, toutes les colonies de nos alliés, de la Hollande, de l'Espagne, étaient deve-

nues la proie du vainqueur. Depuis l'expédition d'Égypte seulement, la puissance anglaise avait plus que triplé dans l'Inde. Dans toutes les parties du monde son pavillon seul flottait en maître sur les mers, et l'or de son commerce soudoyait les coalitions contre la France.

A cette puissance contre laquelle Napoléon ne pouvait lutter corps à corps, qu'opposait-il ? la domination du continent européen, qu'il entreprit de fermer aux Anglais et à leur commerce.

Pour atteindre ce but, il fallait non seulement vaincre, mais créer un pouvoir formidable reposant sur des bases solides, susceptible de durée, capable de tenir en respect les États tels que la Russie, dont la puissance était encore intacte, et de maintenir ceux qui, tels que l'Autriche, bien que vaincus, n'aspiraient qu'à prendre leur revanche.

Telle fut la raison de ce grand empire dont la France ou plutôt la vieille Gaule formait le centre, allant de l'Océan au Rhin et des Alpes à la mer du Nord, tandis qu'au sud et au nord, semblables à des bras gigantesques qui voulaient enserrer l'Europe, s'étendaient les royaumes de Naples, d'Italie et de Hollande.

Napoléon, tout en conservant à ces pays leur nationalité distincte, leur avait donné pour les gouverner ses frères et son fils adoptif : à Joseph, Naples ; à Louis, la Hollande ; à Eugène, l'Italie. Bientôt, à ces États, il en joignit un autre composé du Hanovre, de la Hesse-Cassel et de quelques principautés allemandes, formant comme un bastion avancé qui couvrait le nord de l'Empire. Il en fit le royaume de Westphalie qu'il

donna à son plus jeune frère, Jérôme. Enfin au centre, sur la rive droite du Rhin, il se couvrit par une ceinture d'États allemands confédérés et placés sous sa protection.

Bien que des écrivains entraînés par la passion, l'esprit d'hostilité contre Napoléon, aient qualifié la formation de cette confédération d'acte d'iniquité, d'attentat à l'indépendance de l'Allemagne et de l'Europe, ce serait une grande erreur de croire que cette création ne fut qu'une loi du conquérant imposée par la force. La première pensée d'une confédération avait été suggérée, en 1804, par le baron de Waitz, ministre de l'électeur de Hesse : « Affligé, disait-il, de voir ce prince obstiné à rester feld-maréchal au service de la Prusse et asservi en esclave à cette puissance, il avait, dans le dessein de l'en affranchir, imaginé qu'il serait possible de former une association d'États secondaires, qui, par la réunion de leurs forces, assureraient leur indépendance, surtout en se plaçant sous la protection d'un grand État étranger à l'Allemagne » (1).

Cette combinaison, qui fut communiquée au gouvernement français, répondait à la pensée de Napoléon : celle de constituer en Allemagne un État qui pût être, à l'égard de l'Autriche et de la Russie, ce qu'avait été autrefois la Pologne, État assez fort pour être un obstacle, pour servir de contre-poids à ces puissances, mais pas tellement fort cependant qu'il ne fût obligé de

(1) *Histoire générale des traités de paix*, par M. le comte de Garden, t. IX, p. 129.

compter sur la France pour se soutenir. Pendant quelque temps, Napoléon avait pensé à faire jouer ce rôle à la Prusse agrandie, qui serait devenue le centre de l'unité allemande ; mais les tergiversations incessantes de cette puissance, sa conduite ambiguë, l'aversion de la cour de Berlin pour l'alliance française le forcèrent enfin à renoncer à ce projet.

Il rencontrait des dispositions toutes différentes, non seulement chez la plupart des princes, mais même chez les peuples de l'Allemagne. Pour les princes, deux parmi eux, l'électeur de Bavière et l'électeur de Wurtemberg, avaient été élevés à la dignité royale, tous enfin se trouvaient soustraits à la suzeraineté de l'empereur d'Allemagne : désormais leur puissance était absolue. Autrefois ballottés incessamment entre la Prusse et l'Autriche, ils se trouvaient jouir d'une indépendance qu'ils n'avaient jamais connue. Pour les peuples, l'influence française faisait pénétrer chez eux un souffle plus libéral, et même, sous une forme despotique, de nombreuses améliorations s'accomplissaient dans l'administration. Il n'y eut pas jusqu'à la gloire des armes qui n'exerçât son prestige et n'entraînât ceux des Allemands qui se montraient fiers d'avoir combattu à nos côtés et vaincu avec nous.

Tous voulaient donc conserver les avantages qu'ils avaient acquis et se montraient impatients de se réunir pour se les assurer en se plaçant sous la protection de l'empereur des Français. On peut s'étonner aujourd'hui de ce mouvement d'un peuple se plaçant ainsi sous le joug d'un conquérant étranger ; mais alors l'Allemagne sortait à peine des langes du moyen âge, de la féoda-

lité; trop longtemps elle avait subi l'influence dissolvante, énervante, des petits États; le sentiment de la nationalité allemande ne s'était pas encore développé, ou ne germait que dans quelques âmes. L'heure du réveil n'avait pas sonné. L'on vit à cette époque les plus grands esprits de ce pays vanter, glorifier l'influence étrangère.

Jean de Müller, le célèbre historien de la Suisse, esprit élevé, cœur sincère, proclamait avec enthousiasme que le peuple allemand avait besoin d'une impulsion, et que c'était Napoléon qui la lui imprimait: « Les hommes, dit l'historien Pfister, qui représentaient le génie et la littérature allemande, descendirent à un tel degré d'abaissement qu'ils devinrent les adorateurs du conquérant, et Gœthe lui-même chanta les hauts faits de Napoléon » (1).

Tous ces sentiments ayant été habilement exploités, les négociations furent menées avec rapidité et dans le plus grand secret par M. de Talleyrand. Au commencement de juillet 1806, les plénipotentiaires des princes allemands se réunissaient à Paris, et le 12 l'acte de confédération était signé par le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, l'électeur archichancelier, l'électeur de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et Salm-Kirbourg, le prince d'Isenbourg-Birstein, le duc d'Aremberg, le prince de Lichtenstein

(1) Pfister, *Histoire d'Allemagne*, t. XI, p. 5.

et le comte de la Leyen. Par l'article premier, ils déclaraient être pour jamais séparés de l'empire germanique et indépendants de toute puissance étrangère à la confédération, et reconnaissaient pour protecteur l'empereur des Français. Ils formaient enfin avec la France une alliance offensive et défensive : en cas de guerre, le contingent de la Confédération devait être de 58,000 hommes.

La notification de l'acte de confédération ayant été faite à la diète de Ratisbonne, le 1er août, l'empereur François II d'Allemagne déclara renoncer à l'empire. Ainsi disparaissait, après dix siècles, ce vieux monument du moyen âge. Déjà, depuis près de deux cents ans, il avait reçu bien des atteintes : la Réforme, la paix de Westphalie, les conquêtes de Louis XIV, plus tard les guerres entre Frédéric et Marie-Thérèse, l'avaient profondément ébranlé, désorganisé ; il était réservé au mouvement produit par la révolution française de lui porter le dernier coup et de déterminer une transformation qui, d'après des phases diverses, aboutit sous nos yeux à un résultat qu'il était alors difficile de prévoir.

La sensation fut grande en Europe, lorsqu'on vit plus de dix millions d'Allemands, se retournant en quelque sorte contre l'Allemagne, se placer sous le protectorat de la France contre laquelle ils s'étaient conjurés tant de fois.

On peut maintenant considérer l'œuvre de Napoléon dans son ensemble et essayer d'en saisir la pensée.

En créant ainsi un grand empire fédératif, en s'entourant de feudataires couronnés, en se faisant le roi des

rois, Napoléon n'obéissait pas seulement, comme tendrait à le faire croire une opinion superficielle, à l'entraînement de l'orgueil ou bien à un sentiment de mesquine vanité. Sans doute le rôle de Charlemagne put briller à ses yeux, émouvoir une imagination telle que la sienne, mais ce furent des raisons bien autrement puissantes qui le guidèrent.

La victoire avait mis sous sa domination de vastes États : ne fallait-il pas les organiser, les constituer? Devait-il, en présence des coalitions sans cesse renouvelées contre lui, abandonner au hasard les éléments de puissance dont il pouvait disposer? Ne devait-il pas, au contraire, en les hiérarchisant, les ramener, les concentrer dans sa main? Ainsi, était-il possible d'abandonner la Hollande à elle-même ou de lui laisser une forme républicaine tombée en décrépitude? Pouvait-il placer sur le trône qu'il y élevait ou sur ceux d'Italie des princes étrangers appartenant aux anciennes dynasties qui toutes lui étaient hostiles? S'il y plaça ses frères, des membres de sa famille, c'est parce qu'en eux seuls il pouvait trouver des garanties d'appui, de sécurité.

Ceux qui veulent ne voir dans tous les actes de Napoléon qu'une insatiable et vaine ambition oublient, il me semble, de se rendre compte des nécessités impérieuses qui pesèrent toujours sur lui : « La vérité, a-t-il dit, est que je n'ai jamais été maître de mes mouvements et que j'ai toujours été entraîné par les circonstances. » Aussi l'éminent et sage historien anglais, Alison, n'hésite pas à dire : « Le système qu'adopta résolûment Napoléon de placer sa famille et les siens sur les trônes des royaumes voisins et d'entourer la France

non point de républiques affiliées, mais de dynasties dépendantes, n'était pas, comme on a quelquefois pu l'imaginer, une simple ébullition de vanité personnelle ou d'orgueil de souverain. Ce système reposait sur les principes d'une politique profonde et sur une juste appréciation tout à la fois des circonstances qui l'avaient élevé au trône et qui l'entouraient lorsqu'il y fut » (1).

Tandis que toutes les grandes questions d'où devaient dépendre les destinées de l'Europe s'agitaient, l'armée française continuait d'occuper l'Allemagne du Sud. Napoléon l'y maintenait sous le prétexte de la non-exécution du traité de Presbourg, en ce qui touchait les bouches du Cattaro et la Dalmatie. Il surveillait ainsi l'Autriche, menaçait la Prusse, et tenait dans la dépendance ceux des princes allemands qui eussent été tentés de se soustraire à la confédération.

En évacuant la haute Autriche, le corps de Soult, qui formait l'arrière-garde de l'armée, fut placé derrière l'Inn, dans l'angle que forme l'Inn en se jetant dans le Danube ; il occupa Passau, Braunau et Landshut. Tous les autres corps de la grande armée, à l'exception de la garde impériale qui était rentrée en France, furent cantonnés en Bavière et en Souabe, de manière à pouvoir se réunir sur l'Inn. Berthier avait établi son quartier général à Munich. Un peu plus tard, une partie des troupes françaises fut portée plus au nord : Bernadotte occupa Anspach ; Davout alla s'établir à Œttingen, dans la principauté de Limbourg et le Mergentheim, tandis que Ney remontait dans la Souabe, sur la rive droite du haut Danube.

(1) Alison, t. V, p. 583.

Le 6e corps avait beaucoup couru avant de prendre des cantonnements un peu stables. Nous l'avons vu, après la conquête du Tyrol, se diriger sur Salzbourg; de là il se rendit à Clagenfurth, pour revenir, le 11 janvier 1806, à Salzbourg, où s'établit le quartier général. La cavalerie, commandée par le général Colbert, occupait les environs de cette ville : la guerre le ramenait aux lieux où déjà elle l'avait conduit en 1800.

Vers le milieu de mars, le corps d'armée se replia sur Munich, autour duquel il se dispersa.

Le général Colbert occupa alors successivement Mindelheim, Wolfech, Kaufbeuren, Alschausen, où je le vois rester le mois de juin et le mois de juillet, enfin Memmingen, où il se trouvait encore en septembre.

Indépendamment des raisons politiques ou stratégiques que j'ai déjà signalées, ces changements de cantonnements étaient motivés par le besoin de trouver des subsistances : on disséminait les troupes autant que possible, puis, quand on avait tout épuisé dans le pays, il fallait bien chercher ailleurs.

Ce fut ainsi que, pendant près d'une année, nous vécûmes aux dépens de nos amis et alliés de Bavière et de la confédération du Rhin.

En somme, nos soldats se trouvaient fort bien, et, après s'être remis de leurs fatigues, ils jouissaient d'une hospitalité qui, pour être imposée à leurs hôtes, n'en était pas moins douce et bonne pour eux. Lorsque j'entrai au service, on rencontrait encore dans l'armée bon nombre de vieux officiers qui se rappelaient ce temps, et pour eux c'était le bon temps. Les récits qu'ils en faisaient semblaient être une idylle au milieu des au-

tres souvenirs des rudes campagnes qu'ils avaient faites. Comme ils vantaient la bonhomie de leurs hôtes, la complaisance, la douceur de ces bonnes familles allemandes au milieu desquelles ils avaient vécu ! Aussi leur conclusion était-elle que le meilleur des pays pour faire la guerre était l'Allemagne.

Il faut aussi le dire : lorsque le soldat français ne fait que passer dans un pays, il est le plus exigeant, le plus insupportable des visiteurs ; mais, s'il est établi pour quelque temps, il s'associe et s'assimile en quelque sorte aux gens au milieu desquels il vit, témoin ce maréchal des logis de hussards dont on raconte l'histoire, qui, le jour de son arrivée, s'amusait, après dîner, à faire tourner les molettes de ses éperons pendant qu'il fumait sa pipe, et qui, au bout de deux jours, jouait avec les enfants et, au besoin, leur eût fait manger la soupe.

Malgré l'inaction, malgré les douceurs de ce long repos, l'Allemagne ne fut pas une Capoue pour nos soldats. On pourrait également croire que cette dissémination des troupes éparses au loin dans les villes, dans des cantonnements, souvent séparées de leurs chefs, aurait relâché la discipline et enlevé à l'armée quelque chose de cet esprit d'ensemble qu'elle avait en quittant le camp de Boulogne. Il n'en fut rien : on la verra bientôt reparaître sur les champs de bataille avec toute sa vigueur, son entrain, sa mobilité. Elle s'était reposée, refaite, mais ne s'était pas endormie dans le repos. Enfin, par les soins de l'empereur, qui avait toujours les yeux fixés sur elle, les pertes qu'elle avait faites en hommes, en chevaux, en matériel, avaient été, non pas seulement réparées, mais elle avait reçu des renforts,

tous les corps étaient au complet et prêts à tout événement.

Il n'avait pas été permis aux généraux de s'absenter, et c'est à peine si le maréchal Ney lui-même quitta son corps d'armée pendant quelques jours.

Cependant on parlait souvent de retour en France, l'empereur lui-même le désirait ; il y crut un instant et faisait préparer des fêtes magnifiques pour cette grande armée, l'instrument de sa gloire ; mais les jours, les mois s'écoulèrent dans une longue et vaine attente.

Pour des hommes habitués à une vie active, pleine d'émotions, il n'y avait que la guerre ou le retour; condamnés au repos loin de la patrie, l'impatience les gagnait : « Je me promène de château en château, écrivait mon père ; je suis à présent dans une grande commanderie de l'ordre Teutonique ; le commandeur est homme de bonne compagnie et gourmand, ce qui me convient assez..... Dernièrement j'étais dans un grand manoir, des corridors comme au couvent ; un prince sourd et une princesse criarde en étaient les maîtres ; du reste, bien logé et bien soigné..... et je n'en suis que plus ennuyé. Le maréchal lui-même est atteint ; je cherche à le distraire, je l'entraîne ; nous chassons la grosse bête et l'ennui, mais l'ennui revient toujours. Ah ! j'ai grand besoin de me *dégermaniser*. »

Malgré cet ennui, il écrivait des lettres gaies, spirituelles, dont je regrette de ne pouvoir citer que quelques rapides passages. Une chose surtout le préoccupait, c'était l'éducation de ce fils qu'il n'avait pas encore vu : « Qu'on ne cède pas à ses caprices, écrivait-il ; les caprices de l'enfant sont les volontés de l'adolescent et

trop souvent les vices de l'âge viril. » Puis il disait à la mère : « Garde ton enfant pour ton cœur, n'en fais pas un objet de vanité. » Enfin, il ajoutait : « Quant à moi, je ne sais quand je le verrai ; je pense qu'il faudra bientôt l'engager, et très probablement je ne l'embrasserai que quand il sera sous-lieutenant. »

Auguste Colbert avait su se créer de nombreuses relations et même rencontrer des amis. Il est une de ces amitiés que je ne dois pas passer sous silence, parce qu'elle a un caractère particulier et digne d'intérêt.

Dans la campagne de 1800, en Allemagne, les hasards de la guerre l'avaient mis en présence d'un colonel Walmoden : c'était le plus jeune colonel de l'armée autrichienne ; mon père était le plus jeune colonel de l'armée française : ce fut un motif de rapprochement. D'autres circonstances s'y mêlèrent probablement, mais je les ignore. Toujours est-il qu'il en résulta une liaison qui durait encore en 1806.

J'ai de cette époque plusieurs lettres de Walmoden ; il écrivait le 10 mars, après la campagne : « Votre lettre m'est parvenue il y a quelques jours, mon cher Colbert, et je n'ai sûrement pas besoin de vous dire qu'elle m'a causé un plaisir bien sensible. Nous avons fait, renoué et cultivé connaissance sous des rapports trop intéressants pour ne pas s'attacher réciproquement quand, du reste, les caractères se conviennent. C'est ce qui nous est arrivé, et dès les premiers moments nous nous sommes rapprochés, et je me rappelais toujours le jeune colonel que je désire extrêmement revoir.

« Au début de cette campagne, je me suis bien informé de vous, et comme à Aicha j'ai eu une affaire sé-

rieuse avec le 11[e] de chasseurs et le 8[e] de hussards, je craignais bien que le 10[e] ne fût à côté. C'est la dernière fois que je me suis battu avec plaisir, et je prévoyais déjà ce qui est arrivé plus tard.

« Mon régiment est une des choses qui m'attristent le plus, je me suis donné pendant quatre ans de paix tant de peines pour le bien composer; nombre de jeunes gens de famille, d'éducation, se seraient distingués, dans une campagne médiocre, à l'envi l'un de l'autre; deux escadrons que j'avais détachés en Bohême pendant toute la guerre ont bien maltraité la cavalerie bavaroise à Iglau. Adieu tout cela à présent, on nous a mis en garnison sur les frontières de Saxe, dans les montagnes, où il y a six mois d'hiver: je ne vais avoir que des gens ennuyés, dégoûtés et mécontents. Adieu, cher Colbert, répondez-moi et présentez-moi des tableaux plus riants que ceux que je puis vous offrir: savoir ses amis heureux fait toujours plaisir; parlez-moi de vos projets, où vous passerez l'été, et n'oubliez pas votre ami.

« Vienne, 24 mars 1806. »

La famille de M. de Walmoden possédait dans le duché de Berg des domaines qui avaient été séquestrés. D'après l'avis de mon père, et probablement avec une recommandation de lui, le colonel Walmoden alla trouver Murat, qui était devenu grand-duc de Berg. Il en fut personnellement fort bien reçu, et, bientôt compris dans une mesure générale, il rentra en possession d'une partie de ses droits et de ses biens. Toutefois il évaluait encore la perte à la moitié.

On me pardonnera ces détails: ils peuvent servir à

faire connaître quelle était la position des nobles allemands à cette époque. Enfin cette liaison de deux jeunes et vaillants hommes combattant l'un en face de l'autre, se prenant d'une estime mutuelle et se liant d'une étroite amitié, a quelque chose de chevaleresque qui m'a paru ne pas devoir être laissé dans l'oubli.

Si Murat était devenu grand-duc de Berg, prince souverain, Berthier était aussi devenu souverain, prince de Neufchâtel et Valengin. On ne devenait pas alors seulement général, maréchal; on *passait* prince, on *passait* roi.

Berthier était un excellent homme, je l'ai déjà dit et prends plaisir à lui rendre hommage; mon père le connaissait d'Italie, d'Égypte, et l'Égypte avait créé un lien entre tous ceux qui avaient fait cette campagne. Il lui écrivit donc pour le féliciter, et voici la réponse qu'il reçut; elle est curieuse et peut servir à faire connaître l'homme et l'époque :

« Mon cher Colbert, je reçois avec plaisir vos félicitations, parce que ce sont celles de l'amitié. L'empereur m'a fait servir d'exemple pour prouver à l'armée que tel zèle que l'on puisse porter à le servir, il sait encore mieux récompenser.

« Vous avez apprécié mes sentiments : la grandeur ni les dignités ne sont rien pour moi, mais je suis sensible à l'intérêt que me porte un ami, à celui de l'homme de bien, à l'idée de savoir que l'empereur est satisfait de mes services.

« Conservez-moi l'amitié que vous devez à celle que je vous porte : c'est là le véritable bonheur de la condition humaine ; le reste est chimère.

« Croyez, mon cher Colbert, à mon attachement.

« Le maréchal prince ALEXANDRE (1).

« 18 avril 1806. »

Cependant l'année s'avançait, on touchait à l'automne ; c'était en vain que la France avait élevé des arcs-de-triomphe; l'armée ne devait pas encore revenir.

Dans la lutte engagée contre l'Europe, aux flots qui venaient d'être repoussés en succédaient d'autres. Enfin, le 15 septembre, huit mois après la bataille d'Austerlitz, un an après le départ de Boulogne, mon père ayant obtenu un congé, partit pour Paris, où, pour la première fois, il allait embrasser ce fils qui préoccupait si vivement sa tendresse.

(1) L'original de cette lettre est en ma possession.

CHAPITRE XXIV

Le roi de Prusse accepte la cession du Hanovre. — Colère de l'Angleterre. — Paroles de Fox. — Sentiments de Napoléon à l'égard de la Prusse. — La reine Louise. — Le parti de la guerre l'emporte. — Le général Knobelsdorf à Paris. — Le duc de Brunswick et les généraux prussiens. — L'armée française quitte ses cantonnements. — Napoléon à Bamberg. — Sa prévoyance. — Proclamation à l'armée. — Le 6e corps. — Le général Colbert en commande l'avant-garde. — Schleitz; Saalfeld. — Mort du prince Louis de Prusse. — M. de Gentz à Weimar. — Consternation, désordre dans l'armée prussienne. — Lannes devant Iéna. — Le Landgrafenberg. — Hohenlohe. — Capellendorf. — Le roi avec le gros de l'armée marche sur Freybourg. — Arrivée de l'empereur. — Bataille d'Iéna.

On se rappelle que le comte de Haugwitz avait été envoyé à Vienne quelque temps avant Austerlitz pour porter à Napoléon des propositions de son souverain, et déclarer la guerre dans le cas où elles seraient rejetées. Après la bataille d'Austerlitz, le 15 décembre 1806, c'est-à-dire le jour même où le ministre de Prusse devait déclarer les hostilités, il signait le traité par lequel la Prusse, acceptant le Hanovre de l'empereur des Français, lui abandonnait en échange les margraviats d'Anspach, Bayreuth, la principauté de Neufchâtel et le duché de Clèves. Le roi Frédéric-Guillaume, ignorant

encore le traité auquel venait d'adhérer son ministre, avait fait proposer, le 22 décembre, au gouvernement anglais de lui garantir la sécurité des troupes britanniques qui se trouvaient dans le Hanovre ; il fut donc d'abord fort embarrassé en apprenant ce qui s'était fait à Vienne; toutefois la tentation était grande; la possession du Hanovre répondait si bien aux convoitises de la Prusse, à son ambition, qu'il finit par accepter. Seulement, par une espèce de capitulation de conscience, il envoya Haugwitz à Paris pour demander à Napoléon que la cession ne fût définitivement ratifiée qu'à la paix générale, et après avoir obtenu l'assentiment du roi d'Angleterre.

Napoléon n'était pas homme à permettre qu'on revînt sur des engagements. Il signifia à Haugwitz que le traité du 15 décembre n'ayant pas été ratifié dans le délai voulu, il n'existait plus ; en même temps il en imposa un nouveau plus impératif, par lequel la Prusse devait immédiatement occuper le Hanovre et fermer ses ports au pavillon anglais. Ce traité fut ratifié le 9 mars et de suite mis à exécution. Le roi de Prusse déclara par un manifeste solennel qu'il prenait possession du Hanovre que lui cédait l'empereur des Français, qui le possédait par droit de conquête.

L'indignation fut grande en Angleterre. Elle déclara immédiatement la guerre à la Prusse, ordonna le blocus de ses ports et mit l'embargo sur tous les navires prussiens qui se trouvaient dans les ports de la Grande-Bretagne. Dans le Parlement, Fox stigmatisa en ces termes la conduite de la Prusse : « Cette conduite, dit-il, est un composé de tout ce que la servilité a de mé-

prisable et la rapacité de plus odieux ; d'autres nations ont pu céder à l'ascendant de la force ; l'Autriche a été obligée, par la fortune de la guerre, de céder plusieurs de ses provinces ; la Prusse seule, sans désastre venant du dehors, est descendue au dernier degré d'abaissement en se faisant l'instrument de l'injustice et de la rapacité d'un maître » (1).

Pour Napoléon, la duplicité de la Prusse lors de la campagne d'Austerlitz l'avait déjà profondément blessé; toutefois il avait passé outre, tenant toujours à ses projets d'alliance avec cette puissance ; mais, lorsqu'il la vit de nouveau hésitant, ne sachant ni accepter ni refuser, il n'eut plus alors pour elle que des dédains, et nous le verrons désormais ne plus sembler tenir le même compte de la Prusse dans les combinaisons de sa politique, résolu d'ailleurs de la courber à sa volonté s'il le fallait.

Comment, se demandera-t-on, la Prusse pouvait-elle en être arrivée à s'attirer tout à la fois les justes et durs reproches de l'Angleterre et la colère de Napoléon ?

Il faut se rendre compte de ce qu'était cette puissance. Il y a un peu plus de deux cents ans, la Prusse n'était qu'un pauvre petit pays sablonneux, stérile et fort obscur, lorsque tout à coup, au dix-septième siècle, elle prit son essor ; son accroissement fut rapide, dû à l'habileté, aux singularités mêmes de quelques-uns de ses princes, plutôt encore, si l'on en croit Frédéric II, au

(1) Alison, *History of Europe*, tome V, page 715 ; *Parliamentary debates*, tome VI, p. 800 (*Annual register*, 1806, p. 160).

hasard, à des circonstances heureuses qu'à leurs talents réels.

Au commencement du dix-huitième siècle, ils prirent le titre de roi, les premiers des princes allemands qui osassent ceindre le diadème à côté de l'empereur d'Allemagne, dont ils avaient d'ailleurs obtenu l'agrément.

Bientôt le génie et les victoires de Frédéric second donnèrent à la Prusse l'éclat d'une grande puissance. Dès lors elle en eut tout l'orgueil et toutes les ambitions; mais, sous cet orgueil, sous ces prétentions, se cachaient bien des faiblesses. Composée de pièces rapportées (1), souvent séparées les unes des autres par des intermédiaires, ces parties ne pouvaient avoir cette cohésion qui seule fait la force. Elle avait fait l'épreuve de sa faiblesse en 1792 ; la première, elle avait attaqué la France, entrepris avec fanfaronnade de la mettre à la raison. On se rappelle le manifeste du duc de Brunswick; on sait aussi comment l'armée prussienne se retira de la Champagne. La première alors aussi, la Prusse abandonna la coalition et fit alliance avec la république française (2).

Pendant près de quatorze ans, tous les efforts de la Russie, de l'Angleterre, de l'Autriche, pour la faire sortir de sa neutralité, restèrent vains. Elle avait compris que c'était pendant la paix seulement qu'elle pouvait conserver un rôle et maintenir un rang que sa faiblesse

(1) Expression de Frédéric; voir l'appendice du livre du docteur Klopp, intitulé : *Frédéric II, roi de Prusse, et la nation allemande*, traduit par Émile Borchgrave.

(2) Traité de Bâle, 5 avril 1795.

réelle ne lui permettait pas de soutenir pendant la guerre. C'est dans le contraste qui existait entre les instincts ambitieux qui ne l'ont jamais abandonnée et la conscience de sa faiblesse qu'il faut chercher l'explication de son étrange conduite.

De là l'incertitude de ses conseils, les hésitations, les tergiversations de sa politique. Elle fait des promesses tantôt à la Russie, tantôt à la France ; elle ne les tient pas ou ne les tient qu'à demi ; elle prend des résolutions, et l'audace lui manque pour les exécuter.

D'autres motifs encore plus puissants, parce que les passions et les préjugés ont une énergie d'action que n'ont pas toujours les idées, influèrent sur la conduite de la Prusse et finirent par l'entraîner. Je veux parler des sentiments qui animaient la cour de Berlin.

Tandis que le roi Frédéric-Guillaume s'efforçait de conserver à la Prusse une neutralité qu'il croyait nécessaire, son entourage, sa famille, la reine (1) surtout, ne voyaient dans une semblable conduite qu'une trahison, une désertion de ce qu'on appelait la *cause des rois* ; et ces sentiments, qui étaient ceux de toute l'aristocratie, furent bientôt ceux d'une grande partie de la nation.

Ce serait une longue et assez triste histoire que de suivre pas à pas les diverses phases qui amenèrent enfin la Prusse à une rupture violente avec la France.

(1) Louise-Augustine-Amélie de Mecklenbourg-Strélitz, née en mars 1776, mariée à Frédéric-Guillaume III en 1793, morte en 1810.

Les griefs de la Prusse avaient été d'abord la violation de son territoire à Anspach, puis la création de la confédération du Rhin l'avait blessée dans ce que son ambition avait de plus chatouilleux.

On a fort accusé Napoléon de perfidie en cette circonstance ; ce dont on pourrait l'accuser plutôt, ce serait d'avoir agi avec la violence et l'orgueil de la force. Dans la forme même et dans les détails, il avait été sans ménagements : ainsi le prince d'Orange, beau-frère du roi Frédéric-Guillaume, avait été dépouillé de ses États et *médiatisé*.

Il avait nommé Murat, duc de Berg et de Clèves, souverain de ces principautés cédées par la Prusse, et l'intronisation de ce soldat de fortune parmi les souverains allemands avait froissé autant que possible leur vanité féodale.

Cependant, vers la fin de juillet, on semblait avoir oublié tous ces griefs, et le ministre prussien écrivait : « Le roi sent qu'il est difficile d'arriver à de grands résultats sans quelques froissements, et il donne une adhésion sans réserve à la confédération du Rhin. »

Tant qu'il ne fut pas question du Hanovre, on supporta tout. « Le Hanovre, disait Lombard, secrétaire intime du roi, console de tout, sert de remède à tout. » Mais, lorsqu'on apprit à Berlin que, dans les négociations avec l'Angleterre pour la paix générale, il avait été question d'un commun accord de rendre le Hanovre à cette puissance, bien que cette proposition n'eût été suivie d'aucun acte, encore moins d'un traité, elle apparut à des esprits prévenus sous les couleurs de la

plus noire et de la plus perfide trahison. A cette nouvelle, on en avait joint une autre qui n'était qu'un mensonge : « Des stipulations, disait-on, avaient été signées entre la Russie et la France, pour dépouiller la Prusse en rétablissant le royaume de Pologne. » L'exaspération des esprits fut alors à son comble ; le roi lui-même fut débordé, et le parti de la guerre l'emporta.

Ainsi la Prusse, après avoir pendant près de quatorze ans sacrifié tout à la paix, laissé échapper les occasions de faire la guerre avec avantage, s'être compromise avec ses alliés, brouillée avec l'Angleterre, allait, sans avoir d'autre espoir que le secours lointain d'Alexandre, s'attaquer seule à la France.

A la cour, dans l'armée, dans la ville, dans le pays tout entier, l'exaspération était à son comble. La Prusse, disait-on, se réveille donc enfin ; la belle reine Louise montait à cheval, passait des revues, brodait des écharpes pour de nouveaux paladins ; les jeunes officiers des gardes aiguisaient leurs épées sous les fenêtres de M. Laforest, ministre de France. Ce n'est pas tout : les vieux généraux de Frédéric eux-mêmes, par une singulière magie, se crurent tout d'un coup au lendemain de Leuthen. Il semblait que, sortant d'une longue léthargie, ils eussent oublié les revers de 1792, et que les prodiges accomplis par Napoléon en Italie et en Allemagne fussent non avenus pour eux ou bien lettre morte : « La tactique prussienne, disait-on, aurait bientôt raison de ces Français, vainqueurs, il est vrai, jusqu'ici des Autrichiens et des Russes, mais qui n'avaient pas trouvé en face d'eux l'armée de Frédéric et les tradi-

tions du grand roi. » Il est des gens qui, parce qu'ils ne marchent pas, croient le monde immobile.

Un jeune prince de la famille royale se montrait des plus ardents à cette guerre contre les Français : c'était le prince Louis-Ferdinand, cousin germain du roi, doué par la nature des plus brillantes qualités, beau, brave, d'un esprit élevé, cultivé, avide de gloire ; les regards et les espérances étaient tournés vers lui. Quelle que fût son ardeur guerrière, il avait trop d'esprit et de sens pour partager la jactance que des têtes folles et quelques vieillards infatués montraient à l'égard des Français, et, s'il eut le tort d'entraîner sa patrie dans une guerre fatale, il ne céda qu'aux sentiments les plus patriotiques, les plus chevaleresques, et sut noblement payer de sa vie une si généreuse erreur.

Près de deux mois cependant se passèrent encore, les relations diplomatiques durant toujours. Le roi Frédéric-Guillaume était parfois tenté de revenir sur ses pas, et, tout en rassemblant son armée, ne cessait de protester de ses sentiments amicaux à l'égard de l'empereur et de la France. Il envoya même à Paris, pour mieux y faire croire, le général Knobelsdorf, convaincu lui-même de la sincérité des paroles qu'il portait : moyen, dit-on, qui ne manque jamais son effet en diplomatie. On l'a avoué plus tard, et M. de Haugwitz disait dans une conversation qu'il eut avec M. de Gentz (1), un ou deux jours avant la bataille d'Iéna : « Si jamais il a existé une puissance que nous ayons eu l'intention de tromper, c'était la France ; » puis il

(1) Célèbre publiciste né à Breslau en 1764, mort en 1833.

ajoutait un peu plus tard : « M. de Knobelsdorf fut nommé pour compléter l'illusion » (1). En somme, il n'y eut dans toute la conduite de la Prusse que fausseté, faiblesse, ambition dissimulée, mêlées à une ridicule jactance (2).

Pour Napoléon, si l'on suit les détails de sa correspondance publique et privée telle qu'on la possède aujourd'hui, on voit qu'il plane sur les événements, il les prévoit; il voit la Prusse s'agiter, se débattre, et sait où elle va lorsqu'elle l'ignore encore; sans s'en préoccuper, il poursuit l'ensemble de ses desseins, et, dans sa conduite comme dans son langage, il ne se départ en rien de son apparente impassibilité. Rien ne me semble pouvoir mieux donner l'idée de cette conduite et de ce langage que la lettre suivante, adressée le 12 septembre au roi de Prusse :

« Monsieur mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté; les assurances qu'elle me donne de ses sentiments me sont d'autant plus agréables que tout ce qui se passe depuis quinze jours me donnait lieu d'en douter. Si je suis contraint à prendre les armes pour me défendre, ce sera avec le plus grand regret que je les emploierai contre les troupes de Votre Majesté. Je considérerai cette guerre comme une guerre civile, tant les intérêts de nos États sont liés. Je ne veux rien d'elle ;

(1) Garden, t. XI, p. 75 et 78.

(2) Je sais bien que M. de Haugwitz, qui longtemps avait soutenu l'alliance française, du moment où il se vit entraîné par le torrent, se peignit comme plus faux qu'il ne l'avait réellement été. Mais toujours est-il que les sentiments qu'il exprime dans sa conversation avec M. de Gentz étaient bien réellement ceux du parti qui avait triomphé.

je ne lui ai rien demandé. Toutes les fois que les ennemis du continent ont fait courir de faux bruits, je lui ai fait donner les assurances les plus positives de ma constance à persister dans les liens de notre alliance. C'est à elle à voir si elle n'a pas donné trop légèrement confiance au parti qui dans sa cour a été si prompt et si chaud à seconder les desseins de nos ennemis communs. J'ai une telle opinion de sa justice, que je m'en rapporte à elle pour savoir qui a tort, dans cette circonstance, de la Prusse ou de la France.

« Tous les renseignements qu'on lui a donnés sont faux ; cela seul, dont elle est à présent convaincue, doit lui prouver que je suis à l'abri de tout reproche. Si Votre Majesté m'eût dit que les troupes que j'ai en Westphalie lui donnaient de l'inquiétude, je les eusse retirées pour lui plaire. Je suis ami ou ennemi franchement. Ceux de ses ministres qui ont traité ses affaires, et que j'ai admis à mon audience, peuvent le lui témoigner. Je tiens plus que par le cœur à Votre Majesté; je tiens à elle par la raison. Toutefois, je viens de faire aussi des dispositions pour me mettre en mesure contre ses troupes, qui menacent d'attaquer mon peuple si je ne m'étais pas prémuni contre les préparatifs formidables qu'elle fait; préparatifs qui sont si avancés, que les troupes de sa capitale sont parties, même après la lettre qu'elle m'a écrite. Je dois le dire à Votre Majesté, jamais la guerre ne sera de mon fait, parce que, si cela était, je me considérerais comme criminel : c'est ainsi que j'appelle un souverain qui fait une guerre de fantaisie qui n'est pas justifiée par la politique de ses États. Je reste inébranlable dans mes liens d'alliance avec

elle. Que par sa réponse elle me fasse connaître qu'elle les repousse, qu'elle ne veut mettre sa confiance que dans la force de ses armes, je serai obligé de recevoir la guerre qu'elle m'aura déclarée; mais je resterai le même au milieu des combats, après des victoires, si la justice de ma cause m'en fait obtenir. Je demanderai la paix, regardant cette guerre comme une guerre sacrilège, puisqu'elle n'est propre qu'à faire triompher et sourire nos ennemis. Que Votre Majesté me réponde au contraire qu'elle a contremandé ses dispositions, et je contremanderai les miennes de grand cœur; nos ennemis seront déjoués, et, j'ose le dire, ma conduite froide et impassible dans cette circonstance sera pour elle et ses ministres une garantie de la confiance qu'elle doit mettre dans mes dispositions, qui ne seront jamais influencées ni par l'intrigue et les instigations étrangères, ni par la chaleur des sentiments effervescents, mais qui seront uniquement dirigées par la saine politique et l'intérêt de mes peuples.

« NAPOLÉON.

« Saint-Cloud, 12 septembre 1806 » (1).

Enfin, tandis que les généraux prussiens faisaient et défaisaient leurs plans de campagne, lui, calme, avait tout prévu, tout arrêté avant d'avoir fait bouger un seul homme. « Si véritablement, écrivait-il à la même date à son frère Joseph, je dois encore frapper, mes mesures sont prises, et si sûres, que l'Europe n'apprendra mon

(1) *Correspondance de Napoléon*, tome XIII, lettre 10764.

départ de Paris que par la ruine entière de mes ennemis » (1).

Au 12 septembre, l'armée prussienne rassemblée avait son aile droite à Eisnack; le centre occupait Erfurt; l'aile gauche, ou plutôt l'armée de gauche, de force égale, les environs de Blankenhayn. On s'était si souvent répété que les succès des Français tenaient à l'offensive qu'ils savaient prendre, que cette fois on avait résolu de les prévenir. D'après le projet arrêté au quartier général par le duc de Brunswick, généralissime, l'armée sortant de la forêt de Thuringe, devait « se précipiter vers le Mayn et couper ainsi par son centre la ligne d'opération de l'ennemi ». C'était juger singulièrement Napoléon que de croire qu'il allait les attendre de pied ferme.

On s'était beaucoup moqué de Mack, qui s'était laissé tourner par sa droite. Napoléon, se jetant en masse par Bamberg, allait tourner leur gauche et la couper par Hof et Gera de la ligne de l'Elbe, de Berlin et de leurs magasins. Lorsque enfin le mouvement des troupes françaises par Cobourg et Bamberg se dessina, le duc de Brunswick commença à ouvrir les yeux et résolut de se concentrer à Weymar pour nous attendre de front; se concentrant ainsi vers sa droite, il abandonnait la gauche qui restait en l'air à Schleitz, laissant ainsi la route ouverte aux Français, tandis qu'il aurait dû au contraire se masser sur Hof.

Du reste, l'armée prussienne était admirable de tenue et de discipline; elle était belle, ce qui veut dire qu'elle

(1) *Correspondance de Napoléon*, tome XIII, lettre 10771.

avait toutes les apparences de la bonté. Lorsqu'un homme de génie a passé quelque part, il laisse une empreinte profonde; seulement, ce qui persiste le plus dans son œuvre, c'est la forme; quant à l'âme, elle disparaît; aussi les rangs étaient probablement aussi bien alignés que du temps de Frédéric, et les queues peut-être encore mieux ajustées (1).

Cependant la cavalerie avait, dit-on, conservé le souvenir et les traditions de Zieten et de Siedlitz, et je me rappelle ce dicton répandu dans l'armée française : que lorsqu'un cavalier prussien était tué, il fallait encore un coup de pied pour le faire tomber; l'éloge était assez brutal, mais enfin c'était un éloge.

Le roi Frédéric-Guillaume marchait à la tête de son armée; toutefois il avait le bon sens de reconnaître que, tout petit-neveu qu'il était de Frédéric, la nature ne lui avait pas donné le génie militaire; il était, du reste, très brave de sa personne.

Il avait donc nommé généralissime de ses troupes le duc de Brunswick; pouvait-il faire autrement? Ses exploits, il est vrai, remontaient à Crevelt et à Minden; c'était un peu vieux; ses revers de 1792 étaient plus récents. C'était d'ailleurs un homme fort instruit, ami des lettres, des arts, réformateur dans ses États, mais

(1) Je dois ici une explication à ceux des générations nouvelles qui peut-être ignorent ce qu'était au juste cet ornement bizarre auquel on a donné le nom de queue, et qui consistait à lier avec un ruban les cheveux du derrière de la tête. La mode variait à cet égard ; les Prussiens portaient une queue longue et descendant jusqu'au milieu du dos. La garde impériale a conservé jusqu'à la fin de grosses queues courtes, pommadées et poudrées. On conçoit l'importance qu'il y avait pour le coup d'œil, lorsque les troupes étaient en bataille, à ce que ces queues fussent ajustées à la même hauteur.

n'ayant ni les vues assez étendues ni le caractère assez vigoureux pour le commandement d'une armée; irrésolu, vaniteux, et, malgré sa position, jaloux de ce qui l'entourait. On peut s'en faire une idée d'après ce que disait Mirabeau (1) en 1780, ou par ce qu'en pensait le général Kalkreuth en 1806 (2). C'était, en somme, une de ces médiocrités brillantes qui ont pu faire dire avec raison « que l'esprit servait à tout, mais ne suffisait à rien. »

Le duc de Brunswick conduisait lui-même avec le roi l'armée du centre, forte d'environ 70,000 hommes; sous leurs ordres, commandant la réserve, était le maréchal Mollendorf, vieux compagnon de Frédéric, sans volonté personnelle, et qui n'était plus que l'écho du duc.

L'aile droite, de 40,000 hommes, y compris un corps de 15,000 hommes sous les ordres de Blücher, était commandée par Rüchel. La grande aile gauche avait pour chef le prince de Hohenlohe, esprit faux, emporté, prétentieux; il avait exigé un commandement à part de 50,000 hommes; sous ses ordres étaient le prince Louis, le général Tauenzien et le général Grawaert.

On avait laissé sur le second plan, comme commandant la réserve du centre, ce qu'on appelait l'armée du roi, un homme qui, par son caractère, ses brillants services, eût semblé devoir être au premier rang : c'était le général Kalkreuth, qui, bien qu'ayant pris une glorieuse part aux guerres de Frédéric, était encore capable de supporter les fatigues de la guerre.

(1) Voir la *Monarchie prussienne*, par Mirabeau.
(2) Voir le journal de Gentz, Garden, t. X, p. 76.

Pour l'armée française, elle avait conservé la même organisation que dans la campagne précédente ; les corps étaient commandés par les mêmes chefs ; en un mot, l'armée était la même, mais grandie de toute la gloire d'Ulm et d'Austerlitz.

Le gros de l'armée française était encore tranquillement dans ses cantonnements de Souabe et de Bavière, lorsque, le 24 septembre seulement, Berthier, qui en l'absence de l'Empereur commandait l'armée, transmit de son quartier général de Munich les ordres qui allaient mettre en mouvement les divers corps d'armée.

Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, qui avait ses troupes concentrées autour de Nuremberg, avait l'ordre de se porter, le 2 octobre, sur Bamberg.

Soult, qui était à Passau avec le 4e corps devait, après avoir pris toutes les dispositions nécessaires à la défense de l'Inn, dans le cas où l'Autriche deviendrait memaçante, réunir son corps le 3 octobre à Amberg, pour marcher ensuite dans la direction de Bayreuth.

Le maréchal Davout, avec le 3e corps, partit d'Œttingen avec ordre de se porter le 3 octobre sur Bamberg.

Le 5e corps devait être réuni à Kœnigshoffen également le 3.

Ney, avec le 6e, partant de Memmingen, devait être rendu le 3 à Anspach.

Augereau devait être à Francfort le 3, et porter son avant-garde sur Giessen.

Les six divisions de grosse cavalerie et de dragons, formant la réserve sous les ordres du prince Murat, partaient de leurs cantonnements et devaient arriver le 3 sur le Mayn.

En même temps, le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade et de Hesse-Darmstadt, étaient invités, comme membres de la Confédération du Rhin, à réunir leurs contingents.

De part et d'autre, tout était préparé ; les armées étaient pour ainsi dire en présence, et cependant on échangeait encore des paroles amicales ; le général Knobelsdorf les prodiguait à Paris.

Vers le milieu de septembre, la garde impériale occupait encore le camp de Meudon, la tente de l'empereur y était dressée ; il semblait que ce fût plutôt un camp de plaisance qu'une préparation à la guerre.

Cependant, le 19 septembre, l'Empereur fit d'abord partir la cavalerie, l'artillerie légère ; puis l'infanterie de la garde fut conduite par des relais de voitures, et lui-même quitta Saint-Cloud dans la nuit du 25, emmenant l'impératrice Joséphine, qui l'accompagna jusqu'à Mayence ; le 5 il était à Wurtzbourg, et le 6 à Bamberg. Ses ordres avaient été exécutés, et toute son armée, qu'on pouvait croire encore dans la Souabe ou éparse sur les bords du Mayn, se trouvait rassemblée en deux masses principales à Wurtzbourg et à Bamberg.

Toutes ces forces s'élevaient à 170,000 hommes, sans compter les contingents allemands ni l'armée avec laquelle le roi de Hollande occupait Wesel.

On admire la facilité avec laquelle Napoléon fait mouvoir d'immenses armées, les amenant avec sûreté, à jour fixe, au point désigné par son génie, et s'assurant tout d'abord la victoire stratégique. Ainsi, à Marengo, dès qu'il a franchi le Simplon ; à Ulm, dès qu'il a tourné par Donawerth la droite de l'armée autrichienne, il est

assuré de la victoire ; de même à Bamberg, dans la campagne qui va s'ouvrir, débordant la gauche de l'armée prussienne, il est déjà assuré de la gagner par sa droite, et de la devancer toujours sur l'Elbe et sur l'Oder.

Les résultats obtenus par ces combinaisons tiennent du prodige : ce sont des armées entières anéanties d'un seul coup ; voilà ce que tout le monde voit, admire ; mais, ce qui est également digne d'attention, rempli d'enseignements, ce sont les détails, les soins minutieux, enfin la prévoyance en quelque sorte surhumaine avec laquelle Napoléon préparait l'exécution de sa pensée. C'est une étude qu'on ne saurait trop recommander non seulement aux hommes de guerre, mais encore aux hommes d'État, surtout à ceux qui se figurent la conduite de grandes armées chose facile, et qui croient que le succès s'improvise (1).

A chaque instant il avait présents la situation de chacun de ses corps d'armée, des régiments qui les composaient, l'état de leur armement, de leur équipement, de leur habillement, ce qu'il y avait dans les magasins de souliers, de capotes, etc. Si un régiment était en marche, il savait à jour donné où il devait être. Avide de tous les renseignements qui devaient l'éclairer

(1) La *Correspondance de Napoléon* et le *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, qui contient toutes les lettres adressées par Berthier aux maréchaux, par ordre et sous l'inspiration de l'empereur, forment déjà les éléments les plus précieux de cette étude. Il serait désirable qu'ils fussent complétés par la publication de la correspondance des maréchaux eux-mêmes avec l'empereur et le major général ; c'est ce que, dans des limites fort restreintes, j'ai essayé de faire dans ce livre.

sur l'état réel et l'effectif de ses troupes, il écrivait un jour au prince Eugène, qui lui faisait de belles phrases dans un rapport : « Envoyez-moi des états de situation bien faits ; sachez qu'aucune lecture ne m'est plus agréable. »

Il apportait la même attention aux approvisionnements, qui, successivement placés dans des lieux de dépôt ou suivant les mouvements de l'armée, en assuraient la subsistance. Le service des hôpitaux et des ambulances était pour lui l'objet d'une sollicitude incessante; l'état des places fortes, des arsenaux, lui était toujours présent; en un mot, son regard se portait sur tout, et cette vigilance, qui de l'ensemble descendait aux moindres détails, embrassait son immense empire.

Dans les préparatifs de la guerre contre la Prusse, on le vit redoubler, s'il était possible, de soins et de prévoyance. L'armée prussienne était encore entourée pour lui du prestige de la gloire et du génie de Frédéric. Il s'en faisait une haute idée; aussi disait-il à ses généraux : « Ce ne sera pas comme à Ulm, nous aurons de la terre à remuer ; » et dans cette prévision, chaque corps d'armée était muni de pelles, de pioches, et il avait attaché à chacun d'eux trois officiers du génie.

Tout était donc prêt du côté de Napoléon. Il tenait concentrés dans ses mains 180,000 hommes, qui n'attendaient que le signal. Ce fut la Prusse qui se chargea de le donner, et le 7 arriva à Bamberg l'ultimatum que M. de Knobelsdorf venait de remettre à M. de Talleyrand. Il était accompagné d'une longue lettre du roi et se résumait ainsi : « On sommait Napoléon d'évacuer

immédiatement l'Allemagne, et sa réponse à l'ultimatum devait être envoyée avant le 8 au quartier général prussien. » Sommation hautaine, contraire à tous les usages des puissances entre elles et qui semblait être un défi jeté à Napoléon ; aussi dit-il à Berthier : « On nous donne un rendez-vous, nous n'y manquerons pas. » Puis, s'adressant à son armée dans ce langage qui va remuer au fond des âmes tout ce qu'il y a d'instincts patriotiques, d'orgueil militaire, d'amour de la gloire, il leur disait :

« Soldats, l'ordre pour votre rentrée en France était parti ; vous vous en étiez déjà rapprochés de plusieurs marches. Des fêtes triomphales vous attendaient, et les préparatifs pour vous recevoir étaient commencés dans la capitale.

« Mais, lorsque nous nous abandonnions à cette trop confiante sécurité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque de l'amitié et de l'alliance. Des cris de guerre se sont fait entendre à Berlin. Depuis deux mois nous sommes provoqués tous les jours davantage.

« La même faction, le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit, il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine dans leurs conseils. Si ce n'est plus Paris qu'ils veulent brûler et renverser jusque dans ses fondements, c'est aujourd'hui leur drapeau qu'ils se vantent de planter dans les capitales de nos alliés ; c'est la Saxe qu'ils veulent obliger à renoncer, par une transaction honteuse, à son indépendance, en la rangeant au nombre de leurs provinces ; c'est enfin vos lauriers qu'ils veulent arracher de votre front. Ils veulent

que nous évacuions l'Allemagne à l'aspect de leurs armes! Les insensés! Qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale que de flétrir l'honneur des enfants du grand peuple et de ses alliés! Leurs projets furent confondus alors; ils trouvèrent dans les plaines de la Champagne la défaite, la mort et la honte. Mais les leçons de l'expérience s'effacent, et il est des hommes chez lesquels le sentiment de la haine et de la jalousie ne meurt jamais.

« Soldats, il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France par un autre chemin que par celui de l'honneur. Nous ne devons y rentrer que sous des arcs de triomphe.

« Eh quoi! aurions-nous donc bravé les saisons, les mers, les déserts, vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous, porté notre gloire de l'Orient à l'Occident pour retourner aujourd'hui dans notre patrie comme des transfuges, après avoir abandonné nos alliés, et pour entendre dire que l'aigle française a fui épouvantée à l'aspect des armées prussiennes!

« Mais déjà ils sont arrivés sur nos avant-postes. Marchons donc, puisque la modération n'a pu les faire sortir de cette étonnante ivresse. Que l'armée prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva il y a quatorze ans! Qu'ils apprennent que, s'il est facile d'acquérir un accroissement de domaines et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié, qu'on ne peut provoquer que par l'abandon de tout esprit de sagesse et de raison, est plus terrible que les tempêtes de l'Océan! « NAPOLÉON.

« Quartier général, Bamberg, 6 octobre 1805. »

Le 8 octobre, l'armée française pénétrait en Saxe par trois routes différentes. La colonne de droite, composée du corps du maréchal Soult, de celui du maréchal Ney et d'une division bavaroise, se dirigea de Bayreuth, par Hof, sur Plauen.

Celle du centre, commandée par les maréchaux Bernadotte et Davout, et suivie de la réserve de cavalerie du grand-duc de Berg, marchait de Bamberg, par Kronach, sur Saalbourg.

Celle de gauche enfin, formée des corps du maréchal Lannes et du maréchal Augereau, partant de Schweinfurt, se dirigea par Cobourg et Grafenthal sur Saalfeld.

J'ai maintenant à parler d'une manière plus particulière du 6e corps. On se rappelle que la division Dupont avait cessé d'en faire partie après la reddition d'Ulm. La seconde division, commandée par le général Loyson, était passée sous le commandement de Marchand, nommé général de division. Elle était composée du 6e léger, 39e, 69e et 76e de ligne.

La troisième division, devenue seconde, sous les ordres du général Malher, fut commandée successivement par Vandamme, Gardanne et Bisson. Elle se composait du 25e léger, 27e, 50e et 59e de ligne.

Enfin, le 10e de chasseurs et le 3e de hussards formaient toujours la brigade de cavalerie légère placée sous les ordres du général Colbert; c'était, en somme, un total de 14,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux y compris l'artillerie. Le chef d'état-major était le général du Taillis; parmi les aides de camp ou officiers d'ordonnance du maréchal, étaient : le chef d'escadron Labrune, le lieutenant Saint-Simon, les sous-lieu-

tenants Montesquiou-Fezensac et d'Albignac. J'aurais encore plusieurs noms à citer; toutefois, il en est un que je ne puis omettre, c'est celui de Cassin, secrétaire intime du maréchal, homme d'esprit et de cœur, et dont les conseils furent souvent utiles. L'esprit qui animait le sixième corps fournit au général Fezensac, dans ses *Souvenirs militaires*, de judicieuses et curieuses réflexions que je m'empresse de rapporter ici : « Après avoir vécu, dit-il, longtemps ensemble dans les baraques de Montreuil, nous venions de faire la campagne la plus brillante; nous en avions partagé la gloire, les fatigues, les dangers; nous nous étions mutuellement appréciés sur le champ de bataille. Il faut dire que cette appréciation n'avait pas été également favorable à tous nos chefs; nous comptions d'excellents colonels, entre autres Maucune, du 6e léger; Lamartinière, du 50e; Dalton, du 59e; mais il y avait des généraux bien faibles. Ils n'en étaient ni moins aimés ni moins estimés, et par une espèce de convention tacite, les colonels dirigeaient la brigade, et le général lui-même suivait cette direction sans s'en rendre compte. »

Puis il termine par cette réflexion : « Je regarde cette confiance mutuelle, cette union entre les régiments, entre les officiers de tous grades, comme une des grandes causes de nos succès » (1).

Mon père, comme je l'ai dit précédemment, avait été passer quelques jours à Paris. Le 1er octobre, il rejoignit le corps d'armée à Anspach.

Pendant quinze jours, après une longue année d'at-

(1) *Souvenirs militaires* du duc de Fezensac, page 103, édit. in-12.

tente, il avait enfin pu jouir de ces joies de la famille que son cœur était si bien fait pour goûter; puis il avait fallu partir. Telle est l'existence de l'homme de guerre; s'il vit et s'élève par le sentiment du devoir, s'il s'enivre de la gloire, d'un autre côté il est condamné à toutes les abnégations ; ce n'est pas seulement son sang qu'il verse, sa vie qu'il sacrifie à chaque instant, il faut qu'il renonce aux émotions les plus douces qu'il ait été donné à l'homme de sentir. C'est une jeune femme qu'il faut abandonner aux hasards de la vie; c'est un fils qu'il faut quitter, alors qu'à peine il a reçu les premiers embrassements de son père.

Dès que le général Colbert fut de retour, le maréchal forma un corps d'avant-garde dont il lui donna le commandement. Il était composé de deux bataillons de grenadiers et de voltigeurs pris dans les divisions, du 25e léger, du 10e de chasseurs, du 3e de hussards et de six pièces d'artillerie. « Rien, dit l'auteur des *Souvenirs militaires*, n'égalait l'ardeur de ces régiments, leur émulation, leur désir de se distinguer. Le général Colbert se trouvait fier à juste titre d'avoir un commandement important, qui eût fait honneur à un général plus ancien d'âge et de services. Il est vrai que le commandement ne pouvait être en de meilleures mains » (1).

Mon père avait alors pour aides de camp le capitaine Desfossés et le lieutenant Brunel. Adrien d'Astorg, sous-lieutenant au 10e de chasseurs, faisait les fonctions d'officier d'ordonnance.

Tandis que les trois colonnes de l'armée française,

(1) Fezensac, page 109.

fortes chacune de plus de 50,000 hommes, entraient en Saxe, du côté des Prussiens tout n'était encore qu'incertitude, hésitation. Le duc de Brunswick avait bien senti la nécessité de renoncer au plan d'offensive sur sa droite et compris jusqu'à un certain point le danger qui menaçait sa gauche, mais sans s'en rendre un compte exact. Au lieu de se masser sur sa gauche vers Hof, il concentra ses forces vers Weimar. C'était justement ouvrir le chemin aux Français pour achever de tourner sa gauche et le séparer de l'Elbe et de ses magasins. Pour s'opposer à leur marche, les Français ne devaient plus rencontrer que deux petits corps de 10,000 hommes environ chacun, l'un sous les ordres du général Tauenzien, l'autre commandé par le prince Louis. C'était une faute de plus que de laisser ainsi en l' air, sans soutien, ces deux petits corps destinés inévitablement à être balayés par les forces qui allaient tomber sur eux.

Le 8 octobre, l'armée française franchit par les défilés de Cobourg, de Kronach et de Hof, les montagnes boisées de la Thuringe, dont le versant descend dans cette plaine immense qui occupe tout le centre de l'Europe et s'étend jusqu'à la mer du Nord.

Les troupes du maréchal Bernadotte étaient en tête de la colonne du centre, et précédées elles-mêmes par une brigade de cavalerie légère (4[e] de hussards et 5[e] de chasseurs), conduite par le prince Murat. Après avoir passé par Labenstein et Ébersdorf, ils arrivèrent en face de Saalbourg, petite ville sur la Saale, où se rencontra le premier détachement prussien. L'empereur, qui était à peu de distance, donna l'ordre d'attaquer, et voulant assister lui-même au début de la campagne, il

se porta en tête de la cavalerie, sur les hauteurs de la rive gauche de la Saale, pour examiner le passage. Sa présence, la proclamation qu'il fit lire à l'armée, excitèrent l'enthousiasme des soldats, déjà impatients de combattre.

Les troupes qui étaient à Saalbourg faisaient partie du corps du général Tauenzien; bien que la position qu'elles occupaient fût bonne, en présence des forces qui s'avançaient, elles se hâtèrent de se replier sur Schleitz, où était le gros du corps. Le lendemain 9, le général Tauenzien, déjà en retraite sur Auma, fut culbuté avec une perte de 7,000 hommes environ. Dans cette première rencontre, la cavalerie avait été vigoureusement engagée de part et d'autre, et Murat serré de près ; aussi l'empereur le blâma de s'être aventuré avec une seule brigade.

Le 11, Bernadotte arrivait à Auma, et Murat marchait sur Géra, enlevant sur sa route un convoi de cinq cents voitures. Le maréchal Davout suivit la même route que le premier corps jusqu'à Auma; le 11, il reçut l'ordre de se rapprocher de la Saale et s'établit à Mittel-Polnitz.

La colonne de gauche, en tête de laquelle marchait le maréchal Lannes avec le cinquième corps, après avoir franchi les montagnes, était arrivée à Grafenthal d'où elle s'avança sur Saalfeld.

Le prince Louis de Prusse l'occupait, ainsi que Rudolstadt, avec onze bataillons et dix-huit escadrons, afin de couvrir le mouvement de flanc du corps de Hohenlohe, dont il formait l'avant-garde. Napoléon, auquel ne déplaisait pas le caractère de ce prince, causant avec ses

généraux avant la campagne, avait dit : « Pour celui-là, il se fera tuer. »

Bien que le prince pût, des hauteurs de Rudolstadt, juger des forces considérables auxquelles il allait avoir affaire, et que ses instructions lui prescrivissent de se retirer, ce qu'il lui était possible de faire, mécontent, irrité de la tournure que prenait une guerre à laquelle il avait poussé, il voulut coûte que coûte, faire tête à l'ennemi.

Le 9, il écrivait au prince de Hohenlohe (1) : « Puissions-nous, fidèles à l'ancien système prussien, toujours suivi avec tant de succès par son Altesse, passer à une offensive vigoureuse, conforme à l'esprit du temps, de l'armée, de ses chefs, et commandée par les circonstances! Les forces de l'ennemi s'accroîtront toujours, et tout délai de notre part ne fait que paralyser nos moyens. »

C'était de la témérité sans calcul; comparez ces quelques lignes avec ce que Napoléon faisait écrire au même moment au maréchal Lannes, qui venait de recevoir l'ordre d'attaquer Saalfeld : « Si l'ennemi s'y trouvait en force supérieure, il ne devait rien engager que le maréchal Augereau ne l'eût rejoint, et dans ce cas même, suivant les nouvelles que recevrait l'empereur, celui-ci se proposait de marcher de Saalbourg à Saalfeld avec 25,000 hommes pendant la nuit. L'ennemi, ajoutait l'empereur, ne peut se hasarder à marcher sur vous ayant des forces aussi considérables sur son flanc gau-

(1) Mathieu Dumas, t. XXI, p. 45 (*Précis des événements militaires*).

che ; cependant, s'il le faisait, vous devriez battre en retraite, parce qu'alors il serait pris en flanc par le corps du centre; mais, si l'ennemi n'a que 15 à 18,000 hommes, vous devez, après avoir bien étudié sa position, l'attaquer ; bien entendu que le maréchal Augereau sera avec vous » (1).

Ici, c'est la fermeté calme et prudente qui assure le succès. Le résultat ne se fit pas attendre ; le prince fut défait et tué (2), laissant 1,200 hommes sur le terrain et perdant trente-trois pièces de canon. Pauvre jeune prince ! il avait rêvé la gloire et ne trouvait que la mort, sans que les siens pussent même lui dire un dernier adieu, lui adresser un suprême hommage ! Le général Suchet le fit ramasser sur le champ de bataille, et ce furent ses vainqueurs qui lui rendirent les derniers devoirs.

Les conséquences du combat de Saalfeld furent plus désastreuses encore que le combat lui-même. Il faut lire dans le journal de M. de Gentz (3) l'effet produit au quartier général de Weimar. « Nous sommes, dit-il, entrés à Weimar à onze heures, et j'ai été frappé de surprise et d'épouvante par le spectacle qui s'est offert à mes yeux : une bagarre comme je n'en avais pas en-

(1) Mathieu Dumas, t. XVI, p. 41.

(2) Voir les pièces justificatives (*Notes sur la mort du prince Louis*).

(3) Gentz, dont j'ai déjà parlé, né sujet prussien, était passé vers 1802 au service de l'Autriche ; au commencement de la guerre de 1806, il fut appelé près du roi de Prusse. Dans ce qu'on appelle le *Manuscrit du mois d'octobre,* Gentz a raconté jour par jour tout ce qu'il a vu et entendu. Son talent, la connaissance profonde qu'il avait des hommes et des choses, font de ce *journal* un des documents historiques les plus précieux. *Voyez* Garden, t. X, p. 60 et suiv.

core rencontrée ; les rues gorgées de troupes, de chevaux, de chariots; au milieu de cela des officiers de toutes armes, des généraux, des personnes de la suite du roi, que je n'avais pas attendues ici. Les voitures s'arrêtent; je vois arriver le conseiller du cabinet Lombard, qui, pâle et défait, me demande si son frère est dans la mienne; puis, s'approche et me dit : « Vous ne savez pas ce qui se passe? Nous avons perdu une bataille ; le prince Louis est tué. » Ce coup subit était hors de mes calculs et au delà de mes craintes ; j'en ai été comme anéanti. J'avance sans savoir ce que je fais; je vois M. de Schladen et M. le comte de Gœrtz au milieu de la foule. On me dit : « Le quartier général est ici ; le roi « et la reine viennent d'arriver; la marche des troupes « est suspendue ; le duc fait former un camp, tout est « dans la plus grande consternation. » A ces mots, mes forces m'abandonnent; quelques faibles débris d'espérance qui s'étaient cachés dans mon âme disparaissent comme un rêve trompeur et l'abîme s'ouvre devant moi.

« Le tourbillon me pousse en avant; j'arrive à ce qu'on appelle l'Esplanade. J'y vois trois ou quatre cents officiers; j'y trouve aussi des hussards prussiens et saxons, plusieurs d'entre eux grièvement blessés; j'apprends successivement tous les détails de la malheureuse affaire de Saalfeld. J'apprends en même temps les nouvelles fâcheuses du corps de Tauenzien. Je rencontre le général Kalkreuth, qui me dit : « Venez me « voir ce soir ; » bientôt nous ne compterons plus par jours, mais par heures. Je rencontre un moment après le général Phull, qui, d'un ton mêlé de fureur et de rage, me dit : « On perd la tête, cela ira furieusement mal. »

Enfin, revenant au prince Louis, Gentz dit : « La triste fin de ce prince admirable inspira en général très peu d'intérêt; parmi ceux qui, pour le bien de la chose, auraient dû le regretter le plus, il y en eut dont les calculs personnels étouffaient les sentiments; d'autres étaient trop fortement frappés de l'imprudence et de la témérité de sa conduite pour s'occuper du juste tribut dû à tant de rares qualités et à un dévouement aussi héroïque; plusieurs se livrèrent même sur son compte aux propos les plus indécents et les plus atroces; tous enfin étaient tellement pénétrés du danger de leur propre position qu'ils ne trouvaient pas le temps de jeter un regard en arrière; de sorte que cet événement cruel et décisif (car il le fut bien plus qu'on ne se l'imaginait dans le premier moment) passa comme un événement snbalterne » (1).

Certes la peinture est saisissante, la nature prise sur le vif; et pourtant Gentz ne disait pas tout et ne savait pas tout encore. Les troupes qui avaient été battues à Schleitz et à Saalfeld n'étaient pas seulement en retraite, elles fuyaient dispersées, portant au loin la terreur des Français; la panique grossissait de proche en proche; partout on croyait les voir arriver; des colonnes saxonnes qui avaient conservé quelque ordre furent prises pour l'ennemi; les Saxons criaient hautement qu'on les avait sacrifiés; le désordre gagna jusqu'à Weimar, où le prince de Hohenlohe eut beaucoup de peine à arrêter cette espèce de sauve-qui-peut.

(1) *Histoire générale des traités de paix*, par Garden, t. X, p. 157 et suiv.

Pendant que Lannes et Bernadotte balayaient ainsi devant eux les corps insuffisants qu'on avait si imprudemment livrés à leurs coups, les colonnes de droite de Davout, de Soult et de Ney achevaient, sans rencontrer d'obstacles, le grand mouvement de conversion par lequel ils débordaient l'aile gauche des Prussiens.

Le 12 au soir, Davout occupait Nauenbourg; le grand-duc de Berg, avec la cavalerie de réserve, avait atteint Zeist, envoyant des coureurs sur Leipzig; Soult occupait Géra; le maréchal Ney, parti le matin de Schleitz avec le général Colbert et son avant-garde, bivouaquait entre Mittel et Wolfsdorf; les deux divisions d'infanterie restèrent en arrière de Brauendorf, à cheval sur la route de Géra. Lannes atteignait Iéna, Augereau Kahla; tous avaient ordre de pousser en avant des coureurs pour tâcher d'obtenir des renseignements exacts sur la position de l'armée prussienne, sur laquelle on avait beaucoup d'incertitude.

Le 12 octobre, dans l'après-midi, le maréchal Lannes, un peu avant d'arriver à Iéna, avait rencontré un corps assez considérable, qui, après lui avoir tiré quelques coups de canon, s'était retiré par la route de Weimar. La journée était avancée, les chemins détestables; il ne put le poursuivre. S'arrêtant, il plaça la division Suchet sur la route de Weimar, et la division Gazan en avant de la ville d'Iéna.

J'insiste sur ces détails, parce que c'est à bien dire ici que commence le drame.

Iéna est situé en terrain plat sur la rive gauche de la Saale; une route venant de Bamberg la traverse du sud au nord, et, suivant parallèlement le cours de la ri-

vière, conduit à Dornbourg, Cambourg, Nauenbourg. Perpendiculairement à cette direction à l'ouest, derrière la ville, s'ouvre une gorge assez profonde, étroite, dans laquelle s'engage la route partant d'Iéna pour aller à Weimar. A droite de la ville, en sortant, à mille mètres environ, commencent les pentes contournées et abruptes d'une petite montagne bordée à gauche par une vallée fort étroite appelée Muhlthal, à droite par une autre gorge ou ravin nommé le Raugthal. Au sommet de ce mont, qu'on appelle le Landgrafenberg, est un petit plateau d'où la vue s'étend sur une vaste plaine ondulée où se trouvent Capellendorf, Weimar, Apolda. En regardant au nord, l'œil peut suivre le cours de la Saale vers Dornbourg, Cambourg et Nauenbourg, enfin, qui, à vol d'oiseau, est à 25 kilomètres d'Iéna.

Le 13 au matin (1), le maréchal Lannes rendait compte à l'empereur de ce qui lui était arrivé la veille en atteignant Iéna. Puis il ajoutait : « D'après les renseignements donnés par les habitants, le roi était encore avant-hier à Erfurt; je ne sais s'il veut nous livrer bataille ou bien se retirer; il y a un camp d'environ 20 ou 25,000 hommes entre Iéna et Weimar; je vais *pousser des reconnaissances pour savoir au juste* où l'ennemi se trouve; je désirerais savoir si l'intention de Votre Majesté est que je marche avec mon corps d'armée sur Weimar; je n'ose prendre sur moi ce mouvement, par la crainte que j'ai que Votre Majesté ne veuille me donner une autre direction. Il paraît que le plus grand désordre règne dans l'armée ennemie. Elle a laissé ici

(1) Voir aux pièces justificatives du chapitre XXIV.

quelques caissons et une pièce de canon. J'ai poussé un fort détachement sur la route de Nauenbourg pour chercher à communiquer avec le maréchal Davout.

« Lannes. »

« P. S. J'apprends à l'instant même que l'ennemi a un corps de 30,000 hommes à une lieue d'ici, sur la route de Weimar; il serait très possible qu'il voulût nous livrer bataille. »

Il faut convenir qu'il y a là une tout autre physionomie, quelque chose de fort différent de ce qu'on trouve en général dans les histoires. En un mot, nous sommes fort loin de l'allure historique qui fait marcher les héros sans hésitation, sans jamais se tromper, ayant toujours le coup d'œil de l'aigle et la rapidité de la foudre. Ici, on voit qu'il y a incertitude dans la pensée de Lannes; il ne sait rien encore, il hésite. « Je vais pousser des reconnaissances pour savoir au juste où l'ennemi se trouve; » il est évident qu'il ne s'est pas encore occupé du Landgrafenberg, qui devait jouer un rôle si important.

Toujours est-il que l'empereur, qui reçut cette lettre à Géra, partit immédiatement pour Iéna, où il arriva vers deux heures. A ce moment, les tirailleurs de Suchet, dont la division s'était avancée, comme nous l'avons vu, dans le Mulhthal, pénétrant par les ravins et gravissant les escarpements du Landgrafenberg, avaient gagné le plateau qui le domine et qui n'était pas défendu.

Lannes se hâta d'y conduire l'empereur, qui, d'un coup d'œil, vit son champ de bataille.

Devant lui était l'armée prussienne occupant Close-

witz, Cospoda, Capellendorf, et s'étendant jusqu'à Weimar. Il la tenait donc enfin, et résolut de ne pas la laisser échapper. Grâce à cette montagne du Landgrafenberg qui domine la plaine, il pouvait suivre tous les mouvements de l'ennemi, tandis que, masqué par elle, il pouvait dissimuler ceux qu'il ferait par Iéna et par la Saale; c'est de ce plateau qu'il devait précipiter l'avalanche qui allait briser le centre de l'armée ennemie, tandis que Soult devait se ruer sur sa gauche, Davout, de Nauenbourg, la prendre à revers, Ney et Augereau enfin assaillir sa droite.

De suite l'empereur fit transmettre les ordres les plus pressants au maréchal Lefebvre d'arriver le plus vite possible avec la garde. « Faites passer, ajoutait-il, le même avis au maréchal Soult qui vous suit; qu'un aide de camp crève un cheval s'il le faut (1). » Il faisait dire à Davout et à Bernadotte : « Si vous entendez ce soir une attaque sur Iéna, vous devez manœuvrer sur l'ennemi et déborder sa gauche. »

Le maréchal Ney, impatient de savoir des nouvelles, venait de se porter en avant de son avant-garde, qui elle-même devançait de beaucoup les autres divisions du sixième corps, lorsqu'un peu en avant de Roda il reçut la lettre suivante, datée du bivouac en avant d'Iéna, 13, quatre heures du soir : « L'ennemi a réuni ses forces entre Iéna et Weimar; faites porter ce soir votre corps d'armée en avant de Roda, le plus près possible d'Iéna, afin d'y arriver demain matin; tâchez vous-même de venir à Iéna ce soir, afin d'être présent à

(1) M. Dumas, t. XVI, p. 296.

la reconnaissance que l'empereur fera dans la nuit sur l'ennemi. Je compte sur votre zèle.

« Le prince de Neufchâtel,

« Alexandre BERTHIER. »

Le maréchal en envoya immédiatement copie aux généraux Colbert, Marchand et Marcognet. Le général Colbert avec toute son avant-garde traversa Roda sans s'arrêter, arriva pendant la nuit à Iéna et campa en avant de la ville (1).

Pendant que les troupes françaises se concentraient ainsi, quelques heures avaient suffi à l'empereur pour rendre le Landgrafenberg inexpugnable. Il y avait fait placer tout le corps du maréchal Lannes, qui en garnissait les flancs; la division Suchet appuyait sa droite au Raugthal, Gazan était à sa gauche; sur le sommet et un peu en arrière était l'infanterie de la garde, formant un carré de 4,000 hommes, au centre duquel l'empereur établit son bivouac. Lui-même, au milieu de la fusillade des tirailleurs, avait été indiquer aux généraux la place qu'ils devaient occuper, leur recommandant de ne la prendre que lorsque le soir serait arrivé; il était en effet très important de ne pas attirer l'attention de l'ennemi sur un point où tant de troupes étaient entassées. Le brouillard qui se leva vers la nuit vint heureusement empêcher que nos feux ne nous trahissent.

Ce n'était pas tout; il fallait encore faire gravir l'artillerie. L'empereur, étant descendu jusqu'à Iéna, trouva toute celle du maréchal Lannes engagée dans un ravin qui se rétrécissait tellement que la première pièce

(1) Fezensac, p. 102 et 103.

ne pouvait plus avancer. L'empereur devint pâle de colère, mais il resta calme, fit chercher des outils et creuser le roc, éclairant lui-même, un falot à la main, les canonniers stupéfaits. La première voiture passée, il regagna sa tente.

Ainsi donc, dans la nuit du 13 au 14 octobre, Napoléon occupait le Landgrafenberg avec 12,000 hommes environ du corps de Lannes et 4,000 hommes de la garde. Il y avait à Iéna et dans le Muhlthal les 4,000 hommes d'avant-garde du maréchal Ney, amenés par le général Colbert; les autres divisions étaient restées fort en arrière. A gauche, le corps du maréchal Augereau atteignait Magdala; à droite, Soult était tout prêt à déboucher sur le Raugthal; puis, en suivant le cours de la Saale, se trouvaient Bernadotte, la cavalerie de réserve en marche sur Iéna, enfin Davout, qui s'était emparé à Nauenbourg de nombreux magasins, d'un équipage de pont, et occupait le défilé de Kœsen sur la rive gauche de la Saale.

L'empereur, ayant pris ses dernières dispositions, fit donner à ses généraux l'ordre suivant :

« Au bivouac d'Iéna, 14 octobre 1806.

« M. le maréchal Augereau commandera la gauche; il placera sa première division en colonne sur la route de Weimar, jusqu'à une hauteur par où le général Gazan a fait monter son artillerie sur le plateau; il tiendra des forces nécessaires sur le plateau de gauche, à la hauteur de la tête de sa colonne. Il aura des tirailleurs sur toute la ligne ennemie, aux différents débouchés des montagnes. Quand le général Gazan aura marché

en avant, il débouchera sur le plateau avec tout son corps d'armée, et marchera ensuite, suivant les circonstances, pour prendre la gauche de l'armée.

« M. le maréchal Lannes aura à la pointe du jour toute son artillerie dans ses intervalles, et dans l'ordre de bataille où il a passé la nuit.

« L'artillerie de la garde impériale sera placée sur la hauteur, et la garde sera derrière le plateau, rangée sur cinq lignes, la première ligne composée de chasseurs, couronnant le plateau.

« Le village qui est sur notre droite sera canonné avec toute l'artillerie du général Suchet, et immédiatement attaqué et enlevé.

« L'empereur donnera le signal; on doit se tenir prêt à la pointe du jour.

« M. le maréchal Ney sera placé, à la pointe du jour, à l'extrémité du plateau, pour pouvoir monter et se porter sur la droite du maréchal Lannes, du moment que le village sera enlevé, et que, par là, on aura la place du déploiement.

« M. le maréchal Soult débouchera par le chemin qui aura été reconnu sur la droite, et se tiendra toujours lié pour tenir la droite de l'armée.

« L'ordre de bataille en général sera, pour MM. les maréchaux, de se former sur deux lignes, sans compter celle de l'infanterie légère; la distance des deux lignes sera au plus de cent toises.

« La cavalerie légère de chaque corps d'armée sera placée pour être à la disposition de chaque général, pour s'en servir suivant les circonstances.

« La grosse cavalerie, aussitôt qu'elle arrivera, sera

placée sur le plateau, et sera en réserve derrière la garde pour se porter où les circonstances l'exigeraient.

« Ce qui est important aujourd'hui, c'est de se déployer en plaine; on fera ensuite les dispositions que les manœuvres et les forces que montrera l'ennemi indiqueront, afin de le chasser des positions qu'il occupe, et qui sont nécessaires pour le déploiement. »

Tandis que Napoléon ralliait ainsi toutes ses forces, les tenait dans sa main et se préparait à une attaque contre l'armée prussienne, qu'il croyait tout entière réunie devant lui, le duc de Brunswick, qui le 12 avait eu toute son armée concentrée dans la plaine de Weimar (122 bataillons, 172 escadrons et plus de 400 pièces de canon), ne se doutant nullement le matin du 13 octobre qu'il allait être attaqué par Napoléon, qu'il croyait en pleine marche sur l'Elbe, avait ordonné les dispositions suivantes : « Le roi quittera aujourd'hui le camp de Weimar pour marcher jusqu'à Auerstædt et aller prendre le jour suivant la position de Freybourg, ayant sa droite à l'Unstruth et le front le long de la Saale. Le prince de Hohenlohe est destiné à couvrir le flanc droit de cette marche, pour lequel objet il doit rester dans son camp de Capellendorf, jusqu'à ce que le duc de Weimar se soit rapproché du général Rüchel, qui doit, en attendant, occuper un camp sur les hauteurs de Lehenstædt, près de Weimar. En même temps, on donne au prince l'ordre de ne pas attaquer l'ennemi, en lui déclarant qu'il s'attirerait la plus sévère responsabilité s'il contrevenait à cet ordre. »

Ainsi, lorsque tout se préparait pour une attaque formidable de la part des Français, le roi de Prusse et son

général en chef s'éloignaient, emmenant avec eux les deux tiers de l'armée. Ce fut cette détermination qui donna lieu le lendemain au fait si extraordinaire de deux grandes batailles livrées à cinq lieues de distance, sans que les généraux en chef le sussent; ce sont les batailles d'Auerstædt et d'Iéna.

Avant d'arriver à la journée du 14, je dois dire que l'empereur Napoléon avait adressé de Géra une lettre au roi de Prusse, qu'il chargea l'un de ses officiers d'ordonnance, Eugène de Montesquiou, de porter. On lisait dans cette lettre les phrases suivantes : « La guerre est donc faite entre nous, l'alliance rompue pour jamais ; mais pourquoi faire égorger nos sujets? Je ne prise point une victoire qui sera achetée par la vie d'un bon nombre de mes enfants. Si j'étais à mon début dans la carrière, et si je pouvais craindre les hasards des combats, ce langage serait tout à fait déplacé. Sire, Votre Majesté sera vaincue; elle aura compromis le repos de ses jours, l'existence de ses sujets, sans l'ombre d'un prétexte. Elle est aujourd'hui intacte et peut traiter avec moi d'une manière conforme à son rang; elle traitera avant un mois dans une situation différente.» Il terminait ainsi : « Je prie Votre Majesté de ne voir dans cette lettre que le désir que j'ai d'épargner le sang des hommes et d'éviter à une nation qui, géographiquement, ne saurait être l'ennemie de la mienne, l'amer repentir d'avoir trop écouté des sentiments éphémères qui s'excitent et se calment avec tant de facilité pour les peuples. »

On n'a, en général, vu dans cette démarche qu'une espèce de ruse de guerre pour jeter de l'incertitude dans

l'esprit du roi au moment du combat et gagner du temps; au reste, Montesquiou, arrêté par les Prussiens, fut retenu par le prince de Hohenlohe, et la lettre ne parvint au roi qu'à Auerstædt, lorsque la lutte était déjà engagée.

Le roi parti avec l'armée principale, Hohenlohe restait dans la plaine d'Iéna avec 40,000 Prussiens et Saxons; derrière lui, à deux lieues, était le général Rüchel avec 25,000 hommes; c'étaient donc 65,000 hommes environ qui allaient se trouver devant Napoléon.

Le prince de Hohenlohe, s'attendant à voir arriver les Français par Magdala, avait placé son quartier général et sa droite à Capellendorf, sa gauche s'étendait jusqu'à la Schnœcke.

Chose à peine explicable, rien de ce qui s'était passé dans la journée du 13, ni l'engagement de son avant-garde avec Lannes, ni tout ce grand mouvement de troupes qui se faisait sur sa gauche et sur ses derrières, ni l'occupation du Landgrafenberg, ne lui avaient fait pressentir quel péril le menaçait; aussi toute l'armée prusso-saxonne, sans se douter de l'ouragan qui allait fondre sur elle, sommeillait paisiblement, comptant même, pour le lendemain 14, sur un jour de repos.

Cependant, dès quatre heures du matin, Napoléon faisait appeler le maréchal Lannes et lui donnait ses derniers ordres. Il fallait avant tout sortir de l'espace étroit où on était entassé, quitter les flancs de la montagne, ses ravins, et descendre dans la plaine pour s'y développer et y faire en quelque sorte son champ de bataille. La nuit était encore close. Dès que les divisions Suchet et Gazan eurent pris les armes, l'empereur, à la

lueur des torches, passa devant les rangs : « Soldats, leur disait-il, l'armée prussienne est coupée comme l'était Mack à Ulm, le même jour, l'année dernière ; elle ne combat plus que pour échapper ; le corps qui se laisserait percer serait déshonoré. Ne redoutez pas cette cavalerie si vantée ; opposez-lui des carrés fermés et la baïonnette. » Et ces hommes, frissonnant encore d'une nuit froide et humide, se réchauffant et s'exaltant à ces paroles, criaient : *Vive l'empereur* ! et ne pensaient plus qu'à marcher en avant. Il fallut encore attendre une heure ; l'obscurité disparaissait à peine lorsqu'à six heures l'empereur donna le signal. Le jour se levait au milieu d'un brouillard tellement épais qu'on ne pouvait distinguer les objets à quelques pas ; mais le terrain avait été reconnu avec soin la veille par l'empereur lui-même, et, à défaut d'autre direction, on put se guider par les pentes. Les deux divisions du cinquième corps, Suchet à droite, Gazan à gauche, précédées de nombreux tirailleurs, commencèrent à descendre du Landgrafenberg. Bientôt on entendit éclater la fusillade et les rouges lueurs des coups de fusil apparaître à travers le brouillard. On se battit d'abord sans se voir ; puis, peu à peu, il y eut quelques éclaircies. Les Prussiens occupaient le bois de Closewitz ; on finit par les en débusquer. Nous avions pour nous tout à la fois l'offensive et le brouillard ; nous savions où nous voulions porter nos coups, l'ennemi n'apercevait l'attaque que lorsqu'il était trop tard pour y parer ; aussi, dans le désordre qui en résulta, dans un mouvement de retraite, ils laissèrent entre nos mains vingt-deux pièces de canon. Le succès avait été rapide, et le cinquième corps

avait conquis son champ de bataille : il occupait l'espace compris entre Lutzerode et Closewitz.

A peu près au même moment, la division Saint-Hilaire, du corps du maréchal Soult, arrivait par la route de Swetzen et le Raugthal, et attaquait brusquement les troupes du général Holzendorf, chargées de couvrir la gauche de l'armée prussienne et de maintenir les communications avec Dornbourg, les coupait et les rejetait pour toute la journée en dehors du champ de bataille. Ainsi, à dix heures, l'avant-garde de Hohenlohe, commandée par Tauenzien, avait été complètement refoulée ; on s'était débarrassé d'Holzendorf, et l'armée française pouvait librement se déployer sur un terrain découvert. Pour le moment, Napoléon semblait se contenter de ce succès, voulant attendre l'arrivée d'autres troupes et celles de la cavalerie de réserve.

Quant aux Prussiens, le prince de Hohenlohe, malgré tout ce qui s'était déjà passé, malgré tous les avis qu'il recevait, ne voulait pas croire à une attaque sérieuse. S'étant porté à son camp de Capellendorf, il avait même fait rentrer des troupes qui prenaient les armes ; puis, sur les instances du général Gravœrt, il se décida à le laisser partir avec sa division et la brigade saxonne de Dyhrn, en tout vingt bataillons ; bientôt enfin, plus complètement renseigné, se faisant suivre par trente escadrons de cavalerie prussienne et saxonne, il se hâta de conduire lui-même toutes ses troupes vers Vierzehnheiligen. Ayant fait déployer son infanterie, il arrêta la première ligne à mille pas en arrière du village ; la cavalerie était disposée en échiquier, toute prête à la soutenir et à descendre dans la plaine qui s'étendait par une

douce pente jusqu'au bas de la position. Enfin, il plaça des batteries d'artillerie à droite et à gauche du village; les troupes saxonnes sous les ordres du lieutenant général Zeschwitz occupaient la chaussée qui va d'Iéna à Weimar, faisant face à Remderode. C'est par là que devait arriver Augereau, débouchant du Muhlthal et gravissant les pentes du Flohberg.

Pendant l'intervalle de repos qui succéda aux premiers mouvements, et tandis que les Prussiens faisaient leurs préparatifs, le maréchal Ney, impatient de prendre quelque part à la lutte, et voyant que ses divisions d'infanterie n'arrivaient pas, avait pris le général Colbert avec son avant-garde, et pénétrant, malgré tous les obstacles, à la gauche du maréchal Lannes, il était venu se camper avec ses 4,000 hommes en face du centre de la position de l'ennemi.

Son impatience avait été telle qu'il avait laissé en route plusieurs de ses aides de camp, qui le matin le cherchaient au milieu du brouillard. L'un d'eux, Saint-Simon (1), était tombé au milieu d'un parti prussien; grâce à sa bravoure, à son adresse, il s'en était débarrassé, bien qu'ayant reçu trois coups de sabre. A ce moment il fut rencontré par l'adjudant-commandant Jomini, qui, attaché au quartier général de l'empereur, avait obtenu pour ce jour d'accompagner le maréchal Ney, près duquel nous l'avons vu dans la campagne précédente, et tous deux le rejoignirent. Ils le trouvèrent dans les fonds entre Krippendorf et Vierzehnheiligen, avec son avant-garde.

(1) Marquis, duc de Saint-Simon, mort général de division, sénateur.

Le bataillon de grenadiers et le bataillon de voltigeurs occupaient la droite ; à gauche étaient les deux bataillons du 25e léger ; puis, un peu en arrière et sur la gauche, se trouvaient rangés en colonne par escadrons le 10e de chasseurs et le 3e de hussards, dont les pelisses gris de fer se confondaient avec le brouillard.

Je crois devoir donner ici quelques détails sur cette troupe, que mon père avait l'honneur de commander, et avec laquelle le maréchal Ney se proposait d'aborder l'ennemi comme s'il eût avec lui tout son corps d'armée.

Quelques noms éclatants s'imposent à l'histoire, elle-même en proclame quelques-uns ; parfois éblouie par le rang, la position, elle en met en lumière qui ne mériteraient que l'oubli, tandis que de cette foule qui a été l'instrument du succès de quelques-uns, et à laquelle en masse on prodigue l'épithète d'héroïque, à peine si le hasard fait surgir quelques noms (1).

Compagnons d'armes de mon père, je veux rappeler ici des noms trop vite oubliés, attirer sur vous quelques reflets d'une gloire qui vous est due, et, si ce livre doit vivre, vous arracher à cette mort profonde qui est l'oubli.

Le bataillon de grenadiers et le bataillon de voltigeurs étaient sous les ordres du major Lozivi ; Ripert commandait les grenadiers ; Lamour, aide de camp du maréchal Ney, les voltigeurs.

Dans le 10e de chasseurs étaient le chef d'escadron Lapointe, le capitaine Saint-Léger, les sous-lieutenants d'Astorg et Molet.

(1) Thousands fall to deck some single name (Lord Byron's, *Childe Harold*).

Dans le 3e de hussards se trouvaient deux hommes dont certes je n'aurais pas besoin de rappeler les noms glorieusement connus : le major Laferrière et le chef d'escadron Domon, tous les deux depuis généraux de division distingués.

Un lien puissant unissait tous ces hommes entre eux; ils avaient combattu, souffert et triomphé ensemble; pleins d'une confiance mutuelle, fiers d'une gloire commune, ils n'aspiraient qu'à l'augmenter.

Il était dix heures environ lorsque le voile de brouillard se déchira tout à coup, et l'on put apercevoir l'armée prussienne rangée en bataille, son infanterie couverte par le village, à droite et à gauche des batteries soutenues par une nombreuse cavalerie. Cet aspect, tout imposant qu'il fût, n'était pas fait pour intimider l'intrépide maréchal. Informé que le corps d'Augereau allait déboucher sur sa gauche, Ney pensa qu'en s'établissant entre un petit bois qui était à sa gauche et le village, toute la droite de l'ennemi pourrait être coupée. Par la direction des feux qu'il entendait sur sa droite, le résultat lui semblait assuré.

« Malgré le peu de forces dont je pouvais disposer, dit-il, je résolus de faire charger sur les pièces d'artillerie, qui m'incommodaient beaucoup. » Il donna l'ordre au général Colbert de prendre sa cavalerie et de les enlever.

Il fallait d'abord monter un peu, puis on trouvait un terrain plat qui s'étendait jusqu'à la batterie; au centre de la position était un petit taillis ; la distance à franchir était de mille mètres environ. Le général Colbert t partir le 10e de chasseurs en colonne par escadrons;

protégé par le taillis, il longe la gauche du bois, puis, arrivé à la hauteur de la batterie, se rabat brusquement à droite, tombe sur les pièces, sabre les canonniers et s'empare de treize canons. Prévoyant ce qui devait arriver, le général Colbert avait ordonné au 3e de hussards de suivre à distance le mouvement du 10e de chasseurs, en profitant également du petit bois. En effet, à peine le 10e de chasseurs s'était-il emparé de la batterie, que, désuni par sa charge et par le succès même, il est chargé par les cuirassiers de Henckel, les dragons de Prittwitz, des dragons saxons, et commençait à être ramené, lorsque le 3e de hussards, changeant de direction à droite, se jette sur leur flanc et les arrête.

Pendant ce temps, le maréchal, pour protéger le ralliement de sa cavalerie, avait fait former deux carrés à ses voltigeurs et à ses grenadiers. Les cuirassiers de Henckel arrivèrent sur eux ; les carrés, immobiles, les laissent approcher jusqu'à vingt pas et ouvrent leur feu. Déjà intimidés par la fière contenance de cette infanterie, accueillis par une vive fusillade, voyant les hussards sur leur flanc, les cuirassiers se retirent.

L'empereur, qui du haut du Landgrafenberg suivait le déploiement de ses colonnes, avait été étonné d'entendre le feu recommencer avec vivacité avant qu'il en eût donné le signal. Sa surprise fut grande lorsqu'il apprit que c'était Ney, qu'il croyait encore loin en arrière, qui était déjà aux prises avec l'ennemi. Son premier mouvement fut celui d'une vive contrariété, car cette attaque prématurée pouvait déranger ses plans, et, à ce moment encore, il comptait avoir affaire à toutes les forces de l'ennemi ; mais lorsque, s'approchant de

Vierzehnheiligen, il vit l'audace héroïque avec laquelle le maréchal et sa petite troupe s'obstinaient encore à vaincre, lorsqu'on eût pu les croire écrasés, il se hâta d'y envoyer le général Bertrand, son aide de camp, avec le 9e de hussards et le 21e de chasseurs. A l'approche de ce renfort, la cavalerie ennemie, déjà ébranlée, hésitante, prit la fuite.

Dans ce rude combat, où la cavalerie avait joué le premier rôle, Lapointe, chef d'escadron au 10e de chasseurs; Laferrière, major; et Domon, chef d'escadron au 3e de hussards, avaient été blessés; un des aides de camp de mon père avait eu la cuisse traversée d'un coup de mitraille; mon père lui-même avait eu le haut de sa botte emporté par un éclat d'obus, qui lui avait légèrement effleuré le genou; il était revenu de la mêlée ses habits percés, déchirés, et le sabre qu'il portait avait reçu une entaille profonde de plus d'un pouce du coup porté par un colonel prussien qui fut tué. Sa blessure était heureusement légère, car la journée était loin d'être finie pour lui.

Le maréchal Ney était donc resté maître de son terrain et avait eu l'avantage; toutefois, il reconnut que ce n'était pas seulement avec des hussards et des chasseurs qu'il pouvait entamer une ligne d'infanterie couverte par une formidable artillerie, et il résolut de se borner à faire des démonstrations qui pussent empêcher l'ennemi de reprendre l'offensive.

Voyant sa droite appuyée par le maréchal Lannes, il fit marcher vers Vierzehnheiligen son bataillon de voltigeurs, qui se réunit au 40e de ligne de la division Suchet, et tous deux s'emparèrent de ce village. Le

bataillon de grenadiers occupa le petit bois au centre de la position, et le 25e léger la lisière du bois à gauche. Dans cette position avancée, les troupes furent exposées à un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie. Au milieu des balles et des boulets, le maréchal était, comme toujours, invulnérable, tandis qu'autour de lui étaient blessés le major Lozivi, le commandant des grenadiers Ripert, et plusieurs de ses aides de camp. Le feu toutefois devint tellement violent que le maréchal crut devoir faire un petit mouvement en arrière, de manière à être un peu protégé par les bois, mouvement qui se fit, dit-il, avec un aplomb sans exemple. Ce que le maréchal appelait une démonstration, et qui était par le fait un mouvement offensif audacieux, avait eu pour résultat d'attirer l'attention de l'ennemi sur cette partie du champ de bataille, et de favoriser les attaques du maréchal Lannes sur la gauche de l'ennemi. Jusqu'à ce moment, nous n'avions en ligne que le corps de Lannes et l'avant-garde de Ney. L'artillerie des Prussiens, bien placée, avait pris quelque supériorité. Le prince de Hohenlohe, croyant à un succès, écrivait au général Rüchel d'arriver au plus vite pour le décider. Cependant, à deux reprises différentes, avec la division Grawœrt, la brigade saxonne Cerrini, et soutenu par sa cavalerie, il avait vainement tenté de reprendre Wierzehnheiligen; le couvrant alors de ses obus, il l'avait incendié.

Il préparait une grande attaque avec toute son infanterie ; sa nombreuse cavalerie était placée de manière à prendre en flanc les colonnes françaises, lorsqu'il reçut du lieutenant-général Zeschwitz, qui comman-

dait les Saxons, l'avis que du haut de la Schnœcke on apercevait de grosses colonnes ennemies sur la droite, et qu'en même temps des troupes nombreuses d'infanterie et d'artillerie se dirigeaient de Cospoda et de Clozewitz sur Wierzehnheiligen. Le prince de Hohenlohe n'entendait plus à sa gauche, du côté de Rodgen et de Stobra, le canon d'Holzendorf. Il y avait donc fort à craindre qu'il ne fût découvert de ce côté; sa droite était menacée; il allait enfin avoir affaire au centre à des forces considérables; il ne pensa plus qu'à maintenir sa position jusqu'à l'arrivée de Rüchel, mais il n'en eut pas le temps. Le moment décisif était arrivé. Tout à la fois il est assailli à sa droite par le corps d'Augereau, le général Heudelet gravissant la Shnœcke, la division Desjardins attaquant Isserstædt; Lannes et Ney se précipitent sur le centre, tandis que la gauche de l'armée prussienne débordée est prise à revers par les divisions de Soult. L'impétuosité des attaques françaises devient irrésistible. Wierzehnheiligen, Krippendorf, où le combat s'était longtemps maintenu, sont dépassés; la division Grawœrt est rejetée sur Klein-Ramstedt; le feu des Prussiens se ralentit, celui de l'artillerie française redouble, et, balayant une plaine découverte, porte un affreux ravage dans les rangs de l'ennemi. Le prince de Hohenlohe essaye en vain de faire un changement de front en arrière en s'appuyant sur sa droite; mais il n'y avait plus moyen de ralentir une retraite qui se changeait en déroute. Profitant du désordre des Prussiens, quelques régiments de cavalerie légère, la seule cavalerie qui fût sur le champ de bataille, se lancent avec impétuosité. Treilhard, à la tête du 9e et du

10e de hussards, Durosnel, avec le 7e et le 21e de chasseurs, font une charge hardie et brillante; Colbert, avec ses deux fidèles régiments, le 10e de chasseurs et le 3e de hussards, se jette à plusieurs reprises sur l'infanterie, et, partout où elle essaye de se reformer, la brise et la culbute. Ces charges *à outrance*, comme les appelle Savary (1), qui en était témoin, combinées avec la marche en avant d'une infanterie victorieuse, achèvent de mettre dans le désordre le plus complet l'ennemi, qui fuit à la débandade. Drapeaux, hommes, canons, tombent en notre pouvoir. Devant le front des attaques du maréchal Ney seulement se trouvaient plus de quatre-vingts pièces abandonnées.

Tout fuyait pêle-mêle au hasard, lorsqu'à la hauteur de Capellendorf on aperçoit le corps de Rüchel. Au lieu de se jeter sur notre flanc, ce qu'il pouvait faire, il tente de se mettre en travers du torrent, ayant bravement déployé ses dix-sept bataillons formés sur deux lignes, et placé en potence derrière sa gauche onze escadrons, auxquels s'était jointe une partie de la cavalerie saxonne.

A peine a-t-il fait quelques pas en avant, qu'il est assailli par les feux concentriques de toute la ligne française. L'artillerie du maréchal Soult prend sa gauche en écharpe ; la brigade Wedel l'attaque de front, tandis que deux brigades d'infanterie de la division du corps d'Augereau se jettent sur sa droite. En vain sa cavalerie, chargeant avec vigueur, repousse-t-elle une brigade de dragons de la cavalerie de réserve, la seule

(1) *Mémoires du duc de Rovigo*, t. II.

qui eût encore paru sur le champ de bataille (il était environ trois heures et demi) ; en vain les grenadiers prussiens croisent-ils la baïonnette avec les nôtres ; les bataillons de gauche commencent à plier : le général Rüchel reçoit une balle dans la poitrine, le désordre gagne, la gauche commence à fuir, et bientôt tout le reste du corps est entraîné dans la même confusion que l'armée qu'il avait essayé, mais trop tard et vainement, de sauver. Une heure avait suffi pour compléter sa destruction.

Pendant que s'accomplissait cette partie principale du drame, le corps saxon sous les ordres de Niesenmanckel et du lieutenant général Zeschwitz s'étant maintenu à l'extrême droite, entre le bois d'Isserstædt et le ravin de Schwabhauser, sa gauche étant découverte par la défaite de l'armée prussienne, il se trouvait complètement isolé. Alors, attaqué par la division Heudelet, menacé d'être tourné par les divisions d'infanterie du corps du maréchal Ney, qui commençaient à arriver ; ayant déjà sur ses derrières la cavalerie française, la plus grande partie de l'infanterie fut obligée de se rendre, quelques escadrons de cavalerie purent seuls se faire jour.

Un dernier, mais impuissant effort, fut encore tenté par le prince de Hohenlohe. Il avait un instant réussi à réunir quelques bataillons et de la cavalerie au bas de Weibich, un peu en deçà de Weimar ; mais il n'y avait plus un seul corps organisé entre Iéna et Weimar ; c'étaient des milliers d'hommes fuyant au hasard, chacun comme il pouvait.

On rapporte qu'à cette vue Napoléon s'écria : « Voilà

une monarchie en bien bon état ! » Puis il ajouta avec un geste de menace : « Je vous apprendrai à vous mêler de mes affaires ! » Il y a dans ces mots plus de l'homme que du grand homme ; il trahissait ainsi, dans un moment de colère, son irritation à l'égard de la Prusse ; et voulant consommer la ruine d'une armée qu'il croyait encore être l'armée prussienne tout entière, il poussa toutes les troupes qui lui arrivaient dans la direction de Weimar, lançant sur ce champ de bataille, où il n'y avait plus que des vaincus, les dragons et les six mille cuirassiers de Murat. Cet ouragan de fer se précipite, pousse ces masses en désordre, y redouble la confusion, et, portant au loin l'épouvante, arrive jusque dans Weimar, où Murat poursuit encore ces tristes débris qui se hâtent de fuir.

Impatients d'avoir une part dans la lutte, rien n'égalait l'ardeur de ces cavaliers ; toutefois ils ne furent que les ouvriers de la dernière heure. Quelques historiens, et de ceux qui ont le plus d'autorité, les ont traités comme tels en leur attribuant une part plus grande que celle qui leur est due ; lorsqu'ils arrivèrent, la victoire était complète, ils n'eurent plus qu'à en ramasser les trophées. Des hommes tels que Murat, d'Hautpoul, Grouchy et les braves gens qui les suivaient ont assez de gloire pour qu'on ne leur attribue pas ici une part égale à celle de leurs frères d'armes, les chasseurs et les hussards, qui avaient supporté tout le poids du jour (1).

(1) Voir à cet égard le témoignage de Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires*, t. XVI ; le duc de Rovigo, t. II ; le baron de Canitz, *Histoire de la cavalerie*.

Les trophées de la bataille étaient 60 drapeaux, 200 pièces de canon, dépouilles sanglantes dont se sont toujours enorgueillis les hommes. Quant aux résultats, ils étaient immenses : c'était toute une armée dispersée, détruite.

Le jour commençait à baisser. Napoléon, suivant sa coutume ; parcourut le champ de bataille, et plus d'une fois descendit de cheval pour faire ramasser des blessés, et aider parfois lui-même à les relever et à les ranimer par quelques gouttes d'eau-de-vie. Il s'arrêtait surtout aux endroits où la mort avait entassé le plus de victimes, examinait la position : s'il y trouvait des Français, il s'assurait par l'uniforme, par le numéro des boutons, à quel corps ils appartenaient. On le voyait chercher sur ces visages glacés par la mort s'il rencontrerait encore quelque signe de vie ; sa main alors interrogeait le cœur, et celui qui jetait les hommes par milliers sur les champs de bataille se montrait heureux lorsqu'il en avait au moins sauvé un.

L'armée bivouaqua sur le terrain qu'elle occupait lorsque finit la journée : le corps du maréchal Soult aux environs de Schwabsdorf, sur la rive droite de l'Ilm ; le maréchal Ney, avec son infanterie occupait Weimar ; les troupes du maréchal Lannes étaient placées à l'embranchement des routes d'Iéna et de Nauenbourg ; Augereau à la gauche de Weimar.

L'empereur rentra à Iéna ; il ne savait pas encore toute la grandeur de son triomphe.

CHAPITRE XXV

L'empereur apprend la victoire d'Auerstædt. — Gloire de Davout. — Désorganisation de l'armée prussienne. — Weimar. — La duchesse Amélie. — Le général Colbert et le bulletin d'Iéna. — Erfurth se rend. — Ordre du jour du maréchal Ney. — Combat de Halle. — Les prisonniers saxons mis en liberté. — Davout entre à Berlin. — Potsdam, capitulation de Spandau. — Entrée de Napoléon à Berlin. — Murat fait capituler à Prenzlow le prince de Hohenlohe. — Stettin se rend. — Magdebourg ; le général Colbert bloque la rive droite. — Prise de la ville ; 22,000 prisonniers. — Le 6e corps à Berlin.

Bien avant dans la nuit, arriva l'adjudant général Louis Romeuf, annonçant une grande victoire. Le maréchal Davout avait barré le passage à l'armée prussienne, commandée par le roi en personne, et l'avait complètement battue.

Napoléon pouvait à peine croire ce qu'il entendait ; 26,000 hommes en avaient défait et mis en déroute plus de 60,000.

Le duc de Brunswick, le maréchal Mollendorf, le général Schmettau étaient frappés à mort, le prince Guillaume de Prusse était blessé, près de dix mille hommes étaient restés sur le champ de bataille.

A côté du maréchal Davout, des hommes dont le

nom était déjà glorieux, venaient d'acquérir un immortel renom : c'étaient les généraux Gudin, Morand, Friant, près desquels il faut placer les généraux Daultane et Petit. Les trois divisions de Davout avaient eu 270 officiers et 7,000 sous-officiers et soldats tués ou blessés. La seule division Gudin comptait 134 officiers et 3,500 sous-officiers et soldats tués ou blessés, c'est-à-dire la moitié au moins de ce qu'elle comptait d'hommes. Ainsi, dans la même journée, à la même heure, à cinq lieues de distance, deux grandes batailles avaient été livrées, et de part et d'autre on avait ignoré cette double lutte.

Bien des sentiments durent traverser l'âme de Napoléon en apprenant ces nouvelles ; son triomphe était plus grand qu'il ne l'avait cru, au delà de ce qu'il attendait. Sans doute il était avant tout dû à ses combinaisons stratégiques, mais enfin la grande gloire d'Iéna pâlissait un peu devant celle d'Auerstædt. Enfin il apprenait que si l'un de ses lieutenants avait fait plus qu'il n'attendait, il en était un autre qui n'avait pas fait ce qu'on pouvait en attendre : c'était Bernadotte. Le peu d'amertume que Napoléon rencontrait dans son triomphe put alors se dépenser sur un homme que d'ailleurs il n'aimait pas plus qu'il n'en était aimé.

Pendant la journée du 14, Bernadotte, placé, avec un corps de 20,000 hommes et une nombreuse cavalerie, entre Nauenbourg et Iéna, avait, dans la matinée, par les motifs les plus mesquins de vanité, ou, ce qui est pis encore, par de tristes sentiments d'envie, de jalousie, refusé de se joindre à Davout qui lui offrait même de prendre le commandement des deux corps

d'armée. Dans la journée, alors que Davout, pressé par une armée plus que double de la sienne, étant près de succomber, dépêchait officier sur officier pour le supplier de lui envoyer au moins deux divisions de cavalerie dont il pouvait disposer, il l'avait impitoyablement refusé, se renfermant dans l'exécution littérale de l'ordre qu'il avait reçu de se porter à Dornbourg. Ainsi, durant toute cette journée du 14, pendant qu'à sa droite il pouvait voir les masses prussiennes et juger du désastre qui menaçait Davout, tandis qu'à sa gauche il entendait gronder le canon d'Iéna, les 20,000 hommes qui eussent pu être d'un si grand poids dans les destinées du jour restèrent inutiles.

Il faut convenir que la justification est difficile. La seule que Bernadotte essaya fut de dire que Dornbourg était un point par lequel les Prussiens pouvaient faire leur retraite, et que d'ailleurs il avait ordre de l'occuper.

Lorsque l'empereur sut tous ces détails, il montra la plus vive indignation. « Cela est si odieux, dit-il, que si je le faisais traduire à un conseil de guerre, il serait fusillé; j'aime mieux ne pas lui en parler, je lui crois assez d'honneur pour qu'il reconnaisse lui-même qu'il a fait une action honteuse sur laquelle je ne lui déguiserai pas ma façon de penser (1). » Tout cela grandissait la gloire de Davout, qui, ainsi abandonné, livré à lui-même, avait su, par son habileté, son héroïque fermeté, par l'indomptable énergie qu'il avait inspirée

(1) Voir les deux lettres qu'il lui adressa, l'une le 21, l'autre le 23 octobre 1806. *Correspondance de Napoléon*, n. 11,041 et 11,080.

à ses troupes, changer un désastre probable en la plus éclatante victoire.

Napoléon, qui d'abord avait cru à quelque exagération dans les rapports, reconnut toute la grandeur et le mérite du succès. Il écrivit à Davout : « Vous et votre corps d'armée avez mérité mon estime et ma reconnaissance. » Il voulut quelques jours après que les vainqueurs d'Auerstædt entrassent les premiers dans Berlin, et que les clés de la ville fussent apportées à Davout. Toutefois, dans le bulletin daté du 15 octobre, Auerstædt semble n'être qu'un épisode de la bataille d'Iéna.

Tout a été dit sur la supériorité tactique que montrèrent les Français dans ces deux batailles, sur l'expérience, la vigueur de leurs chefs, d'un autre côté sur le dévouement avec lequel les généraux prussiens se conduisirent : trente furent mortellement atteints ou grièvement blessés. Mais il est un point qui provoque l'étonnement, et sur lequel il est, je crois, important d'insister. Pour peu qu'on ait suivi les détails qui précédèrent la rencontre des deux armées, on doit être frappé de l'incertitude, pour ne pas dire de l'ignorance où de part et d'autre on était de la position de l'ennemi : ainsi, Napoléon aperçoit tout à coup l'armée prussienne du haut du Landgrafenberg, il la suppose réunie tout entière et ignore que le gros de cette armée marche sur Freybourg. Davout, de son côté, ignore complètement que des forces aussi considérables sont devant lui. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick ignorent de même où est Napoléon, qu'ils croient marcher sur l'Elbe, tandis qu'il est devant eux. Hohenlohe enfin, dont les avant-postes font depuis vingt-quatre heures le coup

de fusil avec les Français, reste plongé dans la plus profonde sécurité et ne fait aucun préparatif pour recevoir une bataille dont il n'a aucune idée.

Il reste donc avéré que Napoléon lui-même était fort mal renseigné sur les mouvements de l'ennemi, bien que dans tous ses ordres il répétât sans cesse : « Envoyez des coureurs pour savoir des nouvelles. » Le duc de Rovigo, Savary, dit tout crûment que sous ce rapport « notre cavalerie était dirigée sans intelligence ». On voit qu'il en était de même chez les Prussiens, et que les principes de Frédéric et les leçons de Ziethen étaient oubliés.

Ne pourrait-on trouver une explication à cet oubli du rôle de la cavalerie légère, dans une tendance qu'on rencontre à toutes les époques, tendance qui, à force de vouloir l'améliorer, la régulariser, finit par l'alourdir et faire en définitive de la cavalerie légère de la cavalerie de bataille ?

La nuit qui avait suivi cette double bataille et cette double défaite porta au comble le désordre et la désorganisation dans l'armée prussienne. Le duc de Brunswick, Mollendorf, étaient mourants ; Hohenlohe arrivait dans la matinée du 15 à Denstedt, avec 60 cavaliers à peine. Le roi, cherchant à gagner Weimar qu'il ne savait pas encore occupée, tomba au milieu des fuyards d'Iéna et apprit alors la grandeur de son désastre.

On n'était convenu d'aucun lieu de ralliement ; aucun ordre n'était plus donné ; les troupes sans direction suivaient, pour ainsi dire au hasard, les routes qui se trouvaient devant elles : les unes prirent celle d'Erfurth, les autres celle de Colloda, le plus grand nombre se

dirigea sur Sommerda. Souvent les colonnes se croisaient, se mêlaient, s'encombraient aux passages des ponts, et de cette rencontre résultait une nouvelle confusion que ne faisait qu'accroître à chaque instant la crainte d'un ennemi infatigable qu'on savait être, non seulement sur ses derrières, mais qu'on rencontrait déjà devant soi.

Dans de tels moments, la fermeté abandonne les plus braves, et celui qui sur le champ de bataille résiste encore, quoique vaincu, alors que le vertige de la fuite s'est emparé de lui, ne pense qu'à échapper : les liens de la discipline disparaissent, les chefs ne pensent plus à commander, ou sentent leur impuissance, et bientôt, dans ces masses confuses, le plus grand nombre n'a plus d'autre pensée que de se soustraire au péril commun en fuyant isolément.

L'influence de cette désorganisation fut telle, que les deux divisions de réserve du général Kalkreuth, qui avaient quitté intactes le champ de bataille d'Auerstædt, s'étaient en partie dispersées pendant la nuit et ne comptaient plus le matin que 8 ou 10 bataillons réunis. Ce ne fut que le surlendemain de la bataille, le 16 octobre, que le prince de Hohenlohe rencontra le roi à Sonderhausen, et apprit quelques nouvelles de l'armée qui avait combattu sous ses ordres à Iéna.

Le roi lui donna le commandement de toutes les troupes, en indiquant Magdebourg comme lieu général de rassemblement ; lui-même allait essayer de couvrir Postdam et Berlin, et, s'il n'était plus temps de se reformer sur l'Oder, de rassembler ses troupes sur la Vistule.

Dès le 14, Murat, avec ses dragons, ses cuirassiers et la cavalerie de Ney, était entré dans Weimar à la suite de ceux qu'il poursuivait. La ville de Gœthe, de Schiller, ce séjour de la poésie, des rêves, de l'esprit, de la littérature, naguère encore si paisible, retentissait sous les pieds des chevaux du vainqueur.

Le général Rapp, que l'empereur avait envoyé près de Murat, raconte qu'ils allèrent trouver la duchesse Amélie qui n'avait point voulu quitter Weimar. Ils la trouvèrent entourée de ses dames et furent frappés de son calme et de sa dignité. Murat fut logé au château. Quant au maréchal Ney, toujours un peu offusqué de la dignité d'Altesse et par le souvenir de ses vieilles querelles avec Murat, il se contenta d'une auberge de la ville.

Mon père, après avoir poussé son avant-garde sur la route d'Erfurth, était venu le rejoindre. La blessure qu'il avait reçue, un peu plus sérieuse qu'elle n'avait paru d'abord, l'empêcha de marcher et même de monter à cheval pendant quelques jours. Ce fut de Weimar qu'il donna de ses nouvelles. Je lis dans cette lettre : « J'ai été trop occupé pour écrire, Édouard s'en est chargé. J'ai été assez heureux pour bien servir. Un (1) de mes aides de camp a été blessé, l'autre (2) a eu son chapeau percé de balles. J'ai été légèrement blessé, dans huit jours j'en serai quitte ; tout cela n'est rien, je repars ce soir. »

Ce qu'il ne dit pas, d'autres se sont chargés de le

(1) Le capitaine Desfossés.
(2) Le lieutenant Brunel.

dire. Que de fois j'ai entendu parler d'Iéna, de cette charge du 10e de chasseurs, qui, sous le feu de la ligne ennemie, en présence d'une nombreuse cavalerie, s'empare d'une batterie, la réduit au silence, tandis que le 3e de hussards, habilement posté, attendant au passage les cuirassiers ennemis qui ramenaient les chasseurs, se jette hardiment sur leur flanc, les arrête et dégage à la fois le 10e de chasseurs et les petits carrés d'infanterie, au milieu desquels l'intrépide maréchal Ney faisait tête à l'orage.

C'est d'ailleurs le maréchal lui-même, qui dans son rapport donne tous ces détails, et qui, après avoir prodigué tous les éloges à son avant-garde, demande pour son chef le grade de général de division. Les termes dont il se sert, à la fois simples et sévères, témoignent d'une opinion depuis longtemps formée : « Le général Colbert a, dit-il, soutenu sa réputation de talent et de courage ; il fera un excellent général de division. »

Dois-je ajouter que Jomini, qui était présent, dit, dans son *Précis de l'art de la guerre* (1) : « La charge audacieuse de la faible cavalerie de Ney sur l'artillerie du prince de Hohenlohe, à la bataille d'Iéna, est un exemple de ce qu'on peut faire en pareil cas. »

Enfin, comme on a pu le voir, la journée ne s'était pas terminée là pour le général Colbert ; ce fut vers la fin de la bataille qu'il fournit ces charges réitérées, *à outrance*, qui lui valurent l'insigne honneur d'être cité en ces termes dans le 2e bulletin de la grande armée : « Le général de brigade Colbert, à la tête du 3e

(1) Tome II, p. 577 et 578.

de hussards et du 10e de chasseurs, a fait sur l'infanterie ennemie plusieurs charges qui ont eu le plus grand succès » (1). On voit qu'il était en droit de dire « qu'il avait bien servi » ; expression modeste sans doute, mais qui, par sa simplicité même, fait mieux juger de la satisfaction intérieure qu'il éprouvait.

Si peu de capitaines ont su, comme Napoléon, gagner des batailles, nul peut-être ne sut comme lui tirer parti de la victoire. Ainsi qu'il l'a dit lui-même, après une bataille, ce qui fait la différence entre deux armées qui en sont venues aux mains, ce n'est pas la perte matérielle que l'une d'elles a subie. La différence est souvent peu sensible ; ainsi à Auerstædt, si les Prussiens laissèrent 10,000 hommes sur le champ de bataille, les Français eurent plus de 7,000 hommes tués ou blessés ; parfois même il est arrivé que c'est l'armée victorieuse qui a fait les plus grandes pertes. A Albuera (2), où les Anglais furent vainqueurs, ils avaient perdu plus de monde que nous. Il en avait été de même, en remontant plus haut, à Malplaquet, une des plus sanglantes batailles qui aient jamais eu lieu, où la perte de l'ennemi fut plus considérable que la nôtre (3).

Ce qui constitue la véritable différence, c'est que d'un côté, il y a des vainqueurs, et de l'autre côté il n'y a plus que des vaincus, que la victoire exalte les uns, double, décuple leurs forces, tandis que la dé-

(1) 8e bulletin de la grande armée. *Correspondance de Napoléon*, t. XIII, n° 11,018.

(2) Espagne, 1811.

(3) L'armée française, commandée par Villars, perdit 13,000 hommes ; les alliés vainqueurs, conduits par Eugène et Marlborough, en perdirent plus de 20,000 (1709).

faite abat, détruit, dans une proportion plus grande encore celles des autres. En un mot, le vainqueur a conquis l'ascendant moral. C'est alors qu'il faut frapper sans relâche, précipiter le désordre qui s'est emparé des esprits, désordre qui s'accroît par lui-même, et finit par arriver au comble, livrant alors les bataillons, les corps entiers à quelques mains hardies, et faisant tomber les remparts des villes devant quelques hussards.

Napoléon n'était donc pas homme à s'endormir sur le doux oreiller d'une double victoire. Aussi, dans la nuit du 14 au 15, avait-il déjà donné l'ordre au grand-duc de Berg, soutenu par le maréchal Ney, de s'emparer d'Erfurth, à Soult de se porter sur Buttelstedt, à Lannes et à Augereau de se former en avant de Weimar, à Bernadotte, dont les troupes n'avaient pas encore combattu, de se porter d'Apolda sur Halle, « donnant tête baissée sur tout ce qu'il rencontrerait. »

Dans l'ardeur de cette poursuite, de graves excès furent commis. De même que la panique s'était emparée des vaincus, de même une espèce de rage, de fièvre, s'était emparée des vainqueurs, et il fallut que la voix des plus illustres chefs se fît entendre pour arrêter ces désordres. Il me paraît digne d'intérêt de voir quel était leur langage, à quels sentiments ils croyaient devoir s'adresser.

« Je dois, disait le maréchal Ney, rappeler les soldats français à l'honneur et à leur devoir : des dégâts inouïs ont été commis, quelques misérables souillent un nom dont tous les militaires doivent soutenir l'éclat. » Puis, après avoir fait appel à la vigilance et à la fermeté des officiers, il ajoute : « Plein de confiance

dans l'honneur des grenadiers français, je recommande à chaque compagnie la surveillance sur les trainards et les pillards » (1).

Si le maréchal parlait ainsi, c'est qu'il savait qu'il serait entendu. Sans doute, il y avait derrière ses paroles une sanction terrible, mais avant tout, il s'adressait aux sentiments d'honneur, de devoir, au respect dû au nom français.

Depuis lors, on s'est moqué de l'exaltation de tels sentiments, on a cherché à les ridiculiser en leur donnant un nom ridicule. Grâce à Dieu, on n'y a pas encore réussi, et j'aime à croire que l'armée française de nos jours comprendrait encore le langage du maréchal Ney.

Davout devait gagner Leipzig et se mettre en mesure de devancer l'ennemi sur l'Elbe. Dès le 16, Erfurth, où s'étaient réfugiés le vieux maréchal Mollendorf et le prince d'Orange, capitulait, ainsi que les deux forteresses qui dominent la ville. On y trouva 14,000 hommes dont 8,000 blessés.

Blücher n'échappa, à Weissenstein, à la division de dragons du général Klein, que par un subterfuge et en affirmant sur l'honneur qu'un armistice avait été conclu. Soult ne se laissa pas ainsi abuser par le général Kalkreuth et lui enleva dans divers combats, à Greussen et à Nordhausen, 4,000 hommes et 25 pièces de canon.

Le 17 octobre, Bernadotte forçait les portes de Halle et dispersait, après une énergique résistance, un corps de

(1) Nordhausen, 18 octobre 1806. Archives du dépôt de la guerre.

12,000 hommes, commandé par le duc Eugène de Wurtemberg. Davout enfin entrait dans Leipzig.

Pour peu qu'on jette les yeux sur la carte, on verra quel avantage donnaient à Napoléon, non pas seulement les grands succès qu'il venait d'obtenir, mais la conception primitive de son plan stratégique, qui, tout d'abord, l'avait placé sur le flanc de l'armée prussienne et sur le chemin le plus court pour la devancer sur Berlin et sur l'Elbe.

L'empereur, en se rendant à Weimar, où il établit son quartier général, avait reçu en route une lettre du roi de Prusse qui demandait un armistice. Il se contenta de répondre « que la campagne était à peine commencée, et qu'il voulait d'abord recueillir les fruits de sa victoire ». Un des premiers fut la neutralité de la Saxe, et bientôt son entrée dans la confédération du Rhin. Dès le début de la campagne, l'empereur avait adressé aux Saxons une proclamation où se remarquaient les passages suivants : « Saxons, les Prussiens ont envahi votre territoire ; j'y entre pour vous délivrer. Ils ont dissous violemment le lien qui unissait vos troupes, et ils les ont réunies à leur armée. Vous devez répandre votre sang, non seulement pour des intérêts étrangers, mais encore pour des intérêts qui vous sont contraires...

« Saxons, votre sort est maintenant dans vos mains. Voulez-vous rester incertains entre ceux qui vous mettent sous le joug, et ceux qui veulent vous protéger?

« Mes succès assureront l'existence et l'indépendance de votre prince, de votre nation. Les succès des Prussiens vous imposeraient d'éternelles chaînes. Demain

ils demanderaient la Lusace, et après-demain la rive de l'Elbe ; mais, que dis-je? N'ont-ils pas tout demandé ? N'ont-ils pas tenté depuis longtemps de forcer votre souverain à reconnaître une souveraineté, qui, vous étant imposée immédiatement, vous effacerait du rang des nations ? Votre indépendance, votre constitution, votre liberté, n'existeraient plus qu'en souvenir, et les mânes de vos ancêtres, des braves Saxons, s'indigneraient de vous voir réduits sans résistance, par vos rivaux, à un esclavage préparé depuis longtemps, et votre pays rabaissé jusqu'à devenir une province prussienne. »

Paroles prophétiques, dont la réalisation s'approche de jour en jour. Dès lors, elles touchaient trop au vrai des choses pour ne pas produire une impression profonde. Néanmoins, les troupes saxonnes, réunies aux Prussiens, exposées aux premiers coups, s'étaient vaillamment conduites.

On se rappelle qu'à la bataille d'Iéna, le corps commandé par le lieutenant général Zeschwitz, qui formait l'extrême droite, après avoir tenu ferme jusqu'à la fin, ayant été complètement isolé et entouré, avait été fait prisonnier presque en entier.

L'empereur fit réunir à Weimar la plupart des officiers de ce corps (trois cents environ), et, s'adressant à eux, leur dit : « Je n'ai pris les armes que pour assurer l'indépendance de la nation saxonne et m'opposer à ce que votre pays soit incorporé à la monarchie prussienne; mon intention est de vous renvoyer tous chez vous, si vous me donnez votre parole de ne point servir contre la France. Votre souverain, dont je connais les

qualités, a montré une extrême faiblesse en cédant aux menaces des Prussiens et en les laissant entrer sur son territoire. Il faut qu'ils restent en Prusse et ne se mêlent en rien des affaires de l'Allemagne. Les Saxons doivent être réunis à la confédération du Rhin, sous la protection de la France; cette protection n'est pas nouvelle, puisque depuis deux cents ans, sans la France, ils eussent été envahis par l'Autriche ou par la Prusse. »

Tous s'empressèrent de prêter le serment qui leur était demandé, et s'engagèrent également pour leurs soldats. L'empereur les renvoya au nombre de six mille, et, le 12 décembre suivant, l'électeur de Saxe, faisant alliance offensive avec la France, entrait dans la confédération du Rhin avec le titre de roi.

Tandis que les colonnes éparses de l'armée prussienne, sous les ordres de Hohenlohe, Kalkreuth, Blücher, pressées par Murat, Soult et Ney, s'étant jetées dans le Hartz, étaient obligées de parcourir un grand arc de cercle pour gagner Magdebourg, Napoléon, occupant la corde de cet arc, poussant rapidement sur Berlin avec les corps de Lannes, Bernadotte, Davout et sa garde, allait s'emparer de la capitale et les devancer sur l'Oder en les coupant de toutes leurs communications.

Six jours après Iéna, l'Elbe avait été franchi à Dessau et à Wittenberg. Le 24 octobre, les Français entraient dans Postdam, vainement défendue par l'ombre du grand Frédéric. Napoléon y prit l'épée du grand capitaine, et l'envoya à l'hôtel des Invalides, à Paris. Pourquoi ? Ce trophée arraché à une tombe ajoutait-il à sa gloire ?

Le 25, il laissait au corps de Davout l'honneur d'entrer le premier dans Berlin, réglant lui-même les détails de cette marche triomphale des héros d'Auerstædt. « Faites votre entrée dans le plus grand ordre et par division ; chaque division ayant son artillerie et marchant à une heure de distance l'une de l'autre. »

Le même jour, le maréchal Lannes faisait cerner Spandau par sa cavalerie légère, et sommait le gouverneur, qui se rendait sans résistance le surlendemain.

L'empereur entra bientôt lui-même dans Berlin. La division de cuirassiers du général Nansouty, rangée en bataille des deux côtés de l'avenue de Dresde, formait la haie ; l'infanterie de la garde était conduite par le maréchal Lefebvre ; puis venaient les grenadiers à cheval. C'était après eux, et suivi de ses chasseurs à cheval, que marchait Napoléon ; il passa sous l'arc de triomphe élevé pour le grand Frédéric. Il y avait à peine quatorze jours que la guerre était commencée, et c'était au milieu des sentiments les plus divers de surprise, d'inquiétude, de crainte, même aussi parfois d'admiration, qu'apparaissait, aux regards étonnés des habitants de Berlin, cet homme extraordinaire. Il était entré de même l'année précédente dans Vienne (1). Ainsi, dans l'espace d'une année, quelques jours avaient suffi pour vaincre les deux grandes monarchies de l'Allemagne.

Il faut se reporter aux temps les plus reculés de l'histoire, aux époques pour ainsi dire fabuleuses, pour re-

(1) Il y a toutefois une différence : Napoléon avait épargné à Vienne l'entrée triomphale.

trouver un pareil spectacle, pour voir ainsi des nations envahies, des rois, des peuples mis tout à coup à la merci du vainqueur. Et cette fois, ce n'étaient pas les cohues de Darius fuyant devant la pique des Macédoniens. Non, ces nations vaincues, qui voyaient leurs foyers envahis, leurs plus glorieux souvenirs devenus la proie de l'étranger, étaient des nations braves, des plus guerrières qui fussent au monde, qui, elles aussi, avaient eu leurs jours de gloire, de triomphes, et possédaient à l'égal de leurs adversaires tous les moyens de défense et d'attaque que pouvait leur fournir la science militaire.

Mais ce n'était pas tout : il était dit que de cette grande armée dont la Prusse était si fière il y avait peu de jours encore, à peine si quelques milliers pourraient échapper.

Comme nous l'avons vu, le roi Frédéric-Guillaume avait un instant espéré que le prince de Hohenlohe, auquel il avait donné le commandement de toutes ses troupes après Iéna, pourrait reformer sous le canon de Magdebourg les nombreux débris qui se seraient réfugiés dans cette place. Mais la poursuite de Murat, de Soult et de Ney avait été tellement rapide, que les colonnes françaises, poussant les colonnes ennemies, arrivaient en même temps qu'elles et les refoulaient dans la ville. Le nombre des troupes qui s'y entassait augmenta la confusion ; aussi Napoléon mandait-il : « Magdebourg est une souricière qui attire aujourd'hui tous les hommes égarés depuis la bataille ; il faut donc maintenant battre le pays à quinze ou vingt lieues ; alors on ramassera beaucoup de monde. »

Hohenlohe y était arrivé le 20; il apprit le combat de Halle, la marche rapide des Français débordant par la droite et gagnant Berlin. Il n'y avait plus dès lors à penser à la possibilité de se maintenir sur l'Elbe ; il résolut donc de se porter le plus vite possible vers l'Oder et de gagner Stettin. La route la plus directe est par Brandebourg et Berlin ; il ne pouvait la prendre sans s'exposer à rencontrer nos colonnes. Il y en a une autre plus au nord par Rathenow, Ruppin, Zehdenick, Prenzlow, enfin Stettin.

Il partit le 23, prenant cette direction, emmenant avec lui vingt-huit bataillons et dix-neuf escadrons; le gros de sa cavalerie, qui était cantonné vers Glandau, l'ayant rejoint avec d'autres troupes d'infanterie, il se trouva, le 25, à la tête de cinquante bataillons et de cent cinquante-neuf escadrons.

Mais, au lieu de marcher rapidement au but et en masse, il éparpilla ses troupes pour avoir des vivres, sans avoir même le soin de faire flanquer et couvrir sa droite par sa nombreuse cavalerie, qu'il porta au contraire à son extrême gauche vers Wittstock ; son infanterie marcha sur New-Ruppin, et il dirigea une faible avant-garde de cavalerie sur Zehdenick.

C'est à Zehdenick que se confondent les deux routes qui mènent à Stettin, celle que suivait Hohenlohe et celle venant de Berlin par Oranienbourg, et par laquelle pouvaient déboucher les Français. Zehdenick était donc le point qu'il fallait gagner à tout prix et en forces avant eux. Mais, pour cela, il eût fallu marcher plus vite que ne le faisaient les Prussiens. Lorsqu'ils avaient fait six lieues par jour, ils croyaient avoir fait tout ce qui était

possible, tandis que les Français en faisaient douze ou treize (1).

Ce fut le 24 que l'empereur apprit qu'une colonne considérable, sortie de Magdebourg, se dirigeait vers le Nord. Murat, après avoir poursuivi dans le Hartz les colonnes ennemies, sommé en passant Magdebourg et battu le pays autour de cette place, venait d'arriver à Postdam.

L'empereur lui ordonna de porter immédiatement sa cavalerie légère à Oranienbourg, pour de là pousser des partis dans toutes les directions, et, dès qu'on aurait connaissance de l'ennemi, le poursuivre à outrance avec ses deux divisions de dragons et tout son monde. Le maréchal Lannes devait le suivre et le soutenir avec son infanterie.

Le général Lasalle, qui commandait l'avant-garde de Murat (5e et 7e de hussards), fut bientôt sur la trace des Prussiens. Dès le 27, il arrive à Zehdenick, tombe sur la faible avant-garde de Schimelpening, et la disperse.

Hohenlohe, qui espérait être lui-même le 27 à Zehdenick, le lendmain à Prenzlow, gagner ensuite le défilé de Lockuitz et se trouver en sûreté le 29 à Stettin, était à Gransee lorsqu'il apprit la défaite de son avant-garde. Renonçant alors à suivre la route directe, il se jeta à gauche pour gagner Botzenbourg, en passant par Furstenberg et Lychen, où il pensait retrouver Blücher avec une partie de la cavalerie. Quant à Murat, toujours précédé par Lasalle, qui marchait sur Mittenwalde, faisant

(1) Lettre du maréchal Lannes.

éclairer sa gauche par la cavalerie légère de Milhaud, il marchait lui-même au centre avec ses deux divisions de dragons. Ce fut dans cette marche vers Wichmansdorf, dans un pays coupé par des étangs, que la division du général Grouchy rencontra les gendarmes de la garde, l'un des plus beaux régiments de l'armée prussienne. C'étaient les jeunes et brillants officiers de ce régiment, qui naguère avaient été aiguiser leurs sabres sous les fenêtres du ministre de France à Berlin. Les Prussiens longeaient un étang ; les tourner, les assaillir, les culbuter, fut l'affaire d'un instant ; un seul peloton échappa à la honte de capituler en rase campagne, ce qui n'est jamais permis à la cavalerie (1).

Hohenlohe, instruit de ce nouvel échec, eut un instant la pensée de se jeter encore plus à gauche, de se diriger sur Passenwalk, et de gagner ainsi Lochnitz et Stettin sans passer par Prenzlow. Ce parti l'eût peut-être sauvé ; mais, mal renseigné par ses coureurs, croyant que les Français n'avaient pas encore pu atteindre Prenzlow, comptant d'ailleurs trouver là des vivres et des fourrages pour sa troupe harassée, affamée, il résolut de revenir sur cette ville, et ce fut là sa faute.

Le 28, à huit heures, la tête de colonne des Prussiens entrait dans Prenzlow par la route d'Anklam ; mais déjà les hauteurs qui dominent la ville étaient occupées par la cavalerie du général Lasalle, et quelques-uns de ses hussards avaient pénétré dans les faubourgs.

Le maréchal Lannes, qui avait devancé son infanterie,

(1) Voir les instructions de Frédéric.

voulant intimider Hohenlohe en lui faisant croire à la présence de son corps d'armée, le fit sommer de se rendre; cette proposition fut rejetée. Pendant ce temps, Murat, n'ayant que sa cavalerie, prit rapidement ses dispositions pour entrer dans Prenzlow.

Il donna l'ordre au général Lasalle de pénétrer dans la ville et de charger tout ce qu'il rencontrerait; en même temps, il fait avancer par la gauche la division de Grouchy, qui traverse la rivière de Golmitz, se jette sur le flanc droit de la colonne prussienne, pendant qu'une batterie d'artillerie légère, avantageusement placée, foudroyait leur avant-garde. Les Prussiens essayent de répondre ; leur artillerie est enlevée, la colonne coupée ; le régiment du roi met bas les armes; l'arrière-garde, commandée par le prince Auguste de Prusse, après quelque résistance, subit le même sort. Hohenlohe, se voyant réduit à abandonner tout ce qui n'a pu traverser la ville, sort par la route qui conduit à Stettin, ferme les portes derrière lui, et essaye une fois dehors de se reformer. Ce fut là que, débordé par ses deux flancs, ayant déjà perdu une partie de son monde, menacé par l'arrivée de l'infanterie de Lannes, il capitula avec dix-sept bataillons et dix-neuf escadrons.

Dès le lendemain, l'infatigable Lasalle était devant Stettin et faisait sommer le gouverneur, qui rendait à 600 hussards une ville forte, ayant 6,000 hommes de garnison, et 160 pièces de canon sur ses remparts.

Dans le même moment, à notre gauche, près de Passenwalk, une brigade de cavalerie légère, 13e de chasseurs et 9e de dragons, faisait mettre bas les armes à une colonne de 6,000 hommes de toutes armes. On vit,

dans cette poursuite, des bataillons, des escadrons, se rendre à un ou deux hommes.

Sans doute ces faits sont extraordinaires; ce dont ils témoignent surtout, c'est de la démoralisation de l'armée prussienne. « Elle est frappée d'une telle terreur, mandait Lannes à l'empereur, qu'il suffit qu'un Français se présente pour qu'on mette bas les armes » (1).

Mais ce qui est digne d'admiration et doit à jamais servir d'exemple à ceux qui seront appelés à commander de la cavalerie, c'est l'activité, l'audace avec laquelle Murat poursuit l'ennemi, ne lui laissant pas un moment de répit (2), l'attaquant dès qu'il l'aperçoit, le tournant, le culbutant, et faisant enfin mettre bas les armes, avec de la cavalerie seulement et dix pièces d'artillerie légère, à un corps d'armée composé de toutes armes; fait peut-être sans égal et sans précédent dans l'histoire militaire.

Si Murat se fût arrêté, s'il eût craint de fatiguer ses chevaux, s'il eût eu seulement un moment d'indécision, les Prussiens seraient entrés dans Stettin, qui se serait alors défendue, et les armées de Napoléon

(1) Lettre de Lannes à l'empereur, 29 octobre 1806. (Dépôt de la guerre.)

(2) Cette ardente poursuite de Murat me rappelle une lettre du grand Frédéric à Zieten : « Mon cher lieutenant-général de Zieten, je vous recommande, avant toute chose, de poursuivre l'ennemi à outrance, sans lui laisser le temps de respirer et de se reconnaître. Je veux croire que votre monde est fatigué et même un peu harassé, mais songez que l'ennemi l'est mille fois davantage, et qu'il vous importe de le pousser, de le poursuivre, de ne pas lâcher prise. » Puis, *de sa main* : « Mon cher Zieten, à l'époque où nous sommes, un jour de fatigues nous en procure cent de repos. Allons, général, toujours le cul sur la selle, toujours aux trousses de l'ennemi ! » (*Vie de Zieten*, par Mme de Blumenthal, Berlin, 1803.)

eussent peut-être été obligées de s'arrêter sur l'Oder, tandis qu'il put les porter sans obstacle jusqu'à la Vistule (1).

Blücher, qui, avec 10,000 hommes, avait dû se réunir à Hohenlohe, entrait à Botzenbourg, lorsqu'il apprit la capitulation de Prenzlow; il se rabattit alors sur New-Strelitz, et, bientôt réuni aux troupes du duc de Weimar, alors commandées par le général Wining, il se trouva à la tête de 25,000 hommes environ. Son intention était de se jeter sur les derrières de l'armée française et de combattre entre Magdebourg et Hameln; mais, traqué par les troupes de Bernadotte, de Soult, et par l'infatigable cavalerie de Murat, après plusieurs combats où les troupes prussiennes montrèrent une fermeté qu'elles semblaient avoir perdue, Blücher, forcé dans Lubeck, fut obligé, le 6 novembre, à Ratkau, de se rendre avec ce qui lui restait de troupes.

Pendant que ces faits s'accomplissaient, Custrin, l'un des boulevards de la monarchie prussienne, ouvrait ses portes à un seul régiment du corps de Davout, commandé par le général Gauthier.

Restait enfin Magdebourg, dont le roi de Prusse avait un instant espéré se faire un point d'appui. Nous venons de voir que le prince de Hohenlohe en était sorti avec une armée, et quel avait été son sort.

Magdebourg renfermait encore des troupes considérables, et avait plus de six cents pièces de canon. Le développement de ses fortifications en rendait l'investissement très difficile. Soult avait commencé à le faire;

(1) Canitz, *Histoire de la cavalerie*, p. 163 et 164.

puis, ayant été entraîné à la poursuite du corps du duc de Weimar, qui finit par lui échapper (1), le maréchal Ney seul resta chargé du siège ou plutôt du blocus.

Sans doute Magdebourg renfermait une armée au moins égale en nombre à celle qui l'attaquait; mais cette armée était composée des débris d'une armée vaincue, que les remparts et les six cents canons qui les défendaient ne mettaient pas à l'abri de cette démoralisation dont était frappée l'armée prussienne. La ville était d'ailleurs encombrée de blessés et de malades; il y régnait une confusion extrême, et les habitants de cette grande ville n'étaient nullement disposés à subir les chances d'une lutte, qui, quelle qu'en fût l'issue, ne pouvait désormais sauver une cause perdue. Le gouverneur, le général de Kleitz, vieillard de quatre-vingts ans, infirme, avait rejeté les sommations qui lui avaient été faites; mais il était facile de comprendre qu'il n'attendait que des démonstrations sérieuses qui pussent lui servir de prétexte.

Le 23 octobre, la première division du 6e corps, sous les ordres du général Marchand, et la deuxième division, dont le général Vandamme venait de prendre le commandement, commencèrent le blocus sur la rive gauche de l'Elbe; un pont ayant été jeté à Schönebeck, le général Colbert fut chargé de l'investissement sur la rive droite.

Les premiers jours furent employés à rejeter sous le canon de la place les détachements avancés de l'en-

(1) Ce fut ce même corps qui, sous les ordres de Wining, se réunit, comme nous l'avons vu, à Blücher.

nemi, puis à se retrancher dans des postes reliés entre eux de manière à former le blocus.

L'ennemi ayant tenté de faire une sortie du côté de Friedrichstadt pour se procurer des vivres et des fourrages, le général Colbert, avec 600 hommes du 6e léger, les compagnies d'élite du 39e, deux escadrons de cavalerie et deux pièces de quatre, enveloppa pendant la nuit les villages de Krakau, de Prester, les fermes qui les environnent, et emporta ou détruisit tout ce qui aurait pu servir aux assiégés, poussant ses postes à une portée et demie de canon de la place, de manière à ce que rien ne pût en sortir. Il occupait ainsi Biedritz-alt, Neu-Königsborn, Gommern et Peckau. Six compagnies de grenadiers étaient à Schönebeck, prêtes à le soutenir dans le cas d'une attaque de l'ennemi. Tous les jours on se canonnait, mais sans autre résultat que de tenir toujours la garnison en éveil et de la fatiguer.

Pendant que le 6e corps était employé à la pénible, mais peu brillante mission de bloquer avec peu de monde une grande ville, dont les fortifications formaient un immense développement, on apprenait successivement la prise de Halle, de Custrin, de Spandau, puis enfin la capitulation du prince de Hohenlohe. Si ces nouvelles achevaient de porter le découragement dans Magdebourg, l'éclat de ces rapides succès faisait paraître d'autant plus triste et sévère aux assiégeants la tâche dont ils étaient chargés. Aussi, dans leur ardeur impatiente, dans cette émulation de gloire qui les animait, enviaient-ils le sort de leurs camarades.

« Vous êtes à Berlin entourés de succès et de gloire ; nous sommes à ronger notre frein sous les murs de

Magdebourg, » écrivait à Berthier le général du Taillis (1), chef d'état-major du 6e corps. Mon père, de son côté, écrivait au maréchal Ney : « Je suis glorieux comme Français des succès de nos armes ; mais je vous avouerai que je suis peiné de ne pas y contribuer. Qu'avons-nous fait pour être *ainsi abandonnés ?* » Encore un peu de patience, et eux aussi allaient avoir à offrir un magnifique trophée.

Le maréchal ayant proposé de bombarder la ville, l'empereur approuva son projet et prescrivit lui-même le mode de bombardement. D'après ses ordres, Berthier écrivit : « L'Empereur pense que la manière la plus avantageuse serait de commencer le feu avec deux mortiers, une pièce de canon et un obusier ; deux heures après, quatre mortiers, deux obusiers et deux pièces de canon ; quatre heures après, six mortiers, trois pièces à boulets rouges et trois obusiers ; au bout de quarante-huit heures, huit mortiers, ce que vous avez d'obusiers et quatre grosses pièces à boulets rouges ; enfin, au bout de soixante heures, douze mortiers, vos six pièces de 24 et tous vos obusiers ; les habitants et la garnison ne pourront tenir à ce feu progressif.

« L'Empereur a une grande confiance dans cette manière de tirer, et par là il est impossible qu'en trois jours, le commandant, quelque tenace qu'il soit, ne vous demande à capituler. »

Il n'en fallut pas tant, et dès le premier jour du bombardement, les habitants, rassemblés sous les fenêtres

(1) 28 octobre, Schönebeck.

du gouverneur, menaçaient de se révolter s'il ne rendait pas la place.

Le maréchal Ney fit alors faire une nouvelle sommation. Le général de Kleist rassembla un conseil de guerre ; il y eut bien quelque discussion ; mais que faire ? La garnison était nombreuse, sans doute, mais composée d'éléments divers ; on avait peu de subsistances ; le nombre des malades augmentait chaque jour ; on savait enfin que l'ennemi était maître de Berlin ; la résistance ne pouvait sauver la monarchie, mais pouvait ruiner Magdebourg, et le temps n'était pas pour la Prusse aux désespoirs héroïques. On entra donc en pourparlers, et le 8 novembre fut signée une capitulation, par laquelle la ville de Magdebourg avec tout ce qu'elle renfermait, six cents pièces de canon et ses magasins, devait être remise aux Français. La garnison était prisonnière de guerre ; les officiers seuls gardaient leurs armes et pouvaient sur parole retourner chez eux.

Le jour fixé pour la reddition de la place, le soleil se leva resplendissant pour éclairer le triomphe des uns et l'humiliation des autres. Les deux divisions d'infanterie du 6e corps, dans leur plus grande tenue, étaient rangées en bataille, faisant face aux remparts, la gauche à la hauteur de la porte par laquelle devait sortir la garnison. Les troupes du général Colbert avaient leur gauche appuyée à la même porte ; à leur droite vint se placer le maréchal avec son état-major de manière à former avec l'infanterie les deux côtés d'un carré.

Le général de Kleist, sortit en tête de la garnison,

passa devant le maréchal Ney, puis, s'étant placé à côté de lui, désignait les généraux et les colonels qui défilaient à la tête de leurs troupes ; les colonnes tournaient alors à gauche, passaient devant le front de l'infanterie, puis, arrivées à l'extrême droite, déposaient leurs armes. Près de 22,000 hommes subirent ainsi la dure loi qui pèse sur les vaincus. Plus d'une fois on vit les malheureux officiers insultés, menacés par leurs soldats, qui leur reprochaient leur jactance de la veille et la honte du jour.

Les prisonniers furent immédiatement formés en trois colonnes et dirigés sur Mayence, sous la conduite du général Roguet.

Le 6e corps fit alors son entrée dans la ville, le 50e et le 59e de ligne en formèrent la garnison. Par une faveur du maréchal, qui voulut récompenser la conduite héroïque de son-avant garde à Iéna, dans la personne de son chef, le général Colbert fut nommé gouverneur de Magdebourg. Pendant quelques jours, il fut chargé de rétablir l'ordre dans cette ville.

Bientôt le 6e corps se remit en route et arriva à Berlin, où il passa la revue de l'empereur, qui se fit présenter ceux qui s'étaient le plus distingués, et distribua de nombreuses récompenses.

Magdebourg tombé, il n'y avait plus un seul point, un seul bataillon qui pût offrir quelque résistance, et Napoléon dominait en maître la monarchie de Frédéric, détruite comme par un coup de foudre.

CHAPITRE XXVI

L'armée française sur la Vistule. — Les difficultés s'accroissent avec le succès. — Toute négociation rompue avec la Prusse. — Question polonaise. — Napoléon se décide à entrer en Pologne. — Murat à Varsovie. — Manifeste de l'empereur de Russie. — Proclamation de Napoléon. — L'armée russe. — Kamenski. — Benningsen. — Buxhowden. — Napoléon arrive à Varsovie. — Il attaque les Russes à Czarnowo. — Pultusk. — Golymin. — Napoléon et ses soldats. — Opérations de l'aile gauche sous Bernadotte et Ney. — Combats de Soldau. — Mlawa. Avant-garde de Ney. — Guttstadt. — Heilsberg. — Bartenstein. — Le général Colbert poursuit les Prussiens jusqu'à Schippenbeil. — Lettres du général Auguste Colbert.

En six semaines, des succès inouïs avaient porté les armées françaises du Rhin à la Vistule. Pour la première fois les peuples de l'Occident, remontant vers le Nord, avaient atteint ces régions qui semblent être les confins de l'Europe civilisée.

On était au mois de novembre, Napoléon avait devant lui les vastes plaines de la Pologne, qui bientôt allaient se couvrir de neige et de frimas. La grandeur, la difficulté de l'entreprise, s'accroissaient par la grandeur même du succès. Qu'on suppose une victoire moins décisive dans les plaines d'Iéna, une marche pénible, chèrement disputée jusqu'à Berlin, alors de part et d'autre

on eût pu traiter, d'un côté encore avec honneur, de l'autre avec modération, et sans prétentions exagérées.

Il y avait bien eu quelques tentatives de négociations; le roi de Prusse avait donné des pouvoirs au marquis de Luchesini et au général de Zastrow. Par un premier arrangement avec le général Duroc, la Prusse perdait ses États sur la rive gauche de l'Elbe, mais conservait Magdebourg. Cette ville ayant été prise sur ces entrefaites, et les Français avançant toujours, il ne fut plus possible de s'arrêter à cette convention; toutefois les plénipotentiaires prussiens, pour gagner du temps, signaient à Charlottenbourg une suspension d'armes, par laquelle ce qui restait de troupes prussiennes devait se retirer à Kœnigsberg, et les Français devaient occuper comme places de sûreté Colberg, Glogau et Breslau. Pendant la trêve, le roi de Prusse s'engageait à ne recevoir sur son territoire aucune troupe étrangère, et à faire rétrograder les troupes russes, qui, au nombre de 80,000 hommes, marchaient sur la Vistule.

Frédéric-Guillaume pouvait-il ratifier une semblable convention? C'eût été mettre le comble aux faiblesses d'une politique qui lui avait attiré le blâme de toute l'Europe; c'eût été enfin accepter la honte après avoir subi la défaite. Il est parfois des circonstances où le malheur, poussé à ses dernières limites, redonne aux âmes de l'énergie. Le roi de Prusse refusa donc de signer la convention de Charlottenbourg, et résolut de s'unir étroitement aux Russes; il invitait toutefois les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres à se concerter sur les bases d'un traité à signer avec la France.

Napoléon était donc placé par ses succès mêmes en présence de difficultés sans cesse renaissantes; chaque pas en avant créait pour lui de nouveaux et redoutables problèmes. Ainsi, jeté par la victoire à cinq ou six cents lieues de la France, occupant par ses armées l'espace immense compris entre le Rhin et la Vistule, il fallait, à cette distance énorme, entretenir son armée, conserver ses communications et contenir les vastes contrées qu'il avait laissées derrière lui. Devant lui s'avançaient les Russes avec une armée considérable, à laquelle devaient se réunir les débris de l'armée prussienne. Sur sa droite était l'Autriche, vaincue sans doute, mais qui, d'un moment à l'autre, pouvait intervenir dans la lutte; enfin, du moment où il franchissait la Vistule, se dressait devant lui cette grande question du rétablissement de la Pologne, la seule peut-être qu'il n'ait jamais osé trancher.

Et quel était l'ennemi que poursuivait Napoléon à travers tant d'obstacles, de difficultés et de périls? C'était l'Angleterre, l'Angleterre, foyer de toutes les coalitions contre la France, le seul de ses ennemis qu'il ne pût atteindre directement, et contre lequel il conçut le gigantesque projet du *blocus continental*.

Ce fut de Berlin qu'il lança le fameux décret qui mettait l'Angleterre en interdit, et lui fermait tous les marchés de l'Europe. Ce n'était d'ailleurs qu'une représaille; l'Angleterre avait déclaré la France en état de blocus, la France déclarait à son tour le blocus des Iles Britanniques.

Ainsi, tandis que l'Angleterre voulait absorber à son profit le commerce du monde, arrêter toute autre navi-

gation que la sienne, Napoléon, à force de victoires, voulait exclure l'Angleterre du continent. C'est donc elle qu'il poursuit à travers l'Allemagne, la Russie; aussi disait-il à ses soldats : « Nous ne déposerons pas les armes que la paix générale n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies; nous avons conquis sur l'Elbe et l'Oder Pondichéry, nos établissements des Indes, le cap de Bonne-Espérance et les colonies espagnoles. »

Cependant les armées françaises, traversant la Pologne prussienne, s'avançaient sur Varsovie, Napoléon reçut à Posen, où il séjourna quelque temps, une députation solennelle de la grande Pologne, présidée par le comte Dzadinski, qui lui annonça la levée de ce qu'on appelait l'insurrection polonaise.

Bien peu d'années s'étaient écoulées depuis les dernières luttes de la Pologne; le nom de Kosciuszko était encore dans toutes les bouches; on conçoit alors quelles espérances devait faire renaître, dans des cœurs tout frémissants encore, l'approche d'une armée française marchant contre les Russes. Napoléon, sans se prononcer complètement, exprima des sentiments sympathiques à la Pologne, et en dit assez pour favoriser un mouvement dont il pouvait tirer un grand parti.

Les généraux français, jugeant diversement les choses, contribuaient à entretenir l'incertitude dans son esprit. Ainsi, tandis que Murat, enivré par la réception qu'on venait de lui faire à Varsovie, entraîné par une ambition fort peu dissimulée, lui écrivait : « Former une nation indépendante sous un roi étranger que Votre Majesté lui donnera, tel est le vœu des Polonais... Que

Votre Majesté déclare la Pologne indépendante et dise : Un tel est roi, et l'avenir est assuré...» (1). Lannes, de son côté, avec un jugement plus froid, plus sérieux, disait : « D'après tout ce que je vois et tous les renseignements qui me sont parvenus, la Pologne est composée de deux classes d'habitants : la première, est très riche et par intérêt ne peut se séparer du roi de Prusse ; la seconde, et c'est la plus nombreuse, tient le milieu entre l'homme et la brute : ce sont des êtres sans aucune espèce d'énergie. Je prie Votre Majesté de croire avec confiance aux renseignements que je lui donne. Je suis convaincu que, si l'on veut chercher à les soulever, au bout de quelques jours ils seront plutôt contre nous que pour nous. Je suis fâché, Sire, qu'on juge de l'esprit polonais d'après celui des grandes villes : il faut considérer la misère et l'avilissement des campagnes. » Dans une autre lettre, datée du 17 novembre, Lannes ajoute : « Je suis presque convaincu qu'on ne pourra soulever les Polonais. » Davout enfin tenait un langage moins positif, mais à peu près semblable (2).

La réalité des choses se montrait à l'esprit clairvoyant et pratique de Lannes et de Davout, et cependant, envisagée dans son ensemble et en ne considérant que les apparences, la question polonaise semblait offrir le meilleur moyen de constituer dans le Nord de l'Europe une puissance capable de former une barrière contre la Russie. Qui mieux, en effet, que la Pologne, pouvait répondre à ce but dans l'intérêt de la France? N'était-ce pas

(1) Voir les pièces justificatives du xxvi[e] chapitre.
(2) Voir les pièces justificatives du xxvi[e] chapitre.

la rappeler à un rôle qu'elle avait joué pendant plusieurs siècles? La même sympathie n'existait-elle pas toujours entre les deux nations? n'étaient-elles pas en communauté d'intérêts, de sentiments, par l'identité de religion et par certains rapports de caractère?

La France trouvait dans la Pologne une alliée naturelle; elle trouvait d'ailleurs la plus sûre garantie de la solidité de cette alliance dans la haine qui existait entre les Polonais et les Moscovites. En qui d'ailleurs la Pologne pouvait-elle espérer, si ce n'était en la France? N'était-ce pas enfin pour Napoléon un appui immense, incalculable, que de trouver à joindre à son armée, alors qu'il était isolé à l'extrémité de l'Europe, cent mille de ces braves Polonais dont les vaillantes légions lui avaient donné en Italie, en Allemagne, tant de preuves de courage et de dévouement?

Sans doute ces considérations étaient puissantes, Napoléon fut sur le point d'être entraîné; mais il en existait d'autres non moins sérieuses pour l'arrêter, ou tout au moins pour le faire hésiter.

Proclamer l'indépendance de la Pologne, c'était s'attaquer aux trois grandes puissances qui s'étaient partagé ses dépouilles, c'était à tout jamais cimenter leur alliance. Et d'ailleurs, suffisait-il de proclamer l'indépendance de la Pologne, pour la faire renaître, pour la constituer, pour créer un État puissant, solide, sur lequel on pût réellement s'appuyer? Toute son histoire n'était-elle pas là pour démontrer le contraire? Comment se faisait-il qu'une nation brave, chevaleresque, héroïque sur les champs de bataille, qui autrefois avait possédé un immense empire, s'étendant de

la mer Baltique à la mer Noire, qui plus d'une fois avait planté ses étendards sur les murs du Kremlin, qui avait protégé l'Europe contre les Turcs et sauvé Vienne et l'empire, eût cependant constamment décliné depuis plusieurs siècles, perdant peu à peu ses provinces, et fini par tomber dans un tel état de désordre, d'anarchie, d'affaissement, qu'elle subît le joug, et fût partagée, alors qu'elle comptait encore près de 14 millions d'habitants ?

Le secret de ces tristes destinées ne s'explique que trop par la constante faiblesse du pouvoir exécutif, par les périls sans cesse renaissants d'une monarchie élective, au milieu d'une noblesse dévorée par la jalousie, l'esprit de faction, et qui considérait comme le plus précieux de ses privilèges cette insigne folie qu'on appelait le *liberum veto*, c'est-à-dire le droit qu'avait tout noble d'arrêter par son seul vote l'élection du souverain, de telle sorte que la haine ou le caprice d'un seul pouvait s'opposer au vœu de tous. Ajoutez à cela que la Pologne n'a jamais eu ni classe moyenne ni frontières naturelles : c'était un édifice sans base et sans défense.

Tout eût été à refaire, à créer, à constituer, et l'expérience des siècles n'avait que trop démontré que c'était dans l'état social de la Pologne et dans le caractère de ses habitants que se trouvaient les causes de dissolution et de ruine.

Était-ce donc bien là un allié sur lequel la France pouvait s'appuyer et qu'elle pût opposer avec succès aux grandes puissances du Nord ? Napoléon ne le crut pas. Quelques mots prononcés dans l'abandon d'une

conversation intime résument sa pensée à cet égard : « J'aime les Polonais, disait-il à Rapp (1), après avoir reçu une de leurs députations : leur ardeur me plaît, je voudrais leur rendre leur indépendance, mais ce n'est pas aisé. Trop de nations ont partagé leurs dépouilles : l'Autriche, la Russie, la Prusse. Une fois l'étincelle enflammée, on ne sait où s'arrêterait l'incendie. Mes premiers devoirs sont envers la France, et je ne puis les sacrifier à la Pologne ; cela nous conduirait trop loin. » Napoléon revint donc un instant à la pensée première, de se servir de la Prusse pour former cet État intermédiaire qu'il voulait opposer comme barrière à la Russie. La Prusse, depuis deux siècles, avait présenté un spectacle tout opposé à celui de la Pologne : elle n'avait cessé de progresser, tandis que l'autre déclinait. En rendant à la Prusse tout ce qu'il venait de lui prendre, l'agrandissant même encore. il eût pu former un État qui répondît à ses vues ; mais, lorsqu'il vit les armées prussiennes aussi rapidement dispersées ou détruites, les forteresses honteusement livrées, la monarchie tout entière disparaissant en quelques jours, il crut qu'il n'y avait plus de fonds à faire sur la Prusse, dont la faiblesse s'était montrée trop manifeste. D'ailleurs l'injure était trop grande, le ressentiment trop vif, pour qu'on pût jamais espérer de s'en faire une amie ; enfin le roi de Prusse ne voulait plus traiter, et, dans le cas où il y eût consenti, une paix partielle débarrassait-elle Napoléon des Russes et de l'Angleterre ?

(1) *Mémoires du général Rapp.*

Il résolut donc de poursuivre la guerre, et, ce parti une fois pris, de la porter en Pologne, au milieu d'un peuple disposé à le seconder, plutôt que d'attendre l'ennemi dans la Prusse maintenant abattue, mais qui pourrait bien au moindre échec de nos armes tenter de se relever. Il fallait à la fois tirer parti de la Pologne sans fournir à l'Autriche prétexte de se mêler à la lutte. Il y aurait eu d'ailleurs une compensation à lui offrir : la cession de la Silésie en échange de la Gallicie.

Enfin, dans la position si avancée, si précaire, où se trouvait l'armée française, il fallait mettre à l'abri des attaques de ses nombreux ennemis le vaste empire qu'il laissait derrière lui, et s'assurer des moyens de remplir les vides que la guerre, les fatigues, le climat allaient faire dans l'armée.

Sur tout le littoral immense qui s'étend du golfe de Gascogne jusqu'à la Hollande, partout un système de défense avait été prévu et organisé : il était en partie confié à des gardes nationales placées sous la vieille expérience des généraux Canclaux, Lamartillière et Rampon (1).

Par un sénatus-consulte, un appel de 80,000 hommes était fait par anticipation sur la classe de 1807. Dejà il en avait été de même l'année précédente. Les conscrits, partant des dépôts, étaient successivement envoyés à Mayence; là, formés en régiments provisoires, ils rejoignaient l'armée pour y compléter les effectifs. De cette manière, on évitait les petits détachements, et les colonnes, traversant sans cesse le pays

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. XIII, n. 11,131.

envahi, y maintenaient la tranquillité et la soumission. Les contingents de la confédération du Rhin furent employés à la réduction des places fortes ou à leur occupation. Des troupes enfin furent tirées de l'Italie.

Mais ce n'était pas tout encore : il ne fallait pas seulement contenir sous le joug et par la force la Prusse, la Hesse, le Hanovre, le Mecklembourg, etc. ; si on voulait en tirer des ressources, afin de poursuivre cette guerre lointaine contre la Russie, il fallait, après les commotions, les violences de la guerre, de la conquête, faire renaître, autant que possible, l'ordre, la régularité, afin que la vie sociale, les transactions, pussent y reprendre leur cours.

Pour atteindre ce but, Napoléon conserva les diverses administrations, maintenant les fonctionnaires de tout ordre ; seulement il les plaça sous la direction de gouverneurs généraux, d'intendants français ; de telle sorte qu'en tenant entre ses mains l'autorité suprême, les populations régies par les mêmes lois, le même mode d'administration, n'étaient en contact qu'avec leurs nationaux.

Ce fut de cette manière qu'on prévint le désordre, les dilapidations, le gaspillage, suites habituelles de l'envahissement et de la conquête, et que, tout en exigeant beaucoup, Napoléon sut se ménager, se procurer des ressources considérables. Nous le verrons bientôt arriver à un résultat surprenant : celui d'avoir pu rassembler et entretenir sur les bords de la Vistule des forces numériques plus considérables que celles que l'ennemi avait pu réunir chez lui-même.

Enfin les regards de Napoléon ne s'arrêtaient pas au

théâtre de la guerre proprement dit ; son coup d'œil portait plus loin et son génie embrassait un plus vaste ensemble.

Dans sa pensée, la Perse et l'empire ottoman, ces deux ennemis naturels de la Russie, devaient être pour lui des alliés, et pouvaient créer en sa faveur une puissante diversion ; aussi, dans la prévision d'une guerre avec cette puissance, n'avait-il rien négligé pour s'assurer leur appui,

La Perse, poussée par lui, restait toujours en état de guerre avec la Russie et la forçait à entretenir une armée de trente mille hommes qui poursuivait autour de la mer Caspienne d'inutiles succès.

Quant à la Turquie, Napoléon, dès son avènement au pouvoir, avait fait tous ses efforts pour effacer le souvenir de l'envahissement de l'Égypte. Le sultan Sélim, ébloui par le génie de Napoléon, par le spectacle de sa prodigieuse destinée, tout récemment encore impressionné par la grande victoire d'Austerlitz, où venaient d'être vaincues les deux puissances dont il avait le plus à redouter, était de plus en plus favorablement disposé.

Dès le mois de juin, aux premières prévisions d'une guerre dans le Nord l'empereur avait envoyé à Constantinople le général Sébastiani, esprit fin, pénétrant, caractère ferme et résolu. Jeune et brillant général, les blessures qu'il avait reçues dans la dernière campagne n'étaient pas encore cicatrisées lorsqu'il arriva à Constantinople.

Déjà deux fois il avait rempli près de Sélim de délicates missions. Bientôt il eut pris assez d'ascendant sur

ce prince pour lui faire déposer les deux hospodars de Moldavie, Ipsilanty et Morosi, nommés par l'influence de la Russie. C'était plus qu'il n'en fallait pour fournir un prétexte de guerre. L'empereur Alexandre pensait que, dans le cas où la lutte s'engagerait entre la Prusse et la France, il n'aurait à y prendre qu'une part secondaire. Croyant voir, au milieu du conflit des puissances occidentales, l'occasion de pousser les limites de son empire jusqu'au Danube, il donna immédiatement l'ordre au général Michelson d'envahir les principautés danubiennes. Une armée russe de 60,000 hommes franchit le Dniester le 3 novembre, et poussa sans rencontrer d'obstacles jusqu'aux frontières de la Servie.

Bientôt les nouvelles du désastre de la Prusse arrivèrent jusqu'à Saint-Pétersbourg, mais il était trop tard. Napoléon, franchissant la Vistule, au lieu d'avoir devant lui les forces réunies de la Russie, ne trouva que les corps d'armée destinés à servir d'auxiliaires aux Prussiens.

Le premier était de 50,000 hommes : 78 bataillons, 125 escadrons, 8 batteries de position et 4 d'artillerie légère, le tout formant quatre divisions, sous les ordres des généraux Ostermann-Tolstoy, Galitzin, Sacken et Sedmaratzki. Le commandant en chef était Benningsen, Hanovrien, depuis longtemps au service de la Russie. Il passait pour un militaire instruit, mais n'avait pas l'habitude des grands commandements ; il était ambitieux, hardi, mêlant à son audace beaucoup de forfanterie. C'est lui qui, conduisant les assassins de Paul et les voyant hésiter, leur cria en leur montrar

était caché l'empereur : « Le voilà ; si vous hésitez, je vous fais massacrer tous. »

Derrière cette première armée en arrivait une seconde commandée par le général Buxhowden. Bien qu'elle comptât à peu près le même nombre de bataillons et d'escadrons que l'autre, comme les pertes considérables qu'elle avait faites à Austerlitz n'avaient pas été réparées, son effectif ne s'élevait qu'à 36 mille hommes au plus. Ses quatre divisions étaient sous les ordres des généraux Tutschakow, Anrepp, Essen, et Doctorow. L'ensemble des troupes russes au commencement de la campagne était de 85,000 hommes et 36 batteries d'artillerie, auxquelles il faut ajouter les débris de l'armée prussienne sous les ordres du général Lestocq, formant un corps de 18,000 hommes (23 bataillons, 74 escadrons et 10 batteries).

Le 30 novembre seulement, lorsque les Français entrèrent à Varsovie, Alexandre donnait pour commandant en chef à ses troupes le vieux feld-maréchal Kamenski, qui, dans les guerres de Catherine, avait montré de l'énergie : choix, disait l'empereur Alexandre (1), désigné par l'opinion publique. Ou le czar était bien mal renseigné, ou l'opinion publique était bien inspirée, car les écrivains russes eux-mêmes ne parlent que de son ineptie et de sa férocité (2).

En même temps, Alexandre adressait à ses peuples un manifeste : « Bonaparte, y était-il dit, après s'être emparé de la couronne de France, après avoir, à force

(1) Dans sa déclaration du 30 novembre.
(2) Voir les mémoires du comte de Ségur.

ouverte, par fourberies, par artifices, étendu son pouvoir sur des contrées qu'il dévaste, menace la Russie que le ciel protège. C'est à vous d'empêcher que ce destructeur de la paix, de la foi et du bonheur des peuples, séduise les chrétiens orthodoxes. Il a foulé aux pieds tout principe et toute vérité ; il a prêché en Egypte le Coran de Mahomet, proclamé son mépris pour les ministres de la sainte Église de Jésus-Christ, convoqué en France des synagogues juives. Vous aimez vos semblables, fuyez le persécuteur des chrétiens ; vous désirez être sauvés, opposez des obstacles insurmontables à l'exécution de ses desseins. Il ose se lever contre Dieu et contre la Russie ; prouvez que vous êtes les défenseurs du Très-Haut et de votre patrie. Chassez ce monstre, punissez sa barbarie contre tant d'innocents dont la voix crie et s'élève vers le ciel. Dieu entendra la prière de ses fidèles ; il vous couvrira de son pouvoir, il vous environnera de sa grâce, et vos exploits seront célébrés par l'Église et par la patrie ; des couronnes immortelles et un séjour d'éternelle félicité vous attendent » (1).

Ces paroles retentirent d'un bout à l'autre de l'empire et remuèrent profondément l'enthousiasme religieux et patriotique.

Voici maintenant le langage que Napoléon tenait à ses troupes : « Soldats, il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, que vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz ; les bataillons russes, épouvantés, fuyaient en déroute, ou enveloppés, rendaient les armes à leurs vainqueurs. Le lendemain, ils firent entendre

(1) *Mémoires d'un homme d'État,* p. 375 et 376, t. IX.

des paroles de paix ; mais elles étaient trompeuses : à peine échappés, par l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres de la troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième. Mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient leur principale espérance n'est déjà plus. Ses places fortes, ses capitales, ses magasins, ses arsenaux, 280 drapeaux, 700 pièces de bataille, cinq grandes places de guerre, sont en notre pouvoir. L'Oder, la Warta, les déserts de la Pologne, les mauvais temps de la saison n'ont pu vous arrêter un moment. Vous avez tout bravé, tout surmonté ; tout a fui à votre approche.

« C'est en vain que les Russes ont voulu défendre la capitale de cette ancienne et illustre Pologne : l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave et infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les légions de Sobieski de retour de leur mémorable expédition.

« Soldats, nous ne déposerons point les armes que la paix générale n'ait affermi et assuré la puissance de nos alliés, n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies. Nous avons conquis sur l'Elbe et sur l'Oder Pondichéry, nos établissements des Indes, le cap de Bonne-Espérance et les colonies espagnoles.

« Qui donnerait aux Russes le droit d'espérer de balancer les destins ? Qui leur donnerait le droit de renverser de si justes desseins ? Eux et nous, ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz (1) ?

« NAPOLÉON. »

C'était ainsi que, faisant l'un et l'autre appel à la jus-

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. XIV, n. 11,352.

tice de leur cause, les deux souverains, dans un langage fort différent, surexcitaient l'ardeur de leurs peuples.

Depuis trois mois, l'armée française n'avait cessé de marcher ou de combattre ; arrivée sur les bords de la Vistule, au lieu du repos qu'elle pouvait espérer, elle y trouvait la guerre. L'aspect des plaines glacées de la Pologne, et la perspective d'une lutte dont on ne pouvait prévoir le terme, jetèrent un instant l'incertitude et le découragement dans les esprits. Mais bientôt ces mots de gloire qu'on faisait entendre, ces grands intérêts de la patrie présentés à tous les yeux, eurent ranimé les cœurs, fait disparaître les nuages, et l'entrain et la gaieté française ne tardèrent pas à reprendre le dessus.

A cette même date du 2 décembre, Napoléon faisait publier le décret suivant : « Sur l'emplacement de la Madeleine, un monument sera élevé à la grande armée, portant sur le frontispice du temple : L'empereur Napoléon à la grande armée. » Dans l'intérieur du monument seront inscrits les noms de tous les hommes par corps d'armée et par régiments, qui ont assisté aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna, et sur des tables d'or massif, les noms de tous ceux qui sont morts sur les champs de bataille. »

Le 28 novembre, Murat, comme nous l'avons déjà dit, était entré dans Varsovie avec sa cavalerie. L'empereur avait placé sous ses ordres le corps de Davout qui marchait à une journée en arrière. Les corps de Lannes, d'Augereau et de Soult, s'échelonnant, remontaient la rive droite de la Vistule. En portant sa droite vers Varsovie, Napoléon avait l'avantage d'avoir son flanc

droit protégé par les frontières autrichiennes de la Gallicie, dont la neutralité avait été déclarée.

Le 2 décembre, le jour même où la proclamation de l'empereur était lue à l'armée française, Benningsen donnait à ses troupes l'ordre d'abandonner Praga et tous les postes qu'elles occupaient le long de la Vistule. Voyant les colonnes qui s'avançaient sur lui, et craignant que Napoléon, sans tenir compte de la neutralité de la Gallicie, ne profitât de son voisinage pour le tourner par sa gauche, il avait pris le parti de se retirer sur Pultusk, se rapprochant ainsi de l'armée de Buxhowden qui était dans les environs d'Ostrolenka.

Murat fit aussitôt passer ses troupes en bateaux pour occuper Praga dont le pont avait été brûlé ; Lannes passa également et fut s'établir sur le Bug. Ce ne fut qu'après de grandes difficultés que Soult et Augereau passèrent la Vistule entre Modlin et Wisigrod.

Pendant ce temps, le maréchal Ney s'approchait de Thorn, précédé par le général Colbert avec sa cavalerie, le 27e de ligne et une batterie. Le maréchal, ayant rejoint, le 4 décembre, son avant-garde à Bromberg, fut reconnaître lui-même le cours de la Vistule, à partir de l'embouchure de la Braha, en descendant le fleuve, puis ordonna au général Colbert de s'étendre par Fordon jusqu'à Schweidnitz pour garnir la rive gauche du fleuve, surveiller ce qui se passait sur la rive droite et rassembler enfin tous les bateaux qu'il pourrait trouver.

Thorn, désigné pour le point principal du passage des troupes, est situé sur la rive droite de la Vistule, fort large en cet endroit : on y aboutit par un pont de 340 toises; ce pont avait été fort endommagé, mais pouvait

se réparer. Le lieutenant-général Lestocq, commandant le corps prussien, y avait son quartier général, et ses troupes s'étendaient sur la rive droite jusqu'aux environs de Dantzig.

D'après les renseignements qu'obtint le maréchal, on n'avait pas encore vu de Russes sur la rive droite, bien qu'on en parlât beaucoup, et les Prussiens n'avaient le long de la rivière que des postes d'observation. Enfin, il n'y avait pas beaucoup plus de 400 hommes dans la ville. Ney résolut alors de l'enlever par un coup de main.

Le maréchal commença par s'emparer d'une île qui se trouve dans le fleuve en face de Thorn. Le lendemain, le colonel Savary, avec 400 hommes de son régiment et les voltigeurs du 69e, aidé par des bateliers polonais, traversa le fleuve malgré les glaces et le feu de l'ennemi, et en peu de temps s'empara de la ville.

Une fois qu'on en fut maître, les premiers soins du maréchal furent de s'y établir fortement. Il fallait d'abord rétablir les communications avec la rive gauche, puis faire de Thorn une tête de pont à l'abri de l'ennemi. La pensée de l'empereur était de faire de cette ville un grand dépôt, une place de ravitaillement.

Peu à peu l'infanterie passa sur la rive droite ; pour la cavalerie, ce fut plus difficile. Le général Colbert parvint enfin, le 7, à faire passer la sienne ainsi que le 27e de ligne ; immédiatement il fit occuper Culm et ses environs pour garder les routes de Graudenz et de Strasbourg, où étaient les principales forces de l'ennemi. Il devait en outre pousser des partis de cavalerie en avant et se relier par sa droite aux troupes du général Marchand.

On est assez souvent disposé à taxer le maréchal Ney de témérité; j'ai déjà eu l'occasion de montrer que, s'il était audacieux, il était prudent comme le sont tous les hommes de guerre éminents.

Ainsi, le 11 décembre, il écrivait à l'empereur : « Dès mon passage sur la rive droite de la Vistule, j'ai senti, Sire, combien je devais être circonspect pour conserver le poste important que j'occupe, et que je ne devais pas aller au-devant des forces ennemies trop supérieures à moi, ou les attirer en m'éloignant de mon poste. Mes cinq régiments d'infanterie, 6e léger, 27e, 39e, 76e et 69e de ligne, ainsi que le 3e de hussards et le 10e de chasseurs, forment cinq colonnes principales, à une profondeur de huit lieues, dont la base est Thorn, la droite au confluent de la Drewenz et de la Vistule, la tête à Gollup et la gauche à Culm. Chacune de ces colonnes a de l'artillerie, et l'intervalle qui les sépare est couvert par des partis de cavalerie : ils sont disposés de manière à pouvoir se secourir réciproquement au besoin, et à se retirer dans des positions concentriques en arrière » (1).

Mais bientôt cette aile gauche s'augmenta du corps de Bernadotte arrivé à Thorn le 19, d'un corps nombreux de cavalerie placé sous les ordres du général Bessières, formé de la division de cavalerie légère du général Tilly, des divisions de dragons de Grouchy et de Sahuc et de la division de grosse cavalerie du général d'Hautpoul.

Ney et Bessières furent mis sous les ordres de Bernadotte; mais, il faut le dire, la limite des droits de chacun

(1) Archives du dépôt de la guerre, correspondance du 6e corps. Voir les pièces justificatives.

n'ayant jamais été bien tracée, les deux maréchaux, quoique en apparence subordonnés, continuaient à correspondre avec l'empereur et le major général, et en recevaient des ordres directs; il résulta souvent de cette position mal définie des tiraillements et des discussions, dont leur correspondance porte de fréquents témoignages. On est même parfois étonné de voir l'empereur ne pas se prononcer et laisser certaines questions indécises entre ses lieutenants.

Le corps d'Augereau avait franchi la Vistule à Zakroczim, et Soult à Wyzigrod : de telle façon que du 20 au 23 décembre, tous les corps de l'armée française de Varsovie à Thorn étaient passés sur la rive gauche de la Vistule. C'était de Posen que Napoléon avait ordonné tout ce grand mouvement. Le 18, il entrait dans Varsovie au milieu d'acclamations enthousiastes.

Cependant, le feld-maréchal Kamenski, ayant rejoint son armée et pris le commandement, voulut signaler son arrivée. Il fit faire un mouvement en avant et porta son quartier général à Nasielsk (1).

Voici quelle était la position de l'armée russe le 23 décembre : elle occupait le trapèze formé par l'Wkra et la Narew venant se jeter dans le Bug qui en forme le petit côté. Ostermann-Tolstoy était à Nasielsk avec le quartier général, ayant ses avant-postes à Czarnowo. A Laplachin sur la Soma, petite rivière qui se jette un peu plus loin dans l'Wkra, était la division Sacken; à

(1) Il répondait à ceux qui lui faisaient observer que ce n'étaient pas des Turcs qu'on avait devant soi, mais une armée expérimentée, dirigée par un grand général : « Je me sens assez de moyens pour combattre et vaincre Bonaparte à la Souvarow. »

Zebrouski sur la Narew, Sedmaratski; Benningsen à Pultusck avec la division Galitzin; Anrepp, du corps de Buxhovden, à Popowo sur le Bug, et les trois autres divisions du même corps à Ostrolenka.

On peut juger sur la carte du décousu de ces dispositions. Au reste les mouvements de troupes semblaient indiquer de la part des Russes l'intention de prendre l'offensive. Napoléon résolut de les prévenir; d'ailleurs, resserré sur la Vistule, il voulut élargir le champ devant lui, pour y voir plus clair et se rendre compte de ce qu'il ne pouvait que soupçonner, car dans ce pays coupé par de nombreux cours d'eau, des forêts, des marécages, où les alternatives de froid et de dégel changeaient une terre noire et légère en une boue liquide où l'on enfonçait, dans une saison enfin où il y avait seize heures de nuit sur vingt-quatre, les reconnaissances étaient fort difficiles et fort incomplètes. Il fallait donc faire une trouée dans l'armée russe pour savoir au juste ce qui se passait.

Ce fut Czarnowo, situé au confluent de l'Wkra et du Bug, que l'empereur choisit pour son point d'attaque. Arrivé de Varsovie le 23 au matin, il dicta lui-même les dispositions du combat : c'était à la fin du jour qu'il devait avoir lieu. Cet ordre était d'une telle précision, et l'exécution en fut suivie si ponctuellement, qu'au dire du général Mathieu Dumas, l'ordre reste le récit le plus fidèle qu'on puisse faire du combat. L'Wkra fut franchie, Czarnowo enlevé malgré l'énergique résistance des Russes : le combat avait été long et sanglant. Bien que tout s'y fût passé avec beaucoup d'ordre, les officiers, ainsi qu'il arrive dans les affaires de nuit, furent

atteints dans une plus grande proportion que les soldats ; les généraux Morand et Petit y prirent une part glorieuse. Immédiatement Napoléon fit poursuivre les Russes, pour qu'ils n'eussent pas le temps de s'établir solidement à Nasielsk. Atteint d'abord par la cavalerie conduite par Rapp et Lemarrois, Ostermann ne se retira toutefois que lorsqu'il vit arriver les colonnes d'infanterie.

La division Friant avait pris la tête pour donner un peu de repos aux troupes qui avaient combattu toute la nuit. La trouée était faite et l'empereur faisait mander à Lannes : « Nous sommes au milieu de l'armée ennemie prise en flagrant délit ; il est possible que nous soyons attaqués demain par trente ou quarante mille hommes; l'intention de l'empereur est donc que vous partiez avec tout votre corps d'armée à trois heures du matin, pour vous rendre à Nasielsk (1). Le 26, il lui donne l'ordre de se porter de Nasielsk sur Pultusck, d'y franchir la Narew, et d'y construire une tête de pont. Il lui mandait encore : « L'ennemi, percé dans son centre, est renversé dans ses projets; il est possible qu'il ait encore deux régiments à Sierock, lesquels naturellement doivent être pris. » Rien ne peint d'une manière plus vive que ces quelques mots de l'empereur le désordre tout à coup porté dans l'armée russe par cette attaque vigoureuse au milieu de leurs divisions éparses.

De tous côtés les généraux se mettaient en retraite, mais ce n'était pas tout. Déjà, sur leur droite, Augereau, après avoir forcé le passage de l'Wkra, s'avançait

(1) Berthier à Lannes, 14 décembre 1808.

sur Noviomasto. L'empereur, pour achever de tourner les Russes par leur droite et les devancer sur leur ligne de retraite, donnait l'ordre à Soult de se porter de Chicanow par Mackau sur leurs derrières.

Le plan de Napoléon s'explique de la manière la plus nette : après avoir désorganisé l'armée russe, en la brisant au centre, il allait l'envelopper avec sa gauche.

Le vieux maréchal Kamenski comprit toute l'étendue du péril dont il était menacé, il ordonna précipitamment la retraite sur Ostrolenka et Lomza; craignant qu'elle ne fût ralentie par l'artillerie dans la vallée de la Narew détrempée par le dégel et les pluies, il donna ordre de l'abandonner ainsi que les bagages, lorsqu'on s'y verrait obligé. Les généraux russes, qui ne pensaient pas en être réduits à une pareille extrémité, se révoltaient contre cet ordre : et Kamenski, redoutant peut-être un sort semblable à celui de Mack, perdit la tête et abandonna l'armée qu'il laissa sans chef.

Toutefois il avait vu juste, plus juste que ses lieutenants, et il est fort présumable que si les Français avaient eu pour eux le beau temps et de bons chemins, l'armée russe eût été exposée à subir un grand désastre. Dans l'état de confusion où étaient les Russes, les généraux réunirent les divisions éparses comme ils purent : Benningsen était à Pultusk avec presque toute son armée, Galitzin à Golymin avec une partie de sa division, une partie de celle de Sacken et la division Doctorow du corps de Buxhowden ; celui-ci était à Mackau avec Tutschakow ; deux autres de ses divisions, celle d'Essen et d'Anrepp, étaient au delà de la Narew, à Popowo, sur la rive droite du Bug.

Benningsen s'établit en avant de Pultusk avec 60 bataillons, 80 escadrons, une nombreuse artillerie de position et résolut de tenir ferme. Lannes, n'ayant avec lui que son corps d'armée, les divisions Suchet et Gazan, la division Gudin du corps du maréchal Davout et la division de dragons du général Becker, en tout 36 bataillons et 24 escadrons, c'est-à-dire environ 30,000 hommes, n'hésita pas à attaquer.

Les Français, au milieu de la neige, enfonçant dans la boue où ils pouvaient à peine se tenir, ayant la plus grande difficulté à se mouvoir, perdaient tous les avantages de l'offensive et étaient foudroyés par une formidable artillerie de position, à laquelle on ne pouvait répondre que par quelques pièces légères ; ils étaient en outre sans cesse attaqués par une nombreuse cavalerie. Aussi, malgré l'ardeur de Lannes, qu'une fièvre violente semblait augmenter encore, malgré la vaillance des généraux, l'entrain des soldats auxquels on entendait dire comme autrefois aux Romains : « Qu'on nous donne de la terre ferme, et la victoire est à nous », Benningsen ne put être forcé dans sa position et ne se retira que dans la nuit, alors que les Français se disposaient à l'attaquer de nouveau le lendemain. Il se vanta toutefois d'avoir remporté une victoire, et parvint pendant quelque temps à le faire croire, tandis que ce n'était qu'une défaite qu'il avait évitée.

Le même jour, à Golymin, Galitzin, qui avait avec lui 25,000 hommes environ, fut attaqué par Augereau, une division du corps de Davout et une partie de la cavalerie de réserve de Murat. Là aussi les Russes hésitèrent, et ce ne fut qu'à la nuit, étant presque enve-

loppés, qu'ils se retirèrent sur Mackau, laissant une partie de leurs canons et de leurs bagages. On s'était battu au milieu de tourbillons de neige ou de torrents de pluie ; les soldats pouvaient à peine se servir de leurs armes, et, comme à Pultusk, nous n'avions que très peu d'artillerie.

Napoléon, ainsi que l'observe Jomini, n'attachait pas grande importance à l'affaire de Pultusk ; même il en gronda Lannes (1), qui s'était entêté par point d'honneur. C'était à gauche que devaient se porter les coups décisifs, aussi fut-il plus sensible à la résistance qu'on rencontra à Golymin. Toutefois il comptait, pour achever de tourner la droite des Russes, sur Soult, qui devait arriver à Mackau, et dont le mouvement devait être soutenu par Bessières, même par Ney (2).

Mais le temps devenait de plus en plus mauvais, partout les terrains défoncés n'étaient plus qu'une vaste fondrière ; Soult ne put arriver à Mackau, et les Russes, trouvant la route de Rozan libre, purent gagner Ostrolenka.

Quant aux généraux russes, Benningsen et Galitzin, sans doute ils obéirent à un noble sentiment en résistant énergiquement, et, jusqu'à un certain point, ils peuvent être justifiés par la nécessité de protéger leur retraite ; mais, plus ils résistaient, plus ils facilitaient l'accomplissement du plan de Napoléon.

Les Russes échappèrent. Le résultat ne fut pas tel

(1) « L'empereur a eu de l'humeur de l'affaire du maréchal Lannes avec Benningsen ; il l'a grondé fortement. » (Lettre de Duroc à Junot, *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, t. IX, p. 350.)

(2) Pour ce dernier, les ordres n'étaient pas arrivés à temps.

qu'aurait pu l'assurer en d'autres circonstances la combinaison de l'empereur. Il n'y eut pas là une de ces catastrophes, un de ces coups d'éclat auxquels avait habitué son génie. Toutefois, en six jours il avait atteint son but, qui était de jeter les Russes hors de la Pologne ; il leur avait tué ou pris 25,000 hommes, et 80 pièces de canon étaient restées entre ses mains. On a pu remarquer que la formidable artillerie des Russes, fort supérieure comme nombre et comme calibre à la nôtre, fut un de leurs principaux moyens de résistance ; aussi Napoléon, à partir de cette campagne, s'occupa d'augmenter la sienne.

Les deux armées n'avaient cessé de combattre, le jour, la nuit, au milieu de tourbillons de neige ou de torrents de pluie glacée, faisant les marches les plus longues et les plus rudes, dans les ténèbres, au milieu d'une boue liquide, sous laquelle le sol semblait se dérober et qui rendait tous les mouvements difficiles. Ce n'était pas tout encore : les transports de vivres ne pouvant arriver, souvent elles avaient à souffrir de la faim.

Les Français conservèrent leur entrain, leur gaieté, mais ils se rappelèrent longtemps les boues de la Pologne. Les Russes supportaient tout passivement et montraient, contrairement à ce que pensait Napoléen, que la défaite d'Austerlitz n'avait nullement frappé leur imagination.

Pendant ces six jours, l'empereur ne cessa de marcher par tous les temps au milieu de ses soldats, partageant avec eux les fatigues, les périls, leur parlant, s'amusant de leurs propos. « Il faut tout de même que vous ayez un fameux coup dans la tête, pour nous me-

ner sans pain dans des chemins comme ça! » lui disaient-ils. « Encore quatre jours, répondit l'empereur, et je ne vous demande plus rien, vous serez cantonnés. » — « Allons, encore huit jours, mais souvenez-vous-en, parce que nous cantonnerons tout seuls après. » Il aimait cette liberté de langage de la part des soldats, et était persuadé que ceux qui lui parlaient ainsi étaient les plus braves (1).

Si les corps d'armée formant l'aile droite avaient manœuvré par leur gauche pour tourner la droite de l'armée russe, les trois corps de Bernadotte, de Ney et de Bessières avaient manœuvré par leur droite pour tourner la gauche du corps prussien du général Lestocq. Le 23 décembre, les trois corps étant sous la direction du maréchal Bernadotte, le maréchal Bessières se porta avec sa cavalerie par Ruppin sur Biezun, point important sur la haute Wkra, par lequel les Prussiens pouvaient se lier à l'armée russe. Lestocq de son côté y dirigeait un corps de 6,000 hommes d'infanterie ; le maréchal Bessières les voyant arriver en plusieurs colonnes, les fit charger par les dragons du général Grouchy, avant qu'ils pussent se former. Cette charge impétueuse les rompit : on prit environ 500 hommes et 5 pièces de canon.

La division Dupont et la division Drouet avaient passé la Drevenz à Gollup, Ney avec son infanterie occupait Strasbourg et faisait éclairer sa gauche jusqu'à Garnsee par le général Colbert. Comme il couvrait l'extrême gauche de l'armée, il avait, pour me servir

(1) *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p. 23.

des expressions de l'ordre du maréchal Ney, « l'honneur d'adresser des rapports directs et journaliers à Son Altesse le prince de Ponte-Corvo. N'ayant que peu de monde avec lui, ajoutait l'ordre, et beaucoup à surveiller, il ne pourra rester à poste fixe, et sera toujours obligé d'être en *alerte.* »

Le maréchal partit des environs de Strasbourg le 23, jour du combat de Biezun, avec les divisions d'infanterie de Marchand et de Gardanne. Ayant rencontré une avant-garde prussienne qu'il entama à Kinsbrock, il apprit que le général Lestocq, repoussé de Biezun, avait replié ses troupes et s'était concentré, occupant Mlawa et Soldau.

Il se trouvait encore fort rapproché des Russes, à sept ou huit lieues de Chorzel et de Golymin ; le maréchal résolut de l'en séparer entièrement, en portant la division Marchand sur la droite à Mlawa, tandis qu'il faisait attaquer Soldau par le 76e et le 69e de ligne.

On ne peut arriver à Soldau que par une chaussée longue et étroite qui traverse des marais ; les Français, malgré une vive résistance, s'emparèrent de la ville. Mais, dans la nuit, Lestocq, ayant appris qu'il n'avait eu affaire qu'à une avant-garde, voulut la reprendre. Ayant stimulé au plus haut degré l'ardeur des siens en leur faisant jurer de vaincre ou de périr, par trois fois, mais en vain, il tenta d'y pénétrer et fut définitivement repoussé. Le 69e de ligne avait montré dans cette affaire un élan, une intrépidité digne de la vieille réputation qu'il avait acquise à l'armée d'Italie. Le général Marchand s'étant de son côté emparé de Mlawa, Lestocq, définitivement séparé des Russes, tourné par

sa gauche, n'eut plus d'autre parti à prendre que de faire sa retraite par la route de Neidenbourg.

Si les efforts des Prussiens avaient été vains, toutefois le courage, l'opiniâtreté qu'ils montrèrent dans ce combat, commencèrent à relever l'honneur des armes prussiennes, bien compromis par leur récents désastres.

On peut être étonné que Lestocq n'ait reçu aucun secours des Russes et ait été ainsi abandonné par eux. Ils étaient, il faut le dire, trop occupés eux-mêmes, ayant sur les bras toute la droite de l'armée française.

Le maréchal Bernadotte, sachant que le maréchal Ney n'avait pas de cavalerie, s'était empressé de lui renvoyer le général Colbert. Il arriva le 26 à Culm, le 27 à Soldau. Le maréchal, lui donnant le 69e et le 76e, le mit immédiatement à la poursuite du général Lestocq. Ayant rencontré l'arrière-garde prussienne un peu en avant de Neidenbourg, après une légère escarmouche, il pénétra dans la ville, où se trouvaient de nombreux blessés abandonnés par les Prussiens : parmi eux étaient deux aides de camp du général Lestocq, dont l'un était mourant. Le bruit courait dans la ville qu'une colonne de 12,000 Russes était à Prasnyc, et que Willenberg, qui renfermait des magasins considérables, était peu défendue. Le général Colbert, étant parti de très bonne heure, trouva l'entrée du bois de Klein-Schimauen défendue par cinq escadrons et un bataillon d'infanterie légère. Dès qu'il eut reconnu la position de l'ennemi, il fit attaquer les avant-postes, charger et sabrer l'un des escadrons, auquel on prit deux officiers et 15 cavaliers ; le reste s'était réfugié dans le village de Gross-Schimauen : il le fit canonner, et les

voltigeurs du 69e étant arrivés, malgré l'infériorité de leur nombre, ils s'avancèrent sur le village qui fut emporté. L'ennemi nous abandonna ses blessés et quelques prisonniers.

Continuant sa poursuite, le 31 décembre, le général Colbert traverse Ortelsbourg, tombe sur l'arrière-garde ennemie, la fait charger vigoureusement, lui prend quatre officiers et soixante fusiliers du régiment de Bulow. De là, se dirigeant par Passenheim et Wartenbourg, il arrive à Guttstadt qui devait être témoin de tant de combats glorieux pour le 6e corps. Puis alors, suivant l'ordre qu'il avait reçu de balayer la rive droite de l'Alle, il traverse Heilsberg, plus tard le théâtre de luttes terribles. Près de Lauterhagen, il rencontre un parti de hussards qui fut sabré ou pris. Averti que la ville de Bartenstein renfermait des magasins, il prit ses dispositions pour la surprendre et y pénétra dans la nuit du 7 janvier ; on y trouva encore un détachement de dragons et de gardes du corps : ceux qui ne furent pas pris se noyèrent en voulant traverser l'Alle. Toujours en descendant la rivière, on trouva Schippenbeil. La tête de l'avant-garde du général Colbert y pénétra le 10 janvier. L'ennemi, étant revenu le lendemain avec de l'infanterie et du canon, nous en délogea, mais notre infanterie arrivait à son tour ; Schippenbeil fut repris et occupé solidement dans la journée du 11.

L'avant-garde n'était plus qu'à 12 lieues de Kœnigsberg, à près de 25 lieues du quartier général ; le maréchal donna l'ordre de s'arrêter, et, étant arrivé lui-même le 16 à Bartenstein, il prit ses dispositions pour le cantonnement provisoire de ses troupes. Le général

Colbert, avec sa cavalerie, 40 compagnies d'élite et 10 pièces d'artillerie, devait former une chaîne de postes, de manière à couvrir le front des cantonnements provisoires du 6e corps d'armée, la droite à Schippenbeil, son quartier général au centre à Bartenstein et la gauche à Heilsberg. Il devait observer par sa droite Barten, Gerdauen et Friedland, par son centre Domnau et Preussich-Eylau, enfin par sa gauche Landsberg et Melhsack. Le général Colbert devait déterminer les lieux de rassemblement. En cas d'attaque, la retraite était sur Bischoffstein. Les divisions d'infanterie étaient successivement échelonnées en arrière.

On le voit, les trois corps formant la gauche de l'armée avaient accompli leur mission : les Prussiens étaient complètement séparés de l'armée russe. Ney s'était laissé entraîner au loin à leur poursuite ; nous verrons même bientôt qu'on trouva qu'il avait été trop loin, et quel fut le résultat de cette marche hardie, mais aventureuse, du 6e corps.

Je rapporterai ici quelques extraits de lettres de mon père ; elles pourront compléter mon récit et faire connaître l'homme après avoir fait juger du soldat :

« Wartembourg, janvier 1807.

« Il y a assez longtemps que je n'ai eu de nouvelles ; depuis près de trois semaines je cours continuellement les champs. Comment écrirais-je, éloigné du quartier général, ne sachant guère où il est, et marchant toujours devant les autres? Aujourd'hui, je suis dans une ville, triste ville à la vérité ; au moins puis-je respirer un moment. . . . .

« Je me réjouis de retrouver notre garçon marchant et balbutiant. Aies-en bien soin, et conserve-toi aussi pour l'amour de moi. Je jette quelquefois un regard en arrière sur vous, et ma seule joie est de vous savoir bien chauffés, soignés et secs, quand je suis froid, négligé et mouillé; en cela nous faisons tous très bien notre affaire. Demain je vais à Guttstad avec l'avant-garde que je commande, nous devons y rester quelques jours. On parle d'arrangement avec les Prussiens, qui sont bien fatigués. Les Russes se retirent... »

« Bartenstein, 16 janvier.

« Il y a bien longtemps que je n'avais eu de vos nouvelles ; il vous est cependant plus aisé d'écrire qu'à moi, errant toute la journée, me battant chaque jour pour avoir un village, mangeant des pommes de terre pour rassasier ma faim et dormant parce que j'en ai grand besoin et que mon lit est toujours fait.

« Édouard est colonel d'un beau régiment de hussards : vous voyez qu'il ne faut qu'un moment. Je suis joyeux de cet avancement, que je viens d'apprendre ce matin.

« Je ne suis pas bien loin de Kœnigsberg, et bientôt j'en serai plus près. J'ai un fort beau commandement. On vient de me donner quarante compagnies de grenadiers et de voltigeurs, dix pièces de canon et mes deux régiments de cavalerie. J'espère obtenir avec de tels moyens les louanges des Athéniens. On veut à toute force me faire valoir ; je tâcherai de répondre aux bontés du maréchal, et si je ne réussis pas, je pourrai, soyez-en sûrs, paraître encore la tête haute.

« Ma chère mère, je vous aime beaucoup, mais je n'ai pas toujours le temps de vous le répéter: ne vous fâchez pas de cette impolitesse d'avant-garde. Ma femme m'écrit un peu, elle est enrhumée, ça dure bien longtemps ; il faut lui donner du jus de réglisse et que ça finisse. Je crois que l'inquiétude la tourmente ; chacun son mal ; moi, c'est le froid et la diète.

« C'est une vie bien agitée que la mienne. Tout en me louant des liens que j'ai formés, je les regrette ; je ne suis pas assez tranquille pour être bon époux... »

« Hohenstein, 26 janvier.

« Je reçois à l'instant les deux lettres où tu me parles de la maladie de notre enfant. Je sais heureusement qu'il est hors d'affaire ; je suis très calme et assez fort pour supporter toutes les vicissitudes du temps et du hasard. Cependant, j'ai frémi successivement de terreur et de joie. Je t'ai bien plaint ; ton pauvre cœur avait trop d'agitations à la fois, mais tout est heureusement fini ; puisque ton enfant a pu soutenir une crise aussi forte, il sera bientôt rétabli. . . . .

« Je suis en marche depuis plusieurs jours et bien occupé ; le temps est froid, je soutiens très bien ce rude climat, et l'activité me préserve.

« Ma mère m'a écrit ; elle te plaignait sincèrement et t'aime de même. . . . .

« Je me suis très bien rappelé l'anniversaire de notre mariage ; ces souvenirs sont déjà vieux, ils sont attristés par le présent : c'est un mauvais lot qu'un mari militaire. . . . .

« Je suis tout dans l'avenir ; lui seul m'inquiète, en-

core ce n'est pas pour moi, et mes affections sont plutôt les tiennes que les miennes.

« Parle-moi souvent de toi, de ton fils ; je vous porte dans mon cœur, et votre bonheur peut seul caresser ma misère. »

Il y a dans l'affection que porte aux siens l'homme qui chaque jour expose sa vie, dans la tendresse qu'il leur exprime, quelque chose de celle du mourant qui presse plus étroitement sur son cœur les êtres chéris qu'il va quitter; et cependant ici, malgré ce vague sentiment de tristesse, non seulement l'âme conserve sa fermeté, mais l'esprit sa gaieté, son entrain, cette verve militaire qui au milieu des souffrances sait réveiller les courages.

A côté des expressions d'une tendresse charmante, le sentiment qui respire dans ces lettres, qui domine tout, s'impose à tout, est celui du dévouement au devoir simplement accompli. Enfin, à la manière dont Auguste Colbert parle de gloire, on sent que, si elle passe pour lui avant l'ambition, il est une chose qu'il préfère à tout: l'honneur.

NOTES

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES

NOTE A

LE GÉNÉRAL CANCLAUX

Le général Canclaux devint plus tard le beau-père d'Auguste Colbert; il est donc mon grand-père maternel. Je crois devoir donner ici quelques détails sur la vie d'un homme qui, jeté par la Révolution au milieu d'une épouvantable guerre civile, et appelé à y jouer un rôle important, a su, dans cette position difficile, se faire respecter de tous les partis et mériter que l'histoire consacrât d'une manière honorable sa mémoire et son nom.

Jean-Baptiste-Camille de Canclaux, né à Paris en 1740, était fils de Joseph de Canclaux, d'une famille noble du Roussillon, et de N. de Bragelongne, famille fort ancienne et fort connue, qui, pendant plusieurs siècles, a fourni à l'épée et à la robe nombre de personnages recommandables. Les Bragelongne, quoique comptant beaucoup de magistrats, avaient un côté tout militaire. Ce fut là que le jeune Canclaux prit de bonne heure le goût de la carrière des armes (1). A quinze ans, il entrait comme volontaire

(1) Un de ses oncles Bragelongne avait été tué fort jeune, laissant la réputation d'un officier fort distingué. Une anecdote qui se rattache à lui est peut-être bonne à conserver. Comme elle m'a été racontée par mon grand-père, M. de Canclaux lui-même, je ne la crois pas déplacée ici. C'est aujourd'hui, en 1863, une tradition de 120 ans.

En 1743, le maréchal de Noailles avait pris d'habiles dispositions pour enfermer le roi d'Angleterre, George II, et son armée dans la petite plaine de Dettingen. Le duc de Gramont, neveu du maréchal,

dans un régiment commandé par le marquis de Fumel, son parent, et assistait, pour son début, en 1755, à la bataille d'Hastenbeck gagnée par le maréchal d'Estrées. L'étendard de sa compagnie, qu'il portait, reçut quatre coups de feu.

A cette époque, toute la cavalerie portait la cuirasse : « Mon capitaine ayant été tué, » racontait mon grand-père qu'il me semble encore entendre, « notre lieutenant prit le commandement; comme il n'avait pas de cuirasse, on l'engagea à prendre celle du capitaine ; à peine l'eut-il endossée et fut-il remonté à cheval, qu'il reçut une balle en pleine poitrine ou plutôt en pleine cuirasse. La mienne, ajoutait mon grand-père, pesait près de vingt-cinq livres et me paraissait d'autant plus lourde qu'avant de monter à cheval je n'avais mangé qu'une assiettée de fraises que m'avait donnée mon colonel. »

Après la guerre de sept ans, il passa dans le régiment de Condé, puis dans le régiment de dragons Conti. Canclaux avait vu d'assez près les armées allemandes pour comprendre ce qui manquait, à cette époque, à l'armée française sous le rapport de l'organisation, de la discipline et de l'instruction. On était d'ailleurs au moment où Frédéric II venait d'opérer une révolution, non seulement dans la grande guerre, mais dans toutes les parties de la science militaire. Tout ce qu'il y avait alors en France d'officiers désireux de rendre à notre nation cette supériorité dans les armes qu'elle a si souvent possédée, étudiait avec ardeur les changements opérés par le génie du roi de Prusse

commandait une division chargée d'empêcher le passage d'un ruisseau. Voyant l'armée ennemie engagée dans l'espèce de défilé qu'elle avait à traverser, emporté par son ardeur, il donna l'ordre de charger. En vain M. de Bragelongne, placé sous ses ordres, lui représente qu'en quittant le poste qui lui est assigné il peut tout compromettre, et que le premier devoir à la guerre est l'exécution fidèle des ordres donnés, « A la guerre, dit le duc perdant son sang-froid, voici le *sine quâ non!* » Et de la main il désignait le cœur. « *Sine quâ non*, monsieur le duc », répondit froidement M. de Bragelongne en portant un doigt sur son front. On chargea : la bataille fut perdue et M. de Bragelongne fut tué.

dans la tactique des différentes armes et dans l'art de diriger les armées. Canclaux fut un de ceux qui prirent une part active à ce mouvement de renaissance militaire auquel la France dut la belle armée qu'elle possédait à la fin du règne de Louis XVI, armée qui fournit d'excellents cadres aux innombrables phalanges de la République et une pépinière intarissable de généraux et d'officiers instruits.

Canclaux traduisit de l'allemand plusieurs ouvrages de tactique, et fit surtout une étude approfondie de cette arme de la cavalerie, dont les détails sont si minutieux et qui, sous les Sedlitz et les Ziethen, venait de montrer quelle peut être sa puissance. Aussi acquit-il, comme major et colonel du régiment de dragons Conti, qu'il commanda pendant de longues années, la réputation d'un des officiers les plus instruits de son arme. Ce fut à ces connaissances spéciales qu'il dut d'être désigné plus tard par Napoléon pour refaire l'ordonnance sur l'instruction des troupes à cheval.

En 1788, Canclaux était brigadier de dragons; en 1792, lieutenant général; il fut alors envoyé pour commander en Bretagne. En avril 1793, il fut appelé au commandement en chef de l'armée des côtes de Brest.

Le fait capital de la carrière militaire du général Canclaux est la défense de Nantes. Les Vendéens, maîtres d'Angers, de Saumur, d'Ancenis, n'avaient plus qu'à s'emparer de Nantes pour dominer tout le cours de la Loire. Déjà victorieux sur les deux rives, ils eussent pu alors, sans obstacle, se réunir à l'insurrection bretonne, vaste soulèvement depuis longtemps préparé avec une grande habileté par M. de la Roairie, dont les ramifications s'étendant dans toute la Normandie arrivaient jusqu'aux environs de Paris, et qui n'attendait qu'un signal pour éclater. La grande armée vendéenne, exaltée par ses succès, commandée par son généralissime Cathelineau, s'avança pour attaquer Nantes par la rive droite, tandis que Charette devait l'attaquer par la rive gauche. Pour résister à des forces aussi considérables, défendre une grande ville ou-

verte de toutes parts, Canclaux n'avait que quatre mille hommes de troupes de ligne et environ cinq mille gardes nationaux, en tout de neuf à dix mille hommes. Sur sept officiers généraux placés sous ses ordres, six furent d'avis que la ville ne pouvait être défendue, entre autres le général Bonvoust, commandant l'artillerie, qui cependant était un homme brave et habile, comme il le prouva le lendemain dans la défense même. Canclaux soutint, au contraire, que la défense était possible et qu'il répondait de Nantes.

Le 29 juin 1793, à deux heures et demie du matin, il était dans son cabinet, donnant ses derniers ordres; déjà la fusillade se faisait entendre, lorsqu'il voit entrer les deux représentants du peuple près l'armée des côtes de Brest, et l'un d'eux, d'un air de mélodrame, lui tendant un pistolet, lui dit : « Tiens, citoyen général, voilà pour toi. Nous n'avons plus que cela à faire. » — « Nous brûler la cervelle! » dit Canclaux en riant, « commençons par nous défendre; nous verrons plus tard : il sera toujours temps d'en venir là. »

La lutte était engagée : elle dura quinze heures avec acharnement. Les assaillants, après avoir plusieurs fois pénétré dans la ville, mais en vain, perdant beaucoup de monde, ayant vu tomber leur général Cathelineau, blessé à mort, se décidèrent à la retraite. Pour la première fois depuis le commencement de la guerre, ils étaient obligés de reculer. C'était, je ne dirai pas un coup terrible porté à la cause royaliste, la question n'est pas là, mais c'était un service éminent rendu à l'indépendance de la patrie; car la prise de Nantes eût été pour la Bretagne le signal d'un soulèvement général dont les conséquences sont incalculables, quand on réfléchit qu'à la même époque les armées de la République, acculées aux frontières, n'éprouvaient plus que des revers, et que Mayence et Toulon venaient de tomber au pouvoir de l'étranger.

Tout ce qu'il y eut d'important dans la défense de Nantes a d'ailleurs été reconnu par tous les historiens, et

justice, sous ce rapport, a été rendue au général Canclaux. D'autres faits qui se rattachent à son commandement dans l'Ouest, et qui tiennent une place considérable dans l'histoire de cette terrible guerre civile, n'ont pu être bien connus que plus tard, depuis la publication, faite seulement en 1824, du livre intitulé : *Guerres des Vendéens et des Chouans*, contenant la correspondance des représentants du peuple, des généraux des deux partis et la portion des Mémoires inédits du général Kléber relative à ces événements. C'est là qu'on peut apprécier tout ce qu'il fallut au général Canclaux de sagesse, de fermeté, de mesure, de sang-froid, au milieu de l'effervescence de toutes les passions révolutionnaires et de celles que suscitait la guerre civile, pour que tant et de si divers témoignages viennent attester le mérite de cet homme simple et modeste.

Le général Turreau, fort opposé de principes et de conduite à Canclaux, et pendant quelque temps commandant en chef lui-même de l'armée de l'Ouest, après avoir dit dans ses Mémoires : « Le siège de Nantes est peut-être l'événement militaire le plus important de notre Révolution; peut-être les destinées de la République étaient attachées à la résistance de cette ville », (1) dit plus loin dans une note : « Je ne connais point Canclaux et je ne prononcerai pas sur ses opinions politiques; mais, d'après ses opérations militaires, je crois pouvoir assurer que c'est le plus instruit de tous les officiers généraux qui ont été employés dans l'Ouest. »

Kléber qui, avec l'armée de Mayence dont il faisait partie, avait été placé sous les ordres du général Canclaux, nous le montre dans des circonstances critiques, après des combats dont l'acharnement fut, dit-il, sans égal, plein de calme, de sang-froid, et montrant une décision qui fait le plus grand éloge de ses talents militaires.

(1) *Mémoires sur la Vendée*, dans la *Collection des mémoires relatifs à la Révolution française*, page 76.

Canclaux, en effet, rétablit en peu de temps une situation que l'inaction ou plutôt l'abandon de l'armée des côtes de La Rochelle, qui devait coopérer avec lui, avait rendue difficile, et remportait à Saint-Symphorien, le 6 octobre, un avantage signalé : « Nous devons attribuer notre succès, dit Kléber, aux sages dispositions du général Canclaux, qui s'est trouvé partout. Sa bravoure, sa prudence et ses talents ont dirigé les opérations : je n'ai d'autre mérite que de les avoir exécutées » (1).

Le jour même, Canclaux fut rappelé et destitué du commandement, comme appartenant à une classe *ci-devant privilégiée*. Le général Kléber dépeint ainsi le successeur qu'on lui donna :

« Le Comité de salut public annonça le général l'Échelle comme réunissant l'audace et les talents nécessaires pour terminer cette trop longue et trop cruelle guerre. Voici, sans exagération, le témoignage que lui donnent ceux qui l'ont connu et apprécié. Il était le plus lâche des soldats, le plus mauvais des officiers et le plus ignorant des chefs qu'on eût jamais vus; il ne connaissait pas la carte, savait à peine écrire son nom et ne s'est pas approché une seule fois à la portée du canon des rebelles. En un mot, rien ne pouvait être comparé à sa poltronnerie et à son ineptie, que son arrogance, sa brutalité et son entêtement » (2).

Lorsque les généraux Kléber, Beaupuy et Vimeux vinrent le trouver sur l'invitation du représentant Merlin, Kléber expliqua minutieusement, la carte sous les yeux, ce qui avait été fait et ce qui restait à faire, d'après le plan du général Canclaux. L'Echelle écouta tout sans faire aucune observation et sans jeter les yeux sur la carte; puis, se levant tout à coup, il se borna à dire : « Oui, ce projet est fort de mon goût; mais c'est sur le terrain qu'il s'agit de se montrer, il faut marcher en ordre, majestueusement et en masse. » A ces mots, Kléber serre froidement sa carte,

(1) *Guerres des Vendéens et des Chouans*, tome II, p. 218.
(2) *Ibid.*, p. 224.

Merlin dit en se retournant: « Je crois qu'on a pris à tâche de nous envoyer ce qu'il y a de plus ignorant » (1).

Tel était le choix fait par le Comité de salut public pour remplacer Canclaux « qu'une longue expérience, dit l'auteur du livre que je viens de citer, une grande connaissance des hommes et du théâtre de la guerre, une prudence consommée, un courage froid et inaltérable, une activité sans bornes, une grande aménité de caractère, jointe à beaucoup de fermeté, rendaient si utile auprès de l'armée » (2). Qu'il me soit permis d'ajouter : Cet homme, qu'une triste fatalité condamnait à combattre des Français, n'eut jamais, au milieu de la guerre civile, que des pensées d'humanité, de conciliation et de paix. Il maintint toujours la discipline parmi ses troupes, réprima énergiquement tous les excès, sollicita sans cesse, et quelquefois parvint à obtenir des représentants du peuple des mesures propres à adoucir les horreurs de la lutte. Il se contenta de faire raser et de renvoyer chez eux les premiers prisonniers qu'il fit aux Vendéens. M. de Bonchamp fit depuis la même chose à l'égard des républicains. De tels procédés eussent probablement abrégé de beaucoup la guerre. Les chefs royalistes le savaient bien : aussi disaient-ils que la douceur de Canclaux faisait plus de mal à leur cause que le système de destruction poursuivi par la Convention et quelques-uns de ses généraux.

Après la Terreur, lorsque le gouvernement fut revenu à des idées plus humaines et plus sages, sa pensée se tourna tout naturellement vers Canclaux qui avait laissé tant de souvenirs dans ce pays et que tous les gens honnêtes et modérés appelaient de tous leurs vœux. Il fut donc rappelé en octobre 1794, et nommé au commandement de l'armée qu'on désigna alors sous le nom d'*armée de l'Ouest*.

Le caractère de la guerre avait changé : ce n'étaient plus ces grands rassemblements de l'année précédente, tentant

(1) *Guerres des Vendéens et des Chouans*, tome II, p. 223.
(2) *Ibid.*, p. 228.

de grandes entreprises, livrant des batailles; les paysans fatigués aspiraient, en général, au repos. Mais, autour des Charette, des Stofflet, des Marigny, des Sapinaud, s'étaient formées des bandes d'hommes déterminés à continuer la lutte. Le mobile du plus grand nombre était encore sans doute leur foi politique et religieuse, mais pour beaucoup la guerre n'était plus qu'un métier, pour quelques-uns un moyen d'intrigues. Les chefs d'ailleurs trouvaient, dans les commandements distincts qu'ils s'étaient créés, une position, une existence indépendante qui répondaient à leurs goûts et flattaient leur amour-propre. Ces bandes aguerries, conduites par des officiers expérimentés, fondaient à l'improviste sur les détachements, surprenaient les petits postes, enlevaient les convois, sauf à se disperser et à disparaître lorsqu'une force imposante se présentait. Un état incessant de troubles, la guerre, et une guerre d'un genre plus dangereux que l'ancienne, parce que l'ennemi était plus insaisissable, semblaient devoir se perpétuer dans les provinces de l'Ouest et y passer, pour ainsi dire, à l'état chronique. Quant à l'armée républicaine, livrée dans ces derniers temps à des représentants ou à des généraux qui n'avaient d'autre principe de guerre que de tuer et de brûler, dont tout le plan consistait à faire de la Vendée un vaste désert, les excès auxquels elle fut entraînée par ce système d'implacable violence y avaient bientôt apporté la licence et la désorganisation.

Canclaux, d'une main sage et ferme, commença par rétablir l'ordre et la discipline; il obtint des renforts, puis, au lieu de faire parcourir le pays par des colonnes mobiles derrière lesquelles se reformaient les rassemblements, et qui ne faisaient qu'entretenir un état d'inquiétude et d'irritation, il établit des garnisons dans les ruines des petites villes et des villages, plaça des camps de manière à rendre les communications difficiles. Les ordres les plus sévères étaient donnés pour ménager les habitants et les engager à reprendre leurs travaux. De cette manière, les rassemblements devenaient presque impossibles, et d'ailleurs les

paysans, voyant qu'on les laissait tranquilles, n'aspiraient plus qu'à l'ordre et au repos; ils n'écoutaient plus leurs chefs qui souvent même employaient en vain la contrainte pour les faire sortir de chez eux.

Ce fut cette lassitude d'une part, de l'autre cette impuissance, qui amenèrent Charette à traiter à la Jaunaye, et Stofflet, qui d'abord avait refusé de prendre part à cette convention, entra lui-même en arrangement un peu plus tard. Ces premiers rapprochements n'eurent, il est vrai, pas de durée : toujours est-il que si ce n'est la pacification, du moins l'apaisement des esprits faisait peu à peu des progrès, et que la résistance qu'on rencontrait encore chez les chefs n'existait plus au même degré chez les paysans. Tel avait été le résultat d'une conduite pleine à la fois de fermeté et de ménagements.

« Le général Hoche, » dit M. de Barante, l'un des hommes qui ont le plus étudié et le mieux connu la Vendée, « avec une habileté moins modeste, avec un plus grand faste de langage, suivait en Bretagne, pour éteindre la chouannerie, *une marche pareille à celle de l'honnête et tranquille Canclaux* » (1).

Avec plus de jeunesse, d'ardeur, surtout avec plus d'avidité à se parer du succès, Canclaux eût sans doute recueilli le fruit de la rude tâche qu'il avait eu à remplir; mais il était malade, fatigué, et chaque jour les circonstances rendaient sa position plus difficile. Homme de l'ancien régime, placé en face de l'émigration qui redoublait alors d'efforts pour s'unir aux Vendéens et à la chouannerie, en face d'adversaires qui pouvaient se prévaloir de leurs anciennes relations avec lui, il était chaque jour exposé à des tentatives, à des ouvertures pour lui pleines de périls. On peut en juger par ce qui lui arriva en novembre 1794, à propos d'une lettre du comte de Puisaye, agent principal des princes émigrés dans les provinces soulevées. Voici cette lettre :

(1) *Mélanges historiques et littéraires*, t. I, p. 229.

« Celui qui m'a donné les premiers exemples de probité, d'honneur et de vertu, n'est point un homme égaré par une fausse ambition, assez vil pour lui sacrifier ce qu'il avait de plus cher. Mon cher Canclaux, je vous ai suivi depuis le commencement de la Révolution; j'ai vu les circonstances qui vous ont entraîné; j'ai senti la difficulté de votre position; j'ai les moyens de vous en tirer, et je devine les sentiments et cette contrainte intérieure qui font gémir mon vertueux ami du rôle que la nécessité lui a distribué. Jugez, par la démarche loyale et franche que je fais aujourd'hui, à quel point je suis sûr de votre honneur, et que je ne suis pas de ces hommes dont les apparences décident le jugement et déterminent l'estime. J'attends de vous la même franchise et la même amitié.

« Mon cher Canclaux, vous souffrez de votre position, j'ai les moyens de vous en tirer, et des moyens puissants. Vous en sortirez avec gloire. Je n'entrerai avec vous dans aucune discussion politique, les faits parlent assez. Voulez-vous être Monk, Custine, Pichegru ou Canclaux? l'ami de votre roi, de vos princes, de tant de malheureuses victimes de la plus atroce des révolutions, ou leur assassin?

« Je sais qu'il n'est pas de moyens de vous séduire, il est au-dessus de moi de séduire personne; mais il m'est doux de seconder les desseins généreux que votre cœur, qui m'est connu, n'a pas manqué de former, et c'est moi que le ciel vous envoie pour vous seconder. Si madame de Canclaux vivait, si la mère de votre fille, cette femme que vous idolâtriez et sur laquelle je vous ai vu répandre tant de larmes, pouvait être témoin de ce que je pense... Mon ami, elle vous voit, son nom a parlé à votre cœur, et vous désirez déjà vous rendre digne d'elle.

« Je suis autorisé à vous garantir toutes les conditions que vous jugeriez nécessaires pour replacer votre roi sur le trône de son malheureux père. Je mettrai sous vos yeux des preuves non équivoques de la confiance sans bornes dont m'honorent toutes les parties intéressées, et les moyens immenses que j'ai entre les mains seront à votre

disposition. C'est vous en dire assez. Je ne vous parle pas des honneurs qui y sont attachés, encore moins de la fortune; ce moyen n'est fait ni pour vous ni pour moi; mais les grades, les dignités, vous les distribuerez à ceux qui serviront leur pays, leur roi et l'Europe entière, vous en garantirez l'effet.

« Mon cher Canclaux, faites une action digne de nous deux, livrez-vous à moi, je me livrerai à vous. Faites-moi dire que vous consentez à me voir; j'irai seul et sans armes au lieu que vous ou moi aurons indiqué. J'ai tous les moyens d'assurer le secret. Hélas! je n'ai plus que vous dans ce malheureux pays dont les usurpateurs vous commandent de tyranniser les malheureux habitants. Un seul mot, et mon ami le baron de C*** (Cormatin) maréchal de camp, se rendra le premier auprès de vous. Une absence de près de deux mois encore ne me permet pas de vous voir aussitôt. Comptez sur la loyauté de ce brave officier; tout ce qu'il vous dira, je le confirme d'avance. Préparez les choses avec lui; sur le compte qu'il m'en rendra, j'agirai en conséquence, et j'agirai efficacement. Dirigez les plans, comptez sur la plus grande latitude de moyens, et soyez assuré qu'il ne s'est encore présenté à personne une occasion aussi grande, aussi heureuse que celle qui vous est offerte.

« Quoique vous connaissiez mon écriture, je ne mets pas de méfiance avec vous et je signe cette lettre. Je vous livre le secret de ma vie; je serais heureux de la perdre à côté de vous pour mon roi; je la regretterai peut-être en combattant contre vous.

« Adieu, mon cher concitoyen, je ne doute pas que je ne sois toujours votre ami.

« *Signé :*

« PUISAYE (1),

« Général en chef de l'armée royaliste. »

(1) *Guerres des Vendéens et des Chouans*, t. IV, p. 252.

Le général Canclaux assistait à un comité où se trouvaient les commissaires du gouvernement lorsque cette lettre lui fut présentée. Il déclara n'en avoir aucune connaissance et s'exprima avec tant de franchise et d'abandon que les représentants du peuple lui assurèrent qu'il conservait la confiance du gouvernement.

Des faits semblables pouvaient se renouveler et le perdre. En août 1795, Canclaux résigna donc le commandement de l'armée de l'Ouest, avec la promesse d'un commandement en chef dans le Midi. Mais sa santé délabrée ne lui permit pas de prendre un service actif.

En 1796, après avoir été un moment désigné pour l'ambassade d'Espagne, il fut envoyé près de la cour des Deux-Siciles. Un traité venait d'être conclu avec cette cour, et le Directoire, qui désirait être en bons termes avec elle, cherchait à y envoyer un homme qui pût être agréable au roi et surtout à la reine Marie-Caroline. Les directeurs avaient successivement passé en revue plusieurs personnages, mais c'étaient autant de républicains dont le ton et les manières par trop révolutionnaires semblaient peu propres au but qu'on se proposait, lorsque Carnot dit tout à coup : « Mais j'ai notre affaire! Il faut envoyer Canclaux, c'est un *ci-devant*, il fera à merveille. » Et la nomination fut décidée.

Le nouvel ambassadeur sut effectivement se concilier les bonnes grâces du roi et de la reine, et s'efforça d'établir de bonnes relations entre Naples et le Directoire; mais, par cela même, il indisposa contre lui tous ceux qui trouvaient que montrer des égards à des têtes couronnées, c'était manquer à la dignité républicaine, et qui d'ailleurs songeaient à porter la révolution dans le midi de l'Italie. Quelque temps après le 18 fructidor, M. de Canclaux fut donc rappelé. — Un des griefs invoqués contre lui fut qu'il avait fait faire à sa fille sa première communion avec une des filles du roi, la princesse Marie-Amélie, depuis duchesse d'Orléans et reine des Français. Toutefois, rentré en France, Canclaux fut nommé du comité directeur des armées.

Après la bataille de la Trebbia, le Directoire voulant faire retomber sur le général en chef Macdonald toute la responsabilité des désastres de la campagne, Canclaux le défendit avec une chaleur dont celui-ci se montra toujours reconnaissant.

Après avoir été envoyé, vers le commencement de l'année 1801, organiser ce qu'on appelait l'armée des Grisons, il revint remplir en France les fonctions d'inspecteur général de cavalerie. Il conserva toujours une grande influence dans toutes les questions relatives à cette arme. Comme je l'ai dit plus haut, il prit une part importante à la revision de l'ordonnance sur l'instruction des troupes à cheval et fut spécialement chargé de la partie relative aux manœuvres (1).

Vers cette époque (1803 ou 1804), ayant appris que le prince de Conti, auquel il avait été attaché avant la Révolution, et qui s'était réfugié en Espagne, à Barcelone, depuis le 18 fructidor, se trouvait dans un grand état de gêne, le général Canclaux n'hésita pas à aller trouver le premier consul, à lui peindre la position du prince et à demander pour lui une pension. Napoléon refusa tout d'abord, et finit par s'emporter : « Général, dit tranquillement Canclaux, qui savait assez quels pouvaient être ses sentiments pour ne pas se tenir pour battu, je suis tellement convaincu de la convenance de la demande que j'adresse au premier consul, que je ne sortirai pas de son cabinet avant d'avoir obtenu ce que je sollicite. Le premier

(1) Pour les gens du métier, que ce détail pourrait intéresser, je dirai que j'ai souvent entendu raconter par le général Canclaux que dans un premier travail il avait réduit les manœuvres à huit, les seules, à bien dire, qui se pratiquent et puissent généralement se pratiquer à la guerre, mais qu'après réflexion, sentant la nécessité de fournir aux officiers de plus nombreux exemples des moyens par lesquels on pouvait faire mouvoir la cavalerie, pour leur en mieux faire comprendre le mécanisme et fournir en quelque sorte un thème à leurs études pratiques, il avait porté le nombre des manœuvres à dix-huit, en y comprenant la charge.

consul ne voudra pas qu'on puisse dire qu'il a laissé mourir aux portes de la France un de ses anciens princes, un pauvre vieillard, un Français exilé, pour lequel on implorait en vain sa pitié. » Canclaux ne se trompait pas : il sortit avec une pension de trente mille francs pour le prince.

En 1805, le général Canclaux fut nommé sénateur. Pendant toute la durée de l'Empire, Napoléon ne cessa de mettre à contribution des lumières et une expérience qui lui étaient connues. M. de Canclaux fut chargé de l'organisation et du commandement des gardes nationales en Normandie et en Bretagne, et de la défense des côtes.

En 1811, il fut envoyé à Francfort pour y inspecter une grande partie de la cavalerie qui devait aller en Russie.

Enfin, en 1814, au moment du péril, lorsque l'invasion étrangère menaçait la France, les souvenirs que le général Canclaux avait laissés en Bretagne le désignèrent à l'Empereur : il fut envoyé, avec des pouvoirs extraordinaires, pour commander dans les cinq départements de cette vaste province qui, par l'esprit d'une partie de ses populations et par sa position maritime, pouvait présenter à la fois des dangers intérieurs et extérieurs. Le général Canclaux montra dans cette mission cette fermeté calme et honnête dont il avait autrefois donné tant de preuves dans le même pays, et montra, en préparant des moyens de défense, une activité qui semblait n'être plus de son âge. La Bretagne ne fut pas troublée, et de nombreux conscrits, revêtus encore du costume de leur pays, attestèrent par leur courage sur le champ de bataille de Brienne que dans cette énergique province un sentiment dominait tous les autres, celui de l'indépendance nationale. Ce ne fut que lorsque tous les événements qui accompagnèrent la chute de l'Empire eurent été accomplis à Paris que le général Canclaux fit arborer le drapeau blanc à Rennes et envoya son adhésion.

Comme sénateur, il entra à la Chambre des Pairs de la

Restauration. — En 1815, Napoléon l'appela à celle qu'il avait créée : Canclaux refusa d'y siéger et reprit sa place comme pair après la seconde Restauration. — Le 27 septembre 1817, il mourut à Paris, âgé de soixante-dix-sept ans.

Je ne sais si les liens étroits qui m'attachent au général Canclaux, si le souvenir de son adorable bonté, qui m'émeut encore et me remplit de respect, m'égarent, mais il me semble qu'il y a dans la carrière dont je viens de parcourir rapidement les principaux traits un spectacle digne d'intérêt.

N'est-il pas, en effet, curieux de voir cet homme simple et modeste, jeté au milieu des orages de la plus orageuse des époques, de la plus effroyable des guerres civiles, dominer par son calme et son honnêteté les passions des uns, soutenir par sa tranquillité si ferme le courage des autres, s'attirer à la fois le respect d'hommes honnêtes et intrépides tels que Kléber, Aubert-Dubayet; et celui d'ardents révolutionnaires comme les Merlin, les Cavaignac..., etc.; commander même ce respect, à force de droiture et de loyauté, à ceux qu'il combattait, aux Charette, aux Puysaye?... Nous avons vu Kléber juger ses talents militaires, le judicieux M. de Barante apprécier sa conduite politique et le pas qu'il fit faire à la pacification.

Avec moins de simplicité dans les formes, le nom de Canclaux eût été plus retentissant; mais l'impartiale histoire a entouré sa mémoire d'un pur et juste renom : en l'appelant *le sage*, *l'honnête* Canclaux, elle lui rend un hommage que peu d'hommes ont su mériter au milieu de toutes les passions soulevées par la Révolution et par nos discordes.

NOTE B

(P. 3).

Un mot sur ces deux lois : celle des *otages* et celle de l'*emprunt forcé*. Voici les dispositions principales de la première :

« Les parents d'émigrés, leurs alliés, et les ci-devant nobles compris dans les lois des 3 brumaire an IV et 9 frimaire an VI, les aïeuls, aïeules, pères et mères des individus qui, sans être nobles ni parents d'émigrés, sont néanmoins notoirement connus pour faire partie des rassemblements ou bandes d'assassins, sont personnellement et civilement responsables des assassinats et des brigandages commis dans l'intérieur, en haine de la République, dans les départements, cantons et communes déclarés en état de troubles.

« Immédiatement après la publication de la loi, les administrations centrales prendront des otages dans les classes ci-dessus désignées... Les otages seront établis, à leurs frais, dans un même local...

« Les otages qui, dans les dix jours de l'avertissement qui leur sera notifié par un gendarme, ne se rendront pas au lieu indiqué par les administrations, y seront personnellement assimilés aux émigrés, considérés et traités comme tels.

« S'il est commis un assassinat sur un citoyen ayant été depuis la Révolution ou étant actuellement fonctionnaire

public ou défenseur de la patrie, ou acquéreur ou possesseur de domaines nationaux, le Directoire exécutif, après avoir consulté les administrations centrales, est chargé de faire déporter hors du territoire de la République, dans les deux décades de l'assassinat, quatre des individus désignés dans l'article II, par chaque personne assassinée, pris en premier lieu parmi les parents nobles d'émigrés, secondement parmi les ci-devant nobles, et successivement parmi les parents des individus faisant partie des rassemblements.

« Le séquestre sera apposé sur les biens des otages déportés, et tiendra jusqu'à l'accomplissement des condamnations prononcées contre eux...

« Les otages seront civilement et solidairement responsables d'une amende de 5,000 francs par chaque individu assassiné, soit isolément, soit dans une action, ou de quelque autre manière que ce soit,

« Outre l'amende de 5,000 francs versée au trésor public, lesdits individus énoncés seront civilement et solidairement garants et responsables d'une indemnité, qui ne pourra être moindre de la somme de 6,000 francs, en faveur de la veuve, et de 3,000 francs pour chacun des enfants de la personne assassinée. » (*Bulletin des lois*, 24 messidor an VII.)

Ce texte peut se passer de commentaire.

Voici maintenant la loi sur l'*emprunt forcé*:

En exécution de la loi « qui met les conscrits de toutes les classes en activité de service, et ordonne un emprunt de 100 millions sur la classe aisée de citoyens » (10 messidor), — « les citoyens aisés sont assujettis à l'emprunt de 100 millions dans une proportion progressive de la fortune dont ils jouissent.

« Cette proportion est établie par un jury : 1° sur les bases de la contribution foncière de l'an VII ; 2° sur les autres bases déterminées par la présente.

« Les cotes de 300 francs à 400 francs donnent lieu à un versement des trois dixièmes; de 500 à 600 francs, cinq dixièmes, et ainsi de suite en allant en augmentant d'un dixième.

« La cote de 1,100 francs à 1,500 francs donnera un versement de douze fois le dixième, et ainsi de suite en augmentant de deux dixièmes jusqu'à celle de 3,000 à 4,000, qui donnera par conséquent vingt dixièmes.

« De 4,000 francs et au-dessus, le jury fixera la progression de la somme à verser à l'emprunt dans les proportions du doublement de la cote, jusqu'aux trois quarts du revenu annuel de la fortune du prêteur. »

L'article VII dit: « Le jury évaluera, en son âme et conscience, la fortune de ceux : 1° qui sont compris au rôle de la contribution mobilière de l'an VII, pour une somme de 100 francs et au-dessus; 2° de ceux qui, quoique compris au rôle de la contribution foncière, seraient reconnus jouir d'une fortune en capitaux ; 3° ceux enfin qui, par leurs entreprises, fournitures ou spéculations, auraient acquis une fortune non suffisamment atteinte par la base des contributions. » (*Bulletin des lois*, 17 thermidor, an VII.)

Gaudin, duc de Gaëte, en retraçant dans ses Mémoires la situation financière de la France à l'époque du 18 brumaire, dit :

« Un emprunt forcé progressif, déplorable ressource, desséchait tous les canaux de la circulation et condamnait la classe industrieuse à la misère en paraissant n'appeler que les riches à la contribution nécessaire. »

Gaudin fait ensuite, sur l'impôt progressif en général, les judicieuses réflexions qui suivent;

« Il est certain qu'il s'établit par le cours naturel des choses une répartition habituelle du revenu de ceux qui vivent du produit de leurs propriétés foncières ou mobi-

lières entre tous ceux qui n'existent que de leur travail. Une grande partie de ce que les premiers perdent de leur aisance se convertit, par conséquent, en privations pour les autres.

« Si donc on imposait les classes aisées dans des proportions progressives à la décharge des classes inférieures, ces classes aisées seraient forcées de réduire d'autant les sommes, l'épargne qu'elles affectaient auparavant à des travaux d'utilité ou d'agrément, et, par conséquent, les salaires qu'elles répandaient autour d'elles.

« D'un autre côté, le fisc ne pouvant rendre les sommes qu'il aurait perçues en plus sur les premières classes aux mêmes points d'où il les aurait tirés, le gouvernement opérerait par là un déplacement sensible des ressources locales, et dérangerait au grand préjudice de la classe la plus nombreuse l'écononie inaperçue de la distribution et de l'emploi des revenus généraux. Il mettrait ainsi le malaise dans les premières classes et la misère dans les autres, à la place de l'aisance et de la médiocrité ; il serait plus mal payé lui-même des contributions foncières et perdrait en outre sur les droits de consommation.

« Les inconvénients de ce système deviennent plus graves si, après l'avoir appliqué aux contributions qui ont des bases positives, on voulait l'étendre à des taxes nouvelles sur les capitaux, sur les produits de l'industrie et du commerce, dont l'évaluation ne se fonderait que sur des présomptions. Ouvrant la porte à un esprit d'inquisition, il détruirait alors jusqu'aux germes du crédit, qui repose exclusivement sur la confiance, et se priverait de son assistance dans les circonstances extraordinaires où elle pourrait lui devenir nécessaire.

« D'autre part, les contribuables se trouveraient amenés à réduire leurs spéculations et leurs dépenses non pas seulement dans la proportion du sacrifice qui leur serait actuellement commandé, mais encore dans la mesure indéterminée des craintes qu'ils éprouveraient pour l'avenir; il en résulterait inévitablement une diminution progressive

dans le produit de leurs opérations comme dans le nombre des transactions, résultat également préjudiciable à la richesse nationale et aux moyens de subsistance d'une immensité de familles. »

NOTE C

(P. 35)

ARMÉE DE RÉSERVE

Le général Murat au général Berthier

Garofalo, 27 prairial an VIII.

« J'ai l'honneur de vous faire parvenir, mon général, les différents rapports que je reçois des généraux de brigade commandant les brigades de la cavalerie à la bataille de Marengo. J'essayerais en vain, si vous n'en aviez été témoin, de vous peindre la bravoure et l'intrépidité de toute la cavalerie; il n'y a pas eu d'escadron qui n'ait eu à soutenir dans la journée plusieurs charges de cavalerie ; toutes ont été reçues et données avec le plus grand succès.

« Le général Kellermann, placé à la gauche, a soutenu la retraite de la division Victor avec le plus grand courage ; le général Champeaux, à la droite, se comportait avec la même intrépidité ; au centre, le général Duvigneau, de sa personne, n'imitant point ses camarades et sous prétexte de maladie, avait abandonné sa brigade, qui s'est, du reste, parfaitement bien battue.

« Je dois surtout vous parler du général Kellermann, qui, par une charge faite à propos, a su fixer la victoire encore flottante, et vous faire 5 ou 6,000 prisonniers; du chef de

brigade Bessières, qui, en chargeant à la tête de ses grenadiers, a montré autant de bravoure que de sang-froid ; de l'adjudant général César Berthier, qui a été partout également brave, intelligent et actif : il n'a cessé de rendre les plus grands services dans cette journée et dans toute la campagne. La cavalerie a beaucoup souffert ; je dois des éloges à tout le monde ; la cavalerie a pris plusieurs drapeaux et plusieurs canons.

« J'ai eu dans cette journée environ 800 hommes et chevaux hors de combat.

« Le général Kellermann s'est particulièrement distingué ; le général Champeaux y a été blessé avec une infinité d'officiers supérieurs et autres dont vous trouverez l'état ci-joint.

« Je vous prie de m'accorder pour le chef de brigade Bessières, commandant la garde des consuls, le grade de général de brigade ; je vous le demande aussi pour l'adjudant général Berthier et pour le chef de brigade du 8e régiment de dragons, qui, depuis la guerre d'Italie, n'a cessé de se distinguer avec le corps qu'il commande.

« Je demande aussi le grade d'adjudant général pour mon aide de camp Colbert ; le grade de chef de brigade pour mon aide de camp Beaumont, qui, en m'accompagnant partout, a contribué par son courage, son activité et son intelligence, au succès de la cavalerie dans la journée, et qui, depuis le commencement de la campagne, a eu deux chevaux blessés sous lui.

« Mon aide de camp Didier a été blessé également par un biscaïen et mérite des éloges particuliers.

« Les citoyens Bigarne, lieutenant au 1er régiment de dragons ; De Blou, capitaine au 2e régiment de chasseurs ; Decouy, sous-lieutenant *idem* ; Renaud, sous-lieutenant au 11e régiment de hussards, officiers de correspondance près de moi, se sont comportés avec le plus grand courage ; Didetes, officier piémontais, s'est bien battu.

« Salut et respect.

MURAT.

« *P.S.* — Les grenadiers à pied du consul, que vous m'avez envoyés, ont soutenu à la droite plusieurs charges de cavalerie l'arme au bras, et ont arrêté pendant longtemps le succès de l'ennemi. Ce corps a perdu 121 hommes tués ou blessés. Je lui dois des éloges particuliers, et, si j'ai pris quelques soins à l'organiser, je suis bien récompensé de le voir répondre d'une manière si brillante à mon attente.

« L'adjudant général Berthier fera passer à votre chef d'état-major général l'état des pertes des différents corps de cavalerie de l'armée » (1).

ALEX. BERTHIER, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DE RÉSERVE, AU PREMIER CONSUL (2).

Au quartier général, sur le champ de bataille, le 25 prairial, à 9 heures du soir, an VIII de la République une et indivisible.

« J'ai à vous rendre compte, citoyen consul, de la bataille de Marengo, où vous avez déterminé la victoire, indécise pendant 13 heures du combat le plus opiniâtre.

« Après la bataille de Montebello, près Casteggio, la division Gardanne, formant l'avant-garde, repoussa l'ennemi de Garofalo et Saint-Julien jusqu'à Marengo, où il prit position le 26 au soir.

« Le général Gardanne, soutenu de la 24e légère, l'a attaqué dans cette position, a enlevé le village de Marengo, fait environ 200 prisonniers et pris 2 pièces de canon.

« Le 25 au matin, le général Mélas, avec toutes ses forces, a débouché par les ponts et par les gués de la Bormida, et a attaqué avec vigueur notre centre à Marengo, tandis

(1) Copie conforme à la pièce communiquée au dépôt de la guerre par le duc de Bellune (nov. 1845).

(2) Ce rapport a été copié d'après l'original corrigé par Bourrienne, sous la dictée de Bonaparte. (Archives du dépôt de la guerre.)

que, profitant de sa nombreuse cavalerie, les ailes se déployaient par notre droite et par notre gauche.

« Le corps du général Victor tenait la gauche et le centre, celui du général Lannes la droite ; notre cavalerie couvrait les ailes et formait une réserve. L'ennemi a démasqué plus de cent bouches à feu ; l'attaque et la résistance de nos troupes ont été également opiniâtres. Les ennemis se battaient comme des hommes qui voulaient se faire une trouée et qui n'avaient plus d'alternative entre la victoire ou leur perte entière ; ils étaient parvenus à se rendre maîtres du village de Marengo ; notre gauche a fait un mouvement de retraite soutenu par la cavalerie, le centre a suivi ce mouvement, et notre droite, combattant avec avantage, a arrêté les progrès que l'ennemi cherchait à faire pour tourner notre droite, qui, soutenue par les grenadiers de la garde des consuls, a maintenu sa position jusqu'au moment de l'arrivée de la division Boudet, aux ordres du général Desaix.

« Cette division, que vous avez dirigée au combat, a attaqué le centre de l'ennemi au pas de charge. La 9e demi-brigade légère, incomparable par sa bravoure, était en première ligne, le général Desaix marchait à sa tête.

« Votre présence donnait à l'armée cette impulsion qui a tant de fois décidé la victoire ; la charge a été battue, toute la nouvelle ligne s'est ébranlée, suivie des divisions qui s'étaient battues depuis le jour.

« Le général Kellermann, qui avait soutenu le mouvement de retraite de notre gauche, saisit le moment où l'infanterie ennemie, après avoir été ébranlée, cherchait à attaquer de nouveau. Il charge avec impétuosité, fait plus de six mille prisonniers, prend dix pièces de canon et le général Zagg (*lisez* Zach), chef de l'état-major de l'armée. La gauche de l'ennemi continuait à combattre avec ordre et opiniâtreté la division Watrin, appuyée des grenadiers à pied des consuls, qui se sont signalés pendant toute la bataille. La garde à cheval des consuls, commandée par le chef de brigade Bessières, et l'artillerie se sont couvertes de

gloire. La cavalerie, aux ordres du général Murat, a fait plusieurs charges décisives.

« Le général Monnier a attaqué le village de Castel-Ceriolo, où était la gauche de l'ennemi, et culbuté plusieurs bataillons dans la Bormida. Des corps de cavalerie ennemie ont été coupés. Un escadron des dragons de la Tour a été entièrement détruit par le feu des grenadiers de la garde des consuls.

« Le résultat de cette sanglante bataille a jeté les restes de l'armée du général Mélas au delà de la Bormida, sous le canon de la citadelle d'Alexandrie. Nous avons fait environ 7 ou 8,000 prisonniers, parmi lesquels le général Zach, chef de l'état-major général, et beaucoup d'officiers de marque. Nous avons pris beaucoup de canons ; le nombre n'en est pas encore connu.

» Le nombre des tués ou blessés de l'ennemi s'élève à 6,000 hommes. Jusqu'à ce moment, on m'a remis 12 drapeaux ; il y en a d'autres dans les divisions.

« Notre perte est d'environ 600 hommes tués, 1,500 blessés et 500 prisonniers.

« Je vous ferai connaître les détails de cette mémorable journée, et les noms de ceux qui se sont distingués, lorsque j'aurai les rapports de ces divisions.

« Le général Desaix a été tué. Le général Murat a eu ses habits criblés de balles : le général Lannes, son chapeau emporté d'un boulet ; les généraux Mainoni, Malher, Rivaud, ont été blessés.

« ALEX. BERTHIER. »

Extrait du rapport officiel de Berthier au premier consul (1).

25 prairial an VIII.

. . . .

« Cette journée a coûté à l'ennemi 12 drapeaux, 26 pièces de canon et 15,000 hommes, dont 3,000 tués, 5,000 blessés, et 7,000 faits prisonniers ; 7 de ses généraux et plus de 400 de ses officiers ont été blessés.

« Nous avons à regretter 7 à 800 tués, 2,000 blessés et 1,100 faits prisonniers. Parmi les blessés se trouvent les généraux de brigade Rivaud, Champeaux, Malher et Mainoni.

« Jamais combat ne fut plus opiniâtre, jamais victoire ne fut disputée avec plus d'acharnement. Autrichiens et Français admiraient respectivement le courage de leurs ennemis. Les deux armées se sont trouvées engagées pendant quatorze heures, à portée de la mousqueterie.

« Dans cette journée mémorable, les troupes de toutes armes se sont couvertes de gloire. Pour citer tous les braves qui se sont distingués, il faudrait nommer tous les officiers et plus de la moitié des soldats. Le général Victor rend hommage au sang-froid et aux talents qu'ont déployés le général Rivaud et les citoyens Perès et Brisson, chefs des 24e et 43e demi-brigades.

« Le général Lannes a montré dans cette journée le calme d'un vieux général. Le général Watrin, qui l'a secondé partout, mérite les plus grands éloges. Son frère, qui était adjoint aux adjudants généraux, a été tué à ses côtés. Le chef de brigade Salabert, de la 28e, et le chef de bataillon Thobin, le général de brigade Gency, le citoyen Masson, chef de brigade de la 6e légère ; le citoyen Alix, chef d'escadron au 20e régiment de cavalerie, et le capitaine d'état-

(1) Adrien Pascal : *Bulletins de la grande armée*, t. II, p. 432.

major Wathiez, se sont particulièrement distingués. L'adjudant général Noguès a donné des preuves de bravoure.

« Le général Murat, qui a rendu tant de services dans cette campagne, fait l'éloge du courage et des talents qu'a déployés le général Kellermann, qui a puissamment contribué à la victoire.

« L'adjudant général César Berthier a montré talent, activité et bravoure ; le général Murat se loue des services qu'il a rendus dans cette campagne. Le chef de brigade Bessières, commandant l'escadron à cheval des consuls, a saisi avec précision tous les moments d'attaquer avec avantage. Les succès qu'il a obtenus en manœuvrant devant l'ennemi avec des forces très inférieures lui assignent un rang distingué.

« Le citoyen Ragois, capitaine de la garde à pied des consuls, a été blessé. Le chef d'escadron Colbert a mérité le grade d'adjudant général ; le citoyen Beaumont, aide de camp du général Murat, a contribué à la gloire dont se sont couvertes toutes les troupes à cheval.

« L'aide de camp Didier a été blessé.

« Le cavalier le Bœuf a enlevé un drapeau ; les capitaines Monfleury, Girardin et Thézé, le chef de brigade Gérard, du 20e de cavalerie ; le capitaine Tétard qui s'est fait remarquer à la charge ; les lieutenants Picquet, Courtois, Moreau, Javoy, Verger, Fontel et Faure, ont eu leurs chevaux tués. Le citoyen Frery et le lieutenaut Frorat ont été blessés. Le maréchal des logis Velin a déployé les talents d'un officier distingué.

« Le citoyen Lambert, capitaine à la suite du 20e de cavalerie, le sous-lieutenant Petitot et l'adjudant général Galland méritent de l'avancement.

« Le citoyen Conrard, lieutenant du 2e régiment d'artillerie à cheval, a la jambe emportée par un boulet ; il se soulève pour observer le tir de sa batterie ; les canonniers veulent l'emporter, il s'y refuse : « Servez votre batterie » dit-il, et ayez soin de pointer plus bas. »

« Reynal, canonnier du 2e régiment ; Munerot, brigadier

des canonniers de la garde des consuls ; Renaud, canonnier au 1er régiment, se sont distingués par la justesse du tir.

« Le lieutenant d'artillerie de la garde des consuls Marin a particulièrement mérité les éloges des généraux de l'armée ; cet officier est d'un zèle et d'une bravoure remarquables. Le citoyen Dijon, lieutenant d'artillerie de la garde des consuls, a montré du sang-froid et du courage. J'ai été content de l'activité du général Dupont, chef de l'état-major général de l'armée.

« Mes aides de camp Dutaillis, chef de brigade, et Laborde, capitaine, ont eu leurs chevaux tués. Mon aide de camp Lejeune a montré du zèle.

« Je demande le grade de sous-lieutenant pour le citoyen Galland, adjudant au 20e régiment de cavalerie, pour le citoyen Velin, maréchal des logis au même régiment ; pour le citoyen Dubois, volontaire auprès du général Lannes ; pour le citoyen Brunet, dragon au 5e régiment ; une grenade d'or pour le citoyen Reynal, canonnier au 2e d'artillerie légère ; pour le citoyen Munerot, brigadier de la garde des consuls, et pour le citoyen Renaud, canonnier au 1er régiment d'artillerie. »

NOTE D

(P. 43)

Il est certains détails dont l'histoire ne peut s'occuper, mais qui ne doivent pas cependant être complètement rejetés, si l'on tient à conserver tous les traits d'une époque.

Ce langage qui emprunte ses expressions au plus bas vocabulaire du peuple, langage, il faut le dire, qui a son éloquence, et parfois une singulière énergie, était fort en vogue à cette époque, même à la grave armée du Rhin. Kléber possédait le sublime du genre, et ses prodigieuses métaphores entraînaient le soldat et faisaient les délices du bivouac.

Une fois, il devait faire passer le Rhin à sa division pendant la nuit; tous les préparatifs étaient faits, et l'obscurité semblait devoir favoriser le passage, lorsque tout à coup apparaît la lune « La lune! mon général, » dit un officier tout en émoi. — « Eh bien! je ch.. sur la lune! » répond Kléber. Je demande si, après cela, on pouvait avoir peur de la lune ; on eût passé le fleuve en plein soleil.

Il y a aussi sa harangue à la bataille d'Héliopolis, harangue qui, pour n'être pas modelée sur celles de Tite-Live, n'en a pas moins son mérite. La veille de la bataille d'Héliopolis, Kléber dit au savant Fourier, qui était près de lui : « La position est sérieuse, nous sommes une poignée d'hommes entourés par quatre-vingt mille Turcs:

il faut que je dise quelque chose au soldat. Vous, Fourier, qui êtes un homme d'esprit, tournez-moi donc quelques phrases qui produisent de l'effet. » L'œuvre fut bientôt concertée, achevée et approuvée, et voilà le lendemain Kléber, en présence des troupes, commençant sa harangue. La première phrase va à peu près, mais à la seconde, voyant qu'il s'embrouille : « Eh f.....! ce n'est pas ça, » dit-il, et relevant fièrement la tête : « Tout ce que je veux dire, c'est que... vous voyez ces Turcs qui sont autour de nous, ils sont dix contre un : eh bien! si vous reculez d'une semelle, vous êtes tous f..... et moi aussi ! » Et la bataille d'Héliopolis fut gagnée.

Un officier général de l'armée du Rhin, où il commandait la cavalerie de réserve, le général d'Hautpoul, eut, quelques années après, un mot dont le succès fut aussi très grand. En 1807, en Pologne, au combat de Hoff, la division de cuirassiers qu'il commandait avait écrasé la cavalerie russe ; l'empereur Napoléon fit un ordre du jour pour leur témoigner sa satisfaction. D'Hautpoul fait ranger sa division en bataille, les trompettes sonnent, il lit l'ordre du jour, puis il ajoute : « Cuirassiers, l'Empereur est content de vous, et moi je vous baise au c... » Le mot avait produit de l'effet, car je l'ai souvent entendu rapporter. D'Hautpoul n'était pas un soldat parvenu, c'était bel et bien un gentilhomme de fort ancienne race ; déjà avant 1789 il était lieutenant-colonel. Il fut blessé à Eylau et mourut cinq jours après.

Bien que je sois en train de citer, je ne parlerai pas du fameux mot de Cambronne, que tout le monde connaît et que M. Victor Hugo appelle « le plus beau mot peut-être qui ait jamais été prononcé par un Français (1). »

Quant à l'énergique expression qui valut au jeune colonel les sympathies de ses chasseurs, et qui a été l'occasion de cette note, je ne la rapporterai pas non plus : les personnes qui ont l'instinct de ce genre d'éloquence l'ont déjà devinée ; quant aux autres, ils ne l'apprécieraient pas.

(1) *Les Misérables*, t. III, p. 103.

NOTE E

(P. 101)

Extrait du rapport adressé par le colonel Colbert au Ministre de la Guerre, le 3 frimaire an XI.

. . . .

« L'administration des corps se divise en deux parties bien distinctes : l'administration en deniers, et l'administration en matières.

« Ce n'est point dans l'examen des détails qui peuvent assurer la tenue de la comptabilité que l'on doit chercher les vices de l'administration, mais seulement dans l'oubli du principe posé que la recette doit être égale à la dépense.

« L'arrêté du 8 floréal a réglé sagement la responsabilité des comptables et la tenue des registres ; son seul défaut peut-être est d'avoir trop multiplié les comptables. Plusieurs arrêtés subséquents ont rapporté une partie de ce règlement. Enfin, il n'y a point encore de système fixe, mais seulement des arrêtés qui se suivent, souvent portent sur le même objet et gênent la marche des choses.

« Si l'on n'a point encore éprouvé dans l'administration l'amélioration que devait produire l'arrêté du 8 floréal, il faut l'attribuer seulement à l'irrégularité des payements et à leur insuffisance.

« Les fonds affectés aux masses de première classe, et principalement à la masse d'entretien, sont insuffisants.

Vous pouvez juger par le détail de la vérité d'une assertion répétée vainement par tous les chefs de corps.

« Si la masse d'entretien était payée au complet, elle produirait pour un régiment de chasseurs, pied de paix (aucune réduction n'étant faite) . . . . 10,036 fr.

« Y ajouter les masses des hommes morts, congédiés, etc, etc. 300

« Total de la recette. . . . . 10,336 fr.

DÉPENSES.

« Réparation et entretien de l'habillement.	1,000 fr	
« *Id.* de l'armement.	2,000	
« *Id.* de la sellerie encore pendant six ans.	4,000	
« Façon de 772 dolmans.	775	
« Achat de 3,030 mètres 50 centim. tresses plates	707	
Id. de 327 mètres tresses carrées. . .	589	86 c.
« Façon de 772 culottes	926	40
« Achat de 2,500 mètres de tresses plates	577	07
« Façon de 386 surtouts.	617	60
« *Id.* de 290 gilets blancs	270	
« *Id.* de 872 pantalons d'écurie. . . .	1,158	
« *Id.* de 290 gilets d'écurie	348	
« *Id.* de 257 bonnets de police	102	80
« *Id.* de 1,544 caleçons	617	60
« *Id.* de 128 manteaux.	154	
« Réparation de la coiffure	300	
« D'après le mode de recrutement actuel, les corps recevront annuellement cent recrues, auxquelles la masse d'entretien doit fournir par homme :		
« Deux chemises.	1,000	
« Un col noir	100	
« Une cocarde.	40	
	15,303 fr.	33 c.

« De l'autre part, recette. 10,336

	fr.	c.	
« De l'autre part, dépense. .	15,303	33	18,543 fr. 33 c.
« Frais de bureau.	1,200		
« Frais de poste.	900		
« Achat de galons pour distinction	400		
« *Id.* en fil pour les brigadiers	44		
« Dépenses imprévues. . . .	800		

« Différence en moins . . . . 8,207 fr. 33 c.

MASSE DE FERRAGE.

« Payé au complet de 516 chevaux à. . . . . 12 fr. 6,192

« Traitement à l'artiste et médicaments	2,400	9.588
« Ferrage de 516 chevaux à 10 fr. 20 c. l'un	5,263	
« Entretien et achat de bridons d'écurie, licols et longes..	1,000	
POUR CENT RECRUES.		
« 100 brosses	120	
« *Id.* étrilles	120	
« *Id.* éponges.	75	
« *Id.* paires de ciseaux	30	
« *Id.* peignes.	30	
« *Id.* musettes	100	
« *Id.* cordes de fourrage	150	
« *Id.* sacs à avoine	800	

Différence en moins. . . 3,396 fr.

« Il ne faut compter pour rien ce qui peut être versé de la masse de fumier à celle de ferrage, attendu que la recette de cette masse peut à peine suffire à sa dépense.

« D'après cet aperçu exact des recettes actuelles et des dépenses de ces deux masses de première classe, il est évident qu'elles s'endettent et s'endetteront toujours, tant qu'elles ne seront pas mieux établies.

« La masse de linge et chaussures, qui est certainement la meilleure institution possible, est gênée dans ses résultats.

« Le conscrit qui arrive reçoit sa première fourniture de la masse d'entretien ; s'il déserte, ce qui arrive souvent, voilà une perte considérable pour le corps et le gouvernement.

« Reste-t-il, ses premières fournitures sont usées avant que sa masse de linge et chaussure soit complète ; il faut alors lui faire des avances : de là les masses ne se complètent jamais, ou très lentement ; et le décompte, qui est si utile par l'économie qu'il inspire aux hommes pour l'entretien et la conservation de leurs effets, donne toujours un résultat désavantageux aux corps, puisque les hommes, au lieu d'être en avance, sont toujours arriérés, et que rien ne répond de l'emprunt qu'ils ont fait.

« Je ne parlerai point de la masse de remonte. Je n'ai point été encore à même de m'en servir.

« Les masses de seconde classe, qui ne sont point entièrement administrées par les corps, doivent cependant fixer l'attention des chefs dans leurs résultats.

« Le régiment n'ayant point encore reçu le décompte de sa masse de boulangerie pendant l'an x, je ne puis connaître sa situation. Je me bornerai à dire qu'il serait désirable que les corps fussent chargés de cette masse. La marche serait plus simple, la nourriture du soldat meilleure, et, les fonds n'étant point dilapidés par des agents subalternes prévaricateurs, le gouvernement ne serait point trompé dans ses intentions paternelles.

« J'ai eu souvent à me plaindre de la qualité du pain pendant le cours de l'année dernière.

« La masse d'habillement est sans doute une des plus intéressantes : il est difficile de n'avoir point à se récrier contre le directoire d'habillement, cette création est déjà reconnue vicieuse et contraire aux intérêts des corps et du gouvernement.

« Sous prétexte de se débarrasser des anciens effets, il existe toujours un *magasin Joseph* qui est inépuisable ; on a fourni au régiment différents effets qui devaient être confectionnés par les frais de l'administration du corps.

« Pourquoi faire une retenue considérable pour des frais d'emballage, de transport et de commission ? Les deniers d'une masse doivent être employés à ses dépenses directes ; dans ce cas-ci, les fonds ne suivent donc pas leur destination.

« Tel soit le résultat du décompte fait dans l'an x, il est de science certaine que le régiment n'a presque rien reçu pour les années VII et VIII ; cependant, si je n'avais pas su gagner dix-huit mois sur la durée d'un habillement, je me trouverais encore endetté de plus de 40,000 francs.

« Il n'est point d'un système équitable d'établir en temps de guerre des remplacements fixes : les Autrichiens, dont l'administration est bien plus économique que la nôtre, ne les admettent qu'en temps de paix.

« Je crois que, malgré les soins qui sont donnés à l'amélioration des étoffes, jamais on n'aura un bon résultat avec un directoire d'habillement.

« Dès que l'état des finances permettra d'assurer les payements des masses, il faut les remettre au corps ; on verra dans peu de temps l'effet d'une telle mesure : ils seront promptement beaux et bien vêtus.

« Ne croyez pas, citoyen Ministre, que, si quelques régiments ont encore une bonne tenue, il faille l'attribuer au directoire d'habillement ; j'ose dire qu'on en est entièrement redevable aux soins des chefs, qui tous mettent le même amour-propre à mériter votre estime et les éloges du Premier Consul ; j'ose dire que c'est à leurs recherches économiques, et non à l'administration générale, qu'on doit ce résultat.

« Ne serait-ce point ici l'occasion de rappeler la cherté de la confection de notre habillement actuel, dont l'entretien est ruineux pour les officiers ? Si l'on veut le conserver, il faut donner aux chasseurs la sabretache, afin qu'ils y mettent leurs mouchoirs ; dans le cas qu'il serait changé, je désirerais un habit moins cher, qui fût cependant élégant et martial. A la guerre, les yeux sont vaincus les premiers.

« La masse de fourrage doit pouvoir bien nourrir les chevaux, et réellement ils le sont mal ; depuis que je suis à Fontainebleau, le régiment a été continuellement mal servi, et, malgré les dernières adjudications, les denrées ne sont guère meilleures ; les chevaux qui travaillent dépérissent avec la faible ration d'hiver ; ils travailleront cependant cette saison autant que pendant l'été. L'instruction de cent recrues ne doit pas être négligée.

« La masse de casernement laisse encore les chasseurs dans leurs quartiers, mouillés par les pluies de la mauvaise saison.

. . . . »

NOTE F

(P. 236)

Rapport du colonel Colbert, commandant la cavalerie légère du 6° corps a Elchingen, adressé au maréchal Ney.

Seftingen, le 26 vendémiaire an XIV (18 octobre 1805).

« D'après vos ordres, monsieur le Maréchal, je suis parti le 22, à huit heures du matin, du village de Steinheim, avec le 3e régiment de hussards, fort d'environ cent cinquante chevaux, et le 10e de chasseurs, de cent quarante (par la réunion du 2e escadron), et je me suis porté sur les hauteurs en arrière de Leiben, où je devais recevoir des ordres ultérieurs.

« Aussitôt que le pont d'Ober-Elchingen a été enlevé, j'ai passé le Danube et me suis mis en bataille en face de la position du couvent, prêt à soutenir l'infanterie dans le cas où la cavalerie ennemie aurait voulu la charger, ce qu'elle avait déjà fait sur un bataillon du 39e régiment.

« Le 69e ayant enlevé la position, les détachements des deux régiments, formant deux escadrons, se sont portés sur la hauteur, et aussitôt, d'après vos ordres, monsieur le Maréchal, j'ai fait charger une ligne d'infanterie soutenue de cent cinquante cuirassiers, qui menaçait notre infanterie encore mal formée.

« Le succès n'a point été tel que j'aurais pu le désirer :

malgré la bravoure des chefs et la décision valeureuse du 3e régiment, il a été arrêté par les cuirassiers, qui étaient aidés par les feux de flanc de leurs troupes. J'ai dû alors abandonner l'infanterie à vingt pas de laquelle j'étais, et faire une conversion à droite pour dégager les hussards : en effet, je crois que, sans ce mouvement, ce régiment aurait souffert encore beaucoup davantage.

« Dans cette charge, MM. Geist, capitaine, Richard, lieutenant, Beaumetz, sous-lieutenant, et une dizaine de hussards ont été faits prisonniers, après avoir valeureusement combattu et avoir été en partie démontés.

« Le chef d'escadron Domont a eu son cheval tué et a été blessé ainsi que le capitaine Geischweiler ; le lieutenant Richard, le lieutenant Brody et une quarantaine de hussards ont été blessés ; six ont été tués. Parmi les officiers démontés, je me fais un plaisir de citer le jeune Lebrun (1), qui s'est fort bien conduit.

« Le 10e régiment de chasseurs a eu quinze hommes blessés et cinq tués ; plusieurs officiers ont eu leurs chevaux tués sous eux, je puis vous assurer, mon général, qu'ils ont tous fait de leur mieux.

« Aussitôt que j'ai eu rallié une partie de mes chasseurs et quelques hussards, je me suis dirigé vers une colonne ennemie qui filait sur la droite ; je l'ai fait charger de suite par le 10e de chasseurs, conservant en réserve un peloton pour maintenir une centaine de cuirassiers autrichiens qui menaçaient de nous prendre en queue. Tout a réussi pour le mieux : dix-huit cents hommes d'infanterie, un général, tous les officiers et deux drapeaux ont été pris.

« Le chef d'escradron Lapointe était à la tête ; les chasseurs Pimm et Doppelé ont pris le premier drapeau : je les recommande à Votre Excellence, ainsi que le maréchal des logis Mallet, qui s'est particulièrement distingué, et le

(1) L'un des fils de l'architrésorier, et frère puîné du colonel Lebrun. (V. p. 341.)

jeune Couvat, seul descendant du chevalier Bayard, le modèle des preux. Quelques moments après, un hussard du 3e et un chasseur ont pris un second drapeau.

« La conduite des prisonniers avait diminué considérablement ma petite troupe ; cependant, plusieurs hussards ayant rallié, j'ai traversé le village de ***, où j'ai rencontré une brigade de dragons qui se portait tout à fait à droite : voyant que la division était à gauche, je l'ai rejoint, et je suis arrivé à temps pour sauver par une charge heureuse tous ces tirailleurs du 76e, qui allaient être sabrés par cent cinquante uhlans. Ici tout le monde a donné un coup de sabre, et je puis vous assurer, monsieur le maréchal, que si l'ennemi n'avait pas eu de réserve, tout était pris, malgré l'infériorité de notre nombre. Le général Loison a été témoin de ce choc qui a terminé la journée.

« Dès que le 3e régiment aura une connaissance exacte de ses pertes, j'aurai l'honneur de vous adresser celles des deux régiments.

« A. COLBERT. »

NOTES
SUR LE CHAPITRE XXIV

MORT DU PRINCE LOUIS DE PRUSSE. — LE COMMANDANT ROBOLY.

J'ai bien souvent entendu raconter la mort du prince Louis, non pas seulement par des témoins, mais par un des acteurs de cette scène sanglante. Dans le régiment où je servais en 1826, il y avait nombre d'officiers ayant fait les campagnes de l'empire. Parmi eux était un vieux capitaine nommé Roboly. En 1806, il était maréchal des logis au 10e de hussards, et voici ce qu'il nous racontait sur l'affaire de Saalfeld : « Nous poursuivions, disait-il, l'ennemi en pleine déroute ; un de mes camarades, maréchal des logis, nommé Guindé, et moi, aperçûmes un officier qui nous fit l'effet d'être un colonel. Il cherchait à se tirer de la bagarre, Guindé me dit. « Prends par là, à gauche, de « l'autre côté de la haie, nous allons le cerner et le prendre. » Quelques instants après, en effet, Guindé arriva au moment où l'officier, qui n'était autre que le prince Louis, allait franchir un fossé. « Rendez-vous, colonel ! » lui cria Guindé. Le prince répondit par des coups d'épée ; alors Guindé, lui allongeant un coup de pointe en pleine poitrine, l'étendit roide mort. »

Pendant ce temps, Roboly d'un coup de sabre décollait un hussard rouge. Il avouait le fait, mais ne le racontait pas, car il parlait peu et surtout fort peu de lui même ;

mais ses camarades du 10e de hussards avaient conservé la mémoire de ce terrible coup de revers digne d'Amadis ou de Roland. Quoique Marseillais, Roboly était né à Constantinople : il pouvait donc avoir un peu de turc dans le poignet.

A la révolution, Roboly avait d'abord émigré, puis, rentré en France, il s'était engagé. A l'époque où je l'ai connu, après toutes les guerres de l'empire, il était capitaine. Grand, mince, il avait l'air distingué ; sa tête était toute grise et sa moustache toute blanche. Quoique habituellement fort peu causeur, comme je l'ai déjà dit, cependant, lorsque l'occasion s'en présentait, il racontait bien et parlait de cette vie d'avant-postes qu'il avait menée si longtemps, de manière à intéresser et à instruire.

Voici un des souvenirs qu'il nous racontait et qu'il n'est pas inutile, je crois, de conserver : lorsque Lasalle fut mommé colonel du 10e de hussards, chacun disait dans le régiment : « Voilà un sabreur qui nous fera écharper à la première occasion, » mais bientôt on fut étonné de trouver en lui le chef le plus prudent et le plus avare du sang de ses soldats. Par exemple, lorsqu'il fallait donner un coup de collier, nul ne le donnait plus vigoureusement et ne savait mieux que lui enlever et entraîner son monde.

Un des hommes dont parlait également Roboly était le général Curély, qui avait commandé le 10e de hussards en 1813 et 1814. Le nom de Curély est un de ceux dont la cavalerie française doit conserver le souvenir. En 1807, le général Édouard Colbert avait rencontré au 7e de hussards Curély sous-officier et fort ignoré ; il devina ses qualités, le fit adjudant, bientôt officier, adjudant-major, et le prit pour aide de camp. En cinq ans, Curély devenait colonel et bientôt général.

Ce que j'ai entendu raconter au général Édouard Colbert de l'audace de Curély et de son habileté à manier les armes tient du merveilleux ; mon oncle prétendait que Curély avait tué de sa main la valeur d'un régiment de uhlans. A l'intrépidité du soldat, Curély joignait toutes les connais-

sances et les qualités d'un ordre plus élevé qui forment l'habile officier de cavalerie. Le temps seul lui a manqué pour arriver au premier rang : il mourut en 1814 du chagrin que lui causaient nos désastres. On peut lire avec intérêt, dans le précieux petit livre du général Brack intitulé : *Avant-postes de la cavalerie légère*, ce qu'il dit du général Curély.

Ceux qui liront cette note, me pardonneront, je l'espère, sa longueur. En parlant du capitaine Roboly, j'ai voulu rendre en sa personne un hommage à tant de vieux et braves soldats qui n'ont eu d'autre mérite que de faire pendant vingt ans leur devoir et qui restent oubliés. Lorsque je l'ai perdu de vue, il était chef d'escadron et allait prendre sa retraite.

Quant au maréchal des logis Guindé, son exploit n'attira pas sur lui une bien grande faveur. Quoique l'Empereur ait répété dans ses bulletins que la mort du prince Louis était une juste punition de l'ardeur insensée avec laquelle il avait poussé son pays à la guerre, Napoléon eût mieux aimé qu'on ne l'eût pas tué.

Guindé eut pour toute récompense de passer dans la garde ; il fut tué à Hanau en 1813, officier de la Légion d'honneur et capitaine des grenadiers à cheval.

(*Note de l'auteur.*)

NEY A BERTHIER.

Schleitz, le 11 octobre 1806.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Altesse Sérénissime que mon corps d'armée est réuni en totalité sur les deux rives de la Saale, savoir : la division d'avant-garde en avant de Rodersdorf ; la division Marchand, bivouaquée sur deux lignes, la droite à la route d'Auma vers

Ottersdorf, la gauche sur Krippendorf; et la 3e division bivouaquée sur les hauteurs en arrière de Schleitz, entre Bohmsdorf et Oschitz.

Les troupes ont ordre d'être sous les armes demain à deux heures précises du matin, pour marcher sur Auma ou toute autre direction.

Malgré les marches forcées que le corps d'armée a faites consécutivement depuis trois jours, le meilleur esprit y règne ; officiers et soldats exprimant à l'envi le désir d'atteindre l'ennemi, tous brûlent de combattre sous les yeux de l'Empereur et de convaincre Sa Majesté qu'ils sont dignes d'être appelés à concourir à l'exécution de ses grands desseins.

NEY.

NEY A BERTHIER.

Auma, le 12 octobre 1806.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous rendre compte que les divisions du 6e corps d'armée, parties ce matin de Schleitz, se sont établies cet après-midi dans les positions suivantes :

L'avant-garde, aux ordres du général Colbert, est bivouaquée entre Mittel et Wolfsdorf.

La division Marchand dans sa position en arrière de Brauendorf, à cheval sur la route de Gera... etc.

NEY.

LANNES A L'EMPEREUR.

Au quartier général d'Iéna, 13 octobre 1886.

Sire,

Je suis arrivé avec mon corps d'armée devant Iéna;

l'ennemi y était au nombre de douze à quinze mille hommes ; après nous avoir tiré quelques coups de canon, il s'est retiré sur Weimar ; je n'ai pas pu le poursuivre la nuit, le pays étant abominable. J'ai placé la division Suchet à une lieue en avant sur la route de Weimar ; celle du général Gazan reste en position en arrière de la ville.

D'après les renseignements donnés par les habitants, le roi était encore avant-hier à Erfurt : je ne sais s'il veut nous livrer bataille ou bien se retirer : il y a un camp d'environ 20 à 25,000 hommes entre Iéna et Weimar. Je vais pousser des reconnaissances pour savoir au juste où l'ennemi se trouve. Je désirerais savoir si l'intention de Votre Majesté est que je marche avec mon corps d'armée sur Weimar ; je n'ose prendre sur moi d'ordonner ce mouvement, par la crainte que j'ai que Votre Majesté ne veuille me donner une autre direction. Il paraît que le plus grand désordre règne dans l'armée ennemie. Il a laissé ici quelques caissons et une pièce de canon. J'ai poussé un fort détachement sur la route de Nauenbourg pour chercher à communiquer avec le corps du maréchal Davout.....

P. S. — J'apprends à l'instant même que l'ennemi a un camp de 30,000 hommes à une lieue d'ici, sur la route de Weimar; il serait très possible qu'il voulût nous livrer bataille.

LANNES.

NEY A L'EMPEREUR.

Weimar, 14 octobre.

Sire,

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté qu'une partie des troupes de mon avant-garde est établie en avant de Weimar, sur la route d'Erfurt.

Les quatre régiments de la 2e division sont bivouaqués

sur les hauteurs en arrière de Weimar, rive droite de l'Ilm.

La 3e division est bivouaquée en arrière de la 2e, de manière que mon corps d'armée est disponible pour toutes les opérations qu'ordonnera Votre Majesté.

Quelques régiments du corps d'armée de M. le maréchal Lannes se trouvent également à ma droite en position sur les hauteurs à droite de Weimar.

La cavalerie légère, les dragons et les cuirassiers de S. A. R. le grand-duc de Berg sont de même concentrés dans cette position.

Je ne puis faire aucun rapport sur la bataille d'aujourd'hui ; Votre Majesté, dans cette glorieuse journée, a tout fait et tout vu.

J'adresserai au prince, ministre de la Guerre, l'état des blessés et des tués ; presque tous les officiers qui commandaient mon avant-garde ont été blessés.

L'ennemi fait sa retraite sur Erfurt dans le plus grand désordre ; il abandonne ses bagages, ses canons ; j'ai trouvé plus de 80 pièces d'artillerie sur le front de mon attaque.

Plusieurs généraux ennemis sont prisonniers et la plupart des autres tués ou blessés. Enfin Votre Majesté peut regarder comme entièrement détruite l'armée prussienne qui était campée au-dessus d'Iéna.

NEY.

MURAT A L'EMPEREUR.

16 octobre, à 3 heures du soir.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté que la capitulation est entièrement exécutée. Quoique je ne connaisse pas précisement le nombre des prisonniers, je puis affirmer à Votre Majesté qu'il y en a au moins 6,000 et 5,000 blessés..... Plusieurs bataillons qui ont été trouvés

par la cavalerie de Votre Majesté qui allait cantonner dans les villages, ont mis bas les armes; il y a eu dans la journée d'hier au moins 2,000 prisonniers. Toute l'armée ennemie est éparse, et il paraît qu'il ne lui a point été assigné de points de ralliement parce que tous les généraux ont été blessés ou tués.....

JOACHIM.

MURAT A L'EMPEREUR.

Langensalza, le 16 octobre, à 9 heures du soir.

Sire,

....Quelques hommes étaient encore ici ce soir à quatre heures, et il est positif qu'il est passé ici, se rendant à Mulhausen, plus de 25,000 hommes de toutes armes, de tous corps, marchant sans ordre, et presque tous désarmés; les officiers leur ont recommandé de jeter les armes s'ils apercevaient les Français et de se rendre. C'est le fils du duc de Brunswick qui fait l'arrière-garde, avec un corps de 14,000 hommes composé presque en entier de cavalerie. On m'assure que tous les corps ont reçu l'ordre hier et aujourd'hui de se porter sur Sunderhausen pour s'y réunir à toute l'armée et gagner de là Magdebourg. Si les maréchaux Soult et Bernadotte ont poussé vivement leur pointe, je doute qu'ils puissent se réunir sur ce point. Jamais on n'a vu déroute semblable, jamais terreur ne fut si générale et si grande; les officiers déclarent ouvertement qu'ils ne veulent plus servir, tous désertent leurs drapeaux et retournent chez eux. On m'assure que si je les joins ils mettront bas les armes.

. . . .

JOACHIM.

Soult a Berthier.

Greussen, le 16 octobre 1806, à onze heures et demie du soir.

A Son Altesse Sérénissime le Prince de Neuchâtel, Ministre de la Guerre.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Altesse de l'arrivée du corps d'armée à Greussen et de sa prise de position sur les hauteurs en arrière de ce bourg ; une avant-garde est portée en avant de cet endroit, sur la route de Sunderhausen.

Ce matin, en arrivant à Gros-Gomern, j'ai été instruit qu'une colonne ennemie forte de 12,000 hommes en était partie à sept heures, et même que S. M. le roi de Prusse y avait couché ; j'ai fait de suite suivre la direction qu'avait prise cette colonne en se retirant, et sur le soir j'ai encore pu l'atteindre à Greussen, ayant ses lignes formées et paraissant prête à soutenir le combat.

Lorsque l'avant-garde a été à portée de cette colonne, un parlementaire s'est présenté et a déclaré au nom du général Kalkreuth, commandant en chef l'armée prussienne, qu'il croyait qu'une trève ou armistice avait été conclue entre S. M l'Empereur et le Roi de Prusse, et qu'il avait même reçu l'ordre de son souverain de ne point faire feu sur les troupes françaises si elles se présentaient ; ce parlementaire m'a en outre fait prier de vouloir bien accorder à ce sujet une conférence à M. le général Kalkreuth.

M'étant rendu aux avant-postes, le général Kalkreuth m'a répété la même chose, et m'a dit qu'il garantissait sur son honneur que des propositions d'armistice avaient été faites, et qu'il croyait même qu'elles avaient été acceptées par l'Empereur, et m'a prié en conséquence de n'engager aucune affaire jusqu'à ce que des ordres m'aient été

donnés à ce sujet : il m'a même dit qu'hier au soir le général Klein, à la tête de la division qu'il commande et qui s'était porté sur le front de la colonne prussienne en se dirigeant vers Weissensee, n'avait pas fait d'objections pour laisser passer ses troupes, sur l'assurance qu'il lui avait donnée que la trève devait être conclue.

N'ayant reçu aucun ordre ni avis à ce sujet, j'ai dû trouver fort étrange que le général Kalkreuth me fît pareille proposition ; mais n'étant point encore en mesure pour l'attaquer, parce qu'il n'y avait que la cavalerie d'arrivée et que l'infanterie ne pouvait être en présence qu'une demi-heure avant la nuit, j'ai prolongé l'entretien jusqu'à ce qu'elle fût rendue, et pour cela je lui ai fait des propositions telles que j'étais bien assuré qu'il ne les accepterait pas : de faire arrêter la marche de toutes les colonnes prussiennes, desquelles il se disait le général en chef, qui pouvaient être en mouvement sur la rive gauche de l'Elbe, soit qu'elles aient été à la bataille ou non, et que dans le cas que l'armistice conclu, à ce qu'il m'annonçait, ne le fût pas, la colonne qu'il commandait serait prisonnière de guerre.

Le général Kalkreuth et un autre général qui était avec lui ont répondu qu'ils préféraient tous mourir que de consentir à un pareil déshonneur; mais ils consentaient à la première proposition si j'avais voulu leur permettre de prendre sur les derrières une position qui les mît à même de se procurer des vivres et ils demandaient aussi que l'armée française arrêtât ses mouvements.

Avec de pareilles prétentions de part et d'autre, et de mon côté étant sans pouvoirs pour rien promettre, il était difficile de s'entendre ; aussi, j'ai rompu l'entretien aussitôt que j'ai appris que l'infanterie arrivait, et j'ai dit au général Kalkreuth que, ne pouvant me regarder comme prévenu de l'existence d'un armistice, quoiqu'il en fût lui-même persuadé, je ne cesserais de le poursuivre, et que j'agirais en conséquence des instructions que j'avais reçues. Nous nous sommes alors séparés, et un instant après j'ai

fait attaquer les troupes qu'il avait devant Greussen ; elles ont été culbutées, nous sommes entrés dans la ville et nous avons fait quelques prisonniers ; j'ai mis ensuite un parti à la poursuite de la colonne pour la fatiguer sans cesse pendant la nuit, l'empêcher de faire du chemin et la tenir à portée pour demain matin ; ainsi j'espère qu'avant d'être à Nordhausen je l'aurai entamée.

Je n'eusse certainement écouté aucune proposition du général Kalkreuth, si à mon arrivée devant Greussen j'avais été en mesure de l'attaquer, mais, comme je l'ai déjà dit, je n'avais que de la cavalerie, et les approches de la ville étant défendues par de l'infanterie, je ne pouvais hasarder de forcer le passage à moins que celle du corps d'armée fût arrivée, sans m'exposer à perdre beaucoup d'hommes et de chevaux ; ainsi, j'ai parlementé pour donner le temps à l'infanterie du corps d'armée d'arriver et aussi pour faire perdre une demi-marche à la colonne ennemie ; ce double but a été rempli et j'ai de plus acquis la certitude que les généraux ennemis étaient aussi découragés que leurs soldats ; ils sont fort inquiets d'une colonne qui vient de la Thuringe et qui est conduite par le duc de Weimar, laquelle n'a point pris part à la bataille, ainsi que du sort d'une autre colonne qui a dû partir d'Erfurt pour se diriger par Langensalza. Ils n'ont plus de transports et ils s'en plaignent amèrement, parce que, disent-ils, ils ne peuvent procurer des vivres à la troupe. Ils attendent le renfort d'une colonne qui est encore dans la marche de Brandebourg, et celui d'une grande colonne venant de la Silésie, qui doit incessamment passer l'Elbe. La conversation étant tombée sur la capitale, le général Kalkreuth m'a dit qu'il n'était pas chargé de la défendre, mais semblait n'avoir des inquiétudes que sur Magdebourg où toutes les colonnes doivent se réunir.

Si Sa Majesté voulait me permettre de les y prévenir, j'oserais espérer qu'avant qu'elles y fussent parvenues, il y en aurait quelqu'une de détruite. . . . .

Signé : Le Maréchal Soult.

GRANDE ARMÉE — 6e CORPS.

Nordhausen, le 18 octobre 1806.

ORDRE DE MOUVEMENT.

Les deux divisions d'infanterie partiront de Nordhausen le 19.

La 2e partira à 6 heures précises et marchera à Hasefeld. Le 20 à Halberstadt, où elle recevra de nouveaux ordres.

La 3e division partira à 8 heures du matin et marchera à Benekenstein. Le 20 à Halberstadt, où elle recevra de nouveaux ordres.

Le 10e de chasseurs prendra la même route que la 2e division et éclairera la marche.

Le quartier général prendra également la même route.

Les chefs de corps sont prévenus qu'il sera défendu d'entrer dans aucun des lieux susmentionnés.

Le maréchal saisit cette occasion pour rappeler les soldats français à l'honneur et à leur devoir.

Des dégâts inouïs ont été commis sans aucun avantage pour ceux qui en sont les auteurs : quelques misérables souillent un nom dont tous les militaires doivent soutenir l'éclat.

MM. les officiers sont prévenus que ceux d'entre eux qui se distinguent dans le maintien du bon ordre et de la discipline seront cités à l'ordre et récompensés ; ceux qui souffriront le pillage et l'insubordination seront notés et rappelés á leurs devoirs.

Le maréchal, plein de confiance dans l'honneur des Grenadiers français, recommande à chaque compagnie la surveillance sur les traîneurs et les pillards ; tout Grenadier qui en arrêtera sera récompensé. . . . .

Le Maréchal Commandant en chef,

NEY.

Nordhausen, le 18 octobre 1806.

A Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Neuchâtel et Valangin.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Altesse qu'après la bataille d'Iéna, où je n'ai pu engager que mon avant-garde qui s'est couverte de gloire, et qui n'a été soutenue par le reste de mon corps d'armée que vers trois heures après midi, j'ai porté le corps sur Weimar et pris position en arrière de cette ville.

Le 15, je me suis remis en marche sur Erfurt afin de ne laisser aucun relâche à l'ennemi.

Les deux divisions d'infanterie parties fort tard, et retardées encore par le défilement des colonnes de cavalerie, ne purent arriver devant la ville qu'à 10 heures du soir.

L'ennemi occupant encore cette place, j'envoyai un de mes aides de camp en parlementaire pour la sommer.

Cet officier trouva un parlementaire de S. A. le prince Murat, occupé de rédiger une capitulation.

Je savais que l'ennemi filait en partie sur Langensalza dans le plus grand désordre, et que si je pouvais l'atteindre, de concert avec l'artillerie du prince, nous frapperions un très grand coup.

Il me paraissait de la plus haute importance de brusquer cette opération, de laisser à cet effet quelques bataillons d'infanterie, et de soutenir avec le reste le mouvement que la cavalerie du Prince devenue disponible aurait pu faire pour atteindre l'ennemi en déroute.

J'avais déjà ordonné à mes divisions de passer la Gera sur le pont au-dessus d'Erfurt et laissé mon avant-garde pour couvrir la route de Weimar. La convention conclue

sur ces entrefaites rendit ces mesures superflues et il fallut les remplacer par les dispositions nécessaires à la sortie de la garnison.

L'armée entra à Erfurt le 16 à midi, traversa la ville et marcha sans s'arrêter jusqu'à Grafintonne.

La cavalerie du Prince était à Langensalza où l'ennemi avait défilé pendant toute la nuit dans un désordre affreux.

Au moment de notre sortie d'Erfurt, on rencontra une colonne prussienne d'environ 4,000 hommes, qui avait ordre d'y entrer et qui mit bas les armes sans résistance.

Ces différents événements ont valu 10 à 12,000 prisonniers dont 4,000 blessés.

Le 17 au matin, le corps d'armée partit de Grafintonne, marcha toute la journée et toute la nuit pour Mercksteben et Sunderhausen sur Nordhausen, où il va se refaire cette nuit des fatigues d'une marche de 15 lieues.

Je le porterai demain sur la direction d'Halberstadt, suivant l'ordre de mouvement ci-joint, auquel j'ai ajouté quelques mesures relativement à la discipline dont le relâchement est porté au point que la vie des officiers n'est plus en sûreté. Votre Altesse jugera peut-être convenable d'appuyer ces mesures qui ne sauraient être efficaces sans être générales. . . . .

Ney.

Rapport du Maréchal Ney sur la bataille d'Iéna.

Nordhausen, 19 octobre 1806.

Sire,

Conformément aux ordres de Votre Majesté, j'avais fait toutes mes dispositions pour pouvoir prendre part à l'at-

taque générale qu'elle avait méditée le 14 octobre sur l'armée prussienne : le corps d'armée était posté à Roda ; mon avant-garde vers Iéna.

Dans cette position reculée, il était difficile que le corps d'armée pût entrer en ligne pour l'attaque, et le grand brouillard qui survint devait encore y mettre obstacle.

Je pris donc la résolution de marcher avec mon avant-garde composée de troupes d'élite, afin d'avoir au moins quelque part aux glorieux événements qui se préparaient. Malgré tous les obstacles, je parvins à m'établir à la gauche du maréchal Lannes.

Lorsque je fus arrivé à quelque distance de Krippendorf, je trouvai une ligne ennemie établie, la droite au bois, le centre couvert par le village, et la gauche se prolongeant sur le long rideau de hauteurs qui bordent le champ de bataille.

Informé que le corps du maréchal Augereau devait déboucher à ma gauche, je pensais qu'en m'établissant entre le bois et le village, toute la droite de l'ennemi pourrait être coupée, et la direction du feu sur ma droite me prouvait que ce résultat serait inévitable.

Malgré le peu de forces que j'avais à ma disposition, je résolus de faire charger sur les pièces d'artillerie dont le feu incommodait beaucoup.

Le 10e de chasseurs, en colonne par escadron, marcha à la faveur d'un petit taillis, changea vivement de direction, se jeta sur l'artillerie et enleva sept pièces.

Je fis appuyer le mouvement par le 3e de hussards qui se prolongeait à gauche : il changea de direction à droite et se jeta sur le flanc des gendarmes et cuirassiers de Keinkel qui commençaient à ramener le 10e.

J'avais également fait former deux petits carrés par mes deux bataillons de grenadiers et de voltigeurs réunis pour secourir la cavalerie, si elle était ramenée.

Les cuirassiers arrivèrent à vingt pas sans qu'il partît un seul coup de feu. Cette contenance vigoureuse réunie à l'apparition du 3e de hussards les fit rebrousser, et la

division de cavalerie légère du général (*la place du nom est restée en blanc*) étant alors arrivée, ils prirent la fuite.

La ligne d'infanterie ennemie était couverte par une artillerie trop formidable pour que l'on pût tenter de l'entamer avec des hussards seulement ; il était néanmoins de la plus grande importance, en attendant l'arrivée de quelques renforts, de faire des démonstrations qui empêchassent l'ennemi de faire un mouvement offensif.

Je fis avancer mon carré de grenadiers vers le bouquet de bois au centre, celui des voltigeurs sur le village à droite, et le 25e régiment d'infanterie légère sur le bois à gauche.

Dans cet instant le feu d'artillerie et de mousqueterie devint terrible sur toute la ligne.

Le chef de bataillon Lamour, mon aide de camp, se maintint longtemps dans le village qui fut incendié.

Le bataillon de grenadiers tint également avec courage à l'issue du bouquet de bois.

Comme je n'avais que trois ou quatre pièces de canon avec l'avant-garde, et que je n'avais aucun autre moyen à ma disposition, le feu de l'ennemi devenait trop supérieur, et je fis faire un petit mouvement en arrière, ce qui s'exécuta avec un aplomb sans exemple.

Le corps du maréchal Lannes avait continué son mouvement; celui du maréchal Augereau et mes divisions d'infanterie commençaient également à arriver ; la marche en avant fut aussitôt reprise. Votre Majesté ordonna elle-même les dispositions nécessaires pour enlever la droite de l'ennemi qui restait engagée un peu sur la gauche.

Dès cet instant, la deuxième division de mon corps appuya le mouvement des dragons du prince Murat : la cavalerie légère en fit autant, et chargea la colonne qui se retirait sur Weimar.

Je suis au désespoir que la force irrésistible des choses m'ait empêché de rendre compte à Votre Majesté d'événements plus décisifs que l'arrivée de mes divisions n'aurait

pas rendus douteux, mais je puis assurer Votre Majesté que jamais troupe ne chargea avec plus d'enthousiasme que cette faible avant-garde. Mon état-major a fait des efforts dignes des plus grands éloges.

Je me fais un devoir de rendre un témoignage éclatant du courage et du zèle du général Bertrand, aide de camp de Votre Majesté, qui a suivi tous les mouvements de l'avant-garde.

Le général Colbert a soutenu dans cette cironstance sa réputation de courage et de talent ; il fera un excellent général de division.

Le capitaine Chodron, que j'avais pris pour aide de camp deux jours avant la bataille, a eu la jambe emportée par un boulet; je supplie Votre Majesté de vouloir bien accorder à cet officier le grade de chef de bataillon aide de camp : c'est une récompense à laquelle douze campagnes et quatre blessures lui donnent de grands titres.

J'ai cru devoir garder auprès de moi jusqu'à ce jour l'adjudant commandant Jomini, qui avait obtenu de Votre Majesté la permission de me suivre pendant l'action ; cet officier a justifié dans cette occasion la bonne opinion que j'avais de sa valeur et de sa capacité ; je le recommande de nouveau à la bienveillance de Votre Majesté.

Je termine ce rapport en suppliant Votre Majesté de nommer général de brigade le colonel Lebrun (1), qui pendant toute l'action a conduit son régiment avec beaucoup de distinction, et de donner le commandement du 3e de hussards au chef d'escadron Lapointe, du 10e de chasseurs, dont les titres à cette grâce sont rapportés au tableau ci-joint.

La perte de mon avant-garde s'élève au moins à 600 tués ou blessés.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Majesté

(1) Lebrun, connu depuis sous le nom de duc Charles de Plaisance, était fils de Lebrun, architrésorier de l'Empire.

l'état des officiers pour lesquels je demande de l'avancement ; tous ceux qui y sont portés sont dignes de votre bienveillance.

Daignez agréer, Sire, l'hommage de respect et de dévouement avec lequel je suis,

De Votre Majesté Impériale et Royale,

Le très humble et très obéissant serviteur et fidèle sujet,

Le Maréchal Ney.

ÉTAT DES OFFICIERS

DU SIXIÈME CORPS D'ARMÉE

QUI SE SONT DISTINGUÉS A LA BATAILLE D'IÉNA

NOMS ET GRADES	NOTES	DEMANDES EN LEUR FAVEUR
COLBERT général de brigade.	Commandait l'avant-garde, s'est conduit avec autant de courage que de talent, a été légèrement blessé d'un biscaïen au genou.	Le grade de général de division
LIGER BELAIR adjudant commandant	Était attaché à l'avant-garde, s'est parfaitement conduit.	Le grade de général de brigade.
MAILLEROT adjudant commandant	Sa bonne conduite et ses connaissances pour le service d'état-major le rendent aussi recommandable que les preuves de son courage.	Le grade de général de brigade.
JOMINI adjudant commandant	Légèrement blessé d'une contusion de mitraille, a exécuté mes ordres avec courage et intelligence.	
LEBRUN colonel du 3e de hussards.	S'est couvert de gloire à la tête de son régiment.	Le grade de général de brigade.
LOZIVI major.	Commandait les grenadiers et voltigeurs de l'avant-garde, s'est conduit avec une grande distinction ; blessé d'un coup de feu.	L'emploi de colonel, auquel il est très propre.
LAMOUR chef de bataillon.	Commandait les voltigeurs de l'avant-garde ; a supérieurement conduit son carré contre la cavalerie ; grièvement blessé.	L'emploi de major auquel il est propre; la décoration d'officier.

NOMS ET GRADES	NOTES	DEMANDES EN LEUR FAVEUR
RIPPERT chef d'escadron.	Commandait le bataillon de grenadiers de l'avant-garde; sa bonne conduite et son courage ont beaucoup contribué aux succès que ce faible corps a obtenus; blessé.	Le grade de major et la décoration d'officier.
LAPOINTE chef d'escadron au 10e de chasseurs.	Ce brave officier a eu un cheval tué sous lui et reçu une blessure assez grave; il a sabré les canonniers prussiens sur leurs pièces.	Le grade de colonel.
BECHET mon aide de camp, chef d'escadron.	A porté mes ordres avec un grand sang-froid et de l'intelligence.	La place de major ou celle de chef d'escadron dans la gendarmerie; la décoration d'officier.
CHODRON capitaine aide de camp.	Attaché à un général sans commandement, il faisait depuis deux jours les fonctions d'aide de camp près de moi; il a eu la jambe emportée par un boulet. Cet officier avait déjà trois coups de feu; capitaine depuis huit ans.	Le grade de chef de bataillon et un commandement d'armes dans l'intérieur pour sa retraite.
HOLOZY capitaine au 3e de hussards.	Commandait mon escorte et faisait les fonctions d'aide de camp près de moi pendant la bataille ainsi que pendant la dernière campagne; il a eu un cheval tué et la jambe traversée d'un coup de mitraille.	Le grade de chef d'escadron.
SAINT-SIMON mon aide de camp, lieutenant.	Blessé de trois coups de sabre.	Le grade de capitaine.
LABRUME mon aide de camp, capitaine.	Officier très zélé et d'une grande activité.	Le grade de chef de bataillon.
D'ALBIGNAC sous-lieutenant.	Fait les fonctions de mon aide de camp. Audacieux, intelligent, il promet un militaire distingué.	La décoration et le grade de lieutenant, aide de camp près de moi.
LABOISSIÈRE lieutenant, mon aide de camp.	Remplit ses fonctions avec intelligence.	La décoration.

NOMS ET GRADES	NOTES	DEMANDES EN LEUR FAVEUR
BRUNEL lieutenant, aide de camp du général Colbert.	Officier d'un très grand courage, a soutenu à Iéna une réputation déjà bien établie.	Le grade de capitaine et la décoration.
DOMONT chef d'escadron au 8e de hussards.	Ce brave officier s'est couvert de gloire en dirigeant les charges brillantes du régiment. Il avait déjà été blessé dans la dernière campagne.	Le grade de major et la décoration d'officier de la légion.
GRIOLET chef de bataillon au 25e léger.	Commandait l'un des bataillons du 25e léger et s'est parfaitement conduit.	Le grade de major d'infanterie légère.
DESFOSSÉS capitaine, aide de camp du général Colbert.	Brave et excellent officier, a eu la cuisse traversée d'un coup de mitraille.	Le grade de chef d'escadron.
DUKAMEL lieutenant, aide de camp du général Dutaillis.	A chargé avec un grand courage sur un carré prussien et a enlevé un drapeau.	Le grade de capitaine.
TALBOT lieutenant, aide de camp du général Dutaillis.	A exécuté et transmis mes ordres avec un zèle et un courage dignes d'éloges. C'est un officier de mérite.	Le grade de capitaine.
D'ASTORG sous-lieutenant du 10e de chasseurs.	A fait les fonctions d'aide de camp du général Colbert et s'est parfaitement conduit.	Le grade de lieutenant et la décoration.
LARGENNETIÈRE capitaine adjoint.	Cet officier est très instruit et a rempli pendant toute l'action les fonctions d'aide de camp avec beaucoup de zèle et de courage.	Le grade de chef de bataillon.
REGNARD capitaine d'artillerie, aide de camp du général Seroux.	C'est un officier distingué que je demande comme aide de camp et qui mérite la bienveillance de Sa Majesté.	Le grade de chef de bataillon.
LAFERRIÈRE major au 3e de hussards.	S'est distingué par son courage et ses talents; a été blessé d'un coup de feu	La décoration d'officier de la légion.

NOMS ET GRADES	NOTES	DEMANDES EN LEUR FAVEUR
MARCHAND frère et aide de camp du général de division.	Est couvert de blessures des campagnes précédentes et notamment de celle d'Égypte, brave et bon officier.	Le grade de chef de bataillon.
VOGT mon aide de camp, lieutenant.	S'est bien conduit, est plus propre à commander une compagnie de chasseurs qu'à remplir les fonctions d'aide de camp.	La place de capitaine dans un régiment de chasseurs, la décoration.
MONTESQUIOU sous-lieutenant au 59e régiment.	A fait près de moi les fonctions d'officier de correspondance et s'est bien conduit pendant la bataille.	La place de lieutenant au 59e régiment; la décoration.
VANNOT capitaine adjoint.	Cet officier a du courage et du mérite; il est capitaine depuis huit ans et fera un bon chef d'escadron de hussards.	Le grade de chef d'escadron et la décoration.
MALET maréchal des logis au 10e de chasseurs.	S'est distingué par son courage; il a été blessé d'un coup de sabre.	Le grade de sous-lieutenant.
SAINT-LÉGER capitaine au 10e de chasseurs.	Officier brave et intelligent qui s'est bien conduit pendant la bataille.	La décoration de la légion.

NOTE H

SUR LE CHAPITRE XXV

SOULT A BERTHIER.

Gros-Wanzleben, le 22 octobre 1806.

A Son Altesse Sérénissime le Prince de Neuchâtel.

Depuis hier à midi la cavalerie du corps d'armée complétait l'investissement de Magdebourg sur la rive gauche de l'Elbe. Au matin, l'ennemi avait fait rentrer dans la ville toutes les troupes qu'il avait en avant et nos grand'gardes se sont établies à 600 toises de la place.

Hier l'infanterie du corps d'armée a pris position en avant de Gros-Wanzleben, et en ce moment je la mets en marche pour la porter par Iraleben vers Meizendorf, et la cavalerie sera jetée en avant, très au loin le long de l'Elbe, afin de me rendre maître du cours du fleuve dans cette partie et y faire jeter un pont aussitôt que possible.

M. le maréchal Ney y fait prendre position à son corps d'armée en avant de Wanzleben ; ainsi nous sommes en parfaite communication.

Les rapports que j'ai reçus sur Magdebourg portent que l'ennemi n'y a laissé que sept bataillons et deux régiments de cavalerie sous les ordres du lieutenant général de Kleist, et le restant de l'armée a filé sur Burg où elle doit se réunir et, dit-on, se défendre si elle y est attaquée.

Un officier que j'ai envoyé à Magdebourg pour rendre

des parlementaires que je retenais depuis six jours, a vu qu'il y avait beaucoup de confusion dans la ville. On chargeait à la hâte des effets de campement, et les rues étaient pleines d'équipages. Le général de Kleist a dit à l'officier que j'avais envoyé qu'il espérait mériter l'estime des Français par sa conduite dans la défense de la place. Il s'est aussi beaucoup récrié sur les fautes que les généraux de l'armée prussienne avaient commises dans la campagne.

Le Maréchal Soult.

Lannes a Napoléon.

Belitz, 23 octobre.

Sire,

Mon aide de camp Thomières arrive de Potsdam ; il y a trouvé deux députés de Berlin. Le général Corbineau les prend avec lui pour que Votre Majesté puisse les interroger sur la position de l'ennemi, qui s'est retiré derrière l'Oder, où se trouve le Roi ainsi que la Reine. Le service de la capitale est fait par la garde nationale commandée par le prince Ferdinand, père de celui qui a été tué à Saalfeld.

Le 5e corps d'armée est parfaitement rallié, et je partirai demain matin avec lui pour me rendre à Potsdam ; quoique je n'en aie pas reçu l'ordre, j'espère que Votre Majesté Impériale ne le trouvera pas mauvais, la troupe ayant besoin de manger. Je pense d'ailleurs que votre intention est de nous diriger sur Berlin.

J'ai fait commander des vivres à Potsdam pour cent mille hommes ; je donnerai les ordres les plus sévères pour que cette ville, qui offre des ressources, soit respectée.

Je désirerais savoir si l'intention de Votre Majesté est que mon corps d'armée aille coucher demain entre Post-

dam et Berlin, pour pouvoir prendre après-demain avant la nuit une bonne position en avant de cette ville.

LANNES.

SOULT A BERTHIER

Au quartier général de Hohenwansleben, le 23 octobre.

Par mon dernier rapport, j'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Altesse qu'on n'avait pu trouver au-dessus de Magdebourg un nombre suffisant de bateaux pour jeter un pont; mais les recherches qu'on a faites aujourd'hui ont été plus heureuses : entre Schonebeck et Barby on a trouvé 60 bateaux d'une dimension assez grande et beaucoup de bois équarris. Aussitôt que j'en ai été instruit, j'ai envoyé des sapeurs et une compagnie de pontonniers pour prendre ces bateaux et les descendre jusqu'à hauteur de Westerhausen où le pont devra être jeté. Demain matin je serai de bonne heure sur les lieux et je compte que pour midi l'opération sera très avancée.

M. le maréchal Ney a aussi envoyé les officiers du génie de son corps d'armée et des sapeurs pour le même objet; ainsi l'opération se fera de concert.

L'établissement du pont à Westerhausen paraît avantageux en ce qu'il débouche de suite sur les routes et qu'il sera appuyé par une île, qui, quoique d'une grande étendue, est cependant susceptible d'être retranchée et même d'y former des établissements, puisqu'elle contient deux villages. Demain je ferai un mouvement à droite pour rapprocher le corps d'armée du point où le pont doit être jeté et le mettre ainsi à même de déboucher aussitôt que j'en aurai reçu l'ordre; mais, aussitôt que le passage sera praticable, je porterai la cavalerie légère sur la rive droite de l'Elbe afin d'éclairer le pays et intercepter la grande route qui conduit de Magdebourg à Berlin.

Pendant que ces recherches se faisaient au-dessus de

Magdebourg, on était aussi en reconnaissance au-dessous de la ville, et j'ai trouvé qu'on pourrait faire deux ponts volants à Gleindenberg ; j'ai ordonné qu'on y travaillât de suite, tant pour détourner l'attention de l'ennemi que pour ajouter, s'il le fallait, aux moyens de passage.

Hier j'ai rendu compte à Votre Altesse que j'avais fait occuper le faubourg de Neustadt ; mais pendant la nuit l'ennemi a fait avancer trois bataillons qui ont repoussé les faibles postes qu'on y avait placés, et ensuite il a lui-même mis le feu à une partie du faubourg. Aujourd'hui il a beaucoup canonné sur les sentinelles qui étaient dans cette partie, mais le bataillon qui y était n'a pas souffert.

SOULT.

LANNES A L'EMPEREUR.

29 octobre.

Le général Milhaud a fait mettre bas les armes avec 600 hommes à une colonne de 5 à 6,000 hommes, dont 1,800 chevaux. Demain au point du jour le grand-duc de Berg doit se porter avec toute sa cavalerie sur Passenwalck, où l'on présume que se trouve la colonne du général Blücher, ou du moins dans les environs. Votre Majesté peut être tranquille, nous sommes placés de manière à ce que pas un homme des troupes sorties de Magdebourg ne nous échappe..... L'armée prussienne est dans une telle terreur qu'il suffit qu'un Français se présente pour faire mettre bas les armes.... Quand les Prussiens font six à huit lieues par jour, ils croient avoir tout fait, et leurs généraux ne veulent pas croire que nous fassions douze à quinze lieues par jour; mais une chose qu'ils avouent franchement, c'est qu'ils ne croyaient pas les troupes françaises aussi braves ; ils disent aussi qu'ils seraient également braves s'ils avaient à leur tête l'Empereur

des Français ; ils disent encore que Votre Majesté doit avoir une grande pitié des principaux chefs de leur armée, et qu'il n'y en a pas un seul qui possède assez de talents pour s'apercevoir des manœuvres que Votre Majesté ferait sur leurs derrières, et qu'enfin Votre Majesté leur avait enlevé une armée de 104,000 hommes en détail.

Locknitz, le 29 octobre 1806.

LANNES.

NEY A BERTHIER.

Schonebeck, le 30 octobre.

Le gouverneur de Magdebourg a fait brûler toutes les maisons de campagne et les fermes qui se trouvaient à une distance de 200 toises des fossés de la place ; cette disposition a beaucoup aigri la bourgeoisie de cette ville dont la population est de 25,000 âmes..... Tout ce que j'ai appris des dispositions de la garnison et des habitants me donne la presque certitude qu'au moyen de quelques mortiers pour incendier la ville, le gouverneur serait forcé de capituler. Une des causes qui contribueraient le plus à faire soulever le peuple est le manque de vivres qui se fait déjà sentir vivement.

NEY.

LE GÉNÉRAL COLBERT AU MARÉCHAL NEY.

A Gommern, le 31 octobre, à 6 heures.

Je descends de cheval, Monsieur le Maréchal ; je revenais de me donner beaucoup de soins pour bloquer Magdebourg par la droite, vos ordres lèvent ce blocus, car je ne saurais plus y parvenir sans cavalerie, et même je puis dire sans infanterie.

Veuillez me dire si le détachement que vous faites organiser pour le major Crabbé n'est point annulé par le départ des dragons et celui des 120 grenadiers qui passent sur la rive gauche ?

Je ne sais guère où est Crabbé, mais je crois qu'il ne tardera pas à rentrer, je ne puis donc exécuter ponctuellement votre ordre.

J'ai l'honneur de vous adresser une lettre du chef de bataillon Braux ; vous jugerez si j'ai eu tort ou raison de suspendre l'occupation d'un poste que nous ne sommes ni assez forts pour occuper ni assez forts pour défendre en ce moment.

Je suis glorieux comme Français des succès de nos armes, mais je vous avouerai que je suis peiné de ne pas y contribuer. Qu'avons-nous fait pour être ainsi abandonnés ?

J'ai l'honneur d'être votre tout dévoué.

Le général Colbert.

En marge, le maréchal Ney a écrit :

« Mander au général Colbert que vu l'affaiblissement de sa cavalerie je regarderai comme non avenu l'ordre que je lui ai donné d'envoyer un poste de 80 chevaux sur Tangermund par la rive droite de l'Elbe ; que je l'invite de nouveau à envoyer ses 120 hommes du 3e de hussards sur la rive gauche de l'Elbe pour l'investissement de Magdebourg, d'être parti demain à cinq heures du matin pour y relever les vedettes et postes de dragons ; d'envoyer sur-le-champ un officier en courrier ou un sous-officier de confiance pour intimer l'ordre à M. Crabbé de rentrer à Gommern.

« Ney. »

BERTHOLLET A DAVOUT.

Monsieur le Maréchal,

En vous présentant mes félicitations sur les lauriers que vous avez cueillis dans la plus belle campagne que l'histoire ait à tracer, je réclame vos bontés pour un homme que ses travaux et son génie placent aussi parmi les hommes les plus illustres, mon ami M. Humboldt, que les circonstances peuvent inquiéter et maltraiter. Permettez-moi, Monsieur le Maréchal, de vous prier de lui faire parvenir le billet ci-joint.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Maréchal, votre très humble et très obéissant serviteur.

BERTHOLLET.

Au haut de cette lettre, le maréchal Davout a écrit :

« J'adresse sa lettre au général Hulin, en le priant... etc.

« Faire une lettre au général Hulin.

« Accuser réception de sa lettre; lui dire que je suis d'autant plus sensible à ce qu'il dit de flatteur, que j'attache le plus grand prix...

« Je regrette de n'être pas dans ce moment à Berlin pour être utile au baron de Humboldt qu'il recommande. »

La lettre suivante, du maréchal Davout au général Hulin, est jointe à cette pièce :

« Je vous adresse, mon cher général, une lettre de M. Berthollet qui me recommande M. de Humboldt. Mon éloignement de Berlin me mettant dans l'impossibilité de pouvoir être utile à M. de Humboldt, je vous prie de vouloir bien me suppléer à cet égard, et de lui rendre les services qui dépendront de vous : vous m'obligerez sensiblement.

« Je vous prie de faire remettre à M. de Humboldt la lettre ci-jointe.

« Amitié.

« Davout.

« Sompolno, le 19 novembre 1806. »

NEY A BERTHIER.

Après lui avoir fait part du mouvement du maréchal Soult contre le duc de Weimar, il ajoute :

« Schonebeck, 25 octobre.

« J'ai en conséquence fait relever tous les postes que le 4e corps d'armée occupait devant Magdebourg sur la rive gauche de l'Elbe.

« Un corps de troupes légères, aux ordres du général Colbert, passera demain l'Elbe à Schonebeck, pour former l'investissement de Magdebourg sur la rive droite de ce fleuve.

« Le pont de Schonebeck est parfaitement établi, de même que celui sur le vieil Elbe à Plotzky ; cette construction me donne les moyens de passer le fleuve avec mon corps d'armée sans pouvoir en aucune manière être inquiété par l'ennemi.

« Les vivres pour mon corps d'armée sont assurés.

« Le général Vandamme est arrivé au corps d'armée et a pris le commandement de la 3e division.

« Le général Klein est également avec moi ; mais il n'a que deux régiments de dragons: le 1er et le 14e, formant ensemble 700 hommes montés. Ce général a détaché trois régiments à Nordhausen pour battre la campagne et ramener les prisonniers évadés ; cette disposition a été ordonnée par le grand-duc.

« Le 10e de chasseurs a au plus 200 chevaux ; le 4e de hussards est resté à Erfurt pour l'escorte des prisonniers.

« Des convois de prisonniers et de déserteurs, qui m'arrivent chaque jour, exigent des escortes qui diminuent beaucoup ma cavalerie; je suis obligé de les diriger sur Bemburg et Halle, au lieu de les envoyer à Erfurt, parce que les paysans des montagnes du Hartz sont révoltés, ce qui rend les communications difficiles et dangereuses.

« Ney. »

Dutaillis a Berthier.

28 octobre 1806.

Je ne veux point laisser partir M. Simonin sans me rappeler à votre souvenir.

Nous avons appris avec regret que le maréchal Soult avait laissé échapper M. de Weimar. Je puis vous assurer sans trop de présomption que nous le tiendrions si nous avions été à sa place. A la lenteur de ses marches et à son indécision, le maréchal Ney avait prédit ce qui est arrivé.

Vous êtes à Berlin, entouré de succès et de gloire. Nous sommes à ronger notre frein sous les murs de Magdebourg. Vous devez penser combien j'ai le cœur ulcéré.

Je vous ai mandé ce qui s'était passé. Et en quoi puis-je être en rien responsable de ce que fait le maréchal Ney ? Ce qu'il a fait a été pour le bien ; lui seul est responsable ; puis-je savoir les ordres qu'il reçoit de vous ou de l'Empereur ? J'ai été traité avec bien peu de ménagement et de bienveillance.

L'Empereur récompense mal mon dévouement et mon attachement à sa personne. Pourquoi ne s'adresse-t-il pas au maréchal Ney s'il a à se plaindre d'une mesure qu'il a prise ? Elle l'a été pour le bien, et c'est un mal qu'elle n'ait pas été remplie.

Nous voyons de près tout ce qui se passe et tous les détails

affligeants du fléau de la guerre. Nous entendons les plaintes multipliées des officiers et des soldats ; nous savons, ou par notre fermeté ou en donnant des espérances, tout réprimer. C'est la dernière fois que je vous parlerai de mon chagrin. Je ne veux point troubler le plaisir que vous devez éprouver d'une si courte et si brillante campagne.

Le mal est prompt à faire, il est lent à réparer. Tant que je serai au service de l'Empereur, rien ne ralentira mon zèle et mon dévouement. Faites-lui connaître la vérité.

Tout à vous pour la vie.

DUTAILLIS.

Schonebeck, le 28 octobre.

NEY A BERTHIER.

Schonebeck, le 2 novembre 1806.

Monseigneur,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 30 octobre et de vous demander quelques mortiers pour bombarder Magdebourg; il serait d'autant plus essentiel que j'en eusse à ma disposition que les personnes avec lesquelles j'ai des intelligences dans la place n'attendent que le moment où j'aurai fait lancer des bombes pour forcer le gouverneur comte de Kleist à capituler.

Ma responsabilité exige que je prie Votre Altesse de répondre par des instructions précises aux questions suivantes :

L'intention de l'Empereur est-elle que le bombardement soit tenté, ou dois-je me borner à un simple blocus ?

Suis-je autorisé à employer tous les moyens qui sont en mon pouvoir pour réduire la garnison, soit par la force, soit par la voie des négociations ?

Le gouverneur m'a exprimé le désir d'envoyer un de ses

officiers à Berlin pour connaître la situation de l'armée prussienne, afin de prendre un parti, soit pour la défense de la place, soit pour la capitulation. J'avais consenti à cette demande sous la condition qu'au retour de cet officier la ville capitulerait ; le gouverneur n'en a plus reparlé.

J'ai eu soin de faire entrer et répandre dans la ville les ordres du jour qui annoncent la prise du corps d'armée du prince de Hohenlohe, de Stettin, etc.

On porte aujourd'hui à 15,000 hommes la force de la garnison de Magdebourg ; il a été impossible d'avoir jusqu'à ce moment des renseignements bien précis à cet égard, malgré les interrogatoires qu'on a fait subir aux déserteurs qui arrivent tous les jours en assez grand nombre.

P. S. — Les quatre mortiers que j'ai demandés au général Clarke viennent de m'arriver dans l'instant avec leur approvisionnement.

NEY.

Le même jour (2 novembre), le maréchal envoie au prince de Neuchâtel l'analyse suivante du rapport journalier du blocus de Magdebourg :

« Les 26, 27 et 28 ont été employés à contraindre les postes avancés de l'ennemi sur les deux rives de l'Elbe à se retirer immédiatement sous le canon de la place ; dès lors le blocus a été complet.

« L'ennemi a beaucoup canonné sur nos postes ; mais, comme ils sont retranchés, il n'y a eu ni tués ni blessés.

« Le 29, même canonnade de la part de l'ennemi sur les postes du général Vandamme, retranchés à portée du fusil de Newstadt : ni tués ni blessés.

« Dans la nuit du 29, le général Vandamme a fait tirer une trentaine d'obus ; quelques-uns sont tombés dans la

ville sans y mettre le feu. L'ennemi a répondu avec sa grosse artillerie, mais sans aucun effet.

« Le 30 et le 31 ont été employés à enlever quelques petits postes ennemis ; on a pris une trentaine d'hommes, tué ou blessé le même nombre. Nous avons eu deux hommes tués et trois blessés.

« Le 31, l'ennemi a fait une sortie par Fridrichstadt, rive droite de l'Elbe, et elle était composée d'environ 600 hommes d'infanterie, 50 cuirassiers et deux pièces de canon. L'ennemi, après s'être mis en bataille entre Crakau et Preister, a enlevé six voitures de fourrages et est immédiatement après rentré dans la place.

« Dans la nuit du 31 au 1er novembre, le général Colbert, avec 600 hommes du 6e léger, deux compagnies de voltigeurs du 39e de ligne, soutenu par un escadron de hussards et de chasseurs et deux pièces de 4, s'est approché de Fridrichstadt hors de la portée du canon, a enveloppé les villages de Crakau et de Preister, de même que toutes les fermes plus rapprochées de la place. Cette opération a eu lieu à 3 heures du matin ; l'ennemi avait retiré la veille pendant la nuit tous ses petits postes extérieurs. Le feu a été mis à toutes les fermes qui renfermaient des denrées, en sorte que l'ennemi ne peut plus en tirer aucun secours.

« Les postes du général Colbert sont à une portée et demie du canon de la place, et le service se fait de manière que rien ne peut en sortir. Ses postes principaux occupent Biedritz, Alt et New-Kœnigsborn, Menz, Gübs, Hibbeklegen et Pechau.

« La réserve d'infanterie et de cavalerie légère est à Gerwish, Wottersdorff, Nedlitz et Gommern.

« Six compagnies de grenadiers sont à Schonebeck pour la garde du pont sur l'Elbe et prêtes à soutenir les troupes du général Colbert en cas de sortie.

« Dans cette même nuit du 31 au 1er novembre, le général Marchand a fait enlever un poste ennemi de 15 grenadiers, fourni par celui de Closterberg ; l'ennemi a

eu en outre 4 tués et 6 blessés. Nous n'avons eu ni tués ni blessés.

« Une reconnaissance générale, combinée avec les troupes du général Vandamme, a eu lieu cette même nuit sur tout le développement de la ligne de blocus sur la rive gauche de l'Elbe, et jusqu'aux fossés de la place. L'objet principal était d'enlever des postes, mais l'ennemi avait eu la précaution de les faire rentrer au coup de canon de retraite. La fusillade a été assez vive ; nous n'avons eu ni tués ni blessés.

« On sait que la garnison est fatiguée du service ; elle le sera encore davantage par les alertes que nous lui donnons de temps à autre.

« Le Maréchal Ney. »

Lannes a l'Empereur.

Stettin, 2 novembre.

Trois hussards s'étaient égarés du côté de Gartz, ils se sont trouvés au milieu d'un escadron ennemi ; ils ont couru à lui en le couchant en joue et lui disant qu'un régiment le cernait, qu'il fallait sur-le-champ mettre pied à terre. Le commandant de cet escadron a fait mettre pied à terre et a rendu les armes à ces trois hussards, qui ont conduit ici l'escadron prisonnier de guerre.

On vient de m'assurer que le Roi avait très maltraité les Messieurs qui l'entourent, et qui lui avaient conseillé la guerre, qu'on ne l'avait jamais vu aussi en colère, qu'il leur avait dit qu'ils étaient des coquins, et qu'ils lui avaient fait perdre la couronne, et qu'il ne lui restait d'autre espoir que d'aller trouver le Grand Napoléon, et qu'il comptait sur sa générosité.

Lannes.

NEY A BERTHIER.

Schönebeck, 3 novembre.

La division du général Vandamme est absolument insuffisante pour bloquer Magdebourg sur les deux rives de l'Elbe, le développement des fortifications étant immense. J'ai parcouru toutes les positions qu'il est indispensable d'occuper ; celles de la rive droite exigent moins de monde. Cependant il n'y a pas sur ce point le quart des troupes nécessaires, et en cas de sortie le général Colbert serait contraint de se replier sur Pechau et Gommern en attendant les secours que je lui enverrais de la 2e division.

NEY.

NEY A BERTHIER.

Schönebeck, 7 novembre.

La fusillade et la canonnade se répètent presque toutes les nuits entre Newstadt et Diersdorff, ce qui fatiguerait extrêmement la garnison de Magdebourg. Je fais tirer deux fois chaque nuit des fusées de signaux. Toutes ces alertes excèdent l'ennemi, en sorte que les déserteurs et prisonniers disent que la garnison n'a qu'une nuit de repos pendant laquelle elle est souvent obligée de prendre les armes.

Cette extrême fatigue a causé beaucoup de maladies ; le nombre des hommes aux hôpitaux, des fiévreux, s'élève, dit-on, à 1,800.

Le jour qui a suivi l'essai de bombardement que j'ai fait faire, les bourgeois se sont assemblés sous les fenêtres du gouverneur et le menaçaient de se révolter si on refusait de rendre la place.

Le 5, j'ai fait ma dernière sommation au gouverneur, et le 6 les pourparlers ont commencé. J'ai envoyé aujourd'hui un projet de capitulation; M. de Kleist a fait assembler son Conseil de guerre ; il paraît qu'il y règne de la diversité dans les opinions; mais, malgré les lenteurs que cela cause, j'espère avoir dans peu une réponse définitive.

NEY.

NOTE I

SUR LE CHAPITRE XXVI

Le maréchal Lannes a l'Empereur.

Devant Thorn, 18 novembre.

D'après tout ce que je vois, et tous les renseignements qui me sont parvenus, la Pologne est composée de deux classes d'habitants : la première est très riche et par intérêt ne peut se séparer du roi de Prusse; la seconde, et c'est la plus nombreuse, tient le milieu entre l'homme et la brute ; ce sont des êtres sans aucune espèce d'énergie. Je prie Votre Majesté de croire avec confiance aux renseignements que je lui donne sur cette nation. Je suis bien convaincu que si on veut chercher à la soulever, au bout de quinze jours, elle sera plutôt contre nous que pour nous. Je suis fâché, Sire, qu'on juge l'esprit polonais dans les grandes villes ; il faut considérer plutôt la misère et l'avilissement des campagnes.

Lannes.

Dans une autre lettre du 17 novembre, datée de Bromberg, le maréchal Lannes avait dit :

« D'après les conversations que j'ai avec les Polonais, je suis presque convaincu qu'il sera impossible de remuer la Pologne. »

DAVOUT A L'EMPEREUR.

Sompolno, 18 novembre.

Le général Dombrowski est plein de bonne volonté, mais il a peu de tête et de mémoire, il ne sait rien. Il s'en faut de beaucoup qu'il jouisse dans ces pays de la considération de Kociusko, dont le nom est dans toutes les conversations. Il paraît que les députés de Varsovie que j'avais autorisés à aller trouver Votre Majesté à Custrin n'y ont point été, par crainte du général Dombrowski : il y a dans tout cela de petites passions et d'anciens souvenirs de partis.

J'ai rempli les intentions de Votre Majesté. Je n'ai rien écrit, mais j'ai cherché à monter les Polonais. Suivant les rapports de tous les partis, l'esprit des bourgeois, des petits nobles et du peuple, est très monté. La grande noblesse fait des vœux, mais seulement elle est timide ; cependant il y a quelques exceptions.

DAVOUT.

MURAT A L'EMPEREUR.

Varsovie, 28 novembre 1806.

Les Russes ne sont plus si fanfarons ; un de mes aides de camp, que j'ai envoyé ce soir à Praga pour savoir si ce faubourg était évacué, les a trouvés extrêmement polis ; ils ne veulent plus nous manger ; ils ne cessent de se déchaîner contre les Prussiens, et disent qu'ils arrivent toujours trop tard. Un de ces jours ils ont eu une terreur panique : tout le monde fuyait, et le comte Potoski, chez qui je suis logé, m'assure avoir fourni à lui seul cent cinquante voitures pour les équipages. Il est resté, à ce qu'on

m'assure, dans la ville au moins deux mille déserteurs polonais qui se sont cachés dans les maisons et n'ont pas voulu passer la Vistule. Je dois citer à Votre Majesté un propos d'un de leurs généraux qui ne semble pas annoncer qu'ils aient le projet de vouloir tenir devant nous : « Eh bien, a-t-il dit, si nous sommes serrés de trop près, qui nous empêche de mettre cent lieues de déserts entre l'armée française et nous ? La Russie n'y perdra rien et n'en sera pas moins grande. » Je présume que les Russes ne seront plus demain à Praga et qu'ils auront passé le Bug. Je viens de faire partir différents officiers qui ont promis de parcourir toute l'armée russe et de me rapporter sous peu de jours sa position et sa force.

Sire, je dois parler à Votre Majesté de l'enthousiasme qui a éclaté aujourd'hui dans Varsovie à l'approche des troupes de Votre Majesté ; il m'est impossible de vous le dépeindre, je n'ai jamais vu de ma vie un esprit national aussi fortement prononcé. Je suis entré dans cette ville aux cris mille fois répétés de : « Vive l'Empereur Napoléon, notre libérateur ! » Ces mots sortaient de la bouche de toutes les classes de citoyens ; les femmes surtout de la noblesse et du peuple indistinctement ne pouvaient contenir leur joie, je ne puis mieux vous rendre ce qui s'est passé qu'en vous priant de vous reporter au jour où Votre Majesté reconquit Milan et fit son entrée dans cette ville. Tous demandent des armes, des chefs et des officiers. Kociusko est appelé à grands cris ; ce nom-là est en vénération dans ce pays ; il y jouit d'une confiance générale. Tout le monde fait déjà chercher des chevaux pour se monter, et lorsque je leur ai dit que Votre Majesté proclamera l'indépendance de la Pologne lorsque vous verriez quarante mille hommes bien organisés, on m'a répondu : « Nous en donnerons cent mille, mais que le grand Napoléon ne nous abandonne pas. » Tous nos soldats ont été reçus sur toute la route par les nobles, par les paysans, par tout le monde, comme des frères.

Les villes de Locwicz et de Sochaczien ont été illuminées

à notre entrée ; Varsovie le fut hier soir parce qu'il y avait quelques avant-postes auprès de ses faubourgs ; elle l'est encore aujourd'hui parce que nous sommes dans la ville. Chaque habitant se disputait les soldats pour les loger chez lui ; des sociétés avaient préparé des repas pour les corps d'officiers; enfin, Sire, la joie est universelle. J'ai promis de dire à Votre Majesté la vérité; la voilà tout entière. Je vous prie maintenant de me faire connaître d'une manière positive vos intentions et surtout d'envoyer des officiers et des chefs pour organiser les bataillons qui demandent à se former. Kociusko est le seul qui leur convienne ; le général Dombrowski n'y jouit pas, à beaucoup près, de la même confiance.

MURAT.

MURAT A L'EMPEREUR.

Varsovie, 29 novembre 1806.

Sire,

Dans ma dépêche d'hier soir, j'ai rendu compte à Votre Majesté de l'enthousiasme qui avait éclaté à l'entrée de ses troupes dans Varsovie; il est toujours le même. Aujourd'hui plus instruit, je vais lui parler du véritable désir de tous les Polonais grands seigneurs et grands propriétaires, et lui faire connaître le résultat des différentes conversations que j'eus avec les principaux nobles du pays. Votre Majesté peut compter que tel est l'état des choses et des dispositions des Polonais. Former une nation indépendante sous un roi étranger qui leur serait donné par Votre Majesté, est le vœu général ; aucun Polonais n'a là-dessus aucune arrière-pensée. Mais ils ne s'insurgeront que lorsque Votre Majesté aura déclaré l'indépendance de la Pologne et fait connaître le roi qu'Elle veut leur donner. Je m'explique : tous les nobles, presque tout ce qui a été officier dans la révolution de Pologne, tout Polonais enfin

qui n'a à hasarder que sa propre vie, est prêt à se déclarer, à agir d'après l'impulsion qui lui sera donnée par le premier venu, tant on veut redevenir Polonais. Les grands seigneurs, les grands propriétaires, instruits par l'expérience et le malheur des derniers temps, disent : « Oui, nous sommes et nous serons toujours Polonais de cœur ; le grand Napoléon n'a qu'à dire un mot : « Je déclare l'indépendance de la Pologne, un tel en sera le roi, » alors plus de doute sur notre sort. Dès que l'Empereur aura parlé, nos destins seront fixés et notre indépendance est assurée. Mais pourquoi, avant de connaître ses intentions, et sur des proclamations de quelques militaires réfugiés en France qui n'ont rien à perdre, nous insurgerions-nous et hasarderions-nous ainsi notre existence, la fortune de nos enfants? On nous dit de former des bataillons, mais on ne nous désigne point de chefs. Faut-il de l'argent? Nous sommes prêts à donner tout ce que nous possédons, mais encore un coup que l'on nous donne un roi et notre dernière constitution.» Voilà, Sire, la vérité, et lorsque Votre Majesté viendra à Varsovie, elle se convaincra que tel est le vœu bien prononcé de tous les grands nobles et riches propriétaires, et que toutes les autres classes sont tellement exaltées qu'il est nécessaire de les contenir plutôt que de les exciter. Je vais rendre à Votre Majesté un point important de ma conversation avec le prince Poniatowski, neveu du dernier roi, homme d'esprit, soupçonné assez légèrement d'être bien pour le roi de Prusse et pour la Russie, mais cependant bon Polonais. Ce que je vais dire à Votre Majesté m'a été confirmé par un de ses confidents. Lorsque Votre Majesté marchait de Vienne en Moravie, le bruit se répandit aussitôt en Pologne que vous alliez déclarer son indépendance et lui donner un roi. Ce bruit parvint bientôt dans le cabinet de Pétersbourg qui en fut alarmé. Alors l'empereur Alexandre, pour opérer une diversion en sa faveur, fit partir des émissaires pour travailler en sa faveur les esprits polonais. Un de ses seigneurs fut envoyé à Varsovie et adressé directement au prince Poniatowski pour lui faire connaître

les projets de son maître et lui offrir 40,000 rixdalers pour être distribués aux officiers polonais et les insurger en faveur de la Russie, et que l'empereur Alexandre était très décidé à leur donner le prince Poniatowski pour roi. Le prince Poniatowski lui répondit : « Reportez cet or à l'Empereur, et dites-lui qu'il n'a pas besoin d'employer ce moyen ; qu'il n'a qu'à déclarer l'indépendance de la Pologne, lui désigner qui il voudra pour roi, et tous les Polonais sacrifieront leurs vies et leurs fortunes pour défendre son ouvrage ; mais, sans cette déclaration, l'empereur Alexandre ne doit compter sur aucun mouvement. » Je crois pouvoir assurer qu'il en sera de même dans cette circonstance, si Votre Majesté ne parle pas elle-même. Une de vos proclamations leur ferait tourner la tête. Sire, vous avez déjà décidé du sort des Polonais ; il ne m'appartient que de vous dire la vérité, je l'ai dite tout entière. Je ferai partir une députation pour se rendre auprès de Votre Majesté.

Sire, je m'empresse d'adresser à Votre Majesté les renseignements qui viennent de m'être donnés par un Polonais rentrant de la Lithuanie, et sur lesquels vous pouvez compter. Ils s'accordent du reste avec ceux que me donnent tous les Polonais qui ont des propriétés dans ces mêmes contrées ; et dans ce cas nous aurons quelques jours de repos qui nous donneront le temps de nous asseoir, de recevoir tous nos traînards, et surtout celui de recevoir les instructions de Votre Majesté, car je ne saurais me déterminer à passer la Vistule sans un ordre positif de Votre Majesté, d'après le post-scriptum de votre lettre du 24 que je n'ai reçue aujourd'hui 29 que vers trois heures après midi, qui porte : « Je ne veux pas trop m'étendre en Pologne sans avoir reçu de réponse du maréchal Duroc. » J'espère néanmoins, quoique je sois sur Varsovie, ne point avoir contrarié vos dispositions, puisque d'un côté je recevais l'ordre du major général, par sa lettre de même date que celle de Votre Majesté, de me porter sur Varsovie, si la suspension d'armes n'était pas ratifiée ; et que de l'autre

côté, par la position que j'occupe, je puis encore réunir des forces considérables soit sur Varsovie, soit sur Plotsk, si ces points venaient à être simultanément attaqués. Car j'ai dû supposer que je ne recevais l'ordre de me porter sur Varsovie que sur les premiers rapports de M. le maréchal Davout, qui vous annonçaient la marche d'une armée russe sur ce point; et lorsque j'ai eu la conviction contraire par la retraite de l'ennemi sur la rive droite de la Vistule, j'ai laissé tout le corps de M. le maréchal Lannes sur la Bzura, occupant Lowicz et Sochaczien, et une division du maréchal Davout à Blonie; une de ce même corps occupe Varsovie, la troisième est cantonnée autour de cette ville dans un rayon de trois lieues. Toute ma cavalerie est en arrière. Les brigades légères sont sur la Vistule depuis Wroklawlse jusqu'aux frontières de l'Autriche; celle du maréchal Augereau observe ce fleuve depuis Thorn jusqu'à Graudenz. Alors dans vingt heures je puis réunir toute l'armée sur la Bzura si l'ennemi cherchait à déboucher sur Wizygrod ; je puis réunir dans le même espace de temps, si le point de Plotsk était menacé, les corps des maréchaux Lannes et Augereau, et la division du maréchal Davout qui est à Blonie avec les divisions Becker et Nansouty. Je puis avec la même célérité réunir sur Varsovie les corps des maréchaux Lannes et Davout et toute ma cavalerie en cas de la marche de l'ennemi sur ce point. Si l'ennemi se porte sur Plotsk, les deux divisions du corps du maréchal Davout sont plus que suffisantes pour contenir ce qui voudrait déboucher sur ce point, et *vice versâ* le corps du maréchal Augereau contiendrait ce qui voudrait déboucher sur Plotsk, si l'armée réunie marchait sur Varsovie. La facilité de réunir tous les différents corps sur la Bzura, et d'y choisir un bon champ de bataille, me fait espérer que Votre Majesté approuvera peut-être la position que je leur ai donnée.

Pour centraliser l'administration du pays et lui donner plus d'activité, et surtout pour assurer nos approvisionnements, j'ai dû adjoindre aux administrations prussiennes

des administrations polonaises toutes composées des personnes les plus riches de ce pays.

Le comte Plock, cousin germain du prince Czartoriski, et l'un des plus grands propriétaires de la Pologne russe, m'a assuré encore ce soir que l'Empereur de Russie ne ferait point la paix avec la France, tant il est peu maître et tant il dépend de ces mêmes jeunes gens qui lui ont déjà fait faire tant de sottises ; quoiqu'il soit constant, m'a-t-il ajouté, que l'Empereur lui-même la désire ainsi que tous les Russes sensés.

La neige tombe à gros flocons; la Vistule commence à charrier ; elle peut être gelée, si le temps continue, dans trois ou quatre jours; alors plus de barrière, alors plus de Vistule entre les deux armées; ce qui me donnerait l'avantage de reconnaître avec plus de facilité la position de l'ennemi et le forcerait à changer celle qu'il occupe actuellement, et enfin à prendre un parti.

MURAT.

MURAT A L'EMPEREUR.

Varsovie, 30 novembre 1806.

Sire,

La première division du corps du maréchal Davout a fait son entrée aujourd'hui dans la ville ; les habitants ont montré le même enthousiasme. Sire, cet enthousiasme est universel, c'est une espèce de délire. Toutes les belles Polonaises ont encore la tête plus montée que celles des Polonais. On attend Votre Majesté comme le Messie ; le palais est déjà préparé, et une députation vient d'être nommée pour aller au-devant de vous. C'est après-demain l'anniversaire du couronnement de Votre Majesté, c'est celui de la bataille d'Austerlitz. Quelques centaines de coups de canon porteront aux Russes sur la rive opposée le souvenir d'une journée qui leur fut si fatale et qui couvrit

votre armée de gloire. Le soir, la ville sera illuminée, et le directeur du théâtre français m'a demandé la permission de donner ce jour-là un spectacle gratis. Il y aura aussi vraisemblablement un bal.

Un événement assez extraordinaire fait dans ce moment le sujet de toutes les conversations dans les sociétés de la ville. Un globe de feu argenté, venant de l'ouest, est tombé, dit-on, ce soir dans le jardin du palais de Saxe, y a éclaté, en répandant une grande quantité d'étoiles, et laissant après lui une longue traînée de feu. Tous les Polonais en conçoivent les plus grandes espérances, et en augurent que le sort de la Pologne est fixé.

MURAT.

NEY A BERTHIER.

Gnesen, le 1er décembre 1806.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Altesse Sérénissime le nouvel ordre de marche que j'ai arrêté ce soir pour le 6e corps, et de lui faire part de l'emplacement que chaque division a ordre d'occuper sur la rive gauche de la Vistule.

La brigade de cavalerie légère, commandée par le général Colbert, s'établira depuis Fordon jusqu'à Schwitz. Ce général fera faire exactement un service de patrouille sur la rive gauche de la Vistule pour observer les mouvements de l'ennemi sur la rive opposée ; il prendra tous les renseignements possibles sur sa force dans les places de Thorn, Graudenz, Dantzig et Kœnigsberg, ainsi que sur le lieu où le roi de Prusse s'est retiré.

La division Marchand cantonnera le long de la Vistule depuis Nuchawaz, Plonsk, Slutschaw, Tibow, Podgarza, jusqu'à Schulitz inclusivement.

J'ai fait mettre à la disposition du général Marchand ·t hommes de cavalerie légère : ce détachement com-

muniquera par des patrouilles avec la gauche du maréchal Augereau à Kowal.

J'ai donné ordre aux généraux Colbert, Marchand et Marcognet de faire réunir à Fordon et à Plonsk tous les bateaux qu'ils pourront trouver sur la Vistule.

Un officier du génie a ordre d'aller reconnaître le lieu le plus propre à jeter un pont sur ce fleuve; jusqu'à présent les renseignements que je me suis procurés à cet égard m'ont indiqué le point au-dessus du confluent de la Drewenz comme le meilleur, une tête de pont pouvant s'y construire aisément, et cette position me donnant la facilité de tourner Thorn sans rien risquer.

J'ai fait diriger l'équipage de pont sur Bromberg, afin d'ôter à l'ennemi les moyens de connaître le point que j'avais fixé pour mon passage.

Je suis assuré que Thorn n'est pas fort et que la garnison ne passe pas quatre cents hommes. Si je suis le maître de faire ce que les circonstances m'offriront de favorable, je tâcherai de faire enlever cette ville d'un coup de main.

Graudenz est considéré dans le pays comme une bonne place de guerre; elle renferme une garnison de deux à trois mille hommes. En général les forces de l'ennemi depuis cette ville jusqu'à Thorn sont évaluées à cinq mille hommes.

Une canonnade qui a été entendue hier et ce matin du côté de Graudenz m'a fait changer mes dispositions d'hier, et m'a fait prendre celles dont j'ai l'honneur de faire part à Votre Altesse. J'ai pensé que l'ennemi avait pu tenter de se faire un passage sur la Vistule.

NEY.

Davout a Berthier.

Varsovie, 1er décembre 1806.

Les levées d'hommes se font très facilement, mais il manque des personnes qui puissent diriger leur organisation, leur équipement et leur instruction; il manque aussi des fusils.

L'esprit est excellent à Varsovie, mais les grands se servent de leur influence pour calmer l'ardeur qui est générale dans les classes moyennes. L'incertitude de l'avenir les effraye, et ils laissent assez entendre qu'ils ne se déclareront ouvertement que lorsqu'en déclarant leur indépendance, on aura contracté l'engagement tacite de la garantir.

Davout.

Ney a Berthier.

Bromberg, le 4 décembre 1806.

Je suis arrivé hier au soir avec la brigade de cavalerie du général Colbert et une compagnie d'artillerie légère; cette troupe se dirige aujourd'hui sur Fordon ; elle portera sa droite à la rive gauche de la Braha et étendra sa gauche jusqu'au-dessous de Schwetz. Un service de reconnaissance sera organisé pour savoir ce qui se passe jusqu'au-dessous de Dantzig.

Je suis maître de l'île de Thorn, et j'espère bien l'être également de la ville même sous quelques jours.

Ney.

RAPPORT SUR LA PRISE DE POSSESSION DE THORN.

Thorn, le 7 décembre 1806.

Dès le 3 courant, jour de mon arrivée à Bromberg, le général de brigade Durosnel me donna les renseignements nécessaires sur l'emplacement des troupes sous ses ordres et sur la force de l'ennemi.

Le 4, j'allais reconnaître le développement de la Vistule depuis le confluent de la Braha jusqu'au-dessous du Sompolno par Fordon. La brigade de cavalerie légère du général Colbert, une compagnie d'artillerie légère et le 27e de ligne venaient d'arriver sur ce front et s'étendaient jusqu'à Schwetz pour observer tout ce que l'ennemi pourrait jeter sur la rive gauche de la Vistule par Graudenz.

Le lieutenant général Lestocq, au service de la Prusse, écrivit de Thorn le 1er décembre; il demandait plusieurs passeports pour des administrateurs qui désiraient passer sur la rive gauche de la Vistule et reprendre leurs fonctions, où ils étaient précédemment employés. Cette lettre fut remise le 4 à Fordon, et je chargeai le général Colbert d'y répondre que les passeports étaient prêts et qu'on attendait les employés qu'ils concernaient. Cependant la Vistule charriait beaucoup de glaçons, et le passage devenait dangereux : les personnes ne se présentèrent point.

L'officier prussien qui avait apporté cette lettre apprit par un jeune officier trop causeur que le corps d'armée sous mes ordres venait d'arriver de Magdebourg à Bromberg. Cette nouvelle lui fit hâter son retour à Thorn. Le 4 au soir, un espion m'apprit que l'ennemi faisait des dispositions pour renforcer sa ligne de défense sur la Vistule.

Le 5, j'invitai le général Durosnel à faire quelques tentatives vers Thorn, pour connaître la force de l'ennemi et la résistance qu'il pourrait faire. Le colonel Savary, com-

mandant le 4e de ligne qui gardait ce poste, était prévenu de l'arrivée du général Marchand : on s'empara sans aucune perte de l'île vis-à-vis de Thorn.

Le soir, des rapports m'annoncèrent que l'ennemi songeait à se retirer, et effectivement il commença à se replier pendant la nuit sur Graudenz et sur Kœnigsberg.

Le 6, la tête de mes troupes arriva à Podgorze, vis-à-vis de Thorn. Le colonel Savary, à l'aide de quelques bateliers polonais, avait déjà pris sur la rive droite au-dessus de Thorn quelques bateaux dont l'ennemi, plusieurs jours avant, s'était emparé, en profitant de la faiblesse du seul détachement de chasseurs du 20e qui était alors à Podgorze.

L'ennemi n'ayant laissé sur toute la rive droite que des postes d'observation, le colonel Savary, avec quatre cents hommes de son régiment et les voltigeurs et grenadiers du 69e et du 6e léger, passa sur la rive droite de la Vistule. L'ennemi fit une forte résistance, et on ne serait peut-être pas parvenu à débarquer sans le secours des bateliers polonais qui, malgré les coups de fusil, sont venus audevant de nos troupes pour les dégager des glaçons; quelques bateliers prussiens, avant voulu s'y opposer, ont été jetés dans la Vistule par les Polonais. Il y a eu dans cette affaire une vingtaine de Prussiens tués ou blessés et autant de pris; de notre côté nous avons eu cinq blessés.

L'ennemi a fait sa retraite ainsi qu'il suit : la principale colonne qu'on évalue à quatre mille hommes, aux ordres du général Lestocq, se dirige sur Kœnigsberg; l'autre sur Graudenz; la garnison de cette dernière place est de quatre bataillons forts environ de trois mille hommes. Tous les rapports confirment que l'ennemi ne veut point tenir la campagne et qu'il se borne, en attendant l'arrivée des Russes, à défendre les places de Colberg, de Graudenz, de Dantzig et de Kœnigsberg. On ne sait rien de certain sur ces derniers... Le roi de Prusse s'est retiré à Kœnigsberg.

Le Maréchal Ney.

MURAT A L'EMPEREUR.

Varsovie, le 5 décembre, à minuit.

Ce que Votre Majesté me dit des Polonais est très vrai; mais, Sire, ce que je vous ai annoncé sur leur compte ne l'est pas moins : il n'existe malheureusement ici que trop d'égoïstes. Je m'estime bien heureux d'avoir prévenu vos intentions, et de leur avoir parlé dans le sens que Votre Majesté vient de me prescrire. On m'assure que, s'il est vrai que l'Empereur de Russie se soit déclaré roi de Pologne, il en résultera nécessairement une grande convulsion et qu'on verra deux partis en Pologne s'entre-détruire, parce que, quoique la France ait naturellement plus de partisans que la Russie, il est incontestable que cette dernière en imposerait davantage par sa proximité, et que la France en perdra beaucoup par l'idée que l'on a généralement qu'il va s'établir un intervalle immense depuis le Rhin jusqu'à la Warta, tandis que la Russie reste toujours en point de contact. Cette nouvelle vraie ou fausse fait déjà sentir quelque refroidissement que la présence de Votre Majesté fera bientôt disparaître. J'ai trouvé aujourd'hui le prince Poniatowski beaucoup plus décidé.

MURAT.

MURAT A L'EMPEREUR.

Varsovie, le 6 décembre 1806, à minuit.

Le général Dombrowski est arrivé ce soir; la garde nationale va être organisée. Le prince Joseph Poniatowski, qui a pris son parti de très bonne foi, me présentera dans le plus court délai un projet d'organisation des troupes réglées qui pourront être levées dans le département de

Varsovie; il en a accepté le commandement, et se charge de les organiser; et, en se décidant, il m'a ajouté devant les principaux magnats de Pologne : « Prince, vous devez plus compter sur ceux qui comme nous se décident après avoir mûrement réfléchi, que sur quelques enthousiastes qui n'ont rien à perdre, et que la moindre apparence de danger ferait cacher ou fuir. Nous comptons sur la magnanimité de l'Empereur; il est impossible qu'il veuille nous pousser ainsi en avant, s'il n'avait pas le projet de ne pas nous abandonner. Dans tous les cas, nous sommes déjà ses sujets, et la France deviendra notre patrie. » Sire, la détermination de ce prince et celle des autres magnats produira un grand effet; car, je ne dois pas le dissimuler à Votre Majesté, presque tous les grands avaient les yeux fixés sur lui, et attendaient le parti qu'il prendrait pour se décider eux-mêmes.

Nos troupes observent la plus sévère discipline et vivent dans la meilleure intelligence avec les Polonais. Sire, j'ai été obligé de prendre une mesure un peu sévère, mais que les circonstances rendent nécessaire : il a été ordonné qu'il ne serait plus distribué à l'avenir que le nombre de rations accordées par la loi.

Sire, les généraux sont très mal, les vivres sont fort chers, et la plupart des hôtes refusent de fournir leurs tables. Je n'ai pas cru qu'il fût convenable d'ordonner aux magistrats de la leur faire fournir, quoique quelques généraux m'en eussent prié. Tout le monde est extrêmement gêné, et cependant personne ne se plaint, tant on nous aime.

MURAT.

NEY A BERTHIER.

Thorn, le 7 décembre 1806.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Altesse Sérénissime que les troupes françaises sont maîtresses de

Thorn depuis hier. Le 6e léger, les voltigeurs et les grenadiers du 69e et un détachement du 14e de ligne, commandé par le colonel Savary, ont tourné et attaqué l'ennemi, et emporté ce poste; l'ennemi a eu plusieurs tués ou blessés et on lui a fait quelques prisonniers; de notre côté, nous avons eu quelques blessés.

Le colonel Savary mérite les plus grands éloges pour son intelligence, son zèle et sa valeur : c'est à lui particulièrement qu'on doit la prise de Thorn.

NEY.

NEY A BERTHIER.

Thorn, le 8 décembre.

A Son Altesse Sérénissime le Prince de Neufchâtel, Ministre de la guerre.

L'ennemi continue à garder le plat pays; un régiment de Polonais, fort de 800 hommes, couvre Graudenz et tous ses débouchés; deux régiments de dragons gardent la rive droite de la Vistule, depuis le confluent de la Drewenz jusque vis-à-vis de Lipno et de Plock et les communications de Culmsée, de Schonsée et d'Osterode. On dit l'ennemi beaucoup plus fort à Graudenz que je ne l'avais d'abord annoncé : la garnison de cette place est de 4,000 hommes, et on évalue à 10,000 hommes les troupes qui gardent toutes les communications.

Votre Altesse sait que j'ai bien peu de monde pour tenir à la fois l'ennemi en respect et la campagne; cependant, s'il osait entreprendre quelque chose sur Thorn, il s'en repentirait, cette place étant un point trop important pour que je ne prenne pas le parti de me défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Je fais reconnaître aujourd'hui les ouvrages extérieurs de cette ville; après quoi, j'espère en faire une bonne tête

de pont : elle présente tous les moyens possibles pour remplir les intentions de Sa Majesté à cet égard; et, dès que le rapport me sera fait, je ferai commencer les travaux préliminaires et rassembler les bois nécessaires pour les palissades. J'apporterai à tout la plus grande activité.

La place de Thorn est fermée par un vieux mur crénelé, elle est entourée d'un fossé et de quelques ouvrages extérieurs très anciens et dégradés par le temps; cependant une garnison de 2 à 3,000 hommes pourrait au besoin y tenir tête à 20,000 assiégeants.

Le 59e de ligne doit être maintenant en marche pour Francfort-sur-l'Oder, et peut-être même est-il arrivé à Posen. Il me semble qu'il serait urgent de l'envoyer en toute diligence sur Thorn, ainsi que le 25e léger qui doit bientôt arriver à Magdebourg.

NEY.

Note.

Varsovie, ce 9 décembre 1806.

Les habitants de Varsovie se refroidissent un peu dans leur enthousiasme pour les Français, à cause des excès que commet le militaire, de la trop grande surcharge des logements et de la nourriture des officiers.

Signé : MOLLER, capitaine.

NEY A BERTHIER.

Thorn, le 9 décembre 1806.

Ce n'est qu'aujourd'hui seulement que le 10e de chasseurs à cheval aura passé en totalité sur la rive droite de

la Vistule; je pourrai alors faire pousser des reconnaissances plus en avant.

On n'a aucune nouvelle des Russes.

NEY.

NEY A BERTHIER.

Thorn, le 10 décembre 1806.

Tout le pays qui est devant moi et sur la rive droite de la Vistule, aux environs de Graudenz et de Lipno, est couvert de partis de cavalerie ennemie; je suis réduit, faute de cavalerie de mon côté, à faire marcher lentement mon infanterie et à la fatiguer par un service de bivouac.

Le général Tilly est annoncé devoir arriver aujourd'hui avec ses trois régiments à Bromberg; je donne ordre de le diriger demain ou après sur Thorn; des bateaux pontés sont préparés pour le passer sur la rive droite; cette cavalerie me sera bien utile, surtout pour ranimer les habitants de ce pays, qui sont extrêmement refroidis par les menaces de l'ennemi et par la crainte où ils sont que les Russes n'arrivent.

Le général Colbert a effectué le passage de la Vistule avec le 27e de ligne, quelques pièces d'artillerie légère et des détachements du 3e hussards; il était hier à Ostrometzki; aujourd'hui il marche sur Culm. J'envoie une partie du 10e chasseurs sur ce même point.

La Vistule charrie moins et le temps est absolument au dégel; cette circonstance est heureuse pour le rétablissement du pont de Thorn, dont les travaux vont très bien; la principale travée sera terminée aujourd'hui, une seconde avance beaucoup, et bientôt nous aurons une bonne communication avec l'île; le reste se fera également avec la plus grande activité.

NEY.

Ney a Berthier.

Thorn, 11 décembre.

Le général Colbert s'est établi hier au soir dans Culm, avec 9 compagnies d'infanterie, 100 chevaux et 2 pièces d'artillerie : il a chargé le colonel Lebrun de hâter le passage du 3e hussards, de l'infanterie et de l'artillerie qui n'ont pas encore pu l'effectuer, et de le rejoindre le plus tôt possible à Culm.

Le général Colbert garde les routes de Graudenz et de Strasburg avec deux compagnies de voltigeurs; sa cavalerie est à une lieue en avant et couvre les différentes communications; le capitaine de hussards qui est sur le débouché de Strasburg a ordre de s'éclairer en avant de son front et de communiquer avec les troupes du général Marchand.

Ney.

Ney a l'Empereur.

11 décembre 1806.

Dès mon passage sur la rive droite de la Vistule, j'ai senti, Sire, combien je devais être circonspect pour conserver la position importante que j'occupe, et que je ne devais pas aller au-devant des forces ennemies, trop supérieures à moi, ou les attirer en m'éloignant trop de mon pont. Mes cinq régiments, les 6e léger, 27e, 39e et 76e de ligne, ainsi que les 3e hussards et 10e chasseurs, forment cinq colonnes principales à une profondeur de huit lieues, dont la base est Thorn, la droite au confluent de la Drewenz, la tête à Gollub et la gauche à Culm; chacune de ces colonnes a de l'artillerie, et l'intervalle qui les sé-

pare est couvert par des partis de cavalerie; elles sont disposées de manière à pouvoir se secourir réciproquement au besoin, et à se replier dans des positions concentriques en arrière.

NEY.

MARÉCHAL NEY A BERTHIER.

Thorn, le 17 décembre 1806.

Le 19, le général Colbert, avec la cavalerie légère, aura des postes à Strasburg et au delà; il laissera également un détachement en observation à Culm, Lunawa et Nawra au-dessus de Graudenz; il s'établira avec le reste entre Gurznow et Ruppin occupant ces deux points.

NEY.

NEY A BERTHIER.

Gollub, 18 décembre 1806.

Le général Colbert est ce soir à Briesen et sera demain à Rehden pour observer Graudenz; il a sous ses ordres quatre escadrons des 5e de hussards et 10e de chasseurs, et deux pièces de quatre; avec d'aussi faibles moyens il lui est impossible de rester à poste fixe, il sera obligé d'être toujours en alerte. Ce général aura l'honneur d'adresser à Son Altesse le prince de Ponte-Corvo un rapport journalier.

NEY.

Bernadotte a l'Empereur.

Biezun, 26 décembre, à 5 heures du matin.

Le maréchal Ney m'a écrit hier de Gurzno; il occupe Mlawa, Soldau, Lautenburg, et observe les routes de Neidenburg et de Willenberg. Demain la brigade de cavalerie du général Colbert ira prendre poste à Neidenburg et poussera de forts partis en avant.

Bernadotte.

Ney a Berthier.

Dlutowo, près de Zielin, 27 décembre.

La cavalerie du général Colbert étant arrivée hier à Zielin, je l'ai dirigée immédiatement sur Soldau; j'ai fait appuyer le 50e à la droite du 59e pour soutenir au besoin cette position.

Ney.

Ney a Berthier.

Soldau, 28 décembre 1806.

Le général Colbert est entré ce matin à Neidenburg; il a eu une légère escarmouche avec l'arrière-garde du général Lestocq qui se retire à Hohenstein.

Les habitants de Neidenburg rapportent qu'il se trouve 12,000 Russes à Prasznic et fort peu de monde à Willenberg; cette dernière ville renferme des magasins de subsistances que l'on dit considérables; j'enverrai sur ce point de fortes reconnaissances pour chercher à m'en emparer; mais je ne ferai plus de mouvements offensifs avant

de connaître la position et la direction des colonnes de la droite et du centre de l'armée.

Le général Colbert a trouvé à Neidenburg un grand nombre de blessés abandonnés par le général Lestocq; les deux aides de camp de ce général ont été blessés à Soldau; l'un d'eux, qui est prisonnier, en mourra probablement. D'autres officiers blessés appartenant à plusieurs corps sont aussi tombés entre nos mains.

NEY.

NEY A BERTHIER.

Neidenburg, le 31 décembre 1806.

Monseigneur,

Le général Colbert, dans un rapport qu'il m'a adressé de Klein-Schimauen, en avant de Willenberg, le 30, m'annonce que ce même jour de très bonne heure il a traversé le débouché du bois de Klein-Schimauen où se trouvait un escadron prussien soutenu par quatre autres escadrons et un bataillon d'infanterie légère placés derrière Gros-Schimauen.

Aussitôt que ce général eut connaissance de l'ennemi, il fit attaquer les avant-postes, chargea l'escadron, et, après lui avoir sabré beaucoup de monde, prit un officier et quinze dragons. Les voltigeurs du 69e arrivèrent pendant l'intervalle; l'ennemi alors fut vivement canonné, et notre infanterie, malgré l'infériorité du nombre, marcha sur Gros-Schimauen; le village fut emporté, et les Prussiens, laissant des morts et quelques prisonniers, se replièrent sur Ortelsburg après une faible résistance.

Le général Colbert me mande aussi que, les troupes du prince de Ponte-Corvo étant arrivées à Willenberg, il partira aujourd'hui 31 pour Ortelsburg, conformément à l'ordre de mouvement que j'avais précédemment donné;

il sera suivi par la brigade du général Marcognet, composée des 69e et 76e de ligne.

Le général Colbert ira s'établir à Guttstadt, en passant par Passenheim et Wartenburg, tenant ainsi la tête du corps d'armée; il sera appuyé par le 25e léger et le 50e qui prendront position demain à Allenstein et en avant de ce point.

NEY.

Neidenburg, le 2 janvier 1807.

A Son Altesse Sérénissime le Prince de Neufchâtel, Ministre de la guerre.

Monseigneur,

Le 31 décembre, le général Colbert, partant de Schimauen, s'est porté sur Ortelsburg qui venait d'être évacué; son avant-garde a donné vigoureusement sur 'arrière-garde ennemie et a fait prisonniers deux officiers et soixante-dix fusiliers du régiment de Bulow : l'ennemi s'est replié sur Sensburg. Le général Colbert, conformément à mes ordres, a continué sa marche sur Passenheim pour se rendre par Wartenburg à Guttstadt, où il arrive aujourd'hui; il nettoiera la rive droite de l'Alle jusqu'à la hauteur de Heilsberg; il aura des postes de flanc à Seeburg; mais il serait nécessaire, pour ouvrir les cantonnements de l'infanterie, de donner à la troupe quelques jours de repos, de lui permettre de vaquer aux réparations de la chaussure, et que le maréchal Bessières occupât avec de la cavalerie légère Bischoffsburg et Seeburg : j'en fais la proposition au prince de Ponte-Corvo.

LE MARÉCHAL NEY.

Berthier a Ney.

Varsovie, le 4 janvier 1807.

Ordre à M. le Maréchal Ney.

L'ordre de l'Empereur, Monsieur le Maréchal, est que vous couvriez avec votre corps d'armée Thorn et le blocus de la place de Graudenz. Le général de division Rouger va se rendre à Bromberg pour y prendre le commandement du corps de Hesse-Darmstadt : il se fera aider pour l'investissement de Graudenz par les troupes de la division du prince de Ponte-Corvo qui sont encore à Thorn. Vous aurez soin, Monsieur le Maréchal, de veiller au blocus de Graudenz, ainsi qu'à la conservation de Thorn et des magasins de Bromberg. Le prince de Ponte-Corvo va se porter sur votre gauche pour couvrir le siège de Dantzig et celui de la place de Colberg.

L'Empereur, Monsieur le Maréchal, ne voulant faire avec ses armées aucun mouvement offensif pendant l'hiver, désire que vous preniez des cantonnements tels qu'ils appuient la gauche du maréchal Soult et la droite du prince de Ponte-Corvo : indépendamment de votre cavalerie légère, la division Grouchy sera directement sous vos ordres. Votre parc d'artillerie doit être sur Thorn. Donnez des ordres pour qu'on travaille aux fortifications de cette place ; faites faire du biscuit dans les manutentions de Thorn et de Bromberg, de manière à avoir dans un mois 2 à 300,000 rations de biscuit prêtes à servir pour les opérations de l'entrée de la campagne. Faites établir des hôpitaux à Thorn de manière que le pays que vous occupez ne soit jamais embarrassé, et que suivant les circonstances vous puissiez vous porter sur telle direction donnée.

Le major-général Berthier.

Au quartier général de Neidenburg, le 6 janvier 1807.

Emplacement provisoire des troupes du 6e corps d'armée dont le mouvement s'opérera du 7 *au* 8 *janvier* 1807.

Le général Colbert, avec les 3e régiment de hussards, 10e de chasseurs à cheval, les compagnies de voltigeurs du 25e régiment d'infanterie légère et celle du 50e de ligne et 2 pièces de quatre, formera une chaîne de postes de manière à couvrir le front des cantonnements provisoires que prend l'armée. Sa droite sera Shippenbeil, le centre où il établira son quartier général, Bartenstein, et la gauche Heilsberg, observant par sa droite Barthen, Gerdauen et Friedland, par son centre Domnau et Eylau, et par sa gauche Landsberg et Melsach, points sur lesquels il dirigera des patrouilles. Le général Colbert déterminera des lieux de rassemblement; sa retraite est sur Bischoffstein.

Le général Colbert mettra un détachement de 50 hommes à la disposition du général Marchand pour diriger des patrouilles sur Wormditt, Holland, Saalfeld, Rosenberg et Deutsch-Eylau, etc., etc., etc.

Il sera établi des perches d'alarme au centre de chaque lieu de rassemblement des régiments pour servir de ralliement en cas de nécessité.

Il sera aussi établi des pièces d'artillerie aux quartiers généraux des généraux de brigade de manière à correspondre par trois coups de canon de la droite à la gauche ou du centre à la droite et à la gauche. Si l'ennemi se présentait en force pour attaquer quelques parties de nos cantonnements, au signal convenu les troupes prendraient les armes et se réuniraient aux lieux de rassemblement, et y attendraient de nouveaux ordres.

LE MARÉCHAL NEY.

NEY A BERTHIER.

Wartenburg, le 10 janvier 1807.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que le 6 de ce mois le général Colbert a fait surprendre pendant la nuit la petite ville de Bartenstein où se trouvaient vingt-cinq dragons gardes du corps. Nous avons fait prisonniers l'officier commandant et six hommes ; on a également pris douze chevaux abandonnés par leurs cavaliers, qui, voulant se sauver à la nage, ont été noyés.

Le 8, l'avant-garde de ce général a trouvé, auprès du village de Lauterhagen, vingt-cinq hussards noirs et un officier ; on en a pris onze, le reste a été sabré. Nous n'avons eu qu'un seul blessé dans ces deux rencontres.

LE MARÉCHAL NEY.

MARÉCHAL NEY A BERTHIER.

Bartenstein, le 14 janvier 1807.

Le 10, nous avons attaqué et occupé Schippenbeil ; le 11, l'ennemi est venu avec du canon et un bataillon d'infanterie légère reprendre ce poste. La perte de part et d'autre a été de peu de conséquence, et le soir même un renfort de quelques compagnies d'infanterie nous a permis de réoccuper ce poste important à cause des grandes communications de Kœnigsberg qui y aboutissent.

NEY.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

CHAPITRE XVII

CHAPITRE XX

CHAPITRE XXI

CHAPITRE XXII

CHAPITRE XXIII

CHAPITRE XXIV

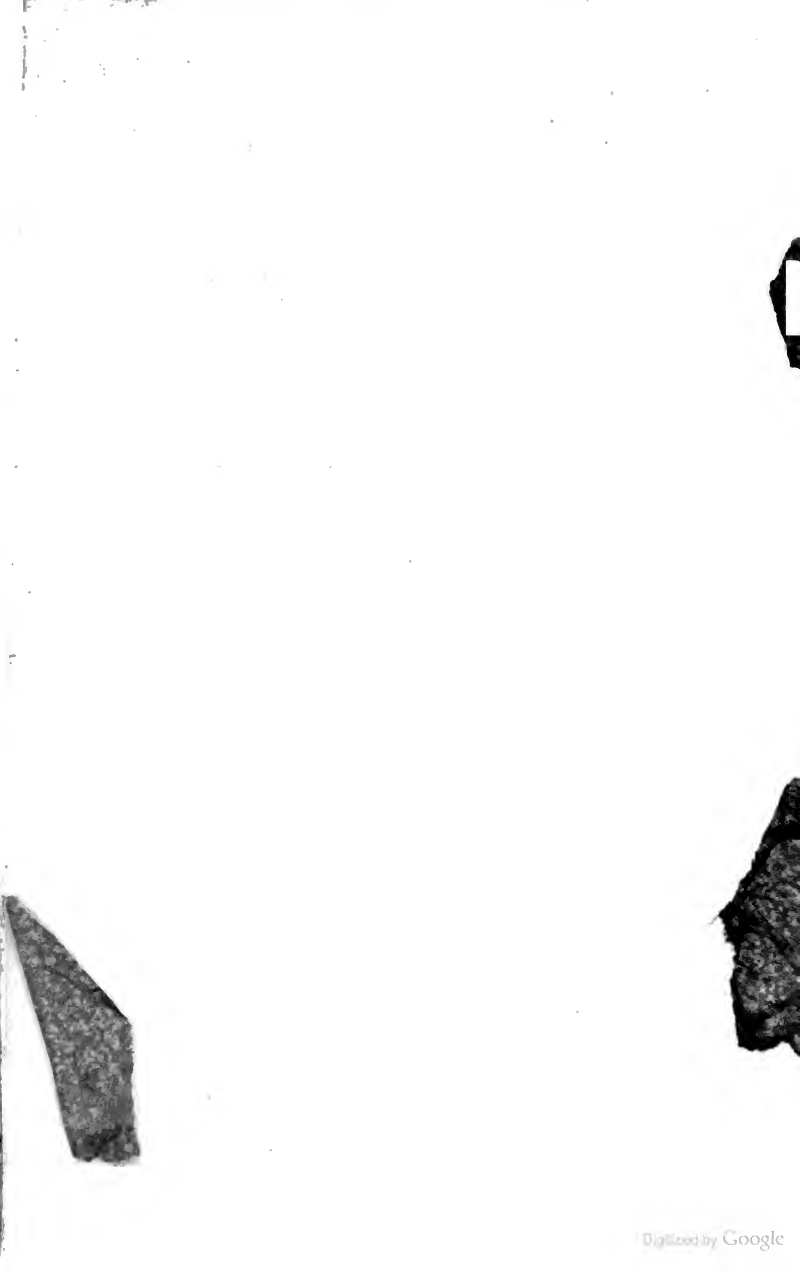
CHAPITRE XXV

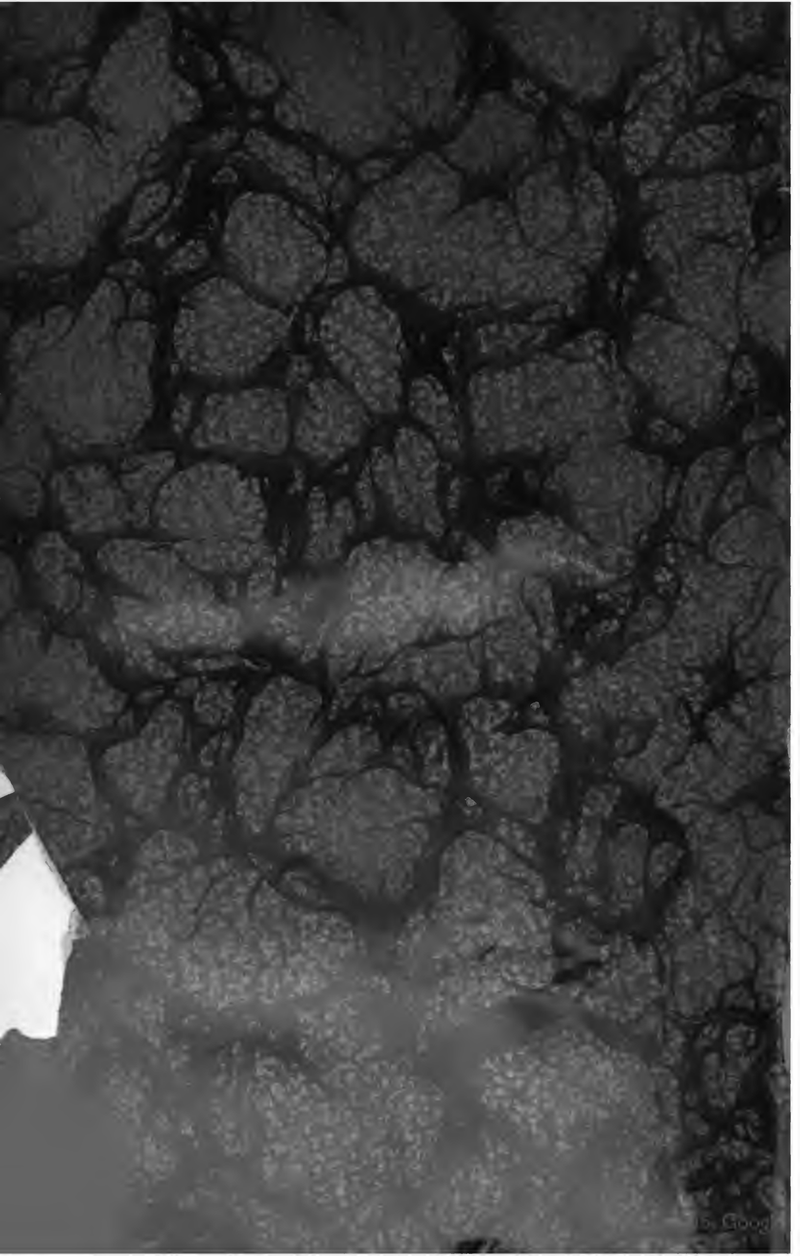
CHAPITRE XXVI

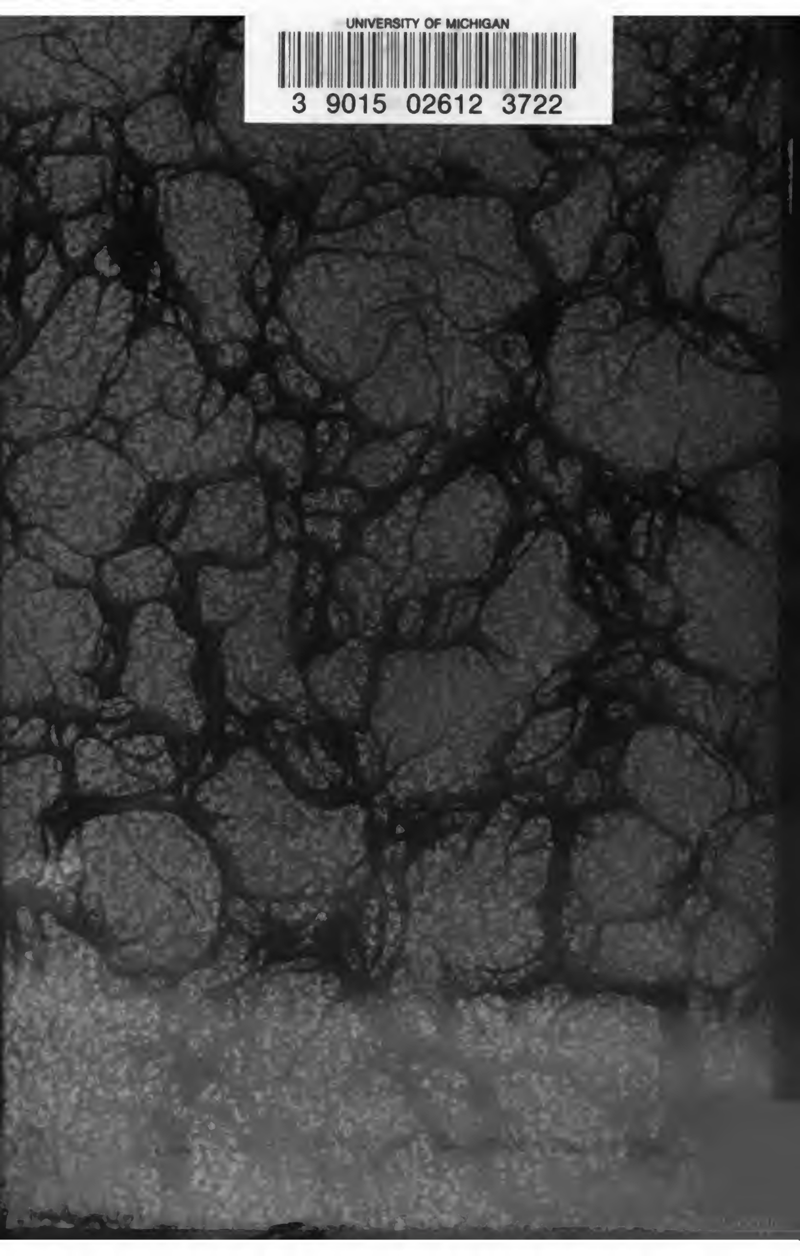
NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

MOTTEROZ, Adm.-Direct. des Imprimeries réunies, C, rue du Four, 54 bis, Paris






UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02612 3722

